

Benito Gallo

LES ITALIENS AU GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG

LES ITALIENS
AU GRAND-DUCHE
DE LUXEMBOURG

A Mgr Giovanni Battista Scalabrini,
dont la Congrégation célèbre en 1987
un siècle de vie
au service des migrants

BENITO GALLO

LES ITALIENS

AU

GRAND-DUCHE

DE

LUXEMBOURG

UN SIÈCLE D'HISTOIRE ET DE
CHRONIQUES SUR L'IMMIGRATION
ITALIENNE

VERSION FRANÇAISE D'ANNA VIGLIONE
PREFACE DE GILBERT TRAUSCH

PREFACE

Ce gros livre vient à son heure. La grande migration des Italiens vers le Luxembourg a commencé il y a environ un siècle, en 1890-1891. Ce n'est que depuis une vingtaine d'années que le mouvement s'est essoufflé. Ce cadre chronologique a permis à Benito Gallo de travailler dans la longue durée. La colonie italienne est la seule au Luxembourg à permettre cette approche. C'est dire tout l'intérêt de cette étude.

Vue avec un recul presque séculaire l'immigration italienne apparaît comme prise en sandwich entre deux autres grandes vagues migratoires, l'une venue d'Allemagne (grosso modo entre 1875 et 1935), l'autre venue du Portugal (depuis les années 1960). Par moments, p. ex. vers 1910 et 1930, la présence allemande fait peur et suscite le spectre de la germanisation. Personne ne s'est jamais avisé de parler d'italianisation ni d'un danger italien. Il y a deux explications à ce sujet. Primo, la présence des Italiens a été longtemps perçue comme un phénomène passager à cause de leur grande instabilité. Secundo, les Italiens qui se sont établis au Luxembourg pour de bon n'ont jamais été ressentis comme un danger pour l'identité nationale. Bien plus, à partir d'un moment donné, leur établissement a été compris comme un bienfait par des Luxembourgeois inquiets de leur avenir démographique.

L'afflux des Italiens s'est tari d'une façon que tout permet de croire définitive. Que vont devenir ceux qui sont restés? Pour Benito Gallo «cette communauté a désormais acquis la certitude que son avenir réside au Grand-Duché». Tant mieux pour le Luxembourg! L'heure du bilan a donc sonné et c'est à cette lourde tâche que l'auteur s'est attelé avec un courage qui force le respect et suscite l'admiration. B. Gallo se place sur le plan de l'histoire et son angle d'approche est italien, fort légitimement d'ailleurs. Il nous montre la mise en place d'une véritable contre-société avec ses mœurs et ses mentalités, ses activités, ses lois et ses valeurs propres. Entre les deux sociétés, la luxembourgeoise et l'italienne, il y a eu de l'incompréhension, des tensions même, les moments les plus pénibles se situant aux antipodes: l'avant 1914 et la libération de 1944-1945. Les dérapages de l'épuration ne sont certainement pas un chapitre de gloire dans les annales du Luxembourg.

Les problèmes que cette colonie pose à elle-même d'abord, au Luxembourg ensuite, sont complexes. Plusieurs Italies coexistent, tantôt en se superposant tantôt en s'opposant: l'Italie officielle avec la Légation, le Consulat, l'œuvre Bonomelli-Mission catholique et la Casa d'Italia; dans son sillage l'Italie des notables – les commerçants et les entrepreneurs – qui se détache assez vite du flot prolétarien; l'Italie laborieuse enfin qui grouille et fourmille. A première vue on a l'impression d'une masse informe et c'est sans doute cela qui a fait peur aux Luxembourgeois. Très tôt cependant apparaissent les premières associations, sociétés d'assistance et de secours mutuel, sociétés sportives, culturelles, plus tard politiques.

La prise du pouvoir par Mussolini (octobre 1922) agit sur la colonie italienne comme un explosif. S'en est fait de sa tranquillité pour un quart de siècle. L'Italie laborieuse est antifasciste dans ses entrailles. Cela tient à l'origine des immigrés, qui proviennent en grande partie de régions réputées

pour leur tradition anticléricale et la force des courants anarchistes. Les notables et la bourgeoisie en train de s'étoffer se rallient au fascisme qui est aussi l'Italie officielle. Comme si souvent la masse préfère rester, autant que possible, en dehors de la mêlée. Les Luxembourgeois quant à eux entendent surtout le vacarme des minorités extrémistes. Fascistes et antifascistes s'affrontent avec d'inévitables excès de langage mais, à l'occasion, aussi avec des explosifs et des pistolets.

Dans ces luttes à l'intérieur de la communauté italienne, la capitale émerge comme le centre de la propagande fasciste tandis que les villes d'Esch, de Dudelange et de Differdange apparaissent comme les bastions de l'antifascisme. Le Gouvernement luxembourgeois risquait de se retrouver entre deux feux dans une lutte qui le dépassait. En fait, ses mesures de répression frappent surtout l'antifascisme. Par moments il a la main lourde, comme en témoignent les 867 expulsions prononcées de janvier à juin 1932. Mesures non dépourvues d'efficacité, puisqu'à partir de 1933 la violence due aux Italiens diminue beaucoup alors même que l'actualité multiplie les sujets d'affrontement (p. ex. guerre d'Abyssinie, guerre d'Espagne).

En suivant les péripéties qui secouent la colonie italienne, le lecteur averti n'oubliera pas que ce sont les extrémistes des deux bords qui monopolisent l'attention. Ce sont eux qui laissent le plus de traces dans les archives imposant par là à l'historien la voie à suivre. Or, ils ne sont que quelques centaines sur un total oscillant entre 6 000 et 14 000. L'Italien moyen n'apparaît que dans les registres des arrivées et des départs – et encore pas toujours – dans ceux de l'état civil et... dans la rubrique des accidents du travail.

L'étude de Benito Gallo apporte d'intéressantes précisions sur les relations entre les Gouvernements italien et luxembourgeois ainsi que sur les contacts des forces antifascistes avec la gauche luxembourgeoise et notamment le parti communiste.

Avec la Seconde Guerre mondiale et l'épuration les relations entre Luxembourgeois et Italiens sont au plus bas. Il faut plusieurs années pour liquider le contentieux et, avec le tournant de 1950, commence une nouvelle phase de croissance rapide mais de courte durée. A partir des années 1970 le solde migratoire devient négatif. La population italienne a fini par se stabiliser plus ou moins aux alentours de 22 000. Une lente érosion ne doit pas cacher le fait que la majorité d'entre eux est destinée à rester dans le pays (38 % d'entre eux sont nés au Luxembourg, 37 % y résident depuis au moins vingt ans).

Et voilà! La boucle est bouclée. La grande aventure italo-luxembourgeoise, presque séculaire, touche à sa fin. Un important chapitre de notre histoire démographique se clôt. Le moment du bilan est venu. L'heure de l'historien sonne. B. Gallo s'acquitte de sa tâche avec beaucoup de bonheur. Au prix de gros efforts il a su rassembler une documentation largement dispersée. Seul un homme parfaitement familier des réalités italiennes pouvait mener à bien cette œuvre. Ses efforts vers une large compréhension ne l'empêchent pas, à l'occasion, de parler avec beaucoup de franchise. L'histoire mouvementée de la colonie italienne au Luxembourg n'est, en effet, pas dépourvue d'incidents pénibles tant pour les Italiens que pour les Luxembourgeois. Comment en aurait-il pu être autrement?

Benito Gallo a fourni une contribution importante à l'histoire de l'Italie et du Luxembourg. Grâce à lui beaucoup de Luxembourgeois connaîtront mieux leurs racines.

- Gilbert TRAUSCH

P REMIERE PARTIE

LES ANNEES DES PIONNIERS

CHAPITRE I:

HISTORIQUE GENERAL

DE L'IMMIGRATION ITALIENNE

AU GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG

DEPUIS SES DEBUTS (1890) JUSQU'A LA FIN

DE LA PREMIERE GUERRE MONDIALE (1918)

1. LES PREMIERES VAGUES D'IMMIGRES ITALIENS

Pendant des siècles, le Grand-Duché de Luxembourg était un petit pays avec une population pauvre, qui s'adonnait à l'agriculture et qui était souvent contrainte à l'émigration.

A partir de 1870, survint la «révolution industrielle», qui transforma radicalement la vie économique du pays: l'annexion de la Lorraine à l'Allemagne (1871) fut à l'origine de la création d'un puissant triangle industriel (Luxembourg-Sarre-Lorraine) dominé par le capital allemand et belge. Cette industrialisation marqua le début d'une phase d'expansion frénétique, dont nous pouvons distinguer deux périodes¹.

La première (1865-1890) est caractérisée par la construction des hauts fourneaux dans le bassin minier. Les travaux considérables demandaient une imposante masse d'immigrés, qui arrivèrent surtout des régions proches de l'Allemagne et de la Belgique.

En 1890, les étrangers du Grand-Duché constituaient déjà 8,5% de la population totale. Deux tiers de ces immigrés étaient des Allemands, tandis que le nombre des Italiens ne s'élevait qu'à environ deux cents personnes venues de la proche Lorraine allemande.

La deuxième période (1890-1914) se caractérise par la construction des aciéries, qui utilisaient la nouvelle méthode de travail du minerai inventée par Thomas Gilchrist. Le développement industriel connut à ce moment un essor vertigineux. La population locale n'était point préparée à affronter cet imposant événement; les frontières du Grand-Duché s'ouvrirent encore davantage aux étrangers et les Italiens arrivèrent en masse.

Differdange, vers 1910. De gauche à droite:
 Mattioli Ferdinando, originaire de
 Fabriano (Ancône) et Pozzacchio
 Francesco, originaire de la province de
 Vicence, avec un copain: trois jeunes
 hommes vigoureux vêtus de leurs costumes
 caractéristiques.



Ci-dessous un tableau indiquant le nombre des étrangers résidant au Luxembourg au cours de ces années².

	1875	1880	1890	1900	1905	1910	1922
ITALIENS	71	219	439	7 432	8 079	10 138	6 170
ALLEMANDS	3 497	8 412	12 296	14 931	17 243	21 762	15 501
BELGES	1 353	2 548	3 234	3 877	3 858	3 964	3 695
FRANCAIS	853	1 085	1 425	1 895	2 168	2 103	4 335

Une statistique plus détaillée était fournie au ministère des Affaires étrangères italien par le consul Weber. Elle concerne tout particulièrement les premiers mois de l'année 1893³.

Résidence	Familles	Individus
Dudelange	130	270
Esch-sur-Alzette	100	200
Rumelange	75	190
Differdange	60	150
Rodange	25	35
Luxembourg	4	16
Haut-Martelange	2	6
Feulen Haut	1	4
Wampach Haut	1	3
Grevenmacher	1	7
Total:	399	881

Par ailleurs, en 1902, sur la requête du Consul Weber, le gouvernement luxembourgeois certifia que 5 652 Italiens résidaient au Grand-Duché dont 4 248 hommes, 518 femmes et 886 enfants⁴. Cette différence considérable entre le nombre d'hommes et de femmes immigrés au Luxembourg se répercute naturellement à travers toute la population italienne résidant dans les différents cantons du pays: Luxembourg-Ville 36 (dont 25 hommes, 4 femmes et 7 enfants), Capellen 48 (36, 5, 7), Esch-sur-A. 5 096 (3 780, 490, 826), Luxembourg 236 (223, 5, 8), Mersch 8 (2, 1, 5), Echternach 88 (64, 7, 17), Grevenmacher 61 (51, 1, 9), Remich 46 (43, 2, 1), Diekirch 14 hommes, Wiltz 18 hommes, Clervaux 1 homme.

En quels endroits du Grand-Duché les Italiens fixaient-ils leur demeure?

Les statistiques montrent clairement que les immigrés italiens se fixaient de préférence dans le bassin minier. En effet, le développement de la sidérurgie offrait aux étrangers les plus grandes possibilités de travail. Les centres à forte densité d'immigrés italiens seront toujours Esch-sur-Alzette, Dudelange et Differdange.

Une étude faite sur ces trois pôles d'attraction de l'immigration nous permet de procéder à une comparaison très intéressante entre les immigrés italiens et ceux d'autres nationalités dans ces localités:

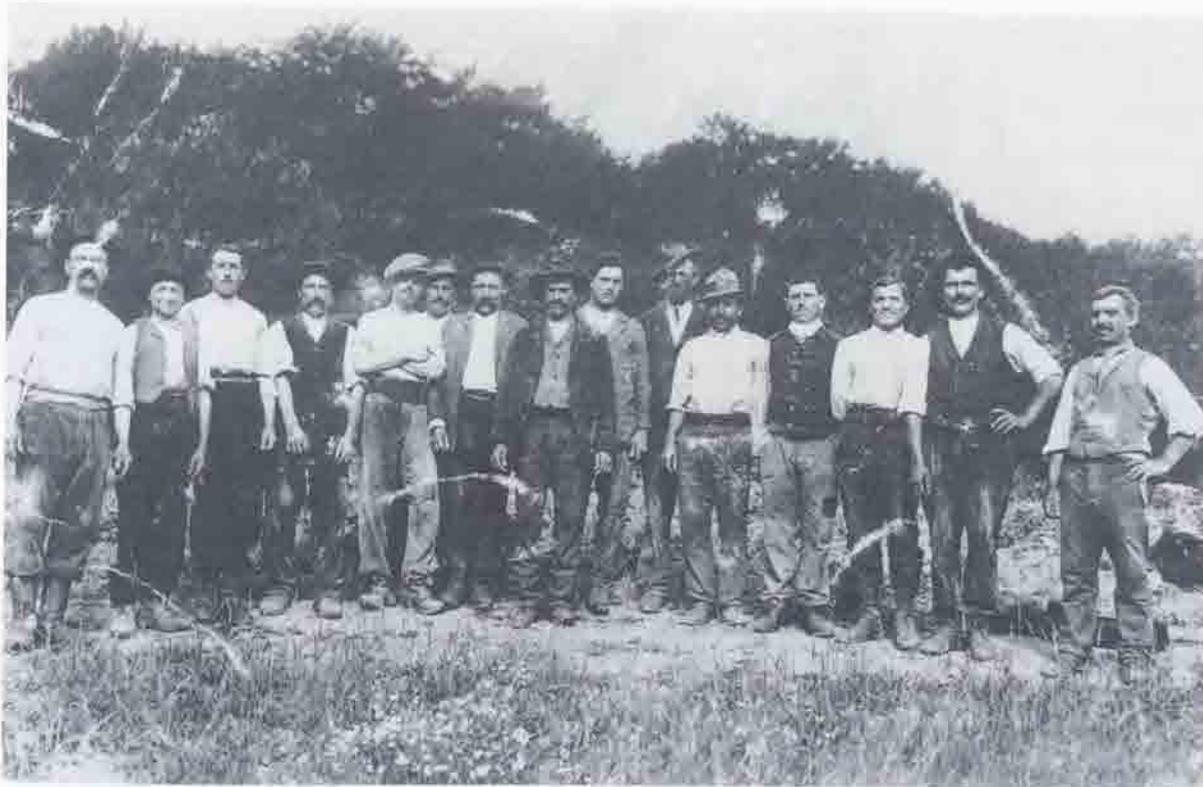
Nations des étrangers	Differdange 1904-1913 ⁵	Esch-sur-Alzette 1900-1925 ⁶	Dudelange 1898-1919 ⁷
Italie	8 195/59,04%	11 914/61,19%	10 362/77,69%
Allemagne	4 344/31,17%	5 523/28,37%	1 920/14,39%
France	566/ 4,04%	771/ 3,96%	424/ 3,18%
Belgique	539/ 3,60%	586/ 3,01%	475/ 3,56%
Autres	312/ 2,15%	676/ 3,47%	157/ 1,18%
Total:	13 956/100%	19 470/100%	13 338/100%

On note immédiatement que dans les trois localités le contingent italien l'emporte sur les autres. Le taux des Italiens varie entre 59,18% à Differdange, 61,19% à Esch-sur-Alzette et 77,69% à Dudelange. La colonie allemande occupe le deuxième rang, elle est mieux représentée à Differdange (31,37%) et à Esch (28,37%) qu'à Dudelange.

En conclusion on peut affirmer que 89 à 92% de la population étrangère au Grand-Duché est de nationalité soit allemande soit italienne.

D'autre part, les études sur Esch, Differdange et Dudelange nous donnent des indications assez précises en ce qui concerne la présence des femmes des deux nations immigrées dominantes (Italie et Allemagne) au cours d'une année de pleine expansion: 1910.

	Differdange ⁸			Dudelange ⁹			Esch-sur-Alzette ¹⁰		
	H	F	% de F	H	F	% de F	H	F	% de F
Total	1 117	256	18,64%	518	48	8,48%	2 663	168	5,93%
Allemands	320	152	32,20%	119	32	21,19%	643	97	13,10%
Italiens	715	69	8,80%	376	13	3,34%	1 826	55	2,92%



Echternach, début du XX^e siècle. Un groupe d'ouvriers italiens engagés pour construire le chemin de fer. Au centre: Ferrari Giovanni, originaire de la province de Vicence, père du cycliste renommé Ferrari Jean.

On relève le pourcentage le plus élevé à Differdange: 18,64% de femmes contre 8,48% à Dudelange et 5,93% à Esch. Le pourcentage des femmes italiennes est plus bas à Esch (2,92%) et à Dudelange (3,34%) qu'à Differdange (8,8%). Dans ces trois localités la présence des femmes allemandes l'emporte nettement sur les femmes italiennes, puisqu'elles atteignent 32,20% à Differdange, 21,19% à Dudelange et 13,10% à Esch. Mais en général, l'immigration garde un haut caractère de masculinité étant donné que les industries sidérurgiques tout comme les mines demandaient exclusivement une main-d'œuvre masculine, de préférence des célibataires ou des hommes mariés venus au Grand-Duché sans leur famille.

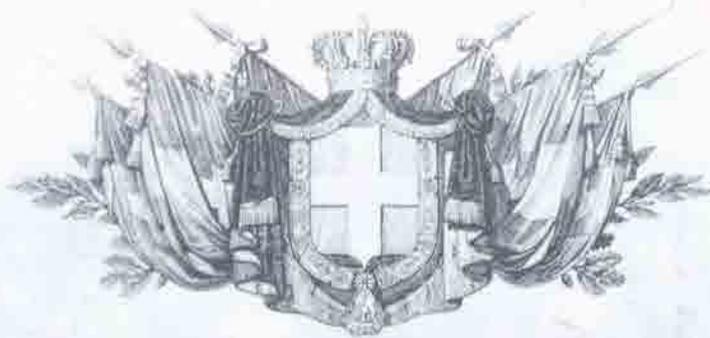
Les régions d'origines

D'où provenaient tous ces immigrés italiens?

Les premiers étaient arrivés vers la moitié du XIX^e siècle de la Lorraine allemande qui, grâce à l'«Union douanière» (Zollverein) de 1842 et à son annexion à l'Empire allemand en 1871, n'avait pas de frontières économiques avec le Luxembourg.

A partir de 1892, une deuxième vague d'immigrants vint directement du nord (Piémont, Lombardie et Vénétie) et du centre de l'Italie (Ombrie, Marches et Abruzzes).

Tous ces immigrés se répartirent de la façon suivante dans les trois principales localités du bassin minier:



IN NOME
 S. M. VITTORIO EMANUELE II
 RE D' ITALIA

Nomi e Cognome *1873*
 N. di Passaporto *1873*
 Connotati
 Età d'anni *30*
 Statura metri *1,65*
 Occhi *verdi*
 Capicciaglia *bruno*
 Orecchi *2*
 Malta *2*
 Segni particolari
 Condizione *buona*
 Stato *buon*
 Domicilio *Flaibano*
 Firma del latore

Il Ministro per gli Affari Esteri
 prega il *latore* di *presentarsi* alla Sua Maestà
 e delle Potenze amiche e alleate, o lassar liberamente passare

Pittoello Domenico
latore

Il presente *passaporto* rilasciato a *Flaibano*
 il *27* *marzo* *1873* *valido* *per* *un* *anno*



Per *requisizione*
 Del Ministro per gli Affari Esteri
Latore

*Nota: Non possono essere ammessi cittadini o persone che soggiornino, o che
 abbiano soggiornato, in paesi per i quali non sussistono relazioni diplomatiche
 o consolari, o che non abbiano ottenuto il permesso di ingresso.*

Passeport de Pittoello Domenico, originaire
 de Flaibano, délivré à Udine le 27 mars
 1873. On partait pour l'Autriche, puis,
 souvent, on passait en Allemagne et . . . au
 Luxembourg.

	Differdange ¹¹			Esch-sur-Alzette ¹²			Dudelange ¹³		
	1904-1913	%	% cumulé	1900-1925	%	% cumulé	1898-1919	%	% cumulé
Marches	2 274	31,21	31,21	426	13,46	13,46	987	8,68	8,68
Lombardie	1 487	20,41	51,62	653	20,73	34,19	1 521	14,89	23,57
Abruzzes	1 107	15,19	66,81	72	2,29	36,48	1 928	18,82	42,39
Région d'Emilie	663	9,10	75,91	236	7,49	43,97	391	3,81	46,20
Vénétie	527	7,23	83,14	542	17,21	61,18	2 616	25,61	71,61
Ombrie	516	7,08	90,20	690	21,90	83,08	2 109	20,65	92,44
Piémont	476	6,53	96,70	319	10,13	93,21	353	3,46	95,09
Toscane	114	1,56	98,31	104	3,30	96,51	128	1,25	97,15
Sardaigne	29	0,40		18	0,57		23	0,23	
Campanie	28	0,38		15	0,48		94	0,92	
Région de Rome	21	0,29		18	0,57		68	0,66	
Pouilles	15	0,21		19	0,60		60	0,59	
Sicile	11	0,15		5	0,16		3	0,03	
Calabre	10	0,14		22	0,70		31	0,30	
Ligurie	9	0,12		10	0,32		7	0,07	
Basilicate	5	0,07		3	0,09		1	0,01	
	7 292	100%		3 152	100%		10 320	100%	

On note que les sept premières régions fournissant la main-d'œuvre italienne pour Differdange sont les mêmes pour Dudelange et pour Esch. Cette statistique nous permet de subdiviser l'Italie en trois grandes parties selon leur taux d'émigration: l'Italie septentrionale, l'Italie centrale et l'Italie méridionale et insulaire.

ITALIE DU NORD

	Differdange ¹⁴	Esch-sur-Alzette ¹⁵	Dudelange ¹⁶
Lombardie	1 487	653	1 521
Région d'Emilie	663	236	391
Vénétie	527	542	2 616
Piémont	476	319	353
Ligurie	9	10	
	3 162/43,36%	1 760/55,87%	4 881/47,85%

ITALIE DU CENTRE

Marches	2 274	424	887
Abruzzes	1 107	72	1 922
Ombrie	516	690	2 109
Toscane	114	104	128
Latium	21	18	68
	4 032/55,29%	1 308/41,52%	5 114/50,07%

ITALIE DU SUD

Sardaigne	29	18	23
Campanie	28	15	94
Pouilles	15	19	60
Sicile	11	5	3
Calabre	10	22	31
Basilicate	5	3	1
	98/1,26%	82/2,60%	212/2,08%
	7 292/100%	3 150/100%	10 207/100%

On voit clairement par ce qui précède que l'Italie du Centre et du Nord fournit presque la totalité des immigrants italiens. Soulignons qu'à Differdange, tout comme à Dudelange, l'Italie du Centre l'emporte légèrement sur l'Italie septentrionale, tandis qu'à Esch les Italiens du Nord sont plus nombreux. Dans les trois localités les méridionaux ne représentent qu'un très faible pourcentage.

Le fait qu'une province ou une région fournissent davantage d'immigrés à une ville qu'à une autre dépend généralement de deux facteurs. D'une part les travailleurs immigrés d'une région en attirent souvent d'autres de cette même région. D'autre part les recruteurs visent à chaque fois une région déterminée pour embaucher de la main-d'œuvre.

L'émigration italienne datait déjà d'avant l'unification de l'Italie survenue en 1861. Elle concernait à ce moment pour 70% les régions de l'Italie septentrionale. Des milliers d'émigrants – en général des travailleurs saisonniers – partaient des régions alpines et préalpines, ainsi que des plaines avoisinantes vers des contrées plus développées de l'Europe occidentale (Autriche, Allemagne, France). Ils cherchaient par l'émigration à accroître les maigres revenus de leurs terres.

Après 1860, l'unification de l'Italie ainsi que le développement industriel qui n'allaient pas de pair avec le boom démographique (l'Italie comptait 28 millions d'habitants en 1871, 33 millions en 1900, 37 millions en 1911) accentuèrent le problème de l'emploi.

Un nombre toujours croissant d'Italiens, originaires de toutes les régions de la péninsule, furent obligés à prendre les routes de l'émigration.

On partait encore vers les grands centres industrialisés d'Europe, mais aussi (surtout des Italiens originaires de la Ligurie et de l'Italie méridionale, dont les seules ressources étaient l'agriculture) vers les deux Amériques.

Au cours des années 1876 à 1915, plus de 14 millions d'Italiens émigrèrent, dont 6 millions vers l'Europe et presque 8 millions vers les Amériques.

Selon les différentes régions, le nombre d'émigrants s'éleva aux chiffres suivants¹⁷:

Piémont 1,5 million, Lombardie 1,3 million, Vénétie 1,8 million, Vénétie Julienne 1,4 million, Ligurie 220 000, Emilie 690 000, Toscane 760 000, Ombrie 160 000, Marches 390 000, Latium 200 000, Abruzzes 595 000, Molise 308 000, Campanie 1,4 million, Pouilles 380 000, Basilicate 385 000, Calabre 888 000, Sicile 1,3 million, Sardaigne 97 000.

Les professions des immigrants italiens

Les Italiens des premières vagues migratoires, démunis de toute qualification professionnelle, étaient embauchés surtout dans la sidérurgie et dans le bâtiment.

Ci-dessous un tableau par groupes de professions, se référant à l'année 1907¹⁸.

	Allemands	Belges	Français	Italiens
Agriculture	1 572	518	116	42
Mines et hauts fourneaux	2 078	330	229	6 267
Industries des pierres et terres	282	176	39	196
Ouvraison des métaux	222	62	45	53
Industrie des machines	454	74	43	59
Industrie chimique	34	2	2	30
Industrie du bois	181	40	19	39
Industrie du vêtement	295	103	56	66
Industrie du bâtiment	521	145	64	1 842
Commerce	516	56	55	49
Hôtels, cafés	351	59	49	162



Differdange, 1904. La cité ouvrière de la rue de l'Industrie et, à droite, la cantine de l'usine (photo: Amis de l'Histoire).

Le tableau suivant nous donne une image plus précise du nombre d'ouvriers employés dans les industries sidérurgiques et minières¹⁹:

	1913	1919	1920
Italiens	5 565	1 176	1 230
Luxembourgeois	7 707	11 915	10 251
Belges	1 185	2 010	1 736
Allemands	3 886	1 676	1 657
Français	517	459	512
Autres	308	190	216

Une migration comme «souple de sûreté»

Le tableau qui précède nous indique une très forte diminution du nombre des immigrés italiens entre 1913 et 1920, due surtout à la Première Guerre mondiale. En outre l'immigration italienne au Grand-Duché de Luxembourg était toujours dépendante de la conjoncture économique et utilisée par le patronat comme soupape de sûreté: aussi longtemps que l'industrie était en plein essor, la sidérurgie et les mines employaient les Italiens en masse, mais au moindre ralentissement de la production, ils étaient licenciés et rapatriés.



Differdange, 1895-1900. Construction d'un nouveau bâtiment à la place du Marché: les ouvriers italiens se reconnaissent à leur chapeau mou aux larges bords plats (photo: Amis de l'Histoire).

On peut suivre aisément ce processus tout au long de l'histoire sociale luxembourgeoise²⁰. En 1891 seulement 257 ouvriers italiens travaillaient dans la sidérurgie. Au cours des années d'expansion économique (notamment en 1895), leur nombre augmente très vite: en 1900 ils dépassaient les 5 000 unités et se trouvaient ainsi en deuxième position après les Luxembourgeois.

En 1901, suite à une crise économique, il ne restait plus que 3 456 ouvriers italiens et, en 1902, leur nombre se réduisit à 2 874.

Puis, ce fut la reprise économique et, en 1907, les Italiens battirent le record en dépassant même le nombre des Luxembourgeois: sur 16 378 ouvriers engagés dans la sidérurgie, on comptait 6 129 Italiens, 6 124 Luxembourgeois et 4 125 travailleurs de différentes nationalités.

L'année 1908 connut une nouvelle crise économique: 21,8% des ouvriers furent licenciés: parmi eux les Italiens étaient les plus nombreux²¹.

Le même phénomène se reproduira en août 1914, à la veille de la Première Guerre mondiale, en 1929 au cours de la grande crise économique et encore tout au long des décennies suivantes.

«Réflexe de défense, d'égoïsme aussi», de la part de la communauté luxembourgeoise²². Quoiqu'il en soit, les lois économiques étaient toutes-puissantes: en cas de crise, les ouvriers italiens étaient les premiers à être licenciés et se trouvaient fréquemment dans l'obligation de quitter le pays.

Les caractéristiques de l'immigration italienne

L'immigration italienne présentait de notables avantages pour le patronat de la sidérurgie luxembourgeoise.

En effet, dans son ensemble, il s'agissait d'une immigration *jeune*, formée presque exclusivement d'hommes. En 1907, sur 11 776 Italiens résidant au Luxembourg, 81,8% étaient des hommes²³, tandis que parmi les immigrés allemands on ne comptait que 53% d'hommes et 53,7% parmi les immigrés belges.

Les Italiens constituaient de ce fait une population très *active*: peu de femmes, peu d'enfants, peu de vieillards, rien qu'une main-d'œuvre jeune. De même il s'agissait pour le Grand-Duché d'une population très *rentable*, n'exigeant presque aucune dépense sociale (logement, écoles, soins médicaux...). Elle ne présentait que des aspects positifs pour le pays d'accueil, étant *laborieuse* et *sobre* et faisant parvenir la plus grande partie des revenus aux familles restées en Italie.

Bien sûr, de temps à autre, les Italiens posaient aussi des problèmes. Parfois un immigré restait sans argent et avait recours à l'aide de la commune, qui était dans l'obligation de prendre soin des indigents. Parfois même la population italienne paraissait un peu turbulante, mais nous allons traiter ce problème dans le chapitre suivant.

Ce qu'on reprochait surtout aux premiers immigrés italiens, c'était leur *instabilité*.

Or il leur était souvent impossible de se fixer définitivement en un endroit, étant donné les fréquentes crises de l'emploi suivies par le chômage et leurs conditions de vie précaires.

Le consul Weber écrivait à ce propos en 1904: «Le nombre des immigrés est à peu près toujours le même, sauf qu'en hiver, environ 2 000 parmi eux rentrent en Italie, cependant ils émigrent à nouveau au printemps; mais quoique le nombre global varie à peine, il y a un changement presque quotidien des individus²⁴.»

En effet, les Italiens, dépourvus d'attaches familiales, se déplaçaient facilement dans le bassin minier luxembourgeois et lorrain à la recherche de meilleures conditions de travail, de salaire et de logement: trois facteurs décisifs qui les faisaient souvent changer de domicile.

2. LES CONDITIONS DE VIE

La législation sociale, les conditions de travail, de salaire et de logement du Grand-Duché n'étaient point adaptées aux besoins réels des immigrés. Les statuts sociaux des pays voisins étaient de loin plus favorables aux étrangers. Il faudra attendre la veille de la Première Guerre mondiale avant de déceler certaines améliorations dans ce domaine.

En effet, aussi longtemps que la législation n'imposait pas de trop lourdes charges sociales au patronat, la sidérurgie luxembourgeoise restait aisément compétitive sur le plan international, ceci aux dépens des ouvriers et avant tout des immigrés. De même, la vie dans les mines et dans les usines se révélait extrêmement difficile: la durée de travail n'était pas limitée par la loi; le repos hebdomadaire n'existait pas non plus²⁵.

Les patrons imposaient une discipline de fer et, pour toute insubordination, ils appliquaient des châtiments «appropriés»: renvois et retenues sur les salaires.

Deux équipes d'ouvriers travaillaient alternativement une semaine de 6 à 18 heures et la semaine suivante de 18 à 6 heures, et par conséquent tous les quinze jours ils devaient travailler pendant 24 heures d'affilée: ces «douloureuses 24 heures qui nous enlevaient tout sens vital»²⁶.

Les accidents dans les mines étaient fréquents. Les causes? Le manque de protection, la distraction, l'imprudenc e et, souvent, la volonté de gagner beaucoup d'argent. Afin d'assurer leur journée, les travailleurs devaient remplir un certain nombre de petits wagons. D'où leur hâte, dès l'explosion de la dynamite, à se jeter sur le minerai, sans s'assurer de la solidité du boisage. Pour plus de sécurité, il aurait fallu constituer dans les mines une «compagnie spéciale de boiseurs»²⁷...

«Dans le bassin minier d'Esch — écrit L'Operaio Italiano en 1913²⁸ — la déplorable négligence de toute protection au travail est devenue insupportable. On travaille comme des bêtes, sans réglementation ni discipline, jour et nuit, pendant tous les 365 jours de l'année. Personne n'a de la compassion pour les misérables mineurs ni ne pense à la façon d'éviter que les accidents se répètent d'une manière si impressionnante.»

Les «accidentés» ne recevaient souvent que le minimum de retraite²⁹, s'ils demandaient justice aux médecins, ces derniers leur répondaient: «Demandez à vos patrons un travail plus léger.» (Comme si les mines et les entreprises sidérurgiques pouvaient leur proposer un travail léger!).

Ainsi, des travailleurs accidentés étaient obligés de vivre avec un revenu mensuel qui n'atteignait guère les 20 liras. Comment pouvaient-ils s'en sortir? Ils faisaient des dettes, puis touchaient leur retraite de 3 ans (qui remplaçait l'allocation à vie) et ils se rapatriaient³⁰.

Quant aux *salaires*, le Luxembourg se plaçait au plus bas de l'échelle par rapport à la Ruhr, à la Sarre et à la Lorraine. Ci-dessous le tableau des salaires des ouvriers non qualifiés en 1909³¹.

RUHR	3,50 – 4,50 Mark
SARRE	3,50 – 3,90 Mark
LORRAINE	3,30 – 4,50 Mark
LUXEMBOURG	2,80 – 4,50 Mark

N'ayant le plus souvent pas de qualification professionnelle, les Italiens étaient généralement engagés pour effectuer les travaux les plus pénibles, que ce soit dans les usines, dans les mines (chargement et déchargement du minerai) ou dans le bâtiment.

Les désavantages de ce travail non qualifié se répercutaient aussi au niveau des salaires: les Italiens ne touchaient que des «salaires minima».

En janvier 1905, lors de la grève des «rouleurs» italiens employés par la société Aachner-Hütten-Verein d'Esch-sur-Alzette, l'inspecteur du travail écrit³²:

«Le travail du roulage n'exige, il est vrai, aucun apprentissage, ni aucune aptitude spéciale, mais c'est un rude labeur qui mériterait dans tous les cas une rémunération plus élevée que celle allouée généralement par les maîtres des forges (...). C'est à Aachner-Hütten-Verein que l'on paie les salaires les plus bas des deux usines d'Esch. L'ouvrier rouleur touche par journée de 12 heures un salaire fixe de 2,64 Mark ou 3,30 Francs, sur la base de 18 charges (...). Les salaires payés, il faut l'avouer, sont bas et nullement en proportion avec les prix actuels des aliments... (le salaire) est inférieur au minimum d'existence indispensable dans le bassin minier, même aux Italiens les plus sobres, sans avoir égard aux ouvriers luxembourgeois ou autres, auxquels il est impossible de subsister dans ces conditions.

C'est un motif pour lequel les Luxembourgeois vont de préférence travailler aux usines de la Lorraine et de la France.»

En effet, en septembre 1908, rien qu'en Lorraine allemande on pouvait compter 11 177 ouvriers luxembourgeois inscrits sur les listes des étrangers.

Le manque de *logements* a toujours été un mal chronique au Luxembourg, et ceci tout particulièrement au début de la grande immigration. Les principales villes du bassin minier (Esch-sur-Alzette, Dudelange et Differdange) n'avaient pas les moyens d'offrir des logements à prix modéré à une population, dont la densité allait tripler en 15 ans.

Dans les années qui suivirent, le patronat fit construire des habitations et des cités ouvrières. Mais les Italiens, très mobiles, n'ayant comme but que de gagner rapidement le plus d'argent possible, n'en profitaient guère. Ils préféraient des logements provisoires à loyers modérés: les baraquements construits par des entrepreneurs à côté des usines ou bien des «pensions». Par conséquent ils vivaient souvent dans des conditions épouvantables, partageant les lits à plusieurs, selon leurs horaires de travail.

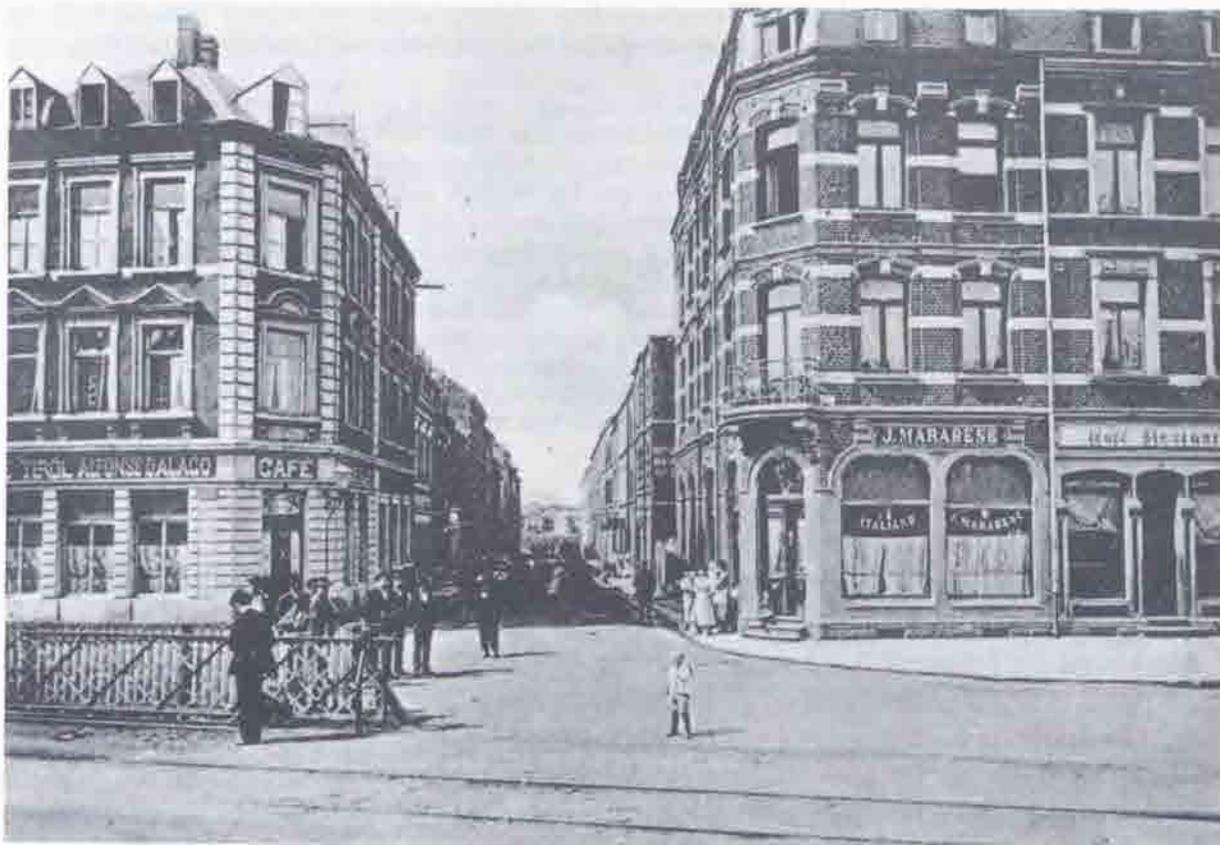
Les quartiers italiens

Jusqu'à la fin du XIX^e siècle, le Luxembourg avait été un pays rural plutôt fermé sur lui-même. Toutefois sa population avait accepté sans difficultés l'arrivée massive des immigrés allemands et belges, dont elle comprenait la langue.

Or, les Luxembourgeois restaient réticents face à la masse des Italiens, dont ils ne comprenaient pas la langue et dont les traditions et les coutumes se distinguaient nettement des leurs.

Dès lors, les premiers Italiens ne furent guère bien accueillis: non seulement on se moquait d'eux en les traitant de «Houré Bieren» (ours), mais, comme le souligne Mgr Bonomelli en 1912, après une visite à Esch-sur-Alzette, «les Luxembourgeois portent peu d'estime sinon du mépris aux Italiens et cela crée la séparation»³³.

Poussés par un instinct de défense, les Italiens se retranchèrent alors dans de petites «îles» nationales, qui se formaient un peu partout dans le pays, tout spécialement dans les agglomérations, où leur nombre était très élevé: à Esch-sur-Alzette, où ils représentaient 14% de la population en 1910; à Differdange où, en 1912, étaient employés 1 400 Italiens contre 1 300 Allemands et 1 200 Luxem-



Esch-sur-Alzette, vers 1904. La rue du Brill, cœur du «quartier italien»: le café Marabese, à droite, et le café Dalago, à gauche, étaient les premiers d'une série de commerces italiens.

bourgeois; à Dudelange, où leur pourcentage monta par moments jusqu'à 25% des effectifs.

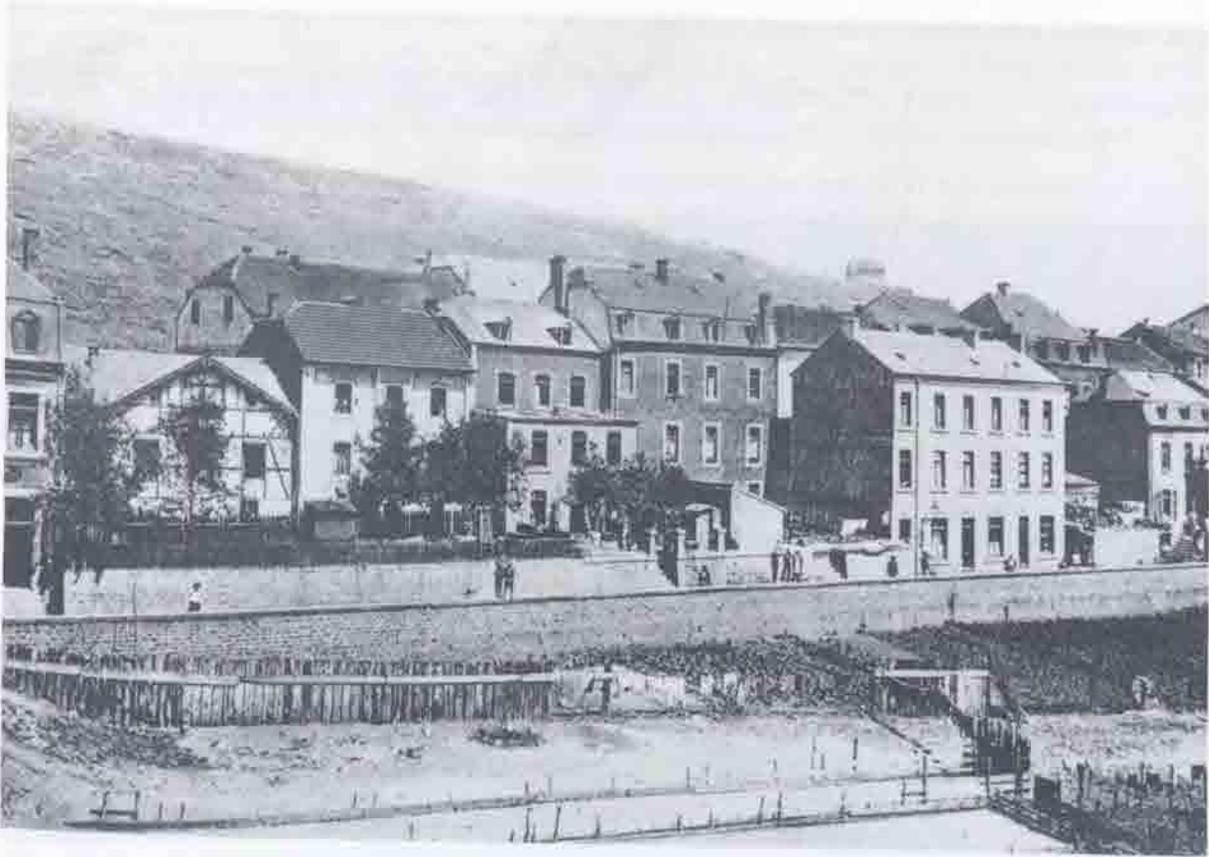
L'hostilité entre les autochtones et les immigrés italiens fut cause majeure de l'apparition des «quartiers italiens»³⁴: le quartier Brill-Frontière à Esch-sur-Alzette, le «quartier Italia» à Dudelange, le «quartier Italien» à Differdange.

Situés aux alentours des usines, la vie à l'intérieur de ces quartiers s'organisa rapidement et efficacement. Les ouvriers italiens y retrouvaient leurs commerces, leurs artisans et évidemment une ambiance méditerranéenne caractéristique. A Esch, les rues qui présentaient le plus grand taux d'immigrés se concentraient dans deux quartiers limitrophes, la «Frontière» et le «Brill», où vivaient 61,43% des étrangers et même 80,97% des Italiens³⁵.

A Dudelange, le quartier l'«Italie» regroupait jusqu'à 66,20% des Italiens et 53,79% des étrangers³⁶. La concentration des étrangers à Differdange était plus faible que dans les deux autres cités du fer luxembourgeoises.

Le seul «camp d'accueil» à Differdange était l'avenue Max Meier avec ses rues latérales, qui n'atteignirent pourtant jamais le même taux d'étrangers que les quartiers de Dudelange et d'Esch.

On assista à cette même époque à la création d'associations à caractère social, culturel et sportif: ainsi firent leur apparition les Sociétés Italiennes de Secours Mutuel, des ensembles musicaux, des équipes de cyclisme et de football. A Esch-



Le «Quartier Italia» à Dudelange rappelait
les petites villes médiévales d'Italie
(collection J.-P. Conrardy).

sur-Alzette furent constituées la Société Italienne de Secours Mutuel (1893), la fanfare d'Antonio Protetti (1904), la fanfare «Garibaldina» (1909), la fanfare «Giuseppe Verdi» (1911) et l'association cycliste «La bersagliera»; à Dudelange la Société de Secours Mutuel (1899), l'équipe de football «Stella Rossa» (1908) et la fanfare à «La Fratellanza» (1911). D'autres sociétés de Secours Mutuel s'établirent à Niederkorn (1900), à Luxembourg (1907) et à Differdange (1908).

Il est intéressant de noter que, depuis 1903, au moins deux cours du soir de langue italienne étaient organisés et subventionnés par le gouvernement italien: l'un dans une école de garçons à Luxembourg, l'autre à Esch tenu par le missionnaire don Zavattaro. En outre, des cours de langue italienne étaient aussi tenus à l'École industrielle et commerciale, au collège de jeunes filles et au séminaire épiscopal de Luxembourg³⁷.

Rapidement les Italiens du Grand-Duché formèrent des communautés presque autonomes, regroupées dans peu de villes et proches du lieu de travail; elles vivaient «à côté» des communautés luxembourgeoises et, parfois, en contraste avec elles³⁸.

Un rapport de la gendarmerie de Dudelange, en 1897, constatait³⁹:

«Les ouvriers italiens ne fréquentent d'ordinaire que les bistrots, où vont surtout des Italiens et se comportent en général assez bien. Les autres nationalités sont en minorités et se tiennent à l'écart des Italiens, qui leur sont importuns.»

Un député socialiste confirmait en 1907⁴⁰:

«Les 6 000 Italiens du bassin minier ne connaissent pas leurs confrères allemands, français, belges et luxembourgeois; ils n'ont aucun point de contact.»



Differdange, vers 1915. La rue Wangert, un des coins les plus peuplés par les Italiens: son centre était le café Mattioli dédié à la ville d'Aquila (sur la photo: la famille Mattioli).

3. LES QUERELLES ENTRE LES ITALIENS ET LES LUXEMBOURGEOIS

Les différences de langue, de traditions et de coutumes, n'expliquent qu'en partie l'hostilité qui s'était établie entre les Italiens et les indigènes.

Indéniablement les Italiens ne cherchaient pas trop à s'intégrer dans la population luxembourgeoise (...et réciproquement); mais la vie qu'ils menaient dans leurs «quartiers», exclusivement habités par des concitoyens, ainsi que leurs séjours, souvent courts, dans le pays et dans les usines où ils travaillaient, leur rendaient le contact avec les autres travailleurs assez difficile et il était peu probable que des liens d'amitié puissent être établis avec leurs camarades de travail dont ils ne comprenaient même pas la langue.

Finalement la jalousie fut la cause indéniable d'une détérioration profonde des rapports entre les autochtones et les immigrants, qui gravissaient progressivement les échelons de l'échelle sociale en créant des entreprises de commerce ou de bâtiment, en procédant à l'ouverture de cafés et d'hôtels.

Aussi longtemps que la colonie italienne ne comptait que quelques milliers de personnes embauchées pour effectuer les travaux les plus pénibles, aucun problème ne surgit. Gerbaix de Sonnaz, ministre d'Italie à la Haye et responsable aussi pour le Luxembourg, écrivait avec peut-être un peu trop d'optimisme⁴¹:

«(Nos Italiens) sont estimés par tous et vivent en termes d'amitié et je dirais même de quasi-fraternité avec la population luxembourgeoise.»

Or, déjà en 1896, avec l'arrivée en masse des ouvriers italiens, de vraies difficultés apparaissent. Le consul d'Italie à Luxembourg, Joseph Weber, les attribue à la politique italienne qui est trop pro-allemande par rapport à l'opinion luxembourgeoise francophile. Le ministre de Sonnaz conteste cependant cette interprétation et estime que⁴²

«l'antipathie contre nos ouvriers ne provient que du fait qu'ils travaillent mieux et ont moins de besoins que les Luxembourgeois.»

Il semble donc que les hostilités étaient causées plutôt par des différences d'ordre économique que politique.

Nous retrouvons une confirmation de cette opinion dans une lettre envoyée de Rumelange et parue dans l'«Indépendance luxembourgeoise» du 10 avril 1896. Cette lettre, en reprenant un article du «Escher Courrier», disait:

«Pendant que les fils du Sud se contentaient autrefois d'entreprendre les travaux les plus pénibles, ils font aujourd'hui concurrence à tous les métiers et à tous les travailleurs. Ces hommes mariés qui venaient jadis seuls dans nos pays, amènent également aujourd'hui femmes et enfants pour s'établir définitivement chez nous. De là une concurrence exagérée contre laquelle nos ouvriers ont de la peine à lutter, car les Italiens sont, ainsi que tout le monde le sait, beaucoup plus endurants, plus tenaces et plus sobres, et travaillent pour un salaire que nos ouvriers ne peuvent pas accepter.»

Le Bulletin de l'Association des Ingénieurs Luxembourgeois⁴³ vient de renforcer cette attitude en parlant, en 1901, du «fléau italien» et écrivant:

«La crise industrielle paraît nous réserver encore des surprises peu agréables. Nous sommes menacés en effet, à ce qu'il paraît, d'une véritable invasion d'ouvriers italiens. Il y en avait déjà pas mal dans le pays, mais voici qu'il en vient de tous les côtés. Samedi dernier on en a expédié 300; la ville de Luxembourg leur avait payé le voyage jusqu'à Bâle; mais les autorités bâloises, moins généreuses que celles de notre capitale, leur ont fait rebrousser chemin vers la frontière allemande.

Ils sont bien à plaindre, ces pauvres diables, il est vrai, mais leur gouvernement, leurs concitoyens ne devraient-ils pas s'en occuper en premier lieu?

La population ouvrière italienne de notre bassin minier est assez nombreuse et assez aisée pour avoir le devoir de s'organiser en vue de secourir ceux de leurs concitoyens qui sont dans la misère et de les rapatrier, si les conditions économiques l'exigent.

A ce propos nous nous permettons de publier une petite statistique assez instructive et qui se passe de tout commentaire.»

Le Bulletin appuie cette «dénonciation» par la publication d'une statistique concernant les envois d'argent effectués par les Italiens par mandat de poste:

Mandats de Poste pour l'Italie

	1895	1896	1897	1898	1899	1900
Bettembourg						3,412 72
Rodange	6,972 40	10,156 58	18,043 00	21,524 00	28,439 70	71,308 20
Pétange		275 20	184 20	2,149 00	13,041 95	14,063 50
Differdange	10,088 50	24,891 12	55,082 75	47,931 75	196,179 20	448,250 37
Esch-sur-Alzette	25,970 25	28,123 12	95,828 35	120,217 22	187,704 48	225,815 10
Kayl-Rumelange	7,702 85	17,139 62	54,859 63	85,938 48	171,661 65	217,859 55
Dudelange	58,035 72	80,900 97	138,900 07	203,402 21	273,691 42	85,352 01
	108,769 72	161,486 88	362,398 00	483,162 66	870,718 40	1 066,062 15

«A noter surtout, note le Bulletin, qu'il ne s'agit que de mandats de poste, les lettres chargées etc... se soustrayant au contrôle.»

Certes, la tension montait dès qu'un Italien était impliqué dans un délit. Serge Bonnet⁴⁴ dénonce à la fin du XIX^e siècle, «une assez forte italophobie». L'expression est assurément exagérée. En 1895, le consul Weber parle plutôt de l'«animosité» des autochtones envers les Italiens du canton d'Esch après un assassinat perpétré par un Italien. Il en déduit:

«Le gouvernement est bien disposé vers la colonie; s'il en était autrement, il serait difficile d'éviter des excès contre les ouvriers italiens.»

Ce terme d'«animosité» sera utilisé aussi par le Major-Commandant de la Force armée lorsqu'en 1897⁴⁵ un Italien de Differdange tue le jeune Luxembourgeois Logelin (voir chapitre V). Dans tout le bassin minier on assiste alors à une véritable coalition contre les Italiens: à Differdange on met le feu à une maison italienne, à Rumelange les Italiens sont maltraités, dans un café à Esch on crie:

«Nous chasserons tous les Italiens du pays; tous doivent partir»⁴⁶.

Néanmoins le directeur de l'usine de Differdange prendra la défense des Italiens en écrivant qu'ils sont tous de «bons travailleurs» et qu'il ne faut pas qu'ils soient

«provoqués, ni excités par des indigènes, fuyant le travail et ne cherchant qu'à tout moment querelle avec les ouvriers honnêtes et laborieux»⁴⁷.

L'année suivante cette même animosité atteint son point culminant à Differdange; Jean-Pierre Claude, chancelier du Consulat d'Italie, sollicite le consul Weber à exiger des renforts de gendarmerie, car — écrit-il —

«je suis informé de diverses parts qu'on a l'intention de faire un massacre des Italiens à Differdange, Niederkorn et Oberkorn les jours de fêtes à Differdange, le 1^{er} dimanche de mai; on a menacé de les tuer même sur le travail»⁴⁸.

Mais le Major-Commandant était convaincu que le chancelier Claude avait

«exposé la situation sous des couleurs trop vives»; en effet le 29 avril seul quelques individus qui se trouvaient dans un état d'ébriété assez avancé se sont introduits dans les usines de Differdange en proférant des menaces contre les Italiens «et les fêtes du 7-8-9 mai s'écoulèrent sans le moindre incident sérieux»⁴⁹.

La criminalité des immigrés italiens

Le taux de criminalité était-il vraiment élevé au sein de la communauté italienne? Le cliché d'une immigration ayant facilement recours au «couteau» est assez répandu. Mais les statistiques le démentent fermement. Le Consul Weber notait dès 1904 que

«les statistiques pénales démontrent que les Italiens sont impliqués dans un nombre de loin inférieur à celui des Allemands dans les délits»⁵⁰.

Il attirait en outre l'attention sur le fait que les désaccords entre les Italiens et les Luxembourgeois étaient rares, tandis que des querelles éclataient fréquemment entre les ouvriers italiens et allemands.

Une étude sur la ville d'Esch-sur-Alzette⁵¹ confirme cette assertion. En effet, il en résulte qu'avec 0,76% la criminalité des Italiens est largement en-dessous de la moyenne. A cette même époque celle des Français s'élève à 1,56% et celle des Allemands à 2,10%.

Dans les autres villes la situation ne devait pas être différente. En effet, le comportement des immigrés italiens, en majorité jeunes et sans famille, était presque exemplaire. Ils respectaient le pays, qui les avait accueillis, ainsi que les lois luxembourgeoises.

On notera que la violence et la délinquance étaient toujours dénoncées par la presse italienne locale et exposées au mépris de l'opinion publique.

La rubrique des «nouvelles locales» dans l'hebdomadaire «La Patria» de 1904 à 1914 fournit une énumération fort complète des faits criminels, auxquels étaient mêlés des Italiens⁵².

Souvent les bagarres éclataient les jours de paye. A cette occasion les cabarets et les bistrotts organisaient des fêtes et des bals, au cours desquels la jalousie engendrée par la présence des femmes jouait de mauvais tours aux ouvriers.

Pour défendre leur ...«honneur», les Italiens avaient alors facilement recours au revolver ou au couteau.

Même pendant les week-ends, nombreux étaient ceux, qui s'adonnaient à la «dolce vita». Un ouvrier dénonça avec hargne les agissements de ces derniers dans un article paru dans l'hebdomadaire «La Patria»⁵³:

«Le samedi soir, à peine avez-vous quitté votre travail, que je vous vois dans ces cafés, dans ces rues, dans ces débits de boissons, marchant chacun à côté de votre amie. Pendant ce temps vous ne vous rendez pas compte qu'on vous vide les poches, qu'on vous ruine votre santé, qu'on vous mêle à des rixes et vous êtes amenés à sortir le maudit couteau, comme il advint à un concitoyen, lequel fut condamné à 15 ans de travaux forcés pour homicide volontaire, résultat de la jalousie, de l'alcool et de la danse...»

Mais, hormis ces cas exceptionnels, il faut reconnaître – des statistiques à l'appui – que les immigrés italiens formaient plutôt une collectivité laborieuse et tranquille.

4. LA PARTICIPATION DES IMMIGRES ITALIENS A LA VIE DES PARTIS POLITIQUES

Les partis politiques modernes commencent à s'organiser en Italie et au Luxembourg seulement à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e⁵⁴.

Les socialistes exerçaient immédiatement une influence capitale sur les immigrés du Grand-Duché par l'intermédiaire des militants choisis sur place ou arrivés d'Italie.

Leur œuvre de sensibilisation aux divers problèmes de l'immigration était appuyée par de nombreuses publications, diffusées en mains propres par les sympathisants des différentes idéologies.

Déjà à partir de 1904 l'hebdomadaire «*La Patria*» trouva un large écho dans les milieux traditionnels et catholiques. Il s'agissait d'un organe de l'Opera Assistenza (Oeuvre Assistance) des ouvriers italiens en Europe et à l'Est. Le premier numéro remonte au 24 janvier 1904. La rédaction avait alors son siège à Freiburg (Allemagne) et son directeur responsable était le Dr Bernardino Caselli. Le 1^{er} avril 1909,

<p>Lunedì 20 Settembre - Anno XIII PREZZO DI ABBONAMENTO Anno 12,00 - Semestre 6,00 - Trimestre 3,00 Unico 1,00 - Doppio 2,00 - Triplo 3,00 Abbonamenti postali a lire 100.000 Unico postale lire 100.000 - Doppio 200.000 - Triplo 300.000 I abbonamenti si pagano in contante Direzione di Amministrazione: Via del Sottano, 40 - ROMA</p>	<h1 style="font-family: cursive;">Avanti!</h1> <p>giornale del Partito socialista</p>	<p>Anno XV - Numero 4264 OPERAZIONI DI PAGAMENTO in contante o per mezzo di assegno 2005 - Via del Sottano, 40 - Napoli 10-12 Per ogni cosa e ogni informazione rivolgersi alla Direzione o al Ufficio di Amministrazione in ogni città, dove il giornale si vende, o al Ufficio di Amministrazione, Via del Sottano, 40 - Napoli 10-12 Tel. 081/20.000 - 20.001 - 20.002 - 20.003 - 20.004 - 20.005 - 20.006 - 20.007 - 20.008 - 20.009 - 20.010 - 20.011 - 20.012 - 20.013 - 20.014 - 20.015 - 20.016 - 20.017 - 20.018 - 20.019 - 20.020</p>			
<p>No. 3. Amburgo, Venerdì 19 Gennaio 1912. Anno XV.</p> <h2 style="font-size: 2em;">L'Operaio Italiano</h2> <p>Organo settimanale in lingua italiana del Sindacato professionale della Germania.</p> <table border="1" style="width: 100%;"> <tr> <td style="width: 33%;">Proletari di tutti i paesi, unitevi!</td> <td style="width: 33%;">Abbonamento per trimestre M. 1,50. Esce il Venerdì. - Gratia per membri dei sindacati.</td> <td style="width: 33%;">Redazione: A. Ellinger, Hamburg 20 Wallstrasse 1.</td> </tr> </table>			Proletari di tutti i paesi, unitevi!	Abbonamento per trimestre M. 1,50. Esce il Venerdì. - Gratia per membri dei sindacati.	Redazione: A. Ellinger, Hamburg 20 Wallstrasse 1.
Proletari di tutti i paesi, unitevi!	Abbonamento per trimestre M. 1,50. Esce il Venerdì. - Gratia per membri dei sindacati.	Redazione: A. Ellinger, Hamburg 20 Wallstrasse 1.			
<p>Domenica, 16 Gennaio 1906.</p> <h1 style="font-size: 3em;">La Patria</h1> <p>Periodico settimanale per gli operai italiani all'estero. e dell'Opera di Assistenza degli Operai Italiani Emigrati in Europa e nel Levante.</p> <p>Redazione: Via del Sottano, 40 - Napoli 10-12 Ufficio di Amministrazione: Via del Sottano, 40 - Napoli 10-12</p>					
<p>ANNO XXII - Domenica 31 Agosto 1913 - N. 35</p> <h1 style="font-size: 2em;">L'ASINO</h1> <p>IL POPOLARE, IL PIACEVOLE, L'AGIUTATE</p>					
<p>PARATI YOUR LEB WACHEN</p> <h1 style="font-size: 3em;">LE RÉVEIL</h1> <p>SOCIALISTE ANARCHISTE</p> <table border="1" style="width: 100%;"> <tr> <td style="width: 33%;"> UNION POSTALE UNIVERSALE Abonnements: 100 francs, 20 francs, 10 francs, 5 francs, 2 francs, 1 franc, 50 centimes, 25 centimes, 10 centimes, 5 centimes, 2 centimes, 1 centime, 50 millimes, 25 millimes, 10 millimes, 5 millimes, 2 millimes, 1 millime, 500 micromètres, 250 micromètres, 100 micromètres, 50 micromètres, 25 micromètres, 10 micromètres, 5 micromètres, 2 micromètres, 1 micromètre, 500 nanomètres, 250 nanomètres, 100 nanomètres, 50 nanomètres, 25 nanomètres, 10 nanomètres, 5 nanomètres, 2 nanomètres, 1 nanomètre, 500 picomètres, 250 picomètres, 100 picomètres, 50 picomètres, 25 picomètres, 10 picomètres, 5 picomètres, 2 picomètres, 1 picomètre, 500 femtomètres, 250 femtomètres, 100 femtomètres, 50 femtomètres, 25 femtomètres, 10 femtomètres, 5 femtomètres, 2 femtomètres, 1 femtomètre, 500 attomètres, 250 attomètres, 100 attomètres, 50 attomètres, 25 attomètres, 10 attomètres, 5 attomètres, 2 attomètres, 1 attomètre, 500 zeptomètres, 250 zeptomètres, 100 zeptomètres, 50 zeptomètres, 25 zeptomètres, 10 zeptomètres, 5 zeptomètres, 2 zeptomètres, 1 zeptomètre, 500 yoctomètres, 250 yoctomètres, 100 yoctomètres, 50 yoctomètres, 25 yoctomètres, 10 yoctomètres, 5 yoctomètres, 2 yoctomètres, 1 yoctomètre. </td> <td style="width: 33%;"> UNION POSTALE UNIVERSALE Abonnements: 100 francs, 20 francs, 10 francs, 5 francs, 2 francs, 1 franc, 50 centimes, 25 centimes, 10 centimes, 5 centimes, 2 centimes, 1 centime, 50 millimes, 25 millimes, 10 millimes, 5 millimes, 2 millimes, 1 millime, 500 micromètres, 250 micromètres, 100 micromètres, 50 micromètres, 25 micromètres, 10 micromètres, 5 micromètres, 2 micromètres, 1 micromètre, 500 nanomètres, 250 nanomètres, 100 nanomètres, 50 nanomètres, 25 nanomètres, 10 nanomètres, 5 nanomètres, 2 nanomètres, 1 nanomètre, 500 picomètres, 250 picomètres, 100 picomètres, 50 picomètres, 25 picomètres, 10 picomètres, 5 picomètres, 2 picomètres, 1 picomètre, 500 femtomètres, 250 femtomètres, 100 femtomètres, 50 femtomètres, 25 femtomètres, 10 femtomètres, 5 femtomètres, 2 femtomètres, 1 femtomètre, 500 attomètres, 250 attomètres, 100 attomètres, 50 attomètres, 25 attomètres, 10 attomètres, 5 attomètres, 2 attomètres, 1 attomètre, 500 zeptomètres, 250 zeptomètres, 100 zeptomètres, 50 zeptomètres, 25 zeptomètres, 10 zeptomètres, 5 zeptomètres, 2 zeptomètres, 1 zeptomètre, 500 yoctomètres, 250 yoctomètres, 100 yoctomètres, 50 yoctomètres, 25 yoctomètres, 10 yoctomètres, 5 yoctomètres, 2 yoctomètres, 1 yoctomètre. </td> <td style="width: 33%;"> UNION POSTALE UNIVERSALE Abonnements: 100 francs, 20 francs, 10 francs, 5 francs, 2 francs, 1 franc, 50 centimes, 25 centimes, 10 centimes, 5 centimes, 2 centimes, 1 centime, 50 millimes, 25 millimes, 10 millimes, 5 millimes, 2 millimes, 1 millime, 500 micromètres, 250 micromètres, 100 micromètres, 50 micromètres, 25 micromètres, 10 micromètres, 5 micromètres, 2 micromètres, 1 micromètre, 500 nanomètres, 250 nanomètres, 100 nanomètres, 50 nanomètres, 25 nanomètres, 10 nanomètres, 5 nanomètres, 2 nanomètres, 1 nanomètre, 500 picomètres, 250 picomètres, 100 picomètres, 50 picomètres, 25 picomètres, 10 picomètres, 5 picomètres, 2 picomètres, 1 picomètre, 500 femtomètres, 250 femtomètres, 100 femtomètres, 50 femtomètres, 25 femtomètres, 10 femtomètres, 5 femtomètres, 2 femtomètres, 1 femtomètre, 500 attomètres, 250 attomètres, 100 attomètres, 50 attomètres, 25 attomètres, 10 attomètres, 5 attomètres, 2 attomètres, 1 attomètre, 500 zeptomètres, 250 zeptomètres, 100 zeptomètres, 50 zeptomètres, 25 zeptomètres, 10 zeptomètres, 5 zeptomètres, 2 zeptomètres, 1 zeptomètre, 500 yoctomètres, 250 yoctomètres, 100 yoctomètres, 50 yoctomètres, 25 yoctomètres, 10 yoctomètres, 5 yoctomètres, 2 yoctomètres, 1 yoctomètre. </td> </tr> </table>			UNION POSTALE UNIVERSALE Abonnements: 100 francs, 20 francs, 10 francs, 5 francs, 2 francs, 1 franc, 50 centimes, 25 centimes, 10 centimes, 5 centimes, 2 centimes, 1 centime, 50 millimes, 25 millimes, 10 millimes, 5 millimes, 2 millimes, 1 millime, 500 micromètres, 250 micromètres, 100 micromètres, 50 micromètres, 25 micromètres, 10 micromètres, 5 micromètres, 2 micromètres, 1 micromètre, 500 nanomètres, 250 nanomètres, 100 nanomètres, 50 nanomètres, 25 nanomètres, 10 nanomètres, 5 nanomètres, 2 nanomètres, 1 nanomètre, 500 picomètres, 250 picomètres, 100 picomètres, 50 picomètres, 25 picomètres, 10 picomètres, 5 picomètres, 2 picomètres, 1 picomètre, 500 femtomètres, 250 femtomètres, 100 femtomètres, 50 femtomètres, 25 femtomètres, 10 femtomètres, 5 femtomètres, 2 femtomètres, 1 femtomètre, 500 attomètres, 250 attomètres, 100 attomètres, 50 attomètres, 25 attomètres, 10 attomètres, 5 attomètres, 2 attomètres, 1 attomètre, 500 zeptomètres, 250 zeptomètres, 100 zeptomètres, 50 zeptomètres, 25 zeptomètres, 10 zeptomètres, 5 zeptomètres, 2 zeptomètres, 1 zeptomètre, 500 yoctomètres, 250 yoctomètres, 100 yoctomètres, 50 yoctomètres, 25 yoctomètres, 10 yoctomètres, 5 yoctomètres, 2 yoctomètres, 1 yoctomètre.	UNION POSTALE UNIVERSALE Abonnements: 100 francs, 20 francs, 10 francs, 5 francs, 2 francs, 1 franc, 50 centimes, 25 centimes, 10 centimes, 5 centimes, 2 centimes, 1 centime, 50 millimes, 25 millimes, 10 millimes, 5 millimes, 2 millimes, 1 millime, 500 micromètres, 250 micromètres, 100 micromètres, 50 micromètres, 25 micromètres, 10 micromètres, 5 micromètres, 2 micromètres, 1 micromètre, 500 nanomètres, 250 nanomètres, 100 nanomètres, 50 nanomètres, 25 nanomètres, 10 nanomètres, 5 nanomètres, 2 nanomètres, 1 nanomètre, 500 picomètres, 250 picomètres, 100 picomètres, 50 picomètres, 25 picomètres, 10 picomètres, 5 picomètres, 2 picomètres, 1 picomètre, 500 femtomètres, 250 femtomètres, 100 femtomètres, 50 femtomètres, 25 femtomètres, 10 femtomètres, 5 femtomètres, 2 femtomètres, 1 femtomètre, 500 attomètres, 250 attomètres, 100 attomètres, 50 attomètres, 25 attomètres, 10 attomètres, 5 attomètres, 2 attomètres, 1 attomètre, 500 zeptomètres, 250 zeptomètres, 100 zeptomètres, 50 zeptomètres, 25 zeptomètres, 10 zeptomètres, 5 zeptomètres, 2 zeptomètres, 1 zeptomètre, 500 yoctomètres, 250 yoctomètres, 100 yoctomètres, 50 yoctomètres, 25 yoctomètres, 10 yoctomètres, 5 yoctomètres, 2 yoctomètres, 1 yoctomètre.	UNION POSTALE UNIVERSALE Abonnements: 100 francs, 20 francs, 10 francs, 5 francs, 2 francs, 1 franc, 50 centimes, 25 centimes, 10 centimes, 5 centimes, 2 centimes, 1 centime, 50 millimes, 25 millimes, 10 millimes, 5 millimes, 2 millimes, 1 millime, 500 micromètres, 250 micromètres, 100 micromètres, 50 micromètres, 25 micromètres, 10 micromètres, 5 micromètres, 2 micromètres, 1 micromètre, 500 nanomètres, 250 nanomètres, 100 nanomètres, 50 nanomètres, 25 nanomètres, 10 nanomètres, 5 nanomètres, 2 nanomètres, 1 nanomètre, 500 picomètres, 250 picomètres, 100 picomètres, 50 picomètres, 25 picomètres, 10 picomètres, 5 picomètres, 2 picomètres, 1 picomètre, 500 femtomètres, 250 femtomètres, 100 femtomètres, 50 femtomètres, 25 femtomètres, 10 femtomètres, 5 femtomètres, 2 femtomètres, 1 femtomètre, 500 attomètres, 250 attomètres, 100 attomètres, 50 attomètres, 25 attomètres, 10 attomètres, 5 attomètres, 2 attomètres, 1 attomètre, 500 zeptomètres, 250 zeptomètres, 100 zeptomètres, 50 zeptomètres, 25 zeptomètres, 10 zeptomètres, 5 zeptomètres, 2 zeptomètres, 1 zeptomètre, 500 yoctomètres, 250 yoctomètres, 100 yoctomètres, 50 yoctomètres, 25 yoctomètres, 10 yoctomètres, 5 yoctomètres, 2 yoctomètres, 1 yoctomètre.
UNION POSTALE UNIVERSALE Abonnements: 100 francs, 20 francs, 10 francs, 5 francs, 2 francs, 1 franc, 50 centimes, 25 centimes, 10 centimes, 5 centimes, 2 centimes, 1 centime, 50 millimes, 25 millimes, 10 millimes, 5 millimes, 2 millimes, 1 millime, 500 micromètres, 250 micromètres, 100 micromètres, 50 micromètres, 25 micromètres, 10 micromètres, 5 micromètres, 2 micromètres, 1 micromètre, 500 nanomètres, 250 nanomètres, 100 nanomètres, 50 nanomètres, 25 nanomètres, 10 nanomètres, 5 nanomètres, 2 nanomètres, 1 nanomètre, 500 picomètres, 250 picomètres, 100 picomètres, 50 picomètres, 25 picomètres, 10 picomètres, 5 picomètres, 2 picomètres, 1 picomètre, 500 femtomètres, 250 femtomètres, 100 femtomètres, 50 femtomètres, 25 femtomètres, 10 femtomètres, 5 femtomètres, 2 femtomètres, 1 femtomètre, 500 attomètres, 250 attomètres, 100 attomètres, 50 attomètres, 25 attomètres, 10 attomètres, 5 attomètres, 2 attomètres, 1 attomètre, 500 zeptomètres, 250 zeptomètres, 100 zeptomètres, 50 zeptomètres, 25 zeptomètres, 10 zeptomètres, 5 zeptomètres, 2 zeptomètres, 1 zeptomètre, 500 yoctomètres, 250 yoctomètres, 100 yoctomètres, 50 yoctomètres, 25 yoctomètres, 10 yoctomètres, 5 yoctomètres, 2 yoctomètres, 1 yoctomètre.	UNION POSTALE UNIVERSALE Abonnements: 100 francs, 20 francs, 10 francs, 5 francs, 2 francs, 1 franc, 50 centimes, 25 centimes, 10 centimes, 5 centimes, 2 centimes, 1 centime, 50 millimes, 25 millimes, 10 millimes, 5 millimes, 2 millimes, 1 millime, 500 micromètres, 250 micromètres, 100 micromètres, 50 micromètres, 25 micromètres, 10 micromètres, 5 micromètres, 2 micromètres, 1 micromètre, 500 nanomètres, 250 nanomètres, 100 nanomètres, 50 nanomètres, 25 nanomètres, 10 nanomètres, 5 nanomètres, 2 nanomètres, 1 nanomètre, 500 picomètres, 250 picomètres, 100 picomètres, 50 picomètres, 25 picomètres, 10 picomètres, 5 picomètres, 2 picomètres, 1 picomètre, 500 femtomètres, 250 femtomètres, 100 femtomètres, 50 femtomètres, 25 femtomètres, 10 femtomètres, 5 femtomètres, 2 femtomètres, 1 femtomètre, 500 attomètres, 250 attomètres, 100 attomètres, 50 attomètres, 25 attomètres, 10 attomètres, 5 attomètres, 2 attomètres, 1 attomètre, 500 zeptomètres, 250 zeptomètres, 100 zeptomètres, 50 zeptomètres, 25 zeptomètres, 10 zeptomètres, 5 zeptomètres, 2 zeptomètres, 1 zeptomètre, 500 yoctomètres, 250 yoctomètres, 100 yoctomètres, 50 yoctomètres, 25 yoctomètres, 10 yoctomètres, 5 yoctomètres, 2 yoctomètres, 1 yoctomètre.	UNION POSTALE UNIVERSALE Abonnements: 100 francs, 20 francs, 10 francs, 5 francs, 2 francs, 1 franc, 50 centimes, 25 centimes, 10 centimes, 5 centimes, 2 centimes, 1 centime, 50 millimes, 25 millimes, 10 millimes, 5 millimes, 2 millimes, 1 millime, 500 micromètres, 250 micromètres, 100 micromètres, 50 micromètres, 25 micromètres, 10 micromètres, 5 micromètres, 2 micromètres, 1 micromètre, 500 nanomètres, 250 nanomètres, 100 nanomètres, 50 nanomètres, 25 nanomètres, 10 nanomètres, 5 nanomètres, 2 nanomètres, 1 nanomètre, 500 picomètres, 250 picomètres, 100 picomètres, 50 picomètres, 25 picomètres, 10 picomètres, 5 picomètres, 2 picomètres, 1 picomètre, 500 femtomètres, 250 femtomètres, 100 femtomètres, 50 femtomètres, 25 femtomètres, 10 femtomètres, 5 femtomètres, 2 femtomètres, 1 femtomètre, 500 attomètres, 250 attomètres, 100 attomètres, 50 attomètres, 25 attomètres, 10 attomètres, 5 attomètres, 2 attomètres, 1 attomètre, 500 zeptomètres, 250 zeptomètres, 100 zeptomètres, 50 zeptomètres, 25 zeptomètres, 10 zeptomètres, 5 zeptomètres, 2 zeptomètres, 1 zeptomètre, 500 yoctomètres, 250 yoctomètres, 100 yoctomètres, 50 yoctomètres, 25 yoctomètres, 10 yoctomètres, 5 yoctomètres, 2 yoctomètres, 1 yoctomètre.			
<p>R^o Addetto dell' emigrazione italiana nella Germania e nel Lussemburgo</p> <p>Notizie concernenti l'emigrazione</p>					

la rédaction fut transférée à Bâle (14, Rümelinbachweg). Sa publication fut suspendue pendant la Première Guerre mondiale et ne reprit que plus tard à Milan, paraissant alors comme «hebdomadaire pour les émigrants italiens – organe de l'Oeuvre Bonomelli».

Une large place y était réservée à des articles visant la formation religieuse et morale des émigrés, mais, en plus, bon nombre de pages étaient consacrées aux informations sur le marché du travail et les événements essentiels des divers centres de l'Oeuvre Bonomelli.

La presse socialiste était fort abondante. Partout on pouvait trouver l'«*Avanti*», quotidien du P.S.I. (fondé en 1897), mais on distribuait aussi l'hebdomadaire des syndicats professionnels d'Allemagne, «L'Operaio italiano», le périodique «*La parola dei liberi*»⁵⁵, le journal «*Germinale*» de Turin⁵⁶, le périodique «*Il Seme*» de Terni et «*Battaglie sindacali*» (de 1910). Sur le plan local il est à noter que grâce à l'initiative du Parti socialiste ouvrier, au cours des mois de février-mars 1904, le journal «*Der arme Teufel*» contenait une page consacrée aux immigrés italiens: «*La pagina dei fratelli italiani*».

Toutefois, c'était la presse anticléricale qui connaissait la plus large diffusion. Ainsi on vit paraître des journaux comme *L'Asino*, et des publications à tendance nettement anarchique et révolutionnaire comme *Avanguardia libertaria*, *La Terra*, *l'Intransigente*, *La Favilla*, *Combattiamo*, *L'Avvenire sociale*, *Il Grido della folla*, *l'Agitazione*, *Il Pensiero*.

Les hommes de «droite»

La communauté italienne du Luxembourg est composée cependant d'une majorité d'immigrés non engagés politiquement. Le reste se divise en deux groupes: d'un côté le groupe de «droite» comprenant les monarchistes – en général catholiques –, de l'autre le groupe de «gauche», qui compte parmi ses membres des socialistes, des républicains et des anarchistes.

A partir de 1893, se forment les premières Sociétés Italiennes de Secours Mutuel. Elles portent presque toutes le nom d'une personnalité de la maison de Savoie: Regina Elena (Nieder Korn 1900), Vittorio Emanuele III (Differdange 1908), Principe Umberto (Bettembourg 1927). Leurs membres peuvent être qualifiés d'hommes de «droite». En effet, ils fêtent le «Statut»⁵⁷, ils acclament chaleureusement la monarchie de la maison de Savoie au cours de leurs réunions, ils respectent l'autorité consulaire italienne et participent aux manifestations civiles du Grand-Duché.

Ils présentent des affinités avec la droite historique: libérale et conservatrice. Beaucoup d'entre eux sont liés à l'Italie «officielle» et quoi qu'ils ne se constituent pas en parti, ils ont une orientation politique bien définie. Ils dédaignent les gens de «gauche» ainsi que les militants syndicaux.

Ceci explique l'attitude du cafetier Frescura de Rodange qui, lors des grèves en 1905, convia une quarantaine d'Italiens dans son local et les exhorta à mettre fin à leurs revendications, car – leur dit-il – «vous n'êtes pas chez vous»⁵⁸.

En général, les hommes de «droite» appartiennent à la petite bourgeoisie: des gérants de cafés, hôtels, pensions et commerces. Mais parmi eux on retrouve cependant aussi bon nombre d'ouvriers. Ainsi, le Secours Mutuel de Nieder Korn était constitué presque exclusivement de mineurs.

Les républicains

Mais déjà vers la fin du siècle, un courant de «gauche» vient s'opposer à ces monarchistes. A Hussigny le *Cercle Républicain* était assidûment fréquenté par les Italiens du Grand-Duché. En tant que parti politique, les républicains ne se manifesteront au Luxembourg qu'au début du XX^e siècle.

A partir de 1907, le Parti républicain essayait donc de conquérir les masses immigrées. Dès le 1^{er} mai 1907 il soutenait la fête du travail par une affiche signée: «La Fédération Républicaine des Italiens de Suisse, de l'Alsace-Lorraine et du Luxembourg».

Esch-sur-Alzette, 29 avril 1907. Affiche des «ouvriers républicains» pour la fête du 1^{er} mai. On invitait les amis à un défilé et à la conférence de l'avocat italien Francesco Buffoni.

1^o Maggio 1907.



Cittadini!

Gli operai repubblicani italiani, residenti in questa ospitale regione, nella data augurale del **1^o Maggio** si fanno promotori di

una popolare manifestazione

di solidarietà col proletariato mondiale per le comuni rivendicazioni.

PROGRAMMA:

1^o Ore 9. Corteo che par tondosi da rue della Hôhl per correrà la via principale della città.

2^o Ore 3. Pomeridiane: **Conferenza popolare;** oratore **FRANCESCO BUFFONI** nel Café DIDERT GUGLIELMO, detto Grosso Metti.

Esch, 29 aprile 1907.

Il comitato.

104. Esch sur Alz. Orig.

Le 14 juin 1908, le député Gerli Giovanni, appartenant au Parti républicain et résidant à Zurich, fut invité à Esch. Il tint au café Diedert, un discours interrompu par des applaudissements chaleureux. Devant un auditoire d'une centaine de personnes, il dénonça la politique du gouvernement monarchique en Italie qui taxait le pain (aliment fondamental des ouvriers) et ne favorisait pas l'instruction scolaire des jeunes. Selon Gerli, on aurait pu transformer profondément la politique italienne en appliquant les principes républicains⁵⁹.

Le professeur florentin Bardassi Paolo, venu de Suisse à la demande des républicains, prononçait un discours dans la même salle, le 2 août, puis, le jour suivant, au Café Schneider de Differdange⁶⁰.

En 1909, lors des réunions socialistes, de nouvelles voix retentirent. Le 21 mars, au café Gatti Fulgenzio de Rumelange, le florentin Nicolini de Hussigny exprima au cours de son discours des idées anticléricales, tandis que le cordonnier Pino Ferruccio (de Città di Castello – Perouse – résidant à Kayl) préconisait la transformation de l'Italie monarchique en une Italie républicaine⁶¹.

Le 19 septembre, le professeur Bardassi Paolo, accompagné par des fanfares d'Ottange et de Hussigny, se produit devant 250 Italiens au café Diedert (rue de la Hoehl) à Esch. Il se lança, lui aussi, dans une diatribe anticléricale, antimonarchique et anticapitaliste.

De ce fait, le rapport de police nota que Bardassi semblait être plutôt un partisan de l'anarchisme que du Parti social-républicain⁶².

Vers la fin de 1911 et au début de 1912, les républicains renforçaient leur position grâce à la réapparition de la «Fédération républicaine parmi les Italiens de l'Europe Centrale»⁶³. Cette dernière avait établi son Comité Fédéral à Locarno, son président était M. Aureli, et elle s'adressait aux Italiens résidant en Suisse, en Allemagne, en France et au Luxembourg. Le mécontentement provoqué au sein des ouvriers italiens par l'expédition italienne en Tripolitaine créait les conditions favorables à la diffusion des idées républicaines ainsi qu'un motif valable pour combattre la monarchie de la maison de Savoie.

Dans une circulaire, publiée dans le journal «La Ragione» du 19 janvier 1912 et largement diffusé partout, les républicains incitaient leurs amis à s'inscrire au «cercle» local et surtout à s'organiser en syndicats selon les différentes professions.

Pour le Grand-Duché de Luxembourg l'adresse était la suivante: Cercle «A. Saffi», secrétaire Maran Giovanni, 6, rue de la Hoehl, Esch-sur-Alzette.

Les anarchistes

Les anarchistes étaient nombreux et se confondaient souvent avec les socialistes. Ce parti fut mentionné pour la première fois dans un rapport de la gendarmerie de Dudelange⁶⁴ adressé au Parquet d'Etat et concernant Giuseppe Casagrande (Feltre) qui recevait régulièrement 15 exemplaires de l'hebdomadaire anarchique «L'Agitazione» et qu'on soupçonnait d'avoir acquis des armes à Solingen (Allemagne): revolvers et poignards. Quant à Tega Angelo (de Gualdo Tadino) et Perazzoli Arsenio (de Caldiero – Vérone) ils recevaient un autre hebdomadaire à tendance anarchique et anticléricale: «l'Asino». Comme anarchistes présumés on signalait de même les habitués du café Baldelli Franz (de Gualdo Tadino): Ucellani Cesare, Giuseppe et Giovanni, Magni-Pisani, Arnoldo et Ermanno (de Gualdo) et Brucini Andrea (de Nocera).

D'autres indications au sujet d'anarchistes provenaient de Rumelange: il s'agissait de Ferri Vladimiro (de Gualtieri – Reggio Emilia) et de son ami Mella Stefano considéré comme un «Italien dangereux». Une lettre anonyme révélait que Mella aurait projeté un attentat contre le Roi d'Italie et le Président de la République

française, Emile Lambert, à l'occasion du voyage de ce dernier à Rome⁶⁵. Mais l'affaire n'eut pas de suites.

Le nombre des partisans de l'anarchie augmentait à Esch-sur-Alzette. Le 1^{er} janvier 1904, les Italiens furent invités par tract à se rendre à la Maison du Peuple, où une conférence serait donnée par le tailleur Egisto Guagni, âgé de 43 ans, originaire de Florence et résidant à Longwy. Le thème était: «Dieu, Patrie, Guerre et Caserne». L'exposé serait suivi d'une libre discussion.

Une cinquantaine de personnes, en majorité des Italiens, assistèrent à sa conférence⁶⁶.

L'hardiesse des anarchistes alarma les autorités luxembourgeoises. Fallait-il surveiller ces destructeurs d'institutions? Le ministre d'Etat en était convaincu⁶⁷ d'autant plus que le consul Weber le lui demandait en lui proposant «d'interdire la diffusion dans le pays des journaux anarchistes et révolutionnaires», dont il lui donnait la liste⁶⁸: *Avanguardia Libertaria*, *La Terra*, *Difesa*, *Il Libertario*, *L'intransigente*, *La Favilla*, *Combattiamo!*, *L'Avvenire Sociale*, *Il Grido della Folla*, *L'Agitazione*, *Il Pensiero*⁶⁹.

Le 9 juillet 1904, le procureur général d'Etat, Thorn, avait interrogé un autre Italien de Dudelange, *Geronzi Giovanni Emilio*, originaire de Cagli (Pesaro), accusé d'avoir professé publiquement sa foi anarchique.

Le rapport du procureur fut le suivant:

«Geronzi se défend énergiquement d'incliner à la violence et de sympathiser avec les entreprises coupables, qui constituent la criminalité anarchiste. Sa conception du progrès social, m'a-t-il dit, est tout idéaliste, l'affranchissement par l'évolution sociale des entraves qui privent l'individu du plein effet de ses facultés d'expansion, le règne final de la Justice et de l'équité au sein de l'humanité transformée.»

Et au procureur de commenter:

«J'ai eu quelque peine à bien saisir la thèse qui l'enflamme (...). Il m'a laissé l'impression d'un honnête garçon, jovial, soucieux d'assister du produit de son travail, sa mère restée en Italie, et tirant du fait que les Italiens affiliés au socialisme ou à l'anarchisme tel qu'il l'entend se détacheraient avantageusement sur le fond des travailleurs du bassin d'Esch par la sobriété, l'application au travail, l'ordonnance sérieuse et irréprochable de la vie⁷⁰.»

Il s'agissait donc – selon le procureur – d'un drôle d'anarchiste! Toutefois le bruit courait que des anarchistes italiens complotaient secrètement. C'est pourquoi l'«*Umanitaria*» incitait les Italiens à participer aux discussions relatives à un projet de loi sur l'assurance vieillesse «afin de prouver qu'il n'est pas vrai, comme on le croit au Luxembourg, que les Italiens ne sachent tenir autre chose que des conciliabules anarchistes clandestins»⁷¹.

Un autre «dangereux anarchiste» fut signalé par la police: Zangiacomì Alessandro (30 ans, résidant à Esch-sur-Alzette, 34, rue du Brill); le 17 octobre 1909, il avait donné une conférence au café Paganì Marino (rue du Brill) sur le thème: «Quelles sont les causes de l'évolution du socialisme?». Devant une soixantaine d'Italiens, il avait affirmé que le socialisme existait dans chaque pays sous des noms différents, selon qu'il se rapprochait de la démocratie ou de l'anarchie. Le travailleur – affirmait-il – devrait opter pour l'anarchie, car même les chefs socialistes, ayant atteint le faite de leur carrière, se désintéresseraient de la cause ouvrière.

Esch-sur-Alzette, 17 octobre 1909. Affiche
invitant à la conférence de l'anarchiste
Alessandro Zangiacomì.

Quali sono le cause
dell' Evoluzione del SOCIALISMO.

PENSIERI D'UN LIBERTARIO.

Questo è il titolo d'una conferenza che un giovine oratore
terrà questa sera alle ore 8 pm. nel
Caffè PAGANI Marino, rue du Brill

Si permette il contraddittorio.

Certains auditeurs applaudirent à ses propos, d'autres protestèrent. Pour la police, Zangiacomì était une personne à proposer pour l'expulsion⁷². On parlera plus en détail des autres anarchistes au chapitre des réunions politiques, au cours desquelles les anarchistes et les socialistes se confondaient fréquemment.

Les socialistes

L'œuvre de pénétration la mieux coordonnée et la plus efficace au sein des immigrants était effectuée par les socialistes italiens⁷³. Les renseignements sur les débuts de leur activité politique sont assez rares, mais ils abondent au cours des années.

En 1894 les ouvriers italiens auraient été invités pour la première fois à fêter le 1^{er} mai.

En 1900, un tract «à tendances socialistes» arriva à Dudelange. Il était signé «L'Imperscrutable» et avait été imprimé par la «Società Tipografica Editrice Trentina, Kuepper – Fronza e C.» et daté du 22 mars 1900. Le tract invitait les Italiens à «se réveiller», à «lutter face à face contre les misérables exploités du travail» et à crier pour la fête du 1^{er} mai «Vive le socialisme». Il avait été distribué dans plusieurs cabarets, probablement par l'Italien Pietro Olivieri⁷⁴.

Les responsables de l'usine de Dudelange et de Differdange craignirent dès lors des désordres à l'occasion du 1^{er} mai et réclamèrent des renforts de police⁷⁵.

Le même «Imperscrutable» signa aussi un autre tract invitant les Italiens de Dudelange à chômer le 1^{er} mai. Ces tracts furent adressés le 30 avril 1900 à un nommé Demetrio Bassi, inconnu à la gendarmerie⁷⁶.

En 1900, une «section socialiste italienne» existait aussi à Esch-sur-Alzette. Elle était animée par *Italo Gola*.

Gola Italo Alberto Achille, né en 1872 à Reggio Calabria, et résidant à Esch (68, rue de la Hoehl), faisait arriver d'Italie une abondante presse éditée par le parti socialiste, qu'il distribuait à la Maison du Peuple et dans les cafés fréquentés par les socialistes⁷⁷. Gola fera l'objet de plusieurs demandes d'expulsion émanant de la commune, de la gendarmerie et du consulat italien; mais il quittera Esch pour Villerupt avant que son expulsion ne soit prononcée⁷⁸.

Ai lavoratori italiani in Dudelange.

1° Maggio.

Conoscete voi il significato di questa ricorrenza?
Vi è mai balenato alla mente l'idea di voler sapere perchè da un capo all'altro della terra risuona, ormai immutabile e grandiosa manifestazione, la solenne data del **1° Maggio**? Forse no! Eccomi a spiegarvelo:

Il **1° Maggio** richiama l'attenzione dei lavoratori tutti sul momento benefico in cui tutte le forze del lavoro concentrate in un solo sforzo segneranno vittorie inaudite sui barbari avanzi d'un sistema sociale opprimente ogni manifestazione di lotta alla conquista del diritto alla vita!

E' il lavoro che vuol libertà, emancipazione, utile nel lavoro stesso!
La data sublime porta seco il fremito misterioso d'una gioia infinita nel cuore dei diseredati; porta il sollievo, direi quasi orgoglioso, negli animi dei più fervidi combattenti contro le ingiustizie sociali; porta il fermento di reazione nei petti delle forze giovanili che si schierano generosamente a difesa degli oppressi... e porta il timore nel pusillanime automa senza pensiero e senza ideali!

Lavoratori!

Astenatevi dal lavoro il **1° di Maggio**; festeggiate tutti la fausta data, e voi stessi saprete allora spiegarvi il vero significato di tale solennità; voi stessi allora, fermata la grande macchina del lavoro osserverete e farete osservare al mondo che vi trascura e vi calpesta, che cosa potrebbe fare e come potrebbe vivere senza le vostre braccia!

In altri termini il **1° Maggio** fu scelto dai più forti campioni del socialismo internazionale perchè ricordi al capitale la sua origine, e nella serenità inarrestabile e progressiva dell'evoluzione sociale, la sua inevitabile distruzione.

Viva il 1° Maggio!

Dudelingen, 1° Maggio 1900.

L'Imprescrutabile.

Hamburger Buchdruckerei und Verlagsgesellschaft Auer & Co. in Hamburg.

Dudelange. Tract invitant les Italiens à la grève du 1^{er} mai 1900.

Son frère cadet, *Gola Ettore*, lui aussi militant socialiste (né à Oleggio, Novare en 1879) habitait à Esch depuis le mois de décembre 1903. Puis il alla s'établir à Villerupt, mais il se fit engager dans l'entreprise Kersch d'Esch, le 5 avril 1906, afin de ne pas perdre le contact avec ses compatriotes de la métropole du fer.

C'est à partir de 1902 que la propagande de la gauche italienne s'impose avec encore plus de vigueur.

Le 5 octobre de cette même année eut lieu, au café Falkenstein à Esch-sur-Alzette, une réunion animée par *Bertoni Luigi*, journaliste, âgée de 30 ans et arrivé de Genève. Soixante Italiens, membres de la «section socialiste» y assistaient; ils venaient de Dudelange, Rumelange, Differdange, Audun-le-Tiche et Villerupt.

L'orateur critiqua les institutions de l'Etat, la religion et l'armée. Au cours de la réunion on distribua des photos des chefs anarchistes. On procéda aussi à la vente

du journal «Germinale» en demandant aux immigrés de s'y abonner. (Imprimé à Turin depuis 1898, ce journal était un des organes principaux des socialistes italiens.) Les participants portaient apparemment des armes et étaient prêts à s'en servir lors d'une intervention de la police⁷⁹.

Ces réunions inquiétèrent le gouvernement luxembourgeois. Une requête fut soumise au procureur général afin qu'il fasse surveiller les activités de ces militants:

«Ces derniers temps les ouvriers du bassin minier et surtout les ouvriers italiens ont été convoqués par des étrangers en assemblées à l'effet de se constituer en sociétés. Je vous prie d'aviser aux moyens à employer pour surveiller efficacement ces sociétés⁸⁰.»

Le procureur général remarqua que

«à défaut de lois spéciales réglant la matière (...), il serait indiqué avant tout de prendre d'urgence des renseignements sur le passé judiciaire... les tendances politiques des différents affiliés. Au cas où ils menaceraient l'ordre public on pourrait provoquer leur expulsion du pays. Monsieur le Consul d'Italie ne serait-il pas, en attendant, disposé à surveiller leurs menées et, le cas échéant, à agir sur une persuasion en leur faisant comprendre à quoi ils s'exposent en venant troubler par leurs agissements la paix publique⁸¹?»

En effet, l'article 25 de la Constitution luxembourgeoise sur le droit de réunion ne s'appliquait qu'aux Luxembourgeois et ne concernait pas les réunions des étrangers!... Donc, l'autorité de l'Etat n'avait qu'à faire respecter l'ordre et la sécurité publique en soumettant «à une surveillance attentive les réunions d'Italiens»⁸².

Mais les Italiens ne se laissaient pas intimider par la surveillance constante de la police. Le 25 décembre 1902, ils invitèrent un autre orateur: *Oddino Morgari*⁸³, député de Turin et rédacteur du journal socialiste l'«Avanti». Sa visite à Esch-sur-Alzette avait été annoncée par la «section socialiste italienne» qui avait distribué un tract signé Italo Gola⁸⁴.

La réunion, à laquelle prit part le député luxembourgeois Welter, se déroula dans le plus grand calme en présence de 400 auditeurs, presque tous des Italiens. On y proposa la création d'une coopérative⁸⁵.

Operai Italiani !

Il giorno 24 corr. arriverà ad Esch
(sur Alzette) il

Deputato Socialista
di
TORINO
Oddino Morgari.

Per cominciare il giorno 25 successivo,
nelle ore pomeridiane, una serie di
Conferenze.

Corriamo volentieri ed unanimi ad ascoltare
la sua parola che tende ad Istruire alla Lotta
pel Paese quotidiano.

Per la Sezione Socialista d'Esch
GOLA ITALO.

Esch-sur-Alzette, 25 décembre 1902. Tract, signé Italo Gola, invitant à la conférence du député socialiste Oddino Morgari.

Esch-sur-Alzette, 8 août 1903. Italo Gola, secrétaire de la «section socialiste italienne» invite les amis à la conférence du député socialiste Angelo Cabrini.

Stasera sabato alle ore 8½
una CONFERENZA
tenuta dal **Deputato Socialista Italiano**
Angelo Cabrini
al Caffè **BERNARDO.**

DOMENICA alle ore 4 p.
CONFERENZA
alla „**Maison du Peuple**“
sul Tema
il Militarismo ed i suoi effetti.

GOLA ITALO.

Tipografia — Kléber et Fellenz, Esch

Le dimanche 28 décembre, Morgari organisa une réunion similaire au café Schneider à Hussignygrund, près de la frontière luxembourgeoise. Presque 400 Italiens étaient présents. Le député les pria de respecter les lois du pays hôte, d'éviter toute violence, de s'associer et de créer des caisses mutuelles destinées à leur venir en aide lors de grèves ou de crises économiques⁸⁶.

Toutefois le ministre d'État n'était pas rassuré. Par l'intermédiaire des représentants luxembourgeois à Paris et à Bruxelles il s'enquêrit sur l'attitude des autorités françaises et belges face aux activités des socialistes italiens. En fin de compte on ne jugea pas nécessaire de recourir à des lois spéciales. Mais on instaura «un service de communications régulières entre les autorités lorraines et luxembourgeoises à l'effet d'assurer dans les deux pays la surveillance des individus convaincus ou soupçonnés d'adhérer aux théories anarchistes»⁸⁷.

En effet, depuis 1903, ce sont surtout les socialistes de la proche Moselle française qui viennent propager leur idéologie politique au Luxembourg.

Il n'existait pratiquement pas de frontière entre les deux pays. Hussigny, Thil et Villerupt n'étaient qu'à quelques centaines de mètres des principales villes luxembourgeoises d'immigration: Differdange, Esch, Dudelange et Rumelange. Ces deux derniers centres accueillent le plus grand nombre d'Italiens originaires souvent des mêmes régions d'Italie. Voilà pourquoi, pendant de longues années, les frontières ne constituèrent point d'obstacle pour le mouvement ouvrier: les Italiens du bassin minier se rendaient souvent dans les centres proches de la Moselle et vice-versa, pour participer à des réunions politiques et syndicales. C'est ainsi que tout événement au sein du monde ouvrier d'une région frontalière avait aussitôt des répercussions au pays voisin.

En 1903, les Italiens de la Moselle avaient créé un comité de propagande adhérent à l'«Union socialiste italienne», dont le siège se trouvait à Paris. Toutefois, déçus par l'aide parcimonieuse qu'on lui accordait, ce même comité accepta le secours d'une célèbre institution de Milan: la Società Umanitaria⁸⁸.

L'Umanitaria avait été fondée en 1893 à Milan, grâce aux fonds laissés par un riche juif, Mosé Prospero Loria; son but était d'aider les ouvriers à s'élever par leurs propres moyens. Le député socialiste Gnocchi-Viani Osvaldo⁸⁹ fut un des principaux promoteurs de l'Umanitaria dont il assumait la présidence jusqu'en 1908.

Une section de l'Umanitaria était consacrée à la défense des ouvriers italiens émigrés. Son action commença dès 1902 dans les pays d'émigration, notamment la France, le Luxembourg, la Suisse, l'Allemagne et l'Autriche. Elle essayait de coordonner les différentes activités organisées par les laïques en vue d'assumer la tutelle des émigrants qui commençaient à s'organiser un peu partout, surtout par l'intermédiaire des socialistes.

Des secrétariats furent ouverts dans les régions d'Italie, où l'émigration était importante, ainsi que dans les pays européens à forte immigration. Des «inspecteurs» spéciaux avaient comme tâche d'étudier la situation des marchés du travail: de ce fait ils pouvaient indiquer avec précision les endroits, où les ouvriers italiens pourraient trouver du travail, ainsi que les localités, où les grèves sévissaient et où une main-d'œuvre trop abondante aurait pu favoriser des divergences. Des «guides» décrivant les différents pays d'immigration furent publiés: l'un d'eux était consacré au Luxembourg.

Tout en étant soutenue par des hommes à tendance socialiste, l'Umanitaria se voulait laïque et apolitique. C'est pourquoi elle sera toujours considérée comme une rivale de l'Oeuvre Bonomelli, accusée d'être ouvertement confessionnelle.

Parmi les propagateurs les plus actifs de l'Umanitaria dans le domaine de l'immigration, on trouve dès le début Angelo Cabrini et Dino Rondani. Ce dernier était également directeur du «consortium» de l'Oeuvre Bonomelli pour l'émigration, tandis que Cabrini était le responsable du «Bureau» de l'Umanitaria (1906).

Au cours de l'été 1903, les socialistes, l'*Umanitaria* et divers autres partis, intensifièrent l'envoi de représentants parmi les immigrés; Barbato, Cabrini, Rondani, Cavallazzi, Ungari... Ces hommes organisaient des réunions et des conférences pour les travailleurs italiens et cherchaient à établir des liens étroits avec les syndicats des différents pays ainsi qu'avec les organisations ouvrières formées par les ouvriers eux-mêmes⁹⁰.

Au mois de juillet 1903 le député romain Barbato fit personnellement une tournée dans le bassin minier et tint une conférence à Esch le 5 juillet.

Au mois d'août de cette même année, le député socialiste *Angelo Cabrini*⁹¹, 34 ans, originaire de Codogno (Milan) et résidant à Berlin, arriva au Grand-Duché. Sur avis du député Welter, il n'estima pas nécessaire de demander un permis pour organiser ses meetings. Accompagné par Gola, il convoqua une réunion à huis clos avec tous les responsables socialistes de la région, au café d'Arnodo Bernardo, à Esch-sur-Alzette. Ce dernier fut élu au comité directeur. Après la réunion, les drapeaux rouges et les fanfares en tête, un défilé traversa les rues de la ville. Le dimanche 9 août, Cabrini prononça un discours à la Maison du Peuple sur le militarisme et ses conséquences⁹².

Le 23 août, la Maison du Peuple accueillit aussi l'avocat *Pietro Gori*⁹³ qui évoqua «La question sociale et son avenir» devant une soixantaine d'Italiens. Sur un ton modéré, il incita ses auditeurs à s'unir et à agir, afin d'améliorer les conditions de vie des travailleurs⁹⁴.

Les socialistes n'étaient pas seulement présents à Esch-sur-Alzette. A Differdange ils formaient un groupe de militants très actifs. Le groupe le plus important était constitué par les familles italiennes habitant la Barake Lathuile du Zolverweg. Dans l'habitation de Burali Giuseppe une pièce avait été transformée en salle de réunion. Les militants s'y rencontraient deux fois par semaine et tenaient des «discours incitant à la révolte» afin d'obtenir des réformes sociales appropriées⁹⁵.

Le 19 septembre 1903, la gendarmerie fit irruption dans la maison et surprit une trentaine de personnes en pleine réunion, parmi elles: Luglio Oreste, Marazzi Dionigio et Luigi Battista, président du groupe, âgé de 34 ans, originaire de Concordia et habitant rue Malagutti-Uebergasse à Differdange. La gendarmerie découvrit différents livres et revues socialistes, entre autres, l'«Avanti». Les gendarmes mirent tout sous séquestre, y compris le compte rendu des séances qui dévoila que le groupe avait l'intention de créer une «caisse de secours mutuel», à laquelle on aurait recours en cas de grève.

Au mois de décembre 1903, *Silvio Boratti*, originaire de Trente, arriva de Lorraine. Sur les fiches de la police il était signalé comme «orateur socialiste et agitateur»⁹⁶. Il s'établit chez Gola Italo dans la Hoehl et travailla comme mineur. Il était rigoureusement surveillé, toutefois il partit l'année suivante sans avoir jamais eu d'ennuis avec la police grand-ducale.

Le 27 février 1904, le député Dino Rondani expliqua au café Bernardo à Esch-sur-Alzette les objectifs de l'«Umanitaria» et annonça que l'ingénieur De Guzzo était sur le point d'ouvrir une école à Esch. Accompagné par Gola Italo et Bianchi Rodolfo, l'orateur se rendit également dans quelques centres de la Moselle, où il fut accueilli plus ou moins bien par ses compatriotes⁹⁷.

Au mois de mai, Buffoni Francesco, avocat populaire et ex-partisan de Garibaldi, organisa des réunions et des conférences en particulier à Esch-sur-Alzette (1^{er} mai 1904). Au cours de l'été de la même année, l'*Umanitaria* de Milan envoya un

de ses plus importants collaborateurs: *Tullio Cavallazzi* de Ravenne⁹⁸. Il s'établit à Villerupt d'où il se rendait fréquemment au Grand-Duché, afin d'animer les réunions politiques et syndicales des socialistes, en particulier à Esch-sur-Alzette, Dudelange et Differdange.

Ses capacités oratoires étaient remarquables et son activité incessante.

En juin 1904, Cavallazzi fut présenté au public par Angelo Tega de Gualdo, lors d'une assemblée de 170 ouvriers italiens à Dudelange. Il incita les travailleurs à s'unir et à réunir des fonds, afin d'être en mesure de venir en aide aux grévistes pendant des grèves prolongées.

Egisto Guagni prit la parole ensuite et proposa d'avoir recours à la violence, lorsqu'il ne serait plus possible d'atteindre un but par des moyens pacifiques⁹⁹.

Le 15 juin, Cavallazzi prononça un discours sur «La morale catholique et ses conséquences» dans la salle d'Arnodo à Esch-sur-Alzette. Il se montra un défenseur acharné du périodique anticlérical «L'Asino» et attaqua la religion dont les gouvernements se serviraient pour soumettre le peuple¹⁰⁰.

Le 22 juin, à nouveau à Dudelange, il insulta le directeur de l'Arbed, Mayrisch, en le qualifiant de «Sangsue» et reprocha à la gendarmerie de faire pression sur les femmes, afin de parvenir à intimider les hommes¹⁰¹. Le 28 juin, à Differdange, au café Lathuile, il s'adressa à une soixantaine d'Italiens; le 12 septembre on le revit à Dudelange¹⁰² puis le 13 octobre encore à Differdange¹⁰³.

Cavallazzi restait le représentant incontesté du mouvement ouvrier italien de 1904 à 1905. Vers la fin de 1904, le commissaire spécial des chemins de fer et de la frontière de Villerupt écrivait à son propos:

*«Le jeune avocat est très ardent et il est appelé à jouer un certain rôle dans le mouvement socialiste italien régional»*¹⁰⁴.

Mais, juste à cause de son influence sur les masses ouvrières italiennes, Cavallazzi sera expulsé le 20 juillet 1905 (voir page 42).

Des orateurs locaux dont le socialiste Gola d'Esch-sur-Alzette et l'anarchiste Geronzi, vinrent renforcer les propos de Cavallazzi, notamment le 15 juillet à Dudelange, dans la salle de Fasoli Abramò, devant 200 ouvriers italiens¹⁰⁵.

Le 5 novembre, dans la même salle, devant une centaine d'auditeurs, Scipioni de Dudelange et deux «anarchistes connus», Tega Angelo et Ucellani Cesare, prononcèrent un discours largement influencé par les idées sociaux-démocrates¹⁰⁶.

D'autres orateurs italiens donnaient des conférences au Luxembourg: *Paolo Campi* (né en 1883 à Cazzago-Brabbia, Varese et résidant à Differdange), le 27 juillet 1904; *Valerio Calvino*, le 15 août à Differdange; *M. Luzzini* de Longwy, le 26 novembre à Rumelange.

Mais parmi les plus actifs on notait *Antonio Protetti* et *Davide Malmesi*¹⁰⁷ qui résidaient tantôt à Villerupt, tantôt à Esch-sur-Alzette.

Selon le commissaire de police d'Esch¹⁰⁸, les deux hommes étaient considérés en France comme propagandistes anarchistes. Pour ne pas entrer en conflit avec les autorités françaises, qui n'attendaient qu'une faute quelconque de leur part pour les expulser, ils tenaient (deux nuits par semaine) des réunions dans une baraque sur le territoire allemand, à proximité de la frontière française.

Malmesi eut bientôt l'occasion de faire parler de lui. Le 13 septembre 1905, l'Italien *Davide Mariani* (qui travaillait et habitait à Hussigny) fut tué d'un coup de revolver, sans aucune raison apparente, par le Luxembourgeois Nicolas Welbrich. *Malmesi* décida de venir à Esch-sur-Alzette avec tous les Italiens de Villerupt et de Hussigny pour déposer une gerbe sur la tombe de Mariani.

Le commissaire de police d'Esch lui refusa la permission de rendre un dernier hommage au défunt. Malmesi présenta alors une requête auprès du procureur général et, assisté par le député Welter (qui était l'avocat de tous les révolutionnaires), il obtint gain de cause.

La manifestation eut lieu le dimanche 24 septembre 1905¹⁰⁹. Un cortège formé par environ 250 Italiens, venus surtout de Villerupt et de Hussigny, se réunit à 15 heures rue de la Hoehl, où avait eu lieu le meurtre, face à la maison habitée par la veuve Mariani. Sans musique et sans drapeaux, le cortège, silencieux et solennel, se dirigea vers le cimetière où plusieurs couronnes furent déposées sur la tombe de Mariani. Ensuite cinq conférenciers prirent la parole, parmi eux *Ettore Gola* (frère d'Italo), *Anselmo Ungari* et *Davide Malmesi*¹¹⁰. Ils proférèrent des mots très durs contre les autorités et contre le capitalisme ; ils invitèrent aussi les ouvriers des différentes nationalités à ne pas s'entretuer, mais à se tendre la main et à rejoindre la grande famille des ouvriers: le «syndicat rouge». Vers 17 heures la foule se dispersa sans aucun incident.

«Par leur participation à la manifestation d'aujourd'hui – souligne le commandant de police d'Esch-sur-Alzette – les ouvriers ont voulu montrer la grandeur de leur force.»

Vers 1904, l'aile gauche du Parti social-démocrate luxembourgeois avait provoqué une scission et s'était constitué en «*Parti socialiste ouvrier*». Ses leaders étaient Joseph Schaack, Jacques Thilmann, François Merens et Georges Droessart. Mécontents de leur parti officiel, trop lié au réformisme et à la bourgeoisie, ces hommes rêvaient d'un parti révolutionnaire plus proche de la classe ouvrière. Ils accordaient une attention toute particulière aux immigrés italiens. En février et mars 1904 leur hebdomadaire «*Der Arme Teufel*»¹¹¹, fondé le 29 novembre 1903 par Jean Schaack, mettait à leur disposition une page spéciale: «*La pagina dei fratelli italiani*» – «*La page de nos frères italiens*» – (articles signés par Gola Italo, Bianchi Rodolfo et Rossano)¹¹².

Selon Janine Wehenkel-Frisch, les socialistes italiens du Grand-Duché étaient plus proches du «*Parti socialiste ouvrier*» que du «*Parti social-démocrate*». «*Parenté d'âme*» – écrit-elle¹¹³ – mais aussi unité d'action fréquente rapprochaient le «*Parti socialiste ouvrier*» des Italiens. A ses réunions syndicales et politiques participaient régulièrement des orateurs italiens comme Paolo Campi, Ungari et bien d'autres. Les interventions favorables aux grévistes italiens, la campagne de solidarité avec le Dr Cavallazzi, le meeting de protestation contre la guerre italo-turque en 1911 confirment la thèse d'une collaboration étroite entre le parti ouvrier et les socialistes italiens.»

D'autre part à l'occasion de la fête du travail, les ouvriers italiens se rangeaient du côté du parti ouvrier qui la célébrait le jour même du 1^{er} mai (donc avec un arrêt de travail «révolutionnaire» qui n'était pas admis par la loi), plutôt que de suivre les sociaux-démocrates, qui renvoyaient la fête au dimanche suivant.

Entretemps, l'Umanitaria consolidait sa position à l'étranger, s'appuyant tout spécialement sur ses collaborateurs locaux. Dino Rondani écrivait en 1907, dans une lettre adressée à Alessandro Schiavi, chef du Bureau de travail de l'Umanitaria, que les adresses utiles étaient celles de Gola Italo, c/o Maison du Peuple à Esch-sur-Alzette; Burali Pietro, c/o Maison Lathuille à Differdange et Tega Angelo, c/o Café de l'Usine à Dudelange¹¹⁴.

De son côté, le député Aloyse Kayser indiquait à l'Umanitaria les noms des nombreux Luxembourgeois prêts à collaborer avec les Italiens¹¹⁵.

Le 5 mars 1911 eut lieu à Esch-sur-Alzette une des plus imposantes démonstrations de force. Les socialistes réussirent à réunir un millier de personnes (presque

tous des Italiens) pour commémorer *Giordano Bruno*. Les manifestants se rassemblèrent au quartier Frontière. Une grande photo du «martyre» Giordano Bruno avait été installée sur un podium et le discours officiel fut prononcé par une femme, Angelica Balabanoff, publiciste russe, habitant à Terni. Par la suite la foule défila à travers les rues de la ville, menée par les porteurs du drapeau rouge et deux ensembles musicaux¹¹⁶.

Le 15 octobre une autre manifestation considérable fut organisée par la «section socialiste italienne» d'Esch pour commémorer la mort de *Francisco Ferrer*, homme révolutionnaire espagnol, progressiste et anticlérical, condamné comme révolutionnaire et fusillé en 1909. Quelques centaines d'Italiens, provenant en partie du département de la Moselle, se réunirent devant le café Bernardo. Un cortège arborant la photo de Ferrer et le drapeau rouge fut mené par la fanfare Garibaldina et défila à travers la vieille ville. En passant devant la demeure du curé, les manifestants entonnèrent l'«abbasso ai preti» (à bas les prêtres). Plus tard, lors de la commémoration officielle dans la salle Bernardo, Rossi Delvaro dénonça la répression espagnole et cléricale¹¹⁷.

En automne 1911 éclata *la guerre entre l'Italie et la Turquie*. Le «Parti socialiste ouvrier» profita de ce conflit pour mobiliser les ouvriers de toutes les nationalités. Le 19 novembre il organisa une assemblée publique de protestation au café Marabese d'Esch. Schaack et Thilmann rejetèrent la responsabilité de cette guerre sur les banques et... le Vatican. L'ouvrier Piedini Domenico, originaire de Modène et résidant à Esch, vint renforcer à son tour ces déclarations¹¹⁸.

A remarquer que les Italiens du Grand-Duché, et tout particulièrement les Ombriens, avaient aussi établi des rapports très étroits avec les partis de leur région d'origine. Ce fait nous est confirmé par Mazzoli Alfredo d'Esch-sur-Alzette dans une de ses lettres au périodique ombrien «La Scintilla», dans laquelle il dénonce les manœuvres électorales du marquis Theodoli¹¹⁹.

Dans ce même numéro de «La Scintilla» intervint aussi Tega Angelo de Dudelange qui dénonçait les susmentionnées manœuvres électorales dans une lettre au périodique «L'Eugubino»¹²⁰. Tega Angelo était également un correspondant régulier du journal «La Battaglia» (cf. Cap. V – Dudelange).

5. Les préoccupations de l'Eglise au Grand-Duché

L'Eglise du Luxembourg se préoccupa dès le début de l'immigration du sort des centaines d'ouvriers italiens qui venaient s'installer dans les principaux centres du Grand-Duché. Nous en possédons un témoignage grâce à une lettre de l'abbé Muller de Dudelange, datant de 1896¹²¹.

La préoccupation majeure de l'Eglise du Luxembourg avait toujours été la pénétration du mouvement socialiste parmi les immigrés italiens. En 1904¹²² dans une interview accordée au journal «Il Momento» de Turin, Emile Prüm, maire de Clervaux et chef du groupe des catholiques au Parlement luxembourgeois, affirma qu'en général les immigrés italiens étaient des personnes louables, mais que «toutefois ne manque l'élément torpide de façon spéciale, puisque la propagande socialiste a jeté et est en train de développer avec intensité ses germes».

Prüm justifie ainsi l'initiative de Mgr Jean-Joseph Koppes (évêque de Luxembourg de 1883 à 1919) qui, afin de s'opposer à l'offensive socialiste, s'était adressé

à l'Oeuvre Bonomelli et avait introduit au séminaire l'étude obligatoire de la langue italienne et disposé que dans «toutes les paroisses où se trouve un groupe notoire de vos compatriotes, il faut qu'au moins un parmi vos vicaires parle votre langue».

Enfin, grâce à l'intérêt porté par les députés catholiques aux Italiens, le Parlement luxembourgeois avait voté l'octroi d'un crédit spécial en faveur de leurs œuvres de culte. Par ailleurs un seul hebdomadaire s'opposait à la poussée des socialistes: «La Patria», organe de l'Oeuvre Bonomelli.

6. Les ouvriers italiens et la vie syndicale¹²³

A l'époque où les syndicats n'existaient pas encore au Luxembourg, les ouvriers italiens ne détenaient qu'une seule arme pour défendre leurs intérêts: la grève. Et, de temps à autre, leurs revendications étaient prises en considération.

En 1899, une soixantaine d'Italiens, travaillant à la construction de la ligne de chemin de fer Luxembourg-Pétange, déclenchèrent une grève afin d'obtenir une hausse de salaire. Mais, même s'ils réussirent à empêcher leurs camarades opposés à la grève de se rendre au travail, le mouvement fut vite réprimé¹²⁴.

En janvier 1901, une grève éclata au laminoir de Differdange, où les Italiens réclamaient un salaire arriéré. Le «statut» de l'usine était extrêmement sévère: il prévoyait la perte des arriérés pour toute personne qui abandonnait son poste. Toutefois les grévistes ne se laissèrent pas intimider et se dispersèrent dans les cafés. Seul un certain Merli Ferdinando fut arrêté, car trouvé en possession d'armes défendues.

Les mineurs aussi, avaient souvent recours à la grève. Ils contestaient la régularité de la balance de pesage des wagons de minerai. En janvier 1904, dans les mines du Galgenberg à Esch, Martelotto Bartolomeo (de Paesana-Cuneo) fut accusé d'avoir incité à la révolte et verbalisé¹²⁵.

La participation italienne à la vie du mouvement devint plus intense et organisée avec la naissance des syndicats au Grand-Duché. En effet, dès 1904, le syndicat allemand de la métallurgie, le «Deutscher Metallarbeiterverband» (D.M.A.V.) proche de la social-démocratie, s'installa au bassin minier luxembourgeois.

Le M.A.V. était soutenu par les sociaux-démocrates, mais surtout par le «Parti socialiste ouvrier», qui appuyait les revendications des Italiens. C'est pourquoi, dès les premières réunions syndicales, à côté des Luxembourgeois du parti ouvrier, il y eut toujours des syndicalistes italiens, en général ceux que nous avons déjà trouvés engagés dans l'activité politique. Les exemples sont nombreux et convaincants.

Les 27 et 28 juillet 1904, une réunion eut lieu dans la salle Theis-Rollinger à Differdange, afin de discuter l'éventuelle adhésion au syndicat allemand de la sidérurgie. Thilmany, ainsi que d'autres orateurs, notamment le militant Paolo Campi (de Cazzago-Brabbia-Varèse, résidant à Dudelange) prirent la parole¹²⁶. L'assemblée avait été annoncée par un tract en mauvais italien et il était possible d'y intervenir en trois langues: italien, français et allemand. Dans la même salle, le 15 août, devant 22 Italiens et 5 Luxembourgeois, s'exprimèrent Meyer (administrateur de la Maison du Peuple) et le déjà connu Italo Gola qui revendiquait une augmentation salariale, afin de compenser le renchérissement du coût de la vie¹²⁷. Cavallazzi, de son côté, laissa entendre, lors d'une réunion du 22 août, que l'action devrait porter beaucoup plus sur l'organisation syndicale que sur la politique¹²⁸.

Le 10 novembre, ce même orateur, accompagné par Paolo Campi, était à Differdange, dans la salle Theis-Rollinger, et conseillait aux 60 auditeurs présents de s'inscrire à la fédération allemande de la métallurgie.

Au début de l'année 1905, la grève des rouleurs du Aachner-Hütten-Verein d'Esch-sur-Alzette, qui employait presque exclusivement des ouvriers italiens, eut un grand retentissement. L'élément qui avait déclenché cette grève avait été, le 13 janvier, la punition pour indiscipline d'un certain Marinetti Francesco. Ses camarades prirent sa défense et par la même occasion commencèrent à revendiquer une augmentation de salaire. En effet, les grévistes étaient mal payés (environ 2,90 DM par jour) par rapport au travail exténuant qu'ils fournissaient et le renchérissement du coût de la vie¹²⁹. Ils demandaient 3 DM par jour. Devant le refus de la direction, le soir du 18 janvier, 250 ouvriers se mirent en grève. Parmi les instigateurs de cette grève se distinguaient Sannipoli Ettore (23 ans), Angeli Emilio (de Bagni de Lucca) et Moia. Le reste des ouvriers soutenaient fermement leurs camarades.

Quelqu'un leur offrit de l'argent en disant «Coraggio! Fratelli scioperanti» – «Courage, frères en grève».

Les deux principales organisations italiennes du Grand-Duché intervenaient de suite pour rétablir la paix: d'un côté le secrétariat ouvrier de l'Oeuvre Bonomelli avec don Zavattaro et don Antonione Oreste, de l'autre le plus efficace secrétariat ouvrier de l'Umanitaria¹³⁰ avec Tullio Cavallazzi et Meyer. Ces derniers convoquèrent une assemblée au café Bernardo à laquelle furent présents 250 ouvriers. On approuva unanimement la proposition de demander une augmentation de 0,25 F par jour et le réengagement de tous les rouleurs en grève. Quatre ouvriers (2 pour chaque équipe) furent désignés pour négocier, aux côtés de Cavallazzi et de Meyer, avec la direction. Grâce aux bons offices de l'inspecteur du travail, on obtint des résultats positifs: augmentation du salaire et réemploi des ouvriers. Le soir du 20 janvier, le travail reprenait régulièrement: c'était la première victoire significative des ouvriers organisés.

Le 15 juin, les mineurs du Fond-de-Gras de Rodange, se mirent en grève à leur tour. Cavallazzi et l'inspecteur du travail Eydt les convoquèrent au café Knauf. Les ouvriers voulaient être payés, même si des pierres étaient mêlées au minerai de fer. Ils exigeaient en outre un nombre plus élevé de wagons¹³¹, une journée de travail de 8 heures et l'abolition des cantines, qui à leur avis ne profitaient qu'à l'administrateur¹³².

Le 19 juillet, Cavallazzi tint sa dernière réunion au café Knauf de Rodange. Presque 130 ouvriers étaient présents dont 120 Italiens.

L'orateur leur demanda de réduire la production, afin d'éviter que le minerai soit envoyé dans les proches centres miniers français, où les travailleurs étaient en grève. Il fallait être solidaire, au risque de déclencher une grève générale, si les employeurs luxembourgeois n'acceptaient pas cette tactique.

Le lendemain, Cavallazzi était expulsé de France et du Luxembourg¹³³ et escorté jusqu'à la frontière d'Athus.

Nonobstant, les Italiens ne se rendirent pas facilement. Une petite patrouille tenta de ramener Cavallazzi au Luxembourg¹³⁴. Au café Gennari d'Esch-sur-Alzette fut programmée une nouvelle grève lors d'une réunion secrète¹³⁵. A cette occasion intervint aussi le commissaire du gouvernement italien Bertilli, qui arrivait de Cologne à Rodange, afin de se rendre compte de la situation. Accompagné par le cafetier Frescura, il se rendit à Athus pour rencontrer Cavallazzi¹³⁶. Mais pour le militant socialiste, poursuivi dans tous les pays, rien ne put plus être fait: arrêté le

Esch-sur-Alzette, 1^{er} août 1905. Réunion de protestation contre l'expulsion du syndicaliste italien Tullo Cavallazzi.

<p>Mercredi, 1 Agosto a 8 ore pom.</p> <p>RIUNIONE pubblica</p> <p>dei lavoratori minieri e ferrieri nel locale Eldorado (Stoltz), Esch s. A.</p>	<p>Dienstag, den 1. August, um 8 Uhr abends,</p> <p>öffentliche Versammlung</p> <p>der Gruben- und Hüttenarbeiter im Eldorado (Stoltz), Esch a. d. Alz.</p>
<p>Ordine del giorno:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Lo sciopero nel bassin min. di Longwy. 2. Le misure prese dal governo lussemburghese all' incontro del compagno Dr. Cavallazzi. 3. Libera discussione. <p>Si prega gli operai di comparire numerosi! Il convocatore.</p>	<p>Tages-Ordnung:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Die Streikbewegung im Grubebden von Longwy; 2. Die Maßregelung unserer Regierung gegen Dr. Cavallazzi; 3) Freie Diskussion. <p>Um zahlreiches Erscheinen bitten Der Einberufer.</p>

28 juillet pour ne pas avoir respecté l'ordre d'expulsion, il fut incarcéré à la prison de Liège¹³⁷.

Nombreuses furent les réunions de protestations contre l'expulsion de Cavallazzi, organisées par les orateurs Thilmany, Droessart et Demmer, mais leur résultat fut nul. Lors d'une rencontre à Differdange, se prononça aussi le jeune Calvino Valerio de Novare (résidant à Differdange, 12, rue de la Montagne). A ce moment le syndicat allemand de la sidérurgie comptait déjà 800 membres à Differdange. Le journal de coordination distribué aux Italiens était «L'Avanti»¹³⁸.

Par ailleurs, les Italiens qui animaient les réunions syndicales, étaient relativement nombreux¹³⁹: Luzzini Mosé de Gavirate-Varèse, résidant à Differdange, considéré par la gendarmerie comme «dangereux pour la sécurité publique»¹⁴⁰; Orazzi Leandro de Pesaro, résidant à Differdange; Padoan Giovanni de Chioggia-Venise, résidant à Differdange et Sambo Giovanni de Venise.

Au cours de l'année 1905, la proche Moselle était continuellement secouée par des grèves. Ces dernières n'eurent cependant pas de profondes répercussions au sein de la communauté italienne du Grand-Duché.

La place de Cavallazzi fut immédiatement occupée par un autre militant envoyé par l'Umanitaria: *Anselmo Ungari*. Né à Suzzara (Mantoue) en 1868, il établit sa résidence à Thil en Moselle. En tant que syndicaliste modéré il n'utilisait pas, lors de ses interventions, de propos violents. Sa lutte portait surtout sur l'organisation des ouvriers lors des grèves.

Le 11 novembre 1905, il participa aux côtés de Thilmany à deux réunions ouvrières à Differdange et distribua le bulletin «L'Operaio italiano». Une trentaine de travailleurs s'inscrivirent alors au syndicat¹⁴¹.

Le 26 novembre Ungari arriva à Esch-sur-Alzette, tandis que Thilmany et Luzzini se trouvaient à Rumelange. Par la suite Ungari organisait de nombreuses rencontres avec les immigrés: le 10 décembre à Dudelange, accompagné par Thilmany, Droessart et Mertens; le 24 décembre, le 6 et 11 janvier à Differdange; le 14 janvier à Dudelange et à Rumelange; le 16 janvier à Rodange; le 16 février à Esch, lors d'une grève; le 4 mars à Differdange; le 11 mars à Kayl au café Tassi et le 12 mars de nouveau à Esch.

Son intense activité avait attiré l'attention des autorités et de la police. On lui interdit de tenir des réunions en France, d'où il fut expulsé. Il poursuivit alors son activité syndicale au Grand-Duché.

En 1906, le Luxembourg fut secoué plusieurs fois par des grèves. Le 11 février une cinquantaine d'Italiens, travaillant aux hauts fourneaux de la société Legal-lais-Metz d'Esch, suspendirent le travail, car on leur refusait une augmentation de salaire de 75 centimes. Parmi les «agitateurs» on signalait Zeni Attilio de Gualdo, Mancini Pietro et Bidoli Agostino¹⁴².

Le 16 février les ouvriers du Aachner-Hütten-Verein se mirent en grève à leur tour. Ungari les exhorta à garder le calme. Avant son départ du Grand-Duché, Ungari participa une deuxième fois, le 29 avril, à un rassemblement de 400 personnes (en majorité des Italiens) dans la salle Theis-Rollinger de Differdange. Ungari ne s'absentera de son nouveau siège de Sarrebruck qu'une seule fois, quelques années plus tard, pour prendre part à une réunion au Grand-Duché, durant laquelle Thilmann sollicita les présents à ne pas troubler l'ordre à l'occasion du 1^{er} mai et à manifester en respectant l'ordre et la paix¹⁴³.

Cette tactique modérée n'était pas acceptée par les plus ardents des militants, dont Gola Ettore. Le 1^{er} mai Gola Ettore était présent au cortège à Esch, à la suite duquel il réunit 150 Italiens en la salle Eldorado et les incita à se mettre en grève en signe de solidarité avec les ouvriers de Villerupt. Un certain Angelo Zochetti, dit «Buratini», originaire de Vérone, s'opposa à ce que le programme socialiste ne prévoyait pas le recours à la violence. La majorité des personnes présentes approuva cette intervention et les répliques passionnées de Gola furent suffoquées par la fanfare¹⁴⁴.

Le 1^{er} mai se déroula sans incidents graves dans les autres centres. A Dudelange, les ouvriers travaillaient. Seulement au cours de l'après-midi 120 Italiens se réunirent au café Megni-Pisani puis, les drapeaux rouges et les fanfares en tête, ils défilèrent à travers les rues de la ville se dispersant dans les cafés du quartier Italia.

Une seule fausse note troubla ces manifestations pacifiques: sur les murs du café Megni, un inconnu avait collé une affiche «Viva l'Anarchia». Le boulanger J.-B. Poletti la déchira avec l'approbation des présents¹⁴⁵.

Entretemps, le nombre des militants italiens augmentait. Le 9 juin, au café Arnodo d'Esch, les époux Brunetti Luigi (de Florence) et Aondio Francesca (de San Giovanni) convièrent les ouvriers italiens à s'inscrire au syndicat.

Le 1^{er} juillet Zambelli Massimo (23 ans), tailleur de pierres, résidant à Esch-sur-Alzette, 177, Frontière, prononça un bref discours à Rodange.

Les fêtes du 1^{er} mai 1907 furent animées par l'avocat Francesco Buffoni de Sant'Agata Feltria (Pesaro). Il avait été invité par les Italiens d'Esch. La gendarmerie lui refusa la permission de tenir une réunion en plein air. Il organisa alors un défilé à travers les rues de la ville¹⁴⁶. Le matin, partant de la Hoehl, les fanfares et les drapeaux en tête, un cortège de plus de 300 Italiens parcourut l'avenue de la Gare, la place de l'Hôtel de Ville et la rue de l'Alzette, pour retourner vers la Hoehl. Au cours de l'après-midi, les mêmes Italiens se retrouvèrent au café Diedert, où l'avocat Buffoni déplora que les meilleures forces eussent été contraintes à abandonner la partie, puisque les capitalistes italiens ne faisaient rien pour le développement de l'industrie. (Le cortège et la réunion avaient été chaleureusement soutenus par la «Federazione Repubblicana degli Italiani nella Svizzera, Alsazia-Lorena e Lussemburgo».)

La veille, l'avocat Buffoni, installé pour deux semaines à Hussigny, s'était adressé à Differdange (Hussigny-Grund) à 150 Italiens venus surtout de France avec leurs fanfares¹⁴⁷.

Le 12 mai une autre grève éclata dans l'entreprise Legallais-Metz, à laquelle participaient 225 Italiens.

Comme d'habitude, dès que les grands orateurs furent partis, d'autres militants de moindre importance prirent la parole. En 1907, on nota ainsi l'apparition de nouveaux militants: Riva de Hussigny parla au café Arnodo à Esch le 9 août 1907; Gnemmi Francesco de Castelletto (résidant à Zürich) organisa une rencontre le 15 septembre au café Gatti de Rumelange; Della Nidi-Gherardi Alessandro de Milan (résidant à Jarville) prononça un discours à Esch le 22 décembre, accusant l'hebdomadaire «La Patria» de tromper les Italiens par la publication de données sur les salaires qui ne correspondaient pas à la réalité.

Pour le 1^{er} mai 1908, la «section socialiste italienne» d'Esch fit venir de Bruxelles le journaliste *Gasatti Leone*. Après avoir prononcé un discours le matin à Hussigny, il s'adressa l'après-midi à une trentaine de compatriotes à Esch dans la salle Bernardo, mais, par manque de participants, il ne put organiser de défilé à travers les rues de la ville. Le fait était préoccupant et Zambelli Massimo le faisait amèrement remarquer¹⁴⁸.

Mais de nouvelles revendications furent exprimées au courant du mois de mai: 110 Italiens de la société «Minières du Galgenberg» protestèrent contre le pesage des wagons de minerai qui, à leur avis, se faisait de façon déloyale. En plus ils voulaient récupérer les 50 centimes par wagon, qui leur avaient été enlevés deux fois auparavant sous prétexte de «crise»¹⁴⁹.

Le 5 septembre, *Dino Rondani* revint pour la cinquième fois au Luxembourg. Il organisa des meetings dans la salle Arnodo à Esch et au café Knauf à Rodange. Il invita les participants à s'inscrire au syndicat de la métallurgie et à recevoir par-là le bulletin «Metallarbeiter-Zeitung» ou «L'Operaio italiano»¹⁵⁰.

Or, une minorité seulement acceptait d'adhérer au syndicat. Ainsi, tandis que les grandes entreprises sidérurgiques s'unissaient, dès 1908, en trust afin de mieux défendre leurs intérêts, les ouvriers étaient souvent divisés et ne s'engageaient dans aucun syndicat.

«Les chevaux et les chiens des capitalistes se portent beaucoup mieux que nous!»,

affirmait Jacques Thilmany dans un manifeste de la Fédération métallurgique de 1908. Il déplorait en outre l'engagement médiocre des ouvriers qui ne soutenaient point ses luttes¹⁵¹.

Au mois de mai 1909, plusieurs Italiens des mines de Dudelange se mirent en grève à cause d'un malentendu à propos des salaires et, malgré la clarification de l'équivoque, ils continuèrent à manifester pour obtenir une augmentation de 0,50 F par jour. Ainsi 150 Italiens, arborant des drapeaux, défilèrent à travers la ville aux sons des fanfares. Mais leurs revendications n'aboutirent à rien: l'augmentation fut refusée et les chefs de la «révolte» furent licenciés¹⁵².

Le travail de pénétration syndicale s'intensifiait toutefois, tout spécialement parmi les Italiens qui étaient plus sensibles que d'autres à l'organisation. La preuve en fut donnée lors de la réunion du 28 novembre promue par le syndicat de la métallurgie dans la salle Arnodo. *Gamberi Antonio*, mineur (de Grosseto), résidant à

Joef, s'adressa au public. A sa suite intervint le secrétaire du syndicat Georg Wis-
mann qui, en voyant que les Italiens représentaient une majorité écrasante dans la
salle, en conclut que les Italiens étaient plus intelligents que les autres ouvriers:
les revendications des Italiens auraient de ce fait plus de chance d'être satisfaites
que celles des Allemands et des Luxembourgeois qui manquaient d'organisa-
tion¹⁵³.

L'activité syndicale se poursuivit sans entrain en 1910. Le 30 janvier, une réunion
eut lieu au café Jori Emilio, quartier Italia à Dudelange. A cette occasion, *Pagani*
Pompilio de Dudelange, que les autorités considéraient comme «anarchiste», prit
la parole¹⁵⁴.

On continua aussi à déclencher de petites grèves. Les mineurs italiens de la société Gelsenkirchner
de Differdange se mirent en grève à Pâques. A Esch, une réunion eut lieu au café Marabese le 24
juillet.

Le 17 septembre eut lieu un important rassemblement d'ouvriers, en majorité des Italiens, au café
Gatti à Rumelange. Le célèbre Rossi Delvaro Angelo, un militant extrêmement actif, de Casal-
maggiore (Crémone) et résidant à Thionville, y prit la parole. Ses apparitions en public étaient
nombreuses: le 16 octobre il s'adressa aux immigrés au café Arnodo d'Esch et au café Rongoni du
quartier Italia de Dudelange, le 6 novembre et le 4 décembre en la salle Zallio Pietro de Differdange
avec le Florentin Nicolini Edoardo de Differdange. Au cours des réunions on distribuait la bro-
chure «Organo della federazione nazionale edilizia».

Le peu de données sur l'année 1910 nous amène à présumer un certain relâche-
ment de l'action syndicale; l'année 1911 au contraire prolifère en documentation
retracant les différentes initiatives syndicales. Le 7 janvier, l'enseignant *Nicolini*
Edoardo, au cours d'une réunion en la salle Zallio, informe l'auditoire qu'un
comité central vient d'être constitué à Esch. Ce comité a pour but d'organiser
dans tous les centres à forte concentration d'immigrés des cours d'enseignement
primaire pour Italiens. Ainsi, les travailleurs pourront acquérir un minimum de
connaissances pour mieux pouvoir se défendre contre les injustices du capita-
lisme¹⁵⁵.

Cette nouvelle fut aussi annoncée à Dudelange, au café Rossini, le 14 janvier par
Nicolini et Rossi Delvaro, ainsi que le 4 février en la salle Arnodo et à nouveau à
Differdange, le 10 février, en la salle Zallio.

Rossi Delvaro était présent à toutes ces réunions. On le retrouva aussi le 9 avril à Esch avec
Wis-
mann, Forster, Thilmany et Schaack, en polémique avec le social-démocrate Welter. Le 13
mai, à Differdange, il s'en prit aux «espions», que les patrons infiltraient dans les réunions syndica-
les, afin de relever les noms de tous ceux, qui s'inscrivaient au syndicat¹⁵⁶. Le 22 juillet, toujours à
Differdange, Rossi se lança dans une diatribe féroce contre la construction du monument Vittorio
Emanuele II à Rome; l'œuvre avait coûté 90 millions de liras, une belle somme qui aurait pu être
employée pour des œuvres de bienfaisance¹⁵⁷. Rossi prit encore part à une discussion le 4 octobre
en la salle Arnodo d'Esch, aux côtés d'Asimonti Carlo, secrétaire du syndicat métallurgique de
Milan, et à nouveau dans la même salle le 25 novembre.

Le 27 novembre, un nouvel orateur fit son apparition en la salle Arnodo: Piedini Domenico,
représentant le syndicat des ouvriers italiens de Hannover et résidant à Esch, 65, rue d'Audun. La
police suisse le qualifiait d'«anarchiste dangereux». Il avait l'intention de publier un quotidien¹⁵⁸ et
parla aussi au café Fasoli de Dudelange le 23 décembre.

La fête du 1^{er} mai 1911 fut organisée par le «Parti socialiste ouvrier» ensemble
avec la «section socialiste italienne». La célébration dura toute la journée du lund-
di: le matin on tressa la guirlande dans la forêt; puis 2300 ouvriers italiens, la
Garibaldina et d'autres fanfares en tête, défilèrent dans les rues, ensemble avec
les camarades luxembourgeois; des discours furent ensuite tenus sur la place de
l'Hôtel de Ville et un bal clôtura la fête¹⁵⁹.

Un grand nombre des participants italiens venaient de la Moselle. Les fanfares de Hussigny, Ottange, Kayl et la Garibaldina d'Esch avaient joué tout au long de la journée. Schaack et Wismann, le mineur Gamberi Antonio de Joef et l'écrivain politique romain Aureli Giovan-Battista s'étaient adressés à la foule, rassemblée sur la place de l'Hôtel de Ville. Le soir, une assemblée fut tenue au café Marabese. Rossi Delvaro Angelo et d'autres orateurs exposèrent leurs points de vue.

Le 26 janvier 1912 restera une date mémorable dans l'histoire du Grand-Duché, car ce jour marqua le début de la grande révolte des ouvriers italiens de Differdange: une révolte qu'on décrira plus amplement au chapitre VI.

Entretemps, Piedini Domenico¹⁶⁰, qui était aussi le rédacteur du journal socialiste «La Parola dei liberi»¹⁶¹, continuait inlassablement ses activités syndicales. Il était étroitement surveillé par la police et ses réunions n'avaient pas grand succès auprès du public.

Il organisa des réunions pour les immigrés le 13 janvier au café Arnodo, le 28 janvier au café Panazzolo de Dudelange et le 25 février à Differdange, où prit aussi la parole Bartolozzi Ettore¹⁶², orateur professionnel, résidant à Bâle¹⁶³.

Au café Arnodo, le 8 avril, Wismann et l'ouvrier Chiarinetti Giacobbe, provenant de Fontaneto d'Agona (Novare) et résidant à Hayange¹⁶⁴, s'adressèrent à leur tour aux ouvriers. Tandis qu'au même café, le 9 juin, Bartolozzi Ettore invectivait contre la guerre italo-turque.

La fête du 1^{er} mai 1912 connut un large succès. Environ 2000 personnes, en majorité des Italiens des zones limitrophes, se réunirent devant le café Arnodo avec les fanfares d'Ottange, d'Oberkorn et la Garibaldina d'Esch. En tête du cortège qui défila à travers la ville à partir de 14.30 heures, on pouvait reconnaître Schaack, trois femmes arborant les drapeaux rouges et deux ouvriers allemands avec un gros marteau en bois.

Les discours officiels furent tenus sur un podium à la place de l'Hôtel de Ville. Parmi les orateurs, on nota tout spécialement le publiciste Aureli Giovan-Battista, qui condamna sévèrement la guerre italo-turque. Le cortège prit fin au quartier Frontière, où les cafés Arnodo et Marabese restaient ouverts jusqu'à trois heures du matin¹⁶⁵.

Entretemps, des grèves étaient organisées partout. A la fin du mois de juin une grève éclata dans l'entreprise Zublin qui travaillait pour l'Arbed. Elle avait fait venir 22 charpentiers de Milan et elle prétendait retenir les frais de voyage sur leurs salaires (ce qui n'était pas prévu dans le contrat). Les grévistes eurent en fin de compte gain de cause¹⁶⁶.

Dans la même entreprise une nouvelle grève fut déclenchée le 8 juillet. Les ouvriers exigeaient que certains chefs d'équipe, dont Giacomuzzi Fortunato, fussent licenciés. L'entreprise répliqua en licenciant tous les ouvriers.

Afferri Bernardo et Milano Ferdinando s'adressèrent alors à la direction centrale de Strasbourg. Les pourparlers aboutirent à un résultat contraire aux exigences des ouvriers: les deux «ambassadeurs» furent accusés d'avoir altéré les faits et on proposa un nouvel emploi à Giacomuzzi à Mulhouse¹⁶⁷.

Le 29 décembre, Ungari Anselmo qui résidait à Sarrebruck arriva au Grand-Duché et présida une réunion au café Roma de Dudelange. Au cours des années suivantes il s'occupa encore à plusieurs reprises du sort des ouvriers italiens du Grand-Duché. (Empêché le 23 mars de participer à une réunion syndicale à Esch, il fut remplacé par un certain Zibetti Carlo, résidant à Esch, 19, bd Prince Henri.)¹⁶⁸

Au mois d'avril 1913, des grèves furent déclenchées un peu partout. A Differdange neuf ouvriers italiens du crassier abandonnèrent leur travail. Ils furent sévè-

rement punis. Presque 80 camarades de travail se mirent en grève de solidarité¹⁶⁹. Le plus entreprenant des grévistes fut Barzella Giuseppe de Scanno (Aquila).

Les Eschois aussi avaient beaucoup de raisons de mécontentement. Le personnel de la société «Terre Rouge» se réunit au café Arnodo pour élire un comité (dont faisait partie Piccini Abele), destiné à définir les revendications face au patronat¹⁷⁰. Anselmo Ungari accourut de Sarrebruck pour réclamer en même temps la journée de huit heures et une augmentation de salaire¹⁷¹. La grève ne tarda pas à toucher aussi la mine Collart par l'œuvre de 127 Italiens et 25 Luxembourgeois. Réunis au café Arnodo, ils précisèrent leurs exigences¹⁷². Une de leurs revendications fondamentales était l'embauchage d'un contrôleur pour le pesage des wagons de minerai. Bianchi Rodolfo fut désigné pour ce poste.

La grève sévit dans les mines Heintzenberg-Eisenkaul. Anselmo Ungari intervint lors de la réunion organisée par les grévistes au café Arnodo¹⁷³. Tout ce qui précède, nous montre que les Italiens étaient les plus déterminés et les plus actifs au cours de ces luttes ouvrières.

Jusqu'à la veille de la Première Guerre mondiale, Esch fut toujours le centre des célébrations du 1^{er} mai. En 1913 un cortège, formé par 400 Italiens impatients, défila avec une heure d'avance sur l'horaire prévu. Il fut suivi par celui des Allemands et des Luxembourgeois qui ne comptait qu'une trentaine de participants.

Plus tard, 350 Italiens se retrouvèrent au café Diedert, où se prononcèrent plusieurs orateurs à tendance républicaine: le journaliste Brovelli Ercole de Pallanza, l'avocat Gibelli Mario de Villanterio, Chiarinotti Giacomo de Villerupt et Giovagnini Edoardo d'Ancona, résidant à Knutange.

Les revendications ouvrières touchaient des domaines bien précis et les travailleurs entendaient les faire accepter sans modification aucune. Le 18 mai, ils se réunirent à nouveau au café Bernardo d'Esch et ils signèrent une résolution comprenant plusieurs requêtes: un pesage efficient de chaque côté des puits, deux contrôleurs employés et payés par les ouvriers eux-mêmes pour chaque pesage, une augmentation du nombre de wagons, l'abolition des amendes et des mesures disciplinaires prises contre certains travailleurs. Une nouvelle commission ouvrière fut constituée, formée par deux Allemands, un Luxembourgeois et l'Italien Fagnoni Michele¹⁷⁴.

Le mouvement syndical connut une période de pause au cours de l'année 1914. Au mois de février l'Aachner-Hütte d'Esch licencia 30 ouvriers italiens. Toute protestation fut inutile. En plus, la direction menaça de licenciement tous ceux qui ne seraient pas satisfaits de leur travail¹⁷⁵.

Le 1^{er} mai 1914 un cortège composé de 400 personnes (en majorité des Italiens), à la tête duquel marchait Schaack, suivi par la Garibaldina, se réunit au café Arnodo, puis se dirigea vers la place de l'Hôtel de Ville. Parmi les différents orateurs on applaudit Ramella Secondo de Novare, le journaliste Lori Luigi de Basilea, Pinni Ferruccio d'Audun-le-Tiche. Puis les participants se rendirent à nouveau au café Arnodo où la fête, suivie d'un bal, se poursuivit jusque tard dans la nuit¹⁷⁶.

Désormais la guerre mondiale était en vue et avec la guerre, la crise. Ce qui frappe surtout au cours de ces dernières années de vie syndicale est le fait que les Italiens étaient presque seuls avec leurs revendications.

L'explication est simple. Après la réunification des deux partis socialistes luxembourgeois (1912), les liens entre les ouvriers italiens et leurs camarades luxembourgeois s'étaient très affaiblis. Plus important encore, le syndicalisme le plus dynamique, celui de la métallurgie, était dirigé par des hommes venus d'Allemagne, et les associations professionnelles luxembourgeoises, très modérées dans leurs revendications, s'occupaient en premier lieu de leurs propres membres, négligeant les intérêts des étrangers.

Une conséquence inévitable s'en découlait: un manque visible de solidarité entre les ouvriers des différentes nationalités. La faute n'en revient certainement pas aux Italiens, lesquels n'avaient jamais cherché à s'opposer à leurs camarades indigènes ou autres.

L'exemple de Dudelange en 1905 en est la preuve. Lors d'une réunion du Parti socialiste ouvrier, M. Anselmo Ungari avait dénoncé l'exploitation capitaliste, mettant en cause les ouvriers luxembourgeois et français:

«Nous sommes partout méprisés et on essaye également ici de nous exploiter et de nous chasser. Nos frères sont poignardés ou abattus à coups de revolver en pleine rue pour la seule raison qu'on ne veut pas nous tolérer»...

Mais il fut interrompu par les ouvriers italiens qui n'étaient pas d'accord et il dut retirer ses propos¹⁷⁷.

A remarquer qu'à défaut de solidarité entre les ouvriers des différentes nationalités, il y avait, par contre, la solidarité des gendarmes et des soldats aux frontières du Grand-Duché, de la Lorraine française et du Luxembourg belge. Le Grand-Duché avait donné son accord à ce que des sentinelles françaises surveillent la frontière commune, et il arrivait assez souvent que les gendarmes d'un des trois pays franchissent les frontières pour accomplir plus efficacement leur mission¹⁷⁸.

Pourquoi ce manque de solidarité ouvrière internationale? Les causes sont multiples: du côté italien la très grande mobilité des ouvriers, le manque de militants sur place, les différences de langue et de coutumes. Du côté luxembourgeois, l'effet d'une communauté, repliée sur ses intérêts nationaux, liée surtout à la social-démocratie allemande et soupçonneuse de tout ce qui était latin. L'esprit internationaliste du socialisme luxembourgeois devait rester sur le papier plutôt que de devenir réalité!

7. Une communauté bouleversée par la Première Guerre mondiale

Une fois la guerre annoncée, avant même que les hostilités ne soient engagées, la collectivité italienne du Grand-Duché et des régions voisines fut prise de panique. Par milliers les Italiens retiraient leurs épargnes des banques et prenaient d'assaut les trains partant pour l'Italie.

Aux immigrés du Luxembourg se joignaient ceux du Bassin Lorrain, que la France refoulait vers le Grand-Duché, et cela ne faisait qu'augmenter la confusion. Des scènes pitoyables se succédaient dans les gares de Rodange, de Luxembourg et d'Esch-sur-Alzette¹⁷⁹.

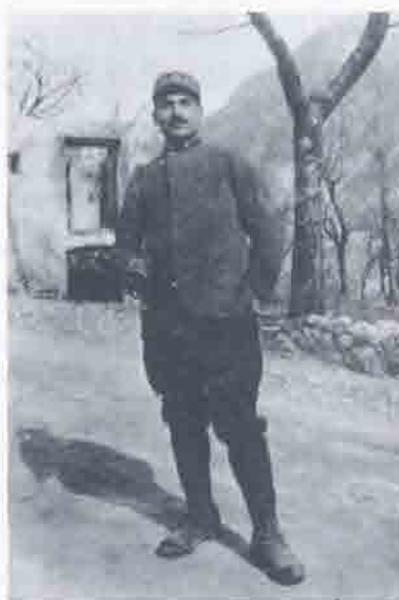
Dépassées par les événements, les autorités luxembourgeoises s'efforçaient d'organiser les départs avec l'aide de la Légation d'Italie: 18 000 Italiens auraient passé la frontière luxembourgeoise au cours de ces journées¹⁸⁰. Enfin tout se

déroula pour le mieux et le 17 mai 1916, le ministre de l'Agriculture, M. Welter, en évoquant à la chambre le rapatriement des Italiens, exprima des sentiments d'admiration pour M. Giulio Della Torre, ministre de la Légation d'Italie.

Les Allemands et les Belges partirent à la suite des Italiens. Le départ précipité des Italiens avait ses bonnes raisons: la peur de rester coupé de la patrie et enfermé dans le guêpier de l'invasion allemande, de ne pas pouvoir envoyer les épargnes aux familles en Italie, de se trouver subitement en chômage¹⁸⁰.

L'Italie était encore neutre, mais elle appelait ses citoyens sous les drapeaux: ainsi d'autres Italiens quittèrent le Grand-Duché et le missionnaire don Giacomo Costa, appelé au service militaire, partit à son tour.

Alberico Armeni, arrivé au Grand-Duché en 1910; quatre ans plus tard, il retourne en Italie, appelé sous les drapeaux lors de la Première Guerre mondiale.



Le 2 août 1914, les troupes allemandes envahirent le Grand-Duché. Le gouvernement luxembourgeois protesta énergiquement, mais resta en place et proclama sa stricte neutralité dans le conflit.

La collectivité italienne du Grand-Duché diminuait progressivement. Selon les données de la gendarmerie¹⁸¹, les Italiens employés au 1^{er} mai 1915 dans des entreprises industrielles du Luxembourg étaient en tout 1 495, dont 34 à Luxembourg, 496 à Differdange, 227 à Dudelange, 558 à Esch-sur-Alzette, 12 à Rodange, 114 à Rumelange, 33 à Hosingen, 8 à Wiltz, 2 à Bettembourg et 11 autres dans de petites localités.

Un autre rapport de la gendarmerie de mai 1915¹⁸² nous indique que le nombre des Italiens au Grand-Duché s'élevait à 4 630 personnes (dont 1 874 hommes, 406 femmes et 1 850 enfants). Les principaux centres de résidence étaient: Luxembourg 280, Bettembourg 6, Differdange 738, Dudelange 743, Esch-sur-Alzette 1 712, Rodange 163, Rumelange 472 et Schiffange 238. Parmi ces Italiens 996 étaient employés dans les mines, 727 travaillaient dans différentes entreprises, 73 exerçaient une profession indépendante.

L'Italie entra en guerre le 24 mai 1915. Le 30 mai, le gouvernement allemand ordonna (comme il l'avait fait avec les diplomates des autres pays ennemis) au

ministre de la Légation italienne, le comte Giulio Della Torre, d'abandonner le Luxembourg.

«C'est une nouvelle violation de la souveraineté du Grand-Duché dont il sera demandé compte à temps et lieu»¹⁸³,

écrivait le directeur général des Finances luxembourgeoises, M. Mongenast, faisant fonction de ministre d'Etat. Mais les protestations grand-ducales, comme celles du ministre italien, ne servirent à rien.

Avant son départ, le comte Della Torre plaça la collectivité italienne sous la protection du gouvernement luxembourgeois. Ce dernier institua, comme il l'avait fait pour les Belges et pour les Français, un «Office grand-ducal pour la protection des intérêts consulaires italiens». Ce service était placé sous la direction de M. le conseiller du gouvernement Léon Mourtier (puis de M. Funck) et remplissait ses fonctions dans les locaux de la Chancellerie d'Italie (coin rue Rheinsheim et bd Extérieur). Le service d'assistance était placé sous le patronage de Mme la comtesse Della Torre et, à titre consultatif, on demandait le concours des Sociétés italiennes de Secours Mutuel¹⁸⁴.

Pour sa part, le comte Della Torre, accompagné par le vice-consul, Jean-Pierre Claude, se retira en Suisse et établit son siège à Rorschack, lieu de transit des familles italiennes, qui étaient rapatriées par l'unique voie qui leur était permise d'emprunter (Lindau-Rorschack).

Le comte continuait à s'occuper des Italiens qui étaient restés au Grand-Duché, afin qu'ils ne subissent pas d'injustices. Grâce à son ingénierie, les retraités et les invalides rapatriés, touchaient régulièrement en Italie la pension leur provenant du Luxembourg. Il s'en suivit qu'après le départ du comte Della Torre

«aucun Italien ne fut arrêté au Grand-Duché, ni interné, ni obligé à se présenter pour le contrôle à quelque autorité que ce soit»¹⁸⁵.

Toutefois, étant donné les circonstances de guerre, l'exode fit apparaître des problèmes particulièrement difficiles à résoudre, notamment la formation de convois pour rapatrier certaines catégories d'Italiens: les aliénés, les enfants mineurs, les vieillards, etc...¹⁹⁶.

A partir de 1916, le problème, qui se posa aux Italiens du Grand-Duché, fut celui de tous les citoyens locaux: le manque de vivres. Le ministre de l'Agriculture, M. Welter, se rendit à Rome, afin d'obtenir de l'aide. Il ne reçut que de vagues promesses et, lors de la séance du 11 mai 1916 à la Chambre, il déclara sur un ton critique:

«J'exposais à l'Italie... que nous avons toujours dans le pays une nombreuse population ouvrière italienne. Je leur disais que nous avons toujours traité tous les ouvriers avec toute la bienveillance possible comme les nôtres, quoiqu'il n'y ait pas de réciprocité, parce qu'il n'y a pas de Luxembourgeois en Italie.»

Cette dernière expression ne plut guère au comte Della Torre qui ne tarda pas à répliquer au ministre Welter:

«L'Italie a bien mérité du Luxembourg.

«Nous avons, en effet, élevé chez nous et nourri à nos frais l'homme-à-travail dans l'âge où son rendement est nul ou minime. Nous l'avons cédé lorsqu'il était dans la fleur de l'âge et dans l'entière disposition de ses forces productrices. C'est à ce moment que

le laboureur des champs a abandonné la terre ensoleillée où ses pères — contenti vivere parvo — (contents de vivre pauvres) avaient atteint une heureuse vieillesse, pour engouffrer sa jeunesse dans la galerie minière.

«Votre Excellence est, en même temps que le Ministre de la Grande-Duchesse, le chef reconnu des socialistes luxembourgeois. Qu'elle me permette de répéter ici ce qu'écrivait naguère (Messaggero, 8 mai 1916) un de vos confrères italiens, le député Angelo Cabrini...

«Les temps sont bien passés où nous regardions comme un bien-faiteur quiconque aurait donné du travail à nos émigrants...»

«J'ajouterais que déjà avant la guerre on était persuadé de cette vérité à l'étranger puisque le cas n'était pas rare que les ouvriers italiens fussent engagés à domicile par des intermédiaires d'outre-monts et d'outre-mer qui leur offraient même le voyage gratuit¹⁸⁷.»

Le comte Della Torre était fermement convaincu que dans la balance du phénomène migratoire, le pays qui importe des bras humains en retire toujours des avantages. Il proposait donc au gouvernement italien de rétablir la balance en demandant en retour une aide économique et politique au pays d'immigration.

«Il est à présumer — écrivait-il — que sans la main-d'œuvre italienne, les mines et les entreprises luxembourgeoises et du proche département de la Meurthe-et-Moselle (bassin de Briey et de Longwy) ne pourront pas produire proportionnellement à leur potentialité de rendement qui est très élevée, puisque les mineurs étaient déjà insuffisants avant la guerre. A mon humble avis, l'Italie devrait organiser l'immigration de façon à ce que celle-ci ne soit consentie que si on reçoit des concessions sur la productivité du fer de ces très riches régions. Par conséquent, il faudrait que, lors des traités de paix (...), on transforme la question économique et sociale en question de politique internationale¹⁸⁸.»

Et tandis qu'il dénonçait les intrigues des gouvernements français et belge, afin d'attirer le Luxembourg dans leur propre sphère d'intérêt, le comte Della Torre écrivait au ministre des Affaires étrangères:

«Je pense que le travail de nos compatriotes (presque 20 000 dans un Etat de 250 mille habitants) qui a mis en valeur le territoire du Grand-Duché, riche en fer mais pauvre en bras, donne droit à l'Italie de prétendre une position privilégiée pour des concessions spéciales quand l'heure de la paix aura sonné.

Ce serait vraiment faire du tort aux hommes éminents lesquels en Belgique et en Angleterre sont arrivés au Gouvernement, professant la doctrine selon laquelle les fruits de la terre n'appartiennent pas tant à celui qui les possède qu'à celui qui les travaille, et les obliger à renier les principes qui les rendirent si grands, si l'Italie n'en demande pas une application modérée avantageant ainsi les travailleurs, depuis toujours, bien vus et appréciés au Grand-Duché.»

Le comte Della Torre ne revint au Grand-Duché de son exil suisse que le 15 mars 1920. La guerre était finie et les différents traités de paix signés¹⁸⁹. Mais ses généreuses idées économiques et sociales étaient pour toujours restées exclusivement sur le papier.

- ¹ TRAUSCH Gilbert, L'immigration italienne au Luxembourg des origines à la grande crise de 1929, dans «Risorgimento», 1980-1.
- ² Annuaire statistique rétrospectif 1973, Ed. STATEC, Luxembourg 1973, p. 50.
- ³ Emigrazione e Colonie, Rapporti di RR. agenti diplomatici e consolari pubblicati dal Ministero Affari Esteri, Roma 1893.
- ⁴ Ael, Affaires étrangères, 724-0836/857: lettre de M. Weber au ministre d'Etat, 5.6.1902.
- ⁵ REITZ Jean, *L'immigration étrangère à Differdange au début du XXe siècle (1898-1914)*, mémoire non publié, Luxembourg 1984, p. 77.
- ⁶ DIDLINGER Paul, *Die Entwicklung der ausländischen Bevölkerung der Stadt Esch 1900-1925*, mémoire non publié, Luxembourg 1978, p. 38.
- ⁷ WEBER Robert, *Die Ausländer in Düdelingen um die Jahrhundertwende, von 1898-1919*, mémoire non publié, Luxembourg 1982, p. 70.
- ⁸ REITZ Jean, op. cit., p. 110.
- ⁹ WEBER Robert, op. cit., pp. 108-109.
- ¹⁰ DIDLINGER Paul, op. cit., p. 49.
Les moyennes sont calculées sur les données de chaque deuxième année pendant la période de 1898 à 1914. Les indications sur Esch-sur-Alzette sont insuffisantes pour permettre une comparaison.
- ¹¹ REITZ Jean, op. cit., p. 124.
- ¹² DIDLINGER Paul, op. cit., pp. 57-59.
- ¹³ WEBER Robert, op. cit., pp. 27-28.
- ¹⁴ REITZ Jean, op. cit., pp. 124-125.
- ¹⁵ DIDLINGER Paul, op. cit., pp. 59-60.
- ¹⁶ WEBER Robert, op. cit., p. 29.
- ¹⁷ Autori Vari, *Un secolo di Emigrazione italiana: 1876-1976*, Ed. Centro Studi Emigrazione, Roma 1978, p. 19.
- ¹⁸ Publications de la commission permanente de statistiques, t. 24, Recensement professionnel et industriel du 12.6.1907, 1^{re} série, t. 4, p. 87.
- ¹⁹ Annuaire Statistique rétrospectif, op. cit., p. 60.
- ²⁰ UNGEHEUER M., *Die Entwicklungsgeschichte der luxemburgischen Eisenindustrie im XIXten Jahrhundert*, ed. Math. Kraus, Luxembourg 1910, pp. 26-29.
- ²¹ Le docteur Giacomo Pertile «responsable royal de l'émigration italienne en Allemagne et au Grand-Duché», résidait à Cologne (Allemagne). Toutefois, il se rendait une fois par mois à Esch-sur-Alzette, à l'Hôtel Cresto, afin de prêter son assistance aux émigrés italiens. Au cours des années 1908 et 1909 il écrivait dans ses «circulaires» qu'il était fortement déconseillé d'immigrer au Grand-Duché ainsi que dans les régions limitrophes frappées par la crise. (Archives de la Società Umanitaria, section Emigrazione, Vol. XIV, f. 17).
- ²² TRAUSCH G., op. cit., p. 28.
- ²³ Voir t. 21 des Publications de la commission permanente de statistiques, Recensement professionnel, op. cit., 1^{re} série - t. 1, p. 57.
- ²⁴ WEBER J., *Il Granducato di Lussemburgo e l'immigrazione italiana*, dans Emigrazione e colonie, Edition Ministero Affari Esteri, vol. I Europa, Roma 1904, p. 121.
- ²⁵ Il faut attendre le 23 août 1914 pour voir la législation introduire le repos hebdomadaire; jusque-là, l'ouvrier travaillait 10 à 12 heures par jour, sept jours par semaine (70 à 84 heures par semaine) c'est-à-dire sans repos hebdomadaire ni congé annuel. Le 14 septembre 1918, la journée de 8 heures est introduite.
- ²⁶ La Patria, 27.1.1907.
- ²⁷ La Patria, 6.1.1907.
- ²⁸ L'Operaio Italiano, 1913, n° 4, p. 11.
- ²⁹ La loi concernant l'assurance obligatoire contre les maladies date du 31 juillet 1901 et modifie celle du 11 juillet 1891 sur les sociétés de secours mutuel. L'assurance est semblable à celle des lois allemandes et fonctionne moyennant l'inscription à une caisse de secours reconnue ou à une caisse de maladie annexée à l'entreprise ou à une caisse cantonale.
L'ouvrier qui n'appartient plus à une caisse par manque de travail, a le droit pendant trois semaines encore à une quote-part minimale d'assistance. Les versements doivent être effectués pour un tiers par le patron et deux tiers par l'ouvrier.
Le 5 avril 1902 fut promulguée la loi sur l'assurance contre les accidents. Elle entra en vigueur à partir du 15 avril 1903; elle aussi est conforme, dans ses lignes générales, aux lois allemandes de 1900 (voir décrets grand-ducaux des 23 janvier, 17 et 18 février et 7 avril 1903).
Les bénéfices de cette loi s'appliquent aussi aux étrangers (art. 12); mais le droit d'exiger la rente pour les étrangers est suspendu pendant le temps qu'ils ne résident pas en territoire grand-ducal (art. 48, n° 2) et peut être substitué par le paiement d'une somme équivalente à une triple rente annuelle, si on l'abandonne définitivement (art. 49).
- ³⁰ La Patria, 13.3.1904 et 20.11.1904.
- ³¹ BRITSCHGI-SCHIMMER J., *Die wirtschaftliche und soziale Lage der italienischen Arbeiter in Deutschland*, Karlsruhe 1916, p. 71.
- ³² Ael, Justice, 76-74-0007: lettre de l'inspecteur du travail au ministre d'Etat, 23.1.1905.
- ³³ BONOMELLI Geremia, *Peregrinazioni estive*, Ed. Cogliati, Milano 1913, p. 186.

- ³⁴ CORDEIRO Albano, *Immigration-Luxembourg 1975*, secrétariat d'Etat à l'immigration, Luxembourg 1976, pp. 80-81.
- ³⁵ DIDLINGER Paul, op. cit., pp. 115-144.
- ³⁶ WEBER Robert, op. cit., pp. 64-96.
- ³⁷ Cf. *Annuario delle scuole italiane all'estero*, 1904.
- ³⁸ GRIFFIN Kathleen, *Population-movements in Luxemburg between 1861-1964*, USA 1966, pp. 222-224, mémoire non publié.
- ³⁹ Compte rendu des séances de la Chambre des députés (C.R.) 1906-1907, t.I, p. 668.
- ⁴⁰ Ael, Justice, 76/64: rapport du 2 mai 1897.
- ⁴¹ Asmae, dossier 284: lettre de Sonnaz au Mae, 8.12.1893.
- ⁴² Asmae, dossier 284: lettre de Sonnaz au Mae, 23.04.1896.
- ⁴³ Bulletin mensuel – organe officiel de l'Association des ingénieurs luxembourgeois, n° 1, mai 1901.
- ⁴⁴ BONNET S. – SANTINI Ch., BARTHELEMY H., Les Italiens dans l'arrondissement de Briey avant 1914, dans «*Les Annales de l'Est*» 1962, p. 64.
- ⁴⁵ Ael, Justice, 76/64: rapport du Major-Commandant de la Force armée au ministre d'Etat, 20.5.1897.
- ⁴⁶ Ael, Justice, 76/64: rapport de la gendarmerie de Dudelange, 27.5.1897.
- ⁴⁷ Ael, Justice, 76/64: lettre du directeur gérant des usines de Differdange au ministre d'Etat, 17.4.1898.
- ⁴⁸ Ael, Justice, 76/119-0010: lettre de M. Claude à M. Weber, 28.4.1899.
- ⁴⁹ Ael, Justice 76/119-0008: lettres du Major-Commandant Strauser, 5 et 18 mai 1899.
- ⁵⁰ WEBER J., *Il Granducato di Lussemburgo e l'immigrazione italiana*, dans *Emigrazione e colonia*, op. cit., p. 123.
- ⁵¹ DIDLINGER Paul, *Die Entwicklung der Ausländischen Bevölkerung der Stadt Esch-Alzette von 1900-1925*, mémoire non publié, Luxembourg 1978, p. 211.
- ⁵² A Rumelange, le 15 octobre 1904, le mineur F.P. eut une altercation avec Gava Giuseppe et le blessa de quatre coups de couteau: le premier finit en prison, le blessé fut transporté à l'hôpital (La Patria, 23.10.1904).
Au café italien de Tassi une violente querelle éclata entre les Italiens. Nazareno Gubbiotti blessa gravement Ubaldo Piercotti d'un coup de revolver: il fut arrêté (26.11.1905).
Les vols aussi étaient fréquents. Au mois d'août 1907, nous apprenons qu'on a dérobé toutes les économies de trois Italiens d'Oberkorn; dans la briqueterie de Bettembourg plusieurs Italiens ont été victimes de vols; à Esch-sur-Alzette, un certain Tognazzi, déjà condamné pour vol à plusieurs reprises, a essayé de s'introduire dans la maison Megoli, mais il a été mis en fuite (25.8.1907).
Le 5 septembre 1909, à Dudelange, trois Italiens ont invité Felice Giulio à entrer au café Zigliana. Felice Giulio, un mineur de 27 ans, était marié et père d'un garçon. Il a été giflé, puis blessé au cœur par un coup de couteau. L'assassin et le complice ont été arrêtés (26.9.1909).
En 1913, la police de Differdange arrêta l'ouvrier Sebastiano Pavani qui au cours de la nuit du 7 au 8 mars avait gravement blessé d'un coup de revolver un gendarme d'Esch (26.9.1913).
A Hollerich aussi, au mois de novembre 1913, une querelle éclata entre Italiens et Luxembourgeois, qui s'affrontaient dans un dancing (Luxemburger Zeitung, 24 novembre 1913, édition du soir).
- ⁵³ La Patria, 27.1.1907.
- ⁵⁴ L'Italie gouvernée au cours du XIX^e siècle, d'abord par la droite, puis par la gauche (à partir de 1876), vit naître en 1892, lors du Congrès de Gênes, le *parti socialiste*, lequel, se distinguant des partisans de Mazzini, de Garibaldi et des anarchistes, refusait la violence et optait pour le réformisme.
Ses chefs étaient Turati et Leonida Bissolati. Mais en son sein il y avait aussi le courant révolutionnaire, à la tête duquel se trouva d'abord Antonio Labriola, puis Benito Mussolini qui lors du Congrès de Modène fit expulser les réformistes de droite et poussa le parti socialiste vers l'intransigeance des classes, l'antibourgeoisie, l'antigouvernementalisme et l'antimilitarisme.
Vers la fin du XIX^e siècle la réaction gouvernementale contre les mouvements ouvriers obligea plusieurs dirigeants socialistes, parmi lesquels Rondani, à s'exiler. Ainsi ils eurent la possibilité de se rendre compte des problèmes posés par l'émigration d'une énorme masse de compatriotes et ils s'engagèrent de suite à les aider. Selon le mot d'ordre lancé par Angiolo Cabrini dans l'«*Avanti*» de janvier 1908, ils partirent à «la conquête de l'émigration».
L'engagement socialiste, dans ce domaine, visait une éducation politique et syndicale des compatriotes par l'intermédiaire des journaux locaux ou de leurs propres périodiques. Grâce à des subsides, les socialistes avaient l'intention de former des organisations ouvrières pour les émigrés, ainsi que de pourvoir à la construction de secrétariats pour l'émigration.
Leur action se concrétisa surtout à travers la Società Umanitaria et la Confédération générale du Travail.
Le «non expedit» excluait les catholiques de la politique directe, mais deux d'entre eux entrèrent au Parlement en 1904 et 24 en 1909. L'intervention catholique dans le domaine de l'émigration européenne se traduisit, à partir de 1900, par l'organisation sociale et religieuse de l'Oeuvre Bonomelli (voir ch. IV).
Le Luxembourg fut gouverné au cours du XIX^e siècle par les *catholiques* qui, toutefois se constituèrent en «parti de la droite» qu'en janvier 1914, et par des *libéraux* qui, en 1904, fondèrent la «ligue libérale»: un comité électoral plus qu'un parti.
En 1902 sont fondés le «Sozialdemokratischer Verein Luxemburg» et le «Sozialdemokratischer Verein Esch/Alzette»; ensuite d'autres sections furent créées dans le pays, mais ce n'est qu'au congrès du 5 juillet 1903 à Luxembourg, que naquit le «Parti social-démocrate», organisé selon le modèle de la puissante «Sozial-démokratie» allemande; en 1905 le parti socialiste obtint 5 sièges sur 51.

De 1904 à 1914 on trouvera aussi le «Parti socialiste ouvrier» formé par les militants socialistes, qui jugeaient le parti officiel trop éloigné de la classe ouvrière.

- ⁵⁵ Il parut sur l'initiative des socialistes italiens de Esch-sur-Alzette de janvier à avril 1912.
- ⁵⁶ A la B.D.I.C. de l'Université de Nanterre on retrouve depuis 1902 un bimensuel «Germinal», organe socialiste-anarchiste, publié à São Paulo (Brésil), rédacteur Angelo Bandoni.
- ⁵⁷ Le «Statut» était la charte constitutionnelle qui fut accordée le 4 mars 1848 par Carlo Alberto, roi du Piémont et de Sardaigne et qui après devint la constitution du royaume d'Italie.
- ⁵⁸ Ael, Justice, 76/75: rapport de la gendarmerie de Rodange, 4.8.1905.
- ⁵⁹ Ael, Justice, 76/81-0047: rapport de la gendarmerie d'Esch-sur-Alzette, 14.6.1908.
- ⁶⁰ Ael, Justice, 76/81: rapport du commissariat de police d'Esch-sur-Alzette, 2.8.1908.
- ⁶¹ Ael, Justice, 76/127-0028: rapport de la gendarmerie de Rumelange, 21.3.1909.
- ⁶² Ael, Justice, 76/127-0018: rapport de la gendarmerie d'Esch-sur-Alzette, 19.9.1909.
- ⁶³ ACS, G1, b. 1 f. 4/3: rapport du 27 janvier 1912.
- ⁶⁴ Ael, Justice, 76/69-0035: rapport de la gendarmerie de Dudelange à la procureur d'Etat, 27.11.1903.
- ⁶⁵ Ael, Justice, 76/69-0045 et 0048: rapport de la gendarmerie de Rumelange, avril 1904.
- ⁶⁶ Ael, Justice, 76/124: rapport de la gendarmerie d'Esch-sur-Alzette, 1.1.1904. Le procureur général d'Etat écrit au sujet de Guagni: «En Belgique et en France il est considéré comme anarchiste et a été expulsé du royaume belge par arrêté du 24 novembre 1900. Ses antécédents judiciaires sont mauvais. Il a été condamné en Italie à plusieurs reprises pour vol, proxénétisme, usage d'un billet falsifié et rupture de ban, et depuis le 4 novembre (1904) il est détenu à la maison d'arrêt à Luxembourg, sous l'inculpation de faux monnayage» (Ael, Justice, 76/70-0087: lettre du procureur général d'Etat au ministre d'Etat, 2.12.1904).
- ⁶⁷ Ael, Justice, 76/71: lettre de M. Eyschen au procureur général, 3.3.1904.
- ⁶⁸ Ael, Justice, 76/71: note verbale du consul Weber à M. Eyschen, 12.1.1904.
- ⁶⁹ «Il apparaît clairement que c'est l'anarchisme violent qui est l'ennemi principal» pour les autorités luxembourgeoises, écrit Ben FAYOT (Les forces politiques et sociales face à l'immigration, 1880-1940, dans Lëtzebuerg de Lëtzebuerg - Le Luxembourg face à l'immigration, Ed. Guy Binsfeld, Luxembourg 1985, p. 50).
- ⁷⁰ Ael, Justice, 76/70-0075: lettre du procureur général d'Etat au ministre d'Etat, 9.7.1904. Geranzi recevait souvent des brochures éditées par l'hebdomadaire socialiste anarchiste «L'Agitazione». Il avait été à plusieurs reprises incarcéré et avait reçu des amendes pour outrage aux autorités, pour rixes et pour port d'armes défendues (Ael, Justice, 76/70-0064, rapport de la gendarmerie d'Esch, 18.5.1903).
- ⁷¹ Texte de Schiavi cité par Serge Bonnet, op. cit., p. 64.
- ⁷² Ael, Justice, 76/127-0012: rapport du commissariat de police d'Esch-sur-Alzette, 18.10.1909.
- ⁷³ Les socialistes d'Italie n'ignoraient pas les problèmes de l'émigration. Suite aux soulèvements de Milan en 1898, qui avaient fait 300 morts et plus de 1 000 blessés parmi les manifestants, le gouvernement avait procédé à une dure répression politique: dissolution des organisations syndicales, arrestations et persécutions de militants de gauche. A cette occasion de nombreux députés socialistes se réfugièrent à l'étranger, tout spécialement à Paris et à Bruxelles (parmi eux Rondani et Labriola, qui s'exilèrent dans la capitale belge).
- ⁷⁴ Ael, Justice, 76/120-0005: le procureur général d'Etat au ministre d'Etat, 20.4.1900.
- ⁷⁵ Ael, Justice, 76/120-0036, 28.4.1900. Le ministère des Affaires étrangères italien reçut la copie du tract et fut informé des «manigances des socialistes pour préparer une manifestation lors du 1^{er} mai» (Asmae, dossier 284, 14.5.1900).
- ⁷⁶ Ael, Justice, 76/120-0008-27-32: correspondance entre le procureur général d'Etat et le ministre d'Etat, 1.5.1900, 4.5.1900, 31.5.1900.
- ⁷⁷ Ael, Justice, 76/69-0017: rapport de la gendarmerie d'Esch, 13.4.1903.
- ⁷⁸ Ael, Justice, 76/79-0016: commissariat de police d'Esch, 1.5.1906.
- ⁷⁹ Ael, Justice, 76/69-003-4: rapports de la gendarmerie d'Esch, 11 et 14.10.1902.
- ⁸⁰ Ael, Justice, 76/69-0015: lettre du ministre d'Etat au procureur général, 24.10.1902.
- ⁸¹ Ael, Justice, 76/79-0014: note du procureur d'Etat, 4.11.1902.
- ⁸² Ael, Justice, 76/69-0013: lettre de procureur général d'Etat au ministre d'Etat, 12.12.1902.
- ⁸³ Oddino Morgari (Turin 1865 - Sanremo 1944) avait adhéré au PSI depuis 1892 et, en 1893, il était devenu le secrétaire de la fédération socialiste de Turin. Député au parlement de 1897 à 1926, il avait collaboré à de nombreux journaux socialistes et en 1908 il succéda à E. Ferri durant plusieurs mois dans la direction de «L'Avanti». Au sein du PSI, il fut avec Ferri l'inspirateur du courant intégrationniste.
- En 1900, les organisations syndicales de Marseille l'avaient appelé afin qu'il invite les Italiens à participer à la grève; la préfecture de cette ville l'expulsa avec l'accusation qu'«il prononçait des discours de nature à troubler l'ordre public» (La Petite République 4.9.1900).
- Une de ses activités principales au début du siècle était d'organiser des groupes socialistes parmi les émigrés italiens en Suisse, en Allemagne, en France et au Luxembourg.
- Dans un rapport confidentiel il fut défini comme étant «un socialiste révolutionnaire, internationaliste, intelligent, très actif, très dangereux» (Ael, Affaires étrangères, 2541-0022-24: lettre du consul de Luxembourg à Paris au ministre d'Etat, 5.1.1903).
- ⁸⁴ Ael, Justice, 76/69-008-11.
- ⁸⁵ Ael, Justice, 76/69-0016: rapport de la gendarmerie d'Esch-sur-Alzette, 26.12.1902.

- ⁸⁶ Ael, Affaires étrangères, 2541-0021: rapport de la gendarmerie de Differdange, 31.12.1902.
- ⁸⁷ Ael, Affaires étrangères, 2541-0007: lettre du procureur général Thorn au ministre d'Etat, 22.2.1904.
- ⁸⁸ En ce qui concerne l'activité de l'Umanitaria au sein des émigrés italiens, on peut consulter Maurizio Punzo, «La Società Umanitaria dagli inizi del secolo alla prima guerra mondiale» (la Società Umanitaria depuis le début du siècle jusqu'à la Première Guerre mondiale) dans «Gli Italiani fuori d'Italia», par N. Bezza, Ed. Franco Angeli, Milano 1983, pp. 119-144.
- Le 17 septembre 1902, le «consorzio» était dissout et on créait le «Bureau» pour l'émigration sous la direction d'Osimo et de Cabrini, tandis que Rondani assumait la charge d'inspecteur». De 1909 à 1919 la direction fut assurée par Giovanni Velar; pendant ce temps, Cabrini se consacrait tout particulièrement à l'action parlementaire et législative en faveur de l'émigration.
- Pendant la Première Guerre mondiale, le Bureau de l'Umanitaria s'occupait surtout des réfugiés. L'Umanitaria fut supprimée par le gouvernement fasciste en 1924.
- ⁸⁹ Gnocchi-Viani, né à Mantoue en 1837 et décédé à Milan en 1917, partisan de Mazzini, de Garibaldi, puis socialiste, fut un des créateurs du Parti ouvrier italien.
- ⁹⁰ Le commissaire spécial des chemins de fer de Villerupt nous confirme l'intense activité des socialistes et des anarchistes parmi les émigrés italiens. Il écrit: «Le mouvement social s'affirme réellement dans la région à partir de 1902-1903 (...). Le député italien de Rome, Barbato, fait une tournée dans le bassin minier du Grand-Duché en juillet 1903. M. Dino Rondani, député italien de la province de Novare, parcourt les centres industriels de Luxembourg en février 1904. En mai 1904 M. Buffoni Francesco, avocat populaire, ancien garibaldien, fait des conférences publiques ou privées, notamment à Esch-sur-Alzette» (Ael, Justice, 76/70-0088: note confidentielle du commissaire spécial des chemins de fer et de la frontière de Villerupt, M. Heym, au gouvernement luxembourgeois, décembre 1904).
- ⁹¹ *Cabrini Angelo*, (1869-1937). Il participa à la constitution du Parti socialiste italien. Exilé en Suisse au temps de F. Crispi et incarcéré en 1898 à la suite des soulèvements de Milan, il fut député de 1900 à 1919; il s'occupa en particulier des problèmes de l'émigration. Expulsé du PSI en 1912, il fut l'un des fondateurs du PS réformiste.
- ⁹² Ael, Justice, 76/69-0025: rapport de la gendarmerie d'Esch-sur-Alzette, 10.8.1903.
- ⁹³ *Gori Pietro* (Messine 1865 – Portoferraio 1911). Il collabora dès 1885 à la presse anarchiste; il fut un des représentants les plus actifs de l'anarchisme italien, qu'il essaya d'insérer dans les luttes du mouvement ouvrier. Condamné à 12 ans de réclusion, il fut obligé d'émigrer; rentré en Italie, il dirigea la revue «Il Pensiero» en collaboration avec L. Fabbri (1900-1910).
- ⁹⁴ Ael, Justice, 76/69-0027: rapport de la gendarmerie d'Esch-sur-Alzette.
- ⁹⁵ Ael, Justice, 76/69-0029: rapport de la gendarmerie de Differdange, 23.9.1903.
- ⁹⁶ Ael, Justice, 76/69-0042: rapport de la gendarmerie d'Esch-sur-Alzette, 10.12.1903.
- ⁹⁷ *Der Arme Teufel*, 6.3.1904.
- ⁹⁸ Tullio Cavallazzi, né à Ravenne, le 27 octobre 1877, avait fait ses études supérieures à Pise, où il avait obtenu le titre de «docteur en agriculture». Après quelques séjours sporadiques en France, il s'installa à Villerupt vers septembre 1904. Le 15 juillet 1904, le comité italien de Longwy se transforma en «Fédération départementale» avec 11 sections locales. Cavallazzi, envoyé par l'Umanitaria, devint tout de suite le secrétaire de cette fédération, forte de 1 500 à 2 000 membres. Socialiste modéré, appartenant à la fraction de Turati, il était un des orateurs les plus écoutés aux réunions syndicales ou politiques. Son influence sur ses compatriotes était si grande que quelqu'un demanda qu'il soit expulsé: le 21 juillet 1905 deux gendarmes l'accompagnèrent à la frontière. Il sera ensuite expulsé aussi de Belgique et de Luxembourg.
- On le retrouve en 1906 à Gênes, puis il dirige une coopérative à San Remo. Il meurt en 1926, à Rio de Janeiro (cf. S. Bonnet et R. Humbert, *La ligne rouge des hauts fourneaux*, Paris 1981, pp. 88-90).
- ⁹⁹ Ael, Justice, 76/70-0066: rapport de la gendarmerie de Dudelange, 13.6.1904.
- ¹⁰⁰ Ael, Justice, 76/70-0069: rapport de la gendarmerie d'Esch-sur-Alzette, 16.6.1904.
- ¹⁰¹ Ibidem, -0071: rapport de la gendarmerie de Dudelange, 24.6.1904.
- ¹⁰² Ibidem, -0074: rapport de la gendarmerie de Differdange, juin 1904.
- ¹⁰³ Ael, Affaires étrangères, 2541-0004: rapport de la gendarmerie de Differdange, 14.10.1904.
- ¹⁰⁴ Ael, Justice, 76/70-0088: note confidentielle de décembre 1904.
- ¹⁰⁵ Ael, Affaires étrangères, 2541-0076: rapport de la gendarmerie de Dudelange, 1904.
- ¹⁰⁶ Ael, Justice, 76/69-0051: rapport de la gendarmerie de Dudelange, 5.11.1904.
- ¹⁰⁷ *Antonio Protetti*, né le 2 juin 1841 à Monteleone de Calabria, était professeur de musique. Déclaré à Esch-sur-Alzette depuis le 28 novembre 1904.
- Davide Malmesi*, né le 4 octobre 1863 à Melvola, était fabricant de chapeaux.
- ¹⁰⁸ Ael, Justice, 76/125: rapport au commissaire du district de Luxembourg, 19-20 et 23 septembre 1905.
- ¹⁰⁹ Ael, Justice, 76/125: rapport du commissaire du district au ministre d'Etat, 23.9.1905, et rapports du commandant de police d'Esch-sur-Alzette au procureur général et au commissaire du district de Luxembourg, 24.9.1905.
- ¹¹⁰ Gola Ettore, 22 ans, ouvrier, vivant alors à Hussigny. Ungari Anselmo, né le 8 mai 1867 à Suzzara (Mantoue) et demeurant à Villerupt; après les grèves de 1905 il sera expulsé de France.
- ¹¹¹ Voir WEHENKEL-FRISCH Janine, «Der Arme Teufel». Monographie d'un journal socialiste luxembourgeois, 1903-1929. Luxembourg 1978.

¹¹² On y retrouve des articles contre la guerre, contre les curés et, en particulier, des articles de Gola Italo attaquant les directeurs de l'hebdomadaire catholique «La Patria». Rodolfo Bianchi par contre, fait de la publicité pour le périodique socialiste «Il Seme», qui avait été fondé à Terni par le camarade Paolini et qui, après une période de suspension, avait été imprimé à nouveau en 1904 par l'éditeur Mongini (n° 12 du 21.2.1904).

Toutefois, la «pagina dei fratelli italiani» ne devait pas avoir beaucoup de succès, puisqu'elle commença avec le n° 12 du 21.2.1904 et prit fin avec le n° 17 du 27.3.1904.

¹¹³ WEHENKEL-FRISCH Janine, op. cit., p. 65.

¹¹⁴ Archives Società Umanitaria, Section Emigration, vol. XXVIII, f. 1: lettre de Rondani à Schiavi du 28 février 1907. Pour la Moselle il donnait l'adresse d'Anselmo Ungari. Une autre adresse utile à Esch, indiquée dans la lettre suivante, était celle de Solari Tommaso, Café Alta Umbria.

¹¹⁵ Archives Società Umanitaria, Section Emigration, Lettre d'Aloyse Kayser au chef du Bureau de l'Umanitaria, datée du 14 novembre 1908. Elle considérait comme «députés amis» à Esch: C.M. Spoo; à Luxembourg: Michel Welter, Xavier Brasseur, Léon Metzler, Jean-Pierre Probst; à Differdange: Emile Mark et à Roodt-sur-Syre, Aloyse Kayser lui-même. Elle fournissait en outre la liste de tous les caissiers du Deutsche Metallarbeiterverband, y compris son secrétaire général pour le Luxembourg, Jacques Thilmann. Elle indiquait ensuite, en tant qu'amis des Italiens, divers employés des chemins de fer: Fritz Kieffer et Michel Mergen à Bettembourg; Joseph Junck, Théodore Wolff, Gustave Pfeiffenschneider et Michel Turping à Luxembourg; et les professeurs Joseph Tockert, Victor et Mathias Esch.

¹¹⁶ Ael, Justice, 76/130-0019: rapport de la gendarmerie d'Esch-sur-Alzette, 5.3.1911.

¹¹⁷ Ael, Justice, 76/130-0063-64: commissariat et gendarmerie d'Esch-sur-Alzette, 15.10.1911.

¹¹⁸ Ael, Justice, 76/130-0065: rapport de la gendarmerie d'Esch-sur-Alzette, 19.11.1911. Mgr Bonomelli avait cependant recueilli des missionnaires une version différente sur les répercussions de la guerre italo-turque dans l'esprit des émigrés: il écrivit que celle-ci, outre à avoir fait cesser les luttes internes en Italie, avait aussi fait renaître parmi les émigrés l'amour pour la patrie qu'ils voyaient mépriser par leurs camarades étrangers: «Le mépris des étrangers, les injures injustes, les calomnies brutales, dont ils voyaient leur patrie atteinte, les irrita et ralluma dans leur cœur un patriotisme ardent qu'ils ne croyaient pas posséder. Ce fut là un changement rapide, profond et pour presque tous inattendu.» (BONOMELLI Geremia, Peregrinazioni estive, Ed. Cogliati, Milano, 1913, p. 193; traduit dans l'article de Serge Bonnet, Ch. Santini, B. Barthélemy «Les Italiens dans l'arrondissement de Briey avant 1914» dans: Annales de l'Est, 1962, p. 69).

Il faut noter que les ouvriers de Differdange crieront, au cours de la grève de 1912, sur un ton de défi, différents slogans, dont «Viva Tripoli!».

¹¹⁹ La Scintilla, 14.9.1913. Le marquis Theodoli était un candidat du parti libéral-clérical au collège Foligno-Gubbio. Il avait envoyé au Grand-Duché ses émissaires, lesquels promettaient un billet aller-retour ainsi qu'une indemnité pour les journées perdues à toute personne qui serait rentrée en Italie pour voter en faveur du marquis. Le correspondant était indigné par ces méthodes et il affirmait que les socialistes auraient voté en masse pour leur candidat, le prof. Luigi Bossi.

¹²⁰ L'Eugubino, anno 3^e, n° 1, 7.9.1913.

¹²¹ L'abbé Müller écrivait: «Dudelange, le nouveau champ de mes activités, jadis un village de 1 400 à 1 500 habitants, est devenu entretemps une localité industrielle comptant plus de 7 000 habitants. En vue de l'exploitation du minerai de fer qu'on trouve ici, six hauts fourneaux, une importante aciérie, un laminoir etc. ont été construits progressivement. Le complexe occupe environ 2 000 ouvriers, venant de tous les pays. Parmi eux le dernier recensement relève la présence de 555 Italiens dont une partie est domiciliée ici, le reste ne réside que temporairement chez nous. La plupart provient de l'Italie du Nord, notamment de la province de Belluno, du Veneto, etc.

Dans les localités industrielles voisines, telles que Esch et Rumelange, on compte plus ou moins le même nombre, de sorte que les Italiens se trouvant au Grand-Duché de Luxembourg, dépassent le chiffre de 1000. Depuis les dernières défaites des Italiens en Afrique, ce nombre a plutôt eu tendance à augmenter qu'à diminuer.

Lorsqu'en automne de l'année dernière, le besoin se fit sentir de nommer un troisième vicaire à Dudelange, le consul d'Italie à Luxembourg, le Dr Weber, exprima le désir qu'un vicaire connaissant la langue italienne fût nommé. Notre évêque exauça ce désir – et ce fut mon sort, peu enviable.

Depuis quelques mois je suis ces brebis italiennes pour leur rappeler leurs devoirs de chrétiens. Mais je dois avouer que mes efforts ont jusqu'ici obtenu peu de résultats. Ce qui rend ma charge particulièrement difficile, est le fait que le directeur actuel de l'usine pousse ses ouvriers à travailler aussi le dimanche. De cette manière ils ne peuvent pas, même avec la meilleure volonté du monde, remplir leurs obligations dominicales.

C'est ainsi que j'ai dû me contenter d'aller voir les ouvriers italiens dans leurs pauvres demeures, le soir, lorsqu'ils rentrent du travail, pour leur rappeler leurs devoirs religieux. Dernièrement j'ai reçu par les bons soins du P. Recteur du «Germanicum» un envoi de livres de prières en italien, les «Massime eterne». Je les distribue à l'occasion de ces visites aux ouvriers. Ils sont en général très contents et reconnaissants pour l'attention qu'on leur accorde.

Comme ils ne sont libres que les jours de grande fête, je les avais invités à la sainte Messe avec sermon en italien le jour de Pâques. Environ 300 à 400 de ces enfants bruns du Sud vinrent et suivirent attentivement mon sermon en italien. Je leur rappelai avec insistance leurs devoirs de chrétiens, notamment leur devoir pascal. Ils semblèrent bien enthousiasmés par mon sermon et me complimentèrent après la messe: Bravo! vous avez très bien parlé! – Mais devinez combien ils étaient à remplir leur devoir pascal? A peine quelques douzaines!

Mais je ne veux pas me laisser décourager par ces expériences peu encourageantes et renoncer à faire d'autres tentatives. Je ferai tout ce qui est en mon pouvoir pour les ouvriers italiens qu'on m'a tout spécialement confiés» (Correspondenzblatt für die Alumnen des Collegium Germanicum-Hungaricum zu Rom, 1896, page 51).

¹²² «La Patria» du 20 novembre 1904.

¹²³ *Le syndicalisme en Italie*. Arturo Labriola avait imposé à l'activité syndicale un caractère révolutionnaire, mais lors du Congrès de Florence (1908) les syndicalistes furent expulsés du Parti socialiste italien.

Entretemps, en 1906 à Turin, les associations ouvrières avaient fondé la «Confédération générale du Travail». Celle-ci recevait du parti socialiste le lourd héritage des problèmes de l'émigration. Pendant le Congrès socialiste de Stuttgart (août 1907) et celui syndical de Cristiania, les délégués de la CGDL (Quaglino, Cabrini, Premoli et Ronchetta) présentèrent un document contenant les «fondements d'une politique prolétarienne de l'émigration». Il prévoyait en Italie la lutte contre la politique fiscale et militaire ainsi que la formation d'une conscience des classes parmi la population. A l'étranger, il visait la libération des émigrants de l'influence cléricale, leur assistance morale et légale, leur participation aux syndicats locaux. Sur le plan international étaient prévues la collaboration entre les différentes organisations ouvrières et une législation sociale ajournée.

Au Luxembourg, le mouvement ouvrier était soutenu par les socialistes, mais le premier syndicat vraiment représentatif n'apparut qu'en 1914. Le 1^{er} septembre 1906, naît un syndicat indépendant, soutenu par les catholiques, qui connaît un développement rapide; le 3 septembre 1916, les socialistes créent le Metallarbeiterverband. Les deux syndicats s'unirent en 1920.

¹²⁴ Ael, Justice, 76/119: rapport de la gendarmerie du 6 et du 8 novembre 1899.

¹²⁵ Ael, Justice, 76/75-0012: rapport de la gendarmerie d'Esch-sur-Alzette, 8.1.1904.

¹²⁶ Ael, Justice, 76/70-0009: rapport de la gendarmerie de Differdange, 28.7.1904.

¹²⁷ Ael, Justice, 76/70-0014: rapport de la gendarmerie de Differdange, 15.8.1904.

¹²⁸ Ael, Justice, 76/70-0014: rapport de la gendarmerie de Differdange, 22.8.1904.

¹²⁹ Ael, Justice, 76/74-0006: rapport de l'inspecteur du travail au ministre d'Etat, 23.1.1905, et rapport de la gendarmerie d'Esch-sur-Alzette, 19.1.1905.

¹³⁰ Parlant de ces faits, l'inspecteur du travail écrit: «La grève actuelle semble démontrer que (l'organisation socialiste) l'emporte, car elle parvient à réunir les grévistes et à la remorquer à sa suite.»

¹³¹ Ael, Justice, 76/75-0018: rapport de la gendarmerie de Rodange, 10.6.1905.

¹³² Ael, Justice, 76/75-0018: rapport de la gendarmerie de Rodange, 18.6.1905.

¹³³ Ael, Justice, 76/70-0092: rapport de la gendarmerie de Rodange, 19.7.1905.

¹³⁴ Ael, Justice, 76/70-0094: rapports de la gendarmerie de Luxembourg, 20 et 21.7.1905.

¹³⁵ Ael, Justice, 76/70-0097: rapport de la gendarmerie d'Esch-sur-Alzette, 21.7.1905.

¹³⁶ Ael, Justice, 76/75-0066: rapport du commissaire du district au ministre d'Etat, 23.7.1905.

¹³⁷ Ael, Justice, 76/70: rapport de la gendarmerie de Rodange, 30.7.1905.

¹³⁸ Ael, Justice, 76/70-0037: rapport de la gendarmerie de Differdange, 15.8.1905.

¹³⁹ Ael, Justice, 76/69-0054: lettre du procureur général d'Etat Thorn au ministre d'Etat, 13.4.1906.

¹⁴⁰ Ael, Justice, 76/70-0052: rapport de la gendarmerie de Rodange, 15.10.1905.

¹⁴¹ Ael, Justice, 76/70-0055: rapport de la gendarmerie de Differdange, 12.11.1905.

¹⁴² Ael, Justice, 76/76-0047: rapport de la gendarmerie d'Esch-sur-Alzette, 11.2.1906.

¹⁴³ Ael, Justice, 76/76-0032: rapport de la gendarmerie de Differdange, 30.4.1906.

¹⁴⁴ Ael, Justice, 76/79-0016: commissariat de police d'Esch-sur-Alzette, 1.5.1906, et gendarmerie d'Esch-sur-Alzette, 1.5.1906.

¹⁴⁵ Ael, Justice, 76/79-0028: rapport de la gendarmerie de Dudelange, 2.5.1906.

¹⁴⁶ Ael, Justice, 76/80-0041: rapport de la gendarmerie d'Esch-sur-Alzette, 29 avril et 1^{er} mai 1907.

¹⁴⁷ Ael, Justice, 76/80-0042: rapport de la gendarmerie de Differdange, 29.4.1907.

¹⁴⁸ Ael, Justice, 76/81-0024: rapport de la gendarmerie d'Esch-sur-Alzette, 2.5.1908, et du commissariat de police d'Esch-sur-Alzette, même jour.

¹⁴⁹ Ael, Justice, 76/81-0038: rapport de la gendarmerie d'Esch-sur-Alzette, 5.5.1908.

¹⁵⁰ Ael, Justice, 76/81-0053: rapport du commissariat de police d'Esch-sur-Alzette, 6.9.1908, et (-0051) rapport de la gendarmerie de Rodange, 6.9.1908.

¹⁵¹ Archives «Società Umanitaria», section Emigration, vol. XIV, f. 17: Manifeste de 1908. L'inscription à la fédération métallurgique comprenait une contribution hebdomadaire de 55 centimes. Mais, en retour, l'ouvrier recevait de nombreuses prestations pour le chômage, les grèves, l'assistance judiciaire, les dépenses lors de funérailles.

¹⁵² Ael, Justice, 76/128-0010: rapport de la gendarmerie de Dudelange, 9.5.1909.

¹⁵³ Ael, Justice, 76/128-0005: rapport de la gendarmerie d'Esch-sur-Alzette, 28.11.1909.

¹⁵⁴ Ael, Justice, 76/129-0008: rapport de la gendarmerie de Dudelange, 30.1.1910.

¹⁵⁵ Ael, Justice, 76/130-0001: rapport du commissaire de police de Differdange, 8.1.1911.

¹⁵⁶ Ael, Justice, 76/130-0050: rapport de la gendarmerie de Differdange, 14.5.1911.

¹⁵⁷ Ael, Justice, 76/130-0053: rapport de la gendarmerie de Differdange, 23.7.1911.

¹⁵⁸ Ael, Justice, 76/130-0071: rapport de la gendarmerie d'Esch-sur-Alzette, 26.11.1911.

¹⁵⁹ Ael, Justice, 76/130-0043: rapport de la gendarmerie d'Esch-sur-Alzette, 1.5.1911.

¹⁶⁰ Piedini Domenico, 28 ans, né à Modène et résidant à Esch-sur-Alzette.

¹⁶¹ Ael, Justice, 76/131-0002: rapport du commissariat de police d'Esch-sur-Alzette, 14.1.1912. (Pour «La Parola dei liberi», voir ch. III: Esch-sur-Alzette).

¹⁶² Bartolozzi Ettore, né le 27 mars 1887 à Pistoia.

- ¹⁶³ Ael, Justice, 76/131-0017: rapport de la gendarmerie de Differdange, 25.2.1912.
- ¹⁶⁴ Ael, Justice, 76/131-0028: commissariat de police d'Esch-sur-Alzette, 9.4.1912.
- ¹⁶⁵ Ael, Justice, 76/131-0030: rapport de la gendarmerie d'Esch-sur-Alzette, 2.5.1914.
- ¹⁶⁶ Ael, Justice, 76/139-0010: rapport de la gendarmerie d'Esch-sur-Alzette, 1.7.1912.
- ¹⁶⁷ Ael, Justice, 76/139-0011: rapport du commissariat d'Esch-sur-Alzette, 8.7.1912.
- ¹⁶⁸ Zibetti était aussi le correspondant du périodique syndical «L'Operaio italiano».
- ¹⁶⁹ Ael, Justice, 76/141-0003: rapport du commissariat de police de Differdange, 21.4.1913.
- ¹⁷⁰ Ael, Justice, 76/141-0009: rapport de la gendarmerie d'Esch-sur-Alzette, 26.4.1913.
- ¹⁷¹ Ael, Justice, 76/141-0014: rapport de la gendarmerie d'Esch-sur-Alzette, 28.4.1913.
- ¹⁷² Ael, Justice, 76/141-0015: commissariat de police d'Esch-sur-Alzette, 29.4.1913.
- ¹⁷³ Ael, Justice, 76/141-0029: rapport de la gendarmerie d'Esch-sur-Alzette, 28.4.1913.
- ¹⁷⁴ Ael, Justice, 76/134-0030.
- ¹⁷⁵ Ael, Justice, 76/167-0009: rapport du commissariat de police d'Esch-sur-Alzette, 11.2.1914.
- ¹⁷⁶ Ael, Justice, 76/135-0008: rapport de la gendarmerie d'Esch-sur-Alzette, 2.5.1914.
- ¹⁷⁷ Ael, Justice, 76/125-0026: rapport de la gendarmerie de Dudelange, 10 décembre 1905.
- ¹⁷⁸ BONNET-S. etc., *La ligne rouge des hauts fourneaux*, op. cit., p. 207.
- ¹⁷⁹ Luxemburger Wort, 8-9 août 1914: Die Schrecken des Krieges.
- ¹⁸⁰ Leur licenciement était déjà prévu par M. Emile Mayrisch, directeur général d'Arbed. Dans une réunion des directeurs, face à la crise que la guerre pourrait entraîner, il déclarait: «Il serait recommandable de se débarrasser d'abord des ouvriers italiens en leur payant le voyage retour dans leur patrie. On pourrait faire une exception pour ceux, qui sont mariés et occupés dans l'usine depuis au moins deux ans» (cité par G. Trausch, art. cit. du Risorgimento, page 28).
- ¹⁸¹ Ael, Affaires étrangères 584-0011: rapport du Major-Commandant, 1.5.1915.
- ¹⁸² Ael, Affaires étrangères 584-0803: rapport de la gendarmerie, 14.5.1915.
- ¹⁸³ Asmae, 154: lettre du ministre général des Finances au ministre Della Torre, 30.5.1915. Cf. «Neutralité du Grand-Duché pendant la guerre de 1914-1918», imprimerie Victor Buck, Luxembourg, janvier 1919, pp. 29-30.
- ¹⁸⁴ Ael, Affaires étrangères, 438-0074. Ce service comprenait: 1) une caisse d'assistance au profit des nécessiteux; 2) un bureau de renseignements et de correspondance dans le cadre des Conventions de Genève, spécialement pour les informations concernant les prisonniers de guerre, les blessés et leurs familles; 3) un officier de consultation et d'intervention dans toutes les affaires de droit et d'administration, notamment celles qui étaient créées par les événements. Le bureau avait embauché un employé, pour lequel M. Della Torre versait au gouvernement grand-ducal un traitement annuel de 3 000 F luxembourgeois (Ael, Affaires étrangères, 2537-0014: lettre de M. Della Torre à M. Lefort, chargé d'affaires du Luxembourg à Berne, 7.12.1917).
- ¹⁸⁵ Asmae, 154: lettre de M. Della Torre au ministre des Affaires étrangères d'Italie, 13.2.1917. Les contacts par correspondance entre le comte Della Torre et le gouvernement luxembourgeois furent particulièrement compliqués, étant donné que les autorités militaires allemandes prétendaient contrôler la correspondance diplomatique (cf. «Neutralité du Grand-Duché pendant la guerre de 1914-1918» op. cit., pp. XXIX-XXX).
- ¹⁸⁶ Ael, Affaires étrangères 2537, sur les «Rapatriements». Quand les convois ne pouvaient pas partir, les malades restaient dans les hospices luxembourgeois, étant à la charge des finances grand-ducales; M. Della Torre invoquait l'intervention de «l'accord tacite», mais le gouvernement grand-ducal objectait que l'accord était valide en temps normal, pas en temps de guerre, et réclamait au gouvernement italien le remboursement des dépenses.
- ¹⁸⁷ Asmae, 154: lettre de M. Della Torre au ministre de l'Agriculture Welter, 6.6.1916.
- ¹⁸⁸ Asmae, 154: lettre de M. Della Torre au Mae, 13.2.1917.
- ¹⁸⁹ Les démarches de dédommagement de préjudices de guerre subis par les Italiens du Grand-Duché furent longues et pénibles. Il s'agissait d'émigrés, qui étaient subitement partis en 1914, en laissant leurs meubles et leur maison qui, par la suite, avaient été endommagés par les troupes allemandes. Voici une liste succincte de quelques plaignants: Ticchi Luigi, habitant 5, rue des Jardins à Rodange, où il logeait plusieurs ouvriers (Ael, Affaires étrangères, 724-0516: gendarmerie de Rodange, 6.3.1928); Lombardi Achille, qui possédait un magasin de bicyclettes à Rumelange; China Feliciano et Gubbiotti Stefano, qui géraient deux cafés à Kayl (Ael, Affaires étrangères, 724-0317: note verbale du 6.3.1929); Dall'oco Pietro, qui gérait une pension 42, rue de la Colonie à Differdange; Ferrando Emilio et Bacci Luigi de Rumelange; Droghini Pietro, qui possédait une droguerie-charcuterie au 30, rue Max Meyer à Differdange (Ael, Affaires étrangères, 724-0288: note verbale du 21.6.1929). Naturellement toutes les requêtes n'aboutissaient pas à un résultat positif.

CHAPITRE 2:

LUXEMBOURG, VILLE DE LA «LEGATION ROYALE» ET DU CONSULAT D'ITALIE

LUXEMBOURG-VILLE, ainsi que plusieurs centres du bassin minier, furent dès le début un pôle d'attraction pour l'immigration italienne. La capitale offrit l'hospitalité à un certain nombre de nos compatriotes. Les statistiques officielles nous confirment que 65 Italiens résidaient à Luxembourg en 1905, dont 52 hommes et 13 femmes.

Ils étaient effectivement peu nombreux, mais dans chaque quartier de la capitale, on trouvait au moins une famille italienne. Par la suite, les immigrés italiens se regroupèrent dans les quartiers plus spécifiquement «ouvriers» tels: Bonnevoie¹, Clausen, Grund, Pfaffenthal, Gare et Hollerich.

La vie de la communauté italienne de Luxembourg était fortement axée autour de la représentation diplomatique italienne (consulat d'Italie et «Regia Legazione d'Italia») et des initiatives de la très active «Società Italiana di Mutuo Soccorso e di Beneficienza di Lussemburgo» (Société de Secours Mutuel et de Bienfaisance de Luxembourg).

1. LES REPRESENTANTS DIPLOMATIQUES ITALIENS A LUXEMBOURG

Vers la fin du XIX^e siècle, le Luxembourg et l'Italie n'avaient pas encore de représentants diplomatiques. Les intérêts du Grand-Duché étaient pris en charge à Rome par le ministre des Pays-Bas, tandis que les ministres italiens de la Haye assumaient les responsabilités touchant le Grand-Duché.

Les ministres de la «Regia Legazione d'Italia» de la Haye, nommés «envoyés extraordinaires et ministres plénipotentiaires», qui représentaient les intérêts italiens auprès de la cour grand-ducale étaient les suivants:

BERTINATTI Giuseppe à partir du 13 février 1870, le comte Enrico DELLA CROCE di Dojola à partir du 18 juillet 1882, le marquis Federico Costanzo SPINOLA à partir du 11 janvier 1887, le comte Carlo Alberto GERBAIX DE SONNAZ à partir du 29 juin 1893, le comte Alessandro ZANNINI à partir du 22 novembre 1896, le baron Francesco GALVAGNA à partir du 3 mai 1900, Salvatore TUGINI à partir du 16 février 1901 et le comte SALLIER DE LA TOUR à partir du 21 octobre 1906.

A Luxembourg-Ville existait par contre – déjà à la fin du siècle dernier – un *Regio Consolato Italiano*. Par le décret du 5 décembre 1880, Antoine FEHLEN,

banquier luxembourgeois, avait été nommé consul et il jouissait du droit d'élection des vice-consuls ainsi que des agents consulaires².

Quelques années plus tard, Fehlen fut disgracié et déclaré «personne indésirable» par le gouvernement luxembourgeois. Au mois de mai 1886, le ministre italien de la Haye le révoqua de ses fonctions et nomma comme successeur auprès du gouvernement grand-ducal le consul général de Belgique M. J. Van Damme. Il lui conféra le titre de «régent du consulat italien»³.

Mais le consulat d'Italie ne put effectuer un travail efficient qu'à partir du 5 janvier 1893, date à laquelle le gouvernement italien nomma le médecin-dentiste M. Joseph WEBER au poste de consul d'Italie⁴. M. Weber rendit de grands services à la communauté italienne et s'acquitta honorablement de ses fonctions. Le 21 juillet 1902, le Roi d'Italie le nomma «consul général» en signe de reconnaissance⁵.



Le comte Giulio della Torre di Lavagna,
ministre plénipotentiaire d'Italie au
Luxembourg de 1912 à 1923.

M. Weber s'occupait aussi des Italiens qui demeuraient dans la proche Moselle française. Un homme de grande valeur le secondait: le conseiller communal d'Esch-sur-Alzette, Jean-Pierre Claude⁶, nommé par M. Weber «chancelier» du consulat d'Italie. M. Weber exerça sa fonction jusqu'à sa mort, survenue prématurément, le 3 octobre 1908.

Après un bref interrègne de l'avocat Eugène Steichen, deux consuls généraux furent nommés au consulat d'Italie: Guido dei Principi Meli Lupi de Soragna (nommé à ce poste par décret royal du 11 août 1909, avec juridiction sur le territoire du Grand-Duché et sur le district allemand de Thionville⁷) et le chevalier Carlo Magenta (avril 1911)⁸. Ultérieurement, au mois de septembre 1912, le titre de «consul d'Italie» fut conféré au nouveau ministre de la Légation envoyé au Grand-Duché.

En effet, en 1912, le gouvernement italien nomma au Luxembourg un représentant permanent, qui installa la *Regia Legazione d'Italia* au 7, rue Rheinsheim⁹. Il s'agissait du comte *Giulio Della Torre di Lavagna*. A partir du 2 septembre 1912, il obtint le titre de «ministre résident avec lettre de créances» et, depuis le 8 mai 1913, celui «d'envoyé spécial et ministre plénipotentiaire».

Il assumait aussi le titre de «consul général». Naturellement il garda à son service J.-P. Claude, lui conférant le titre de «vice-consul» et désigna son frère Dominique CLAUDE comme «attaché à la chancellerie». Dominique Claude décéda en 1916. Le docteur Giacomo Pertile obtint officiellement le poste «d'inspecteur de l'Emigration» (qu'il occupait d'ailleurs depuis 1906 et qui sera transmis ultérieurement à M. Labriola)¹⁰. M. Della Torre occupa son poste jusqu'au mois de janvier 1923, date à laquelle il fut nommé à la Légation d'Italie à Copenhague.

Les principaux problèmes, qui vinrent troubler à différentes reprises les rapports entre les autorités diplomatiques italiennes et le gouvernement luxembourgeois, concernaient la sauvegarde de l'ordre public et l'assistance due aux travailleurs immigrés en cas de besoin. D'ailleurs la collectivité italienne était jugée bien différemment par les autorités italiennes et luxembourgeoises.

2. LES AUTORITES DIPLOMATIQUES ITALIENNES ET LES AUTORITES LOCALES FACE A LA COLONIE ITALIENNE AU GRAND-DUCHE

En 1891, le ministre d'Italie à la Haye, le marquis Federico Costanzo SPINOLA, fut nommé «envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire auprès de S.A.R. le Grand-Duc de Luxembourg». Vivement touché par cet honneur, le ministre exprima dans une lettre toute sa reconnaissance au ministre des Affaires étrangères¹¹. Contrairement à ses prédécesseurs, qui ne s'étaient jamais rendus au Luxembourg, il décida d'y séjourner pour différents motifs: présenter ses créances, se rendre compte de la situation des «nombreux travailleurs italiens» immigrés dans ce pays et contrôler «le fonctionnement du service consulaire du Grand-Duché confié à M. Van Damme, consul général de Belgique».

En 1893, le ministre des Pays-Bas et du Luxembourg, le comte *Carlo Alberto GERBAIX DE SONNAZ*, notait qu'il avait trouvé au Grand-Duché une «colonie italienne plutôt nombreuse, comptant un millier de personnes, en majorité des ouvriers-mineurs avec leurs familles» et il ajoutait:

«Le Consul Weber leur prodigue des soins tout particuliers, en effet il a déjà organisé à leur intention une Société de Secours Mutuel Italien¹².»

Deux mois plus tard, après avoir présenté ses créances au Grand-Duc, il notifiait à Rome:

«J'ai constaté avec plaisir que notre pays jouit d'une excellente réputation ici au Grand-Duché. La vive sympathie ressentie par les aborigènes pour nos compatriotes est due surtout à la conduite irréprochable de plus d'un millier d'ouvriers italiens qui, fournissant du bon travail dans les mines et les entreprises, sont estimés par toute la population et ont des rapports amicaux, je dirais presque fraternels avec leurs hôtes luxembourgeois¹³.»

Même en 1894, les comptes rendus concernant la colonie italienne étaient tout en son honneur:

«Son Altesse Royale – écrivait De Sonnaz¹⁴ – m'a certifié qu'il est hautement satisfait des immigrés italiens résidant au Grand-Duché, qui vivent en parfaite entente avec la population locale.»

Mais vers la fin de la même année, une crise de travail subite déclencha une féroce campagne de presse contre l'arrivée d'un nombre toujours plus élevé d'ouvriers italiens¹⁵. Par conséquent les nouveaux arrivés se trouvaient souvent sans travail.

Toutefois, ce qui préoccupait le plus les autorités italiennes, était la bonne réputation des compatriotes à l'étranger, d'autant plus que des éléments subversifs s'infiltraient fréquemment parmi les immigrés.

C'est pourquoi, en 1895, le consul Weber, soucieux d'un contrôle minutieux de ses sujets italiens, proposait au gouvernement luxembourgeois l'institution obligatoire du passeport¹⁶. Quant au ministre d'Italie à la Haye, il suggérait dans une lettre confidentielle au ministre d'Etat, M. Eyschen¹⁷, que ne soient admis au Luxembourg que

«les ouvriers italiens munis de documents prouvant leur bonne conduite morale et politique»; cela dans le but d'exclure les «éléments malsains» de la colonie italienne, qui était «dans son immense majorité laborieuse et tranquille et qui, jusqu'à présent, s'était conduite de façon à gagner les sympathies soit du Gouvernement Grand-Ducal, soit de la population luxembourgeoise».

Or, le procureur général de l'Etat répondit par un «avis négatif»¹⁸ à cette proposition, jugeant inutile un passeport obligatoire, puisque – disait-il –

«notre récente législation sur la police des étrangers me semble stipuler des garanties plus efficaces et avantageuses que celles du passeport».

En vertu de la loi du 30 décembre 1883, la police pouvait prendre des renseignements sur la moralité et les antécédents judiciaires des nouveaux arrivés et, si les renseignements étaient défavorables, elle proposait leur renvoi ou leur expulsion¹⁹. En plus le procureur général, M. Thorn, ne partageait pas l'appréciation du ministre de la Haye concernant la colonie ouvrière italienne:

«Si en règle générale les ouvriers italiens sont sobres et laborieux, ils sont violents et emportés et se laissent trop facilement entraîner à faire usage du couteau, du poignard et du revolver. Sous ce rapport, ils ont même fait école parmi la population ouvrière qui, depuis quelque temps, imite malheureusement ce fâcheux et funeste exemple²⁰.»

A remarquer qu'on ne note pas de contradiction entre l'«immense majorité», dont parle le ministre italien de la Haye, et la «règle générale» de M. Thorn. On ne comprend pas non plus, pourquoi ce seraient les Italiens à avoir «fait école» du couteau, puisque les statistiques les présentent comme les moins impliqués dans des faits criminels...

Fac-similé du passeport qu'on délivrait aux ouvriers italiens au début du siècle.



Quelques années plus tard, le consul Weber sera confronté aux mêmes problèmes. Le 12 janvier 1904, il informe le ministre d'Etat, M. Paul Eyschen, qu'il était autorisé par le ministre italien de l'Intérieur

«à organiser un service de surveillance sur les Italiens habitant le Luxembourg, dont les menées seraient de nature à troubler l'ordre public».

Mais, afin de venir en aide à ses hommes de confiance, il demandait

«le concours discret d'un certain nombre de gendarmes expérimentés, que j'indemniserai très volontiers».

M. Eyschen aurait probablement accepté cette proposition; mais le procureur général d'Etat, M. Victor Thorn (futur Premier ministre), s'y opposa énergiquement:

«L'organisation d'un quasi-service de police dirigé par les agents d'une puissance étrangère est assurément chose délicate. Il peut en résulter des inconvénients et des conflits avec les autorités luxembourgeoises.»

A plus forte raison, «l'arrangement désiré par M. Weber encourrait la critique populaire, s'il était connu. Et dans la proposition en question, la rétribution des services que rendraient à l'institution italienne les gendarmes indicateurs, soulèverait, je le crains, la tempête».

Il invitait le consul d'Italie à remplir sa tâche à titre privé, «rien n'empêcherait du reste l'autorité supérieure de lui fournir officieusement des orientations utiles»²¹.

3. L'AIDE AUX INDIGENTS

Un autre problème souleva de vives controverses entre les autorités luxembourgeoises et italiennes: l'aide qu'on devrait accorder aux immigrés se trouvant dans un cas de besoin extrême.

Le conflit était né au cours du mois d'octobre 1880. A cette occasion le gouvernement luxembourgeois avait réclamé à la Légation italienne de la Haye le remboursement des frais d'hospitalisation d'un certain Alessandro Paparotto de Trévis, qui avait été soigné après avoir reçu un coup de couteau à Grevenmacher.

Riva, chargé d'affaires de la Légation d'Italie, se déclara non autorisé à rembourser ces frais et il saisit l'occasion pour proposer au gouvernement luxembourgeois un accord, déjà conclu entre l'Italie et d'autres Etats étrangers, qui prévoyait

«un accord tacite... d'après lequel chaque Gouvernement prend en charge les frais d'hospitalisation occasionnés par les ressortissants de l'autre Etat, qui tombent malades sur son territoire, lorsqu'il est prouvé que ni eux, ni leurs familles ne sont à même de les rembourser»¹².

Le ministre d'Etat de Blochausen avait accepté la proposition après avoir obtenu un avis favorable du directeur général de la Justice qui constatait que

«comme le nombre des sujets italiens qui s'établissent dans le Grand-Duché ne dépasse guère celui des sujets luxembourgeois qui se rendent en Italie, les charges à résulter pour les deux Etats de l'assistance réciproque des malades indigents pourraient donc se compenser»²³.

Evidemment ce compromis ne posa aucun problème aussi longtemps que le nombre des Italiens au Grand-Duché ne s'élevait qu'à une centaine de sujets; or, avec l'augmentation du nombre des immigrants italiens, surgirent tout naturellement diverses difficultés.

En 1895, le député Hemmer fit observer, lors d'une séance à la Chambre des députés, que les dépenses augmentaient et mettaient ainsi en péril le budget de l'Etat. Ces dépenses provenaient en majorité de l'aide accordée par l'Etat luxembourgeois aux immigrants italiens. Il dénonça en outre l'Etat italien, qui était le seul à ne pas rembourser, comme le faisaient tous les autres pays étrangers, les dépenses de ses ressortissants: «Les Italiens ne remboursent jamais!»

La riposte du consul Weber fut prompt: il fit publier une lettre au Luxemburger Wort²⁴ en précisant que «le Gouvernement italien a été et sera, à l'avenir, toujours prêt à rembourser les frais pour tous les cas auxquels la convention ne saurait s'appliquer».

Le lendemain le député Prüm revint à la charge en demandant au gouvernement de rescinder la convention avec l'Italie²⁵. Le consul Weber trouva que cette requête révélait ouvertement «le sentiment d'hostilité envers les Italiens, qui existait déjà entre les ouvriers du pays»²⁶. Il demanda à cette même occasion qu'on relève le nombre des Luxembourgeois vivant en Italie. Malheureusement, à part le cuisinier du Roi, aucun sujet luxembourgeois ne semblait résider en Italie...

Une loi du 28 mai 1897 (art. 15) fixa les secours à octroyer à «tout indigent, indigène ou étranger, en cas de nécessité urgente»²⁷.

Cette nouvelle loi était draconienne²⁸ et de ce fait les autorités consulaires italiennes continuèrent à se référer à l'«accord tacite» de 1881.

Evidemment les contestations, quant à son application, étaient fréquentes.

En outre quelques Italiens avaient l'impression de ne pas être aidés par les communes, surtout à Differdange, à Esch-sur-Alzette et à Dudelange. Pour toute plainte, le consul Weber faisait intervenir le ministre de la Légation d'Italie à la Haye²⁹.

Or, le directeur général des travaux publics, M. Thorn³⁰ fit remarquer que les faits dénoncés ne

«répondent nullement à la réalité. En ce qui concerne les relations entre les autorités communales et les étrangers italiens, elles sont parfois pénibles et difficiles à cause des exigences exagérées de ces derniers».

En effet, ajoute-t-il,

«ces ouvriers italiens tous et de plein droit indigents, s'adressent d'autorité aux caisses communales pour obtenir des secours à tout propos et dès qu'ils subissent le moindre revers».

Pourquoi les immigrés sont-ils dépourvus d'argent?

«Parce que – répondait M. Thorn – une partie de ces ouvriers, tout en gagnant de grasses journées, dépensent follement leurs gains, alors que la grande majorité place cet argent, la paye du 15^e faite, à la Caisse d'Épargne ou l'envoie par mandat postal en Italie.»

(Toujours, selon lui, en 1900, ils avaient envoyé 1 200 000 francs par mandat postal.)

Ces stratagèmes «indisposent les autorités communales».

«Cependant – écrit M. Thorn – je tiens à constater que le montant des sacrifices imposés à notre pays (...) est manifestement exagéré par l'opinion publique.»

En effet, entre 1899 et 1900, les secours accordés aux Italiens en détresse, soit par l'Etat, soit par les communes (qui ne payaient que 44,5% de ces dépenses) s'élevaient en moyenne à 355 francs par mois.

«En présence de ces sacrifices modestes – ajoute M. Thorn – il me semble qu'il serait inopportun d'insister pour le moment sur la question de principe à propos de la convention du 28 janvier 1881³¹.»

Les cas les plus graves surgissaient lors des crises de l'emploi, qui obligeaient beaucoup d'Italiens, ne possédant pas les moyens nécessaires pour se payer le voyage, à retourner en Italie. D'autant plus que le gouvernement luxembourgeois avait décidé de prendre des mesures, afin que le rapatriement des immigrés ne pèse ni sur les communes, ni sur les sociétés sidérurgiques³².

Le consul Weber essaya d'éviter l'intervention du législateur, et lors d'une conférence, au mois de décembre 1903, dans la salle-chapelle de l'Oeuvre Bonomelli à Esch-sur-Alzette, il invita les Italiens à constituer une «caisse de rapatriement» afin de pouvoir affronter ces dépenses.

La proposition n'obtint cependant pas l'accord des ouvriers qui envisageaient avec très peu d'enthousiasme l'idée d'être dans l'obligation de faire de nouveaux versements...

4. FAMILLES DE COMMERÇANTS ET D'ENTREPRENEURS

La plupart des Italiens qui résidaient à Luxembourg-Ville appartenaient à des familles de commerçants et d'entrepreneurs en bâtiment.

Une des premières familles, qui s'établit à Luxembourg-Ville, fut la famille *CHIERICI Policarpo*. Originaire de Reggiolo (Reggio d'Emilie), Policarpo était arrivé à Luxembourg vers 1890 et avait aussitôt fondé une entreprise de travaux de terrassement. Il eut rapidement une clientèle nombreuse et épousa la veuve Simonazzi (originaire elle aussi de Reggiolo), à laquelle il confia la tâche d'aménager, dans une baraque, une cuisine où elle pouvait préparer les repas pour ses ouvriers.

L'expérience culinaire dut plaire à la famille Chierici. En effet, vers 1900, le fils de Mme Simonazzi, Pietro, inaugura le *Restaurant Italia*, 15, rue d'Anvers à Luxembourg; et peu de temps après, Chierici ouvrit à son tour un hôtel-café, rue

des Champs (Feldgenstraße). L'entrepreneur Emilien mourut en 1906. En 1915, Pietro Simonazzi épousa Taverna Marina, originaire de Parme, et exerça encore pendant plusieurs années le métier de restaurateur.

Beaucoup plus importante fut l'activité déployée par l'entreprise de bâtiment *CLIVIO Cesare*. Né à Coquio-Trevisago (Varèse) en 1866, Clivio arriva à Luxembourg en 1898 et il géra une importante entreprise de constructions publiques et privées dès le début du siècle. En 1909 il participa aux travaux préparatoires pour la construction d'un nouvel haut fourneau de la société Collart de Steinsel. Par la suite il se verra confier l'exécution d'autres travaux très importants: l'aqueduc de Koerich, la restauration du château de Fischbach et même de l'église de Remich, la construction de la «Villa Pauly» (bd de la Pétrusse), la première salle de cinéma de la capitale (le cinéma Medinger ou cinéma de la Cour), du viaduc d'Oetrange. Il dirigea son entreprise jusqu'en 1926, date à laquelle il la céda à ses frères.

Sa fille, Mme Teresita Solofrizzo-Clivio, laissa parmi la colonie italienne un souvenir tout particulièrement chaleureux, puisqu'elle se chargea, tout au long des années '20, de l'enseignement de la langue italienne.

D'autres commerces renommés, gérés par des familles italiennes de Luxembourg-Ville depuis le début du XX^e siècle, étaient: l'épicerie *Possamai Giuseppe* (rue de la Gare), les hôtels de *Terzi J.* (rue de la Poste) et de *Vieli* (rue des Champs).

Au cours des premières années de l'après-guerre, on trouve à Luxembourg également le représentant de commerce *Ego Vezzani*, habitant 2, place Wallis.

Mais une des personnalités dominantes de la collectivité italienne à Luxembourg sera – depuis le début et toujours plus au cours des années – l'entrepreneur en bâtiment *Achille GIORGETTI*³³.

Né à Brissago Valtravaglia (Varèse) le 19 février 1875, il s'était établi d'abord en Lorraine, où il avait construit une «cité» pour les ouvriers et les employés à Rombas.

Arrivé au Grand-Duché en 1899, il poursuivait son activité dans le secteur du bâtiment à Differdange et à Oberkorn, procédant à la construction d'un quartier entier pour le compte de la société sidérurgique. En 1901 il établit sa résidence à Luxembourg, où il devint l'entrepreneur officiel de nombreuses œuvres publiques et des résidences de la famille grand-ducale³⁴.

En 1907 il fut un des premiers associés et fondateur de la Société Italienne de Secours Mutuel, dont il assumait la présidence en 1922 et qui, sous son influence, anima la vie de toute la collectivité italienne.

A part les diverses initiatives du «Secours Mutuel», dont on parlera plus loin, on ne retrouve aucun renseignement sur la *vie culturelle* italienne dans la capitale.

Seul l'hebdomadaire «La Patria»³⁵ mentionne l'existence à Luxembourg d'une société de chant, nommée «*Bella Italia*». Elle était dirigée par Maestro Filippo Faccenda et se produisait fréquemment à l'hôtel-restaurant Union, interprétant des textes d'auteurs italiens de grande renommée.

On reconnaissait au groupe de grandes qualités artistiques. La partie instrumentale était assurée par Faccenda lui-même, premier violon, par Mlle Cesarino Giuliano au violoncelle, et Maria Bellini au piano. La partie vocale était exécutée par le ténor Enrico Casciello et Olga Picozzi, soprano.

La compagnie avait en Benedetto Persichini un excellent acteur comique.

5. LA «SOCIÉTÉ ITALIENNE DE SECOURS MUTUEL ET DE BIENFAISANCE DE LUXEMBOURG», ÂME DE LA COLONIE ITALIENNE DE LA CAPITALE

Le consul Weber ainsi que le ministre Giulio Della Torre avaient accordé tout leur soutien au Secours Mutuel, qui était devenu le centre de toute la vie de la communauté italienne de la capitale.

Lors du XXV^e anniversaire de sa fondation, en 1932, fut publié à Luxembourg un petit ouvrage qui nous relate l'histoire de cette société³⁶.

L'idée de l'institution d'une telle société avait été conçue par M. *Lazard MARX*, un riche commerçant luxembourgeois. Il chercha ses adhérents parmi les membres les plus actifs de la communauté italienne et la Société fut officiellement fondée le 1^{er} décembre 1907.

Au mois de mars 1908, on publia ses statuts. Le comité était composé des personnalités suivantes: A. Carnera (président), Cesare Clivio (vice-président), Nerino Plata (secrétaire), Michel Knaff (trésorier), Lazard Marx, Giuseppe Possamai et Achille Giorgetti (membres).

La Société comptait dès le début 61 membres inscrits et tous s'adonnèrent avec enthousiasme à leur tâche : aider les plus démunis de la communauté.

Les statuts indiquent clairement les objectifs de la Société³⁷. On note les articles les plus significatifs.

«La Société a pour but de fournir à ses membres malades, invalides ou blessés, des secours temporaires et de contribuer en cas de décès aux dépenses funéraires pour une somme qui ne dépasse pas 100 F. Elle cultivera en outre les sentiments d'amitié et de solidarité entre les sociétaires et se chargera, dans la mesure du possible, de leurs intérêts moraux et intellectuels» (art. 1^{er}).

«Sont admis à faire partie de la Société tous les Italiens qui (...) sont domiciliés dans la commune de Luxembourg et du Nord du Pays» (art. 2).

«La Société étant apolitique et aréligieuse, les membres ne devront pas traiter de politique et de religion dans leurs réunions» (art. 4).

«Les membres effectifs malades ou blessés auront droit à une indemnité quotidienne de 3 F.» (art. 8).

«Aucun secours n'est dû pour les maladies causées par la débauche ou l'intempérance, ni pour les blessures reçues dans une rixe, lorsqu'il est prouvé que l'agresseur a été le sociétaire, ou pour les blessures reçues dans une émeute à laquelle il aurait pris une part volontaire, ou encore dans les cabarets» (art. 11).

«Les associés ont le strict devoir d'accompagner les camarades décédés à leur dernière demeure (art. 34).

Dès les premières années de son activité, le «Secours Mutuel» perdit l'appui du consul royal Joseph Weber, qui mourut au début du mois d'octobre 1908 d'une maladie incurable. Outre à avoir toujours été un infatigable défenseur des intérêts de la colonie italienne, il avait accordé tout son soutien aux nombreux «Secours Mutuels» créés au cours de ces années au Luxembourg.

«Grâce à lui – écrit l'hebdomadaire «La Patria»³⁸ – le nom italien était à l'honneur au Grand-Duché.»

Le jour de ses funérailles, le 5 octobre 1908, fut vécu comme un jour de deuil national par les citoyens italiens. Parmi la foule, qui accompagnait la dépouille mortelle, on notait le ministre plénipotentiaire de la Haye, le duc Cavello, les missionnaires d'Esch-sur-Alzette, ainsi que tous les représentants des Sociétés de Secours Mutuels avec leurs drapeaux, venant de Luxembourg, d'Esch, de Rumelange, de Dudelange, de Redange et de Niederkorn. Plusieurs de ses amis, recueillis sur sa tombe, prononcèrent des discours émouvants, notamment Ruscitti et Masi de Niederkorn.

Selon l'ouvrage paru à l'occasion du XXV^e anniversaire du Secours Mutuel de Luxembourg, la communauté italienne du Grand-Duché comptait 20 000 personnes vers 1910. Ce nombre nous paraît un peu exagéré, il est cependant certifié qu'à l'approche de la Première Guerre mondiale, leur nombre se réduisit à 11 000. Malgré cela, les activités et les initiatives du Secours Mutuel restaient multiples. En 1913, il organisa des cours de langue italienne pour les enfants d'immigrés nés au Grand-Duché. Grâce à M. Joseph JUNCK, la commune de la capitale mit à disposition des Italiens des salles de classe et plusieurs dames, dont Mme Koenig et Mme Clivio, se chargèrent de l'enseignement.

Entretemps, le 2 septembre 1912, la «Regia Legazione d'Italia» venait d'être ouverte à Luxembourg. Le ministre résidant était le comte Giulio Della Torre di Lavagna. Toutes les initiatives de la colonie italienne étaient désormais sous son contrôle.

A l'occasion des fêtes italiennes, les compatriotes étaient invités par le comte Della Torre à des réceptions publiques.

Ce fut le cas en automne 1913, à l'occasion de l'anniversaire du Roi d'Italie. Parmi les invités se trouvaient les nombreux représentants des diverses Sociétés Mutuelles, le «club sportif» d'Esch-sur-Alzette portant l'uniforme des bersagliers, le missionnaire Luera, la fanfare «Giuseppe Verdi» et l'orateur officiel, M. Moriconi³⁹.

Au début de 1914, à l'occasion de l'anniversaire de la Reine Elena, le ministre d'Italie invita les «membres élus» de la colonie à un banquet. Parmi les invités on notait les représentants du Secrétariat Ouvrier de l'Oeuvre Bonomelli, le missionnaire d'Esch et M. Rossi de Dudelange⁴⁰.

Le comte Della Torre jouissait d'une grande estime au sein du Secours Mutuel de Luxembourg qui lui conféra, le 1^{er} juin 1914 (comme il le fera par la suite pour les autres ministres de la Légation d'Italie), le titre de «président honoraire»⁴¹. A cette même époque, le Secours Mutuel promut la célébration de la «Fête du Statut», suivie d'un somptueux banquet à l'Hôtel Staar. Parmi les invités se trouvait le comte Della Torre, accompagné de tout le personnel de la Légation. Les orateurs d'occasion furent le président Carnera, le secrétaire Vannucchi, l'architecte Runcio et M. Polacco⁴².

Puis ce fut la guerre. Grâce à l'aide financière de Mlle Aline Mayrisch-de-St-Hubert, le Secours Mutuel essaya de faciliter le rapatriement des compatriotes appelés sous les drapeaux. Des trains remplis d'ouvriers italiens, qui emmenaient toute leur famille et tous leurs biens par peur de ne pouvoir revenir, quittaient le Grand-Duché presque tous les jours. D'autres, par contre, laissaient leur famille au Luxembourg, souvent dans des conditions misérables.

Au cours de l'été 1918, le Secours Mutuel organisa des colonies de vacances pour les enfants italiens à Höhenhof. Et, une fois la guerre terminée, il s'occupa, sous le patronage du comte Della Torre, des rescapés des camps de concentration et des prisonniers de guerre italiens qui transitaient au Grand-Duché⁴³.

- ¹ Le quartier de Bonnevoie présente un grand intérêt, Fondé il y a 2000 ans par les Romains et portant le nom de «Bonus Vicus» il longe le fleuve de l'Alzette. (Seulement beaucoup plus tard son nom sera changé en «Bona Via» puis, en «Bonnevoie»). En 1900 il constituait encore un petit village de 2 980 habitants appartenant à la commune de Hollerich. Son développement sera rapide:
Construction de la Gare en 1895 et incorporation à Luxembourg-Ville en 1920. A partir de cette date, toujours plus d'immigrés, des Italiens en majorité, se joignirent à la population luxembourgeoise.
- ² Ael, Affaires étrangères, 413-0100: lettres de créance du Roi d'Italie Umberto I. Voir aussi: *Annuario diplomatico del Regno d'Italia*, éd. Mae, Roma.
- ³ Ael, Affaires étrangères 413-0122: lettre du ministre Enrico Della Croce au ministre d'Etat, 29.5.1886.
- ⁴ Ael, Affaires étrangères, 413-0088: lettre du ministre Eyschen à S.A.R. le Grand-Duc, 31.1.1893. (Exequatur du gouvernement luxembourgeois 6.2.1893; Mémorial 1893, p. 51).
Joseph Weber, né à Erpeldingen en 1856, était aussi professeur de langues à l'école supérieure de Luxembourg.
- ⁵ Ael, Affaires étrangères, 413-0058: lettre du ministre d'Etat au Grand-Duc, 11.10.1902.
- ⁶ Voir Chapitre III, Claude J.-P. (1848-1930) fut le vrai protecteur des Italiens du bassin minier.
- ⁷ Exequatur, le 13 novembre 1909; Mémorial 1909, p. 1026.
- ⁸ Exequatur, le 10 avril 1911; Mémorial 1911, p. 412.
- ⁹ Propriétaire de l'immeuble était Madame Schon, qui l'avait déjà loué en 1912 au consul Magenta.
- ¹⁰ Ael, Affaires étrangères 464/0445: lettre de Monsieur Della Torre au ministre d'Etat Eyschen, 2.10.1914.
- ¹¹ Asmae, 97, f. 13: lettre du ministre Spinola au Mae, 18.1.1891.
- ¹² Asmae, 284: lettre de M. De Sonnaz au Mae, 8.10.1893.
- ¹³ Asmae, 284: lettre de M. De Sonnaz au Mae, 8.12.1893.
- ¹⁴ Asmae, 284: lettre de M. De Sonnaz au Mae, 7.6.1894.
- ¹⁵ Asmae, 284: lettre de M. De Sonnaz au Mae, 30.1.1895.
- ¹⁶ Ael, Affaires étrangères, 2539: lettre du consul Weber, 5.12.1895.
- ¹⁷ Ael, Affaires étrangères, 2539: lettre du ministre d'Italie à la Haye au ministre d'Etat, 15.1.1896.
- ¹⁸ Ael, Affaires étrangères, 2539: lettre du procureur général au ministre Eyschen, 12.1.1895.
- ¹⁹ La législation du Grand-Duché concernant «la police des étrangers» datait d'une dizaine d'années. La loi du 10 mars 1880 prévoyait la résidence forcée ou l'expulsion pour l'étranger qui, «par sa conduite compromet la tranquillité publique ou qui a été condamné à l'étranger pour les crimes ou délits qui donnent lieu à l'extradition» (art. 1^{er}). De telles mesures étaient adoptées, après délibération du gouvernement, par arrêté du directeur général de la Justice, qui n'était «susceptible d'aucun recours» (art. 3) (Mémorial n° 19 du 16 mars 1880, pp. 221-222).
La loi du 30 décembre 1893 prévoyait des dispositions plus sévères: tout nouvel étranger qui arrivait au Grand-Duché ou qui changeait de résidence, devait se déclarer à la mairie dans les 5 jours (art. 1^{er}) en indiquant son état civil, ses antécédents et ses moyens d'existence (art. 3).
L'entrée au Grand-Duché pouvait être refusée à l'étranger «reconnu comme dangereux ou comme pouvant compromettre la tranquillité et l'ordre public» (art. 5). Tous ceux dont les déclarations n'étaient pas exactes, ainsi que «les étrangers non résidents qui seront trouvés dans le Grand-Duché en réunion de trois ou d'un plus grand nombre» pouvaient être conduits à la frontière (art. 6) (Mémorial n° 1 du 4 janvier 1894, pp. 1-5).
Telle loi était d'abord précisée par un arrêté ministériel du 22 décembre 1894 (Mémorial 1895, pp. 25-28), puis par un arrêté ministériel du 15 février 1911 (Mémorial n° 10 du 18 février 1911, pp. 157-159) et enfin par une nouvelle loi du 18 juin 1913 (Mémorial N° 49 du 23 juin 1913, pp. 811-813).
- ²⁰ Ael, Affaires étrangères, 2539: lettre du procureur général au ministre Eyschen, 13.3.1896.
- ²¹ Ael, Justice, 76/71: note verbale du consul général d'Italie du 12 janvier 1904; note d'Eyschen au procureur général du 13 janvier; réponse de Thorn du 19 janvier; lettre d'Eyschen au consul d'Italie du 3 mars; réponse du consul du 7 mars; note de Thorn du 15 mars 1904.
- ²² Ael, Affaires étrangères, 2536-0064: lettre de M. Riva au ministre d'Etat de Blochhausen, 19.1.1881.
- ²³ Ael, Affaires étrangères, 2536-0067: lettre du directeur général de la Justice au ministre d'Etat, 25.1.1881; lettre du ministre d'Etat à la Légation d'Italie, 28.1.1881 en Ael, Affaires étrangères, 2536-0068.
Voir aussi RUPPERT Pierre, *Le Grand-Duché de Luxembourg dans ses relations internationales*, Luxembourg mai 1892, pp. 38-39.
- ²⁴ *Luxemburger Wort*, 12.12.1895.
- ²⁵ *Kammer der Abgeordneten*, 13.12.1895.
- ²⁶ Asmae, 294: lettre du consul Weber au Mae, 14.12.1895.
- ²⁷ Mémorial, 29 mai 1897, pp. 401-416.
- ²⁸ Mémorial, 26.1.1898, pp. 69-71.
- ²⁹ Ael, Affaires étrangères, 2540: lettre du ministre d'Italie à la Haye au ministre d'Etat Eyschen du 18 mars 1900 et du 16 mai 1900. Elle traite sur les cas de Borghi Joseph et Buscalferrri Alexandre de Differdange.
- ³⁰ Ael, Affaires étrangères, 2540: lettre du directeur général des travaux publics au ministre d'Etat, 13.8.1900.
- ³¹ Cependant les contestations devaient continuer pendant les années suivantes. Le consul d'Italie intervenait en 1904 pour des cas semblables concernant M. Di Biasi Domenico et M. Caputo Tommaso (Ael, Affaires étrangères, 2540: lettre du consul d'Italie au ministre d'Etat, 21.3.1904); mais à nouveau, le directeur général des travaux publics répondait que les griefs «ne sont pas fondés» et dénonçait les «manœuvres» de certains Italiens, qui voudraient toucher l'argent soit des caisses de maladie soit des caisses communales pour indigents (Ael, Affaires étrangères, 2540).

³² La Patria, périodique hebdomadaire, organe de l'Oeuvre d'Assistance aux ouvriers italiens en Europe et dans les pays de l'Est. Imprimé à Fribourg de 1904 à 1908 et à Bâle de 1909 à 1914. Conservé à la Bibliothèque Nationale Suisse de Berne. Numéro du 21 février 1904.

³³ Renseignements provenant d'un «curriculum vitae» écrit par Achille Giorgetti, le 4 décembre 1944.

³⁴ Une villa sur le Plateau Bourbon et des maisons à Mondorf (1901), construction d'un couvent des Sœurs Franciscaines (1902-1904), divers édifices appartenant à la Maison grand-ducale, le consulat américain, le siège des Frères J. B. de la Salle à Reckange (1906-1907), la poste centrale de Luxembourg (1908-1909), l'église de St-Joseph à Limpertsberg (1910-1911), cinq villas pour les directeurs de l'Arbed à Esch-sur-Alzette (1912-1914), la deuxième ligne ferroviaire d'Ettelbruck à Clervaux, le château Mayrisch à Colpach (1914-1918), etc...

Par la suite, l'administration des biens de la Cour lui confia la construction et la restauration de la résidence grand-ducale à Luxembourg, des châteaux grand-ducaux à Colmar-Berg et à Fischbach.

Ainsi, le 23 janvier 1926, la Grande-Duchesse Charlotte remit à Giorgetti le diplôme d'«Entrepreneur de la Cour».

On notera que de la famille GIORGETTI sont issus plusieurs entrepreneurs: un frère d'Achille, Giorgetti Antonio, fonda une entreprise de construction à Mondorf (actuellement gérée par son fils Samuele à Ettelbruck); un autre cousin, Giorgetti Eustachio, travaillera comme chef de chantier dans l'entreprise d'Achille de 1900-1937, date à laquelle il aura sa propre entreprise à Bettembourg (encore aujourd'hui en pleine expansion sous le nom d'«Eustache GIORGETTI et Fils»).

³⁵ La Patria, 26.1.1908.

³⁶ Titre de l'ouvrage: «XXV^e Anniversaire de la fondation de la Société Italienne de Secours Mutuel et de Bienfaisance de Luxembourg 1907-1932», Imprimerie Artistique S.A., Luxembourg 1932. Le texte est rédigé par Enrico Contardi-Rhodio, secrétaire général de «L'Académie Latinitatis Excolendae».

Il nous affirme dans la préface qu'il ne fait que citer des faits «objectifs», étant donné que son texte se base sur des «procès-verbaux d'assemblée, des statistiques, des listes, des articles de journaux, des lettres et divers documents».

³⁷ Les statuts cités dans l'ouvrage sont ceux revus en 1930 et approuvés par décret ministériel du 5 octobre 1932 (Mémorial 1932, p. 646).

Mais, on remarque qu'il y avait eu une simple adaptation des normes aux dispositions grand-ducales, sans modifications notables des statuts de 1908.

³⁸ La Patria, 11.1.1908.

³⁹ La Patria, 16.11.1913.

⁴⁰ La Patria, 17.1.1914.

⁴¹ La Patria, 14.6.1914.

⁴² La Patria, 14.6.1914.

⁴³ En avril 1918, le gouvernement luxembourgeois avait appris qu'un détachement d'officiers et de soldats austro-hongrois avait pénétré le territoire grand-ducal avec 140 à 180 prisonniers italiens, pour s'occuper de la construction de la nouvelle ligne ferroviaire d'Oetrange à Berchem. Le gouvernement luxembourgeois avait protesté, puisqu'il voyait dans ce fait «une violation flagrante de la neutralité du Grand-Duché» (cf. «Neutralité du Grand-Duché pendant la guerre de 1914-1918», op. cit. p. XIII et pp. 19-20).

CHAPITRE 3:

LES ITALIENS A ESCH-SUR-ALZETTE

Esch-sur-Alzette, la «capitale» du bassin minier, ne constituait qu'un petit bourg de 10 hectares et 225 maisons au début de XIX^e siècle¹.

Mais, à partir de 1870, l'exploitation de la «minette» et l'apparition des premiers hauts fourneaux² déclenchèrent un développement rapide. Esch-sur-Alzette devint progressivement une ville à haut pourcentage d'étrangers. Aux immigrés allemands se joignirent en peu de temps les immigrés italiens.

Nos premiers compatriotes arrivèrent déjà vers la fin du XIX^e siècle³. Le bureau de la population d'Esch-sur-Alzette et la commission permanente de statistiques⁴ nous fournissent les chiffres suivants:

Année	Pop. totale de la commune d'Esch	Italiens
1875	6 203	23
1880	6 101	45
1885	6 772	67
1890	6 871	110
1895	8 129	275
1900	11 097	1 572
1905	11 995	1 898
1910	16 537	3 323
1919	20 239	1 917

1. LES PREMIERES VAGUES D'ITALIENS A ESCH-SUR-ALZETTE

De quelles régions provenaient ces immigrés?

Dans un *premier temps*, ils venaient exclusivement du nord de l'Italie. Le bureau de la population d'Esch-sur-Alzette possède une «liste des habitants de la commune d'Esch-sur-Alzette dressée pendant les mois de novembre et décembre 1887 et modifiée ultérieurement selon les mouvements de la population»⁵. Cette liste contient les noms d'environ 347 Italiens (femmes et enfants compris) qui avaient résidé à Esch au cours de cette période.

Les personnes dont on a pu déterminer l'origine avec précision, provenaient des régions suivantes:

38 du Piémont, dont:

31 de la province de Turin (Aprato, Bosco, Bruera, Bergonso, Cresto, Caffaro, Ferrando, Vietti, Pellegrino, etc.);

5 de la province de Novare (Cravallo, Giannoni, Tapella, etc.);

1 de la province de Verceil;

1 de la province d'Alexandrie.

9 de la LOMBARDIE, dont:

6 de la province de Côme (Mattioli, Piatti, Tamborini, Zambra, etc.);

1 de Milan (Valtorta);

1 de la province de Varèse (Janoni);

1 de la province de Brescia.

60 des Trois VENETIES, dont:

34 de la province de Trente (Bertoldi, Bentivoglio, Casagrande, Lazzeri, Pedrin, Piccinini, Quoiato, Tavernaro, Zamboni, Zurlo, Zanin, Zambelli, Lebolo, etc.);

1 de la province de Merano;

2 de la province de Vérone (Mantovani);

2 de la province de Vicence (Losco, Zanconato);

1 de la province de Padoue (Mattiazzo);

1 de la province de Venise (Gazzoli);

16 de la province de Bellune (Chenet, Debon, Dalborgo, Mazzarol, Pierobon, Rech, Sommergal, Toffoli, Zolletti, etc.);

3 de la province d'Udine (Zille, Giacomelli).

4 de l'EMILIE, dont:

1 de la province de Plaisance (Bassi);

1 de la province de Bologne (Pirazzoli);

2 de la province de Forli (Ravaoli, Farabulini).

Seulement un quart des hommes avaient épousé une Italienne, deux quarts d'entre eux (tout spécialement les immigrés de la région de Trente, arrivés au Luxembourg après un séjour en Allemagne) étaient mariés à des Allemandes, le reste à des Françaises ou des Luxembourgeoises. En effet, nombreux étaient ceux qui avaient travaillé antérieurement en Allemagne et en France, où l'exploitation des mines de fer avait débuté plus tôt.

Presque la totalité des chefs de famille étaient employés dans les mines. On ne comptait qu'une vingtaine d'immigrés italiens travaillant dans l'agriculture ainsi que trois cordonniers, un fabricant de pâtes alimentaires (Pirazzoli Mario de Mor-dano - Bologne) et quatre «cabaretiers»: Cresto Giovanni, Muller Barbara, Lazzeri Carlo et Pellegrino Michele.

Dans un deuxième temps, vers la fin du XIX^e siècle, une nouvelle vague d'immigrants déferla sur la ville; ces hommes arrivaient du centre de l'Italie et en majorité de la province de Pérouse: de Gubbio, de Gualdo Tadino, de Sigillo, de Nocera Umbra, de Fossato di Vico, etc... Rares étaient les Italiens du Sud qui, en général, travaillaient dans l'agriculture.

2. LES CARACTERISTIQUES DE L'IMMIGRATION ITALIENNE A ESCH-SUR-ALZETTE

Une étude de Paul Didlinger⁶ consacrée à la ville d'Esch-sur-Alzette au cours des années 1900 à 1925, met en évidence des détails fort intéressants.

Le recensement de 1910 révéla que 3 320 Italiens habitaient à Esch. Or, ils étaient sûrement plus nombreux et représentaient 66,44% des étrangers.

La divergence des chiffres s'explique par le fait, qu'on ne tenait pas compte des saisonniers. Ainsi vers la fin de l'année, période où on procédait au recensement, nombreux Italiens – en particulier ceux qui étaient employés dans la construction – rentraient en Italie pour ne revenir qu'à la saison suivante.

Le nombre des immigrants (à l'exception des Français et des Belges) diminua visiblement au cours de l'année 1915 à cause de la guerre. Ainsi le taux des Italiens passa de 66,44% à 33,38%: la peur devant la guerre ou l'appel sous les drapeaux obligeaient les immigrants à abandonner la ville. Seuls restèrent ceux qui avaient leur famille au Grand-Duché ou qui étaient mariés à des Luxembourgeois.

En 1920, une fois la guerre terminée, les Italiens refluèrent vers le Grand-Duché.

Le nombre des hommes était nettement supérieur à celui des femmes qui ne représentaient que 3,01% en 1910, 16,97% en 1915 et 25,9% en 1920.

Ces données sont significatives. En 1910, année de conjoncture économique favorable, la main-d'œuvre était presque exclusivement masculine: célibataires ou hommes mariés, dont la famille résidait en Italie. Or, beaucoup d'hommes rentraient en Italie au cours de l'année 1915, et de ce fait le pourcentage des femmes augmenta considérablement jusqu'en 1920.

*L'immigration italienne était jeune*⁷. A Esch, alors qu'en moyenne la population âgée de 15 à 49 ans représentait environ 50% de la population totale, les étrangers de la même tranche d'âge représentaient 94,8% en 1910, 81,56% en 1915 et 74,78% en 1920 (la moyenne d'âge a certes été encore plus basse parmi les immigrants italiens).

Et voici d'autres détails. Les immigrants italiens d'Esch étaient très *instables*: les habitations souvent insalubres, le manque de famille, le souci de se déplacer constamment vers des lieux où on gagnait plus et les fréquentes crises économiques ne permettaient pas à la plupart des immigrants de s'enraciner à Esch. En général, 70% des étrangers restaient à Esch-sur-Alzette pendant moins d'un an; pour ce qui est des Italiens, 29,76% y restaient moins de 100 jours, 73,56% moins de 400 jours, 85,17% moins de 700 jours⁸.

La plus grande partie des Italiens ne séjournaient qu'une seule fois au Grand-Duché, plusieurs y revenaient parfois une deuxième et une troisième fois. Une partie de ceux qui abandonnaient Esch, rentraient en Italie (44,47%), d'autres restaient au Grand-Duché (27,93%) ou émigraient vers d'autres pays, comme l'Allemagne, la France et la Belgique⁹.

L'étude de Paul Didlinger fait aussi justice d'un préjugé très répandu sur la *criminalité* des Italiens à Esch. De nombreux clichés sont ainsi anéantis. En totalité, les condamnations pour infractions aux lois (propagande marxiste ou socialiste, vols, rixes, falsifications de documents et, rarement, homicides) prononcées contre des étrangers entre 1900 et 1925, ne concernaient que pour 28,41% des Italiens, tandis que les Allemands représentaient 55,68% des condamnés¹⁰.

En plus: en moyenne 1,35% des étrangers ont eu affaire à la justice luxembourgeoise¹¹, dont 0,76% d'Italiens (qui se placent donc au-dessous de la moyenne), 1,56% de Français et 2,10% d'Allemands (nettement au-dessus de la moyenne)¹².

Paul Didlinger attache un intérêt tout particulier aux *régions d'origine* des immigrants¹³. Sur les 3 150 Italiens qui ont résidé à Esch au cours des années 1900 à 1925, et dont on peut établir avec exactitude la provenance, 55,9% étaient originaires de l'Italie du Nord (Lombardie 653, Trois Vénéties 542, Piémont 319, Emilie-Romagne 236, Ligurie 10); 41,52% de l'Italie centrale (Ombrie 690, Marches 424,

Toscane 104, Abruzzes et Molise 72, Latium 18) et 2,6% de l'Italie du Sud (Calabre 22, Pouilles 19, Sardaigne 18, Campanie 15, Sicile 5, Basilicate 3).

Les provinces, d'où provenaient le plus grand nombre d'émigrants, étaient l'Ombrie (Pérouse 690); les Marches (Pesaro et Urbino 234, Ancône 113); la Lombardie (Bergame 228, Côme 192, Milan 97, Brescia 73); les Trois Vénéties (Udine 202, Bellune 91, Trévise 76, Vérone 66, Vicence 58, Padoue 36); le Piémont (Novare 192, Turin 82), l'Emilie-Romagne (Forlì 68, Bologne 46), les Abruzzes (Macerata 71, Aquila 58).

A remarquer que, pour l'Italie centrale, l'Ombrie venait en tête avec 22% des émigrants, tous originaires de la province de Pérouse. Quelques chiffres intéressants à cet égard: la petite ville de Gualdo Tadino (4 142 habitants en 1901) envoya 236 émigrants à Esch, Gubbio (5 673 habitants) 107, Nocera Umbra (5 467 habitants) 77, Foligno (9 511 habitants) 36, Assise (5 548 habitants) 30, Costacciaro 26, Fossato di Vico 24, Sigillo 21, Spello 18...

Quelle était la *profession* des Italiens à Esch-sur-Alzette? La majorité appartenait à la classe ouvrière, travaillant soit dans l'industrie du fer soit dans le bâtiment. Ce fait fut la raison essentielle de la grande instabilité des immigrés: les ouvriers non qualifiés des aciéries et des mines étaient les premiers à ressentir les effets négatifs des fréquentes crises économiques; les maçons et les manœuvres du bâtiment abandonnaient souvent le pays à l'arrivée de la saison hivernale.

Entre 1900 et 1925, 44,18% des Italiens d'Esch travaillaient dans *l'industrie du fer* (34,37% dans les aciéries, spécialement à la Aachner-Hütte, et 9,83% dans les mines, celles du Galgenberg), tandis que 51,23% travaillaient dans le bâtiment et 4,59% exerçaient d'autres activités (4 étaient employés au café Pagani, 2 au café Sabatino, 2 à l'Hôtel Cresto, etc...)¹⁴.

On peut aussi observer l'évolution de la profession des Italiens au cours des années¹⁵. En 1907, 6 265 Italiens étaient employés dans l'industrie du fer et représentaient 41,35% du total des travailleurs (les Luxembourgeois représentaient 40,15%) et 69,10% des étrangers: seulement 5 d'entre eux occupaient un poste d'employé et un seul exerçait une profession indépendante.

En 1913, à l'approche de la guerre, les Italiens employés dans l'industrie du fer n'étaient plus que 5 565 (29,03% des travailleurs et 48,56% des étrangers) et en 1922 il n'en restait plus que 1 393 (7,7% des travailleurs et 30,81% des étrangers).

3. LES QUARTIERS ITALIENS: LES CAFES, LES PENSIONS, LES RESTAURANTS, LES PETITS COMMERCES ET LES FETES

Les 5 220 adresses relevées par Paul Didlinger¹⁶ nous indiquent dans quelles rues les Italiens étaient les plus nombreux.

929 habitaient la rue du Brill (17,94% du total des immigrés), 723 la rue d'Audun (13,85%), 712 la rue de la Hoehl (13,64%), 582 la rue de Buren (probablement la rue des Boers d'aujourd'hui, 11,15%), 494 au bd Prince Henri (9,46%), 288 la rue Adolphe-Emile (5,52%), 169 la rue de Redange (aujourd'hui rue du Canal 3,24%), 275 la rue de l'Industrie (aujourd'hui rue Z. Bernard 5,28%), 88 la rue de l'Alzette, 77 la rue de Belvaux (ou Belval?), 76 la rue de Luxembourg, 66 la rue des Acacias, 61 la rue de Cologne, 41 la rue St Vincent, 37 la rue de Schiffflange, etc...

Seulement 4,07% des Italiens habitaient dans des baraques, casernes ou cantines (Casoli, Stolz, Capri, Simonelli, Maggiori).

On remarque, d'après cette liste, que les Italiens, comme tous les travailleurs, préféraient les quartiers périphériques, situés à proximité des aciéries et des mines. Pratiquement 80% des Italiens habitaient dans les quartiers du Brill et de la Frontière (Grenz).

Même au moment où la ville d'Esch se développa à la suite de l'expansion économique et que les sociétés minières construisirent des «colonies» pour leurs ouvriers, les Italiens ne quittèrent pas leurs rues, créant ainsi de véritables «quartiers italiens».

Monsieur Salvatore Tugini, ministre de la Haye, décrivait, dans un rapport daté de 1902, les conditions de vie de la colonie italienne d'Esch-sur-Alzette, qu'il avait visitée ensemble avec le consul Joseph Weber:

«Dans un quartier qui se trouvait dans d'excellentes conditions de salubrité, j'ai rencontré un jour de fête de nombreux ouvriers italiens, qui y habitaient, qui s'y promenaient ou qui y étaient réunis dans les débits de boisson et dans les cafés, également gérés par les Italiens. Tous ces hommes avaient l'air prospère et propre et en majorité ils étaient jeunes et sans famille. En général leurs conditions économiques sont satisfaisantes et il paraît que pour le moment il n'y a pas à redouter des crises comme celle d'il y a deux ans, tout spécialement s'il ne s'y produira aucune augmentation soudaine de l'immigration¹⁷.»

D'autres témoignages de cette même époque diffèrent cependant radicalement de l'opinion positive du ministre italien, tout spécialement en ce qui concerne la salubrité des quartiers italiens.

C'est le cas du livre de J.-P. Manternach, publié en 1907, qui nous fait visiter ce secteur sud de la Ville d'Esch, regorgeant de familles ouvrières et de petits commerces¹⁸. Il s'agit en effet des «quartiers italiens», entourant les fabriques et les mines: les quartiers Frontière, Brill et Hoehl.

«Nous avons rejoint la rue d'Audun et nous quittons le centre pour arriver au sud de la ville. Une longue file de constructions modernes, sur le côté droit, relie les deux quartiers. A notre gauche, au-delà du chemin de fer, s'alignent à partir du «Weynandtschhof» (ferme Weynandt) de jolies maisons d'ouvriers dans le «Diesweg».

Toutes ces maisons, à l'exception de la ferme et du bâtiment agricole, ont été construites en 1900 (...).

Nous nous rapprochons du quartier Frontière. Quand on pense, qu'à la fin des années soixante seulement les maisons Berg et Origer occupaient la partie sud, on peut se faire une idée de la façon rapide dont le sud s'est développé. A la droite de la rue Principale, se trouve la rue du Brill. Elle est habitée, en majorité, par des ouvriers et se distingue par sa saleté et sa mauvaise odeur. Les écriteaux sur les magasins nous indiquent qu'il s'agit d'une population italienne. Sur le trottoir et dans la rue, jouent des enfants sales; des femmes aux cheveux noirs et désordonnés, portant de larges vêtements, sont accoudées aux fenêtres.

Des hommes se trouvent blottis devant les portes d'entrée. Ils portent de vieux pantalons très larges et serrés à la taille par des ceintures rouges. Des fenêtres, on peut entendre des voix sourdes: «due, tre, sei... etc.» Il s'agit là du jeu italien bien connu: la Morra, souvent appelé «diavolo maledetto» (diable maudit).

La rue du Brill se termine par une pelouse marécageuse appelée «Brill», qui sera, à ce qu'il paraît, transformée bientôt en places à bâtir.

Déjà aujourd'hui de splendides maisons ont été construites du côté de la nouvelle école. Pourtant on ne peut prétendre cela de l'Eglise Italienne, qui se trouve dans le Prince Henri. On peut, tout au plus, la considérer comme une construction correspondant aux conceptions élémentaires de l'esthétique.

Etant donné que l'arrivée du train nous bloque la voie du chemin de fer Prince Henri, nous suivons un petit chemin pour atteindre l'autre côté. A quelques exceptions près, toutes les maisons de la frontière se ressemblent. Aux rez-de-chaussées se trouvent des commerces et le reste de la maison sert d'habitation.

Nous quittons la rue pour rejoindre le quartier des ouvriers de la «Hoehl».

Au cours des années 1888-1896, beaucoup de personnes sont venues s'installer à la «Hoehl». Il s'agissait d'une population hétérogène, les disputes et les discussions étaient à l'ordre du jour, et c'est la raison pour laquelle, cette zone ne jouit pas d'une très bonne renommée. Pourtant, depuis, les conditions se sont nettement améliorées et celui qui se promène dans ce quartier, peut sans crainte pénétrer dans les cafés. Naturellement, comme jadis, des motifs de disputes existent encore, et comme partout l'intempérance et la jalousie en particulier touche les ouvriers comme les bourgeois, qui blessés dans leur honneur ou trahis par quelqu'un, se laissent emporter par leur colère et par des actes brutaux. A la fin de la journée, ou pendant les jours de fête, les sons des violons et des harmonicas, s'échappent des différents cafés. De jolies filles, aux yeux noirs et vêtues d'habits colorés, dansent dans les cafés et si quelqu'un ose s'approcher d'elles, un gros coup de poing le fait bondir en arrière.

Nous nous éloignons des habitations de la «Hoehl» et nous nous dirigeons vers les industries. A notre gauche se trouvent les bâtiments de la société minière du Galgenberg, fondée en 1877 par la firme Mineur et Debatty. Elle est dirigée par H. F. Mineur et emploie 280 à 300 ouvriers. Cent wagons de minerai sont extraits chaque jour par ces travailleurs.

En passant sur la digue, on arrive à l'industrie de Burbach. Cette usine, dirigée par Mons. H. H. Mueller-Tesch, a été la première dans la «Hoehl» à extraire du minerai. En continuant, nous passons dans la zone appelée «Eisenkaul» (trou de fer). Ce nom provient du fait que de grosses pierres rouges sont répandues un peu partout ici. Nous nous arrêtons devant la galerie très profonde à l'entrée de laquelle est accroché un panneau noir à inscription blanche. Des mineurs sortent de la mine pour laisser entrer une nouvelle équipe. Dans cette partie de la «Hoehl» se trouvent les entrées des différentes usines.

L'Usine de Burbach produit 80 wagons de minerai par jour en employant 250 ouvriers. La société des Mines d'Esch, dont la firme Metz et Cie et la Providence possèdent chacune la moitié des parts, occupe 100 ouvriers. L'association de la «Gleicht», qui se trouve comme la précédente sous la direction de M. Frank, extrait quotidiennement 40 à 50 wagons. En 1881 la société luxembourgeoise des hauts fourneaux ouvrit sa première mine dans le «Heintzenberg» (montagne de Heintz). Aujourd'hui elle possède des gisements miniers très importants. Des câbles électriques mènent jusqu'à l'intérieur de la montagne.

Après avoir traversé le côté gauche de la vallée, nous arrivons au «Heintzenberg». De l'autre côté se trouve le «Ellergrund». Toute cette vallée est caractérisée par un sol très tordu suite aux creusements faits dans la montagne et, pour éviter de tomber dans quelque crevasse, il est utile de connaître l'endroit.

Le côté de l'«Ellergrendchen» offre une vue toute différente par rapport à la végétation et à l'industrie. Au-dessus de nos têtes, sur les funiculaires de Differdange-Rumelange, roulent les chariots qui vont jusqu'à l'entrée des mines Ch. & J. Collart. Les travaux sont dirigés par A. Koch et ont débuté en 1887. Dans ces mines

120 ouvriers produisent chaque jour 50 à 60 tonnes de minerai. Cette centrale a été terminée en 1900. De jolies maisons, entourant ces usines, semblent avoir été peintes par un artiste... »

Et J. P. Schuster¹⁹ nous offre une description pittoresque de la vie, des us et des coutumes des Italiens de ce temps. Ils avaient transplanté à Esch une véritable «petite Italie»: vêtements colorés, visages hâlés, des gens parlant à grands gestes, toujours prêts à s'engager dans de grandes discussions et tout aussi faciles à irriter, organisant de grandes fêtes populaires lors de mariages et de baptêmes.

Leur cuisine aussi, basée sur les pâtes, la polenta, la sauce tomate, le fromage et le bon vin rouge, se distinguait fortement de la cuisine locale.

Nombreuses étaient les réjouissances, au cours desquelles les accordéons, les violons, les guitares et les clarinettes invitaient à la danse. Les jeux des Italiens étaient le plus souvent inconnus au Grand-Duché. Citons la pétanque qui envahit les cours des cafés, le fameux jeu de cartes «la scopa» qui occupait les tables des bistrotts, et tout particulièrement le jeu de la «morra». Même le «petit théâtre» était toujours au rendez-vous, mettant en scène son «Giuppino».

L'animation des «quartiers italiens» était due surtout aux *cafés et aux commerces*, qui furent le plus souvent ouverts par les immigrés eux-mêmes.

Les premiers à s'installer dans ces quartiers au début du siècle²⁰ furent l'entrepreneur de bâtiment Lazzari V., le vitrier Molla H., les épiciers Uloté Olivo, Ribocca, U Laurini Costanzo et les nombreux gérants des cafés-pensions: Aiassa J. P., Alcadre J., Arnodo P., Chemelli A., Cresto Jean, Dalmazzo F., Guiducci A., Lazzeri Jakob, Lazzeri V., Marabese Jakob (de Masi-Padoue), Martellotto Tommaso, Olivo Mosé, Sabatini P., Saibene, Vannucchi M.

A ces derniers se joignirent²¹ les épiciers Mancini et Moriconi G., les gérants du café Genario et le médecin-dentiste Aprato Antonio.

Observons de plus près les rues de cette «petite Italie». La *rue du Brill* était la plus animée.

Au n° 8 se trouvait le *café Marianna*, géré par la famille Francisco (de Fiorano Canavese—Turin) et ensuite par leur fille Marianna, qui en 1908 épousa Serughetti Francesco de Bolgare (Bergame). Ce local était un des meilleurs et des plus fréquentés, il ouvrait à 7 heures du matin et ne fermait que tard dans la nuit. Au n° 16 était situé la *Pension Piccioni* (de Fossato di Vico — Pérouse), qui par la suite fut transférée dans la rue des Boers, puis dans la rue d'Audun; mais en 1919, à nouveau au n° 16, le fils de Guido Piccioni inaugura le *Café de l'Union*. Au n° 13 fut établi, en 1908, le *Consumo italiano* d'Antonio Perillo (de Melfi, Potenza): on y vendait des tissus et des produits alimentaires. En 1912, il fut transféré au 44, rue Dicks. Au n° 39 existait depuis 1906, le *café Passeri Luigi* (de Sigillo, Pérouse), fréquenté surtout par les Italiens de la province de Gubbio: il logeait à un moment donné 100 pensionnaires. Au n° 41 on trouvait à partir de 1910, le *Café Triches-Remedi* (de Meano—Bellune), qui en 1917 fut repris par le beau-frère sous le nom de *Café Pacifici*.

Après la Première Guerre mondiale, d'autres commerçants vinrent s'établir dans la rue du Brill; on assista aussi à l'ouverture du *café-épicerie Luigi Moriconi*, au n° 52, de l'*épicerie Milani Emilio*, au n° 46, du *café Fratini Gaetano* au n° 11, du commerce de *Scavino Giuseppe* au n° 42 et du salon de coiffure *Chenelli Pietro*.

Quant au *café Jakob Marabese*, il était situé déjà à partir de 1904 au coin rue du Brill — rue d'Audun. Plus tard il fut repris par Lazzeri-Marabese.

Dans la proche *avenue de la Gare* (aujourd'hui bd J. F. Kennedy), face à la gare, s'élevait un immeuble des plus renommés de la ville: l'*Hôtel Cresto-Backes*, appelé par la suite Grand-Hôtel Jean Cresto ou Hôtel des Voyageurs, appartenant

à Giovanni Cresto, originaire de Turin (ce local devint en 1927 le siège de la Maison du Peuple).

Quelques pas plus loin se trouvait depuis 1906 le café-restaurant *Caffaro-Klees*. Au cours de cette même année, le médecin-dentiste *Antonio Aprato*, de Fiorano Canavese (Turin), ouvrit un cabinet place Norbert Metz.

Le riche commerçant *Olivo Mosé* (de Paderno del Grappa-Trévisé), propriétaire de la *Pension de Famille* au n° 1 de la rue des Boers, s'était fait construire une luxueuse maison style «art nouveau» (aujourd'hui maison Meder) au coin de la rue des Boers.

Le *bd Prince Henri* avait lui aussi ses lieux de rencontre pour les Italiens: au coin *bd Prince Henri* – rue des Boers le *Café Sabatini Enrico* et, au n° 5, le *Café et Magasin italien Sabatini Pasquale* (les deux frères étaient originaires de Fossato di Vico-Pérouse); au n° 37, à partir de 1907, le *commerce de marbre* de *Pietro D'Ambros* (de Seren del Grappa, Bellune), puis au n° 39, l'*épicerie de Ruvertonio Elvira*, épouse de *Moia Egidio*, ainsi que, à partir de 1911, l'*épicerie* de *Gregorio Poveromo* (de Chiserna, Pesaro) au n° 7, rue Stalingrad.

La *rue d'Audun* était également très fréquentée par les Italiens.

Bernabei Antonio de *Gualdo Tadino* (Pérouse) y gérait déjà depuis le début du siècle, avec l'aide de sa femme, un café au n° 9 (aujourd'hui café Conti); le couple logeait aussi des pensionnaires. Quand en 1917, *Bernabei* finit la construction de son nouveau *Café Bernabei* au n° 10 de la même rue, son ancien commerce fut repris par un de ses amis et connu désormais sous le nom de *Café Fossati Antonio* (de Castelletto Ticino, Novare). A côté du café une boucherie chevaline était gérée par son frère, qui avait déjà travaillé auparavant dans une boucherie dans la *Hoehl*.

De 1910 à 1915, *Minella Carlo* (lui aussi de Castelletto Ticino) était propriétaire d'un restaurant rue d'Audun, face au n° 15, où *Bernardo Arnodo* (de Traversella, Turin), ouvrit en 1913 le célèbre *Café Bernardo*. Après avoir géré une pension dans la *Hoehl*, *Valentini Andrea* (de Gualdo Tadino, Pérouse) inaugura en 1915, le *Café Valentini* (actuellement restaurant Mimmo), au 29, rue d'Audun. Au n° 76 était situé, depuis 1906, le fameux café *Stephan Cresto*, puis *Cresto-Lacaff*, siège de la fanfare *Giuseppe Verdi* et au n° 78, un autre Italien de *Verolengo* (Turin) avait ouvert le *Café Nigra Giovanni*.



Esch-sur-Alzette. Marianna Francisco, qui donna le nom au renommé «Café Marianna» dans la rue du Brill.



Esch-sur-Alzette, 22 mai 1915. Andrea Valentini et sa femme Maria Valentini-Viventi, originaires de Gualdo Tadino (Pérouse). De 1905 à 1936 ils furent cabaretiers au café-restaurant de l'Usine (rue d'Audun).



Esch-sur-Alzette, vers 1914. Giovannino Martellotto dans le magasin de ses parents, «Consumo Italiano», à la Hoehl.

Au n° 82, rue Adolphe Emile (aujourd'hui rue Stalingrad) on trouvait le commerce de Vezzani Henriette, fille d'Ugo Vezzani.

Le premier café de la rue de la *Hoehl* fut inauguré au n° 30 en 1894.

C'était le *Café Lazzeri Giacomo* (d'Ischia, Trente); en 1902 apparurent dans la même rue, d'abord au n° 26 le *Consumo italiano Th. Martellotto*, aujourd'hui connu sous le nom de café Cauria (Martellotto était originaire de Paesana-Cuneo). Puis, au n° 78, le *Café Malano Carlo* (de Borgiallo – Turin). Au n° 9 se trouvait un restaurant italien, le *Restaurant Saibene*.

Tous les locaux italiens organisaient des bals, des concerts et différents spectacles, spécialement pendant le carnaval, lors des kermesses, à Pâques, à la Ste-Barbe ou à la St-Sylvestre.

En parcourant les annonces publicitaires parues dans l'hebdomadaire «Der arme Teufel», on peut constater que de grands noms du spectacle avaient donné des représentations à Esch-sur-Alzette dans le local de l'*Hôtel Cresto*. Différents artistes s'étaient produits au début du siècle et notamment: en 1905 le groupe théâtral «Famiglia Servos» de Sarrebruck et le duo comique «Les Gerolamas»; en 1906, au cours des fêtes de fin d'année, la troupe lyrique et théâtrale «Sextett»; pour le carnaval, le trio «Alexia Sartou», accompagné d'acrobates et de jongleurs; au mois de juin fut donné un grand concert international avec la participation de l'ensemble «La Fleur du Littoral». L'ensemble, placé sous la direction du premier violon J. Anfosso, était formé par Murani (ténor), Paola (soprano), Cristoni (baryton) et E. Porto (pianiste au conservatoire de Naples). L'*Hôtel Cresto* proposait en outre: pour la Ste-Barbe, un grand concert international; au mois de mai 1907 un concert militaire; en août un groupe international d'artistes dirigés par Vincenzo Cristoni; du théâtre et des concerts encore en mars 1908; lors des kermesses de juin et de décembre ce fut le tour de la *Aachner-Hütte-Kapelle*; à nouveau de la musique au mois de février 1909 et pour Pâques un grand concert symphonique sous la direction de Jean André; en 1910, un grand concert donné par le X^e régiment de ligne belge.

Au cours des années suivantes diverses troupes internationales se produisent à tour de rôle: la «Parisiana» avec les virtuoses Angelo Rossi et Genoveffa Botazzi (1911); on organisa même des concerts et des bals pendant les années de guerre.

A partir de 1906, la danse est à l'honneur et, en 1908, la société «La Fraternelle» se produit au cours de soirées musicales et théâtrales, ceci jusqu'à l'après-guerre.

Des soirées de bals étaient aussi organisées depuis 1904 aux *Cafés Bernardo et Jakob Marabese*; à partir de 1906 au *Café Caffaro-Klees* et, depuis 1908, au *Café Giovanni Nigra*.

Certains cafés, comme on aura l'occasion de le voir avaient leurs propres orchestres, constitués soit par des privés, soit des membres des grands «corps musicaux».

4. ENTREPRENEURS, COMMERÇANTS, COUTURIERS ET AUTRES FAMILLES

Outre les Italiens, dont on a déjà parlé, on trouve à Esch-sur-Alzette, dès le début du XX^e siècle, de nombreuses familles prospérant par la suite dans les secteurs de la construction, des arts et de diverses industries.

Puisque leurs noms seront souvent cités dans l'histoire de la communauté italienne, nous les énoncerons ci-après:

Ainsi, la première *fabrique de pâtes alimentaires* du Grand-Duché fut inaugurée en 1910 par un Italien originaire de Fabriano: Gatti. Il ouvrit sa petite industrie rue St-Vincent, puis la transféra dans la rue du Canal. Elle sera achetée en 1922 par la famille Crescentini²².

Le commerce *de fruits et légumes* entrepris par la famille *Poggi* florissait également. Le fondateur de la maison, *Alfredo Poggi*, naquit en 1888 à Borgo Tossignano (Bologne) et après un séjour en Autriche, il s'établit à Audun-le-Tiche, où, en 1912, il ouvrit un petit commerce de fruits et légumes. En 1914 il le transféra à Esch-sur-Alzette. Les débuts furent difficiles: pour vendre il fallait parcourir la

ville avec un chariot tiré par un cheval. Mais, au cours des années, l'entreprise Poggi s'établit solidement au Grand-Duché.

Nombreux sont aussi les entrepreneurs en bâtiment. Un des premiers fut Crolla, originaire d'Oleggio (Novare).

A noter également l'entreprise de *Bonaria Aurelio*, originaire d'Orino (Varèse), qui s'établit à Esch-sur-Alzette en 1904. Son entreprise, qui employait une vingtaine d'ouvriers, contribua depuis 1913 à la transformation de la ville. Il compte aussi parmi les animateurs les plus actifs de la société musicale «Verdi».

Moia Marco, lui aussi originaire d'Orino (Varèse), s'était établi à Dudelange en 1896. Il se fixait à Esch-sur-Alzette en 1903. Au début il travaillait comme simple maçon, puis, progressivement, il devint ouvrier en chef et maître maçon. A partir de 1920 il fut entrepreneur dans l'entreprise Moia-Papa-Crolla et ouvrit sa propre entreprise en 1922. Il participa activement à la vie de la communauté italienne et donna un grand élan à l'entreprise du bâtiment.

Zambelli Massimo, né en 1893 à Rocca Bianca (Parme) vivait à Esch depuis 1900; sa vie durant il travailla dans le bâtiment, et en 1925 il créa sa propre entreprise, qui connut un développement considérable au cours des années.

On rappellera aussi les entreprises *Bregoli*, *Casali*, *Lazzari* et celle de *Caffaro Antonio*, originaire de Fiorano Canavese (Turin), qui depuis 1913 louait aux privés son rouleau compresseur et qui fonda plus tard sa propre entreprise de constructions.

Une autre famille, qui joua un rôle capital dans l'histoire des Italiens à Esch-sur-Alzette, est celle des *Sabatini*. Ils étaient quatre frères, originaires de Fossato di Vico (Pérouse) qui arrivèrent au Grand-Duché vers la fin du XIX^e et le début du XX^e siècle²³. On se souviendra tout particulièrement de deux d'entre eux: *Sabatini Pasquale* qui gérait le café Sabatini au n° 5, bd Prince Henri. Il a été vendu à l'Oeuvre Bonomelli en 1923, et aujourd'hui encore la Mission Catholique Italienne a son siège en cette adresse.

Pasquale avait trois enfants: Eleonora, qui épousa Schuster, l'historiographe de la collectivité italienne; puis Sofia, qui épousa Schockmel, directeur de la chorale de la Mission Italienne au cours de l'après-guerre et président des «Amitiés Italo-Luxembourgeoises», et un fils, Adriano.

Le deuxième frère, *Sabatini Enrico*, gérait le café près de l'actuel «Café Riganelli» (coin bd Prince Henri – rue des Boers)²⁴. Parmi ses quatre enfants, le plus connu est *Sabatini Aurelio* (né à Esch le 20 juillet 1909), qui participera à toutes les activités théâtrales organisées par l'Oeuvre Bonomelli et la Mission Catholique Italienne, mais c'est en tant que sculpteur qu'il devint célèbre.

Ses nombreuses œuvres sont exposées encore aujourd'hui partout au Grand-Duché et en Italie: la Vierge de Fatima à Wiltz, la Vierge de l'Abbaye à Clervaux, la Via Crucis d'Ettelbruck, les sculptures de la cathédrale de Luxembourg, de l'église de Remerschen, du Sacré-Cœur d'Esch, de la Mission Italienne... et la Vierge des émigrants au dôme de Bellune.

Dans le secteur de la *confection*, le premier à s'installer à Esch fut *Bertinelli Sebastiano*. Né à Scheggia (Pérouse) en 1878, il était venu au Grand-Duché au cours de la première décennie du siècle et y avait ouvert un atelier de couture, qui employa jusqu'à une quinzaine de personnes et connut de vifs succès lors des expositions annuelles.

Armeni Alberico fut un autre couturier renommé. Il était né en 1886 à Leonessa (Rieti) et dès 1913 il eut son magasin rue de l'Industrie (aujourd'hui rue Zénon Bernard). Il déménagea au 4, rue du Brill en 1919. Il avait été précédé dans la même profession par son beau-frère *Senofonte Domenico*, né en 1884 à l'Aquila, qui avait ouvert un atelier de couture au 2, rue du Brill.



Esch-sur-Alzette, vers 1915. Des gens bien installés. Parmi eux il y a Domenico Senofonte (debout, 2^e à gauche), beau-frère d'Armeni: une famille de couturiers.

5. VIE SOCIALE ET RAPPORTS AVEC LA POPULATION LOCALE

Les moments de forte tension entre les Italiens et la population luxembourgeoise ou les immigrés d'autres nationalités, ne manquaient pas. Les querelles éclataient surtout les jours de paye, quand les cafés organisaient des fêtes et des bals: alors la jalousie poussait fréquemment les hommes à des actes de violence qui faisaient de nombreuses victimes, pour des motifs souvent aléatoires.

Déjà au cours des mois de février-mars 1897, le consul Weber signalait des rixes entre les Italiens et les Allemands à Esch²⁵. Un témoignage intéressant nous parvient du commandant du district, qui écrivait en 1905:

«Aujourd'hui la paye a eu lieu dans tous les établissements industriels d'Esch; les cabarettiers organisent à cette occasion toutes sortes de réjouissances, de manière que dans la soirée de demain des excès et des bagarres pourraient se produire, car les Italiens de Hussigny et de Villerupf passeront certainement leur soirée à Esch; il serait donc prudent d'y maintenir les renforts de la gendarmerie jusqu'à lundi matin²⁶.»

Les chroniques de cette époque nous signalent différents actes violents, dont on va citer les plus significatifs.

Dans un café d'Esch-sur-Alzette, au cours d'un bal, un Italien tira des coups de revolver sur un Belge pour des motifs insignifiants. La victime souffrit d'une lésion pulmonaire²⁷.

Du 18 au 20 juillet, on célébra la date où Esch-sur-Alzette fut proclamée «Ville». Un certain Riva, après avoir dansé toute la nuit, frappa à plusieurs coups de couteau l'Allemand François Ollinger. Ollinger mourut de ses blessures profondes au ventre, tandis que Riva et un de ses amis furent emprisonnés. «Les Italiens d'Esch – commente le journal «La Patria» – sont profondément indignés et ils réproouvent ces lâches qui, à cause de leurs actes vils, discréditent notre patrie et attirent la haine de la population qui nous accueille²⁸.»

A Esch-sur-Alzette encore, un Italien, père de famille, eut l'épaule transpercée par une longue alêne à matelasser. On craignit pour sa vie. Tout cela «à cause d'un bal et de la jalousie causée par les femmes allemandes, qui aveuglent continuellement nos frères²⁹. L'instigatrice du délit est justement une femme allemande; elle appartient à cette catégorie de femmes «malhonnêtes (...) qui parcourent les rues du Luxembourg pour attirer nos frères dans leurs filets. Elles prennent le bras de nos hommes, les embrassent scandaleusement, entrent dans les débits de bière et dans les bals où on dépense la sueur de tant de journées de travail; souvent elles transmettent des maladies infectieuses et nos concitoyens finissent en prison à cause d'elles.» Ce texte est signé Pirro Nagni³⁰.

Un autre fait divers défraya la chronique.

Le drame de Nazzareno Caroli de Spello, habitant à Esch-sur-Alzette et amoureux d'Orsola Rosati de Cantiano. Il faisait tout pour elle, qui, par contre, le trompait. Caroli lui lança de l'acide en pleine figure, afin qu'elle soit marquée à vie et qu'elle serve d'exemple à toutes les jeunes femmes dévergondées. Cependant Caroli fut emprisonné tandis qu'Orsola continuait à mener une vie légère³¹.

En 1910, des luttes beaucoup plus violentes éclatèrent entre immigrés de différentes nationalités. A ce moment commença en effet la construction de la nouvelle fabrique sidérurgique au bois Clair-Chêne. Le commissaire de police Nicolas Hermes écrit à ce propos:

«Ces travaux gigantesques attirent les ouvriers étrangers par milliers. Avec eux s'infiltrèrent des éléments de mœurs douteuses. Ils sont les auteurs d'une longue série de rixes meurtrières, homicides et assassinats. Il arrive fréquemment, à l'époque, que les corps de personnes abattues gisent sur la voie publique. La police repère les criminels un à un et élimine ainsi, petit à petit, par un travail continu et méticuleux, les asociaux de la population³².»

En réalité, la police réussissait rarement à arrêter les coupables et les violences se succédaient à vive allure.

L'hebdomadaire «La Patria» évoque une rixe entre trois Italiens et des Croates, qui éclata le dimanche 4 septembre au bois Clair-Chêne, où on construisait la nouvelle usine. Les Italiens furent gravement blessés, Ingegnoli Giuseppe reçut un coup de couteau dans le dos. L'ouvrier en chef Delladonna Italo réussit à rétablir une paix de courte durée. En effet, en passant devant les baraquements des Croates, il fut assailli par des hommes le menaçant avec des armes à feu et abattu à coups de couteau; un ouvrier qui était accouru pour le défendre fut blessé d'un coup de feu à la jambe³³.

Un autre crime particulièrement terrifiant fut commis à Esch au cours de ces années. Le jeune ouvrier Geraldini cohabitait avec une certaine Biscozzini. Il épousa la fille de cette dernière, âgée de 17 ans seulement. Ils habitaient tous les trois dans la même maison et les querelles familiales étaient fréquentes. Un jour Geraldini tua sa jeune femme d'un coup de poignard sur la tempe, avec la même arme il frappa à six reprises la mère de la jeune femme, la blessant gravement, puis il se suicida d'un coup de pistolet³⁴.

Plus étrange, mais tout aussi tragique, fut le sort d'un Italien aux prises avec la douane. En se rendant d'Esch-sur-Alzette à Villerupt, il avait mis une nouvelle paire de chaussures, pour laquelle les douaniers exigeaient les droits de douane. Une dispute s'en suivit et l'Italien fut entraîné à la

caserne. D'autres Italiens de Villerupt intervinrent, l'un d'eux blessa d'un coup de couteau un douanier, qui menaçait son prisonnier avec un bâton. Pris de panique, les douaniers commencèrent à tirer; ils firent deux morts; Crocetti Guido, 25 ans, de Fabriano et Linario Domenico, 27 ans, de l'Aquila. Les autres furent blessés gravement³⁵.

Nous avons cité ces faits, propres à chaque époque et à chaque pays, en tant que chronique. Il est cependant prouvé que les Italiens d'Esch étaient en général des hommes laborieux, tranquilles et honnêtes. D'autant plus que l'étude minutieuse de Paul Didlinger a démontré, des statistiques à l'appui, que le cliché d'une immigration italienne armée jusqu'aux dents et prête à tout moment à se servir de ses armes, était bien inexact.

En ce qui concerne la participation des Italiens d'Esch à la vie syndicale et politique, nous renvoyons nos lecteurs au chapitre I, où nous avons largement traité ces sujets.

6. J.-P. CLAUDE, ANIMATEUR DE LA COMMUNAUTE ITALIENNE

Jean-Pierre CLAUDE (1848-1930), fut élu secrétaire communal d'Esch en 1885. Il se distingua tout particulièrement en tant que protecteur des immigrés italiens, dont il apprit rapidement la langue.

« Bien avant l'existence du consulat d'Italie – écrit « La Patria »³⁶ – il était déjà conseiller, aide et guide de notre émigrant, auquel il a consacré sa culture, ses connaissances pratiques des lois et ses excellentes relations avec le gouvernement local. »

Le docteur Joseph Weber, nommé consul d'Italie (1893), le choisit comme « chancelier » pour le secteur d'Esch-sur-Alzette et le chargea des problèmes touchant le service militaire. Le nom de Jean-Pierre Claude était lié à presque toutes les

1904. Couverture de la brochure de Jean-Pierre Claude sur « Le mariage des Italiens ».



associations italiennes d'Esch, ainsi qu'au Secours Mutuel. Il était indubitablement le promoteur par excellence de la communauté italienne immigrée.

En 1904, J.-P. Claude publia un petit livre sur le mariage des Italiens³⁷, afin d'expliquer, aux officiers de l'état civil ainsi qu'aux secrétaires communaux, la législation italienne en matière de mariage³⁸: en particulier, il faisait noter que, d'après les lois italiennes, la femme luxembourgeoise qui épousait un Italien perdait automatiquement sa nationalité, sans pour autant acquérir la nationalité italienne de son époux et qu'elle était de ce fait considérée par la loi italienne comme une simple concubine.

L'importance de cet ouvrage se révéla surtout au cours des années suivantes. Les différends entre l'Italie et le Luxembourg furent réglés et les mariages entre ressortissants italiens et luxembourgeois devinrent de plus en plus fréquents.

Pour ses nombreux mérites, Jean-Pierre Claude fut nommé vice-consul d'Italie en 1914³⁹, titre qu'il conserva jusqu'à sa mort (1930).

7. LA SOCIETE ITALIENNE DE SECOURS MUTUEL

Dès le début du siècle diverses associations furent constituées par les Italiens d'Esch. La première fut la Société de Secours Mutuel⁴⁰, fondée en 1892. Le 7 mai 1893, son existence officielle fut proclamée par l'assemblée générale des associés, qui en approuva les statuts⁴¹ et les fit publier au Mémorial⁴².

La société avait été fondée grâce à l'initiative du conseiller communal J.-P. Claude. Elle servira de modèle aux autres Sociétés de Secours Mutuel, qui furent



Couverture des statuts de la «Société Italienne de Secours Mutuel d'Esch-sur-Alzette», fondée en 1893 (édition de 1927).

créées par la suite dans différents centres du Grand-Duché, et elle déploiera une intense activité d'assistance jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale.

Les statuts de 1893 indiquant les buts et le fonctionnement de la société étaient les suivants:

«Art. 1^{er}: Sa circonscription s'étend à tout le Grand-Duché de Luxembourg. Elle a pour but: 1. de payer aux sociétaires malades ou blessés une indemnité temporaire pendant leur incapacité de travail; 2. de contribuer aux frais de leurs funérailles.

Art. 5: Les membres effectifs sont admis, par le bureau, à la majorité des voix et au scrutin.
Pour être reçu en cette qualité, il faut être d'une conduite régulière et n'avoir point de maladie et d'infirmité cachée, ce dont il sera justifié par un certificat du médecin agréé de la société.

Art. 9: L'exclusion est prononcée au scrutin et sans discussion par l'assemblée générale, sur la proposition du conseil d'administration:
1. pour condamnation à une peine criminelle ou à un emprisonnement entachant la moralité ou l'honorabilité du sociétaire;
2. pour préjudice causé volontairement aux intérêts de la société;
3. pour conduite notoirement scandaleuse et déréglée.

Art. 12: La société est administrée par un conseil composé d'un président, d'un vice-président et de trois commissaires-administrateurs.
Leurs fonctions sont gratuites. Le consul de S.M. le Roi d'Italie à Luxembourg est de droit président d'honneur de la Société.

Art. 13: Les membres du conseil d'administration sont élus par l'assemblée générale, au scrutin et à la majorité absolue des suffrages, dans la réunion fixée par l'art. 22 pour la reddition des comptes. Ils sont choisis parmi les membres effectifs ou honoraires.
Le renouvellement des membres du conseil a lieu par moitié chaque année, outre le remplacement des membres décédés ou démissionnaires. Ceux qui sortiront la première fois seront désignés au sort. Les membres sortants sont rééligibles.

Art. 20: Le conseil d'administration est secondé par les visiteurs ou chefs de section, chargés de visiter les malades et de s'assurer de l'exécution des obligations de la société à leur égard. Les visiteurs sont choisis par le conseil.

Art. 22: La société se réunit périodiquement suivant les besoins du service. Outre ces réunions, il y a chaque année deux assemblées générales, spécialement consacrées aux redditions et vérification des comptes et à l'examen des questions intéressant la société; elles ont lieu respectivement dans le courant des mois de février et d'août de chaque année.

Art. 23: Les membres effectifs doivent, en entrant, après l'approbation des statuts, payer un droit d'admission fixé à cinq francs. Ce droit doit être acquitté endéans les trois mois au plus tard.

Art. 24: De plus, les membres effectifs s'engagent à payer une cotisation mensuelle de 1 fr 25, et à remplir les fonctions qui leur sont déléguées par le conseil ou par l'assemblée.

Art. 28: L'indemnité, en cas de maladie ou d'accident, est fixée à 1 fr 25 par jour¹³.

Art. 32: Aucun secours n'est dû pour les maladies causées par la débauche ou l'intempérance, ni pour les blessures reçues dans une rixe, lorsqu'il est prouvé que le sociétaire a été l'agresseur, ou pour les blessures reçues dans une émeute à laquelle il aurait pris une part volontaire, ou encore dans les cabarets.»

Le premier président du Secours Mutuel fut Alcadre Ignazio⁴⁴, ses successeurs seront Caffaro Antonio et Moia Marco; le premier trésorier fut Jean-Pierre Claude (ce poste fut assumé à partir de 1904 et pendant plusieurs années par Johan Cresto)⁴⁵; le premier secrétaire fut Dominique Claude, le frère de Jean-Pierre; Victor Crescentini occupa ce poste au cours des années '30.

Parmi les membres les plus actifs du début du siècle il faut citer Lise Giro (de Sospirolo – Bellune, résidant à Esch depuis 1905), D'Ambros Pietro (de Seren de Grappa – Bellune, à Esch depuis 1907), Bertinelli Sebastiano (de Scheggia – Pérouse, à Esch depuis 1911), Mosé Olivo et Crescentini Gioacchino.

Tous les renseignements sur l'activité de la Société de Secours Mutuel⁴⁶ nous la présentent comme extrêmement active dès les premières années de sa fondation.

Le dimanche 3 juin 1894 elle organisa une grande fête à l'occasion de la bénédiction de son drapeau. Tous les Italiens du Grand-Duché et de la proche Moselle y étaient conviés.

Ainsi plus de 2 000 personnes s'étaient rassemblées sur la place de l'Hôtel de Ville où se déroulait la cérémonie. La municipalité d'Esch avait suspendu des oriflammes aux couleurs luxembourgeoises sur le lieu de la réunion. A la gare d'Esch, où des milliers de personnes attendaient l'arrivée du comte De Sonnaz, ministre plénipotentiaire de la Haye, accompagné par le consul Weber, des drapeaux flottaient au vent.

Sur la place de l'Hôtel de Ville, le ministre fut accueilli par différents groupes arborant leurs drapeaux (la fanfare, le groupe des sportifs, les pompiers, les artisans et les mineurs) et par trois sociétés italiennes d'Esch-sur-Alzette: 500 membres du Secours Mutuel, 150 de la «Société des chasseurs alpins» (en béret bleu) et 60 de la «Société des Bersagliers» (en béret vert).



Esch-sur-Alzette, vers 1910. La «Société Italienne de Secours Mutuel». On y reconnaît Alcadre, Claude, Cresto, Bregoli.

La fanfare italienne entonna l'hymne national italien et une jeune fille offrit un bouquet de fleurs au ministre qui, au milieu des acclamations «Evviva l'Italia», salua le drapeau et le remit à Monsieur Magni. A ce moment les Italiens se regroupèrent autour du ministre, qui les incita à rester fidèles à la patrie et à accourir à son secours en cas de guerre (nouvelles ovations ponctuées par les cris d'«Evviva l'Italia»). La cérémonie s'acheva sur l'hymne national chanté par un chœur italien suivie par un défilé à travers les rues de la ville.

L'année suivante, nous retrouvons le Secours Mutuel en fête à l'occasion de son assemblée générale, le dimanche 28 juillet. Le programme prévoyait le matin une messe solennelle célébrée en langue italienne par l'abbé Nommesch de Luxembourg en l'église St-Joseph et, au cours de l'après-midi, une grande assemblée dans la salle de musique, rue Boltgen. Plus de mille personnes y participèrent, venues de toutes les villes du Grand-Duché, ainsi que de Thil, Villerupt et Audun-le-Tiche.

Le comte De Sonnaz devait participer lui-aussi à cette manifestation, mais il dut y renoncer, sa mère étant gravement malade⁴⁷.

En 1897, le jour de l'anniversaire du Grand-Duc, 150 Italiens participèrent au cortège à Luxembourg, arborant le drapeau du Secours Mutuel, et «méritant des mots d'éloge de la part de son Altesse Royale»⁴⁸.

Les renseignements sur les années suivantes ne sont que fragmentaires, mais suffisants pour indiquer que les membres du Secours Mutuel, portant uniforme et drapeau, étaient présents à toutes les manifestations, civiles et religieuses, organisées par la colonie italienne.

Elle participa, en 1904, à la procession du Corpus Domini d'Esch⁴⁹. En 1908 elle était présente lors de l'arrivée du cardinal Ferrari de Milan, qui rendit visite à la communauté italienne d'Esch⁵⁰. Le dimanche 28 novembre elle accueillit le nouveau consul général d'Italie, le marquis Soragna, qui était venu prendre contact avec ses concitoyens d'Esch: Jean-Pierre Claude ainsi que les notables de la colonie italienne, parmi lesquels Olivo Mosé, étaient présents à cette occasion; le Secours Mutuel était représenté par trois membres du comité: Alcadre, Moriconi et Giovanni Cresto⁵¹.

En 1911, le Secours Mutuel organisa la célébration du 50^e anniversaire de l'Unité de l'Italie. La fête eut lieu le dimanche 23 juillet. Douze Sociétés de Secours Mutuel y participèrent. Leurs membres étaient même arrivés de Lorraine avec leurs propres drapeaux. Ils défilèrent le long des rues de la ville précédés par trois fanfares. Le discours du nouveau consul général d'Italie, le chevalier Magenta, fut tout particulièrement applaudi. Par la suite les présidents de toutes les Sociétés présentes prirent la parole: Carnera et Vannucchi de Luxembourg, Ruscitti de Differdange, Vivarelli, Masi de Niederkorn, Barozzi de Dudelange, etc... L'hebdomadaire «La Patria» écrit: «On assista au spectacle réconfortant d'une masse d'ouvriers qui, oubliant pour un instant les compétitions de parti, célébraient à l'unisson la grandeur de la patrie réssuscitée»⁵².

L'assemblée générale de 1912 fut tenue le 11 février en la salle de Luigi Moriconi (7, bd Prince Henri). Elle était placée sous la présidence d'Ignazio Alcadre. Lors des élections pour le comité directeur furent élus: Ignazio Alcadre (président), Domenico Moia (vice-président), Giovanni Cresto (caissier), Luigi Moriconi (secrétaire), Guido Piccioni (vice-secrétaire) et les conseillers suivants: Luigi Passeri, Alessandro Guiducci, Pietro D'Ambros, Pasquale Sabatini, Achille Scala et Egidio Moia; les réviseurs de caisse étaient: Luigi Crolla, Delfino Rizzi, Giovanni Beccaro; le porte-drapeau: Giovanni Rosa; le vice-porte-drapeau: Antonio Gaudina⁵³.

Le 15 février 1914, l'assemblée annuelle fut tenue en présence du ministre Della Torre. Les membres de comité participèrent au banquet organisé à l'Hôtel Giovanni Cresto. Le secrétaire Moriconi remercia le ministre, en avouant que sa présence encourageait les Italiens «à contribuer au travail de la grandeur de la patrie». Le ministre, pour sa part, incita tous les concitoyens à la concorde «puisque à l'étranger ne doivent subsister d'autres partis que celui des Italiens laborieux qui honorent la patrie»⁵⁴.

8. LES SOCIÉTÉS SPORTIVES, LES FANFARES ET LES ACTIVITÉS CULTURELLES.

Nous avons déjà relevé qu'en 1894, les Italiens d'Esch-sur-Alzette avaient créé leur belle «*Société des chasseurs alpins*» (en béret bleu), qui comptait 150 membres, et la «*Société des Bersagliers*» (en béret vert), 60 membres.

Cette dernière réussit au fil des ans à obtenir un vif et durable succès et à réunir tous les amateurs du vélo. Une photo datant du 24 septembre 1916, nous présente, parmi beaucoup d'autres, Bertinelli Sebastiano, Lise Giro, Rosati Vincenzo, Campanella, Piccini, Bernabei, Cappelari Abele...

Le cyclisme avait non seulement du succès mais il produisait même de vrais champions. Lazzeri Carlo, fils du cafetier Giacomo, gagna le Tour de Luxembourg en 1904. La société sportive formait d'excellents cyclistes, parmi lesquels on comptait surtout Antonio Alcadre, fils cadet d'Ignazio, ainsi que Stefano Cresto et Lise Giro.

Les autres activités sportives n'étaient certes pas négligées. Stefano Cresto et Andrea Ricci faisaient partie d'une équipe de gymnastes. Lazzeri Paolo, oncle de Carlo, se laissait photographier en 1910 comme «le plus fort athlète de salon du monde». Nombreux étaient aussi les passionnés du football.

Mais les sociétés destinées à un avenir brillant étaient avant tout les fanfares.

Le premier orchestre italien d'Esch fut créé vers 1904⁵⁵. Il était dirigé par un homme originaire de Calabre: *Antonio Protetti*⁵⁶. Le commerçant Olivo Mosé,



Esch-sur-Alzette, vers 1904. Un des premiers groupes musicaux italiens.

membre du Secours Mutuel, en était probablement le président. Les répétitions avaient lieu chez Vannucchi, au 20, rue de la Hoehl. Les musiciens, qui avaient généralement appris à jouer pendant leur service militaire, provenaient d'un peu partout: d'Esch, mais aussi d'Audun-le-Tiche, de Villerupt et de Dudelange. On se souvient des noms de Ferruccio, Scala, Bonaria, Tamburini, Valloni, Ferri, Papa, Clivio Mario, Gigi, des frères Tonetti, Prati, Allamano et des membres du petit concerto du café Bernardo⁵⁷.

L'orchestre était placé sous le patronage du Secours Mutuel d'Esch, qui lui offrit une nouvelle batterie. Il devint très vite l'âme de la collectivité italienne. Mais il participait aussi aux manifestations civiles de la ville d'Esch, qui n'avait pas encore de fanfare. Il donna, par exemple, un concert qui connut un grand succès, en 1906, date à laquelle Esch fut proclamée «Ville».

Puis vinrent deux années de crise, dues à des discordes internes et à l'apparition de nouveaux orchestres.

En 1909, fut constituée «*La Garibaldina*», promue par un groupe d'Italiens originaires de la Romagne. Elle était composée en majorité par des élèves de Davide Tonetti⁵⁸ et connut des débuts plutôt difficiles.

Esch-sur-Alzette, 1910. La famille Tonetti. De gauche à droite: la mère Tonetti Zeffira, les enfants Cinzia et Millo et le père Tonetti Davide qui fut directeur du groupe musical «*La Garibaldina*» de 1909 à 1940.



Le président de «La Garibaldina» était A. Sangiani; R. Bartocci en était le secrétaire. Ils étaient secondés par Jean Cresto et J. Alcadre⁵⁹. Le 5 mai 1910, à l'occasion du premier anniversaire de sa fondation, la Garibaldina inaugura son drapeau par une fête et un dîner à l'Hôtel Cresto. Le 25 du même mois, elle donna un concert en la salle Moriconi.

Entretiens, les membres du premier orchestre italien décidaient de reconstituer un ensemble et en 1911 fut fondé officiellement le «*Corpo Musicale Giuseppe Verdi*». Les associés et fondateurs étaient Federico ANTINORI, Giovanni CAROCCI, Alessandro TAMBURINI, Aurelio BONARIA, Ignazio ALLAMANO, Achille SCALA, Mario CLIVIO, Giuseppe ADAMI, Stefano CRESTO, Ferdinando CRESTO et Luigi BERGAMELLI.

Pietro D'AMBROS fut le premier président et il assumait sa charge pendant une dizaine d'années. Le secrétaire était Giovanni CAROCCI, le caissier, Stefano CRESTO, le président d'honneur, Giovanni CRESTO junior, le maître-directeur, A. FIACCARINI, ex-caporal du groupe des Carabiniers de Rome⁶⁰.

Le nouvel orchestre organisa rapidement des concerts publics, gagnant la faveur du public et des journaux locaux. Le 2 septembre 1912, lors de l'inauguration des jardins publics d'Esch, le «Giuseppe Verdi» inaugura son drapeau: d'un côté figurait le buste de Giuseppe Verdi, de l'autre le drapeau tricolore italien surmonté d'une lyre. La marraine du drapeau fut Madame Angela BREGOLI.

L'année suivante, Fiaccarini retourna en Italie pour des motifs de santé et la direction de la fanfare fut reprise par Davide BULETTI. Il n'était pas un chef d'orchestre professionnel, mais il obtint d'excellents résultats et les concerts qu'il dirigeait étaient de «véritables événements».

L'orchestre «Giuseppe Verdi» était à l'apogée de sa gloire en 1913. Elle finit par surclasser la fanfare de la ville d'Esch. Mais la guerre de 1914, était également fatale pour la musique. La «Garibaldina» fut dissoute et certains de ses membres (A. Stradaroli⁶¹), A. Rossi, G. Simonelli) jouèrent désormais dans l'orchestre Verdi. Le maître Buletti décéda en janvier 1915. Il fut substitué par Roberto ALBIZZATI, premier clarinettiste de l'orchestre «Verdi». Benedetto PASSERI fut tué peu après par un soldat allemand; il fut l'unique victime de guerre italienne au Grand-Duché. L'ensemble musical «Verdi» continua ses répétitions, mais les concerts étaient suspendus.

Nous avons vu au chapitre I que ces orchestres participaient aux fêtes de la communauté, aux défilés du 1^{er} mai et aux différentes manifestations politiques et syndicales. Ils formaient déjà des ensembles musicaux engagés politiquement et ils le seront de façon beaucoup plus prononcée à partir des années '20.

Nous ne devons cependant pas oublier les petits orchestres, qui animaient les fêtes dans les rues et les cafés et qui avaient également un certain succès.

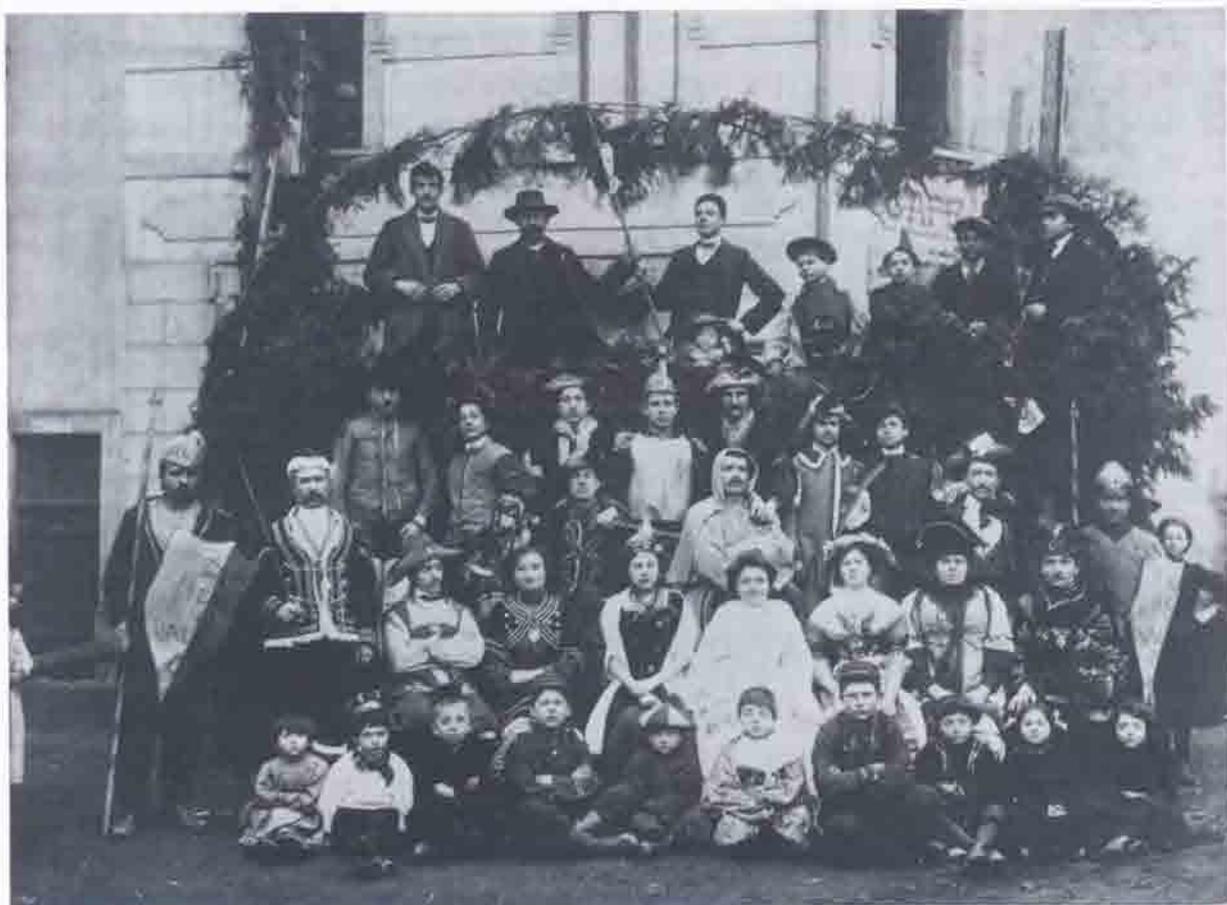
Ainsi *l'orchestre de la rue du Brill* était tout particulièrement apprécié. Il était formé par Cantarelli et Cacciabovi Domenico, tous deux originaires d'Ombrie. Mieux connu encore était *l'orchestre* du Café Negretti, constitué par Mario Clivio, Achille Scala, Federico Antinori, Aurelio Bonaria et Negretti lui-même.

Les groupes théâtraux développaient également une activité intense. Ils étaient formés par des amateurs. Une première «*Società Filodrammatica di Esch*», s'adressa au maire, le 23 novembre 1909, afin d'obtenir un «permis théâtral». La

requête était signée par le président Lise Giro, le secrétaire Rolando Giacomo et par d'autres comédiens tels: Valentinetti Domenico, Accorsi Noé, Deangelis Elia, Rossi Nazzareno, Allegrucci Adele et Rosario Giovanni⁶².

Plusieurs représentations étaient envisagées à Differdange, le 27 novembre, et à Esch en la salle Franck de la Hoehl, le samedi 18 décembre. En 1913, la compagnie théâtrale avait comme président Luigi Papa. Le 4 octobre, elle représentait, au café Bernabei Antonio, le drame en 6 actes «La causa celebre, ovvero La figlia accusatrice del padre».

Plus fervente encore était une autre compagnie, qui prit le nom «L'Amicale Filodrammatica Italiana». Elle avait son siège en la salle Moriconi, 7, bd Prince Henri. Le comité se composait d'Antonio Gherardi, président, Elia Deangelis vice-président, Ruggero Bartocci secrétaire, Luigi Moriconi, caissier, et Napoléon d'Este, directeur artistique.



Esch-sur-Alzette, vers 1910. La troupe de l'Union dramatique «Felice Cavallotti» au théâtre L. Moriconi (Moriconi est le deuxième à gauche).

Les statuts, déposés à la mairie d'Esch le 8 décembre, déclaraient que «le but de la société était:

1. D'unir l'utile à l'agréable avec des représentations théâtrales, des drames, des comédies etc... sans aucun but politique.
2. De maintenir l'exercice de la langue italienne soit pour les amateurs filodramatiques soit pour les ouvriers spectateurs.
3. De donner des fêtes de bienfaisance.
4. De payer à ses membres une indemnité, suivant les moyens du fonds de caisse, en cas de maladie».

Cette compagnie théâtrale prendra très vite le nom de «Teatro L. Moriconi» (7, bd Prince Henri). Le dimanche 3 septembre 1911 elle représenta «La leva militare», pièce dramatique à fond social en 3 actes de Pio Luigi Grazioli. Les acteurs amateurs étaient: U. Barbadori, A. Righi, L. Scalpelli, I. Moriconi, J. Roberti, Cacioppa, V. Cacioppa, G. Gionchetti, L. Barbadori, Deangelis, N. Aiorsi et C. Righi.

Enfin, le 10 décembre 1912, une nouvelle compagnie fut constituée sous le nom de «Società Fior Nascenti di Esch»; elle avait son siège au Café Diekirch. La société n'avait aucune «idéologie politique, en dehors de celle de la civilité et de l'instruction»⁶³. Le comité était constitué par le président Ruggero Bartocci, le secrétaire Tinferri Nazzareno, le caissier Baldieri Emilio et les conseillers Senofonte Domenico, Carratú Giuseppe, Dequati Roberto.

Au mois de janvier 1912, plusieurs socialistes d'Esch créèrent un hebdomadaire au nom retentissant: «La Parola dei Liberi» (la parole des gens libres). Ce journal, qui ne fut publié que jusqu'au mois d'avril de cette même année, laissa cependant des traces notables dans les rapports de la police locale. Une vive polémique l'opposa au bi-mensuel «Il Roccaccio» de Fossato di Vico⁶⁴.

Le responsable de «La Parola dei Liberi» était l'ouvrier syndicaliste Piedini Domenico⁶⁵ appartenant au parti anarchique-socialiste. Ses collaborateurs étaient en majorité des ressortissants de Gualdo Tadino.

Le premier numéro avait été édité à Esch et portait l'adresse: 65, rue d'Audun. Les numéros suivants furent édités en Suisse pour la simple raison que le directeur du journal, Ettore Bartolozzi résidait à Bâle⁶⁶. Orateur socialiste, Bartolozzi tint plusieurs conférences syndicales dans le bassin minier au cours de ces années (cf. chap. I).

L'hebdomadaire se définissait comme «périodique de propagande éducative». Or, le «Roccaccio» se demandait quelle sorte d'éducation il visait. L'anti-militarisme, l'amour libre, l'irréligiosité, le mépris de la patrie, les grèves inconsidérées?

Entretemps, la communauté italienne organisait aussi des rencontres culturelles. Certaines sont évoquées dans l'hebdomadaire «La Patria».

Le samedi 16 octobre 1909, en la grande salle du Café Marianna, le professeur Alessandro Constantino Zangiacomì, écrivain en sciences pédagogiques, tint une conférence dont le thème était: «Instruction et éducation, les deux éléments essentiels du progrès humain.» La rencontre se termina sur un poème d'Ugo Foscolo, «I Sepolcri»⁶⁷.

Le 21 octobre 1911, en la grande salle de l'Hôtel Cresto, le Cercle Symphonique d'Esch, dirigé par Rahut, offrit un grand concert composé exclusivement de morceaux de l'Oeuvre de Verdi. On joua des extraits du Trouvère, de la Traviata, de l'Aïda et du Rigoletto:

«Le public était représenté par la classe la plus élevée de la colonie italienne»⁶⁸.

Le samedi 22 novembre 1913, en la salle Hoferlin, eut lieu une soirée théâtrale offerte par la compagnie des lilliputiens, dirigée par le chef de musique, Dagna, de Hayange⁶⁹.

Déjà à cette date, se posait le problème de l'enseignement de la langue maternelle aux enfants des Italiens. En effet, ces enfants qui fréquentaient l'école luxembourgeoise risquaient d'oublier la langue maternelle. En 1914, fut promue une souscription, afin d'obtenir une école italienne supplémentaire. Cette demande restait probablement sans réponse, à cause des difficultés de la commission scolaire pour trouver des locaux appropriés et la mort de l'enseignant Plata de Rodange, qui devait assurer l'enseignement.

Du reste, la guerre désormais proche aurait suscité de bien plus graves problèmes, notamment la rapatriement soudain de nombreuses familles italiennes.

- ¹ Cf. *Le Livre du Cinquantenaire de la Ville d'Esch-sur-Alzette*, Imprimerie Coopérative, Esch-sur-Alzette, 1956, p. 291.
- ² Le premier haut fourneau fut construit par M. Brasseur en 1870. Quelques mois plus tard, M. Metz mit en marche celui de Differdange.
- ³ En 1886 les mines «Prince Henri» d'Esch licencièrent 36 ouvriers, dont 6 Italiens. Ael. Justice, 76/108-0041: lettre du commandant de la Force Armée de Luxembourg, 10.5.1886.
- ⁴ Publications de la commission permanente de statistiques du Grand-Duché de Luxembourg.
- ⁵ Une deuxième liste concernant les années 1883-1897 est incomplète; puisqu'elle ne comprend que les noms de A à K; mais elle confirme les données de la première liste.
- ⁶ DIDLINGER Paul, op. cit., pp. 54-63.
- ⁷ DIDLINGER Paul, op. cit., pp. 95 et suiv.
- ⁸ DIDLINGER Paul, op. cit., pp. 182-191.
- ⁹ DIDLINGER Paul, op. cit., p. 199.
- ¹⁰ DIDLINGER Paul, op. cit., p. 209.
- ¹¹ TRAUSCH G., article dans «Risorgimento», op. cit., p. 21, juge que les chiffres de Didlinger sont vraisemblablement trop optimistes; parce que calculés sur les éléments les plus stables de la population étrangère.
- ¹² DIDLINGER Paul, op. cit., p. 211; pour les détails voir chapitre I.
- ¹³ DIDLINGER Paul, op. cit., pp. 54-63.
- ¹⁴ DIDLINGER Paul, op. cit., pp. 153-157.
- ¹⁵ DIDLINGER Paul, op. cit., pp. 171-180.
- ¹⁶ DIDLINGER Paul, op. cit., pp. 120-125.
- ¹⁷ Cité par J. Weber dans l'article «Il Granducato di Lussemburgo e l'immigrazione italiana», op. cit., page 123.
- ¹⁸ MANTERNACH J.P., *Die Industriestadt Esch an der Alzette*, Ed. «Touring Club Luxembourgeois», Luxembourg 1907, pp. 21-25.
- ¹⁹ SCHUSTER J.P., «Die ersten Italiener in Esch an der Alzette und ihre Missionarische Betreuung», dans «Luxemburger Marienkalender 1968», Imprimerie St-Paul, Luxembourg 1968, pp. 63-65. Article traduit par le père Giovanni Bernardi et publié en italien dans l'hebdomadaire «L'Eco d'Italia», année 1968.
- ²⁰ «Luxemburger Handels-Adressbuch», Luxembourg 1904. Dans l'édition de 1900, on ne trouve aucun nom d'Italien à Esch-sur-Alzette.
- ²¹ «Luxemburger Handels-Adressbuch», Luxembourg 1907-1908.
- ²² CRESCENTINI Gioacchino et ses fils Massimo et Vittorio agrandirent la fabrique et développèrent le commerce. Les Crescentini sont originaires de Purello, dans la commune de Fossato di Vico (Pérouse) et sont arrivés au Grand-Duché vers la fin du XIX^e siècle. Les deux fils se séparèrent le 1^{er} janvier 1947: Vittorio ouvrit une nouvelle fabrique de pâtes alimentaires rue de Belvaux, Massimo reprit celle de la rue du Canal. En 1953, l'industrie de Massimo fut transformée en société collective sous le nom de «Max Crescentini et Cie». Son gendre Stoisa Rinaldo fit désormais partie de la société. Sa famille était originaire de Giaveno (Turin) et était venue au Luxembourg en 1928. Elle possédait une excellente entreprise en bâtiment, reprise plus tard par Zambelli.
- ²³ Les deux autres frères sont Sabatini Abele (mineur) et Sabatini Cesira qui épousera un Bregoli.
- ²⁴ Il le gardera jusqu'à sa mort (1935), puis il sera géré par son fils Tommaso. A un certain moment il sera considéré comme un café «fasciste», mais les antifascistes le fréquentaient volontiers.
- ²⁵ Asmae, 284: lettre de M. Weber au Mae, 6.3.1897.
- ²⁶ Ael. Justice, 76/125: lettre du commissaire du district au ministre d'Etat, 23.9.1905.
- ²⁷ La Patria, 7.2.1904.
- ²⁸ La Patria, 9.9.1906.
- ²⁹ La Patria, 3.3.1907.
- ³⁰ La Patria, 10.3.1907.
- ³¹ La Patria, 24.3.1907.
- ³² *Le Livre du Cinquantenaire de la Ville d'Esch*, op. cit., page 353.
- ³³ La Patria, 11.9.1910.
- ³⁴ La Patria, 27.8.1911.
- ³⁵ La Patria, 5.5.1912.
- ³⁶ La Patria, 10.5.1914.
- ³⁷ CLAUDE Jean-Pierre, *Le mariage des Italiens dans le Grand-Duché du Luxembourg*, Imprimerie St-Paul, Luxembourg 1904.
- ³⁸ Le 29 juin 1895, un accord avait été signé entre l'Italie et le Luxembourg. Il réglait l'échange des actes civils; cf. «Dichiarazione fra l'Italia e il Lussemburgo per lo scambio di atti civili», dans «Trattati e Convenzioni fra il Regno d'Italia e gli altri Stati» (Traité et Conventions entre le Règne d'Italie et les autres Etats) vol. XIV, Mae, Rome 1899 (Le document est signé par Eyschen et Gerbaix de Sonnaz).
- ³⁹ Exequatur du 10.6.1914 (Mémorial 1914, p. 737).
- ⁴⁰ Les Sociétés de Secours Mutuel, pour l'assistance réciproque en des circonstances déterminées, furent la première forme d'organisation ouvrière moderne. Elles surgirent vers la fin du XVIII^e siècle en Angleterre, en France et en Italie du Nord. Lors de l'unification du pays (1860), elles se répandirent sur toute l'Italie. Elles perdirent progressivement leur

fonction spécifique au moment de l'apparition de formes plus adaptées d'associations ouvrières (chambres du travail, fédérations du métier) et de systèmes de prévoyance plus efficaces promus directement par l'Etat.

- ⁴¹ La copie des statuts de 1893 se trouve aux archives de la Ville d'Esch-sur-Alzette.
- ⁴² Mémorial du Grand-Duché de Luxembourg, n° 46, 31 août 1893. Les statuts furent ajournés à plusieurs reprises en 1904 et en 1926.
- ⁴³ En 1896, la somme s'éleva à «1 F» par jour (Mémorial 1896, p. 698).
- ⁴⁴ Ignazio Alcadre naquit à Turin, le 17 décembre 1852. Il travailla au Grand-Duché comme ouvrier en chef et cabaretier; il épousa Langers Marguerite de Bourscheid, une Luxembourgeoise. Leur premier enfant, qui s'appela également Ignazio, fut probablement le premier italien né à Esch (10.2.1876).
- ⁴⁵ Le père Giovanni Cresto était né à Rocca di Corio (Turin) en 1836; arrivé au Luxembourg, il avait épousé Thill Anne de Manternach; leur premier enfant Jean Cresto fut probablement le premier Italien né au Grand-Duché.
- ⁴⁶ Archives départementales de Nancy, dossier 4 M 230, rapports n° 267 et 270 du commissaire spécial de police, gare de Longwy, 2 et 4 juin 1894.
- ⁴⁷ Archives départementales de Nancy, dossier 4 M 230, rapports du commissaire spécial de police du 27 juillet 1895 et de la gendarmerie de Villerupt du 29 juillet 1895.
- ⁴⁸ Asmae 284: lettres de la Légation d'Italie de la Haye au Mae, 29.7.1897 et 5.8.1897.
- ⁴⁹ La Patria, 12.6.1904.
- ⁵⁰ La Patria, 27.9.1908.
- ⁵¹ La Patria, 5.12.1909.
- ⁵² La Patria, 30.7.1911.
- ⁵³ «Il Roccaccio», bi-mensuel de Fossato di Vico, 18.2.1912.
- ⁵⁴ La Patria, 22.2.1914.
- ⁵⁵ Nous relevons ces informations d'un petit fascicule de 1927, qui porte le titre «Programme des concerts donnés le 24 et le 28 avril 1927 à l'occasion du XV^e Anniversaire du Corps musical G. Verdi», Esch-sur-Alzette, 1927. Le programme publie aussi un bref résumé sur les corps musicaux italiens d'Esch, par Giuseppe S. Carocci (associé et fondateur de la «Verdi», né à Sigillo en 1867, à Esch depuis 1905).
- ⁵⁶ Antonio Protetti, né le 2 juin 1841 à Monteleone de Calabre, était professeur de musique. Au cours des années 1904 et 1905, il résida soit à Esch soit à Villerupt. La police française le prenait pour un anarchiste.
- ⁵⁷ Scala Achille (1879-1924) de Castelponzone-Crémone, résidait à Esch-sur-Alzette depuis 1902.
- ⁵⁸ Bonaria Aurelio (1887-1978) d'Orino-Varèse, à Esch depuis 1905.
- ⁵⁹ Allamano Ignazio (1877-1944) de Viù-Turin, à Esch depuis 1898.
- ⁶⁰ Tonetti Davide, né le 3 avril 1880 à Mercatino di Perticara (Pesaro) avait immigré au Luxembourg lorsqu'il était encore très jeune; il s'était établi à Schifflange. Il dirigea «La Garibaldina» depuis sa fondation jusqu'à sa dissolution vers les années '40. Il eut six enfants, dont Cinzia, Nella, Josetta et Ernestina. Il mourut le 17 juillet 1948 à Perticara.
- ⁶¹ Archives de la Ville d'Esch-sur-Alzette, dossier n° 7.
- ⁶² On a parlé de certains de ces musiciens aux pages précédentes. Parmi les nouveaux on note: ANTINORI Federico, né en 1886 à San Severino (Macerata), cordonnier à Esch depuis 1904, CRESTO Stefano, né en 1882 à Thil, originaire de Rocca Canavese, à Esch depuis 1902 et BERGAMELLI Luigi, né en 1878 à Nembro (Bergame), à Esch depuis 1904.
- ⁶³ Arnaldo Stradaroli, né le 25 avril 1893 à Mercato Saraceno (Forlì), arrivé à Esch en 1907. Il habitait 24, rue de la Hoehl.
- ⁶⁴ Archives de la Ville d'Esch-sur-Alzette.
- ⁶⁵ Archives de la Ville d'Esch-sur-Alzette.
- ⁶⁶ «La Parola dei Liberi» envoya une lettre d'insulte au journal de Fossato di Vico qui répliqua vivement, en le qualifiant de «crasseux hebdomadaire italien», rempli de «sectarisme socialiste-anarchiste-anticlérical» («Il Roccaccio», 14.1.1912). «Il n'a ni patrie, ni foi, ni idéal; nous avons tout» («Il Roccaccio», 4.2.1912). Et enfin la nouvelle: «La parola dei Liberi» a cessé ses publications ne disposant plus d'argent mendé dans les débits de boisson» («Il Roccaccio», 7.4.1912).
- ⁶⁷ Piedini Domenico, né en 1884 à Modène, résidant à Esch, 30, rue Neuve.
- ⁶⁸ Ettore Bartolozzi, né le 27 mars 1887 à Pistoia, résidant à Bâle.
- ⁶⁹ La Patria, 17.10.1909.
- ⁷⁰ La Patria, 2.11.1913.
- ⁷¹ La Patria, 16.11.1913.

CHAPITRE 4:

LA VIE RELIGIEUSE DE LA COMMUNAUTE ITALIENNE AU GRAND-DUCHE: LA CARITAS DE FRIBOURG-EN-BRISGAU ET LA MISSION ITALIENNE-ŒUVRE BONOMELLI «POUR L'ASSISTANCE MORALE, SPIRITUELLE ET SOCIALE AUX EMIGRES ITALIENS»

Outre l'Eglise luxembourgeoise, la Caritas de Fribourg-en-Brigau (RFA), dirigée par l'énergique Mgr Werthmann, fut la première à prêter une assistance sociale et religieuse aux émigrés. Dès sa fondation en 1895, la Caritas avait institué un «Secrétariat ouvrier», qui s'occupait aussi des émigrés italiens résidant au Luxembourg.

Au mois de mai 1900, Mgr Werthmann fera également partie des membres fondateurs de l'Oeuvre Bonomelli, qu'il essayera de lier à la Caritas dans l'œuvre d'assistance au Grand-Duché de Luxembourg. Ce fait est mis en évidence par un appel du consul Weber (novembre 1900), conservé aux archives de la Caritas¹. Nous le citons intégralement:



Segretariato Italiano del popolo.

Si rende noto agli operai italiani che viene stabilito, per cura dell'Opera di assistenza degli operai italiani emigrati, un segretariato operaio italiano, nei centri industriali del Granducato di Lussemburgo.

A questo scopo, una persona di fiducia si troverà alla disposizione degli italiani:

- I) A LUSSEMBURGO, nel R. Consolato d'Italia, la prima Domenica d'ogni mese dalle 9 alle 11 di mattina;
- II) A ESCH-SUR-ALZETTE, la seconda e l'ultima Domenica di ogni mese, dalle 3 alle 5 di sera, nel Circolo cattolico dirimpetto alla Chiesa;
- III) A DUDELANGE, la terza Domenica di ogni mese, dalle 3 alle 5 di sera, nel Segretariato comunale;
- IV) A DIFFERDANGE, la quarta Domenica di ogni mese, dalle 3 alle 5 di sera, nel Segretariato comunale.

Lussemburgo, nel dicembre 1900.

Il R. Console,
W E B E R

Secrétariat italien du peuple

On communique aux travailleurs italiens qu'un secrétariat ouvrier italien a été créé dans les centres industriels du Grand-Duché de Luxembourg.

A cet effet une personne de confiance a été mise à disposition des Italiens:

- I) A LUXEMBOURG, au consulat d'Italie, le premier dimanche de chaque mois, de 9 à 11 heures du matin;
- II) A ESCH-SUR-ALZETTE, le deuxième et dernier dimanche du mois, de 15 à 17 heures, au cercle catholique en face de l'Eglise;
- III) A DUDELANGE, le troisième dimanche de chaque mois, de 15 à 17 heures, au Secrétariat communal;
- IV) A DIFFERDANGE, le quatrième dimanche du mois, de 15 à 17 heures, au Secrétariat communal.

Luxembourg, novembre 1900

Le Consul Royal
WEBER

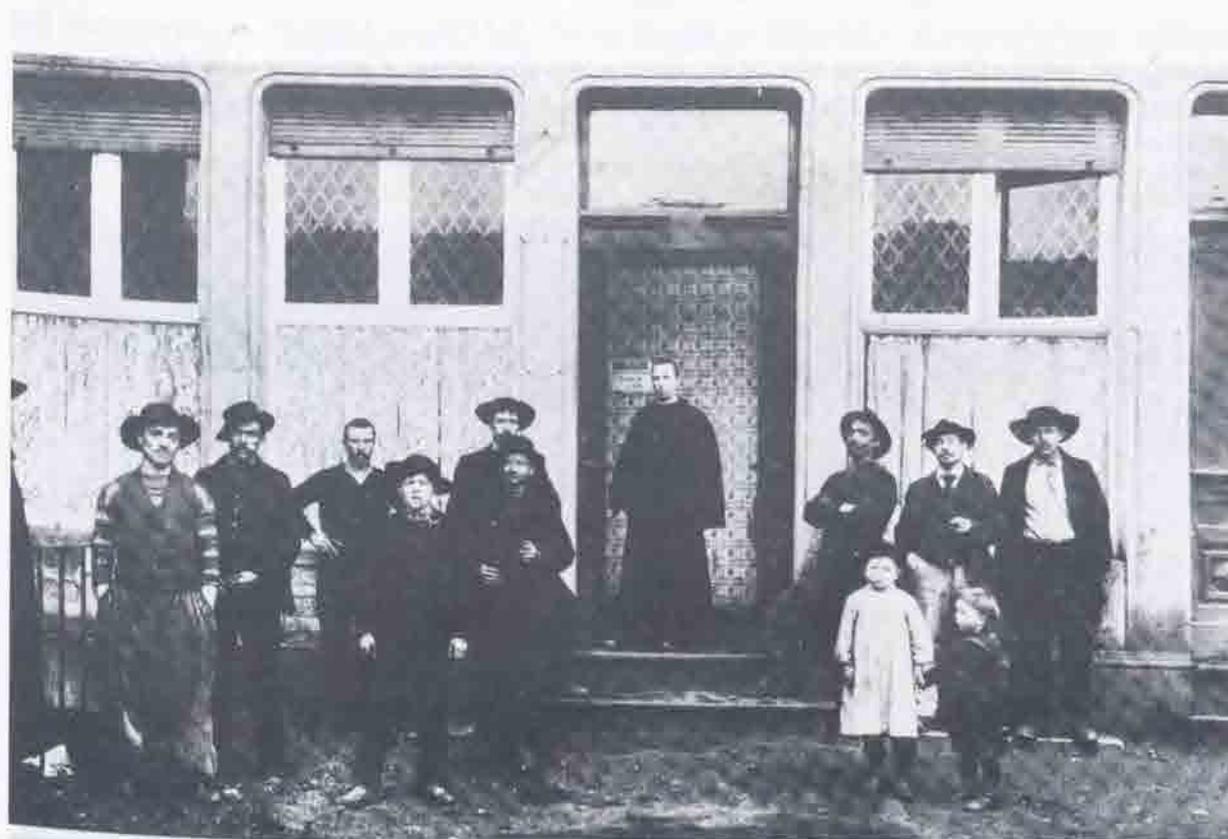
Le consul d'Italie, Jos. Weber, annonce
l'ouverture de quatre «Secrétariats ouvriers
italiens».

Sauf erreur de notre part, on peut déduire de l'appel du consul Weber que le Secrétariat allemand de la Caritas et l'Oeuvre Bonomelli d'assistance collaboraient déjà en 1900 à Luxembourg, Esch/A., Dudelange et Differdange.

Cette collaboration allait se développer notamment en 1902, date à laquelle arriva à Esch-sur-Alzette Mgr Werthmann, pour consacrer la nouvelle «église des Italiens», et en 1904, lorsque fut édité à Fribourg-en-Brisgau l'hebdomadaire «La Patria», organe de l'Oeuvre d'Assistance Bonomelli.

L'Oeuvre d'Assistance aux émigrés italiens ou Oeuvre Bonomelli

L'Oeuvre Bonomelli, dont le but fondamental était le soutien moral, spirituel et social des Italiens émigrants, fut fondée en Italie, le 18 mai 1900².



Segretariato operajo italiano di Gross Moyeuve (Lorena)

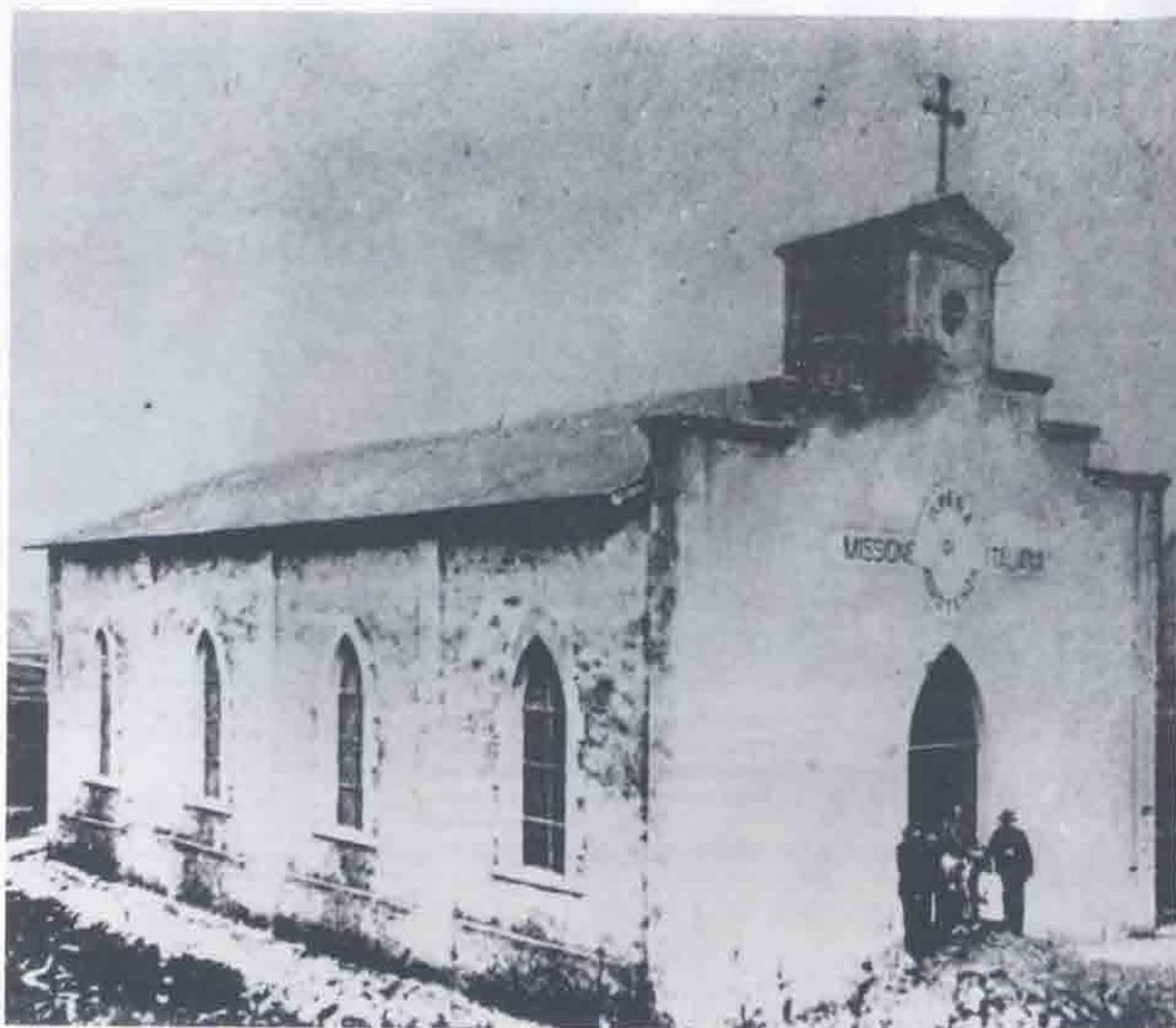
Le Secrétariat italien à Moyeuve-Grande dans la proche Moselle. Les Secrétariats aidaient les ouvriers immigrés dans toutes sortes de démarches officielles et dans les problèmes concernant le travail.

Présente dans de nombreux pays européens, l'Oeuvre Bonomelli ouvrit ses deux Secrétariats ouvriers au Grand-Duché dès la fin de l'année 1901³. Installés, l'un au Café Rossi à Dudelange, l'autre au 42, rue d'Audun à Esch-sur-Alzette, ils se chargeaient de toutes les affaires sociales de la communauté italienne.

1. MGR ZAVATTARO, FONDATEUR DE LA CHAPELLE ITALIENNE

La direction de l'Œuvre Bonomelli au Luxembourg avait été confiée à Mgr Luigi Zavattaro de Bologne. Dans un premier temps, il résida à Dudelange, puis il fixa son domicile à Esch-sur-Alzette, 42, rue d'Audun, où le Secrétariat ouvrier avait installé un «modeste bureau». Il célébrait la messe pour les immigrés italiens en l'église paroissiale St-Joseph, à laquelle étaient rattachés les quartiers du Brill et de la Frontière, ou bien dans la grande salle de la pension Olivo (au carrefour du bd Prince Henri et de la rue des Boers, aujourd'hui Café Bruna). Sa tâche n'était pas facile: d'un côté il était harcelé par des difficultés financières, de l'autre, il ressentait l'hostilité de ses compatriotes anticléricaux.

Or, il rêvait surtout d'un lieu digne pour le culte et réservé aux Italiens. M. Jean-Pierre CLAUDE, secrétaire communal, lui vint en aide. Il lui fit don d'une place à bâtir appartenant à sa famille et située au 11, bd Prince Henri⁴. A cet endroit fut bâtie, en 1903, une petite chapelle dite «des Italiens». Quelque 150 fidèles pouvaient s'y recueillir. La modeste construction en briques présentait un intérieur sobre⁵.



Esch-sur-Alzette, 1904. La petite «chapelle italienne» érigée au bd Prince Henri par Mgr Luigi Zavattaro.

Manquant de fonds, on avait procédé à une collecte à Esch et dans les environs, afin de recueillir assez d'argent pour soutenir les frais de construction et l'achat d'un ameublement indispensable. Ainsi la Reine Marguerite de Savoie avait accordé un subside et des compatriotes très généreux avaient rassemblé ensuite la somme nécessaire pour permettre l'achèvement des travaux⁶.

De même M. Humbert Muller, directeur des mines et hauts fourneaux, fit une donation de 500 marks, utilisés pour acquitter les dettes en souffrance et acheter de nouveaux ornements sacerdotaux⁷.

D'après l'inventaire de la paroisse St-Joseph⁸ on releva dans la chapelle un maître-autel avec un tabernacle, offert en 1764 par la corporation des commerçants en l'honneur de St-Jean; pendant longtemps il avait été placé dans la chapelle du Sacré-Cœur de la Cathédrale de Luxembourg; par la suite il avait été offert aux sœurs d'Ettelbruck; une statue de la Sainte Vierge, haute de 1,30 m, et une statue de même taille représentant saint Laurent (toutes les deux offertes par Mme Donnerbach); trois grands tableaux, cent cinquante chaises en bois, quatre bancs, dont un pour la communion; une cloche offerte par l'aciérie Aachen; un ostensor ainsi que les parements habituels d'une église.

La chapelle fut consacrée par Mgr Werthmann, directeur de la Caritas de Fribourg. Le missionnaire y célébrait régulièrement les services religieux pour les travailleurs italiens. Mais les renseignements à ce sujet sont précaires.

L'hebdomadaire «La Patria»⁹ relate que le 1^{er} mai 1904 eut lieu dans la chapelle l'ouverture solennelle du mois de Marie. La cérémonie revêtit un caractère si chaleureux et typiquement patriotique que les ouvriers présents eurent la sensation d'être encore dans leur pays natal. La statue de la Sainte Vierge trônait sur l'autel; un petit chœur de femmes chantait d'une façon magistrale les hymnes traditionnels.

Au mois de juin de la même année, beaucoup d'Italiens participèrent à la procession de la Fête-Dieu, à laquelle était présente aussi la Société Italienne de Secours Mutuel avec son drapeau¹⁰.

2. LE SECRETARIAT OUVRIER ET L'ABBE ORESTE ANTONIONE

Au mois de septembre 1904, Mgr Zavattaro eut un coadjuteur, l'abbé Oreste Antonione¹¹, qui donna une nouvelle impulsion aux Secrétariats ouvriers. Il se consacra tout particulièrement au marché du travail, en aidant les ouvriers italiens dans la recherche d'un emploi.

Ainsi, en 1905, il envoya une lettre aux entreprises et aux industries du bassin minier, proposant de recourir aux bons offices du Secrétariat ouvrier pour rechercher de la main-d'œuvre¹².

Les employeurs devaient fournir les données suivantes: le nombre d'ouvriers qu'ils avaient l'intention d'embaucher, la nature du travail ainsi que sa durée. De même ils devaient spécifier s'ils prévoyaient un travail de nuit, si l'on pouvait travailler à la pièce, s'il y avait une cantine et enfin le salaire qu'ils proposaient. Dans sa lettre le secrétariat précisait aussi qu'il n'enverrait pas d'ouvriers pendant une grève syndicale ou patronale.

Les offres d'emploi seraient communiquées aussitôt aux Secrétariats des pays limitrophes et publiées dans l'hebdomadaire «La Patria».

Nous avons déjà évoqué l'intervention de l'abbé Antonione (ainsi que celle de Mgr Zavattaro) lors de la grève des rouleurs du Aachner-Hütten-Verein d'Esch, en janvier 1905. Sensible aux problèmes sociaux, il s'était proposé de partager la vie des ouvriers en participant entre autres à leurs réunions syndicales. Or, les ouvriers montraient parfois de l'hostilité à son égard. Ainsi, en mars 1906, il essaya en vain de pendre la parole pendant une réunion ouvrière à Esch. Les cent cinquante participants déclenchèrent un tel vacarme qu'il fut obligé de partir sans avoir pu exprimer son opinion¹³.

3. L'ABBE A. LUPI ET LA SOCIÉTÉ OUVRIÈRE DE KAYL

Le 1^{er} janvier 1906 le Secrétariat ouvrier fut transféré au 28, rue d'Audun. Au mois de juillet un nouveau missionnaire, l'abbé Antonio LUPI, né le 19 février 1869 à Caravaggio (Bergame) arriva à Esch-sur-Alzette. Jeune et très dynamique, il était l'homme idéal pour œuvrer avec succès dans le monde du travail.

C'est dans la petite ville de Kayl qu'il choisit de déployer ses activités. En quelques mois il organisa une société ouvrière à laquelle adhérèrent aussitôt soixante-deux Italiens, qui participaient régulièrement aux réunions¹⁴. En 1907, l'assemblée de la nouvelle Société élit son propre conseil de direction: l'abbé Antonio Lupi (président), Angelo Andreozzi (vice-président), Giuseppe Bonilli (secrétaire), Vincenzo Carario (suppléant), Agostino Baldini (bibliothécaire), Ferdinando Palanti, Davide Rossi, Luigi Manuttini, Giuseppe Ruffini et Francesco Blasi (conseillers). Pirro Nagni et Silvio Franchetti furent nommés receveurs¹⁵.

Pirro Nagni décrit Kayl comme une petite ville paisible¹⁶. Aucun crime sanglant ne défrayait la chronique, très peu de jeunes hommes fréquentaient les prostituées et tous les Italiens accomplissaient dignement leur devoir de citoyens étrangers.

Il s'agissait donc d'un endroit pour le développement de la Société ouvrière, qui de ce fait prit aussitôt des initiatives concrètes: l'organisation de cours du soir de 1^{re} et 2^e année¹⁷ pour analphabètes, qui avaient lieu tous les dimanches ainsi que la création d'une coopérative¹⁸. Les statuts de la société furent remis à tous les associés le 7 avril 1907.

Les Secrétariats ouvriers de l'Oeuvre Bonomelli ne se bornaient pas à expédier les affaires courantes, ils échangeaient aussi avec les différents pays les renseignements concernant le marché du travail. Ceci leur permettait de diriger les migrants, qui s'adressaient à eux, vers des pays à forte demande de main-d'œuvre. Ainsi, l'hebdomadaire «La Patria» lançait souvent des signaux d'alarme dans ses reportages sur le Grand-Duché, déconseillant aux nouveaux immigrés de venir s'installer à Esch-sur-Alzette ou à Dudelange¹⁹.

En 1909, «La Patria» signalait que les Italiens en chômage au Grand-Duché émigraient en grand nombre vers la Meurthe-et-Moselle, qui requérait une très importante main-d'œuvre. Au Grand-Duché on constatait un va-et-vient fréquent d'ouvriers en provenance du centre et du sud de l'Italie, surtout au cours des mois d'octobre et de novembre. Il s'agissait de saisonniers embauchés en hiver pour les travaux de chargement et de déchargement dans les mines et la sidérurgie²⁰.

Parfois même, les directeurs des mines et des aciéries s'adressaient directement aux Secrétariats ouvriers de l'Oeuvre Bonomelli, afin que ces organismes recherchent des travailleurs en Italie. Serge Bonnet²¹ cite une lettre, datée du 5 avril 1907, dans laquelle M. De Rougemont demande à l'abbé Lupi «s'il a pu trouver les ouvriers qui avaient été demandés par les différentes entreprises»: il demande aussi à être renseigné sur l'arrivée d'Italie de suspects anarchistes et garantit qu'en échange des services rendus une somme de 6 000 F serait versée chaque année au siège turinois de l'Oeuvre Bonomelli. Il ne faut pas croire à une collusion entre l'Église et le patronat pour exploiter les ouvriers. Au contraire, l'activité des Secrétariats ouvriers visait à soutenir et à protéger les travailleurs italiens. Quant à l'abbé Lupi, nous savons qu'il s'insurgeait, à l'occasion, avec véhémence dans les colonnes de «La Patria» (signant souvent du pseudonyme «Vigile») contre les agences d'immigration, qui recrutaient avec trop de facilité des ouvriers en Italie. A Luxembourg-Bonnevoie, par exemple, il y avait un «Bureau de représentation Emigration Commerce», géré par Mazzetti et Casalini, qui, selon le missionnaire, «réussissaient à faire travailler des ouvriers pour un salaire réduit, ou qui leur promettaient pour certains travaux infâmes des salaires que les ouvriers ne touchaient pas une fois le travail accompli». Ainsi, et le cas se présentera surtout à Dudelange, beaucoup de travailleurs, découvrant qu'ils avaient été dupés, se révoltèrent et quittèrent leur travail, en maudissant ceux qui les avaient recrutés²².

A partir de la fin de l'année 1907, nous n'avons plus aucun renseignement concernant l'abbé Lupi et la «Société ouvrière» de Kayl. Il est probable que son œuvre ne fut pas poursuivie après son affectation à un nouveau siège.

4. L'ABBE A. LUERA, LA VISITE DU CARDINAL FERRARI DE MILAN (1908) ET LES ACTIVITES DU «SECRETARIAT OUVRIER»

Vers la fin de l'année 1907, Mgr Zavattaro fut remplacé par l'abbé Arnolfo Luera, né le 19 novembre 1875 à Casalborgone (Turin) et appartenant à l'Oeuvre Bonomelli. Il se présenta au bureau de la population d'Esch la 2 septembre 1907; il vécut dans la métropole du fer jusqu'à son départ pour Berlin, le 3 mars 1914.

Le nouveau missionnaire s'occupa surtout, avec la collaboration de l'abbé Olinger, vicaire de la paroisse St-Joseph, et de l'abbé Tagliaferri, de l'enseignement du catéchisme en langue italienne aux enfants de ses compatriotes.

Il se consacra aussi à la restauration de la «Chapelle des Italiens», dont la charpente s'était rapidement dégradée. Dans sa tâche il réussit même à obtenir l'aide des Luxembourgeois du quartier, qui désormais partageaient la chapelle avec les Italiens.

En 1908 on procéda à la réparation du toit et à la construction d'un petit clocher; à l'intérieur de l'église fut érigée une tribune; les murs et le plafond furent recouverts de plâtre et on bâtit un petit arc pour séparer le chœur de la nef. Sur le maître-autel dominait la statue du Sacré-Cœur, auquel était consacrée l'église. Cette statue avait été offerte par M. Lefèvre. Sur les autels latéraux trônaient la statue de la «Consolatrice des Affligés», patronne du Luxembourg, et celle de sainte Barbe, patronne des mineurs. Près de l'entrée, sur une petite estrade, on avait placé un harmonium qui accompagnait les chants.

Par la suite on fit don à la chapelle de deux confessionnaux et des stations du chemin de la Croix. Les Italiens et les Luxembourgeois, qui fréquentaient de plus en plus nombreux ce lieu de prière, trouvèrent ainsi une «maison de Dieu» digne.

L'abbé Luera et le vicaire Olinger y célébraient leur messe quotidiennement tandis que H. Wagner et le vicaire Bernardi se relayaient à l'harmonium.

La restauration de l'édifice se révéla d'autant plus opportune, que la communauté italienne d'Esch-sur-Alzette allait vivre un des événements les plus solennels de son histoire: la visite du cardinal *Andrea Ferrari*.

L'archevêque de Milan arriva à Luxembourg le 16 septembre 1908, en provenance de Londres, où il avait participé au Congrès Eucharistique.

Après une courte halte à Luxembourg, pendant laquelle il célébra une messe en la Cathédrale et rendit visite au consul général d'Italie, le docteur Joseph Weber, le cardinal arriva à la gare d'Esch-sur-Alzette à 10.30 heures. Il y fut accueilli par les deux missionnaires italiens, le maire de la ville, Léon Metz, le «chancelier» J.-P. Claude, des personnalités des environs ainsi que par un grand nombre de fidèles. La fanfare des mineurs de la société Aachen lui rendit les honneurs en jouant l'hymne national, en présence de la Société de Secours Mutuel avec son propre drapeau.

Dans un fiacre tiré par deux chevaux, le cardinal et sa suite parcoururent la rue d'Audun, pavoisée comme aux grands jours de fête, et le Diesweg dont les habitants avaient orné les maisons de guirlandes de fleurs et de drapeaux italiens et luxembourgeois.

Le chroniqueur de «La Patria» décrit de la façon suivante l'entrée du cardinal dans l'église italienne²³:

«Il se rendit dans la petite mais jolie chapelle italienne, également ornée par des arcs de triomphe, des trophées de drapeaux, des fleurs et des plantes ornementales à profusion. Là, très ému, il adressa son brillant discours au grand nombre de fidèles qui rem-

plissaient la petite église. Il les exhorta à pourvoir avec entrain à leurs besoins matériels sans oublier pour autant les besoins de l'âme, en gardant toujours vivant l'idéal de paix, d'ordre et de travail, malgré les incitations d'un parti adverse qui tendait, par la parole et par la presse, à le bouleverser et à le détruire. De cette façon seulement le travailleur italien pourrait honorer sa patrie; car même si d'autres étaient en mesure de lui proposer un programme flatteur de restauration sociale, le salut et le bien-être ne pourraient être donnés à la société que par ceux qui auraient su donner une inspiration chrétienne à ce programme-là.»

Ensuite, le cardinal se rendit à l'église paroissiale St-Joseph, où il fut reçu par le curé, J.-P. Mergen. Après quelques minutes de prière, le cardinal et sa suite furent invités par le maire au château de Berwart. La visite prit fin vers 15.00 heures. L'archevêque de Milan continua son voyage vers l'Italie en passant par les villes de Thionville, Hayange, Briey, Moyeuvre-Grande, Arbon, Fribourg, Bâle, Lucerne et Chiasso.

Après sa visite du Luxembourg et des deux Lorraines, le cardinal Ferrari impressionné par le nombre d'Italiens venus l'accueillir, notait:

«De lieu en lieu, je vis que les curés en secondant le zèle de leurs vénérables évêques, ont très à cœur le bien de nos émigrants; mais aux Italiens il convient de parler notre langue et la parole vivante est toujours celle qui féconde le mieux, et elle est le nécessaire instrument même pour la culture religieuse et morale²⁴.»

Entretemps le Secrétariat ouvrier, animé par l'abbé Luera et doté d'une petite bibliothèque, développait une activité très intense. Dans un rapport publié en 1908 dans «La Patria», on signalait que:

«Le bureau d'Esch n'expédie pas seulement les affaires communes à tous les Secrétariats, mais il remplit aussi des fonctions presque consulaires, expédiant par exemple des requêtes, des opérations de recrutement, s'occupant aussi des immigrés, ainsi que des passeports, des traductions de documents civils, etc., ce qui lui octroie une importance tout à fait particulière (...). Dans une salle, mise à la disposition par la commune d'Esch, une école italienne, fréquentée par quelque cinquante enfants, fonctionne grâce au missionnaire (...). En raison des mauvaises conditions de travail (les ouvriers doivent travailler par roulement le jour et la nuit), on n'a pas pu organiser des cours du soir, des cercles ou des associations (...). Pour donner une idée de l'esprit moral qui règne dans cette communauté, il suffit de signaler qu'à Esch, une ville d'à peine 12 000 habitants, on compte plus de 260 débits de boisson, un pour 60 habitants! L'Oeuvre d'Assistance – dont le gouvernement local reconnaît les mérites – a réussi, toutefois à mettre en garde les ouvriers contre le désordre et le vice. Il faut aussi signaler qu'à cause de la crise économique, plus de 3 000 ouvriers italiens sont repartis: le Secrétariat d'Esch met tout en œuvre pour empêcher une immigration trop abondante vers ces lieux.»

Dès le mois d'août 1909, le Secrétariat changea de siège et fut transféré au 20, rue Neuve (aujourd'hui rue de la Libération), où on inaugura aussi une école pour des enfants italiens²⁵. L'école connut au fil des années un succès remarquable.

L'activité de l'Oeuvre Bonomelli était efficacement soutenue par les autorités italiennes. Ainsi le dimanche 29 novembre 1909, le consul général d'Italie, le marquis de Soragna, après avoir rencontré ses compatriotes, participa à la chapelle italienne à une messe animée par les chants des enfants, et visita le Secrétariat ouvrier, adressant des mots d'encouragement au missionnaire²⁶.

Un bilan des activités du Secrétariat d'Esch pendant cette période est dressé dans une brochure éditée à Milan en 1911²⁷.

Le bureau, qui accueillait chaque dimanche 40 à 50 personnes, expédia au cours de la seule année 1910, 2 700 «demandes ferroviaires», 918 passeports, 500 dossiers concernant le service militaire, donna 730 renseignements oraux et 248 par écrit, fit 72 recherches de personnes (dont 9 seulement aboutirent à cause des continuel déplacements des travailleurs vers des emplois mieux rétribués); en outre, il encaissa 120 reliquats de salaires pour une somme globale de 780 liras italiennes, procura 92 documents matrimoniaux et régla 70 mariages.

«L'activité du Secrétariat d'Esch se révéla particulièrement efficace lors de la grève déclenchée au mois d'avril 1910 dans les usines de la société Gelsenkirchen à laquelle participaient 250 ouvriers italiens menacés d'expulsion. Grâce à l'intervention du consul royal, M. le chevalier Soragna, et du Directeur de notre Secrétariat, on obtint une légère augmentation des salaires et tous les grévistes furent réembauchés.»

Quant au Secrétariat de DUDELANGE, qui était une succursale du Secrétariat d'Esch et avait son siège au café Rossi, on put y noter en 1910, une baisse de l'activité: 382 «demandes ferroviaires», 212 passeports, 480 renseignements et autres affaires.

Pour la chronique, nous observons enfin que l'année 1911 fut endeuillée par un vol sacrilège dans la chapelle italienne d'Esch: le dimanche 19 mars, plusieurs malfaiteurs arrachèrent la grille d'une fenêtre latérale de la chapelle et volèrent le ciboire après avoir forcé le tabernacle. Les hosties consacrées furent retrouvées sur la voie publique. L'alerte ayant été donnée immédiatement, nombreux fidèles accoururent, pour participer à un office de réparation²⁸.

5. Mgr GEREMIA BONOMELLI A LUXEMBOURG (1912)

Au cours de l'été 1912, Mgr Geremia Bonomelli, évêque de Crémone et président de l'Oeuvre d'Assistance, entreprit un voyage à travers le Grand-Duché et la Lorraine, pour se rendre personnellement compte de la situation des émigrants italiens ainsi que du travail apostolique et social de ses prêtres.



Mgr Geremia Bonomelli (1831-1914), évêque de Crémone, fondateur et président général de l'Oeuvre d'assistance.

Il resta au Grand-Duché une seule journée, le 30 juillet 1912; mais ce court séjour suffit à son esprit critique pour passer au crible les situations et les problèmes. Dans un de ses livres, publié à Milan l'année suivante, il écrivit la chronique de son voyage et raconta ses impressions. Nous les mentionnons intégralement:

«Deux heures avant la nuit (du 29 juillet 1912), je descendis à la gare de Luxembourg. J'y trouvai notre consul Magenta, le missionnaire Luera et quelques autres Italiens qui consacrent toute leur action pour le bien de nos ouvriers, sans mesurer leurs fatigues et leurs sacrifices.»

Le matin de bonne heure (c'était le 30 juillet) une fois la messe célébrée dans la belle église voisine de St-Michel, nous entreprîmes la visite de nos ouvriers italiens²⁹.»

Après des réflexions sur la région minière, qu'il visitait et sur la vie de la population du lieu, Mgr Bonomelli reprenait le récit de son voyage³⁰:

«Accompagné de notre missionnaire, je quittai la ville de Luxembourg et me portai en une demi-heure environ à Esch-sur-Alzette qui, en peu de temps, est devenue une cité populeuse, en majeure partie du fait des étrangers attirés par le travail. Les hommes sont comme les oiseaux: où il y a pâture, les oiseaux accourent nombreux de toutes parts; où il y a du travail, qui signifie pain et richesse, accourent les ouvriers.»

Je vois un grand nombre de gens au-devant d'une maison modeste: «Que signifie tout ce monde devant cette porte?»

— *«C'est la porte de notre secrétariat, me dit le missionnaire, ce sont des ouvriers qui sont dans le besoin.»*

— *«C'est toujours comme cela?»*

— *«Un peu plus, un peu moins, c'est comme cela tous les jours à cette heure-ci.»*

— *«Ce doit être du bon travail.»*

— *«Et pensez qu'il n'y a pas d'heure fixe. Quand ils sont dans le besoin, ils viennent. Que faire? Les besoins n'ont pas d'heure fixe.»*

— *«Cela me fait plaisir. La première chose que je veux voir c'est l'Hôpital: allons visiter nos pauvres malades.»*

— *«C'est bien, ils en seront heureux.»*

Ils n'étaient pas nombreux et appartenaient tous à des provinces différentes. J'en trouvai de Forlì, de Vérone et même un de la province de Crémone dont chacun peut imaginer les sentiments quand il me vit; il me dit: «Je suis Torricella del Pizzo, Crémonais.»

— *«Et votre famille, où est-elle?»*

— *«Là-bas, là-bas, en Italie.»*

Alors que je le questionnai sur sa maladie, ses parents, sa paroisse, il me fixait les yeux grands ouverts, comme dans un rêve, et, avec peine, trouvait ses mots. Pauvre ouvrier! Depuis les rives du Pô jusqu'ici...!

Peu éloigné de lui, j'en trouvai un autre, dans les trente ans, debout, mais appuyé au lit avec une béquille sous l'aisselle droite et la jambe droite amputée au-dessus de la cheville, la gauche presque paralysée. Il était haut de sa propre personne, maigre, pâle, mais d'aspect aimable avec une nuance de profonde tristesse. Je m'approchai de lui et lui adressai la parole. Il répondit avec grâce, c'était un Toscan:

— *«Voyez, me dit-il, un éclat de mine m'a blessé au pied et il fut nécessaire de me couper la jambe; l'autre, me disent les médecins, nous ne savons comment elle fut atteinte de paralysie... Il se tut et puis, hochant mélancoliquement la tête, il continua:*

– Je retournerai en Italie laissant ici ma jambe, pour ensevelir l'autre aussi dans ma Toscane. Ç'aurait été mieux de mourir ici, et de les ensevelir ici ensemble!»

Il prononça ces paroles avec un accent de douleur inexprimable, mais tranquille et résigné. Que pouvais-je lui dire, pour le consoler? Je le regardai et, avec une poignée de main, je pris congé, et m'éloignai de cette scène d'une tristesse ineffable.

Le curé me fit visiter son église qui est ample, ornée, propre et de style assez beau.

Le missionnaire avait fait courir le bruit, auprès des émigrés italiens, que le soir je leur dirais un mot dans la chapelle. A une heure assez tardive, vers les neuf heures, je m'y rendis avec le missionnaire et un autre prêtre. Il pleuvait et il soufflait un vent froid. L'église est entièrement en bois, basse, nue, pauvre au-delà de tout ce que l'on peut imaginer. Elle se trouve dans la partie est de la ville, parce que là réside le groupe principal de nos Italiens. Le missionnaire me disait qu'aux fêtes l'église se remplit, on y accomplit les cérémonies religieuses comme on peut, et, à la messe, les ouvriers chantent des cantiques italiens. Il y a un harmonium, un poêle pour les enfants durant l'hiver et, on y donne l'instruction religieuse qui est possible. Tout, tout y est pauvre. Et, cette pauvreté que nos ouvriers italiens présentent dans leurs habitations, dans leurs vêtements, dans leur église, si l'on peut appeler cela une église, fait que cela crée la séparation. Malheureusement, les hommes jugent leurs frères d'après ce qu'ils voient et entendent.

Lorsque je vis un certain nombre d'ouvriers groupés dans l'église (ils y étaient presque tous à cette heure tardive), je dis tout ce qu'il était possible de dire en une église, à ces exilés, à cette heure, à des hommes qui depuis deux heures avaient quitté le travail et avaient fait un pauvre dîner en vitesse pour venir m'entendre...! Il est impossible d'exprimer ce que, dans ces moments-là, on sent dans son cœur.»

Après sa visite au Grand-Duché de Luxembourg, Mgr Bonomelli se rendit en Lorraine et en Suisse. A Lucerne il donna une interview au correspondant de «Il Secolo» (journal libéral et anticlérical de Milan), qui parut le 7 août 1912. L'évêque de Crémone y dénonce les tristes conditions des Italiens en Lorraine française «maltraités, exploités de toutes parts et de toutes façons»; il affirme au contraire:

«En Lorraine allemande et en d'autres parties du Luxembourg, j'ai constaté que les conditions sont déjà meilleures du fait que les exploitants des hôtels et des pensions, parasites insatiables de notre émigration, en sont souvent les patrons eux-mêmes: ce qui fait que l'exploitation y est exercée à un degré moindre. Toutefois, je le répète, les conditions générales sont mauvaises... et j'ai reporté de mon voyage une impression profondément douloureuse.»

Enfin au sujet de sa visite à l'Oeuvre d'Assistance à Esch et ailleurs, il écrit:

«Dans la cité d'Esch-sur-Alzette, l'Oeuvre d'Assistance a une église pour nos ouvriers, pauvre et petite, mais c'est toujours quelque chose. Il y a aussi un secrétariat (avec une bibliothèque) pour les ouvriers qui travaillent beaucoup, et une succursale dans la commune voisine de Dudelange, territoire allemand.»

Et encore:

«Ce résumé de la visite (...) me réjouit beaucoup et m'encouragea à persévérer dans la voie tracée. Le bien fait et vu sur les lieux par l'Oeuvre d'Assistance est très peu de chose, je dirai même vraiment rien, en regard des besoins sans nombre et sans mesures. Mais si on le considère en soi, et si on tient compte de la grande pauvreté des moyens et des énormes difficultés surmontées, il n'y a toujours rien de tel que d'en bénir et remercier Dieu et nous encourager à continuer et redoubler nos efforts.»

L'Oeuvre d'Assistance revendiquait avec tenacité une fidélité absolue à son programme «laïque et apolitique», concernant exclusivement l'éducation morale et culturelle des masses émigrées. Elle précisait:

«Certes, le missionnaire de l'Oeuvre n'oublie pas d'être un prêtre appelé à accomplir les tâches de son ministère pour le bien-être spirituel de tous les émigrants; ce qui, loin de la compromettre, contribue à rendre plus persuasive sa parole et mieux accepter ses prestations en qualité de directeur du Secrétariat. L'intensification de son activité dans ce domaine ne pourra que mieux contribuer à l'amélioration de notre émigration désirée par ceux qui professent le culte des idéaux suprêmes, dont le bien de notre Patrie est indissociable³¹.»

Cette insistance sur le caractère laïque et moral de l'Oeuvre influençait sans aucun doute l'action des missionnaires, accusés cependant souvent de s'occuper trop du «social» au détriment du «spirituel». L'évêque de Nancy, comme nous pourrions le voir, dans un rapport adressé au cardinal Ferrari le 7 août 1909, écrivait que les missionnaires italiens négligeaient leur travail pastoral, pour se consacrer complètement à des activités sociales. En effet, même le missionnaire d'Esch-sur-Alzette, l'abbé Giacomo Costa, reconnaîtra que cette accusation n'était pas tout à fait sans fondement. Par contre, elle avait été rejetée par les quatorze prêtres de l'Oeuvre, qui résidaient en Suisse, dans une lettre envoyée en 1909 au cardinal Ferrari, président à l'époque de la consulte ecclésiastique de l'Oeuvre d'Assistance.

Dans cette lettre on pouvait lire entre autres:

«Ceux qui, il y a dix ans, contribuèrent à la fondation de l'Oeuvre d'Assistance, obéirent à une inspiration sage et providentielle quand, dans le programme de l'Oeuvre, ils associèrent au ministère religieux des missionnaires le travail d'assistance social à exercer pour le bien-être moral et civil des émigrants (...). Aujourd'hui, plus que jamais, nous voyons la nécessité de ne pas dissocier le ministère religieux du travail social (...). Dans le domaine religieux, les succès ont été malheureusement très inférieurs à l'effort produit. Le manque d'une culture élémentaire, l'ignorance religieuse, la méfiance et l'abrutissement des ouvriers, la propagande révolutionnaire, l'alcoolisme, ainsi que les conditions économiques contribuent à rendre le ministère religieux à l'étranger plus difficile et plus décourageant (...).

De temps à autre, le clergé et l'épiscopat des lieux reprochent aux missionnaires de l'Oeuvre de ne pas travailler suffisamment dans le domaine religieux et de donner une importance excessive aux intérêts matériels des émigrants. Nous ne voulons pas, Votre Eminence, méconnaître les bonnes intentions et le zèle dont les représentants du clergé français et allemand sont animés; au contraire, nous désirons que votre Eminence nous aide, avec d'opportunes lettres de recommandation, à garder avec le clergé en question de bons rapports indispensables à notre travail.

Trop souvent, nous nous sentons isolés, face à l'autorité ecclésiastique locale qui, ne connaissant pas suffisamment les conditions de l'Oeuvre et de l'émigration italienne et les difficultés particulières de notre travail, se montre excessivement exigeante vis-à-vis des missionnaires et a tendance à faire retomber sur eux la responsabilité du peu de succès de notre mission spirituelle (...).

L'Oeuvre d'Assistance, malgré bon nombre de difficultés, veille actuellement à la protection de nos ouvriers dans les principaux

centres d'immigration italienne, suscitant même la jalousie du parti socialiste qui, malgré son organisation, n'a pas réussi à obtenir pour nos émigrants autant de résultats positifs que les humbles missionnaires de l'Oeuvre³².»

Mgr Bonomelli aborda ce problème lors de son voyage à travers le Grand-Duché et la Lorraine, et il en relate dans son livre en 1913³³:

«On fait une accusation à nos missionnaires, que je ne puis laisser passer sans une parole de défense.

Des prêtres étrangers, et même l'un ou l'autre évêque, disent que les missionnaires de l'Oeuvre d'Assistance se montrent plus secrétaires du travail (Segretari del Lavoro) que missionnaires, plus soucieux des intérêts matériels des émigrés que prêtres consacrés aux soins des âmes, ou comme disent les Suisses et les Allemands, à la pastorale (Pastorazione). Il y a là du vrai et une forte apparence de vérité et, comprenant la motivation de cette accusation, je réponds de mon mieux.

Nos missionnaires, pour approcher les ouvriers et gagner leurs esprits et réussir leur œuvre spirituelle, ce qui est leur but, doivent se montrer soucieux de leurs besoins matériels, les aider, les conseiller et ainsi se faire aimer d'eux. C'est ainsi que l'on procède dans les missions parmi les infidèles où les missionnaires enseignent, si besoin est, à cultiver la terre, à faire certains métiers comme menuisier, forgeron. Et Jésus-Christ ne guérissait-il pas les malades, etc. par des miracles, pour pouvoir guérir leurs infirmités morales? Ainsi procèdent nos missionnaires. Il se rendent au milieu des ouvriers et ceux-ci, pleins de besoins, les assiègent, les prient, les conjurent de les aider, de les conseiller, de les recommander de cent façons. Que peuvent faire les missionnaires? S'y refuser? Ce serait une cruauté, et le meilleur moyen de les rebuter et de rendre nulle leur œuvre spirituelle. Ils s'y prêtent comme et où ils peuvent, et ils font bien. Il est possible que quelquefois leur conduite sur ce point dépasse la juste mesure: je le concède. Mais la juste mesure dans toutes les choses morales n'est pas si facile à déterminer, et les meilleurs juges sont ceux-là mêmes qui vivent sur place.

Ils feront des fautes, mais qui n'en fait pas? Ces censeurs qui parlent facilement, s'ils étaient à leur place, peut-être, agirait-ils comme les missionnaires blâmés.»

L'évêque de Crémone admettait que les missionnaires dépassaient parfois la mesure, de ce fait il proposait de remédier à cet inconvénient en engageant un plus grand nombre de secrétaires laïques, afin que les prêtres puissent bénéficier d'un peu plus de temps pour effectuer leur travail pastoral.

6. LA CHAPELLE ITALIENNE ET LA PAROISSE DU SACRE-CŒUR (1913)

Après la visite de Mgr Bonomelli, la vie religieuse de la communauté italienne continua paisiblement.

Au mois de mars 1913, à l'approche des fêtes de Pâques, une «mission» fut célébrée dans la chapelle italienne. Pendant une semaine entière, chaque soir de la Semaine sainte, le révérend don Maccali, missionnaire italien à Carouge (Genève), vint y prêcher. Un auditoire «toujours plus nombreux écoutait tous les soirs les sages paroles» de l'orateur. Puis, «une foule accourut le matin de Pâques pour recevoir les saints sacrements³⁴».

Le missionnaire don Luera finit par gagner l'estime de toujours plus de fidèles ainsi que la reconnaissance des autorités. Il obtint pour ses mérites la Croix de Chevalier de la couronne d'Italie. Une grande fête fut organisée en son honneur par ses nombreux admirateurs.

«Tous les partis — écrivait la Patria³⁵ — quelles que soient leur idéologie et leurs opinions politiques, se disputèrent l'honneur d'offrir au néo-cavalier, au nom de toute la colonie, la Croix et voulurent participer au banquet offert en son honneur.»

Quelque deux cents personnes, dont nombreuses personnalités, assistèrent au banquet. Emu, don Luera remercia les différents orateurs.

Entretemps, l'église italienne devint la «chapelle provisoire» des Luxembourgeois. En effet les habitants du quartier devenaient de plus en plus nombreux et exigeaient un lieu de culte. En 1913, l'évêque J. J. Koppes, détacha ce quartier de la paroisse St-Joseph en créant la nouvelle paroisse du Sacré-Cœur, de droit épiscopal. Il nomma en ce lieu le révérend abbé Prosper Colling, qui parlait couramment l'italien³⁶.

Ce dernier s'installa dans la maison de l'ébéniste Jean Salentiny, que la paroisse acquirit par la suite. Dans les parages vivaient les sœurs de Ste-Elisabeth, qui s'occupaient du catéchisme et de l'entretien de la chapelle. Or, malgré le fait que le missionnaire y célébrait toujours la messe en langue italienne, la chapelle devint, à partir de 1913, officiellement l'église paroissiale de tous les habitants du quartier.

7. DON G. COSTA: OPINION SUR L'ACTIVITE DE L'ŒUVRE BONOMELLI D'ASSISTANCE

Au cours des premiers mois de l'année 1914, on relève encore la présence de don Luera à Esch. En effet, au mois de janvier, selon la tradition il est entouré d'une foule de petits enfants auxquels il distribue un paquet-cadeau. Or, au mois de mars un nouveau missionnaire, don Giacomo Costa, arriva dans la communauté italienne. Il était né le 11 mai 1878 à Santo Stefano (Cuneo). Ses premières initiatives consistèrent à essayer de s'insérer dans la collectivité italienne et à s'assurer la collaboration de l'abbé Colling. Pour la première fois, le 21 juin 1914, l'église italienne organisa sa propre procession de Corpus Domini, qui parcourut les rues principales habitées par des Italiens. Presque toutes les familles avaient orné pour cette occasion solennelle les fenêtres de leurs maisons. Après la procession eut lieu la première communion de 16 enfants italiens. A cette occasion, le missionnaire et l'abbé célébrèrent ensemble l'office³⁷.

Au cours de ces journées, l'église italienne devint officiellement propriété de l'Œuvre d'Assistance érigée, entretemps, en organisme moral³⁸.

Mais la Première Guerre mondiale allait éclater. Rappelé sous les drapeaux, don Giacomo Costa repartit en Italie et avec lui de nombreux autres compatriotes. L'abbé du Sacré-Cœur, M. Prosper Colling, continua à s'occuper des Italiens restés à Esch-sur-Alzette.

Ainsi se terminait la première expérience pastorale et sociale des missionnaires de l'Œuvre d'Assistance à Esch-sur-Alzette. Quel jugement peut-on porter sur leur activité?

Don Giacomo Costa, lui-même, dans une lettre envoyée en 1920 au conseil directeur de l'Oeuvre Bonomelli et à l'évêque de Vicence n'exprimait pas un avis trop favorable:

«Dans le passé, le Secrétariat et la mission d'Esch ont exercé une fonction qu'on peut qualifier de passive, étant donné que la quantité de travail à effectuer quotidiennement obligeait le missionnaire à rester dans le Bureau et à attendre les ouvriers, qui s'y rendaient afin de demander son aide. Ainsi le missionnaire restait immobilisé à cet endroit, afin de pouvoir recevoir toutes les personnes et écrire des lettres pour leur compte, le plus souvent de peu d'importance et de caractère purement consulaire. Il ne pouvait de cette façon s'adonner à aucune activité morale, sociale ou religieuse dans les différents centres du pays, demeurant de ce fait un simple employé effectuant un travail sans rémunération, sans reconnaissance et sans satisfaction aucune. Je crois que ceci est la première raison pour laquelle aucun missionnaire de l'Oeuvre n'aimerait être affecté au siège d'Esch³⁹.»

Par conséquent, don Giacomo proposait un projet pastoral, qui permettrait de relancer le mouvement apostolique de la mission d'Esch-sur-Alzette.

Dans un article datant de 1925 et publié dans l'hebdomadaire «La Patria» don Mario Chiodelli écrivait par contre dans un style un peu triomphaliste que

«... les premiers missionnaires d'Esch déployèrent toute leur infatigable activité, accordant une aide, un conseil, un mot fraternel à tous ceux qui dans le besoin, dans l'insécurité et dans la douleur venaient frapper à leur porte. Ils furent en toute circonstance pour la pauvre masse abandonnée, pour les refoulés par les flots de l'indigence, pour les victimes de l'incompréhension qu'elle soit étrangère ou nationale, la voix apitoyée qui encourageait et qui rendait espoir, le cri autoritaire et courageux de la justice qui s'impose même au plus odieux spéculateurs, les partisans loyaux et passionnés d'une Patrie qui n'abandonne pas ses enfants même si elle est contrainte à les voir repartir au-delà des Alpes à la recherche de conditions de vie moins misérables».

- ¹ Archives du Caritas-Verband, Werthmann-Haus, Fribourg-en-Brisgau, dossiers sur l'assistance aux émigrés italiens.
- ² Pour l'historique de l'Oeuvre Bonomelli, cf. Cannistraro-Rosoli, «Emigrazione, Chiesa e Fascismo», éd. Studium, Rome 1979, dont nous avons tiré les données suivantes:
L'Oeuvre Bonomelli (connue au début sous le nom de «Oeuvre d'assistance aux ouvriers italiens en Europe et au Levant») fut fondée le 18 mai 1900 par l'«Associazione nazionale per soccorrere i missionari italiani» de Florence. Le premier président élu fut Mgr Geremia Bonomelli (1831-1914), évêque de Crémone, homme aux sentiments patriotiques et conciliateurs, ouvert au monde libéral de son époque.
L'Oeuvre Bonomelli venait en aide aux émigrants de différentes façons; elle avait fondé des asiles de frontière, des secrétariats, des écoles, des jardins d'enfants, des hôpitaux, des bibliothèques ambulantes; elle prêtait aussi une assistance morale, religieuse et sociale aux émigrants (art. 3 des statuts). Elle s'établit tout particulièrement en Suisse, en France, au Luxembourg et en Allemagne, donnant lieu à de nombreuses initiatives. Dès les débuts, elle comptait une quarantaine de religieux, recrutés surtout dans les régions du nord de l'Italie, qui étaient souvent accusés de «modernisme», étant donné leur engagement dans l'action sociale et leur détermination à porter des vêtements civils.
L'Oeuvre était une association «mixte», c'est-à-dire composée de laïcs et de religieux. Les laïcs constituaient le Secrétariat général, tandis que les religieux formaient la Consulte ecclésiastique. Entre 1900 et 1907, Secrétariat et Consulte eurent leur siège à Turin, par la suite il fut transféré à Milan; le cardinal Ferrari devint à ce moment président de la Consulte ecclésiastique, tandis que Mgr Bonomelli restait président de l'oeuvre.
L'Oeuvre Bonomelli, à laquelle adhéraient de nombreuses personnalités du monde libéral, avait pour but d'être ouverte à tous ceux qui se trouvaient dans le besoin, sans faire de distinctions politiques ou religieuses; elle se proclamait laïque, indépendante de toute confession religieuse. Par conséquent elle n'était pas bien vue par les autorités de l'Eglise (qui ne lui octroyèrent jamais une approbation officielle), d'autant plus que la Consulte ecclésiastique était dans une position subordonnée par rapport au Secrétariat général.
L'Oeuvre était destinée à entrer en conflit avec l'Umanitaria à tendances socialistes. Leur approche des problèmes sociaux était certes bien différente.
L'Oeuvre avait tendance à accommoder les conflits de classe, l'Umanitaria visait l'organisation des ouvriers en syndicats et stipulait des accords directs avec les organisations ouvrières des différents pays. Mais la cause profonde des désaccords était d'origine idéologique et reflétait la lutte, qui opposait partout les catholiques et les socialistes.
Entre les deux organisations s'instaura une véritable concurrence. L'Oeuvre Bonomelli réalisait des enquêtes et informait les émigrants grâce à des brochures, des guides et des articles publiés dans son propre hebdomadaire «La Patria». Elle se chargeait en outre de l'emploi des ouvriers: activité qui se développa considérablement vers la fin de 1906, quand on créa à Bâle un Secrétariat central, lequel rassemblait les informations concernant les possibilités de travail provenant des différents secrétariats en Europe (à partir de 1913, cette activité se réduisait cependant à la simple information).
Ce qui soulevait la colère des socialistes était tout d'abord le fait que l'Oeuvre Bonomelli fut subventionnée par le gouvernement italien. Puis ils s'insurgèrent contre les sociétés sidérurgiques, qui lui accordaient leur aide en matière de logement des émigrants ainsi qu'une compensation pour son activité de recrutement d'ouvriers.
La polémique atteignit son point culminant en 1904, mais elle s'atténua au moment où l'Umanitaria reçut à son tour un subside gouvernemental et les deux organismes arrivèrent à une reconnaissance mutuelle (cf. Gianfausto Rosoli, L'émigration italienne en Europe et l'Oeuvre Bonomelli, dans «Gli Italiani fuori d'Italia», op. cit., pp. 163-201).
L'Oeuvre fut érigée en organisme moral par Décret Royal du 2 août 1914, et, à partir de ce moment, son Secrétariat général (constitué toujours par les laïcs) se trouva étroitement lié au Commissariat royal général de l'émigration ainsi qu'à d'autres organismes gouvernementaux. Ces innovations conféraient de plus en plus un caractère «national» et «patriotique» à l'Oeuvre.
(La suite de l'histoire de l'Oeuvre Bonomelli se trouve dans la note à la page 286).
- ³ Cf. «L'Opera di Assistenza agli operai italiani emigrati in Europa», en hommage à S.E. Révérendissime Mgr Geremia Bonomelli pour son 80^e anniversaire, Tipographie Oliva e Somaschi, Milan 1911, page 11.
- ⁴ Cette acquisition fut réalisée au nom de l'«Associazione Nazionale per soccorrere i missionari italiani»; cette dernière offrira la petite église à l'Oeuvre d'Assistance en 1914.
- ⁵ Le professeur Flies écrit: «Dans la rue Prince Henri est située une humble construction appelée «Chapelle Italienne.» Le professeur J. P. Manternach parle à son tour d'un édifice dénué des plus élémentaires éléments esthétiques, op. cit., p. 22.
- ⁶ Lettre de don Settin à Mgr Babini, datant du 21 juin 1930.
- ⁷ La Patria, 13.3.1904.
- ⁸ Cf. inventaire réalisé par l'abbé Olinger et gardé dans les archives de l'église paroissiale St-Joseph; Joseph Flies, «Das andere Esch»; Imprimerie St-Paul, Luxembourg 1979, pp. 530 et 476-477; on y cite un article de Mgr Prosper Colling, publié dans le bulletin de la paroisse du Sacré-Coeur en 1928, à l'occasion du 25^e anniversaire de la fondation de la «Chapelle italienne».
- ⁹ La Patria, 8.5.1904.
- ¹⁰ La Patria, 12.6.1904.
- ¹¹ Né le 11 janvier 1871 à Calliano (Asti), fils de Pietro et Anna FIORE, il demeura à Esch jusqu'en 1906.
- ¹² Ael, Affaires étrangères, 2541-0001, 1905.
- ¹³ Ael, Justice, 76/76-0100; rapport de la gendarmerie d'Esch-sur-Alzette, 12.3.1906.
- ¹⁴ La Patria, 16.12.1906.
- ¹⁵ La Patria, 13. 1.1907.
- ¹⁶ La Patria, 10. 2.1907.
- ¹⁷ La Patria, 17. 2.1907.

- ¹⁸ La Patria, 7.4.1907.
- ¹⁹ La Patria, 1.5.1904, 16.10.1904, 27.11.1904.
- ²⁰ La Patria, 12.9.1909. On enregistrait une reprise de l'activité industrielle à partir de l'année suivante: «La Patria», 13.2.1910.
- ²¹ BONNET Serge, *L'homme de Fer*, édition Smei, Metz 1975, vol. I, p. 98. La lettre de M. de Rougemont est conservée dans les archives de l'Ambrosiana de Milan.
- ²² La Patria, 14.7.1907 et 30.6.1907. Naturellement Mazzetti et Casalini protestaient violemment contre ces accusations, se déclarant en règle avec la loi et affirmant que les ouvriers trompés, au lieu de quitter leur poste de travail, auraient dû s'adresser à leur agence afin d'obtenir justice.
- ²³ La Patria, 27.9.1908.
- ²⁴ BONNET Serge, «Les Italiens dans l'arrondissement de Briey avant 1914», p. 56, note 2.
- ²⁵ «L'Opera di Assistenza agli operai italiani in Europa», op. cit., page 54.
- ²⁶ La Patria, 5.12.1909.
- ²⁷ «L'Opera di Assistenza agli operai italiani in Europa», op. cit., pp. 54-55 et 89.
- ²⁸ La Patria, 26.3.1911. La police arrêta un certain Fabianini Sebastiano, surnommé le marionnettiste, sur lequel pesaient de graves soupçons et qui aurait été aidé par un certain Gulberti de Lonico, disparu depuis ce jour. «La Patria» commente que ce fait «ne contribue pas à améliorer la réputation des Italiens, qui ne jouissent déjà pas d'une bonne renommée».
- ²⁹ BONOMELLI Geremia, *Peregrinazioni estive*, Edition Cogliati, Milan 1913, pp. 161 et 163. (Version française en Serge Bonnet-Charles Santini - Hubert Barthélemy, «Les Italiens dans l'arrondissement de Briey avant 1914», dans *Annales de l'Est*, 1962).
- ³⁰ ibidem, pp. 183-188; version française pp. 62-65.
- ³¹ «L'Opera d'Assistenza agli operai italiani emigrati in Europa», op. cit., p. 66.
- ³² Lettre des missionnaires de l'Oeuvre adressée au cardinal Ferrari, 1909, Aeser, Prêlat de l'émigration, pos. 4. La lettre était aussi signée par don Mario Chiodelli, à cette époque missionnaire à Goppenstein, qui, à partir de 1922 assurait la charge de directeur du Secrétariat d'Esch-sur-Alzette.
- ³³ BONOMELLI G., *Peregriazioni estive*, op. cit., pp. 179-180 (version française de Bonnet etc. pp. 57-59).
- ³⁴ La Patria, 30.3.1913.
- ³⁵ La Patria, 1.6.1913.
- ³⁶ Prosper Colling, né en 1880 à Mamer, licencié en philosophie et théologie à Rome où il fut ordonné prêtre en 1906, à cette époque il était vicaire de l'Eglise St-Joseph d'Esch-sur-Alzette. Il restera curé du Sacré-Cœur jusqu'en 1929. Son frère, le docteur Emile Colling, était un grand ami des Italiens, d'abord médecin à Esch, puis député, ministre du Travail et de la Famille et enfin ambassadeur du Luxembourg auprès du Saint Siège.
- ³⁷ La Patria, 28.6.1914.
- ³⁸ Lettre du 23 juin 1914 adressée au Secrétariat général de l'Oeuvre d'Assistance par l'Association nationale pour le secours des missionnaires italiens; cette association, qui possédait la petite église, la céda à l'Oeuvre d'Assistance pour la somme de 15 000 liras.
- ³⁹ Rapport de don G. COSTA, intitulé «Riordinamento del Segretariato di Esch», du 7 septembre 1920. Archives diocésaines de Vicence, Unione Emigranti Vicentini.

CHAPITRE 5:

LA CONTREE «ITALIA» A DUDELANGE*

1. DUDELANGE: DU VILLAGE A LA VILLE

Le premier document historique mentionnant le nom de DUDELANGE («Dudilinga») date de 1210. Le nom latin prête à croire à la tradition, selon laquelle les Romains auraient déjà exploité les gisements miniers des lieux.

Mais Dudelange ne connut son plein essor que vers la fin du XIX^e siècle, grâce à l'exploitation de ses précieux gisements de minerai.



Dudelange, 1904. L'usine, promettant du travail et un avenir aux nombreux Italiens regroupés dans le «Quartier Italia» (collection ACQI).

Le 5 juillet 1882 vit l'apparition de la «Société anonyme des Hauts Fourneaux et forges de Dudelange». Une ère nouvelle débutait. L'acte avait été signé par le Luxembourg, la Belgique et la France. Aussitôt des travaux de construction d'une grande aciérie commencèrent. Ils transformèrent ce coin tranquille et désert en un énorme chantier: le matériel et les machines arrivaient, trainés par des chevaux à travers le «Schwarzenberg», le canal Deich et le «Tattenberg».

Au cours de cette même année commencèrent les excavations dans les premières mines de fer de Dudelange. Les travaux avançaient lentement: les chemins de fer n'existaient pas encore, on était donc obligé de se servir des chevaux, tandis que le matériel arrivait de Bettembourg.

Nonobstant la construction des installations sidérurgiques, destinées à constituer le centre de toute la vie économique de Dudelange, fut rapide:

- en 1884 deux hauts fourneaux étaient en construction (pendant ce temps, on assista aux premières installations téléphoniques en ville).
- le 14 juillet 1885, le premier haut fourneau fut mis en marche, le second le 30 du même mois; la première pharmacie, une filiale de Bettembourg, s'installa à Dudelange;
- le 15 avril 1886 eut lieu l'inauguration des nouvelles installations sidérurgiques comprenant le procédé «Thomas», les premières au Grand-Duché de Luxembourg; le 1^{er} décembre fut mis en marche le 3^e haut fourneau;
- en 1889 le 4^e haut fourneau fut allumé;
- le 19 août 1891, la Société décida de procéder à la construction d'un 5^e, allumé le 22 avril 1893.

A cette époque, l'usine de Dudelange (y compris le service minier) employait environ 2 000 ouvriers, dont 640 à l'aciérie et au laminoir.

Une croissance démographique accompagna l'épanouissement économique de Dudelange. En 1880 cette localité ne comptait que 1 145 habitants, ce nombre s'éleva à 1 875 en 1883, à plus de 2 000 en 1885, à 6 630 en 1892 et à 8 783 en 1914.

2. L'ARRIVEE DES IMMIGRES

Le début des travaux de construction des aciéries et le commencement de l'exploitation des mines de Dudelange (par la suite aussi de Volmerange) provoqua une immigration massive d'ouvriers et de main-d'œuvre. Les immigrants provenaient de tous les pays limitrophes et tout particulièrement d'Italie. Des données statistiques nous renseignent sur les grands mouvements migratoires au cours des premières années du XX^e siècle¹:

Année	Total des étrangers	Italiens	Allemands	Belges	Français
1900	3 499	1 752 (h. 1 501; f. 251)	1 276	258	114
1905	4 265	2 045 (h. 1 744; f. 301)	1 868	150	202
1910	3 957	2 037 (h. 1 453; f. 584)	1 580	166	88

La plupart des immigrants était employée dans les entreprises sidérurgiques ou dans les mines. Dans le livre «Dudelange - L'Usine centenaire»², nous relevons les données suivantes: en 1906 l'usine employait 2 428 ouvriers, dont 1 032 Italiens et 355 Allemands (p. 90); en 1908 entre 700 et 800 ouvriers travaillaient dans les mines, dont 50 à 60% d'Italiens (p. 94); en 1913 l'usine employait 2 210 ouvriers (âge moyen: 31,6 ans), dont 1 156 Luxembourgeois, 586 Italiens, 368 Allemands, 24 Français, 44 Belges et 32 ouvriers de différentes nationalités (p. 113). Parmi les Italiens, 115 hommes mariés ou veufs, avaient leur famille en Italie³. En 1918⁴, l'usine employait 2 295 ouvriers, dont 1 879 Luxembourgeois, 140 Italiens, 155 Allemands, 54 Belges, 39 Français, 10 Autrichiens et 18 de différentes nationalités. Les employés étaient au nombre de 208, dont 179 Luxembourgeois, 24 Allemands, 4 Belges et un Français.

D'où provenaient les immigrants italiens?

L'étude de Robert WEBER⁵, consacrée à l'immigration à Dudelange entre 1898 et 1919 nous fournit à ce propos d'intéressantes indications.

Ainsi, au cours des années 1898-1919, nous relevons que 10 300 Italiens furent enregistrés auprès du bureau de la population de Dudelange. Pour 10 214 parmi eux il a été possible de déterminer leur lieu d'origine. On peut en conclure que:

– l'*ITALIE CENTRALE* connaissait le taux d'émigration le plus élevé: 50,07% des immigrés italiens à Dudelange, ce qui équivalait à 5 114 émigrés provenant en particulier: de l'Ombrie 2 109; des Abruzzes et du Molise 1 922; des Marches 887; de la Toscane 128 et du Latium 68.

– l'*ITALIE DU NORD* occupait la 2^e place avec 4 888 émigrés (47,85%) provenant en particulier: des Trois Vénéties 2 616; de la Lombardie 1 521; de l'Emilie 391 et du Piémont 353.

– l'*ITALIE DU SUD* était faiblement représentée: 212 émigrés, soit 2,08%, provenant en particulier: de la Campanie 94; des Pouilles 60; de la Calabre 31; de la Sardaigne 23; de la Sicile 3 et de la Basilicate 1.

Au niveau des régions⁶, les *Trois Vénéties* comptaient 2 616 émigrés (25,61%) provenant de: Venise 69, Udine 55, Rovigo 16, Bellune 983, Padoue 475, Vérone 409, Trévise 317, Vicence 292; suivaient l'*Ombrie* avec 2 109 émigrés (20,65%) tous provenant de la région de Pérouse; les *Abruzzes-Molise* avec 1 922 émigrés (18,82%) originaire de l'Aquila 1 759, Teramo 155, Chieti 5, Campobasso 3; la *Lombardie* avec 1 521 émigrés (14,89%): Bergame 393, Crémone 365, Mantoue 282, Brescia 222, Côme 136, Milan-Pavie 115, Sondrio 8; l'*Emilie-Romagne* avec 391 émigrés (3,83%): Bologne 114, Forlì 102, Reggio Emilia 73, Modène 46, Parme 37, etc... Parmi les autres villes d'émigration on notait: Turin (199), Novare (102), Florence (87), Caserta (90), Bari (56), Cosenza (25)...

Nous distinguons en outre les *différentes périodes* de l'immigration italienne à Dudelange. La première vague migratoire amenait des Italiens, qui provenaient de la proche Lorraine française et allemande, où ils avaient été employés dans le secteur sidérurgique.

Vers 1891 une deuxième grande vague d'immigration, en provenance de l'Italie centrale et de l'Italie du Nord, arriva à Dudelange. Malheureusement, au début du XX^e siècle, le secteur sidérurgique connut une crise. Presque un millier de travailleurs, dont une grande partie d'étrangers, furent licenciés. A cette époque l'immigration était fortement déconseillée. L'hebdomadaire «La Patria» donne un compte rendu de la crise de 1904, évoquant la pénurie des emplois ainsi que la baisse des salaires. Il dénonce:

«La manie de nombreux ouvriers qui convie toute leur famille et même leurs concitoyens à quitter leur pays natal en leur faisant des promesses fantastiques (...). Cette manie est contraire à toute prudence élémentaire, puisqu'elle ne provoque qu'une augmentation stupéfiante de la main-d'œuvre ainsi qu'une recrudescence du chômage, qui finit par exacerber l'animosité de l'ouvrier local au détriment de la réputation même des Italiens»⁷.

Or, à tout nouvel essor de la sidérurgie des «recruteurs» étaient engagés, pour pourvoir l'industrie d'une main-d'œuvre étrangère supplémentaire.

Le 8 avril 1905, M. Mayrisch fait part au Conseil d'Administration de la pénurie d'ouvriers et l'informe

«qu'il a dû se servir des bons offices du curé italien pour trouver les ouvriers nécessaires. Le curé, de son côté, lui a dépeint la situation précaire dans laquelle il se trouve, et M. Mayrisch lui a alloué une subvention mensuelle de 40 F. Le Conseil ratifie cette dépense, sans qu'elle puisse cependant devenir une obligation pour la Société»⁸.

Au cours de l'été de la même année, la direction de la sidérurgie envoya en Italie deux de ses employés. Ils réussirent à recruter ainsi bon nombre d'Italiens, surtout au Tirol (Trente-Bolzano), grâce à la promesse d'un salaire journalier s'élevant de 3,25 à 4 F. Ce système de recrutement apparemment simple, finit cependant par provoquer des perturbations. En effet, une fois arrivés à Dudelange, ces nouveaux immigrés furent occupés aux hauts fourneaux. Ce travail se révéla bientôt dur et l'administration fut obligée de leur proposer un autre emploi. Ce changement s'accompagna d'une baisse de salaires, qui fut à l'origine d'une des premières grèves de ce début de siècle⁹. En 1906, la sidérurgie entreprit une nouvelle expansion qui attira de nombreux immigrés, provenant de toutes les régions de la Péninsule et en particulier du Piémont, de la Lombardie et des Trois Vénéties, ainsi qu'en réfère le Luxemburger Wort:

«Parmi les ouvriers on compte 500 Italiens arrivés presque par wagons ces derniers temps d'Italie et recrutés par un agent. Vu le manque d'habitations, on se demande où ils vont loger¹⁰.»

L'agent recruteur était à ce moment M. Giulio MOSCHEN¹¹, surnommé par les Italiens «le grand Giulio». Il se rendait fréquemment en Italie, afin d'engager de la main-d'œuvre pour les entreprises luxembourgeoises. Il sera ultérieurement remplacé par M. Rossi.

Les premières familles italiennes de Dudelange

Il nous a semblé intéressant de citer les noms des plus anciennes familles italiennes, qui s'établirent à Dudelange et dont les descendants demeurent encore en grande partie dans cette ville. Avant 1895, la plupart des familles immigrées étaient originaires de la Vénétie. Plusieurs provenaient de Rocca d'Arsiè (Bellune): Rech et Sagrillo de Preghena, Lazzari di Forno et Paulin de Feltre. Parmi les premières familles venues de la Vénétie, on trouve encore Bettinelli de Cavaria (Padoue), Terreri et Dallavia de Vérone, Feltrini et Marin de la province de Trévise, Poletti du Trentin.

Après 1895, les familles originaires de la Vénétie continuèrent à prédominer à Dudelange. Bon nombre provenait de la province de Bellune: de Rocca d'Arsiè (Bellune) étaient originaires les familles Nardino (1904), Smaniotto et Turra (1910); la famille Cappelari provenait de Pedavena (1895), De Bertoli de Sovramonte, Favretti de Forno di Zoldo, Baldissera et Panazzolo de Feltre. De la région de Trévise étaient arrivées les familles Gobbo de Volpago et Fasoli de Marano. Rampin Mosé, était originaire de S. Giorgio (Padoue) et Guglielmi de Caldiero (Vérone).

Nombreux immigrés provenaient de la région de Trente: Iseppi de Caldonazzo, Rossini Giuseppe de Martignano, Moschen Giulio, Barozzi Amadeo et Perina Giordano de Levico.

Mais d'autres régions d'Italie étaient également représentées à Dudelange. Ainsi les familles Zigliana provenaient de Paisco (Brescia), Nappi de Bologne, Daolio Mario de Guastalla (Reggio Emilia), Luzzi de Gualdo Tadino (Pérouse) et Eutropi de Gubbio (Pérouse).

Parmi les toutes premières familles immigrées, on compte encore Motto (1897), Regalli (1898), Tosi (1899), Anadotti (1902) et Cirelli (1903).

Les problèmes soulevés par l'habitation

Nous appuyant sur les témoignages des protagonistes de l'émigration italienne à Dudelange, nous nous sentons en droit de redresser la réputation infamante, qui accablait nos compatriotes du quartier «Italia»: les Italiens furent toujours associés à «usine et bistrot».

Arrivés massivement, sans préparation ni aide quelconque, jetés dans le chaos des aciéries, des laminoirs, des fonderies, ou des mines obscures, ces hommes avaient malgré tout gardé un sens profond de leurs responsabilités ainsi qu'un certain orgueil. Leur comportement est d'autant plus louable si on considère que, jusqu'avant la Première Guerre mondiale, les immigrés étaient en majorité des jeunes, sans famille. Ils avaient, malgré toutes les difficultés rencontrées dans ce pays étranger, su garder un lien étroit avec leurs familles restées en Italie, et ils développèrent un esprit communautaire, qui leur permit de devenir progressivement des êtres dénués de toute attitude raciste, dépourvus de préjugés raciaux, des hommes exemplaires, prêts à s'intégrer à la population locale.

Leur premier souci avait été le logement. Face aux vagues périodiques amenant de nouveaux immigrés, l'habitation constituait un problème capital. Toutefois, on ne connut point le phénomène des bidonvilles. La conséquence du manque de logement fut plutôt l'apparition de maisons surpeuplées.

Entre 1905 et 1906, 28,5% des maisons en location présentaient le problème de la surpopulation. On pratiquait à cette époque le système des pensionnaires logés dans les familles: 22% des ménages de Dudelange (luxembourgeois ou étrangers) acceptaient des pensionnaires et hébergeaient ainsi 37,5% de la population totale¹².

Afin d'obvier à ces situations insoutenables, les Italiens travaillaient avec acharnement, afin de pouvoir procéder à la construction de nouvelles habitations.

3. LE «QUARTIER ITALIA»: UN COIN DE PATRIE DANS LES BRUMES DU NORD

Où habitaient les Italiens au cours des années 1898 à 1919¹³? En majorité aux alentours des lieux de travail: dans la rue «Italia alta» logeaient 2 015 personnes, soit 35,48% des immigrés; dans la rue «Italia bassa» 1 133 (19,45%), dans la rue de l'Usine 673 (11,85%), dans la rue Tattenberg 673 (11,22%), dans la rue de Volmerange 527 (9,28%)...

Regroupés, comme les immigrés de la ville d'Esch, autour des installations sidérurgiques, les Italiens de Dudelange formèrent bientôt le quartier «Italia».

Il est intéressant de suivre les différentes étapes du développement de ce quartier de Dudelange, qui comprenait les rues Tattenberg, Gare-Usine et Minières et qui, dès 1883, fut même appelé «ITALIEN» dans les documents officiels.

Dans leurs articles, les deux journalistes luxembourgeois, Léon Koerperich et Robert Kranz, expriment leur vive sympathie pour le quartier «Italia» de Dudelange:

«Ne ressentons-nous pas, pâles touristes des pays du Nord, parfois l'attrait vers la «Belle Italie», au-delà des Alpes? Mais, si nous cherchons bien, il nous est possible de trouver l'Italie aussi par-deçà de ces Alpes: l'Italie Cisalpine». Ne connaissez-vous point

l'endroit? Même s'il ne figure sur aucune carte géographique, l'Italie est à Dudelange, au Grand-Duché de Luxembourg. Oui, elle se situe à l'extrémité sud-orientale de la «Forge du Sud» et son nom est «Italien» ou quartier «Italia».

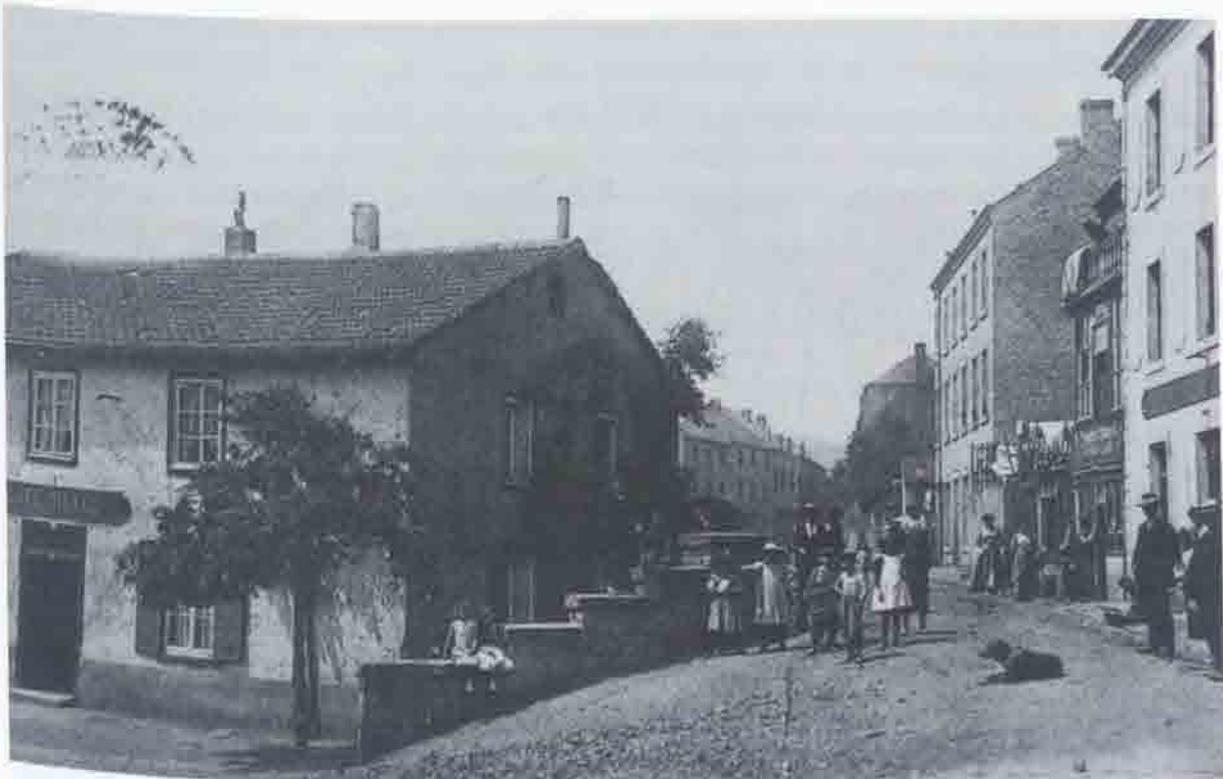
Son nom est dû à ses constructeurs, à son style, à ses habitants. Il rappelle en effet par ses détails caractéristiques, les villes italiennes surpeuplées, d'où proviennent ses habitants.

Sans équipements techniques, sans plans de construction, poussés exclusivement par la nécessité, les émigrants se sont lancés dans l'édification de demeures primitives au cours des années 1883 à 1900. Les matériaux, dont ils se sont servis, sont les pierres des mines, la chaux, le bois, l'argile et les résidus routiers. Le besoin de lumière, de soleil et de chaleur, la réaction à notre climat nordique et variable les a poussés, je pense, à chercher l'endroit pour la construction de leur demeure dans cette patrie adoptive près des fonderies, qui émanent de la chaleur, et dans les terrasses à pente semi-circulaire, qui ressemblent aux antiques amphithéâtres romains, à l'endroit le plus ensoleillé du Kolschberg.

Les maisons sont construites l'une à côté de l'autre, toutes tournées vers le soleil. Ces files de maisonnettes multicolores sont séparées par des ruelles étroites et obscures se terminant en allées, qui finissent par se rejoindre. Des enfants aux grands yeux noirs, qui dénotent leur origine méditerranéenne, y jouent allégrement. Voilà le quartier «Italia», sans lequel Dudelange ne serait point ce qu'il est aujourd'hui!⁴.

La construction du quartier «Italia» connut différentes étapes.

Le premier édifice, qui s'éleva à côté de l'entreprise, fut naturellement un café-épicerie (Wirts-und Geschäftshaus), œuvre d'un certain Jean-Pierre Dickes (1883).



Dudelange, vers 1895. Bâti entre l'usine et le «Quartier Italia», le café Dickes était le lieu de rencontre des ouvriers italiens après une longue journée de travail (collection J.-P. Conrardy).

Cet entreprenant Luxembourgeois loua un petit terrain appartenant à la société minière, sur lequel se trouvait une baraque. Il la restaura et y posa l'enseigne «Café Dickes». Près de ce local s'élevait un grand tilleul, sous l'ombre duquel Dickes installa des tables, où ses clients pouvaient jouer en toute tranquillité aux cartes ou à la «morra». Il pensa même à aménager un terrain pour le jeu des «bocce» (souvenir de belles parties jouées dans les cours des maisons du pays natal). Le «Café Dickes» devint en peu de temps le point de rencontre de tous les immigrés, la poste finit par y installer une boîte aux lettres¹⁵.

A Jean-Pierre Dickes succéda un certain Hamilius, appelé «Fritzen Fils», qui érigea la première maison du quartier «Italia» sur le «Franzenberg» (où était situé encore récemment le «Café Zigliana»), entre la rue Gare-Usine et la rue des Minières, au abords du bois. Ce café était l'endroit préféré des mineurs; les Italiens âgés se souviennent avec nostalgie des cohues des jours de payé, quand les mineurs étaient obligés de faire la queue pour y entrer.

Face au Café Hamilius, Forty possédait une propriété; il fit élargir le sentier, qui la traversait, afin de faciliter la construction de nouvelles habitations et il mit en vente les terrains à bâtir.

Jean-Baptiste POLETTI¹⁶ construisit la maison «CREMONA» sur un de ces terrains, constituant la «partie haute» du quartier (ou Oberitalien). Dans cette demeure il logeait ses ouvriers. Le menuisier KOHLER y ouvrit à son tour une boutique d'outillage. Vers 1900, CAPPELARI Salvatore¹⁷, qui exerçait le métier de cordonnier, construisit une longue maison, comprenant aussi un café, lieu de rencontre de tous les Italiens qui aimaient venir y chanter. Ce café n'existe plus aujourd'hui; seul un écriteau, dernier vestige de cette époque, peut encore en témoigner. Au carrefour de l'actuelle rue Gare-Usine, le menuisier Strasser fit ériger une longue file de maisons qui portent encore aujourd'hui le nom de «Strasser-Kasernen» (casernes, car les maisons toutes identiques étaient construites l'une à côté de l'autre).

Dans la «partie basse» du quartier, on connut le même développement. LONGARI y ouvrit sa «Kapeboutique» (magasin de chapeaux, qui ne disparut que lors de la Deuxième Guerre mondiale).

Au centre du quartier se dressait la «VILLA DEWARD», achetée plus tard par Longari. Elle fut surnommée «Gliese Schaf» ou «Armoire vitrine», du fait que la superbe construction, agrémentée de deux tourelles, présentait deux escaliers extérieurs protégés par une véranda. Cette demeure devint rapidement un lieu de rencontre fort recherché, d'autant plus qu'au premier étage étaient fréquemment organisés des bals. L'orchestre fournissait aussi des danseuses, qui acceptaient de danser pour le prix de 1,25 F. Or, elles devaient respecter une règle sévère: accepter de danser avec tout le monde.

La maison côtoyant la «Villa Deward», l'actuelle maison BEMTGEN, fut construite par Cesare. Elle constituait le lieu de rencontre du Cercle Sportif «Alliance»; le «Café Bemtgen» existe encore actuellement. Dans la cave de cette maison se trouvait le puits («Pëtz»), où les ménagères venaient puiser l'eau. Celles qui habitaient plus loin, étaient obligées de se rendre à la source «Wäschbuer» du «Schwarzer Weg» (rue Noire). A la droite, surplombant ces maisons, était située la salle de danse «Klein's Ketty», du nom de sa propriétaire.

Au bout de la rue on trouvait la maison «Schneider», face à laquelle étaient situées les maisons NAPPI (marchand de fruits et légumes ainsi que de produits alimentaires)¹⁸, BAROZZI (beau-fils de Dickes, chapellerie)¹⁹ et TOSI (boulangier)²⁰.

Ce quartier s'embellit progressivement par de notoires œuvres publiques. En 1896 on inaugura le nouveau chemin de fer Gare-Usine et on entreprit la construction

du passage supérieur entre le Café Heller (aujourd'hui Ciufoli) et la maison de l'instituteur Friederich. Ce passage est devenu le «portail» du quartier «Italia». C'est à cette époque que débutèrent les travaux d'édification du pont surélevé, qui reliait la zone «Weyergarden» avec le «Tipp» et les autres quartiers.

On désigna immédiatement ces rues par des noms plus appropriés: ainsi l'actuelle rue des Minières s'appela «Oberitalienstraße» (rue de l'Italie Haute), tandis que la rue Gare-Usine était nommée «Unteritalienstraße» (rue de l'Italie Basse).

Cafés et commerces au début du XX^e siècle

Le constant développement de Dudelange entraîna une croissance démographique considérable. Ainsi au début du siècle, la localité comptait 9 069 habitants, dont 1 487 habitaient le quartier «Italia» et 1 075 le Tattenberg.

En 1902 la population immigrée se répartissait de la façon suivante: 1 550 Italiens, 419 Allemands, 105 Belges et un Russe. Dudelange comptait déjà 96 cafés, dont 33 se situaient au quartier «Italia». En 1902 les Italiens inaugurèrent une «cantine» italienne, qui leur servait aussi de «magasin». Ils y employèrent un cuisinier italien et se partageaient les frais.

Parmi nos compatriotes les plus entreprenants installés à Dudelange²¹, on peut citer les gérants de cafés Beltrame Vincenzo, Cappelari Salvatore, Rech G. et Sagrillo Giacomo²² ainsi que les cordonniers Castoldi Libero, Fassa Adamo et Sandon Natale.

Ultérieurement l'entrepreneur en bâtiment Gasparini ainsi que les cafetiers Fasoli A., Gius Stefano, Perina G., Rossi Francesco et le cordonnier Panazzolo Antonio²³ vinrent se joindre au nombre déjà considérable des commerçants italiens.

En 1905, Campagna Alessandro ouvrit une pension de famille au 44, rue de Volmerange, où il logeait neuf pensionnaires. Trois autres cafés sont inaugurés au quartier «Italia» en 1910, celui de John Pompilio, de Rongoni et le café Roma.

Le quartier «Italia» offrait aussi aux citoyens italiens de petits magasins de tous genres: RADRIZZI²⁴ et POLETTI étaient les propriétaires d'une boulangerie, plus tard se joignirent à eux Gobo et Carmelina ARDUINI. Les boucheries étaient gérées par Vecken dans la maison Barozzi et «Fritz» au coin Zigliana.

D'autres petits commerces virent le jour: SOLAGNA²⁵ et, quelques années plus tard, Nicola avaient des salons de coiffure. Ceculo vendait des journaux. Le «Tirolese» faisait le commerce de vins: les raisins lui arrivaient d'Italie et il produisait lui-même le vin. Parmi les Italiens du quartier «Italia» on comptait aussi des ferblantiers et des chaudronniers²⁶.

Il serait erroné de croire que les Italiens aient voulu se renfermer par là en ghetto. Ils n'étaient pas non plus poussés par un sentiment d'«autarcie». Ils commençaient tout simplement une vie nouvelle. Les familles étant nombreuses, ils étaient obligés de faire preuve d'initiative, s'ils voulaient mener une vie décente. Les journaux de l'époque notent que la façon d'agir des Italiens commence à poser des problèmes aux commerçants luxembourgeois, car le commerce italien constitue une concurrence toujours plus sérieuse. Par ailleurs, à cette même époque, la sidérurgie forme elle aussi des coopératives. Nombreux sont les petits commerçants qui déclarent faillite ou... qui sont obligés d'émigrer²⁷.

Les locaux les plus fréquentés sont de toute évidence ceux, qui peuvent organiser de grandes fêtes et attirer de belles jeunes filles. C'est le cas du local «Strasser», où père et fils jouaient dans l'orchestre et où on décorait le plus bel arbre de Noël de la région.

Aux noms de cafés déjà cités, nous en ajouterons d'autres: GERBAULA-SCHAUSTEN, MERSCH-SARTOR, «STELLA» (du surnom donné à son propriétaire Terreri Domenico²⁸; sans oublier le local le plus connu et le mieux fréquenté: celui de BALDISSERA, situé aujourd'hui au 40, rue des Minières²⁹.

Un des premiers ateliers de photographie fut inauguré par le peintre Dominique Lang et son ami Umberto Cappelari au «Schnidepärchen» (aujourd'hui Square Emile Mayrisch).

En 1907, Dudelange atteignit le nombre de 10 425 habitants. Par ordonnance grand-ducale elle fut déclarée *ville*. On ne fêta cependant cet événement que le 2 août de l'année suivante.

La société minière employait 2 428 ouvriers, dont 1 032 Italiens et 355 Allemands. Les «Grubenbetriebe» comptaient entre 700 et 800 ouvriers, dont 50 à 60% d'Italiens.

L'entrepreneur Gasparini, qui faisait partie des constructeurs italiens déjà au Grand-Duché depuis 1903, terminait en cette année la construction de l'«Eisenbahnstraße».

Une curiosité: la disparition des chevaux au service de l'usine. Le dernier cocher avait reçu un autre emploi.

Le 18 octobre 1907, lors du congrès des BOULANGERS, figurait en tant que membre dirigeant Gianbattista POLETTI. Depuis des années, Poletti était devenu un des éléments les plus en vue de la communauté italienne. Madame Rina Poletti-Funk était la meilleure sage-femme de Dudelange.

«La famille Poletti a connu un destin étrange — déclare un Italien —, elle a aidé des centaines d'enfants à venir au monde, mais elle n'a pas pu avoir d'enfants.» Les Poletti adoptèrent une petite fille.

Madame Poletti décéda en 1908, à l'âge de 98 ans. Le nom des Poletti est toutefois lié à un groupe de maisons construites par Poletti dans l'actuelle rue de la Libération: les maisons «Poletti». En haut s'érige la statue d'Hermès, patron des commerçants, dont notre compatriote avait été un des meilleurs représentants.

4. DES GENS TRANQUILLES, CEPENDANT PARFOIS...

Dans les nombreux cafés de Dudelange, sans compter les pensions de famille, l'alcool et les divertissements atténuaient la nostalgie du pays natal. Les bals du dimanche constituaient sans aucun doute les seuls moments de distraction et de bonheur après une semaine de travail harassant pour ces mineurs souvent sans famille. Mais parfois ces fêtes dégénéraient et des rixes éclataient.

Sans vouloir généraliser, le tempérament fougueux des Italiens était en large partie responsable de ces altercations, qui envenimaient les fêtes joyeuses au quartier «Italia».

Les querelles suscitées fréquemment par les danseurs les plus ardents, qui maniaient leur couteau avec facilité, provoquaient l'intervention de la police. Le «Luxemburger Wort» relatait en 1894:

«Hier, dimanche, le quartier Italia a été une fois encore perturbé par des rixes sanglantes. Plusieurs ouvriers ont provoqué des bagarres dans la PENSION MAZALAI³⁰. La blanchisseuse dite Maria-la-Rossa était de la partie. Armée d'une pince de cheminée, telle une amazone, elle protégeait un homme d'origine italienne, qui était en train de se frayer un chemin à l'aide d'une pioche. L'Italien Barbieri avait déjà été blessé à la tête lors de l'arrivée de la police, qui réussit à mettre fin à la rixe. La Fille-du-Régiment Maria, et son compagnon ont été emmenés à Luxembourg.»

Autres faits divers. Le 1^{er} janvier 1908, une vingtaine d'Italiens se retrouvèrent à la pension Algrezzo (dite Fritzen-Hary-Kaserne), afin de fêter le Nouvel An. Une altercation éclata subitement et Algrezzo fut gravement blessé d'un coup de poignard. Le coupable fut arrêté³¹.

Quelques jours plus tard, le 16 janvier, une querelle se produisit entre des Allemands. Plusieurs Italiens essayèrent de ramener le calme. Les Allemands se lancèrent alors contre ces «gens du Sud» et la rixe devint plus violente encore. La police arrêta les chameilleurs³².

En 1914, l'athlète Signorelli découvrit, lors d'une visite à Luxembourg, que certains de ses concitoyens étaient impliqués dans la contrebande de la saccharine. Les coupables, croyant avoir affaire à un espion, l'assommèrent à coups de couteau. Il fut sauvé comme par miracle³³.

Souvent un malfaiteur réussissait à prendre la fuite à travers bois et se réfugiait en France, ni vu, ni connu.

A ce propos, des témoins de cette époque nous affirment qu'effectivement il y eut des rixes, mais qu'on exagère leur ampleur. En général la colonie italienne était constituée par des gens tranquilles. Désormais les travailleurs, qui résidaient dans le pays sans leur famille, étaient de plus en plus rares; or, quand on a une famille, l'envie de chercher querelle à quelqu'un est considérablement diminuée.

Deux journalistes, Koerperich et Kranz, écrivent à ce sujet:

«...les Luxembourgeois désignaient les Italiens par des sobriquets, qui se rattachaient à leur caractère irascible³⁴. Mais nous voulons éliminer ces préjugés et faire oublier par la même occasion le discrédit qui pèse sur ces hommes honorables: ils sont en général simples, laborieux, entreprenants, de caractère vif et prêts à l'amitié. Ils ont droit au respect ainsi qu'à être acceptés et jugés à leur juste valeur³⁵.»

5. ECOLE, TRAVAIL, RAPPORTS AVEC LES LUXEMBOURGEOIS, LA MAIRIE, LA PAROISSE

Les récits, qui vont suivre, sont des témoignages recueillis auprès d'hommes et de femmes ayant vécu au cours des premières années de ce siècle.

Quels étaient vos rapports avec les Luxembourgeois?

«De véritables problèmes ne se posèrent qu'au début de notre arrivée. Il me semble qu'ils ne tenaient pas tellement du racisme, mais plutôt de la méconnaissance réciproque de la langue et de la mentalité de l'autre. La plupart des controverses éclataient pendant les bals dans les cafés.»

«On s'entendait en général assez bien; mais il suffisait l'approche d'une crise et par conséquent la peur des licenciements, pour qu'on nous traite de «Wëlle Bier» (ours sauvage). Mais ce n'était que de courte durée: à Dudelange on n'a à aucun moment assisté à de véritables manifestations de racisme.»

Avez-vous connu des difficultés au niveau de la langue, de l'école?

«Nous n'avions guère le choix; il fallait apprendre, et vite, le luxembourgeois. Mieux nous le connaissions, mieux nous nous portions: ceci à tous les niveaux. Moi, par exemple, si j'ai pu surmonter l'orage de la guerre tout en restant à mon poste de travail, je l'ai dû essentiellement à ma connaissance presque parfaite de la langue du pays.»

«A l'école, les fils des immigrés n'ont eu aucune difficulté, ils n'ont connu aucune discrimination.»

«En tant que femmes nous n'avons pas ressenti la nécessité d'apprendre la langue des aborigènes. Pour nous tout se déroulait à l'intérieur du quartier italien. Nous nous servions exclusivement de notre langue maternelle, ou mieux encore de nos dialectes respectifs. Nos maris, et mieux encore que ces derniers, nos enfants, s'occupaient du reste.»

«Il y avait des maîtres d'école, comme par exemple M. Friederich, qui parlaient l'italien encore mieux que nous-mêmes. Inutile de dire que pour nous c'était un grand avantage, d'un côté pour nos enfants à l'école, de l'autre pour nos époux, qui s'adressaient à ces maîtres quand ils avaient besoin d'une explication sur quelque sujet que ce soit.»

«Même dans la paroisse on réussissait à se faire comprendre. Nous y trouvions toujours quelque «vicair», qui avait appris l'italien afin de pouvoir nous venir en aide.»

«A mon avis, notre plus grande difficulté n'était pas tant le fait d'apprendre le luxembourgeois, mais le risque d'oublier notre langue maternelle. En ce qui me concerne, j'ai dû, étant donné que j'étais né ici, réapprendre l'italien beaucoup plus tard au cours de ma vie. J'ai eu envie de reparler cette langue, non pas seulement pour pouvoir la parler avec plus de facilité, mais pour tout ce qu'une langue maternelle peut comporter. Et mes enfants, quoique luxembourgeois en tout, parlent cependant parfaitement l'italien. De même mes petits-fils: J'en suis vraiment fier!»

«Quand nous sommes arrivés dans ce pays, nous avons été obligés de recommencer nos études depuis le début. Or, nos maîtres nous ont énormément aidés et, en un an, nous avons atteint le même niveau que les autres.»

«Parmi nous, il y avait énormément d'analphabètes. C'est pour quoi des privés organisèrent des cours de langue italienne.»

Quelles étaient les conditions de travail et de salaire?

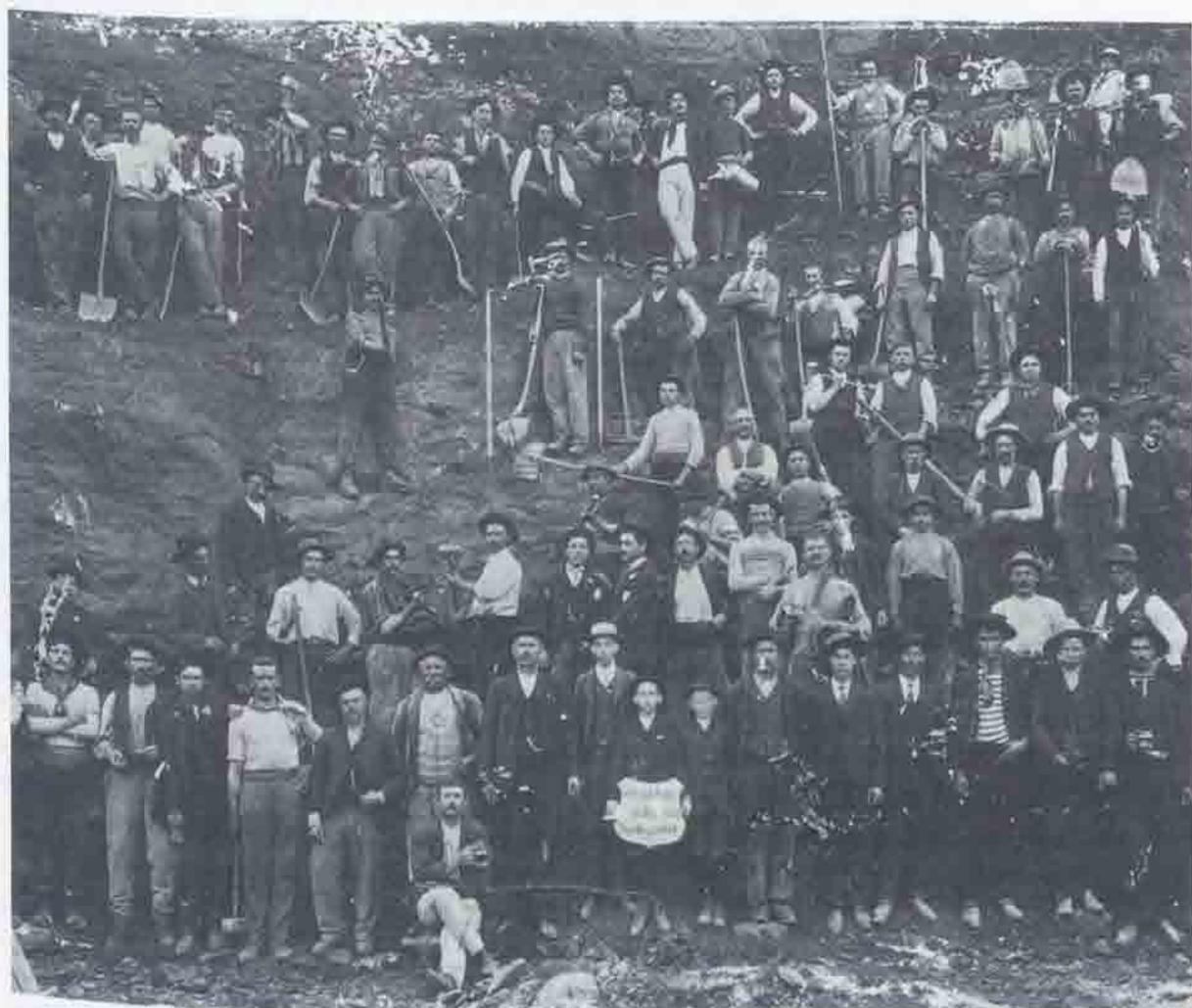
Les réponses, que nous avons obtenues, sont souvent imprécises et contradictoires. Les problèmes se posaient de façon différente pour le secteur de la métallurgie et de la construction. Au début du siècle les syndicats n'existaient pas encore: les travailleurs étaient à la merci du paternalisme et parfois exploités.

«Les premiers temps, le travail était véritablement inhumain. Les accidents sur les lieux de travail étaient fréquents, il y eut même des morts. On travaillait douze heures par jour; certains buvaient un peu trop, d'autres étaient sous-alimentés: or pour exécuter certains travaux il faut être lucide...»

«Après une journée de travail harassant (et, en principe, le travail le plus dangereux était réservé aux étrangers), on comprend que les hommes ne rentraient à la maison qu'après une pause dans un

café. D'ailleurs ils fréquentaient régulièrement les débits de boissons dans le but de s'enivrer. La bière, l'alcool «à pleins verres» ne manquaient jamais!»

Il faut noter cependant que les Italiens se sont toujours fait respecter sur leur lieu de travail. Ils étaient partout considérés comme les meilleurs et les plus tenaces travailleurs. Plus tard beaucoup d'entre eux devinrent contre-mâtres.»



Dudelange, 1908. Une photo exceptionnelle: les mineurs de la «Brigade Moschen». Giulio Moschen, originaire de la province de Trente, était envoyé fréquemment en Italie par les entreprises minières et sidérurgiques, pour recruter de la main-d'oeuvre.

«Il est exact qu'au début le travail était éreintant, même inhumain. Mais il est vrai aussi que souvent c'étaient les Italiens eux-mêmes qui le rendaient tel. Nombreux étaient ceux qui, après une journée de douze heures de travail, que ce soit dans les mines ou dans les usines, acceptaient encore un travail supplémentaire, notamment celui de décharger les wagons de coke. Ils étaient payés vite et bien. Il serait inutile d'insister sur les conséquences néfastes, qui s'en suivaient au niveau de leur santé et au niveau de la famille.»

«On commençait par travailler à l'usine. J'avais seize ans, lorsque j'ai commencé à effectuer quelques menus travaux dans le jardin de l'Arbed. Plusieurs dirigeants de l'usine notèrent que je travaillais avec entrain et ils me proposèrent un emploi dans les mines. J'ai débuté en chargeant les chariots. Ils s'agissait d'un travail exténuant. Je me souviens encore de l'ouvrier, qui passait tous les matins dans le quartier «Italia» sonnait une petite cloche. C'était le signal du départ vers le lieu de travail.»

«On a parlé des accidents dans les mines. On peut aisément imaginer la tragédie, que provoquait la mort d'un mari dans les mines. La veuve se retrouvait du jour au lendemain sans un sou, avec cinq ou six enfants à sa charge et était obligée de nourrir sa famille avec son seul travail de blanchisseuse...»

«Les salaires? On avait l'impression de gagner assez. Mais plus tard, grâce aux syndicats, notre salaire a été augmenté et il correspondait beaucoup plus au travail que nous rendions. Mais nous nous contentions de peu à l'époque: la preuve en est donnée par le fait que toujours plus d'Italiens arrivaient, appelés par ceux qui résidaient dans le pays. Ensuite, comme toujours, il y eut ceux qui utilisèrent leur argent assez bien, d'autres moins bien. Et en dernier lieu il y avait ceux qui augmentaient leur revenu grâce aux heures supplémentaires, qu'ils faisaient en dehors de leurs heures de travail réglementaires. D'autres encore passaient leur temps libre ainsi que les fêtes à construire ou à rendre plus agréable leur petite maison. C'est ainsi qu'est né le quartier «Italia!»»

Pour illustrer ces témoignages nous prendrons comme exemple quelques salaires pour les confronter au coût de la vie de l'époque: pour l'année 1902, le salaire dans la sidérurgie était de 2,50 à 3,75 F par jour, un ouvrier des mines gagnait de 150 à 250 F par mois. Or une livre de viande coûtait de 17 à 18 F; une douzaine d'œufs de 15 à 17 F; une paire de chaussures de 50 à 70 F (le même prix qu'un vêtement).

«Tout coûtait très cher, on essayait d'acheter le moins possible, en vivant des produits de nos propres jardins et de l'élevage de quelques bêtes... Je citerai l'exemple de mon oncle - ceci pour montrer combien coûtait la marchandise et la difficulté qu'on rencontrait pour la trouver - qui était un excellent mécanicien et qui possédait une des premières motos de Dudelange. Eh bien, pour faire son plein d'essence, il devait aller en pharmacie!»

«Le niveau de vie des familles était tout aussi désolant. Croyez-vous que les premiers, qui aient construit une maison, l'aient fait dans l'intention de posséder un bien en propre? Non, ils n'étaient poussés que par le désir d'échapper à ces fourmilières, dans lesquelles ils étaient obligés de vivre, de posséder enfin un lit dans lequel il n'auraient plus besoin de dormir à tour de rôle, sans hygiène, d'échapper à ces endroits où les querelles éclataient pour les motifs les plus futiles, et qui posaient des problèmes de moralité très aigus dès l'arrivée ou la formation d'une famille.»

«A propos des logements, je me souviens d'un fait symptomatique. J'avais réussi à faire venir à Dudelange un de mes cousins qui était dans l'extrême nécessité de gagner de l'argent. Pour lui, le fait d'avoir tout de suite été engagé par l'Arbed tenait du miracle. Or, la première nuit, en rentrant du travail et en se couchant, il nota que le lit était encore chaud, la preuve qu'un autre ouvrier y avait dormi juste avant lui. Il en fut tellement dégoûté, qu'il décida de rentrer de suite en Italie.»

Quels étaient vos rapports avec la mairie?

«Nous avons toujours été en d'excellents termes. On a même accusé la mairie d'avoir des préférences pour les Italiens. Plus tard, les Italiens, naturalisés ou nés dans le pays, ont obtenu des emplois de responsabilité dans l'administration communale. A ce moment, les gens disaient en plaisantant que... la mafia était entrée dans la mairie!»

Quels ont été vos rapports avec la paroisse et le clergé luxembourgeois?

«On se rendait à la messe dans la grande église en bas de notre quartier. Nombreux étaient les croyants, qui fréquentaient l'église. Aussi parce qu'on devait y emmener les enfants...»

«Le clergé ne faisait pas de distinctions de race, nous étions traités comme les Luxembourgeois. Beaucoup d'enfants italiens étaient des enfants de chœur et les adultes faisaient partie de la chorale de l'église. Nos enfants avaient même une heure par semaine de religion à l'école. Il ne faut pas oublier qu'à cause de nous et pour venir en aide aux malades et aux personnes âgées, la plupart des prêtres qui se sont succédé à Dudelange ont appris l'italien. Quelques-uns, comme l'abbé Koster, suivirent des cours spéciaux organisés par le Séminaire de Luxembourg, afin de mieux pouvoir exercer leur ministère auprès des Italiens.»

Les partis politiques

Du point de vue politique, les socialistes de l'Ombrie étaient les plus actifs à Dudelange. Ils maintenaient des contacts très étroits avec leurs camarades en Italie. Déjà en 1904, plus de 80 parmi eux avaient signé une lettre envoyée au périodique «Il Socialista» à Pérouse³⁶.

Ils étaient tous originaires de la Haute Ombrie et par leur lettre ils exprimaient tous leurs vœux au Congrès socialiste régional. «Organisez — écrivaient-ils —, regroupez les forces socialistes des différents collègues (...) et vous verrez que même l'Ombrie, notre chère Ombrie, échappera à la léthargie dans laquelle elle est sombrée!»

Le plus actif des socialistes de Dudelange fut sans aucun doute Tega Angelo qui, à partir de 1909, envoya régulièrement des écrits au périodique ombrien «La Battaglia»³⁷. Il exprima ainsi le regret des camarades de Gualdo, qui auraient voulu voir réformée leur Section socialiste et qui promettaient de s'y inscrire en masse³⁸. Il décrivait de même l'amertume des émigrés forcés à quitter leur cruelle patrie³⁹ ainsi que leur arrivée à la gare de Bettembourg dans un train «rempli, comme toujours, de la phalange émigrante italienne (...). Je vis descendre une foule fatiguée, qui maudissait en pleurant le lieu ingrat de son enfance⁴⁰».

6. LA SOCIÉTÉ ITALIENNE DE SECOURS MUTUEL DE DUDELANGE

Le 3 décembre 1899, une brève note publiée au Luxemburger Wort communique que

«les Italiens, dont la plus grande partie travaille dans les galeries, fondent un organisme pour la protection des travailleurs sous le nom de Société Italienne de Secours Mutuel».

Ces quelques mots annoncent la naissance d'une association, qui entrera dans l'histoire de notre colonie et de toute la communauté de Dudelange grâce au

nombre et à la qualité de ses adhérents. Elle sera la base de nombreuses initiatives sociales et culturelles.

Quand on pense que seulement dix années s'étaient écoulées depuis l'arrivée des premiers immigrés italiens dans ce milieu laborieux des aciéries et des mines, on ressent une grande admiration pour ces hommes faisant preuve d'un grand sérieux ainsi que d'un esprit d'initiatives très vif, qui les amènent à des réalisations inestimables. Leurs activités apportent un démenti absolu à cette réputation selon laquelle la collectivité italienne ne connaissait que «l'usine et les cafés». Dans l'attente de participer activement aux revendications sociales pour la défense de leurs droits (assurance, sécurité sociale, assistance à la famille...), les Italiens avaient retroussé leurs manches et commencé, seuls, à réaliser quelque chose.

Nous n'avons malheureusement pas pu nous procurer une copie des statuts, dûment déposés et approuvés par la mairie. Mais nombreux sont les membres encore vivants de la Société qui nous ont donné des indications précises sur ses buts. D'autre part, il suffit de se référer aux initiatives analogues prises à Esch, à Luxembourg, etc., pour se faire une idée à peu près exacte de cette Société.

Son but était de promouvoir à tous les niveaux la solidarité entre les Italiens. Elle accordait son aide aux indigents et aux familles victimes d'un accident des mines.

Les membres payaient des cotisations, les dirigeants organisaient des fêtes afin de rassembler des fonds. Dans des cas particulièrement graves, la Société intervenait par un subsidé. Le «Secours Mutuel» était hautement apprécié tant par les Italiens que par la communauté luxembourgeoise. Il accomplit des actes louables, tout particulièrement au cours de ces années de crises et il connut un développement rapide.

La société participait activement à la vie de la ville. Au mois d'août 1908, elle était présente au cortège pour les festivités de la proclamation de Dudelange en «Ville»⁴¹. Même deux Italiens, J. B. Poletti et Francesco Rossi, faisaient partie du comité organisateur des fêtes.

Gelmo Nardino, un ex-membre de la Société, témoigne:

«En ce temps-là, nous étions comme des orphelins». Seule la Société de Secours Mutuel s'occupait de nous. Je ne me souviens plus qui en avait été le promoteur. Je sais bien par contre que l'un des co-fondateurs était mon père. Il était le porte-drapeau. Quand il mourut, il fut enveloppé dans ce drapeau, qu'il arborait à chaque occasion. Depuis mon enfance j'ai fait partie moi aussi de cette Société. Les Statuts avaient été reconnus par le Conseil Municipal. (Chaque membre payait, si mes souvenirs sont exacts, 5 marks par mois; jusqu'à la grande inflation de la Première Guerre mondiale, le Luxembourg eut la même monnaie que l'Allemagne, de même qu'il a maintenant la même monnaie que la Belgique.) Quand un membre de la Société était malade, on lui allouait un petit subsidé. (La retraite d'invalidité ne fut instituée au Grand-Duché qu'en 1912).

On se réunissait un dimanche par mois: on étudiait les cas nécessaires et on enregistrait d'éventuelles nouvelles inscriptions.

La Société siégeait au café Verdi, tenu par Anselmi, qui avait mis à la disposition du Secours Mutuel une petite salle. Je ne saurais dire avec précision le nombre exact des premiers inscrits. J'estime qu'ils étaient au moins cinquante au début. La Société de Secours Mutuel était apolitique.»

D'autres informations viennent compléter ce témoignage. Parmi les premiers membres on comptait BAROZZI Pietro, GUGLIELMI Anselmo, NARDINO Giacomo, ZIGLIANA Francesco⁴².

Le premier président avait été BAROZZI, homme cultivé et extrêmement actif. Pendant de nombreuses années il dirigea brillamment la Société. On sait bien que celui qui fait beaucoup pour un peuple, finit aussi par se faire des ennemis; c'est ainsi qu'en 1914 Barozzi fut expulsé du Luxembourg par les nouveaux patrons: les Allemands. Il y revint cependant en 1919. A cette époque les membres du Secours Mutuel avaient leur siège au café «Zigliana».

IL faut reconnaître que la situation de nos travailleurs et de leurs familles était vraiment dramatique du point de vue assistance. Seule existait à ce moment la KRANKENKASSE, fondée par la Direction des Mines en 1888.

En cas de maladie et d'accident, il n'y avait même pas d'hôpital. La Société des Mines avait ouvert un propre hôpital; il ne comptait que 16 lits... et portait le nom de «Klengt Spital».

Le 15 août 1899, l'explosion d'un haut fourneau fit de nombreuses victimes. Ce fut probablement cette catastrophe qui incita les Italiens à créer le Secours Mutuel, afin de pouvoir bénéficier d'une assurance lors des accidents de travail.

7. «STELLA ROSSA» – «ALLIANCE», «LA FRATELLANZA» ET AUTRES INITIATIVES CULTURELLES

En 1908, un groupe de jeunes Italiens décida de former une équipe de football, dont le nom serait «Stella Rossa». Pendant des années cette équipe fit la fierté de Dudelange. (Certains se souviennent encore du premier «grand match» disputé contre l'équipe voisine de Budersberg en 1909.)

Mais l'équipe fut dissoute à l'approche de la guerre. Lors d'une assemblée, le 16 septembre 1916 au café «Gius», au quartier «Italia», les 25 membres présents décidèrent de constituer avec les joueurs restants de «Stella Rossa» et des membres du «Sparta» une nouvelle équipe à laquelle on donna le nom de «Cercle Sportif ALLIANCE»⁴³.

Le premier président fut Nic. GEREND: aucun Italien ne figurait parmi les membres du comité, mais deux joueurs italiens faisaient partie der la nouvelle équipe: Albert MOTTO et Jos. REGALLI⁴⁴.

Quelques années plus tard les Italiens réintégrèrent l'«ALLIANCE» considérée comme l'héritière de «leur» première équipe. A son apogée, l'équipe comptera 80% d'Italiens parmi ses joueurs.

En 1919, le président en sera Domenico TERRERI, remplacé l'année suivante par Amadeo Barozzi (qui était aussi membre de la direction de l'Association des arbitres). Après lui, Terreri sera à nouveau président. Il cédera son poste pendant 4 années à des présidents luxembourgeois. Par la suite, BAROZZI sera à nouveau président et il gardera ce poste pendant 27 ans!

Lors du 60^e anniversaire de la Société, le terrain de football de l'«Alliance» sera dédié à Amadeo Barozzi. (Il était situé au quartier italien, derrière les maisons Rossi.)

Le souvenir de Barozzi restera longtemps vivant dans la mémoire des sportifs. Il fit honneur au football et fut à l'origine d'une amitié durable entre les Italiens et les Luxembourgeois. Il mourut le 25 janvier 1955.

Vers la fin du mois de décembre 1911 le quartier «Italia» voit la naissance d'une fanfare grâce à l'initiative de la Société de Secours Mutuel. Son nom sera «*FRA-TELLANZA*» et elle sera composée d'une quarantaine de nos compatriotes, membres de la société.



Dudelange, 1913. La procession de la Fête-Dieu avec la fanfare italienne (collection ACQI).

Le premier chef d'orchestre fut Daolio Mario⁴⁵, mélomane et homme infatigable. Il conservera ce poste jusqu'à la fin de la guerre. Les mineurs-musiciens ne possédaient point d'uniformes et ils manquèrent même pendant de nombreuses années de certains instruments de musique indispensables, mais ils étaient doués d'un grand esprit d'initiative et d'un amour inné pour la musique. Tous ces musiciens se rendaient, dès la sortie des mines et des usines, au café Schneider-Beltrame pour les répétitions.

La fanfare italienne va acquérir toujours plus de prestige. En 1945 elle deviendra l'«Harmonie des Mineurs», gloire de la ville de Dudelange. Les derniers présidents de la «Fratellanza» furent RADRIZZI Natale et RAMPIN Mosé. Parmi les musiciens, on ne manquera pas de citer BASSANI Bepi, MENEGHETTI, ROS-SINI Raffaele, ANADOTTI, REGGI Luigi, DE MARCHI, BASEGGIO, NAPPINicky, LONGARI Mario, BUTTINI, EUTROPI Francesco, FATTEBE-

NE, NARDINO Angelo, SAGRILLO Carlo, ZAGHERO Emile, SCRIGNA, BALDELLI Remo, ROSSI, etc...⁴⁶.

La «Fratellanza» fut en tout temps soutenue avec orgueil et passion par la communauté italienne. Des commerçants italiens comme RADRIZZI, RAMPIN, NAPPI Giuseppe, CIRELLI Enrico, ROSSINI Giuseppe, ROSSI, POLETTI et beaucoup d'autres encore, lui accordaient un soutien matériel non négligeable⁴⁷.

D'autres initiatives culturelles émanaient de l'entreprenante colonie italienne de Dudelange.

En 1907, grâce à Giuseppe Barozzi et Luigi Fornaciari, on constitua un *groupe théâtral*, qui récita pendant deux dimanches de suite la comédie en 5 actes «Linda de Chamonix ovvero la Perla di Savoia».

Les artistes, tous amateurs, étaient fort doués; parmi eux on trouvait: Amalia (Linda) Cappelari, Domenico Zigliana, Caterina Cerresi, Francesco Carini, Riccardo Gobbino, Gioacchino Capitano, Primo Bonvini, etc.⁴⁸.

Au cours de la même année, Francesco Rossi, «protecteur des pauvres émigrants»⁴⁹, fit venir le sculpteur Pietro Balestra et lui fit ériger une statue dans son jardin: un monument impérissable de l'art métallurgique représentant, allégoriquement, l'apothéose du travailleur du métal, le génie duquel est irrigué par une source, qui s'élève sous forme de Vénus.

De temps à autre, une compagnie musicale venait égayer les journées de travail monotones par ses chants et son théâtre. Au mois de juillet 1908, en la salle de Francesco Rossi se produisit un théâtre de marionnettes italiennes, présentées par Cornalba Giuseppe de Milan⁵⁰.

En ce qui concerne les visites rendues à la colonie italienne, on signale en 1913 celle de don Alfredo Cristalli, curé de Bassano (Fabriano), qui entra ainsi en contact avec les Italiens de sa propre paroisse et ceux des localités voisines. Il tint des sermons dans l'église paroissiale, «très fréquentée» même par des fidèles venant de la Meurthe-et-Moselle⁵¹.

Il faut retenir en outre qu'en 1907, le premier *cours de langue italienne* fut organisé à Dudelange⁵². Au quartier «Italia» existait de même une école maternelle tenue par une jeune Italienne⁵³.

8. GUERRE: EXODE ET SACRIFICES

En 1914 des vagues de brumes recouvrent le Luxembourg: la guerre est proche.

Les autorités luxembourgeoises ainsi que l'Arbed conseillaient aux Italiens de rentrer en Italie.

Une invitation que nos concitoyens devaient bientôt considérer comme un «ordre». Le retour forcé commença: les immigrés abandonnaient leurs maisons et réalisaient avec peine que tout leur travail, leurs gains et leurs sacrifices s'évanouissaient d'un coup.

Le témoignage de Gelmo Nardino nous illustre cette situation désespérée.

«Mon grand-père, un homme honorable et fidèle à sa patrie, finit par convaincre ma mère à rentrer en Italie avec ses enfants. Mon père serait resté, prêt à fuir si le danger devenait imminent. Ainsi

la pauvre femme s'achemina vers la gare avec ses valises et ses enfants. Une fois arrivée elle se rendit compte qu'elle devait attendre longtemps avant de pouvoir prendre un train. Et elle commença à réfléchir et à pleurer... Puis, soudain, elle reprit ses bagages et ses enfants et rentra à la maison. A la surprise de son grand-père elle déclara: «Je ne pars pas. Quel mal ai-je fait pour être contrainte à aller travailler seule avec mes enfants dans les montagnes arides. Je ne vais pas bouger. Je reste auprès de mon mari», et elle refusa de partir.»

Grâce à l'intervention de Mayrisch, la direction de l'usine essaya pour sa part de rendre moins pénible l'exode de ses travailleurs. Les ouvriers furent payés, à la gare les familles recevaient des vivres pour le voyage. Mais, quoiqu'il s'agît de rentrer au pays natal, le départ fut difficile pour tout le monde. Ceux qui étaient venus dans ce pays inconnu, sentaient qu'une fois de plus leur destinée leur échappait et que leur avenir restait obscur.

«Nous fûmes vraiment sots de tomber dans le piège et de rentrer en Italie. Nous n'y trouvâmes point le travail qu'on nous avait promis, mais par contre la guerre. Ceux qui avaient eu le courage de rester, virent tous leur situation s'améliorer.»

«J'étais très jeune à cette époque, mais je me souviens pourtant que personne n'a forcé mon père à rentrer. Il est resté au Luxembourg et personne ne lui a jamais fait du mal.»

«Je me souviens d'un fait, qui illustre bien toute la confusion qui régnait à cette époque. Le gouvernement et les patrons nous obligeaient «officiellement» à rentrer dans notre pays, mais en pratique le contraire se produisait le plus souvent. Je me trouvais un jour dans le train de Bettembourg, qui était bondé de compatriotes qui voulaient retourner en Italie. Aussi incroyable que cela puisse paraître, des chefs de l'Arbed passaient dans tous les compartiments et insistaient pour que les Italiens descendent de ce train, leur affirmant qu'ils leur donneraient du travail, qu'ils pourraient même réintégrer leur ancien poste.»

Entretemps, le quartier était séparé du chemin de fer par un mur de protection et on construisait le premier trançon d'un viaduc de 26,40 m en substitution du pont de bois.

Des chevaux traînant des chariots pleins de scories incandescentes venaient décharger leur cargaison dans la rue, qui longeait ce mur et qui était de ce fait appelée «Strada Nera». Un compatriote se souvient que

«quoiqu'au ralenti, les aciéries fonctionnaient toujours. En 1914 je gagnais 75 Pfennig en travaillant à l'usine. C'était le salaire journalier pour 12 heures de travail. Mais je m'estimais chanceux.»

Toutefois, on commençait à souffrir de la faim. S'il devenait chaque jour plus difficile pour un Luxembourgeois de nourrir sa famille, la situation était encore pire pour les Italiens, d'autant plus que leurs familles étaient de loin plus nombreuses.

Au fur et à mesure que la guerre sévissait, la situation devenait plus critique. Ainsi commença la distribution de tickets alimentaires. Mais bientôt les tickets ne servaient plus à rien et on ne trouvait plus rien à manger dans les magasins.

Les revendications sociales (tout spécialement devant la famine) devinrent plus exaspérées.

Les émigrants italiens étaient sensibles à la solidarité ouvrière, d'autant plus que les revendications des Syndicats (fondés en 1914) les touchaient beaucoup plus que les autres. Les vivres étaient devenus rares et les prix devenaient astronomiques. Le salaire ne suffisait plus pour survivre.

A cet état désespéré, s'ajoutait la peur des bombardements. Le 6 décembre 1916, les premières bombes éclatèrent dans la rue Gare-usine, détruisant les maisons Cirelli et la boulangerie Poletti. Les Italiens plus âgés, se souviennent encore des arrêts de travail et des moments d'angoisse vécus dans les refuges à l'arrivée des avions de guerre.

«Je me souviens de la terreur de nous autres, les enfants, à chaque bruit insolite. L'obscurité nous faisait peur. De nuit on entendait distinctement les coups de canons tirés lors de la bataille de Verdun.»

La situation toujours plus précaire déclencha les grèves des mois de mai et juin 1917.

«Le 29 mai, tout comme dans les autres usines luxembourgeoises, une grève éclata à Dudelange à la suite de revendications non satisfaites au sujet d'une augmentation des salaires, réclamée à la suite du renchérissement constant du coût de la vie. Le Luxembourg se trouvant sous occupation allemande, la plupart des étrangers continuèrent le travail, de peur d'être expulsés du pays. Comme, de toute façon, il n'y avait que trois hauts fourneaux par manque de coke, l'usine put marcher au ralenti. Chaque jour, il y eut cependant un grand nombre de volontaires au travail, de sorte que l'allure normale put être reprise bien avant la fin officielle de la grève, le 5 juin.»

L'administration militaire allemande n'intervint que pour empêcher le placement de piquets de grève. Un certain nombre de militants syndicaux furent congédiés⁵⁴.»

¹ Cf. Publication de la commission permanente de statistiques, Etat de la population du Grand-Duché d'après les résultats des recensements de 1900, 1905 et 1910.

² Dudelange, L'Usine centenaire, éd. Arbed, Luxembourg 1982.

³ KOERPERICH L. - KRANZ R. - CONRARDY J.P., Düdclinger Chronik, tome II, Luxembourg 1982, p. 98.

⁴ ibidem, p. 146.

⁵ WEBER Robert, Die Ausländer in Düdclingen um die Jahrhundertwende, Beitrag zur Geschichte der Einwanderung nach Düdclingen von 1898 bis 1919, mémoire non publié, Luxembourg 1982.

⁶ WEBER Robert, op. cit., pp. 26-28.

⁷ La Patria, 10.4.1904.

⁸ Dudelange, L'Usine centenaire, op. cit., p. 86.

⁹ Ael, Justice, 76/75-0031: rapport de la gendarmerie de Dudelange, 18.8.1905.

¹⁰ Luxemburger Wort, 24.1.1906.

¹¹ MOSCHEN, Giulio, né le 22 février 1858 à Levico (Trente), arrivé à Dudelange le 16 avril 1895 et y décédé le 5 juillet 1924.

¹² Publications de la commission permanente de statistiques: Développement de la construction de maisons et de demeures, t. 18. Statistiques de l'habitat, t. 2, Luxembourg 1904, p. 106. Cf. de même KOERPERICH L. - KRANZ R.: «Düdclinger Fremdarbeiter von 1883 bis zur Jahrhundertwende» dans «An der Ucht», 1971, pp. 105-108.

¹³ WEBER R., op. cit., pp. 83 et suiv.

¹⁴ KOERPERICH et KRANZ, «Italia Cisalpina» in «Revue» 1968, n° 51.

¹⁵ Le «Djckes» fut démolie une vingtaine d'années plus tard. A sa place s'élèvent maintenant les bâtiments scolaires, nommés officiellement «Italien».

¹⁶ POLETTI Jean-Baptiste, entrepreneur, né le 20 septembre 1879 à Mark/Kreis Altena; arrivé à Dudelange en 1885 et y décédé en 1957.

¹⁷ CAPPELARI Salvatore est le père d'Umberto. Photographe et cafetier, né à Klösterle en 1882; arrivé à Dudelange en 1885 et décédé à Esch-sur-Alzette en 1969.

¹⁸ NAPPI Giuseppe, né en 1880 à Bologne, arrivé en 1900 à Dudelange, il y fut commerçant et mourut en 1960.

¹⁹ BAROZZI Amadeo, né en 1894 à Levico (Trente) et venu en 1898 à Dudelange, ouvrier d'usine; il y décéda en 1955.

- ²⁰ TOSI Giuseppe, boulanger, né en 1895 à Savignano (Forlì); à Dudelange depuis 1900, décédé en 1960 à Ettelbruck.
- ²¹ Cf. «Luxemburger Handels-Adressbuch», éditions 1900 et 1904.
- ²² BELTRAME Vincenzo avait été un des premiers à arriver à Dudelange. Il y demeura jusqu'en 1913; son commerce fut repris par Beltrame Amélie, née à Dudelange en 1888.
CAPPELARI Salvatore et son fils Umberto: cafetier, resp. photographe.
SAGRILLO Giacomo, né en 1862 à Seren del Grappa (Bellune), arriva à Dudelange en 1894. Il s'établit à Volmerange en 1924. Il épousa Rech Francesca, née en 1859 à Seren del Grappa et arrivée à Dudelange en 1884; leurs enfants furent tous cafetiers.
- ²³ FASOLI Abramo, né à Fumane (Vérone) en 1869. GIUS Stefano, né en 1895 à Dudelange. PERINA Giordano, né en 1867 à Levico (Trente), arrivé à Dudelange en 1903 et reparti pour Levico en 1919. ROSSI Francesco né en 1873 à Tulum et décédé en 1924 à Dudelange. PANAZZOLO Antonio, né en 1880 à Feltre (Bellune), cafetier et cordonnier à Dudelange depuis 1901; en 1920 il partit pour Homécourt (France).
- ²⁴ RADRIZZI Natale, né en 1887 à Dudelange, où il mourut en 1959; il fut aussi cafetier.
- ²⁵ SOLAGNA Pierre, coiffeur et cafetier, était né en 1901 à Dudelange où il mourut en 1974.
- ²⁶ Pour comprendre l'importance des petits commerces italiens à Dudelange, il suffit de considérer que l'association des commerçants, fondée en 1904, comptait parmi ses membres responsables un de nos compatriotes, M. Radrizzi.
- ²⁷ THINK Fr.: «Livre du cinquantenaire de la ville de Dudelange» — 1957.
- ²⁸ TERRERI Domenico, né en 1848 à Vérone, arriva à Dudelange en 1888; cafetier, il décéda à Dudelange en 1940.
- ²⁹ Le «Baldissera» était composé de toute une famille qui s'adonnait à la musique: ses membres jouaient qui du piano, qui de la guitare, qui du violon. Ils se piquaient d'honneur à présenter de la musique de haut niveau. Baldissera Giuseppina, épouse Cappellaro, était née en 1877 à Pedavena (Bellune), elle arriva à Dudelange en 1895 et elle devint cafetière. Son décès remonte à 1956.
- ³⁰ MAZALAI Maria, née en 1888 à Dudelange (et décédée en 1939) épousa Mastropietro Attilio, cafetier et industriel né en 1882 à l'Aquila et arrivé à Dudelange en 1907.
- ³¹ Duedelinger Chronik, t. II, op. cit., page 40.
- ³² Duedelinger Chronik, t. II, op. cit., page 43.
- ³³ Duedelinger Chronik, t. II, op. cit., page 104.
- ³⁴ Comme par exemple: «Wëlle Bier», ou «Spaghetti» (...c'est normal).
- ³⁵ KOERPERICH et KRANZ, dans «REVUE», article cité.
- ³⁶ Il Socialista, Organe de la «Federazione Collegiale di Perugia», 19.8.1904.
- ³⁷ Cf. La Battaglia, 3.4.1909, n° 34; 24.12.1909, n° 51; 14.5.1910, n° 19; 16.7.1910, n° 28; 27.8.1910, n° 34; 10.9.1910, n° 36.
- ³⁸ La Battaglia, 24.12.1909, n° 51.
- ³⁹ La Battaglia, 16.7.1910, n° 28.
- ⁴⁰ La Battaglia, 27.8.1910, n° 34.
- ⁴¹ Duedelinger Chronik, t. II, op. citée, pages 22 et 25.
- ⁴² GUGLIELMI Anselmo, né en 1883 à Caldiero (Vérone), à Dudelange depuis 1906, cafetier, décédé à Esch-sur-Alzette en 1920.
NARDINO Giacomo, né en 1874 à Rocca di Arsicé (Bellune), à Dudelange depuis 1904, décédé en 1936.
ZIGLIANA Francesco, né en 1871 à Paisco (Brescia), à Dudelange depuis 1896, cafetier, décédé en 1924.
- ⁴³ Duedelinger Chronik, t. II, op. citée, page 130.
- ⁴⁴ MOTTO Albert, né en 1896 à Algodau, à Dudelange depuis 1897, ouvrier, décédé en 1945.
REGALLI Jos, né à Wingen (Alsace) en 1896, à Dudelange depuis 1898, mineur.
- ⁴⁵ DAOLIO Mario, né en 1885 à Guastalla (Reggio Emilia), arriva à Dudelange en 1904 et décéda au mois de décembre 1959.
- ⁴⁶ BASSANI Bepi, émigré à Dudelange au temps des pionniers, rentré en Italie pour effectuer son service militaire, apprit à jouer de la musique dans la fanfare de son régiment. C'est à lui qu'on doit la création d'un groupe musical composé d'Italiens à Dudelange.
RADRIZZI Natale, né à Dudelange en 1887, cafetier.
RAMPIN Mosé, né à San Giorgio (Padoue), arrivé à Dudelange en 1906, cafetier, décédé en 1963.
ROSSINI Raffaele, né à Dudelange en 1904, décédé en 1934.
ANADOTTI Giovanni, né en 1900 à Cingia de' Botti (Crémone), arrivé à Dudelange en 1902, il décéda en 1953.
REGGI Luigi, né en 1897 à Dudelange et décédé en 1958.
EUTROPI Francesco, né en 1902 à Gubbio (Pérouse), à Dudelange depuis 1906.
SAGRILLO Carlo, né en 1889 à Lessy (Metz), à Dudelange depuis 1894.
- ⁴⁷ CIRELLI Enrico, né en 1879 à Bozzolo (Mantoue), à Dudelange depuis 1903, décédé en 1947.
ROSSINI Giuseppe, né à Martignano (Trente) en 1876, à Dudelange depuis 1896, cafetier, décédé en 1934.
- ⁴⁸ La Patria, 4.8.1907.
- ⁴⁹ La Patria, 10.11.1907.
- ⁵⁰ La Patria, 19.7.1908.
- ⁵¹ La Patria, 4.5.1913.
- ⁵² Cf. «Annuario delle Scuole italiane all'estero», Mae, Rome 1907.
- ⁵³ Duedelinger Chronik, t. II, op. citée, page 103.
- ⁵⁴ Dudelange, L'Usine centenaire, op. citée, page 116.

CHAPITRE 6:

DIFFERDANGE – NIEDERKORN

– OBERKORN: DES PREMIERS MINEURS A LA REVOLTE OUVRIERE DE 1912

Le nom de Differdange (ou Differtingen) est cité pour la première fois en 1235 dans un acte de donation¹. De toute évidence, le destin de Differdange sera lié, comme celui des autres villes du bassin minier, au développement de la sidérurgie.

Dans cette localité, les origines de l'industrie sidérurgique remontent à plusieurs siècles, notamment à la fondation de la forge de la Sauvage en 1614². Pendant de longues années on exploita systématiquement la «minette» (minerai de fer oolithique) et ce ne fut que très tard qu'on développa la grande industrie moderne.



Differdange, 1905. Au début du siècle des dizaines de milliers d'étrangers affluèrent vers la ville, qui offrait du travail dans les mines et les usines (collection Amis de l'Histoire).

L'écrivain Marcel Noppeney, dont la famille s'établit à Differdange en 1883, note qu'au cours de ces années le paysage de la future ville était encore champêtre et il ajoute:

«L'industrie – les hauts fourneaux n'existant encore que sur le papier – se réduisait à l'extraction du minerai. Elle était active, mais s'affirmait avec lenteur: des chevaux tiraient les wagonnets à bascule sur les rails qui longeaient la route où passaient le «pont Schroeder», seul lieu d'art du lieu. Le soir on voyait, la lampe de mineur à la main, la mèche de renfort enroulée autour du vaste chapeau d'ordonnance, les ouvriers, italiens pour la plupart, rentrant des «galeries», lieux pleins de mystère et d'épouvante, dont l'accès m'était strictement interdit à cause des pierres qui pleuvaient de la voûte»³.»

1. L'ARRIVEE DES IMMIGRES

Jusqu'à 1893, le taux d'immigration à Differdange fut peu élevé. Mais à partir de cette date, il connut un accroissement spectaculaire grâce à l'exploitation intensive des mines (1894) et l'installation de l'industrie sidérurgique (1896). La localité assista depuis, excepté en période de crise, à une augmentation progressive du nombre d'immigrés.

L'étude de Jean Reitz atteste que 44 926 déclarations d'arrivée d'étrangers furent enregistrées de 1899 à 1910⁴.

Il faudrait cependant y ajouter les clandestins, les vagabonds ainsi que ceux qui réussissaient chaque jour à passer illégalement la frontière franco-luxembourgeoise et on atteindrait ainsi un chiffre proche de 60 000 étrangers pour la période 1898-1914.

Les statistiques fournies par l'étude de Jean Reitz⁵ montrent en outre que les 13 848 immigrés, établis à Differdange entre 1904 et 1913, appartenaient aux nationalités suivantes:

Italiens:	8 195	(59,07%)
Allemands:	4 344	(31,17%)
Français:	566	(4,08%)
Belges:	539	(3,58%)
Autres:	204	(2,10%)

En définitive deux tiers des étrangers étaient des Italiens, un tiers des Allemands. Ces deux groupes constituaient à eux seuls 90,24% de la population étrangère totale.

Les statistiques officielles⁶ nous fournissent les chiffres suivants pour la commune de Differdange:

Année	Total étrangers	Italiens	Allemands	Belges	Français
1900	4 066	1 521 (h. 1 368/f. 153)	1 614	527	303
1905	5 646	1 094 (h. 960/f. 134)	3 624	427	501
1910	7 149	1 945 (h. 1 501/f. 444)	4 229	490	290

Or, ces chiffres manquent de précision, étant donné que les recensements annuels n'étaient faits que le 31 décembre et à cette date une grande partie des immigrés, les «saisonniers», ne se trouvaient déjà plus dans le pays. Cependant ils revenaient

aux premiers jours du printemps suivant. De cette façon leur présence n'était incluse dans ces listes officielles.

Quelles étaient les régions d'origine des Italiens?

Les immigrants italiens provenaient en grande partie de l'Italie septentrionale et centrale. L'hebdomadaire «La Patria» déclarait en 1907⁷ qu'une moitié de la communauté italienne de Differdange était constituée par des ressortissants du Piémont, de la Vénétie et de Bergame, l'autre par des ressortissants des Abruzzes et des Marches.

Dans son étude⁸ basée sur 7 290 Italiens, Jean Reitz cite les provinces d'origine dans l'ordre suivant:

Province	Immigrants (A,B,C,M)	Pourcentage	Pourcentage cumulé
AQUILA (Abruzzes)	1 048	14,37%	14,37%
ANCÔNE (Marches)	866	11,87%	26,24%
PESARO ET URBINO (Marches)	719	9,85%	36,09%
MACERATA (Marches)	672	9,03%	45,12%
PÉROUSE (Ombrie)	516	6,93%	52,05%
CÔME (Lombardie)	447	6,13%	58,18%
BERGAME (Lombardie)	315	4,32%	62,50%
MILAN (Lombardie)	288	3,95%	66,45%
NOVARE (Lombardie)	250	3,43%	
MODÈNE (Emilie)	242	3,36%	
BRESCIA	196	2,78%	
TURIN	159	2,28%	
UDINE	156	2,24%	
PARME	149	2,04%	
MANTOUE	127	1,74%	
CRÉMONE	108	1,48%	
TRÉVISE	92	1,26%	
VÉRONE	82	1,12%	
FORLI	81	1,11%	
FLORENCE	74	1,07%	
42 autres provinces	703	9,64%	
Total:	7 290	100%	

On note que les huit premières provinces regroupent 66,45% de tous les immigrants italiens de Differdange.

Si on considère l'immigration selon les régions d'origine, on trouve dans un ordre décroissant:

- les MARCHES avec 2 274 personnes (Ancône 866, Pesaro 729, Macerata 672, Ascoli Piceno 7);
- la LOMBARDIE avec 1 487 personnes (Côme 447, Bergame 315, Milan 288, Brescia 196, Mantoue 127, Crémone 108, Sondrio 6);
- les ABRUZZES avec 1 107 personnes (L'Aquila 1 040, Teramo 53, Chieti 4, Campobasso 2);
- l'EMILIE-ROMAGNE avec 643 personnes (Modène 242, Parme 149, Forlì 81, Bologne 72, Reggio Emilie 64, Piacenza 18, Ravenne 10, Ferrara 7);
- les TROIS VENETIES avec 527 personnes (Udine 156, Trévis 92, Vérone 82, Padoue 64, Bellune 61, Vicence 59, Venise 10, Rovigo 3);

– l'OMBRIE avec 516 personnes (toutes de la province de Pérouse);
 – le PIEMONTE avec 476 personnes (Novare 250, Turin 159, Alessandrie 15, Cuneo 12, autres 40).
 Suivent la Toscane avec 114 émigrés, la Sardaigne avec 29, la Campanie avec 28, le Latium avec 21, les Pouilles avec 15, la Sicile avec 11, la Calabre avec 10, la Ligurie avec 9 et la Basilicate avec 5.
 Les MARCHES représentent de ce fait la première région d'émigration italienne pour Differdange: elles fournissent un tiers (31,21%) des Italiens. Suivent la Lombardie (20,41%) et les Abruzzes (15,18%). Ces trois régions regroupent 66,18% des émigrés italiens et confirment que, dans leur grande majorité, les Italiens de Differdange proviennent du nord ou du centre de l'Italie.

Les émigrés sont souvent originaires d'une même ville. Ainsi, parmi les Italiens de la région des Marches, 478 venaient de Fabriano (Ancône), 415 de Fiuminata (Macerata), 272 de Serra Sant'Abbondio (Pesaro), 200 de Sassoferrato (Ancône), 103 de Pergola (Pesaro), 55 de Sant'Agata Feltria (Pesaro), etc...

Où logeaient les immigrés?

La commune de Differdange comprend cinq secteurs: les trois centres (Differdange, Niederkorn et Oberkorn), la ville ouvrière de Lasauvage et un dernier groupe formé par tous les petits noyaux de maisons isolées. (Ce dernier porte le nom de «La Frontière» et comprend le Fond-de-Gras, la «baraque bleu» et la Maison Schneider).

Les Italiens (ainsi que les Français) qui travaillaient dans les mines, habitaient en majorité à Lasauvage et à la Frontière (74,59% des étrangers), côtoyant ainsi les exploitations à ciel ouvert et les entrées des galeries⁹. Mais ils étaient aussi nombreux à Niederkorn (62,15% des étrangers) et à Differdange (62%).

A Differdange on n'a pourtant jamais assisté à la formation d'un véritable «quartier italien». Les Italiens habitaient bien autour des usines (45,1%), notamment dans la rue Max Meier et les rues avoisinantes, mais dans ces mêmes rues résidaient aussi un grand nombre d'immigrés d'autres nationalités.

On peut toutefois retenir que les rues à plus forte concentration d'immigrés italiens étaient la rue Max Meier (22,56%), la rue Gabriel (7,27%), la rue de la Montagne (6,72%), la Grand-Rue (5,47%) et la rue de l'Usine à Gaz (4,22%).

A Oberkorn les Italiens habitaient surtout la rue d'Alscheid (4%) et à Niederkorn l'avenue de la Gare (3,27%).

Les conditions de logement à Differdange¹⁰ au début du siècle étaient véritablement désastreuses comme nous l'avons constaté pour Dudelange et Esch-sur-Alzette. Par surcroît, les loyers étaient très élevés et un cinquième du salaire des travailleurs était dépensé pour le loyer.

Les immigrés pouvaient choisir entre une chambre meublée auprès d'un privé ou dans un café, rarement dans un hôtel ou dans une auberge. On avait même construit des sortes de «casernes» pour les célibataires. Parfois les Italiens se regroupaient et louaient ensemble une maison. Rares étaient ceux qui bénéficiaient d'un logement mis à la disposition par l'usine.

Les cafés qui faisaient aussi office de «pension» étaient au nombre de 126 à Differdange, 31 à Niederkorn et 22 à Oberkorn. Evidemment les Italiens avaient une nette préférence pour les pensions gérées par des compatriotes: Biocchi, Solvi, et plus tard Baleso, Agostinella, Zangiacomì. Parfois ces cafés étaient rebaptisés en noms de villes italiennes: le «café Roma» ou le «café de la ville d'Aquila» de Mattioli.



Differdange-Frontière, 1895-1900. La maison Schneider avec cantine, café et épicerie était très fréquentée par les immigrants italiens; beaucoup d'entre eux logeaient dans les quelques maisons isolées (en haut à droite) de la Frontière (collection Amis de l'Histoire).

Beaucoup de Luxembourgeois arrondissaient leurs fins de mois en louant aux immigrants des chambres dans leur maison. Or, ces logements étaient souvent situés dans les caves ou dans d'autres endroits souvent humides et indécents. Les abus étaient fréquents.

Plus fréquentées étaient les pensions, qui logeaient des travailleurs célibataires sous le même toit ou dans les mêmes dortoirs. Parmi les plus connues on relevait la baraque Schneider à Hussigny-Grund près de la Frontière, qui accueillait jusqu'à 60 personnes; la maison Rodeghiero hébergeant 51 personnes et les maisons situées au 67 et 65, rue Max Meier. Cette dernière était aussi connue sous le nom de «baraque Lathuile», un lieu de rencontres équivoques.

En définitive peu d'Italiens logeaient dans les «cantines» ou dans les «colonies ouvrières» créées par l'usine.

Une immigration idéale

Rares étaient les étrangers qui s'établissaient définitivement dans la commune de Differdange: en moyenne un immigré sur douze¹¹. Les autres repartaient après un séjour plus ou moins long, suivant les offres du marché du travail ou fonctionnant comme «soupape de sûreté» au moment de crises.



Differdange, vers 1916. Les maisons de l'avenue Max Meier (aujourd'hui rue Emile Mark) et surtout les trois «casernes» (à gauche) hébergeaient un grand nombre d'ouvriers italiens (collection Amis de l'Histoire).

28,20% des Italiens séjournèrent à Differdange pendant moins de cent jours (contre 32,32% de tous les étrangers). 83,48% des immigrants italiens y habitaient pendant moins de 400 jours (contre 83,67% de tous les étrangers).

Les Italiens n'étaient donc pas les plus instables: ils demeuraient sur leur lieu de travail au moins pendant toute une saison. Ceux qui vivaient à Differdange avec leur famille étaient évidemment beaucoup plus sédentaires.

Parmi ceux qui quittaient la localité, une majorité rentrait en Italie (57,48%), une partie se fixait dans un autre centre du Grand-Duché (20,59%), le reste cherchait du travail dans un pays limitrophe: en France (9,68%) et en Allemagne (6,88%).

Mais les immigrants italiens possédaient des qualités grâce auxquelles ils étaient tout particulièrement appréciés dans un pays en pleine expansion industrielle. Tout d'abord, ces hommes n'avaient le plus souvent pas de famille (les femmes ne représentaient que 7,62% de la population immigrée); ensuite ils étaient jeunes: leur âge moyen se situait entre 25 et 32 ans. Cette immigration n'entraînait donc aucune dépense sociale due à la présence de femmes, d'enfants ou de personnes âgées¹².

En outre, les Italiens, comme les Français, constituaient une main-d'œuvre non-spécialisée. Ils étaient de ce fait prêts à accepter les travaux les plus durs et les plus dangereux, notamment dans le secteur des mines et de la construction¹³; les travailleurs qualifiés se retrouvaient par contre parmi les Allemands et les Belges; les cadres dans le secteur de la sidérurgie (employés, ingénieurs, grades) étaient presque exclusivement des Allemands.

2. L'IMMIGRATION ITALIENNE ET SES RAPPORTS AVEC LES LUXEMBOURGEOIS OU LES IMMIGRES D'AUTRES NATIONALITES

Les relations des Italiens de Differdange avec les Luxembourgeois et les immigrés d'autres nationalités avaient été dès le début assez problématiques. Les différences de langue, de coutumes et de qualification professionnelle avaient des conséquences désagréables au niveau de la vie quotidienne.

Malgré l'intervention du «Secours Mutuel», qui essayera de jouer le rôle d'intermédiaire, le caractère impulsif des immigrés créera parfois de sérieux problèmes.

Le fait le plus déplorable se produisit le 2 mai 1897 sur la place publique de Differdange: un Italien tua un jeune Luxembourgeois, Logelin, âgé de 19 ans.

Le délit souleva une vague de colère dans tout le bassin minier (cf. p. 26). Les représailles furent abominables à Differdange: une «main criminelle» mit le feu à la maison Nepote¹⁴, où logeaient une vingtaine d'Italiens. Une partie de la colonie italienne, redoutant d'autres attaques, quitta Differdange.

Le consul d'Italie, M. Weber, fit part de ses soucis au ministre d'Etat, M. Eyschen:

«Après les regrettables faits qui se sont passés à Differdange, une véritable panique paraît s'être emparée des ouvriers italiens (...). Tous les jours je reçois des informations alarmantes, des plaintes au sujet de l'attitude des ouvriers luxembourgeois¹⁵.»

En effet des troubles se produisirent à Differdange cette année-là à l'occasion de la fête de Pentecôte. C'est pourquoi, l'année suivante à la même occasion, le directeur-gérant des usines de Differdange écrivit au ministre d'Etat:

«Comme nous disposons d'un personnel recruté d'ouvriers étrangers et notamment de nationalité italienne, mais tous de bons travailleurs», il faut donner des instructions nécessaires, afin que «nos ouvriers ne soient pas provoqués ni excités par des indigènes, fuyant le travail et ne cherchant qu'à tout moment querelle avec des ouvriers honnêtes et laborieux¹⁶.»

Des actes d'extrême violence défrayèrent la chronique de l'année 1907, et le bulletin «KOHRSPRONK» nous relate les faits les plus spectaculaires. Les bagarres, les coups de feu, les coups de couteau étaient à l'ordre du jour.

La plupart du temps il s'agissait de disputes et de bagarres entre les Italiens eux-mêmes. Ainsi, au cours de l'été 1906, Camillo Piorano, cabaretier à Oberkorn, chassa de chez lui le compatriote Angelo Calderari, 19 ans, mineur. Ce dernier fut informé un jour, en rentrant du travail, que sa fiancée, malgré son interdiction, se trouvait au café Piorano. Il s'y rendit immédiatement et déclencha une bagarre, au cours de laquelle il eut le dessous. Fâché, il rentra chez lui et retourna au cabaret armé d'un revolver. Il tira sur la femme du cabaretier et la blessa grièvement, puis il visa Piorano qui succomba une heure plus tard à ses blessures. L'assassin essaya alors de fuir par la frontière française, mais il fut arrêté par les autorités françaises et condamné à 15 ans de travaux forcés.

Lors d'une soirée dansante à l'établissement Solvi, une dispute éclata entre Monticelli et Marchi, deux maçons italiens. Le premier domina son adversaire et le blessa à coups de couteau au dos et à une jambe¹⁷.

L'ouvrier Cirillo Agostino, âgé de 27 ans et malade, tua son épouse d'un coup de revolver à la suite d'une dispute. Puis il prit la fuite¹⁸.

L'Italien Di Giacomo s'introduisit dans une baraque de travail et blessa sans raison apparente son compatriote Guidino, âgé de 18 ans, puis il s'enfuit par la frontière française...¹⁹.

L'ouvrier Senni fut, quant à lui, arrêté, parce qu'il avait séduit et offensé une jeune fille²⁰.

A cause d'une dispute en pleine rue, l'Italien Cato tira un coup de feu sur son compatriote Santazello; il le rata, mais blessa un autre compatriote Quarcinelo qui était de passage²¹.

Une lutte violente opposa, le 21 décembre, près d'un dépôt de scories les ouvriers allemands aux travailleurs italiens. Les Italiens jetèrent des morceaux de fer sur leurs adversaires et les contraignirent à se retirer dans une baraque toute proche. Ils attaquèrent alors la baraque et l'endommagèrent partiellement. Au cours de cette lutte, deux Allemands furent gravement blessés à la tête; le lendemain l'un d'eux, Michel Oster, succomba à ses blessures²².

En général, la communauté italienne – à cause de son nombre élevé et des différences notables de langue et de coutumes, qui la séparait des Luxembourgeois et des Allemands – restait renfermée sur elle-même, évitant tout rapport avec les autres communautés.

Cette attitude est d'abord confirmée par le nombre modeste de naturalisations enregistrées à cette époque.

Le premier italien «naturalisé» et figurant au «Mémorial» fut l'entrepreneur Rodeghiero Antonio en 1899. Il faudra attendre sept ans, en 1906, pour trouver deux autres naturalisations: l'entrepreneur en transports Rodeghiero Emilio et le cabaretier Zangiacomi.

En deuxième lieu, on constate que les mariages se faisaient en majorité entre des personnes de même nationalité, 70% des Italiens épousaient des compatriotes, 15% acceptaient un mariage avec des Luxembourgeois et le reste avec des ressortissants d'autres pays.

En dernier lieu, en ce qui concerne la langue, les Italiens ne semblaient pas faire des efforts considérables pour apprendre la langue du pays. Au contraire, en 1907, le conseil communal est obligé de contraindre les employés et les gendarmes à fréquenter des cours de langue italienne, tenus à Differdange, afin de faciliter les contacts avec les immigrants²³...

3. CAFES ET COMMERCES

Dès 1901, on trouve à Differdange le café-restaurant Marchionati L. et la cordonnerie de Nero Michel. En 1904, on inaugura les cafés-restaurants de Nero-Nilles et de Rodeghiero D.

Mais, à partir de 1907, des cafés et des commerces surgirent partout dans la région. Bon nombre de gens pratiquaient ces activités à côté de leur profession principale.

A Differdange, le local de Zallio Pietro était de grande notoriété et des réunions syndicales y avaient lieu fréquemment. Luigi Lucchini, entrepreneur et commerçant d'immeubles, était de même cabaretier, tandis que Rodeghiero Emilio, entrepreneur et vendeur de chevaux, tenait un café dans la rue du Travail, fréquenté tout particulièrement à l'occasion de bals ou de réunions syndicales. Biocchi Giovanni possédait une épicerie, Droghini Pietro gérait une droguerie-charcuterie au 30, rue Marx Meier.

Bien connue également était la famille de Di Pasquale Stefano, arrivée à Differdange vers 1892 en provenance de Luco nei Marsi (L'Aquila). Stefano décéda en 1913 d'une intoxication de gaz sur le lieu de travail et sa veuve ouvrit alors une «cantine», appelée «delle Luchesa», située au commencement de l'avenue Charlotte. Dalfuoco Pietro, quant à lui, gérait une pension au 42, rue de la Colonie.

A Oberkorn furent inaugurés le café de Camille Piorano ainsi que le café-restaurant de Flaminio Pioni (conseiller du Secours Mutuel «Regina Elena»).



Differdange, 1900-1910. Au coin de la rue du Moulin et de l'avenue Max Meier, le café-épicerie de Giovanni Biocchi attirait de nombreux Italiens (collection Amis de l'Histoire).



Differdange, 1910. Solvi Romualdo et son épouse, Romanini Teresa, gèrent le renommé café-restaurant Roma, rue de l'Usine (aujourd'hui rue M. Rodange).

Les enfants de Solvi. Assis de gauche à droite: Aurelio et Margherita; debout: Lina, Mario et Rivulio.



Differdange, 1918. Le célèbre café-épicerie Mattioli dominait la rue Wangert (sur la photo: la famille Mattioli et un groupe de musiciens, réunis probablement lors d'une fête des mineurs).

A *Nieder Korn* on trouvait les cafés-restaurants de Luigi Zangiacomì (conseiller de la «Regina Elena»), de Fabro et de De Girardi Giovanni (président de la «Regina Elena»), qui était surtout connu pour son dancing.

A *Rodange* les Italiens fréquentaient surtout le café d'Antonio Frescura. Ticchi Luigi tenait une petite pension pour ouvriers au 5, rue des Jardins.



Rodange, vers 1905. Antonio Frescura et son premier «Café Italien», place du Marché.

4. LA SOCIETE OUVRIERE ITALIENNE DE SECOURS MUTUEL «REGINA ELENA» DE NIEDERKORN, DIFFERDANGE, OBERKORN ET FRONTIERE LA PHILHARMONIE, L'ECOLE ITALIENNE ET LA COOPERATIVE

L'hebdomadaire «La Patria» témoigne de la longue histoire de la Société de Secours Mutuel de Differdange²⁴. Elle avait été constituée à Esch-sur-Alzette en 1893, rassemblant des membres de Rodange, Differdange, Niederkorn et Oberkorn. Mais en 1900, grâce à Giovanni De Girardi, Giuseppe Pellin et Antonio Fabro, le siège de la société fut définitivement fixé à Niederkorn.

Ce changement détermina son véritable développement. Le 1^{er} septembre 1900 la société fut réformée et prit le nom de «Regina Elena». Elle comptait 20 membres et ne possédait que 80 liras dans sa caisse. Mais, à la fin de l'année, la Reine Elena de Savoie lui fit don de 1 000 liras, qui servirent à acquérir un drapeau et à constituer un fonds de caisse.

Son siège officiel était à Niederkorn, mais la société s'adressait aussi aux Italiens de Differdange, d'Oberkorn et des autres localités limitrophes.

Couverture des statuts de la «Société
Ouvrière Italienne de Secours Mutuel
Regina Elena».

Granducato Di Lussemburgo.



Società Operaia Italiana Di Mutuo Soccorso Intitolata

S. M.

Regina Elena

Fondata il giorno 1 Settembre 1900 e Modificata il
giorno 5 Giugno 1904.

Il Präsidente :

Il Segretario :

Lors de l'assemblée annuelle du 6 mars 1904, le comité directeur se composait comme suit: président, De Girardi Giovanni; vice-président, Pavan Luigi; caissier, le curé d'Oberkorn; secrétaire, Pellin Giuseppe (remplacé ultérieurement par Masi Antonio); conseillers: Zangiacomì Luigi, Allagazza Lazzaro, Lavina Antonio, Camisa Pietro, Maran, Pioni Flaminio, Gretani Antonio²⁵.

On procéda à plusieurs remaniements des statuts. Après avoir été officiellement approuvés, ils furent distribués aux associés le dimanche 5 juin 1904, au cours d'un banquet au restaurant Luigi Zangiacomì, à l'occasion de la «Fête italienne du Statut».

Naturellement les invités levaient leur verre en l'honneur de la Patrie, de la Reine Elena et du consul Weber²⁶.

Les STATUTS²⁷ du 5 juin 1904 présentaient des nouveautés par rapport à ceux des autres sociétés de Secours Mutuel. L'article 1 définissait que le but de l'association était de «promouvoir l'union morale, intellectuelle et matérielle» des associés et «de contribuer à aider les ouvriers inscrits à la société dans le cas de maladie ou d'incapacité de travail».

La Société n'admettait que les travailleurs, c'est-à-dire «toutes les personnes ayant un emploi ou exerçant un métier, une profession, travaillant à plein temps et qui vivent de leur propre travail» (art. 3).

Les membres devaient soumettre un certificat de bonne vie et mœurs (art. 4), ils pouvaient avoir recours au Conseil contre l'admission d'associés retenus indignes (art. 7), ils promettaient «de mener une vie laborieuse et honnête, de vivre en bon accord et de promouvoir la moralité entre les membres de l'association» (art. 9).

Les associés avaient droit à une indemnité en cas d'infirmité, de vieillesse ou d'accident (art. 14) et à être accompagnés lors de leurs funérailles (art. 18).

Le Conseil de direction était élu pour 3 ans (art. 47). L'assemblée générale de la Société se tenait le premier dimanche du mois de juin (art. 53). Le président honoraire en était le consul général d'Italie à Luxembourg.

La «Société ouvrière» eut rapidement une *fanfare*. Elle était placée sous la direction de Giuseppe Calderoni avec la coopération de Domenico Calderoni, Giuseppe Vecchioli et Antonio Di Cesare. Elle participait aux fêtes patronales de la paroisse de Niederkorn au même titre que d'autres sociétés et fanfares de la localité²⁸.

La Société fut toujours extrêmement active et elle encouragea toutes sortes d'initiatives au sein de la communauté italienne.

En 1904, elle participa aux festivités organisées à l'occasion de l'anniversaire du Grand-Duc, elle envoya un télégramme à l'occasion de la fête de la Reine Elena (18 août) et célébra par un banquet au restaurant Zangiacomì la naissance du Prince Umberto de Savoie et la fête de Sainte-Barbe au son de sa fanfare, dirigée par Battista Sion.

En 1905, elle établit son bureau au 41, Grand-Rue; fêta l'anniversaire du consul Weber Joseph (19 mars) et convia les compatriotes à la Messe de Pâques célébrée par le curé d'Oberkorn, ami des Italiens et caissier de la Société, qui démissionna cependant à cause de ses nombreuses charges. Giuseppe Pellin lui succéda.

L'assemblée générale du 4 juin eut lieu dans l'école de Niederkorn et se termina par un banquet au café Flaminio Pioni d'Oberkorn accompagné d'un petit concert donné par Pietro Leonardì. Un nouveau conseiller fut élu à cette occasion: Luigi Redaelli. La Société envoya un télégramme au consul Weber réaffirmant sa «fidélité à la patrie». La fête de la Sainte-Barbe donna lieu, comme toujours, à de grandes festivités, la Société étant composée «presque exclusivement de mineurs»²⁹.

En 1906, une assemblée extraordinaire fut tenue le 18 février. Le Conseil de direction fut légèrement modifié: la vice-présidence fut attribuée à Flaminio Pioni et on créa des «surveillants pour les malades»: Bernardo Gandossi pour Niederkorn et Eliseo Marani pour Oberkorn. On comptait à cette époque 55 membres actifs et 25 membres honoraires. Les subsides alloués aux membres s'élevaient à 988,90 liras. L'assemblée générale du 3 juin 1906 eut lieu dans l'école de Niederkorn et fut suivie d'un dîner au siège du directeur.

Les frères Calderoni (Giovanni, Demetrio, Giuseppe) et une fanfare constituée par cinq Abruzzais (dont un Calderoni).



L'année 1907, se distingue par de nombreuses initiatives. A Niederkorn fut ouverte la première *école italienne*, Antonio Masi continua à donner des *cours du soir pour les analphabètes* (pour lesquels le consul Weber se chargea d'obtenir des livres du gouvernement italien). Le 5 novembre fut fondée une des premières *coopératives* (à l'étranger), qui compta immédiatement 80 associés³⁰.

En 1908, la Société comptait déjà 60 inscrits et 22 membres honoraires. Le 15 avril de cette même année, un public nombreux put applaudir au théâtre Breden de Differdange des artistes italiens qui présentaient le Don Pasquale de Donizetti.

Le dernier renseignement qu'on a recueilli dans l'hebdomadaire «La Patria»³¹ remonte au mois de janvier 1909. Pour venir en aide aux victimes d'un tremblement de terre en Italie, on forma un comité qui organisa à Differdange un grand concert et une souscription publique: ces initiatives rapportèrent 1 531,15 livres. Le promoteur de cette action avait été le secrétaire de la Société, Antonio Masi. Nombreux autres membres l'avaient soutenu (parmi eux le curé J. Clees, J. B. Scharlé, Giovanni De Girardi, Pioni Flaminio et Lazzaro Allagazza, de même que des membres de la nouvelle Société de Secours Mutuel «Vittorio Emanuele III» de Differdange).

5. LA SOCIÉTÉ OUVRIÈRE DE SECOURS MUTUEL ET CAISSE DE PREVOYANCE «VITTORIO EMANUELE III» DE DIFFERDANGE

Le 20 septembre 1908 une nouvelle «Société de Secours Mutuel» avait été créée à Differdange. Elle portait le nom de «Vittorio Emanuele III». Rares sont cependant les documents concernant cette Société, qui subsistent encore de nos jours. Seule une édition de ses STATUTS datant de 1938³² nous rapporte substantiellement les idées fondamentales régissant cette Société.

Le premier article énonce que «cette association aura pour base fondamentale l'union, la fraternité et le bénéfice réciproque, en cas de maladie ou d'accidents, de subventions mutuelles; son but sera de promouvoir l'éducation, l'instruction et le bien-être commun».

Les autres articles des statuts sont semblables à ceux des divers «Secours Mutuels» de l'époque, y compris l'art. 11 qui précise: «N'a pas droit aux subventions, l'associé malade dont la maladie est due à la débauche, à l'abus de vins ou d'alcools, ou blessé au cours de rixes quelqu'en ait été le provocateur.»

6. LA «PHILHARMONIE ITALIENNE» D'OVERKORN

En 1910, une fanfare³³ fut créée à Oberkorn par les Italiens du quartier de la Gare. Le nom de «Philharmonie italienne» lui fut attribué.

Or, les musiciens manquaient de moyens, étant donné que la mairie ne leur octroyait aucune aide. Seule la fanfare luxembourgeoise d'Oberkorn organisa une petite collecte de fonds, afin de permettre à ses membres d'acheter le nécessaire. Ainsi la Philharmonie put acquérir des instruments, des partitions musicales et un drapeau. Elle fut en outre la première à avoir l'honneur de jouer le «Haemmelsmarsch» lors de la fête de la paroisse.

Son premier président fut Menghi père; son porte-drapeau, Rota Giovanni. Elle connaissait aussi des difficultés, notamment à cause de l'instabilité des Italiens.

Couverture des statuts de la «Société
Ouvrière Italienne de Secours Mutuel
Vittorio Emanuele III».



De nombreux musiciens rentraient subitement en Italie, et pour ne pas manquer à ses engagements, la Philharmonie devait faire recours à la fanfare luxembourgeoise d'Oberkorn, toujours prête à lui venir en aide.

Toutefois ses membres étaient des musiciens passionnés et la Philharmonie ne sera dissoute qu'au début de la Deuxième Guerre mondiale (1941).

7. LA VIE OUVRIERE ET SYNDICALE – LA «REVOLTE DES ITALIENS» EN 1912

Le travail des Italiens dans les mines et les usines sidérurgiques était exténuant et mal payé. Placés au plus bas de l'échelle sociale, les immigrés italiens devaient exécuter les travaux les plus pénibles, les plus dangereux, pour des salaires inférieurs de 20 à 40% à ceux des Luxembourgeois.

Comme nous l'avons déjà remarqué (cf. chap. 1), les hommes politiques et les syndicalistes s'efforçaient de sensibiliser les ouvriers, afin qu'ils défendent leurs droits. Ces incitations se firent de plus en plus pressantes à partir de l'automne

1902. Les réunions avaient normalement lieu au café Theis-Rollinger à Differdange, au café Schneider à Hussigny-Grund (Frontière) et par la suite au café Zallio à Differdange.

Les orateurs étaient généralement Oddino Morgari et Anselmo Ungari, en collaboration avec le «Parti socialiste ouvrier». Nombreuses furent aussi les conférences tenues par Tullo Cavallazzi à partir de 1904 ainsi que celles d'agitateurs locaux tels Giovanni Paduan, Giovanni Sambo et Mosé Luzzini. L'activiste du «Parti ouvrier» était G. Droessart. En 1906 il ouvrit un atelier moderne de cordonnier au 1, rue Wangert³⁴.

Toutefois, les revendications syndicales aboutissaient rarement à des réactions de la part de la masse ouvrière. En 1905 la proche Lorraine fut secouée par d'interminables grèves et révoltes. En vain on attendait un mouvement de solidarité de la part des travailleurs du bassin minier luxembourgeois.

Les ouvriers se limitaient le plus souvent à de brèves révoltes, qui ne concernaient cependant qu'un secteur bien limité et qui de ce fait étaient vite réprimées. Ce fut le cas des revendications du 28 mars 1907³⁵. Le commissaire du district Braun et le

Grand-Duché de Luxembourg.

Commune de Differdange.

EXTRAIT des registres aux délibérations du collège échevinal de Differdange.

Séance du 26 juillet 1905.

Le collège échevinal,

Considérant que depuis quelques jours des rassemblements et attroupements de personnes ont eu lieu sur différents points du territoire de la commune de Differdange:

Que ces manifestants ont proféré des menaces envers les personnes et que leur attitude est telle que l'ordre et la tranquillité publics se trouvent compromis.

Considérant qu'il est du devoir du collège échevinal d'assurer la tranquillité publique et de prendre les mesures provisoires que la situation comporte.

Vu l'article 25 de la constitution et les dispositions de la loi du 16-24 août 1790 sur la police communale.

Vu l'article 52 de la loi du 24 février 1843 sur l'organisation des communes.

ARRÊTE :

Article 1er.

Tout rassemblement et attroupement de personnes est provisoirement interdit sur les voies publiques et sur tout le territoire de la commune de Differdange.

Art. 2.

Toute infraction aux dispositions ci-dessus, sera punie aux peines prévues par les lois.

Art. 3.

Le présent arrêté entrera immédiatement en vigueur; il sera en outre publié et affiché.

Art. 4.

Il sera communiqué à qui de droit, conformément aux prescriptions de l'art. 52 de la loi communale.

Fait et arrêté à Differdange, date qu'en tête.

Pour extrait conforme:

Le collège des bourgmestre et échevins:

Mark, président

Colbach, secrétaire.

MOYEN DE LECTURE
CIVILISER 5085
DE LUXEMBOURG

Granducato di Lussemburgo.

Commune di Differdange.

ESTRATTO del registro delle deliberazioni della giunta municipale di Differdange.

Seduta del 26 Luglio 1905, ANNO 25 1905
Differdange 5085
DE LUXEMBOURG

La giunta municipale,

Atteso che da parecchi giorni, si fanno sul territorio del comune di Differdange dei radunamenti e dei attruppamenti di persone.

Che quei manifestanti hanno minacciato le persone e che loro contegno è di modo a compromettere la pubblica sicurezza;

Considerando che la giunta municipale ha il dovere di assicurare la pubblica tranquillità e di provvedere provvisoriamente a tutto quanto è necessario in tale circostanza.

Visto l'articolo 25 dello statuto e la legge del 16-24 Agosto 1790 relative alla polizia comunale.

Visto l'articolo 52 della legge del 24 febbraio 1843 concernente l'organizzazione dei comuni.

Decreta quanto segue:

Article 1o.

È vietato ogni radunamento e attruppamento di persone nelle vie pubbliche e sul territorio del comune di Differdange.

Art. 2o.

Ogni trasgressione di questa prescrizione verrà punita delle pene e multe previste dalla legge.

Art. 3o.

Il presente decreto entrerà subito in vigore e sarà tosto pubblicato e affisso.

Art. 4o.

Questo decreto verrà partecipato a chi di ragione a norma dell'art. 52 della legge comunale.

Fatto a Differdange, data come sopra.

Per Estratto conforme

La Giunta municipale

Mark, presidente

Colbach, segretario.

Arrêté de la commune de Differdange
contre les rassemblements de personnes en
1905.

commandant de la gendarmerie Heckmann arrivèrent promptement de Luxembourg-Ville et au cours de la même journée on parvint à un accord.

Or, l'année 1912 apporta un changement radical dans l'attitude des Italiens. Pour la première fois dans l'histoire sociale du Luxembourg, les immigrés italiens furent les protagonistes d'une révolte ouvrière. C'était la première fois aussi que le Grand-Duché fut confronté à une révolte sanglante.

En janvier 1912, le gouvernement luxembourgeois imposa l'assurance obligatoire contre l'invalidité et la vieillesse. Pour bénéficier des avantages sociaux de cette assurance, il fallait verser des contributions au moins pendant dix ans. Il s'agissait d'une loi favorable aux travailleurs autochtones et à ceux qui avaient établi leur résidence définitivement au Grand-Duché (luxembourgeois et allemands), mais infructueuse pour les Italiens qui vivaient dans le désir permanent de retourner en Italie. Dans ce décret administratif ils ne voyaient donc qu'une diminution de leur salaire sans aucun bénéfice futur.

Ils décidèrent à ce moment de réagir. Le 26 janvier 1912, plus de 300 ouvriers de la sidérurgie se mirent en grève. Il s'agissait naturellement d'une écrasante majorité d'Italiens.

Certes, les motifs pour une révolte ne manquaient point³⁶. Mais les immigrés n'avaient pas pris connaissance de toutes les informations nécessaires: d'autant plus que les explications concernant la nouvelle loi avaient seulement été diffusées en allemand. En outre, il s'agissait d'ouvriers non-spécialisés, employés dans l'accablant travail de chargement et de déchargement de minerai (roulage), ne touchant qu'une paye risible (entre 3,20 et 3,40 marks par jour).

Subitement ces hommes voyaient tous les quinze jours leur salaire diminuer de 70 Pfennig à cause de cette nouvelle loi sur l'invalidité et la vieillesse. Cette perte de salaire pouvait paraître minime, mais ils la conçurent comme «une diminution pure et simple de leur rémunération». Surtout à une époque, où le coût de la vie augmentait incessamment. Ils considérèrent ce fait comme inadmissible.

Un rapport de la gendarmerie de Differdange³⁷ décrit les événements qui suivirent de la façon suivante. Vers 7 heures du matin, au moment du relais des équipes, les ouvriers (des deux équipes) décidèrent de suspendre le travail. Ils réclamaient une augmentation de salaire: un mark en plus par jour, afin de compenser la perte due à la nouvelle assurance obligatoire. La direction de l'usine ne donna pas suite à cette revendication et la grève ne fit alors que s'étendre plus massivement.

La police, en un premier temps, arrêta un certain Pappalorda, détenteur d'un revolver; mais elle le libéra aussitôt, afin de ne pas empirer les relations déjà tendues, qui existaient à ce moment avec les grévistes. Elle réussit à convaincre les ouvriers de quitter l'usine.

Les grévistes formèrent un cortège. Précédés par un drapeau rouge et un drapeau luxembourgeois, ils défilèrent en chantant à travers les rues de Differdange et de Niederkorn. Puis, vers 11.30 heures, ils se réunirent devant l'entrée de l'usine. A midi, arrivèrent ceux qui apportaient le repas aux ouvriers encore au travail. Ils furent chassés. A ce moment les gendarmes intervinrent en essayant de disperser les manifestants par des jets d'eau: ils n'obtinrent aucun résultat. Ni les avertissements de la police, ni l'intervention du maire, Emile Mark³⁸ ne réussirent à faire revenir les grévistes sur leur position. Au contraire, ces derniers, excités et exaspé-

rés, passèrent à l'attaque: une pluie de pierres s'abattait sur les gendarmes. Ils forcèrent par la suite les portails de l'usine et fracassèrent plusieurs fenêtres. Le rapport de police indique qu'une vingtaine de coups de feu furent tirés.

Le même rapport relève que le maire, conscient qu'il serait incapable de faire céder les grévistes et considérant

«la menace qui pesait sur sa propre vie, sur celle des gendarmes, des policiers et sur la propriété de l'usine, s'écria: Rien ne sert plus, tirez, on ne peut autrement!»,

Ce fut le désastre. On compta immédiatement quatre morts, dont deux de nationalité allemande: Rapedius Jakob, 27 ans, et Schmidt Walter, 13 ans, et deux Italiens: De Bortolo Giuseppe³⁹ et Di Scipio Carmine. Nombreux étaient aussi les blessés, dont Luigi, 24 ans, Massiovecchio Ascavino, 23 ans, Restoino Venanzio, 28 ans, et Cattani Luigi.

Les drapeaux en tête, les grévistes se dirigèrent alors vers le local «Zallio», afin de prendre connaissance des nouvelles directives. Vers 15 heures, ils se rendirent à la gare, puis dans le proche dancing de De Girardi pour une autre conférence et enfin le cortège s'achemina vers la place du Marché.

Vers 17 heures arrivèrent le commissaire du district, l'inspecteur du travail et le consul d'Italie. Les pourparlers commencèrent. Mais le syndicaliste Droessart incita les ouvriers à ne pas céder. Les grévistes applaudirent longuement son discours et se dirigèrent à nouveau vers l'entrée de l'usine en criant: «Voleurs, assassins, vive Tripoli!».

Ils tirèrent une centaine de coups de feu contre les gendarmes. Mais à la fin, ils furent encerclés par une division de volontaires à l'intérieur de l'usine. Pendant la nuit, le calme revint.

Le jour suivant (le 27 janvier), les réunions reprurent. De même les conférences et les défilés menaçants devant l'usine.

Le 28 janvier, le commandant Van Dick se proposa comme médiateur entre les représentants de l'usine et les représentants des ouvriers. Ces derniers exigeaient:

- une augmentation d'un mark par journée de travail et par ouvrier;
- une paye de 36 heures tous les quinze jours, lorsqu'ils étaient obligés de travailler 24 d'affilée;
- l'abolition de toute punition pour absence au poste de travail pendant les jours de fête;
- une indemnité pour les familles des victimes;
- l'assurance qu'aucun gréviste ne serait «écarté, viré ou expulsé».

Après de longues négociations la direction de l'usine ne fit que deux concessions concernant d'une part le travail régulier et d'autre part le travail de 24 heures sans interruption. En tout, l'augmentation s'élevait à 9 marks par mois et ne concernait pas tous les travailleurs.

Le soir du même jour, réunis au local «Zallio», les grévistes décidèrent de ne pas renoncer à leurs revendications et de poursuivre leur grève.

Mais, face à l'intransigeance de la direction, la grève était vouée à durer peu de temps. Le 29 janvier au matin, à 6.30 heures, tous les grévistes se trouvaient devant les portails de l'usine. De nouveaux pourparlers furent entamés avec le major, et une quarantaine d'ouvriers reprurent le travail. Le même soir, lors du

relais des équipes, 130 acceptaient les conditions de la direction. Seulement dix ouvriers ne se présentèrent pas. Trois jours de grève et quatre morts avaient servi à l'obtention d'une augmentation de salaire ridicule: 25 Pfennig.

Mais la grève de Differdange amena les syndicalistes et les militants ouvriers à réfléchir. Déjà le 6 février 1912, une conférence sur ces événements se tenait au café Nero-Nilles à Differdange⁴⁰. Environ 70 personnes y assistaient.

Le premier à prendre la parole fut le syndicaliste Droessart. Il affirma que la grève n'avait pas été provoquée à cause de la nouvelle loi et de la perte d'une partie infime de salaire, mais était due aux conditions intenable des travailleurs italiens. Ces derniers avaient en effet préparé déjà huit jours auparavant leur projet de revendications et ils avaient fixé leur grève au 26 janvier. L'échec de la grève était dû à l'absence d'une véritable organisation ouvrière et au manque d'un dirigeant capable de traiter avec la direction de l'usine. Selon Droessart, les Italiens n'avaient ni provoqué la police, ni lancé des pierres. Ils n'avaient eu recours aux actes de violence qu'au moment, où ils avaient été attaqués par la gendarmerie avec les jets d'eau. Les vrais coupables étaient les dirigeants de l'usine et le maire qui, au lieu de faire son devoir selon la loi (aller vers les grévistes et leur intimer trois fois de suite d'arrêter les hostilités), était resté parmi les gendarmes. Afin de s'assurer la réussite d'une grève, les grévistes devaient dorénavant s'unir et s'assurer la protection d'un puissant syndicat⁴¹.



Niederkorn, vers 1905. La fanfare italienne de la Société de Secours Mutuel «Regina Elena».

Bientôt même les derniers échos de ces événements s'estompèrent. Le silence, qui se fit sur la situation dans l'usine de Differdange, traduisait la division, qui régnait entre la classe ouvrière du Grand-Duché. La grève des immigrés italiens n'avait rencontré aucune solidarité, ni de la part des camarades luxembourgeois, ni de celle des allemands. Aucun député, social-démocrate ou autre, ne dénonça à la Chambre la brutalité de la répression. Rarement on blâma le maire, Emile Mark, pour son attitude anti-ouvrière.

Les ouvriers italiens, considérés par les autres comme une sorte de sous-prolétariat et divisés eux-mêmes par les différentes idéologies, continuèrent à former une classe sociale à part. On craignit une reprise de la grève le 10 février, jour de salaire, mais rien ne se produisit⁴².

Le major-commandant, pour prêter main-forte aux gendarmes, avait même l'intention de rembourser à l'usine les frais qu'elle avait soutenus pour le transport des troupes et leur ravitaillement. Mais la direction refusa le remboursement des frais de transport; quant aux dépenses alimentaires, elle avisa

«qu'en présence des services rendus et des circonstances particulières, elle se dit obligée de fournir gratuitement la nourriture pendant l'occupation des hauts fourneaux»⁴³.

Bel exemple d'entente entre le capitalisme et l'armée!

¹ Differdange, les Cahiers Luxembourgeois, Ed. Raymond Mehlen, Luxembourg, page 15; publiés à l'occasion du 50^e anniversaire de la ville.

² ibidem, page 44.

³ Differdange, les Cahiers Luxembourgeois, op. cit., p. 188.

⁴ REITZ Jean, L'immigration étrangère à Differdange au début du XX^e siècle (1898-1914), mémoire non publié, Luxembourg 1984.

⁵ L'étude de Jean Reitz se rapporte à tous les étrangers dont le nom de famille commence par les lettres A-B-C-M et qui firent une déclaration d'arrivée à Differdange entre 1899 et 1914 inclus. Entre ces deux dates et toujours pour ces quatre lettres alphabétiques, Jean Reitz note 19 697 déclarations d'arrivée, concernant 21 805 personnes. En ce qui concerne les différentes nationalités, la période d'étude de Reitz s'étend de 1904 à 1913 et concerne 13 848 étrangers ayant séjourné dans la commune de Differdange.

⁶ Publications de la commission permanente de statistiques, Luxembourg.

⁷ La Patria, 2.6.1907.

⁸ REITZ Jean, op. citée; page 119-123.

⁹ REITZ Jean, op. cit., pp. 164-171. Les étrangers francophones prédominaient à Lasauvage, les germanophiles étaient nombreux dans les trois localités, en particulier à Oberkorn, mais les Italiens - à cause de leur nombre élevé (61,24%) - étaient partout les plus nombreux.

¹⁰ REITZ Jean, op. cit., pp. 179-187.

¹¹ REITZ Jean, op. cit., pp. 92-109 et p. 89. Les chiffres concernent les Italiens dont le nom de famille commence par les lettres A-B-C-M, arrivés à Differdange entre 1904-1913 et qui ont déclaré leur départ au cours des années 1904-1918.

¹² REITZ Jean, op. cit., pp. 116-117.

¹³ REITZ Jean, op. cit., pp. 146 et 159.

¹⁴ Asmae 284; lettre de Weber au Mae, 21.5.1897.

¹⁵ Ael-Justice, 76/64; lettre de Weber à Eyschen, 20.3.1897.

¹⁶ Ael Justice, 76/64; lettre du directeur-gérant des usines de Differdange au ministre d'Etat, 17.4.1898.

¹⁷ 4.3.1907.

¹⁸ 6.5.1907.

¹⁹ 12.5.1907.

²⁰ 30.7.1907.

²¹ 12.12.1907.

²² 22 et 28.12.1907.

- ²³ MEDER Cornel, Die Arbeiten des Differdinger Gemeinderates, 1908, Sitzung vom 14. August 1908, in: Galerie, n° 3, 1983/84, p. 580.
- ²⁴ La Patria, 26.1.1908.
- ²⁵ La Patria, 20.3.1904.
- ²⁶ La Patria, 19.6.1904.
- ²⁷ Une copie des statuts se trouve dans les archives de la Caritas, Werthmann-Haus Fribourg-en-Brisgau. Modifiés et ajournés, les statuts furent publiés au Mémorial en 1910 (cf. Mémorial 1910, pp. 812-815).
- ²⁸ La Patria, 24.7.1904.
- ²⁹ La Patria, 2.12.1905.
- ³⁰ La Patria, 2.6.1907 et 17.11.1917.
- ³¹ La Patria, 31.1.1909.
- ³² «Société Ouvrière italienne de Secours Mutuel et Caisse de prévoyance Vittorio Emanuele III», fondée le 20 septembre 1908 à Differdange – Maison d'Édition F. Beicht, Differdange 1938.
Dans l'introduction on lit que l'assemblée générale du 3 décembre 1937 avait modifié les statuts, introduisant de nouveaux articles concernant la caisse de décès; le texte avait été approuvé par le Conseil de la commission supérieure de la Fédération du Luxembourg et était en vigueur à partir du 1^{er} avril 1938.
- ³³ «50^e Anniversaire de la Chorale St-Joseph, Differdange-Fousbann, 1934 – 1984», pp. 63-64, Imprimerie «La Frontière», Esch-sur-Alzette 1984.
- ³⁴ Der Arme Teufel, n° 139 du 29 juillet 1906. Droëssart (1872-1949), cordonnier et libraire, était collaborateur du journal «Der Arme Teufel» et militant syndical. Il fut candidat à plusieurs élections législatives et communales.
- ³⁵ KOHRSPRONK – Bulletin des Amis de l'Histoire, Differdange, n° 7/1982, p. 23.
- ³⁶ Ael, Justice, 76/132: rapport de la gendarmerie de Differdange 26.1.1912.
- ³⁷ Ael, Justice, 76/132: rapport de la gendarmerie de Differdange, 30.1.1912.
- ³⁸ MARK Emile (1874-1935), vétérinaire et anticlérical passionné; en tant que député, avant la Première Guerre mondiale, il se situait à l'extrême gauche.
- ³⁹ Or le rapport de la gendarmerie affirme que De Bortolo avait été tué par les grévistes!
- ⁴⁰ Ael, Justice, 76/132: rapport de la gendarmerie de Differdange, 6.2.1912.
- ⁴¹ «L'Operaio Italiano», hebdomadaire en langue italienne des syndicats professionnels d'Allemagne (1913, n° 6, p. 23), attribuait la responsabilité des événements à plusieurs circonstances: 1. à la loi sur l'assurance contre l'invalidité et la vieillesse, dont les Luxembourgeois pouvaient profiter après 5 ans de versement, les étrangers après 10 ans; 2. aux Italiens «dont la plus grande partie étaient indisciplinés et contraires à toute idée d'organisation» (c'est-à-dire «non syndicalisés»); 3. aux pompiers qui répondirent aux manifestants par des jets d'eau de 8^e au-dessous de zéro; 4. aux quelques salauds allemands qui, de l'intérieur de l'usine, jetèrent des pierres sur les manifestants...
- ⁴² Ael, Justice, 76/132: lettre de l'inspecteur du travail au ministre d'État, 10.2.1912.
- ⁴³ Ael, Justice, 76/132: lettres du major-commandant au ministre d'État, 5.2.1912 et 20.2.1912.

DEUXIEME PARTIE

AU COEUR DES LUTTES POLITIQUES

FASCISME ET ANTIFASCISME

1. LA COLLECTIVITE ITALIENNE AU GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG AU COURS DE L'APRES-GUERRE: CONDITIONS DE TRAVAIL ET SITUATION SOCIO-POLITIQUE

A l'issue de la Première Guerre mondiale, la vie de la collectivité italienne au Grand-Duché se réorganisait peu à peu. En 1922 on comptait 6 170 Italiens au Luxembourg¹, dont 652 étaient arrivés en 1920, 545 en 1921 et 3 219 en 1922². Leur nombre devait s'accroître au cours des années suivantes et atteindre 14 050 personnes en 1930.

Les causes de cette croissance spectaculaire de la colonie italienne relevaient de plusieurs faits fondamentaux:

- en premier lieu, la situation économique demeurait très précaire dans l'Italie de l'après-guerre, tandis que le Grand-Duché (surtout vers la fin de 1923) connaissait une ère de prospérité, qui attirait à nouveau les nombreux Italiens, qui avaient été obligés de quitter le Luxembourg pendant la Première Guerre mondiale. Ces anciens immigrés amenèrent avec eux de nombreux amis et surtout des membres de leurs familles;

- en deuxième lieu, l'instauration du pouvoir fasciste en Italie (1922) provoqua l'exode massif de tous ceux qui n'admettaient pas le régime de Mussolini; ces derniers vinrent renforcer les rangs des «révolutionnaires» italiens, qui militaient déjà au Grand-Duché ou qui y arrivèrent pour la première fois, expulsés de Belgique ou de France à cause de leurs activités politiques;

- en plus de nombreux Italiens, ayant résidé dans un premier temps en Moselle française y fuyaient les conditions de travail et de vie souvent inhumaines et venaient s'établir au Grand-Duché.

Ainsi, en 1925, trois convois d'Italiens arrivèrent à Hussigny en quinze jours. Or, l'arrivée de ces hommes soulevait souvent des problèmes. Plus de la moitié d'entre eux refusaient le travail qu'on leur proposait dans les mines. Quelle fut la réaction de la société des Mines? Elle réquisitionna les passeports. Les nouveaux arrivés furent obligés de vivre dans la semi-clandestinité dans l'attente de nouveaux papiers d'identité. On relevait que «la plupart d'entre eux semble guidée par des habitudes vers le Luxembourg, en particulier à Differdange, à quatre kilomètres»³. Là ils recevaient un passeport provisoire par le vice-consul et ils pouvaient de suite accepter un travail dans les entreprises luxembourgeoises⁴.

Au cours de ces années, la Moselle et le Luxembourg constituaient des régions «sans frontière» permettant aux immigrés de se déplacer librement entre les deux pays, selon les impératifs de la conjoncture économique et les nécessités des luttes politiques.

Industrie, bâtiment et commerce

Lors de la relance économique au Grand-Duché, une bonne partie des Italiens travaillait dans le secteur de l'industrie sidérurgique et minière. Les statistiques révèlent les chiffres suivants concernant leur présence dans ces secteurs⁵:

Année	Italiens	Total des travailleurs
1920	1 230	16 202
1921	892	15 469
1922	1 397	18 081
1923	1 597	19 151
1924	2 019	21 384
1925	2 835	23 469
1926	3 464	25 433
1927	3 619	27 694
1928	3 522	28 045
1929	3 624	27 761

Une partie des immigrés était employée dans le bâtiment, un secteur tout particulièrement prospère et dont de nombreuses entreprises étaient gérées par des Italiens. Nombreux étaient aussi ceux qui s'adonnaient à des activités artisanales ou commerciales. Mais les conditions de travail n'étaient pas des meilleures.

Le travail dans les mines était depuis toujours exténuant et mal rémunéré. Les chiffres que nous fournit l'hebdomadaire communiste «Il Riscatto»⁶ indiquent que, dans la compagnie «Terres Rouges» d'Esch-sur-Alzette, les ouvriers spécialisés touchaient 24 F par jour, les manœuvres 18 et les apprentis entre 6 et 9 F. A Rumelange, l'entreprise minière Imetz avait fixé à 16 tonnes la moyenne journalière d'extraction de minerai: «Pour chaque tonne qui dépasse les 16 prévues, l'ouvrier touche une prime; ainsi les ouvriers, qui désirent gagner juste assez d'argent pour survivre, doivent suer sang et eau»⁷.

Les conditions de travail devinrent inacceptables à partir du moment où les travailleurs, sans tenir compte des revendications syndicales, formèrent des équipes de 2 à 6 personnes et stipulèrent un travail à la pièce⁸.

Le bâtiment non plus n'offrait aux travailleurs une vie facile. Les salaires des maçons variaient entre 4 et 4,50 F par heure, ceux des manœuvres entre 3,25 et 3,50 F. Or, les travailleurs étaient obligés de suivre l'entreprise sur les différents chantiers, ainsi ils étaient fréquemment contraints à habiter dans «des baraquements sales ou de vieilles maisons, malsaines, dépourvues d'électricité et de chauffage et d'une quelconque mesure d'hygiène»⁹.

D'ailleurs les travailleurs ne pouvaient compter sur aucune aide politique ou syndicale: le syndicalisme venait juste d'être constitué et le pays était gouverné par une droite conservatrice.

L'échiquier syndical du Luxembourg au cours de l'après-guerre

Les ouvriers, éprouvés par la crise économique, la vie chère et les difficultés de ravitaillement causées par l'occupation allemande, découvrirent le syndicalisme¹⁰.

En effet, le 1^{er} septembre 1916, fut fondé à Esch-sur-Alzette, le «Luxemburger Berg- und Hütten-Verband», politiquement indépendant, réformiste et soutenu par les catholiques¹¹. Le 3 septembre 1916, fut constitué à Luxembourg le syndicat des ouvriers de la sidérurgie, le «Metallarbeiterverband», assez proche des socialistes.

Ces deux syndicats furent appelés de suite à faire preuve de leur force: le 30 mai 1917, ils déclenchèrent une grève, mais face à l'intervention des troupes allemandes, les ouvriers furent obligés de reprendre le travail.

Après la guerre, le syndicat d'Esch commença à mettre l'accent sur la lutte pour le suffrage universel, la journée de huit heures (accordée par le gouvernement Reuter le 14 décembre 1918) et la création de conseils ouvriers dans les usines (accordée le 26 juin 1919)¹². Les élections législatives du 26 octobre 1919 accordèrent la majorité à la droite, qui paraissait présenter les conditions requises pour garantir une forte stabilité gouvernementale. Mais la crise économique persistait et le problème du ravitaillement restait difficile. Stimulés par la Révolution russe, beaucoup d'ouvriers rêvèrent alors d'une révolution mondiale prochaine et déclenchèrent partout de petites grèves.

Entretemps une autre révolution se tramait, touchant cette fois-ci le patronat des usines sidérurgiques. La défaite de l'Allemagne avait provoqué l'annexion de l'Alsace-Lorraine à la France, la sortie du Luxembourg du Zollverein et la désagrégation du puissant complexe industriel Sarre-Lorraine-Luxembourg. Au mois de novembre 1919, les sociétés allemandes liquidèrent leurs établissements luxembourgeois et on assista à la naissance de nouvelles sociétés: sous l'impulsion de l'Arbed, un groupe franco-belge-luxembourgeois créa la Société métallurgique des Terres Rouges, qui reprit les usines de Gelsenkirchen. Une nouvelle société, la Hadir, prit en possession la Deutsch-Luxemburgische A.G.

Face à la réorganisation de l'industrie, les syndicats luxembourgeois se sentirent appelés à l'unité d'action. On fonda un journal commun, *Der Proletarier*, dont le premier numéro parut le 5 juillet 1919. Le 29 février 1920, lors du congrès de Dudelange, eut lieu la fusion des deux syndicats, qui prirent le nom collectif de «Berg- und Metallarbeiterverband». Ce nouveau syndicat se situait ouvertement à gauche et était dominé par deux personnalités: Nicolas Biever et Pierre Krier.

Ces deux responsables syndicaux se trouvèrent alors confrontés à un problème difficile: choisir entre la II^e Internationale (la socialiste d'Amsterdam) et la III^e Internationale (la communiste de Moscou). La décision fut prise au congrès syndical d'Esch, le 17 juillet 1921, qui marqua la victoire des réformistes (Krier et Biever) sur les révolutionnaires (Lippert et Bukovac).

Les catholiques, de leur côté, avaient fondé le LCGB (23.1.1921), lié à l'Internationale chrétienne des syndicats de la Haye.

L'action des syndicats devenait toujours plus indispensable, étant donné que l'industrie luxembourgeoise était en pleine crise. Au mois de mars 1920, la sidérurgie annonçait des licenciements massifs et, en 1921, des réductions de salaire. Partout les ouvriers commencèrent à protester, à réclamer le «droit au travail», à menacer d'occuper les usines (à l'exemple des ouvriers métallurgistes d'Italie en août 1920) et de prendre le pouvoir¹³.

A Differdange, le conseil d'usine se transforma en «soviet» (2 mars). A Esch-sur-Alzette, les mines furent déclarées «propriété ouvrière» (5 mars)... Mais l'armée, grâce aux renforts français stationnés au Luxembourg, parvint à faire évacuer les usines et le gouvernement supprima les conseils ouvriers. Un grand nombre de travailleurs furent licenciés; beaucoup d'entre eux émigrèrent dans la proche Moselle. Parmi les exclus, la majorité était des Italiens (cf. titre n° 5 de ce même chapitre).

L'échec de la grève rendit les syndicats plus prudents. Au mois de juillet 1921, le syndicat socialiste prit plusieurs résolutions: expulser les extrémistes de gauche, se fixer un programme réformiste, comprenant l'amélioration des conditions de vie des ouvriers (au niveau des salaires et des heures de travail) et éviter complètement les grèves.

Les partis politiques face au gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg

Au début des années '20, la droite dominait la scène politique au Luxembourg. En octobre 1919, elle obtint la majorité absolue aux élections législatives. Etant donné que les libéraux, battus aux élections, refusèrent de faire partie du gouvernement, Emile Reuter forma un gouvernement homogène, qui dura jusqu'au 20 mars 1925. Celui de Pierre Prüm de centre-gauche lui succéda du 30 mars 1925 au 16 juillet 1926, puis celui d'un autre homme éminent de la droite, Joseph BECH, du 16 juillet 1926 au 5 novembre 1937.

Le *parti socialiste* constituait pendant toutes ces années une opposition intransigeante. Deux hommes prédominaient dans ce parti: le syndicaliste Pierre Krier (1885-1947) et l'avocat René Blum (1889-1967). Ils seront les premiers socialistes à faire partie du gouvernement en 1937.

Le parti socialiste fut obligé d'opter pour Amsterdam ou Moscou. Lors du congrès de Differdange, le 1^{er} et 2 janvier 1921, les réformistes triomphèrent, tandis que l'aile gauche, mise en minorité, constitua le *parti communiste*.

2. LE FASCISME EN ITALIE ET LA REORGANISATION DES «REFUGIES POLITIQUES» A L'ETRANGER

Après la Première Guerre mondiale, l'Italie se retrouva en pleine crise économique (inflation et chômage), morale (faute de reconnaissance de ses sacrifices de la part des alliés) et politique (instabilité des gouvernements).

Deux partis dominaient: le parti socialiste, qui comptait 150 députés, et le parti catholique (parti populaire) comptant plus de 100 députés. Ces deux partis étaient cependant incapables de former des majorités stables. De ce fait, le gouvernement ne réussissait point à imposer l'ordre face aux grèves, aux manifestations, aux occupations des usines et des terres (été 1920) qui se succédaient.

Le 23 mars 1919, Benito Mussolini rassembla autour de lui des groupes d'anciens combattants (FASCI), afin d'assurer la victoire et de s'engager dans la lutte contre le socialisme, les grèves et le désordre qui paralysaient la vie de la Nation.

Un nombre croissant de citoyens, las des troubles et de l'incertitude sociale, sympathisèrent avec lui. Peu nombreux furent les hommes politiques, qui pressentirent le caractère anti-démocratique du fascisme: même Giolitti considérait ce courant comme un phénomène transitoire et très facilement canalisable à l'intérieur du système constitutionnel.

Par contre, les divergences entre les socialistes et les fascistes aboutirent à une véritable guerre civile.

En 1921, les fascistes s'organisèrent en parti politique et furent représentés au parlement par 34 députés, auxquels se joignirent, plus tard, les nationalistes.

Au cours de l'été 1922, ils déclenchèrent une grève générale et décidèrent de s'emparer du pouvoir: le 28 octobre, ils organisèrent la «MARCIA su ROMA».

A partir de ce moment, la situation se précipita. Le roi confia à Mussolini la charge de former un gouvernement de coalition (avec plusieurs ministres non fascistes). Le parlement remit à Mussolini les pleins pouvoirs, qui lui furent confirmés par les élections de 1924.

Entretemps, le 21 janvier 1921, lors du congrès de Livourne, l'aile gauche du Parti socialiste italien se sépara de ce dernier et constitua le *Parti communiste italien*. Le PSI lui-même resta divisé par deux tendances opposées: une *droite réformiste* et une *gauche «unitaire» (maximaliste)*, qui ne voulait pas rompre complètement avec les communistes.

Lors du Congrès national convoqué à Rome le 1^{er} octobre 1922, les groupes en arrivèrent cependant à une véritable scission. Les *maximalistes* (Nenni, Balabanoff) obtinrent la majorité et conservèrent de ce fait le journal «L'Avanti». Les *réformistes* (Turati, Treves, Modigliani, Buozzi) constituèrent par contre le Parti socialiste unitaire italien, dont le journal fut «La Giustizia»; minoritaires, mais soutenus par de prestigieux dirigeants «historiques» du PSI, ils constituèrent le parti de Matteotti.

En novembre 1921 se tint à Rome le congrès constitutif du *Parti national fasciste* et, en janvier 1922, naquit la Confédération nationale des corporations syndicales fascistes, qui visait l'élimination des luttes de classes et la subordination des intérêts individuels et de toutes les forces de travail.

Face à l'expansion spectaculaire du phénomène fasciste, les organisations syndicales libres déclenchèrent une dernière tentative de résistance¹⁴. Au mois d'août 1923, un Comité pour la constitution syndicale italienne fut constitué à Milan. Il réunissait tous les syndicats libres (la Confédération du travail, la «Confédération blanche», l'Union italienne du travail et d'autres fédérations), qui s'engagèrent à défendre leur propre survie. Mais leur lutte ne dura que quelques mois.

Dès le 24 janvier 1924, le décret de loi 66 énonça que toutes les organisations syndicales seraient dorénavant soumises au contrôle des autorités provinciales, qui s'empressèrent d'en dissoudre bon nombre, malgré de violentes protestations.

Mussolini avait la ferme détermination d'anéantir toute opposition. Tout d'abord *sur le plan politique*. Ainsi le 10 juin 1924, on assista à l'assassinat du député socialiste Giacomo MATTEOTTI; plus de 100 députés décidèrent alors de protester en s'abstenant des travaux parlementaires (leur attitude fut appelée «Aventino»). Mais Mussolini eut aussi raison du Parlement: le 3 janvier 1925, il imposa des «lois dictatoriales» et l'opposition n'eut d'autre choix que la clandestinité ou l'exil.

Sur le plan syndical, Mussolini donnait le coup de grâce aux syndicats libres par la loi 563 du 3 avril 1926. En effet elle prévoyait que seul un syndicat unique, qui garantirait la poursuite de fins nationales, serait reconnu par la loi. Or, les fins nationales étaient assurément des fins fascistes. En outre, en novembre 1926, des «lois exceptionnelles» furent votées. Elles donnaient le plein pouvoir à l'autorité administrative, qui se voyait de ce fait octroyer le droit de dissoudre toute organisation politique ou syndicale, qui «de quelque façon que ce soit aurait exercé une activité contraire à l'ordre national d'Etat». Ces lois mirent un point final à la liberté.

N° 6 - FASCIO, 20 LIRE - 1927 UN NUMERO DI SEI LIRE.

IL DOVERE

GIORNALE POLITICO DEGLI ESILI ITALIANI

EDIZIONE E AMMINISTRAZIONE
E. RAO DEL CRISTIANO - PARIS 10^e
21, Boulevard des Capucines - PARIS 10^e

DEVIRE ASSOCI
Servizio d'ordine e di corrispondenza
ufficiale a Parigi

ABBONAMENTI
Anno Lire 100 (Italia) - 120
75 (estero) - P. M. (Rassegna Est. 50)

Le nostre comunicazioni circa gli avvenimenti e gli
spunti periodici, gli opuscoli, i manuali, le notizie
di politica, la politica fascista mantengono negli ambienti del
fascismo la base dei malcontenti italiani a certe
parti.

Ce lo spieghiamo perfettamente:
A questo punto noi crediamo il "dovere", la coscienza
irrinunciabile.

Dans ces conditions, les dirigeants des partis, qui s'étaient distingués dans la lutte contre le fascisme, furent obligés de s'exiler. Le départ leur permettait d'une part d'échapper aux vagues d'arrestations, d'autre part de garder l'espoir de pouvoir continuer à l'étranger leur lutte antifasciste.

Parmi les cadres du parti socialiste réformiste qui s'expatrièrent, on trouve Claudio Treves, Emanuele Modigliani, Giuseppe Saragat, Filippo Turati et les dirigeants réformistes de la Confédération générale du travail: Bruno Buozzi et Giuseppe Sardelli. Parmi les maximalistes, il faut citer Pietro Nenni et Angelica Balabanoff; ainsi que les républicains Eugenio Chiesa et Fernando Schiavetti, ex-directeur de «La Voce Repubblicana».

La plus grande partie de ces exilés se dirigea vers la France, terre d'asile traditionnelle pour les réfugiés politiques. Ainsi Paris devint la capitale de l'antifascisme italien. Les exilés retrouvèrent ici la foule des réfugiés de la première heure, qui militaient déjà dans les sections étrangères des partis respectifs et qui publiaient quelques modestes journaux tels: «Voce socialista» (socialiste), «Rivendicazione» (anarchiste), «Campane a stormo» (communiste) et le «Corriere degli Italiani» (édité par l'antifasciste Giuseppe Donati).

Mais à peine installés dans leur terre d'asile, ces groupes se proposèrent de reconstituer à l'étranger leurs partis dissous en Italie. Les premiers furent les *socialistes maximalistes* qui, déjà vers la fin de 1926, avaient créé à Paris une nouvelle direction du parti, repris la publication de «L'Avanti» (le 12 décembre 1926) et réorganisé la fédération du Luxembourg. En désaccord et avec l'Internationale communiste, et avec l'Internationale ouvrière socialiste (IOS) dominée par les sociaux-démocrates, le PSI adhérait au «Bureau international des partis socialistes révolutionnaires». Cependant il admit en son sein les différents courants, qui l'avaient déjà divisé en Italie: les «intransigeants de gauche», disposés à faire partie de la III^e Internationale, le courant de droite favorable au dialogue avec les réformistes pour la constitution de l'unité socialiste, et la majorité du centre, qui se professait fidèle continuateur de la politique suivie par le parti en Italie.

Les *socialistes réformistes* réformèrent eux aussi leur propre organisation à l'étranger. Ils la nommèrent Parti socialiste unitaire des travailleurs italiens (PSULI). Les protagonistes en étaient Modigliani, Treves et Turati. Ce parti était appuyé par la SFIO et l'IOS et, à partir de 1928, il eut son propre journal, «Rinascita socialista».

A cette même époque fut aussi réformée à Paris la *Confédération générale du travail* (CGL). Au moment de la promulgation en Italie des «lois exceptionnelles» par Mussolini, le secrétaire de la CGL, Bruno Buozzi¹⁵, ainsi que les membres de l'exécutif, Giovanni Bensi, Felice Quaglino et Giuseppe Sardelli, participaient à une réunion de la Fédération syndicale internationale à Zurich. Au lieu de rentrer en Italie, ils se réfugièrent directement à Paris où, grâce à l'aide de la Confédération générale du travail, ils ouvrirent un «Secrétariat des ouvriers italiens», qui eut comme organe de presse l'hebdomadaire «L'Operaio Italiano».

La charge du secrétaire de la CGL en Italie fut confiée à Battista Maglione; mais face à l'impossibilité de continuer l'action syndicale, plusieurs membres du conseil de direction déclarèrent le 4 janvier 1927 la dissolution de la CGL. Rigola, D'Aragona et Colombino, visiblement partisans de l'état corporatif fasciste, apposèrent eux aussi leur signature à l'acte de dissolution. Buozzi et ses camarades se refusèrent à reconnaître la validité de cet acte et ils déclarèrent la CGL transférée à Paris, où elle aurait continué son action dans le cadre de la FSI.

Quant aux communistes italiens, ils ne reconnurent ni la dissolution de la CGL, ni son transfert à Paris et, lors d'un congrès le 20 février 1927 à Milan, ils décidèrent de maintenir la CGL italienne dans la clandestinité.

Par ce fait, le monde ouvrier italien eut deux confédérations: l'une clandestine à Milan, appelée *Confédération générale du travail d'Italie* ou «*Italienne*» et liée à la III^e Internationale communiste (formée en mars 1919); l'autre en exil à Paris, liée à la II^e Internationale socialiste, connue polémiquement sous le nom de *Bureau parisien de Buozzi*. Cette dernière aura son représentant au Luxembourg en la personne de Giuseppe Sardelli. Elle adhéra à la Concentration antifasciste, signa une convention avec la CGT française et publia un journal syndical «*L'Operaio Italiano*». Les deux confédérations, à défaut d'objectifs précis, vécurent pendant plusieurs années dans une attitude réciproque d'âpre polémique, sans pouvoir réaliser aucune action significative. Une réconciliation n'aura lieu qu'avec la création du Front populaire en 1936, date à laquelle les communistes et les socialistes auront formé une unité sur le plan politique grâce au pacte signé au mois d'août 1934.

ANNO II. — N° 16	PARIGI — 11 OTTOBRE 1927	UN NUMERO CONT. 30
L'ITALIA DEL POPOLO		
ABBONAMENTI ANNO FRANCE 120 — SEMESTRE FRANCHI 6 — ESTERO 120 FRANCHI	BOLLETTINO QUINDICINALE DEL PARTITO REPUBBLICANO ITALIANO	REDAZIONE - AMMINISTRAZIONE FRANCESCO VOLTERRA 110 Paris - Rue Labat, 10 - Paris (18)

«L'Italia del Popolo» (L'Italie du Peuple),
bimensuel du Parti républicain italien
publié à Paris.

Au cours de ces premières années d'exil, fut aussi reconstitué le *Parti républicain italien*¹⁶. Parmi les dirigeants on trouvait Mario Bergamo (secrétaire), Francesco Volterra (vice-secrétaire) ainsi qu'Eugenio Chiesa, Aurelio Natali, Fernando Schiavetti etc. Vers la fin de 1927 ce parti comptait une trentaine de sections à l'étranger (surtout en France et en Suisse) et avait son journal, qui paraissait tous les quinze jours, «*L'Italia del Popolo*».

Une émanation du PRI était aussi la «*Ligue italienne des droits de l'homme*» (LIDU), fondée à Paris sur l'exemple de la «*Ligue des droits de l'homme*» française.

Dès les premières années de la dictature fasciste elle s'était prodiguée dans la défense des exilés politiques: régularisation de leurs passeports, aide économique etc. Elle menait une lutte serrée contre le fascisme.

Tout en étant composée d'une majorité de socialistes et de républicains, elle était ouverte aux antifascistes de toute idéologie politique. Même certains militants communistes y adhérèrent, quoique le PCI ait défini la LIDU comme une association «*maçonnique, bourgeoise*» et qu'il en ait défendu l'adhésion à ses membres.

Son action se fit plus incisive, quand le syndicaliste Alceste De Ambris en devint président et Luigi Campolonghi, secrétaire. Ces derniers, lors d'une réunion en octobre 1926 à Nérac, proposèrent la constitution d'une concentration de toutes les forces antifascistes présentes en France: surgit ainsi, à Paris, le 6 décembre 1926, un Comité d'activité antifasciste, auquel adhérèrent les républicains et les socialistes, réformistes et maximalistes.

Finalement, le 28 mars 1927, la *Concentration antifasciste* fut créée à Paris (103, rue du Faubourg St-Denis).

Son comité était composé de deux représentants pour chacune des cinq organisations adhérentes: Treves et Modigliani pour le PSULI, Nenni et Balabanoff pour le PSI, Pistocchi et Schiavetti pour le PRI, Buozzi et Quaglino pour la CGL, De Ambris et Gianca pour la LIDU.



«La Libertà», journal de la «Concentration antifasciste», et le «Corriere degli Italiani» (Le Courier des Italiens), quotidien antifasciste, publiés à Paris.

Le but de la Concentration était d'organiser l'action des réfugiés politiques, de stimuler la résistance et d'aider les victimes du fascisme. Le secrétaire en fut pour un certain temps Pietro Nenni, mais le principal animateur en était Filippo Turati (décédé en 1932). A partir du 1^{er} mai 1927 la Concentration publia son propre hebdomadaire, «La Libertà», et un bulletin «Italia» (en français, allemand et anglais).

Les communistes qui avaient reconstitué leur parti en France, n'adhérèrent pas à la Concentration, car ils la jugeaient comme un nouvel Aventino, qui se limitait à agir à l'étranger sans la volonté de promouvoir l'insurrection antifasciste en Italie.

Les ex-dirigeants du Parti populaire italien (qui n'avait pas été reconstitué en émigration), ne furent pas invités à en faire partie, étant donné que la Concentration était aussi anticléricale, une tendance qui se manifestait encore plus ouvertement après la signature du Traité du Latran¹⁷.

L'action de la Concentration fut tout particulièrement intense en France, en Belgique et en Suisse, mais aussi au Grand-Duché. Elle ne fut cependant pas très efficace étant donné son attentisme «aventinien» et son peu d'influence en Italie¹⁸.

Cette accusation d'inefficacité, qui pesait sur la Concentration, fut la cause des nombreux litiges entre le PRI, les socialistes réformistes et la LIDU, ainsi qu'avec le nouveau groupe antifasciste «Giustizia» e Libertà».

3. LE FASCISME ET LES COLLECTIVITÉS ITALIENNES A L'ETRANGER

A l'époque où le fascisme prit le pouvoir en Italie, existaient dans tous les pays d'Europe et d'outre-Atlantique de florissantes communautés italiennes. Elles étaient continuellement alimentées par de nouvelles vagues migratoires: un million et demi d'Italiens émigrèrent au cours des cinq premières années du régime fasciste. Comme toujours, les habitants du sud de l'Italie partaient pour les pays d'outre-Atlantique, tandis que les migrants et les exilés politiques du nord de l'Italie préféraient la France ainsi que les autres pays francophones.

A partir de 1926, la politique fasciste changea radicalement à l'égard de l'émigration, qui était désormais considérée comme un appauvrissement de la nation et connut de ce fait de nombreuses difficultés. On accordait la préférence à une émigration temporaire, d'hommes seuls (sans leur famille) qui étaient choisis de façon à ce qu'ils exercent une influence politique sur les communautés italiennes à l'étranger. En même temps on supprima le Commissariat à l'émigration; à sa place on institua la Direction générale des Italiens à l'étranger, organe qui dépendait du ministère des Affaires étrangères.

La crise économique de 1930 obligea Mussolini à réaccorder le droit de l'émigration, mais sa politique se dirigea aussitôt vers la colonisation de l'Afrique (Libye, Afrique Orientale Italienne, Ethiopie).

Une seule chose resta immuable dans la politique de Mussolini: son effort permanent pour implanter au sein de la communauté italienne à l'étranger des organisations fascistes. En effet le mouvement fasciste, une fois affermi en Italie, essaya de s'imposer aussi à l'étranger. Le premier problème qui se posa fut celui de regrouper les émigrés partisans du fascisme, afin qu'ils puissent se rallier au parti fasciste en Italie¹⁹.

Afin d'atteindre ce but, Nicola Bonservizi, publia au mois de décembre 1922 un manifeste pour la réglementation du fascio à Paris, qui devait servir de «norme aux fasci constitués ou en voie de constitution dans d'autres capitales»²⁰. En effet, grâce à l'œuvre de la «Ligue italienne pour la tutelle des intérêts italiens», plus de 150 fasci s'étaient formés dans différents pays.

L'idée de Bonservizi obtint immédiatement le soutien officiel: le Grand Conseil institua, lors de la réunion du 16 février 1923, au sein du secrétariat du parti, un Bureau central pour les fasci à l'étranger. Au mois d'octobre de la même année, Mussolini constitua un *Secrétariat général des fasci à l'étranger* en tant qu'organisme autonome, dépendant directement du ministre des Affaires étrangères et du chef du parti. G. Bastianini en fut nommé secrétaire général, Guido Sollazzo, vice-secrétaire.

Les fasci voulaient constituer à l'étranger des groupes d'émigrés formant des institutions favorables au régime et capables de neutraliser l'action des antifascistes.

Dans un premier temps l'idéal fasciste s'insinua au sein de la collectivité émigrée comme une exaltation des valeurs nationales, plus tard il déploya des objectifs toujours plus explicitement politiques. Toutes les associations œuvrant à l'étranger devaient se soumettre à la stricte logique fasciste ou bien disparaître²¹.

LEGIONARIO



ORGANO DEI FASCI ITALIANI
ALL'ESTERO E NELLE COLONIE

EDITO A CVRA DELLA SEGRETERIA GENERALE

«Il Legionario» (Le Légionnaire), revue
officielle des «fasci à l'étranger», publiée à
Rome.

ANNO IV - N° 220 IL GIORNO - 20 CT LA PIÙ FORTE TIRATURA DI TUTTA LA STAMPA DEI GIORNALI ITALIANI ALL'ESTERO SPESA IL GIOVEDÌ PARIGI 19 APRILE 1925 ANNO IV

La Nuova Italia
"L'Italie Nouvelle"

Edizione di Parigi
N. BONSERVIZI, Proprietario
L. BONSERVIZI, Direttore
11, rue de Valenciennes
Lyon - 10, rue de Valenciennes
Lyon - 10, rue de Valenciennes
Lyon - 10, rue de Valenciennes

Grand Rédacteur: BONSERVIZI, 11, rue de Valenciennes, LYON - 10

LA VOCE D'ITALIA
S. P. Q. R.

ORGANO DI
PROPAGANDA LATINA

ANNO IV - N° 41 Direzione: 74, Rue de Strasbourg, Strasbourg Numero: 11 Mars 1925 Abbonamento: 10, Rue de Strasbourg, Strasbourg Paris

PREZZO SPEDIZIONE: Francia: 30 Fr.,
Estero: 40 Fr., Belgio: 20 Fr., Svizra: 20 Fr.,
Italia: 20 lire. Pubb. - Reclamazioni - 5 Rapp.

Il numero: Costi: 30

Deux hebdomadaires fascistes: «La Nuova
Italia» de Paris et «La Voce d'Italia» de
Strasbourg.

L'œuvre de pénétration était soutenue par un réseau étroit d'organes de presse locaux. Les plus connus au Grand-Duché étaient «*La Nuova Italia*» publié à Paris (le directeur en était N. Bonservizi et le premier numéro parut le 22 septembre 1923); «*La Voce d'Italia*», hebdomadaire de propagande latine, publié à partir de 1925 à Strasbourg, et «*La Squilla Italica*» de Lugano. D'autres revues publiées en Italie et diffusées à l'étranger étaient le bulletin «*I fasci italiani all'estero*» (le premier numéro parut le 15 mars 1924), qui rassemblait les nouvelles des différentes sections fascistes et qui fut remplacé le 7 juin 1925 par la revue «*Il Legionario*». Enfin, en 1928, le Secrétariat général publia pour les jeunes à l'étranger le bulletin «*Aquilotti d'Italia*», paraissant tous les quinze jours.

L'expansion du mouvement fasciste permit de célébrer à Rome, dès la fin d'octobre 1925, le premier congrès des fasci à l'étranger. Dans son rapport, Bastianini affirmait que:

«A l'étranger, les émigrés inscrits à nos fasci (ouvriers, commerçants, importateurs, industriels) sont les Italiens meilleurs, disciplinés, vivant de leur travail et de leur foi, conservant intègres les traditions italiennes de la famille et de la race.»

O. Pedrazzi, par contre, se lança dans une polémique contre les réfugiés politiques et demanda au gouvernement de prendre des mesures contre ces êtres qui déshonoraient l'Italie, notamment en leur supprimant le droit à la nationalité italienne, en confisquant leurs biens et en leur interdisant toute activité commerciale en Italie. Quelques mois plus tard (le 31 janvier 1926), était votée la loi n° 108, interdisant l'activité de propagande aux réfugiés politiques.

Mais le 28 janvier 1928 de nouveaux statuts furent promulgués par les fasci italiens à l'étranger: ils reconfirmaient le respect des lois du pays d'accueil, attestaient que le but de l'organisation était la défense de l'italianité ainsi que l'assistance aux compatriotes, et décrétaient que le Secrétariat du fascio devait dépendre de l'autorité diplomatique. Par la même occasion on promut aussi l'institution à l'étranger de sections d'avant-garde: les «petites italiennes» et les «balilla».

L'année 1929 se révéla la plus critique pour les fasci à l'étranger; d'une part la crise économique devenait de plus en plus menaçante, de l'autre, l'opposition des réfugiés politiques suscitait perpétuellement des incidents entre les fascistes et les antifascistes.

Entretemps, toute une série de «circulaires» et de «notes de service» étaient envoyées de Rome aux représentations diplomatiques. Elles avaient pour but de canaliser la pénétration fasciste parmi les émigrés.

Déjà vers la fin de 1925, Mussolini ordonna que dans tous les sièges domaniaux fut exposé le Fascio Littorio (le faisceau du lecteur) «comme symbole du renouveau historique de la vie nationale»²².

Au mois de décembre de la même année, il imposa que «dans les Bureaux diplomatiques et consulaires de toutes catégories, soit obligatoire dans le rapport entre supérieurs et subalternes, le salut fasciste romain»²³.

Naturellement ces ordres furent immédiatement appliqués aussi en dehors du Bureau²⁴.

Toujours en 1925, fut promulguée en Italie l'institution fasciste de l'Œuvre Nationale Dopolavoro. Mussolini notait:

«Je pense que cette œuvre d'éducation et d'élévation est opportune également à nos masses ouvrières émigrées.»

C'est pourquoi, il invita les représentants diplomatiques à instaurer à l'étranger le «Dopolavoro», qui comprenait l'éducation physique et sportive, l'enseignement général et professionnel, la propagande morale, l'assistance économique et morale et (en dernier lieu, quoique de toute première importance) la propagande patriotique²⁵.

Cette dernière directive sera rappelée avec force en 1927 par Grandi, au nom de la Direction générale des écoles italiennes à l'étranger²⁶.

En 1927, Mussolini supprima le Commissariat général de l'émigration. Il le remplaça par la «Direction générale des Italiens à l'étranger» et, par la même occasion, il réaffirma ses convictions sur la communauté émigrée:

«Le Gouvernement National ne considère nullement le problème de l'émigration comme un simple fait technique et administratif, bien au contraire comme un problème d'ordre politique. La tutelle de la collectivité italienne à l'étranger doit être exercée selon un concept unique et consubstantiel. Il ne peut y avoir une tutelle technique et d'assistance séparable d'une tutelle politique ou inversement»²⁷.

Les responsables des fasci à l'étranger acquéraient une importance toujours plus grande: au cours des cérémonies ou des manifestations, ils avaient la priorité sur les dirigeants de n'importe quelle autre association²⁸. Leurs télégrammes devaient être considérés comme des télégrammes de service «des Représentants royaux»²⁹.

En plus, les Associations de Secours Mutuel devaient se conformer aux normes de l'organisme gouvernemental: l'Institut national des assurances³⁰. En outre, on rappelait à tous les fonctionnaires diplomatiques ou consulaires inscrits au fascio et en service, l'obligation de porter à tout moment l'insigne du parti³¹.

Enfin en 1929, Mussolini ordonna que toutes les délégations officielles devaient afficher les nouvelles armoiries: l'écusson de la Maison de Savoie avec l'insertion du fascio des licteurs romains³².

Les collectivités italiennes de l'étranger étaient souvent invitées à venir en aide à leur patrie: par exemple par l'«offre du dollar» qui devait servir à payer les dettes de guerre envers les États-Unis d'Amérique³³. Aux compatriotes émigrés méritoires on attribuait l'Etoile du mérite pour le travail³⁴ due «à l'attitude laborieuse, les marques de patriotisme et la probité».

Le fascisme au Grand-Duché de Luxembourg

Au Luxembourg, comme dans d'autres pays d'émigration³⁵, le fascisme réussit à s'insinuer au sein de la collectivité italienne. Propagé grâce à la Légation d'Italie, qui – au nom du respect dû au régime d'une nation étrangère – bénéficiait de la bienveillance du gouvernement luxembourgeois, le fascisme atteignit tout d'abord les personnes ou les associations les plus vouées aux idéaux de la patrie.

Quelles étaient les personnes qui adhéraient au fascisme? Tout particulièrement des représentants de la classe moyenne (artisans, commerçants, entrepreneurs, gérants de cafés et d'hôtels), mais souvent aussi de simples ouvriers.

Les Italiens qui adhéraient au mouvement fasciste, le faisaient de bonne foi. D'ailleurs le gouvernement luxembourgeois reconnaissait officiellement le gouvernement fasciste et était avec lui en excellents termes³⁶. Les fascistes émigrés se laissaient guider par les agents diplomatiques d'Italie au Luxembourg, ainsi que par l'esprit patriotique: en effet le fascisme exaltait les idéaux de la patrie, donnait un sentiment de dignité nationale, s'occupait activement des émigrés comme on ne l'avait jamais encore fait dans le passé.

D'autre part, de nombreuses publications, même au Luxembourg, exaltaient l'Italie fasciste et énonçaient l'opinion de personnes qui admiraient le nouveau régime italien. M. Gaston Barbançon, membre du conseil d'administration de l'Arbed, déclara en 1927, lors d'une réception de fascistes italiens: «Nous assistons au spectacle magnifique d'un peuple intelligent, laborieux et fier, qui a su mettre, au-dessus de tout, l'amour de la patrie et qui, sous l'impulsion énergique d'un chef génial, consent à tous les sacrifices pour retrouver sa prospérité»³⁷.



Luxembourg, 1928. Un rassemblement devant l'ambassade d'Italie à l'occasion du 10^e anniversaire de la Victoire (1^{re} Guerre mondiale) et de la «Marche sur Rome».

Au niveau des *associations*, le mouvement fasciste trouva des alliés surtout parmi celles qui étaient toujours restées fidèles à la Maison de Savoie et à l'exaltation de la patrie (notamment les Sociétés de Secours Mutuel et les différentes fanfares), comme les compagnies théâtrales, la Chambre de Commerce et l'Oeuvre Bonomelli.

A partir de 1925, le fascisme connut une évolution spectaculaire et commença à créer ses propres institutions. Le centre de propulsion de toutes les initiatives devint l'*Oeuvre Nationale «Dopolavoro»*, qui s'installa tout d'abord dans la ville de Luxembourg (1925), puis à Esch (1928) et en dernier lieu à Dudelange.

Le Dopolavoro – textuellement «l'après-travail» – avait comme but de diffuser parmi les masses immigrées l'esprit fasciste, en proposant aux travailleurs pendant leurs loisirs des activités sportives, touristiques, folkloriques et artistiques³⁸. On pouvait définir cette organisation comme une école d'initiation au fascisme: on commençait par s'inscrire au Dopolavoro et on finissait assez rapidement par être membre du fascio.

On suivra ultérieurement, à travers les dénonciations du Riscatto, l'évolution progressive du Dopolavoro, qui réussira à intégrer en son sein les Secours Mutuels, les fanfares et les groupes théâtraux.

Le fascisme donna aussi lieu à la création de *l'association des anciens combattants*. Les antifascistes n'avaient point tort de considérer ces associations comme «un paravent du fascio» et ils luttèrent avec vigueur contre leur épanouissement. Cependant, malgré leurs efforts, les associations des anciens combattants se diffusaient un peu partout dans le pays et comptaient un nombre important de membres.

Mais, pour le fascisme, le moyen le plus efficace de pénétration au sein de la population immigrée était de s'occuper de *l'organisation de la jeunesse*: des associations de jeunes, d'adolescents, des écoles, des colonies de vacances en Italie.

Les plus petits, de 7 à 14 ans, furent appelés «balilla»; les plus grands, de 14 à 18 ans, «avanguardisti»; les jeunes filles étaient les «piccole italiane» de 8 à 16 ans, puis les «giovani italiane».

On réunissait les jeunes le jeudi et le dimanche après-midi. Les garçons exerçaient différentes activités, créaient des fanfares, faisaient de l'éducation physique. Les jeunes filles apprenaient la couture et les travaux ménagers. Tous, ils suivaient un cours d'éducation fasciste, animé de temps à autre, par la projection d'un film de propagande.

L'école constituait un autre lieu privilégié pour former des sympathisants fascistes. Elle enseignait aux enfants la langue italienne et leur apprenait à admirer la grandeur de la patrie à travers des héros nationaux, depuis les Romains jusqu'aux protagonistes de la Première Guerre mondiale.

Après les écoles assidûment fréquentées de l'Oeuvre Bonomelli, le Dopolavoro fasciste créa d'autres écoles à Luxembourg, à Esch et dans les principaux centres du Grand-Duché. Ultérieurement des enseignants arrivèrent de Rome; ils avaient été sélectionnés par la Direction générale des Italiens à l'étranger, en fonction de leur préparation théorique et de leur foi politique.

Ce qui attirait le plus les jeunes étaient les *colonies de vacances* en Italie, à la mer ou à la montagne. Tous les jeunes entre 9 et 21 ans pouvaient y participer; il suffisait qu'ils soient inscrits aux organisations fascistes. Ces initiatives connurent un vif succès au Grand-Duché, malgré les violentes campagnes des antifascistes, qui accusaient les familles italiennes de confier leurs enfants aux «assassins de l'Italie».

Les fascistes avaient en outre l'habitude d'organiser de façon très solennelle de grandes fêtes. Tout d'abord des fêtes patriotiques: la commémoration du Statut, de la Victoire (4 novembre) et de l'anniversaire du roi (11 novembre). Mais tout particulièrement celles ayant trait à leur propre régime: le 6 janvier (dédié dans différentes régions italiennes à la Befana, c'est-à-dire une vieille femme apportant des jouets et des sucreries aux enfants) devint la Befana fasciste. Le 23 mars on fêtait l'anniversaire de la fondation des fasci. Le 21 avril on célébrait le Noël de Rome et la Fête du travail. Le 28 octobre on commémorait la Marche sur Rome.

La Befana fasciste, qui venait distribuer des paquets de vêtements et des fruits, était très populaire au sein de la communauté italienne. Le Noël de Rome et la Marche sur Rome étaient célébrés par des réunions et des discours auprès de la Légation d'Italie ou au siège du fascio. Les antifascistes profitaient naturellement de chacune de ces démonstrations, pour provoquer des incidents et des tumultes.

Sur le *plan politique*, le mouvement fasciste du Luxembourg était dépendant du fascio de Bruxelles, dont Alessandro Sacco³⁹ fut le secrétaire jusqu'en 1926, puis il fut remplacé par Mombelli.

Mais, à partir de 1927, les Italiens du Grand-Duché avaient leur propre fascio. Il fut inauguré à Esch-sur-Alzette le 4 décembre 1927 et le secrétaire en fut Marino Fratini (voir chapitre III).

Le développement du fascisme au Luxembourg d'après l'hebdomadaire «Il Riscatto»

Il nous est aisé de suivre le développement du mouvement fasciste au Grand-Duché à travers les accusations de l'hebdomadaire communiste «Il Riscatto», qui met perpétuellement en garde ses lecteurs contre le «péril» qui les menace.

Le fascisme propage son idéologie par l'intermédiaire du Secours Mutuel d'Esch-sur-Alzette, de Differdange, de Dudelange et de Rodange. Ces organes ne sont cependant que les «appendices du fascisme»⁴⁰. Dans toutes les villes du Grand-Duché, les fascistes réunissent de petits groupes d'Italiens sympathisants afin de leur inculquer l'idéologie fasciste et de leur apprendre à manier des armes⁴¹. À Rumelange il y a même un groupe théâtral «ultra-fasciste»⁴², tandis qu'un peu partout dans le pays se forment des «expéditions punitives» pareilles à celles qui agissent en Italie⁴³.

Selon l'hebdomadaire communiste, il existait «un plan préétabli et organisé, préparé par le gouvernement en accord avec les autorités fascistes, qui poursuit les ouvriers qui s'acharnent à ne pas vouloir céder à la propagande de l'Oeuvre Bonomelli»⁴⁴. (Il faut noter que, pour les communistes, le fascisme et l'Oeuvre Bonomelli étaient synonymes).

Depuis longtemps – précise le journal – les autorités consulaires, suivant une disposition de la Direction générale des Italiens à l'étranger, ne délivrent plus de passeports aux compatriotes suspects d'être des antifascistes. Le gouvernement luxembourgeois, en accord avec les fascistes, a imposé une disposition selon laquelle les employeurs doivent se faire remettre le passeport de chaque ouvrier avant de l'employer; il s'agissait d'une méthode de sélection des immigrants, favorisant les fascistes et écartant du monde du travail tout «antinational».

En outre, à l'instigation des autorités italiennes, la police procède à de nombreuses expulsions et perquisitions de domiciles, accompagnées de menaces et de provocations⁴⁵.

Les accusations de l'hebdomadaire communiste étaient réfutées dédaigneusement par la presse fasciste. «La Voce d'Italia» de Strasbourg se demandait «qui sont ces antifascistes?»⁴⁶. La réponse en était: «Une purulence, que le sain organisme d'Italie a obligée à se faufiler à travers les cicatrices de la frontière», et qui maintenant, chassée de la France et de la Belgique, tentait d'«infecter» aussi le Grand-Duché.

Les dénonciations du «Riscatto» devenaient de plus en plus fréquentes. Les fascistes étaient bien conscients qu'ils étaient à tout moment protégés par le gouvernement italien. Un décret-loi du Conseil des ministres italien assurait un dédommagement à tous ceux qui «à partir du 23 juillet 1919, à l'occasion de conflits ou d'agressions, ont agi directement ou indirectement en faveur de la Nation et qui ont subi des préjudices physiques».

Ainsi – commentait «Il Riscatto»⁴⁷ – les amis de Mussolini peuvent agir impunément, tandis que les antifascistes sont persécutés. En outre des «agents provocateurs» fascistes «parcouraient le Grand-Duché pour faire tomber dans leur piège quelque subversif imprévoyant»⁴⁸.

L'hebdomadaire regrettait aussi qu'une partie des Italiens, plutôt que de s'adresser à l'organisation syndicale (pour des litiges avec les patrons), eût recours au Consulat ou à la Chambre italienne de Commerce, qui étaient des «repaires de fascistes»⁴⁹. De même, il mettait en garde les ouvriers contre les fascistes des différentes villes, dont il publiait de temps à autre la liste des noms⁵⁰.

C'était surtout vers la fin de l'année 1929 que le fascisme se fit plus «dangereux». Le «Riscatto» écrivait:

«Depuis quelques mois, le fascisme a intensifié son œuvre de propagande à l'étranger. (...) Il se donne pour but la neutralisation de la propagande antifasciste et le passage à la constitution d'organisations fascistes, telles que les «fasci», les anciens combattants, les Comités du Dopolavoro, etc. (...). En même temps le fascisme forme des noyaux actifs en vue de l'escouade d'action grâce à des éléments arrivés ces derniers temps d'Italie et avec l'aide d'espions, qui depuis longtemps déjà, servent à l'étranger le régime des chemises noires. Ce sont des organisations qui provoquent des incidents que toute la presse bourgeoise interprète comme provocations antifascistes»⁵¹.

Toujours grâce aux articles du «Riscatto»⁵², on peut suivre aisément les différentes phases de la pénétration fasciste parmi les Italiens du Grand-Duché.

«Le fascisme s'est servi, dans le passé, principalement de la corruption (...), les voyages gratuits, les colonies de vacances à la mer pour les enfants, l'assistance aux femmes enceintes, les institutions religieuses, sanitaires, sportives, récréatives, les écoles de langue italienne, les associations d'anciens combattants, les sociétés commerciales et patriotiques (...). Le chantage et l'intimidation étaient les caractéristiques du «style fasciste» et elles ont toujours été accompagnées par la corruption: retrait des passeports, représailles contre les familles restées en Italie, dénonciations aux autorités des pays d'immigration, espionnage (...).»

Plus tard, afin d'augmenter son influence sur les masses ouvrières, le fascisme changea de tactique:

«Depuis plusieurs mois déjà, le gouvernement songe à accorder le droit d'émigration seulement aux personnes inscrites aux organisations fascistes (...). Dans certaines localités françaises et belges, les Italiens n'arrivent plus seuls, mais en masse. Ainsi des centaines de nos compatriotes se trouvent encadrés par des agents fascistes auxquels les autorités soit françaises soit belges octroyent le pouvoir de contrôler la vie des ouvriers italiens ainsi que la faculté d'exercer sur eux un pouvoir quasiment illimité.»

Naturellement les antifascistes – nous le montrerons dans les chapitres concernant les différentes villes du Grand-Duché – ne restaient pas inactifs face à ces «provocations» fascistes.

4. LES ANTIFASCISTES ET LEUR PRESSE

Aux nouveaux immigrés, qui au début des années '20 arrivaient de la Péninsule, on attribuait facilement l'étiquette de «communistes». Un rapport de police datant de 1924 affirme en effet que «presque tous les Italiens, qui arrivent dans le pays, appartiennent au parti communiste»⁵³.

En réalité, la plupart de ces immigrés ne militaient dans aucun parti politique. Certes, parmi ceux qui fuyaient le régime fasciste, il y avait des communistes (les plus politisés et les plus actifs), mais on retrouvait aussi parmi ces hommes des socialistes, des sociaux-démocrates et des anarchistes.

L'étiquette qui leur conviendrait le mieux, serait tout simplement: les «antifascistes». D'autant plus que le seul objectif qu'ils avaient en commun était de lutter contre le régime de Mussolini, qui essayait d'atteindre toute la collectivité italienne. Il est important de noter que les antifascistes ne constituaient pas un front uni. Des oppositions idéologiques et des diversités relevant de la tactique de lutte contre le fascisme, séparèrent dès le début les anarchistes, les socialistes et les communistes.

L'extrême-gauche proposait l'action révolutionnaire et violente, tandis que les partis «démocratiques» préconisaient des positions plutôt «aventiniennes»: ils retenaient que le fascisme n'était pas un phénomène passager, qui allait s'effondrer tout seul en laissant à nouveau la place à la démocratie.

Les antifascistes du Grand-Duché ne possédaient pas leurs propres organes de presse. Ils distribuaient les journaux, qui leur étaient expédiés de Paris et de Bruxelles. La liste que nous proposons est bien sûr incomplète, mais elle nous permet de distinguer les journaux selon leur idéologie et de fournir en même temps la date de leur première parution.

Journaux communistes⁵⁴:

- 1921 – *Il Risveglio Operaio*: Nancy, janvier-novembre 1921. C'est en janvier 1921 que la CGT de Paris proposa à ses adhérents une édition italienne du journal «Le Réveil Ouvrier». Seuls Hussigny et Thil répondirent positivement et commandèrent 200 exemplaires par semaine de l'édition italienne. Elle était influencée par le PCI et diffusée jusqu'au mois de novembre 1921.
- 1923 – *L'Ordine nuovo*: organe en langue italienne du PC. Il avait été fondé en 1919 à Turin par Antonio Gramsci en collaboration avec A. Tasca, P. Togliatti et U. Terracini, qui en 1921 promurent la création du PCI.
 - *Battaglie sindacali*: organe de la CGIL.
- 1924 – *L'Unità*: (imprimée en Italie): fondée en 1924 par A. Gramsci.
 - *La Riscossa*: Paris, hebdomadaire en langue italienne publié par l'Humanité; en 1926, il fut remplacé par «Il Lavoratore Italiano». («Riscossa»

fut appelé aussi par la suite l'organe de la LIAB. Au cours des premières années il atteignit les 20 000 exemplaires.)

- *Bandiera Rossa*: Bruxelles; pages publiées en langue italienne dans le journal «Drapeau rouge», jusqu'en 1926.
- 1926 - *Il Riscatto*: «Hebdomadaire pour la défense des ouvriers italiens immigrés en Belgique» (par la suite: «Hebdomadaire des travailleurs italiens immigrés en Belgique»). Le premier numéro parut en 1926. Le n° 6 de la première année (30.10.1926) annonçait que le journal reprendrait ses publications hebdomadaires; en effet, il fut édité jusqu'au début de 1933. Il était le porte-parole du communisme italien de Belgique, mais aussi du Luxembourg, de la Sarre et de la Lorraine. Le journal fut confisqué à plusieurs reprises par la police et ses lecteurs étaient considérés comme subversifs.



«L'Unità», quotidien officiel du Parti communiste italien, et «La Voce del Profugo» (La Voix du Réfugié), journal antifasciste.

Dans le n° 6 on retrouve le programme politique du «Riscatto»: c'est un «journal prolétaire, donc antifasciste; notre antifascisme est fondé sur les luttes des classes et donc révolutionnaire»; parmi ses objectifs on retrouvait la volonté de «lutter contre les fasci à l'étranger et les délégations du gouvernement fasciste». En 1929, «Il Riscatto» eut au Grand-Duché une «commission presse-culture», dont le rôle fut de sélectionner des articles pour les envoyer au journal⁵⁵.

- *Il Lavoratore italiano*: Paris, suite de «La Riscossa». Requisitionnés ou supprimés par la police, les journaux communistes devaient souvent changer de titre, ainsi parurent *Il Proletario*, *L'Araldo*, *La Nostra Bandiera*, *L'Emigrante*... Un grand succès avait été remporté aussi par le bulletin «Gli insegnamenti della guerra civile», publié à Paris par le Bureau militaire du PC et qui préconisait l'insurrection armée.
- *Campane a Stormo*

- 1927 – *Lo Stato Operaio*: Paris, mars 1927 à juin 1939. Entre 1922 et 1926 il avait été publié à Milan; à partir de 1932, il parut sous le titre français «L'Etat Ouvrier».
- *La Défense des Victimes du Fascisme*: Paris, organe du SRI. Miglioli s'occupait de la partie italienne du journal.
- 1928 – *Prometeo*: bi-mensuel de la fraction communiste bordighiste en désaccord avec le PC officiel. Il fut publié en Belgique, à Molenbeek-Bruxelles, jusqu'en 1938.

Journaux socialistes

1897 – 1933

- *L'Avanti!*: journal (puis bulletin) du PSI, Rome (puis Paris à partir de décembre 1926). A Paris il était publié sous forme réduite. On le tirait à environ 10 000 exemplaires. Ultérieurement il prit le titre de «Il Nuovo Avanti».
- 1919 – *Der Proletarier*: Luxembourg, organe du syndicat luxembourgeois, parût à partir du 5 juillet 1919 jusqu'en 1940. Il publiait souvent des articles en langue italienne; puis, à partir de 1927, il dédiait aux Italiens une page entière intitulée «*La Voce operaia*».
- Entretemps disparaissaient des journaux tels: «*La Voce socialista*», «*La Voce del Profugo*», «*Il Picconiere*».
- 1926 – *L'Operaio Italiano*: revue syndicale des travailleurs italiens immigrés, paraissant tous les 15 jours, organe du Bureau Buozzi, dirigé par Quaglino. Il s'agissait du journal le plus diffusé après «*La Libertà*»: la CGT l'imposait à tous les Italiens dépendant de la Bourse de Travail.
- 1927 – *Bollettino del Partito Socialista dei Lavoratori Italiani*: (95, rue Charonne, Paris 11^e).
- 1928 – *Rinascita socialista* : organe du PSULI.



Bulletin du Parti socialiste des travailleurs
italiens, publié à Paris.

Autres journaux antifascistes

- 1926 – *Il Corriere degli Italiani*: Paris. Il s'agissait du premier quotidien en langue italienne des antifascistes démocrates (socialistes, républicains, franc-maçons, libéraux, etc...). Ce journal fut attaqué par les communistes, de même il était mal vu par les partis de la Concentration, qui se reconnaissaient de préférence dans l'hebdomadaire «La Libertà». Il débuta avec 15 000 exemplaires, mais son tirage diminua progressivement. Fin 1927, il fut supprimé par le gouvernement français à la demande de Mussolini.
- 1927 – *La Libertà*: (50, rue Labat, Paris 18^e) hebdomadaire dirigé par C. Treves, organe de la Concentration antifasciste. Son tirage initial était de 20 000 exemplaires. Il parut jusqu'en 1934.
- *L'Italia del Popolo*: (50, rue Labat, Paris 18^e) bulletin du parti républicain, peu diffusé.
- 1928 – *Giustizia e Libertà*: Rome (puis Paris), organe du mouvement révolutionnaire antifasciste.
- 1929 – *L'Italia*: Paris, bulletin d'information de la Concentration antifasciste. Rédigé en français, allemand et anglais.

Journaux anarchistes

Bandiera Nera: Bruxelles de 1921 à 1931.

Rivendicazione

Le Combat: Bruxelles

Il Monito



Trois hebdomadaires anarchistes (Le Rassemblement des Réfractaires, Le Réveil anarchiste, L'Avertissement).

Il Risveglio anarchico

Fede: hebdomadaire anarchiste de culture et de défense, Rome.

L'Adunata dei Refrattari: New-York, à Paris à partir de 1921, hebdomadaire.

En outre, il existait à Paris une agence d'informations, «*Dovere agence*» dirigée par Bazzi. Le journal satirique «*Il Becco giallo*» était également fort bien connu. Mais le quotidien italien le plus diffusé au Grand-Duché restait «*Il Secolo*», édité à Milan.

5. LES ANARCHISTES

Parmi les antifascistes on distinguait les communistes, les socialistes et les anarchistes.

Ces derniers n'étaient pas nombreux au début des années '20. Dans une de ses lettres, le ministre Della Torre affirmait qu'il s'était toujours donné pour but d'aider les anarchistes à pouvoir rester au Grand-Duché, plutôt que de les rapatrier:

«... malgré le fait que la présence anarchiste soit malheureusement fort réduite dans ce pays. Je dis bien malheureusement, car je préfère avoir les anarchistes sous ma juridiction au Luxembourg plutôt que de les savoir en Italie», où ils auraient sûrement constitué un problème relevant pour le gouvernement⁵⁶.

Souvent, les anarchistes étaient confondus avec les socialistes ou les communistes; ce fut le cas des «révolutionnaires» expulsés au mois de mars 1921 (cf. plus loin: Les Italiens et le syndicat socialiste).

Certes, ils étaient l'élément le plus «turbulent» de l'antifascisme et à plusieurs reprises ils entraient en conflit avec les socialistes et les communistes. Les journaux de l'époque relatent ces discordes.

Ainsi on lit dans le «*Proletarier*»⁵⁷ de 1924 un article d'Emilio Sosio, par lequel il se défend des «calomnies» de l'anarchiste Biancardi. Ce dernier, ami de Zuccaroli et Donzelli, avait été dans un premier temps un collaborateur du journal «*Il Risveglio anarchico*», puis de «*L'Avvenire socialista*» publié en Suisse, ainsi que des journaux «*L'Unità*» et «*Riscossa*». Il avait été expulsé du Grand-Duché pour avoir publié de faux renseignements dans le journal «*L'Unità*» et il accusait Sosio d'être un ami des fascistes. Sosio se défendait en déclarant qu'il était sous le contrôle de la police et que ses rapports avec des fascistes (notamment avec les prêtres de l'Oeuvre Bonomelli, ainsi que Moriconi, Sabatini et Poggi) se bornaient à de simples relations de commerce.

On note également que le 6 novembre 1927, lors d'une réunion syndicale au café Palazzari à Rumelange, les anarchistes mirent tout en œuvre pour troubler l'ordre du jour⁵⁸. Il s'agissait de «trois poussins», qui se nomment des anarchistes... mais que les ouvriers sauront juger», commentait le «*Riscatto*»⁵⁹.

Le «*Riscatto*» se lançait lui aussi de temps à autre dans les diatribes contre les anarchistes, qui affirmaient que «des vrais révolutionnaires (des anarchistes) sont emprisonnés dans des bagnes bolchéviques». Il les accuse de saboter systématiquement la propagande communiste:

«Un de nos compagnons, qui distribuait le «Riscatto» dans un café d'Esch, fréquenté en majorité par des anarchistes acharnés, fut obligé par ces derniers de brûler, sous leurs yeux, son journal, étant donné que pour eux il équivalait à un journal fasciste⁶⁰.»

Bien entendu, cette lutte absurde entre les communistes et les anarchistes suscitait la raillerie des adversaires politiques. Ainsi, «*La Voce d'Italia*», ne perdait pas

une seule occasion pour ridiculiser les communistes, outrés de l'attitude de leurs «frères» anarchistes, qui «ont accablé d'invectives obscènes la (sainte) Russie». Le journal continuait sur le même ton :

«Par-dessus le marché, les superrrr révolutionnaires n'hésitent pas à traiter le «Riscatto» de journal fasciste, le Secours Rouge de congrégation de charité, les distributeurs des inépuisables «cartelle dei Comitati proletari antifascisti» (cartes des Comités prolétaires antifascistes) d'administrateurs d'avoine aux «patrons» communistes⁶¹.»

Toutefois, les anarchistes se trouvaient fréquemment aux côtés des communistes, lors de manifestations à caractère révolutionnaire, comme par exemple lors des défilés du 1^{er} mai tout particulièrement au cours des chahuts devant le siège de l'Oeuvre Bonomelli à Esch.

Ils se faisaient remarquer un peu partout, mais leur nombre était le plus élevé à Esch. En 1921, le commissaire Reis notait qu'à Esch il existait «un groupe de jeunes anarchistes»⁶². Leurs réunions se déroulaient tous les dimanches à 16 heures au 3^e étage de la maison Gaudina Antonio, 28, rue de la Hoehl⁶³. Bruschi Angelo et le communiste Meggiolaro Rodolfo y distribuaient «Le combat» et «Il Monito».

Le drapeau anarchiste avait été confié en 1929 à un certain Isoppo Giovanni. Recherché pour vol par la police, il prit la fuite en laissant le drapeau à la sœur de Solazzi Arturo, qui le remit à la gendarmerie⁶⁴.

Les anarchistes devinrent extrêmement actifs vers la deuxième moitié des années '20, quand – en collaboration avec les communistes et l'organisation du Secours Rouge – ils organisaient de nombreuses manifestations en faveur de la libération de Sacco et de Vanzetti⁶⁵.

Parmi les plus engagés on remarquait Bruschi Angelo, qui distribuait des tracts revendiquant la libération des deux italo-américains⁶⁶. Il fut extradé au mois de juillet 1927.

6. LES IMMIGRES ITALIENS ET LE SOCIALISME

Les *socialistes luxembourgeois* étaient des réformistes par tradition. Convaincus que seuls à travers la démocratie il serait possible de transformer foncièrement la société, ils assistèrent avec consternation à l'écroulement de la démocratie italienne, détrônée par le régime fasciste.

Après la formation du «Parti ouvrier luxembourgeois», ils entretenaient de bons rapports avec les socialistes italiens exilés, qui venaient régulièrement tenir des conférences aux compatriotes du Grand-Duché. Ils participèrent à la constitution du «Fonds Matteotti»⁶⁷ en faveur des victimes du fascisme et approuvèrent la constitution de la «Concentration antifasciste», qui eut lieu à Paris en mai 1927.

En outre, sollicités par leurs amis italiens, les socialistes essayaient à plusieurs reprises d'empêcher le développement du mouvement fasciste parmi les immigrés italiens. Leur cible préférée était l'Oeuvre Bonomelli, qu'ils accusaient d'être au service du fascisme.

Souvent, les députés socialistes intervenaient à la Chambre contre l'expulsion des antifascistes italiens du Grand-Duché, en accusant les fascistes d'espionnage et de persécution contre leurs adversaires.

Mais leurs interventions ne connurent pas un grand succès. Le gouvernement luxembourgeois ne partageait pas leur point de vue. Il soutenait le principe selon lequel la démocratie se doit de protéger le droit de tout un chacun de s'associer librement. Ainsi les Italiens (que ce soient des fascistes ou non) devaient pouvoir jouir de ce droit, à condition qu'ils ne se mêlent pas des affaires politiques du Grand-Duché. Il refusait d'autre part d'intervenir dans des questions qui concernaient exclusivement la politique italienne, dont le fascisme constituait le régime officiel, légalement institué et internationalement reconnu.

Et au fond, les socialistes eux-mêmes acceptaient l'opinion de leur gouvernement: ce qui comptait avant toute chose était le maintien de l'ordre interne. De ce fait, les méthodes souvent violentes des antifascistes ne pouvaient obtenir leur accord officiel.

Toutefois, les socialistes luxembourgeois continuaient à soutenir leurs amis italiens: ils dénonçaient les mesures gouvernementales, qui accablaient les militants de gauche et protégeaient les provocateurs fascistes⁶⁸; ils s'insurgeaient contre les lois sur l'immigration, qui étaient uniquement défavorables aux opposants du régime de Mussolini⁶⁹; ils proposaient en outre (sans succès) que des enquêtes soient faites à propos des expulsions⁷⁰.

En ce qui concerne les *socialistes italiens*, qui résidaient au Grand-Duché, la «Section socialiste italienne» avait repris ses activités politiques au Luxembourg en 1919. Elle dénotait des tendances d'extrême-gauche et se trouvait de ce fait en parfait accord avec les tendances du parti socialiste de cette époque.

En 1920, les socialistes italiens firent une tentative d'élargissement de leur mouvement et de nouvelles sections parurent au Luxembourg: à Esch-sur-Alzette et à Oberkorn. Leur préférence allait depuis toujours à la III^e Internationale (communiste). Ainsi, seule l'énergique intervention d'Hubert Clement put leur faire obtenir le droit d'être reconnus en tant que Comité socialiste d'Esch-sur-Alzette. Mais en 1921, de nombreux socialistes italiens s'inscrivirent au nouveau «Parti communiste luxembourgeois», qui restait leur fief pendant une dizaine d'années.

L'alliance politique entre les socialistes et les communistes ne devait durer que peu d'années: bientôt on assistait à une séparation définitive.

La dernière grande manifestation de masse, organisée conjointement par les socialistes et les communistes, eut lieu le 29 juin 1924. Ils protestaient contre l'assassinat de Matteotti survenu au cours du même mois en Italie.

Sollicité par la Légation d'Italie, le ministre d'Etat Reuter avait donné l'ordre de réprimer sévèrement tous les désordres, qui auraient peu être causés:

«Les délits qui seraient commis à cette occasion et notamment contre le Chef d'un Gouvernement étranger (art. 5 de la loi sur la Presse) seraient poursuivis et punis conformément aux lois du pays. Les auteurs de ces délits, s'ils sont de nationalité étrangère, s'exposeront en outre à une mesure d'expulsion⁷¹.»

Malgré ces menaces, un cortège d'un millier de personnes, Thilmany, Pierre Krier, Buckovac et René Blum en tête, parcourut les rues principales d'Esch, arborant de grandes photos de la victime du fascisme et criant: «Vive Matteotti! A bas Mussolini!». Dans la salle du Parti communiste luxembourgeois des affiches avaient été exposées, sur lesquelles on pouvait lire que Mussolini, tout comme le Roi d'Italie, était responsable de tous les délits politiques, et on invitait les travailleurs à faire comprendre au gouvernement luxembourgeois qu'ils «n'ont pas l'intention de tolérer au Grand-Duché les repaires des assassins en Chemise Noire⁷².»

Les manifestations du 1^{er} mai

Chaque année, une foule toujours croissante assistait aux manifestations du 1^{er} mai. Ainsi à l'occasion du 1^{er} mai 1919, Thilmany Jakob, Lemmer, Clement et Dionisi, qui tint un discours à ses compatriotes, étaient présents à Esch. La fanfare «Giuseppe Verdi» anima le défilé⁷³. A Differdange, le 1^{er} mai 1922, Pierre



Esch-sur-Alzette, 1920. La fanfare des mineurs pose pour une photo après le défilé du 1er mai. (1er rang, 5e de gauche: Martellotto Giovannino).

Krier, Bukowac, Fratoni et Sacconi s'adressèrent à la foule⁷⁴. En 1923 un esclandre eut lieu à Esch devant l'Oeuvre Bonomelli, où les manifestants criaient: «A bas Mussolini! A bas Bonomelli!»⁷⁵.

Dans une lettre envoyée à Rome, le ministre de la Légation d'Italie, Brichanteau, décrit les manifestations du 1^{er} mai 1924:

«Le premier mai a été caractérisé dans les centres du bassin minier par des cortèges. Les manifestants ont parcouru les rues des différentes localités avec des drapeaux rouges. De tels cortèges sont une coutume dans ces lieux et se déroulent annuellement, en telle occasion, dans les centres industrialisés, où les mairies sont aux mains des partis extrémistes.

Le cortège d'Esch-sur-Alzette a été naturellement le plus important (des centaines de personnes ont défilé); dans les autres localités, comme Rumelange et Dudelange, les défilés étaient de moindre importance. A toutes ces manifestations ont pris part les socialistes et les communistes italiens, nombreux dans ces localités. Cependant aucun désordre ne fut causé, ni par des socialistes, ni par les communistes locaux, ni par leurs coreligionnaires italiens⁷⁶.»

Les rapports de la gendarmerie relèvent que 1 200 personnes, en majorité des Italiens, étaient présentes à Esch et qu'elles scandaient continuellement «A bas Mussolini! Vive Lenin!». Le cortège était accompagné par les sociétés musicales

Verdi et Fratellanza⁷⁷. Un défilé avait aussi eu lieu à Dudelange, où Fiorentini Francesco s'était adressé aux manifestants, en déplorant la participation peu nombreuse des Italiens⁷⁸.

Le 1^{er} mai 1925 fut célébré avec une solennité toute particulière⁷⁹.

Les syndicats libres, le parti ouvrier et le parti communiste avaient invité les travailleurs à quitter leur poste de travail au cours de cette journée. Leur appel fut largement suivi. A Esch un cortège d'un millier de personnes, comprenant trois groupes musicaux, se forma à la Hoehl, puis se dirigea vers la place du Brill où, sous une pluie battante, Pierre Krier, Peter Bukowac et l'Italien Schiavina Raffaele prirent la parole⁸⁰.

Toutefois les frontières étaient étroitement surveillées, afin d'empêcher l'arrivée des activistes communistes français. Une vingtaine de personnes n'eurent pas le droit de passer la frontière, mais une centaine d'Italiens, munis de papiers d'identité en règle, purent participer au défilé.

Au cours de l'après-midi, une centaine de personnes – en majorité des Italiens – prirent, le train pour Differdange, en compagnie de Bukowac, afin d'assister au meeting communiste. D'autres se rendirent à Dudelange, où avait lieu l'inauguration d'un drapeau.

A Dudelange, un cortège avait parcouru les rues de la ville, au son des fanfares. Le meeting rassemblait presque 800 personnes, qui écoutaient des orateurs luxembourgeois ainsi que Mattiussi Isaia et Fiorentini Francesco.

A Esch, les manifestations du 1^{er} mai 1926 furent organisées par le Parti communiste luxembourgeois et le Secours Rouge International.

Le cortège comprenait 400 personnes, dont 300 Italiens auxquels vinrent s'ajouter encore 200 manifestants⁸¹. Partis de la place N. Metz, la fanfare Verdi en tête, les manifestants voulurent surtout célébrer les funérailles civiles du militant communiste Gammaitoni Francesco. Les discours officiels furent prononcés par Bukowac et Marconi Guglielmo⁸², qu'on considérait comme le nouveau chef du parti communiste d'Esch. Ses paroles furent longuement applaudies et suivies de slogans tels «A bas le fascisme, à bas Mussolini, vive la révolution».

A Dudelange, les festivités furent arrangées par les socialistes. Quelque 800 personnes y participèrent, ainsi que trois groupes musicaux. Schumacher Stefan, Fiorentini Francesco et Pierre Krier s'adressèrent à la foule⁸³.

Cependant, à Differdange, les ouvriers des hauts fourneaux, tous des Italiens, décidèrent de célébrer le 1^{er} mai par une grève, afin d'obtenir une augmentation de salaire de 5 francs par jour. Leur action paralysa tous les secteurs⁸⁴. Le ministre de la Légation d'Italie intervint comme médiateur et convoqua les représentants des ouvriers dans le bureau de son secrétaire Colombo, rue du Marché⁸⁵.

En 1927 les socialistes débutèrent les festivités du 1^{er} mai dès le soir du 30 avril par un concert donné par la fanfare syndicale sur la place de la mairie et par une soirée dédiée aux enfants à l'Hôtel Métropol⁸⁶.

Le lendemain, un cortège de 2 000 personnes, précédé de quatre fanfares (la fanfare syndicale, la fanfare des mineurs, la Garibaldina et la fanfare Verdi), défila à travers les rues d'Esch, exhibant de nombreuses pancartes contre la réaction, le fascisme, le coût de la vie, l'emprisonnement de Sacco et de Vanzetti, etc... Sur la place de la Mairie, Antoine Krier, René Blum et Peter Thilges prirent la parole. Mais ce fut la présence de l'ex-député socialiste italien *Giuseppe Sardelli* qui produisit le plus grand effet⁸⁷. Présenté par Krier comme une victime du fascisme, il tint un discours fort apprécié par ses concitoyens. En effet, il dénonça le totalitarisme du gouvernement italien, qui assurait uniquement du travail aux membres de l'organisation fasciste et il invita les Italiens à s'inscrire au syndicat (dont ils ne constituaient qu'un dixième des membres).

A ce cortège syndical participaient aussi, sans l'autorisation des pouvoirs publics, un groupe de communistes ainsi qu'un groupe d'anarchistes. Lors du passage devant l'Oeuvre Bonomelli, ces derniers lancèrent, à deux reprises, des pierres contre les fenêtres du bâtiment et crièrent des slogans hostiles à l'Oeuvre.

Parmi les anarchistes, la police repéra Galandi Bruno, âgé de 21 ans, portant un drapeau à l'enseigne «Ni Dieu ni Patron»⁸⁸.

Le cortège des communistes et du Secours Rouge ne se forma qu'au cours de l'après-midi. Il était composé d'environ 400 participants qui s'étaient réunis à la place Norbert Metz: 90% en étaient des Italiens, venus en grande partie des pays limitrophes; on comptait aussi une dizaine de Luxembourgeois et des Polonais.

Le cortège s'achemina vers la place de la Mairie en criant: «A bas Mussolini» et «Vive Staline». Quelque 400 autres Italiens se joignirent à eux au cours du trajet.

Stammet, secrétaire du Secours Rouge, prit la parole en premier; par la suite l'ex-député italien *Giuseppe di Vittorio*⁸⁹, réfugié à Paris, s'adressa à la foule. Il sollicita les présents à s'unir afin de pouvoir lutter contre le fascisme et la bourgeoisie, son alliée, même si on devait avoir recours à la violence. Le cortège défila encore une fois à travers les rues de la ville, avant de se disperser au quartier Frontière.

Par contre, le 1^{er} mai 1927 fut fêté à Dudelange par une manifestation unitaire⁹⁰. Schlosser Michel, Schumacher Stefan, Pierre Krier et Fiorentini Francesco purent s'adresser à presque 700 personnes.

Au cours de l'après-midi, une foule de 400 ouvriers s'étaient rassemblés au café Rossi, pour assister à une réunion syndicale. Giuseppe Sardelli prit la parole, mais le communiste Perissimo Alfredo contredit ses propos, en affirmant que le fascisme n'avait pu s'imposer en Italie qu'à cause de la trop faible opposition des socialistes.

A Differdange aussi, 400 personnes assistèrent aux festivités du 1^{er} mai⁹¹. Une réunion eut lieu devant la Maison syndicale. Parmi les orateurs on releva la présence de Wagner, Biever et Porcarelli Francesco. Le communiste Stammet essaya lui-aussi de prendre la parole, mais son discours n'était pas au programme et les fanfares ne lui laissèrent pas le temps de s'adresser au public.

La fête du 1^{er} mai 1928, fut organisée à Esch-sur-Alzette par le syndicat socialiste et le parti ouvrier.

Au cours de la soirée précédente, un concert fut donné par la fanfare syndicale et un discours fut tenu par Thilmany sur la place de la Mairie. Le lendemain matin, se déroulèrent plusieurs manifestations⁹²: déposition de couronnes sur le monument du Dr Welter, défilé à travers les rues d'Audun, du Brill jusqu'à la place de la Mairie, où Pierre Krier, Thilges et Sardelli prirent la parole. Ce dernier était encore une fois venu spécialement de Paris. Il lança un appel en faveur de la II^e Internationale d'Amsterdam et du Bureau du Travail de Zurich⁹³.

Pendant ce temps, les communistes distribuèrent des tracts édités par le Comité pour la Défense de la CGL d'Italie. Ils attaquaient les socialistes d'Aragona et Rigola⁹⁴. Le membre le plus actif de cette opération fut Jacob Arnoldo, un Italien qui était devenu Luxembourgeois par option.

Au cours de l'après-midi, les communistes et les anarchistes défilèrent de la place du Brill jusqu'à la mairie⁹⁵.

A la tête du défilé marchaient les anarchistes avec deux drapeaux soviétiques. La foule, estimée au début à 800 personnes, s'amplifia et atteignit les 1 200 participants, dont 90% étaient des Italiens. Innombrables étaient les pancartes affichant des slogans contre le fascisme, l'Oeuvre Bononationale et la Bandiera Rossa. Zénon Bernard attaqua dans son discours le gouvernement, qui protégeait Sardelli et qui persécutait les communistes. A son tour, Casali Vincenzo, arrivé de Paris pour cette occasion, définissait les socialistes comme des êtres assujettis au capital.

Le cortège finit par se disperser plus tard au quartier Frontière.

On notera que la fête du 1^{er} mai connut très peu de succès à Differdange où seulement 250 personnes participaient à la manifestation⁹⁶.

Quant au 1^{er} mai 1929, il fut célébré à Esch-sur-Alzette par le parti communiste, le Secours Rouge et la Ligue antifasciste⁹⁷. Un cortège de 300 personnes, dont 90% étaient des Italiens, défila au cours de l'après-midi de la place du Brill à la place de la Mairie, entonnant l'Internationale et la Bandiera Rossa. Le discours de Zénon Bernard fut ponctué par les cris répétés de «A bas Mussolini»⁹⁸.

Les syndicats pour leur part organisèrent leur fête à Dudelange, où aurait dû être présent aussi Bocconi, député socialiste d'Ancône, décommandé au dernier moment⁹⁹.

Les Italiens et le syndicat socialiste

Nombreux documents témoignent de la participation très intense des Italiens du Grand-Duché aux activités du syndicat luxembourgeois. L'hebdomadaire «Der Proletarier», organe du syndicat, publiait fréquemment des articles en langue italienne et des annonces adressées aux Italiens, leur communiquant les dates de leurs réunions syndicales.

On a pu ainsi constater que, lors des élections pour les délégations ouvrières du 7 juillet 1919, trois Italiens furent élus. Ces derniers se montrèrent extrêmement actifs au cours des années suivantes. Il s'agissait de Barozzi Amedeo (père), de Fiorentini Francesco¹⁰⁰ (élu en 1922 à la direction du syndicat en tant que représentant italien) et de Brometti Franz. Les deux premiers résidaient à Dudelange, le dernier à Differdange.

D'autres noms sont souvent cités dans les listes des orateurs ou animateurs des rencontres syndicales: Fraporti Math. et Angelo, Galli, Dionisi, Curati, Bonazzi, Podesca, Chelli, Cettiga Ruggero, Imbetti Carlo, Zibetti, Concer Italo, Bovini P., Sosio Emilio, Sardelli Giuseppe (à partir du mois de mai 1927), Stegani, et les cinq membres du comité de Differdange pour les problèmes italiens: Concer Silvio, Gichelli, Pescitelli, Bravetti et Lajoni.

Les centres, où les syndicats avaient réussi à se développer le mieux, étaient Esch-sur-Alzette, Dudelange, Differdange-Oberkorn-Rodange, Rumelange, Kayl-Tétange.

Afin d'éviter des dépenses locatives exagérées, les réunions des comités syndicaux se tenaient dans des cafés.

A Esch-sur-Alzette, aux cafés Bernabei, Guido Piccioni (16, rue du Brill), Bernardo, Solazzi, Sabatini, Hoferlin-Scavarda, Malano, Marianna.

A Differdange-Oberkorn, aux cafés Menghi Eliseo, Solvi Romualdo (café Roma), Pioni, Gambaro. A Dudelange chez Rossi Francesco, Zigliana Francesco et Riva Pietro. A Rumelange, dans les locaux de Bolis, Chiraldini, Guardamigli Louis et Palazzari Angelo. A Kayl-Tétange aux cafés Gatti, Nardi, Tassi et Andreosi Angelo.

Le petit groupe de militants italiens faisait de son mieux pour convaincre les compatriotes de participer aux activités syndicales. D'autant plus que, depuis l'automne 1920, la loi concernant les commissions internes des entreprises avait également octroyé le droit de vote actif et passif aux étrangers résidant depuis au moins trois ans au Grand-Duché¹⁰¹.

Or, à partir du mois de mars 1921, à cause de la grève générale qui avait eu lieu en cette date, des moments difficiles commencèrent pour tous ceux, qui s'étaient engagés à fond dans ce mouvement de protestation. Nombreux furent les Italiens à être frappés par un «ordre de renvoi». Les premières victimes furent six mineurs de Dudelange: Barozzi Giuseppe Bartolomeo, né le 5 octobre 1864 à Lizzana - Trente; Borrinelli Luigi Pietro, né le 12 mai 1892 à Teglio - Sondrio; Ronconi Eugenio, né le 26 août 1873 à Bozzolo - Mantoue; Barozzi Ettore (fils de Giuseppe), né le 28 août 1888 à Levico - Trente¹⁰²; Graffietti Tomaso, né le 27 juin 1879 à Corneta; Morroni Sestilio, né le 1^{er} décembre à Gualdo Tadino - Pérouse.

Les motifs de ces expulsions étaient les suivants:

« Ces personnes, qui ne cessent de répandre des idées anarchistes et révolutionnaires parmi les ouvriers italiens du bassin minier, constituent en ce moment critique un véritable danger pour la sécurité du pays¹⁰³. »

Le comte Della Torre ne put rien faire pour leur venir en aide. Il commenta:

« Le gouvernement du Grand-Duché, dans le but de se débarrasser de ces personnes, se garde d'entamer des procès ou de procéder à des arrestations, tout en affirmant que ces personnes en question constituent une association de malfaiteurs¹⁰⁴. »

Ces premières expulsions furent rapidement suivies d'autres touchant les Italiens suivants¹⁰⁵: Giovagnoli Giuseppe, né le 13 mars 1886 à Gualdo Tadino - Pérouse; Bartocci Enrico, né le 21 juillet 1881 à Gubbio - Pérouse; Fagnoni Michele, né le 2 août 1886 à Divignano - Novare; Menghi Eliseo, né le 30 avril 1884 à Talamello - Pesaro; Saviola Carlo, né le 17 septembre 1898 à Dosolo - Mantoue; Frederici Angelo, né le 21 octobre 1883 à Cagli - Pesaro; Bellasta Giacinto, né le 12 décembre 1895 à Briga - Novare; Milluzzi Giovanni, né le 24 octobre 1904 à Thionville. Ensuite: Di Nardo Armando, né le 8 octobre 1904 à Paganica - Aquila; Sergi Carlo, né le 13 mai 1902 à Melito - Naples; Sacchetti Giuseppe, né le 11 novembre 1894 à Bagno - Aquila; Squillace Alberto, né le 11 mars 1894 à Naples; Pedrini Isidoro, né le 1^{er} mai 1874 à Bolgare - Bergame; Tasello Olivo, né le 21 mars 1891 à Teolo - Padoue; Matteini Augusto, né le 25 mars 1891 à S. Agata Feltria - Pesaro.

Aux répressions de la police il fallait ajouter les réactions rigoureuses du patronat, qui n'acceptait pas de réengager des personnes proposées par les ouvriers et qui fit dissoudre les conseils des entreprises une année à peine après leur élection. (Ils furent cependant rétablis en 1925.)

Après les manifestations de 1921, on eut rarement encore recours à la grève.

Exception faite pour Differdange, où une grève éclata le 1^{er} mai 1926: environ 500 ouvriers italiens de la Société Hadir arrêtaient le travail¹⁰⁶. Ils protestaient contre les salaires trop bas par rapport au coût de la vie et le travail trop dur de chargement et de déchargement. Mais étant donné que « par manque de connaissance de la langue et par la mauvaise organisation de leur grève, ils n'avaient pas su exposer leurs desiderata », le ministre d'Etat demanda l'intervention de la Légation d'Italie.

Les revendications des grévistes furent en grande partie acceptées par la direction des hauts fourneaux et le travail reprit. Le ministre Preziosi se déclara pleinement satisfait de cette réussite et il s'engagea à affronter de suite les autres problèmes des immigrés italiens: par exemple, celui de l'habitat.

Le 30 juin de la même année, une autre grève éclata à Dudelange. Les manifestants menacèrent de marcher devant la Chambre des députés, afin d'obtenir des augmentations salariales et des congés payés¹⁰⁷. Mais tout finit par s'arranger paisiblement.

Outre les grèves, les syndicalistes italiens devaient affronter *d'autres problèmes*.

Le premier était dû à la difficulté de communication entre les immigrés et les Luxembourgeois, difficulté relevant de la mauvaise connaissance de la langue. A cet effet, le groupe de Differdange exigeait que, dans les commissions internes, il y eût toujours un représentant italien¹⁰⁸. A Differdange s'était constitué, dès 1923, un comité provisoire ayant pour tâche de contacter le syndicat des métallurgistes et mineurs, afin de constituer une section italienne intégrée.

L'exigence de trouver une solution au problème de la langue restera toujours actuelle et ne trouvera une solution que vers la fin de 1927 par la création d'une

«Commission syndicale en langue italienne», dominée par les communistes et bientôt mise hors la loi par les socialistes.

D'autre part, on s'indignait souvent face aux agissements de certains entrepreneurs italiens, accusés d'exploitation. Deux entreprises étaient tout spécialement concernées: celle d'Antonio Caffaro, accusée de donner aux ouvriers seulement la moitié du salaire promis¹⁰⁹ et celle de Casali, avec son «tyran» Nigra, qui lors des travaux effectués dans l'usine «Terre Rouge», obligeait les ouvriers à travailler plus que les huit heures réglementaires¹¹⁰.

Mais le problème capital était constitué par le *fascisme*, qui s'infiltrait partout. Déjà vers la fin de 1922 on dénonçait la «terreur fasciste», qui chassait les gens de leur pays¹¹¹. L'année suivante le «Proletarier» publia un article d'un réfugié, qui se plaignait d'avoir été obligé de quitter sa famille et son pays et d'être encore à l'étranger la victime de l'«innommable Benito»; en France les expulsions étaient à l'ordre du jour et bientôt la persécution fasciste s'abattit aussi sur les Italiens du Grand-Duché¹¹².

L'Oeuvre Bonomelli souffrait elle-aussi d'innombrables attaques.

Dans l'hebdomadaire «La Patria» on pouvait lire: «Le gouvernement peut sûrement compter sur l'adhésion cordiale de l'énorme majorité des émigrants italiens à l'étranger.» Un auteur anonyme, signant du nom de Lucifer, répondit à cet article en affirmant que parmi les millions d'émigrants il n'y a qu'une centaine de fascistes: ceux qui font de la lèche dans les consulats, les commerçants, les industriels et quelque soutane noire¹¹³. Plus tard, l'Oeuvre Bonomelli fut accusée, au même titre que le consulat, de rédiger de faux rapports, afin de faire expulser du Grand-Duché des antifascistes.

Les antifascistes du Luxembourg – de même que ceux de France et de Croatie – étaient bien connus en Italie et le journal fasciste de Parme «La Fiamma» employait à leur égard des termes menaçants: «La Sainte Némésis Fasciste vous atteindra dans n'importe quel pays, le poignard froid et aiguisé du licteur vous passera au fil de l'épée¹¹⁴.»

Des «comités prolétaires antifascistes» surgirent à la suite de l'oppression fasciste, afin de répondre à son défi¹¹⁵. Les immigrés étaient vivement invités à s'y inscrire.

Le «Bureau parisien» et la rupture définitive entre les socialistes et les communistes

La dissension entre les deux grands mouvements de la gauche, survenue vers la fin de 1924, aboutit à une rupture définitive au mois d'août 1926, quand le syndicat de la métallurgie voulut célébrer le 10^e anniversaire de sa fondation.

A cette occasion, des représentants syndicaux de différents pays avaient été invités. L'Italie envoya *Felice Guaglino*, âgé de 56 ans, secrétaire du Syndicat ouvrier italien à Paris.



l'Operaio Italiano



Abbonamenti	Fr. 1.00
Tre mesi	3.00
Ses mesi	6.00
Un anno	12.00

Settimanale sindacale dei lavoratori italiani emigrati
Edito a cura della Confederazione Generale del Lavoro Francese

Direzione ed Amministrazione
Paris (DP) Rue Lafayette, 211
Téléphone : Nord 93.26
Chèque postal 92436 Paris

ESTERO - IL DOPIO

«L'Operaio Italiano» (L'Ouvrier italien),
hebdomadaire syndical du «Bureau
parisien» de Bruno Buozzi.

Guaglino prononça son discours le 20 août, dans la salle Solvi à Differdange, devant une centaine d'Italiens, auxquels il expliqua l'importance du nouveau syndicat, créé à Paris¹¹⁶.

Ultérieurement, le 22 août, le syndicaliste italien participa à une grande manifestation à Esch-sur-Alzette¹¹⁷: un cortège de 2 000 ouvriers, 5 fanfares, 11 drapeaux. Sur la place de l'Hôtel de Ville, parlèrent Pierre Krier et Felice Guaglino. Les communistes avaient renoncé à organiser une manifestation et vinrent insulter l'orateur parisien, en lui criant: «Fasciste! Matteotti! Lâche!» La réaction de Guaglino fut violente. Il mit dans le même sac fascistes et communistes, déclarant que leurs luttes politiques n'aboutissaient qu'à une restriction progressive des libertés, dont les immigrés du Grand-Duché auraient eu le droit de jouir.

La rupture sur le plan syndical entre les socialistes et les communistes à propos de la CGL avait aussi entraîné des conséquences à l'étranger. La nouvelle Confédération avait pour principal animateur Bruno Buozzi et était polémiquement appelée par ses adversaires le «Bureau» ou le «Bureau parisien de Buozzi»¹¹⁸. (Il faut noter que Buozzi était présent au Grand-Duché au cours de la 7^e réunion syndicale et qu'il participa à une fête organisée à Esch.)

Afin de rendre plus efficace sa présence au Grand-Duché, le «Bureau» de Paris envoya, au début de l'année 1928, un «permanent» au Luxembourg. Il s'agissait de l'ex-député socialiste *Giuseppe Sardelli*. Ce dernier, en accord avec Pierre Krier, se proposa une tactique bien précise: obtenir de la part de la centrale syndicale d'Amsterdam qu'elle reconnaisse la Confédération Générale de Paris comme unique représentante officielle des Italiens inscrits au syndicat luxembourgeois (Sardelli fut ultérieurement remplacé par Semeraro Santo)¹¹⁹.

Cette exigence visant à écarter les communistes, ne pouvait qu'accentuer la disension entre les deux tendances des militants italiens au sein du syndicat.

La lutte, pour s'adjuger la prééminence dans le syndicat, fut longue et acharnée.

En 1928, tandis que la «Commission syndicale en langue italienne» dominée par les communistes ouvrait un bureau d'information pour les inscrits (tous les dimanches à la Maison du Peuple à Esch), le Comité de la Confédération Générale du Travail Italienne, dirigée par Sardelli, ouvrait de son côté un *Secrétariat*, dans le même siège auquel les immigrés pouvaient s'adresser tous les jours. Ce comité proposait d'obtenir l'aide des députés socialistes luxembourgeois dans le but de défendre le «droit d'asile» contre les nombreuses expulsions et de constituer un «Fonds Matteotti» pour venir en aide aux victimes du fascisme.

En outre, au cours de l'été 1928, Sardelli constitua un conseil dirigeant provisoire du «Secrétariat permanent confédéral italien pour le Luxembourg». Ce dernier rédigeait, le 19 août de la même année, à Esch, ses propres statuts, dont le troisième paragraphe établissait que le comité exécutif du nouveau Secrétariat pouvait être élu exclusivement par les ouvriers adhérant à la Fédération syndicale internationale d'Amsterdam. Lors d'une réunion à Differdange et à Rumelange, on procéda à l'élection de deux «fiduciaires».

L'initiative de Sardelli, appuyée par Krier, était évidemment une manœuvre destinée à isoler toujours plus les communistes du syndicat. En effet, une des premières requêtes fut celle de ne plus reconnaître aucune «Commission en langue italienne» (contrôlée par les communistes)¹²⁰.

Tous ces agissements entraînent des rebondissements multiples. Le «Riscatto» ne perdit désormais aucune occasion pour attaquer les camarades socialistes. Au mois de février 1929, il publia différents articles antisocialistes; Giuseppe Sardelli répondit à ces articles en qualifiant l'auteur de «petit crétin»; écrivain obtus, incapable de comprendre l'action de la Confédération Générale du Travail.

Quel était le nombre d'ouvriers italiens inscrits au syndicat? Il n'était sûrement pas élevé, puisque le «Proletariet» accusa à plusieurs reprises les Italiens de préférer les bistrotts à l'action syndicale. Même Sardelli, dans un discours, le 1^{er} mai 1927, déplora le nombre réduit des inscrits¹²¹. La même année on notait cependant, avec satisfaction, qu'au cours des huit premiers mois de l'année les nouveaux inscrits étaient plus nombreux que l'année précédente: 340 Luxembourgeois, 103 Italiens et 31 Croates¹²².

Buozzi constatait cependant que l'enthousiasme de ses compatriotes pour le syndicalisme était inexistant. Il l'expliquait par le fait que les Italiens étaient des nostalgiques: ils pensaient tous pouvoir rentrer un jour dans leur pays, en négligeant le fait qu'à l'intensification de l'action fasciste il aurait été nécessaire d'opposer une propagande syndicaliste redoublée¹²³.

Evidemment, selon les communistes, la cause de ce manque d'enthousiasme pour les syndicats était due à Sardelli et ses camarades. Non seulement les Italiens ne participaient pas, mais l'abstention des Allemands, très nombreux au Grand-Duché¹²⁴, était tout aussi remarquable. En particulier dans le secteur de la construction où, «sauf quelques exceptions, personne ne prend part au mouvement ouvrier rendant ainsi une grande faveur au patronat, qui les exploite»¹²⁵.

Quant aux socialistes, ils répondaient aux critiques en exprimant leur conviction que les communistes, suivant les ordres de Moscou, s'acharnaient à combattre davantage le socialisme que le fascisme¹²⁶.

La «Ligue Italienne pour les droits de l'homme» (LIDU) et la «Concentration antifasciste»

La LIDU s'établit au Grand-Duché, dès le début de l'année 1929. Elle agissait au commencement comme groupe de soutien à la Ligue luxembourgeoise pour les droits de l'homme. La section italienne était animée par deux «subversifs» bien connus: Paolo Cannas et Gino Raccosta (ou Sidida)¹²⁷.

La *Concentration antifasciste*, par contre, était déjà connue au Luxembourg fin 1928¹²⁸ et avait comme responsables les mêmes personnes que la LIDU. En effet, elle avait élu comme «fiduciaire» Paolo Cannas, demeurant à Luxembourg, 6, rue C. M. Spoo¹²⁹, et comme secrétaire, Gino Raccosta, habitant lui aussi à Luxembourg, au 1, rue Beaumont.

Dans un tract de présentation, ces deux responsables se proposaient d'établir des contacts avec les Italiens des différents centres du Grand-Duché, de distribuer du matériel de propagande antifasciste et de collaborer à la diffusion de l'hebdomadaire «La Libertà».

Selon un «informateur»¹³⁰ le Comité luxembourgeois de la Concentration était formé par deux représentants de la LIDU (dont Sidida), par deux socialistes (Zuccaroli d'Esch et Di Silvestro Emanuele, né à Siracuse, le 12 avril 1893, demeurant à Differdange, secrétaire de la Section maximaliste d'Esch) et par deux représentants de la Section syndicale du Bureau Buozzi.

La Concentration était naturellement appuyée par le Parti socialiste ouvrier du Luxembourg et par son syndicat, mais elle était violemment mise en cause par les communistes.

Les socialistes de Paris envoyaient de temps à autre des représentants au Grand-Duché, qui venaient exposer et défendre leur cause. Le plus actif fut Oddino Morgari¹³¹, qui, le 6 août 1927, tint une conférence sur le fascisme à Esch à la Maison du Peuple (ex-hôtel Cresto). Le jour suivant il donna la même conférence à Duderange.

Toutefois le fascisme s'organisait toujours plus efficacement et se répandait dans tout le Grand-Duché. La création du «Fascio Abele Tiapago» à Esch-sur-Alzette en 1927, ayant pour siège les locaux de l'Oeuvre Bonomelli, fut annoncée en termes polémiques par l'«Arbeiterzeitung». L'organe fasciste de Lugano, «La Squilla d'Italia»¹³², répondit très irrité à cette polémique. L'année suivante, les fascistes du Luxembourg ainsi que les «mouches du coche» de l'Oeuvre Bonomelli s'engagèrent à recruter 70 jeunes pour les envoyer dans les «colonies de vacances» en Italie.

Le «Proletarier» incitait ses lecteurs à ne pas confier leurs enfants aux fascistes: «Ils sont capables de tout, même d'en faire des otages»¹³³!

8. LES ITALIENS DU GRAND-DUCHÉ ET LE COMMUNISME

De la scission du Parti socialiste (Congrès de Differdange, du 1^{er} au 2 janvier 1921), naquit le *Parti communiste luxembourgeois*. L'événement fut salué avec joie par les communistes italiens immigrés au Grand-Duché. Lors de la première réunion du nouveau groupe politique, le 2 janvier dans la salle Josy Anen à Differdange, l'Italien *Giovagnoli Giuseppe*¹³⁴ d'Esch-sur-Alzette, annonça au parti l'adhésion de ses camarades italiens.

Certains d'entre eux avaient déjà milité pour la propagation au Luxembourg de la doctrine marxiste, tels *Pippo Pianezza* de Dudelange¹³⁵ et le sculpteur *Duilio Donzelli* d'Esch¹³⁶. Par la suite, tous ces militants furent expulsés du pays (voir chapitre II).

Au début des années '20, il existait une section communiste italienne, qui rassemblait les Italiens d'Esch-sur-Alzette et d'Audun-le-Tiche. Mais cette section fut vite dissoute et les Italiens d'Esch-sur-Alzette s'inscrivirent au groupe communiste luxembourgeois¹³⁷.

En effet, le parti communiste luxembourgeois s'adressait directement aux travailleurs italiens, qui adhérèrent massivement à ce mouvement: au cours de la première décennie de sa constitution il était constitué par deux douzaines de Luxembourgeois et plusieurs centaines d'Italiens.

Les communistes passèrent immédiatement à l'action. Le problème le plus préoccupant était le chômage. Le 18 février 1921, ils organisèrent une rencontre d'ouvriers à Differdange, afin de discuter plus en détail cette question. La réunion devait avoir lieu dans la salle Heidel. Or, vu le grand nombre de participants (au minimum un millier), la manifestation se déroula sur la place du Marché. Plusieurs orateurs prirent la parole; parmi eux, Giovagnoli. Ils invitèrent les ouvriers à occuper l'usine Hadir au cours de la journée du 1^{er} mars. En effet, quelques jours auparavant, la direction avait annoncé des licenciements. Le gouvernement menaçait de faire intervenir l'armée et, le 2 mars, les instigateurs de cette action d'occupation furent arrêtés.

Les rapports des différents postes de gendarmerie du Grand-Duché, qui au cours de ces années gardaient sous une surveillance très stricte les agissements des communistes, constituent aujourd'hui une source abondante d'informations sur les actions communistes. Ces rapports fournissent même, comme nous le verrons par la suite, les noms des communistes (ou présumés tels), qui habitaient dans les différentes localités du Luxembourg.

Des «notes sur le communisme» du mois de décembre 1924¹³⁸ nous indiquent que le parti communiste luxembourgeois était rattaché à Metz, qui à son tour était rattaché soit à Berlin soit à Paris, «en raison de la langue, tous les Lorrains ne

parlant pas français». En 1923 il comptait environ 2 700 adhérents et il comprenait une section italienne. Il avait Bukowac comme président et Zénon Bernard comme secrétaire. L'Italien Frapporti en était le trésorier et, parmi ses activistes, on trouvait le cafetier Sabatini Enrico et les deux frères Frapporti d'Esch-sur-Alzette.

L'auteur de ces «notes» remarque:

«D'une manière générale le communisme ne paraît pas avoir fait grand progrès dans le Grand-Duché. (...) A signaler toutefois l'augmentation continuelle des adhérents italiens à la compagnie italienne communiste d'Esch-sur-Alzette.»

Aux communistes on demandait de combattre leurs adversaires, qui étaient les organisations socialistes, les organisations fascistes et la jeunesse confessionnelle.

Enfin quatre agitateurs étaient signalés, dont trois Italiens d'Esch-sur-Alzette: Santini (rue de la Hoehl), le cafetier Sabbatini Enrico et Sosio, qui «malgré son amendement me paraît à surveiller».

Les Italiens, hommes et femmes travaillant dans la région frontalière, favorisaient en 1926 le transport du courrier communiste entre Berlin et Paris via Metz¹³⁹.

Il faut noter qu'au Grand-Duché, vraie plaque tournante des réfugiés politiques et des expulsés des pays limitrophes, se trouvaient des Italiens inscrits au Parti communiste luxembourgeois, mais aussi aux Partis communistes français ou belge. En plus tous ces Italiens restaient en contact avec le Parti communiste italien, qui luttait clandestinement contre le fascisme.

L'appartenance à différents partis communistes s'explique par l'existence de «groupes de langue italienne». A partir de 1924, les communistes italiens du Luxembourg (tout comme ceux des pays voisins) participaient à la vie du Parti communiste luxembourgeois, français ou belge, auquel ils avaient adhéré, et en même temps ils se retrouvaient dans un «groupe de langue italienne». Au sein de ce groupe ils discutaient des problèmes qui les concernaient en tant qu'immigrés, mais aussi des problèmes de leur propre parti ou du Parti communiste italien¹⁴⁰.

Selon des informations secrètes datant de 1929¹⁴¹, le Grand-Duché de Luxembourg comptait 14 groupes communistes, qui dépendaient de la Direction du deuxième Comité régional communiste italien de Metz. Le pacte d'unité conclu entre les communistes du Luxembourg et ceux des proches régions françaises constituait un atout inestimable, car les communistes expulsés de France se réfugiaient en majeure partie au Luxembourg et pouvaient ainsi maintenir facilement des contacts avec leur groupe d'origine.

Le dirigeant du Parti communiste italien pour la Moselle et le Luxembourg était Edoardo Fougerolles, né à Paris et résidant à Metz. Il était rédacteur à l'«Humanité», d'origine italienne, et il se rendait souvent au Luxembourg pour participer à des réunions secrètes du parti¹⁴².

Or, révéler son appartenance au Parti communiste, était fort dangereux. On risquait les mesures de rigueur de la part de la police et surtout l'expulsion du pays. A cet effet, lors des rencontres et des manifestations, aux côtés des amis luxembourgeois, on préférait donner la parole à des communistes italiens venus de France.

Le 17 mars 1923, les communistes organisèrent une conférence au café Guardamigli de Rumelange, localité où ils étaient tout particulièrement actifs. Le conférencier Ravazzoli Paolo, de Villerupt, aborda le thème «Guerre et paix» et incita les présents à la révolution¹⁴³.

Souvent les communistes italiens, qui résidaient en France, faisaient de courts séjours au Grand-Duché, afin de recruter des adhérents au Parti communiste français et des partisans pour le PCI. Un tract distribué lors d'une réunion du PCL¹⁴⁴ à Esch-sur-Alzette, invitait les Italiens à faire

partie de ces «groupes de travail», afin d'opposer une résistance à l'avancement du fascisme et demandait aux immigrants italiens de s'engager à rassembler 40 000 francs pour soutenir les luttes du Parti communiste. On recommandait de même aux travailleurs de s'abonner à «L'Araldo», journal communiste en langue italienne, édité par l'«Humanité» (Paris, 142, rue de Montmartre).

L'action des communistes, qui visait essentiellement la lutte contre la pénétration fasciste, s'exerçait – comme on le verra aux pages suivantes – grâce à l'appui de différentes organisations créées à cet effet et par l'organisation de manifestations spectaculaires sur les places et à travers les rues. Toutefois l'œuvre de sensibilisation politique et de coordination des attentats contre les fascistes se déroulait dans la clandestinité.

Le Parti communiste luxembourgeois était au cours des années '20 un véritable fief pour les Italiens. Au mois d'août 1928, il comptait 200 inscrits répartis en 6 groupes linguistiques (italien, polonais, hébreux, hongrois, espagnol et luxembourgeois); il faut noter que le groupe italien comptait 149 membres face au groupe luxembourgeois, qui n'était composé que de 10 personnes!¹⁴⁵.

Le Parti communiste était de ce fait un véritable parti étranger: formé par des étrangers, dépendant du Parti communiste français et dirigé par les différents «groupes de langue».

Vers la fin de 1928, on décida de mettre fin à cette situation et le parti fut réformé. La direction fut confiée à des citoyens luxembourgeois. Un tel remaniement était d'ailleurs devenu *indispensable*, étant donné qu'au cours des derniers mois de cette année-là, plus de 60 Italiens – presque tous détenteurs de fonctions de direction au sein du parti et dans les différentes organisations communistes – furent expulsés du Grand-Duché (cf. II^e partie, chapitre II).

Un groupe de dirigeants luxembourgeois, chargé de restructurer le parti, se réunit le 30 décembre 1928. Selon les directives reçues par le 6^e Congrès communiste mondial, il s'agissait de former un véritable Parti communiste luxembourgeois et d'abolir ce qui avait été jusque-là un simple «rayon» du Parti communiste français. En outre, la fonction de direction n'appartiendrait plus à des «groupes de langue», mais passerait aux mains de «cellules».

La restructuration était basée sur des points bien spécifiques¹⁴⁶:

- a) gagner les travailleurs luxembourgeois;
- b) mettre à la tête des cadres luxembourgeois;
- c) construire le parti sur des cellules d'usine actives;
- d) gagner tous les camarades étrangers à la collaboration dans les cellules et circonscrire l'activité des groupes de langue à des questions purement techniques.»

Dans un autre document de l'époque on peut lire¹⁴⁷:

«Nous constatons que le mouvement communiste dans le Grand-Duché de Luxembourg était jusqu'à ce jour un mouvement d'ouvriers immigrés avec un tout petit groupe de propagandistes indigènes isolés du communisme.»

Afin de changer la physionomie du parti on proposait de

«constituer un centre de fonctionnaires indigènes dévoués au mouvement communiste. Créer des cellules d'entreprises et encadrer tous les camarades sans distinction de langue. Dans ces cellules il faut donner la direction aux camarades luxembourgeois. Il faut diviser momentanément la direction comme suit:

– trois sous-rayons, soit à:

- a) Esch-sur-Alzette,
- b) Differdange avec Rodange et Pétange,
- c) Rumelange avec Tétange, Kayl et Dudelange,

chaque sous-rayon étant sous la responsabilité d'un membre du Comité central. Chaque cellule doit avoir un responsable pour le travail syndical: tous ces responsables forment le Comité central du parti. Il faut créer aussi des commissions syndicales de langue. Chaque langue doit avoir aussi un responsable pour le SRI» (passim).»

Le parti ainsi réformé devait faire face à mille difficultés: les aides promises par les «partis frères» restaient de vaines promesses; personne n'aidait concrètement. Seul au cours des mois de mars à mai 1929 un responsable du «West-Europäisches Büro» (WEB) de Berlin vint au Grand-Duché. Naquit alors l'«*Opposition syndicale révolutionnaire*», qui permettait au parti d'avoir une base solide dans le syndicat. (Plus tard les cadres de cette organisation firent partie du Comité central du parti.)

Certains cadres luxembourgeois s'étaient avérés incompetents et indisciplinés (ce fut le cas de Stammet, Ackermann et Wahl, qui furent suspendus de leurs fonctions et expulsés du parti); une grande partie des membres du Comité central ne comprenait pas la langue luxembourgeoise et ne pouvait de ce fait pas suivre la politique du pays et faire passer des directives claires aux cadres inférieurs; en outre, il manquait un travail méthodique au sein des organisations de masse (Secours Rouge et syndicat); en dernier lieu, les expulsions créaient des vides impossibles à combler au sein des cadres de direction.

Tout était à refaire pour que l'organisation puisse fonctionner efficacement, de façon disciplinée et avec une motivation idéologique valable. Peu à peu le parti fut réorganisé, mais il devait affronter des temps extrêmement durs.

Continuellement sous surveillance de la police et frappés d'expulsion, les communistes étaient obligés de se donner des «commandements du militant», qui visaient surtout à garder le secret de leur organisation. Certains de ces commandements étaient les suivants¹⁴⁸:

1. N'aie jamais sur toi les noms et les adresses des camarades, si ce n'est pas en chiffres sûrs.
2. Sois toujours certain de l'adresse certaine où tu vas et où tu écris.
3. Ne laisse jamais en vue chez toi des documents ou de la littérature, journaux, tracts, brochures en plusieurs exemplaires.
4. Ne t'expose jamais sans nécessité, mais accomplis le travail, même s'il comprend des risques.
5. Ne fais jamais connaître sans nécessité ta qualité de membre du parti.
6. Ne manque pas de te soustraire à la filature de la police, chaque fois que tu te rends à des réunions.

On peut se demander quels étaient les rapports entre la Section communiste italienne et le nouveau Parti communiste luxembourgeois. Un document officiel répond à cette question: le «Rapport semestriel de la Section communiste de langue italienne du Parti communiste luxembourgeois» rédigé au début de l'année 1929¹⁴⁹.

La rapport distingue trois phases dans l'activité de la Section communiste italienne.

La première phase initia avec la «rafle d'expulsions» qui, en novembre 1928, décapita toutes les organisations communistes d'Esch. «Les groupes de travail de langue italienne, la Section communiste de langue du SRI, les patronats et tous les comités centraux ainsi que ceux des organisations locales d'Esch furent en un clin d'œil découverts...» Ce fut la plus dure défaite des communistes.

La deuxième phase suivit de près la première: on créa une «Section communiste provisoire», dont le siège fut transféré à Differdange, où différents camarades avaient été épargnés par l'expulsion¹⁵⁰. Le travail de réorganisation se présentait comme très difficile. Tout le monde était désorienté. La LIAB connut diverses défections: à Esch, par exemple «sur à peu près 250 membres inscrits le jour du départ des expulsés, on ne pouvait plus trouver un sympathisant qui aurait voulu sérieusement contribuer à la réorganisation de la ligue, tellement la panique provoquée par les expulsions était grande, et il en fut ainsi dans presque toutes les localités».

Malgré les immenses difficultés, la peu d'éléments qui restaient se mirent au travail: certains avaient deux charges de direction, parfois ils en assumèrent même trois; on commença à rétablir les contacts avec les associations communistes des diverses localités et avec le Parti communiste luxembourgeois, qui était lui aussi en phase de reconstitution.

La troisième phase débuta lors de la réunion du 23 février 1929, au cours de laquelle à la place du Comité provisoire on installa une Section communiste régulière du groupe de travail en langue italienne. Elle établit son siège à Esch. Les difficultés de rapports entre la Section italienne et le Parti communiste luxembourgeois étaient dues à la désorientation provoquée par les expulsions et la désorganisation initiale du PCI et non point à la mauvaise volonté, comme certains le laissaient entendre. Le «rapport» conclut avec force: «Nous ne voulons pas être un autre parti dans le parti. Notre parti est le Parti communiste luxembourgeois, le seul parti de ce pays qui adhère à la III^e Internationale.»

Une chaîne d'organisations communistes

Afin de soutenir sa propre action, le Parti communiste créa tout au long des années '20 une vaste chaîne d'organisations, par l'entremise desquelles il se proposait de mobiliser les masses des immigrés italiens.

En 1923, fut créée à Esch-sur-Alzette une Société de Secours Mutuel, qui prit le nom de «*La Fratellanza*». Elle était composée en majorité par des antifascistes et était en concurrence avec le «Secours Mutuel» local (cf. II^e partie, chapitre III).

A partir de 1924¹⁵¹, on assista dans tout le Grand-Duché à la création de comités du «*Soccorso Rosso Internazionale (SRI)*», constitué par le PCF à Paris au début de 1923¹⁵².

Les statuts stipulaient que le Soccorso Rosso se proposait surtout¹⁵³:

- «1. d'arracher aux gouvernements réactionnaires les militants des mouvements révolutionnaires qu'ils retiennent dans leurs prisons, d'obtenir pour eux l'amnistie ou tout au moins des commutations de peines et des atténuations de traitement.
2. d'apporter aux accusés et prévenus l'appui pratique qui doit les aider à sortir de prison, pour reprendre leur tâche.
3. de secourir matériellement les victimes, les femmes et les enfants des victimes, afin de les sauver du découragement et de la démoralisation» (art. 1^{er}).»

Chacun pouvait y adhérer «sauf s'il adhère à un parti qui soutient le fascisme» (art. 4).

Les tâches des sections locales ou d'entreprise consistaient à: percevoir les cotisations, faire remplir les listes de souscriptions, diffuser la littérature antifasciste, organiser des meetings de protestation, de propagande, de recrutement, organiser des fêtes et des expositions afin de réunir des fonds (art. 9).

L'ensemble des sections locales d'une région constituait une fédération régionale. Le tout dépendait du Comité central national.

UNA COPIA Fr. 0,80

S. R. I.



PER LE VITTIME DEL FASCISMO

SOCCORSO ROSSO

Bolettino mensile della Sottosezione Italiana

Section Française ANNO II - N. 2 - Redazione e Amministrazione: Lemercler - 11, Avenue Reille - Paris 14 - FEBBRAIO 1928



ANNO II - N. 4 - MAGGIO-GIUGNO 1928

SOLIDARIETA'

RIVISTA DEI GRUPPI ITALIANI DEL SOCCORSO ROSSO

REDAZIONE: Lemercler, 11, Avenue Reille, Paris-14' - Una copia UN franco

Publications des groupes italiens du
mouvement «Le Secours rouge
international».

Le deuxième Congrès du SRI eut lieu à Paris du 18 au 20 juillet 1926¹⁵⁴. A cette occasion furent aussi approuvés les statuts, qui proposaient de nombreuses solutions aux problèmes touchant le recrutement, la propagande, l'organisation, la centralisation de la caisse, la presse, la défense des marins, les travailleurs immigrés, le secours aux réfugiés politiques, les femmes, les enfants, les prisons, les questions juridiques, la terreur en Espagne, en Pologne, en Hongrie etc...

Le SRI se fixa dans toutes les villes du Luxembourg. Il organisait des manifestations (surtout en faveur de Sacco et de Vanzetti), des spectacles théâtraux grâce à son propre groupe théâtral et des collectes de fonds, afin d'aider les victimes de la justice bourgeoise¹⁵⁵.

Cependant les fonds rassemblés ne suffisaient jamais: trop nombreuses étaient les personnes nécessiteuses au Luxembourg et de par le monde. Un appel du SRI en 1929 notait que «ce sont toujours les mêmes sections qui répondent à nos appels: Differdange, Rumelange, Esch - cette dernière localité n'étant d'ailleurs pas encore bien équilibrée». Toutes les sections étaient invitées à se réorganiser, tout en se rappelant qu'«au Luxembourg notre organisation est légale: nous devons faire tout notre devoir pour ne pas refouler les immigrés qui arrivent ici, ne sachant plus où aller»¹⁵⁶.

Une émanation du «Secours Rouge» étaient les *Comités de «Patronage pour les victimes du fascisme»*.

Le «Patronat pour les victimes politiques» avait été fondé par l'émigration italienne en France, en 1926, afin de venir en aide aux victimes du fascisme. Il avait été structuré par le Parti communiste et il dépendait du SRI. Il publiait de petites revues dans le but de recueillir des fonds, il distribuait aussi la presse antifasciste et s'efforçait de politiser les émigrants.

Il était dirigé par un Comité élu à l'Assemblée générale, lequel avait pour tâche de vérifier l'usage des fonds et d'organiser la propagande dans les lieux de travail ou dans les familles.

Les Comités de «Patronage» se diffusèrent partout au Grand-Duché à partir de 1928. Les fonds, qu'ils rassemblaient, étaient tout particulièrement réservés aux prisonniers politiques des prisons de Milan. Au cours de leurs «fêtes» ils réussissaient à toucher chaque fois au moins 400 personnes, de toute tendance politique¹⁵⁷.

Aux initiatives des «Patronats» participait aussi l'équipe théâtrale du SRI, qui en 1928 représenta un drame sur la terreur fasciste en Italie et «I Vinti» d'Antonio Sasso¹⁵⁸.

Le Soccorso Rosso du Luxembourg était constitué pour 75% par des Italiens; ses collectes étaient assez importantes; en 1928 furent rassemblés 25 000 F¹⁵⁹.

Après les expulsions du mois de novembre 1928 — selon «un informateur»¹⁶⁰ — la responsabilité de la direction du SRI, y compris la section italienne, aurait été assumée par le chef des communistes luxembourgeois, Charles Steffens. Afin de faire parvenir l'aide aux expulsés italiens, ce dernier se serait servi de l'entremise d'un certain Magni, résidant à Knutange.

La troisième organisation de masse lancée par les communistes fut la «Ligue italienne antifasciste en Belgique» (LIAB) et au Luxembourg. Cette ligue avait été

Carte de membre de la «Ligue italienne antifasciste de Belgique et du Luxembourg» (LIAB).



fondée à Bruxelles par les communistes, mais elle avait pour but de rassembler tous les antifascistes, sans distinction de parti. Dans un premier temps même les socialistes en firent partie; mais quand la Ligue prit position contre la Concentration antifasciste et contre le Bureau de Paris (1927), les socialistes se retirèrent.

La LIAB connut un très vif succès au Grand-Duché à partir de 1927. Elle promut, un peu partout dans le pays, des «*Ligues prolétariennes antifascistes*»: à Rodange-Athus, à Differdange, à Esch-sur-Alzette, à Rumelange, à Kayl-Tétange et, en 1929, à Luxembourg. Ces Ligues, liées à la LIAB, étaient dirigées par un Comité directeur et avaient pour but:

- «- d'éduquer les masses ouvrières italiennes à l'école révolutionnaire,
- de les pousser à participer activement aux luttes économiques et politiques du pays d'accueil,
- de démasquer et de dénoncer à l'opinion publique les méthodes d'espionnage et de provocation fasciste à l'étranger,
- d'appuyer les initiatives des Patronages pour les victimes politiques italiennes¹⁶¹.»

Le 10 février 1928, une trentaine de délégués des Ligues italiennes antifascistes de Belgique et du Luxembourg, se réunirent au théâtre de Seraing. Puis, le 25 mars, à la Maison du Peuple de Châtelet (Belgique), on organisa le 3^e Congrès de la LIAB, au cours duquel on revendiqua la tendance communiste de l'association et taxa la «Concentration antifasciste» de «force antiprolétarienne»¹⁶².

Esch-sur-Alzette, 1925. Le «Comité prolétarien antifasciste» appelle à une manifestation pour le premier anniversaire de l'assassinat de Giacomo Matteotti.

Il Comitato Proletario antifascista, Esch s. Alz.

ia in dito a tutti i lavoratori senza distensioni di partito politico a voler partecipare in massa alla

Grande Manifestazione

che si terra **Domenica, 21 Giugno**, alle ore 15.30 per l'**anniversario del assassino di Giacomo Matteoti** contro i suoi carnefici e contro il terore Bulghero. Contro i ladry della Guerra al Marocco.

Il corteo avia luogo alle ore 3.30 preciso alla gara. :: **Venete in Massa!**

IL COMITATO.

Impimerie J. Laux, Esch/Alz.

Vers la fin du mois d'avril 1929, la LIAB tint son 4^e Congrès. Les 35 délégués de Belgique et du Luxembourg élurent les 15 nouveaux membres du Comité central. L'action syndicale des socialistes fut vivement critiquée et on proposa en outre de créer des associations récréatives, qui pourraient s'opposer à celles des fascistes¹⁶³.

La LIAB fit par la même occasion son auto-critique: on avait taxé de fascistes, avec beaucoup trop de légèreté, tous les Italiens qui arrivaient d'Italie; il fallait absolument faire une distinction: recruter les nouveaux arrivés dans les organisations de classe et démasquer les membres fascistes, qu'il fallait neutraliser par tous les moyens¹⁶⁴.

Une quatrième organisation de masse contre le fascisme fut constituée par les «*Comités prolétaires antifascistes*» (CPA). Ils avaient été créés en France au début de 1925. Ils étaient de tendance communiste, mais ils obtinrent l'adhésion d'antifascistes non-communistes, à l'exclusion de la Concentration antifasciste¹⁶⁵.

Suite à cette lutte acharnée contre le fascisme, un article fut publié en 1929 par un journal de «droite», le «Corriere della Sera»¹⁶⁶, décrivant la vie des immigrés au Grand-Duché:

«Le Grand-Duché est devenu la terre d'asile de la plus obscure lie de la délinquance européenne. Expulsés de France ou de Belgique, d'Allemagne ou de Suisse, des anarchistes et des communistes de tous les pays trouvent encore au Luxembourg, non seulement un droit d'asile, mais la plus grande liberté de propagande, de réunion et d'action. Les localités Esch-sur-Alzette, Dudelange et Differdange, qui grâce aux mines de fer et aux hauts fourneaux constituent les plus puissants centres de l'organisation industrielle du pays, sont devenues ces dernières années un des foyers les plus redoutables d'infection subversive. Des locaux infectes, équivoques, des habitations privées, sont désormais les «consulats» actifs du vaste fillet de criminalité. Celui qui quitte la France ou la Belgique avec un mandat d'expulsion, possède un morceau de papier avec le nom et l'adresse d'une personne, à laquelle il peut s'adresser en toute tranquillité pour obtenir de l'aide ou un asile (...). Un ouvrier d'Esch me racontait que chaque semaine, sans exception, dans la mine où il travaille, on lance une collecte en faveur d'un inconnu. Ces collectes se font dans toutes les entreprises, dans tous les ateliers. C'est ainsi que la pitié devient une source d'industrie et la solidarité de classe un moyen de soumission dans les mains d'une centaine d'agitateurs, qui sont en contact d'une mine à une autre, d'une fabrique à une autre, d'un pays à un autre, à travers une dense organisation de cellules et de «sections de secours», auxquelles le vrai ouvrier n'a point recours, mais qui servent à soutenir l'activité terroriste des subversifs.

Et qui oserait refuser l'«obole» qui est demandé pour les caisses de prévoyance de ces organisations clandestines? Oui, disons-le, il existe des gens qui refusent (...). Mais la grande masse des ouvriers rarement sous une tutelle quelconque, subit en silence toutes les supercheries et toutes les rançons. Villerupt, Audun-le-Tiche, Longville, Saulnes, se trouvent en territoire français, mais ils constituent les centres d'appui de toute l'organisation subversive luxembourgeoise; Athus et Seraing en Belgique, et puis l'entière région de la Sarre, elle aussi, devenue un régime de contrôle international, un refuge et un asile pour la pire espèce de tous les pays.

C'est là le ténébreux foyer de haine, d'où sortent de temps à autre les tueurs et les assassins, les auteurs de toute la chaîne de délits, qui depuis cinq ans apportent le deuil dans les maisons des Italiens du Grand-Duché.»

Mais les Comités prolétaires antifascistes ne se laissaient pas décourager. Ils publiaient régulièrement un «Bulletin d'information des CPA» et, trois ans après leur création, ils éditèrent un hebdomadaire «Fronte antifascista». Par la suite leur porte-parole devint «La voce degli Italiani», dirigé par Giuseppe di Vittorio.

Leur action se voulait «liée à la lutte que la classe ouvrière mène en Italie». Elle visait l'éducation des masses à l'antifascisme, la lutte contre l'Oeuvre Bonomelli, contre «l'action contre-révolutionnaire et antiprolétarienne de la Concentration» ainsi que l'aide aux travailleurs en Italie en collaboration avec les «Patronats»¹⁶⁷.

L'organisation avait à sa tête une Commission centrale; elle se subdivisait en comités régionaux, zones, secteurs et comités locaux.

Autres organisations communistes. Déjà vers la fin de 1924, on avait projeté de créer des «centuries prolétariennes», c'est-à-dire, des associations à caractère militaire mais antifascistes¹⁶⁸. Leur action eut comme promoteurs Duilio Donzelli¹⁶⁹, Giuseppe Zuccaroli¹⁷⁰ et Gioacchino Biancardi¹⁷¹.

Vers la fin des années '20 surgirent aussi des groupes de jeunes communistes. Pour les Italiens, le responsable était Ateo Roncoroni, fils d'un réfugié politique, Luigi Roncoroni. Après la mort d'Ateo, survenue en 1929, son poste fut attribué à un certain Fogolin¹⁷², originaire de la Vénétie.

Cette formidable machine communiste était cependant destinée à s'enrayer après les expulsions de novembre 1928.

Le groupe communiste italien reconnaissait lui-même ses faiblesses¹⁷³. Nombreux étaient ceux qui se limitaient à répandre le «Riscatto», sans s'engager dans les mouvements du parti. Il fallait relancer la presse, mais aussi travailler activement dans les Ligues antifascistes, dans le Soccorso Rosso et ses «Patronats», dans les syndicats.

Or, il ne fallait pas oublier que, pendant de longues années, cette «machine» avait été très efficace.

Les communistes contre le fascisme

Les communistes s'opposèrent au fascisme dès sa naissance. Cette résistance ne fit qu'accroître lors de l'assassinat du député socialiste Giacomo Matteotti (juin 1924). L'engagement antifasciste avait été clairement défini dans un rapport daté de 1924 et rédigé par le commissaire de police d'Esch-sur-Alzette, Reis¹⁷⁴.

De nombreux communistes italiens, expulsés de France ou de Belgique ou bien exilés d'Italie arrivaient à Esch-sur-Alzette. En peu de temps ils constituèrent la majorité au sein de la communauté italienne immigrée. Les Italiens résidant à Esch-sur-Alzette n'avaient qu'une alternative: adhérer au parti communiste ou bien quitter le Grand-Duché.

La tactique employée par les communistes contre les fascistes, qui arrivaient d'Italie, se révéla particulièrement efficace. En effet le Parti communiste italien informait les camarades communistes à l'étranger de l'arrivée d'un fasciste. Afin d'éviter des incidents avec la police, des communistes d'autres localités se chargeaient de malmener le fasciste signalé, puis ils disparaissaient.

C'est ainsi qu'une expédition punitive, dont faisaient partie Brunier Felice et Andreoni Dante, se rendit d'Esch-sur-Alzette à Villerupt pour agresser un camarade fasciste et que deux Italiens d'Esch-sur-Alzette furent malmenés par quatre communistes venus de Hayange. Les victimes, ne voulant pas courir d'autres risques, n'avertissaient même pas la police et, fréquemment, ils rentraient directement en Italie.

Le commissaire Reis¹⁷⁵ note que la direction stratégique de la lutte antifasciste était située dans la région de Longwy, lieu choisi aussi par le groupe clandestin communiste «Cravate Rouge».

Au cours des années, le fascisme devenant toujours plus audacieux, le combat mené par les communistes se fit de même plus offensif.

Les communistes se battaient contre toutes les initiatives du mouvement fasciste au Luxembourg. Les articles publiés au «Riscatto» en étaient un témoignage continu.

Les communistes s'inquiétaient parce que «*Les sociétés Italiennes de Secours Mutuel*» et le groupe théâtral «*Amicizia*» servaient de paravent aux manœuvres des «sicaires en chemise noire» et parce que les fascistes essayaient d'attirer dans le «*Dopolavoro*» les deux fanfares d'Esch, la «*Verdi*» et la «*Garibaldina*»¹⁷⁶. Ils s'efforçaient aussi d'empêcher la création d'un groupe d'anciens combattants, que les fascistes voulaient mettre sur pied¹⁷⁷.

Ils protestèrent aussi contre la participation d'un groupe fasciste au concours international de gymnastique à Differdange¹⁷⁸ et ridiculisèrent la participation italienne à la Foire internationale de Luxembourg, participation organisée par le secrétaire de la Chambre de commerce italienne, Ferrero¹⁷⁹.

Ils faisaient surtout de la propagande pour convaincre les familles italiennes à ne pas envoyer leurs enfants dans les colonies de vacances fascistes: «On les envoie en Italie – écrivent-ils – pour leur faire porter la chemise noire, pour les instruire aux exercices militaires, pour chanter les hymnes au chef des assassins du prolétariat italien (...) et pour corrompre leurs cœurs inexpérimentés¹⁸⁰.»

Esch-sur-Alzette, 1924. Les communistes appellent les immigrés italiens à s'insurger contre le fascisme.

Agli Italiani all'Estero.

Da due anni a questa parte il proletariato italiano è sottoposto alle più lurpe soppravazioni delle bande fasciste.

Con una brutalità indescrivibile, questi briganti al servizio della borghesia, aiutati dalle forze armate dello stato, impongono dalla magistratura, complessa inaudita violenza che non registro neppure la storia medioevale.

Assassini di donne, vecchi, bambini, incendi delle case operaie, sevizie di ogni sorta. Tutto insomma ustrono al fine di vedere la classe lavoratrice sotto il giogo del capitalismo sfruttatore.

Lavoratori!

Questi briganti traditori non soddisfatti di terrorizzare la popolazione in Italia, progettano di estendere il loro campo d'azione anche all'estero, in quei paesi ove a migliaia si trovano gli italiani profughi e emigranti, che furono costretti con lo schianto negli animi ad abbandonare i loro cari onde sfuggire alla morte sicura, per andare in cerca del pane che la patria non sa dar loro.

Lavoratori in Guardia!

Circolano le voci che anche in questa zona cominciano fascisti, inviati appositamente dall'Italia, stanno preparando le loro orde contro il fianco.

Se questa che oggi sono solo voci, diventerà realtà sia il vostro un unico e irresistibile grido.

Morte al fascismo! Viva la riscossa del proletariato italiano!

I Comunisti.

Stampato in LUSSEMBURGO

Toutefois plus de cent enfants partirent en Italie le 18 août 1928 et le «Riscatto» s'indigna: «Ce qui nous dégoûte surtout, c'est le comportement de plusieurs ouvriers: On commence avec vos enfants, puis on vous demandera d'entrer dans les Sociétés de Secours Mutuel, dans les groupes d'anciens combattants, et enfin dans les «fasci»¹⁸¹.»

On lit encore dans ces articles: «Il est superflu de dire dans quelles conditions d'hygiène sont rentrés les enfants en France et au Luxembourg en été 1928, pleins de poux, avec la chemise et le béret des balilla, encadrés par les divers chefs et prêtres fascistes en chantant «Giovinezza»¹⁸².»

Cependant, en 1929, les fascistes organisèrent pour la deuxième fois les colonies de vacances. Un groupe d'enfants, précédé par le fascio, partit d'Esch le 5 août. Le «Riscatto» publia à nouveau des articles de mise en garde et il exposa «à la honte et au mépris de tous les ouvriers conscients ces pères de famille, qui se prêtent au jeu des matraqueurs, en envoyant leurs enfants parmi ceux, qui ont les mains tachées du sang prolétaire»¹⁸³.

De son côté, pour faire concurrence aux adversaires, le «Soccorso Rosso Internazionale» envoya lui aussi en 1929, 50 enfants «prolétaires» italiens dans les colonies de vacances d'été en France¹⁸⁴.

Toutefois, l'action des communistes contre le fascisme ne se limitait pas seulement à des dénonciations à travers la presse: elle s'exprimait aussi par des assauts et des coups de main (voir chapitre suivant), ainsi que par engagement au sein du mouvement syndical.

Les communistes et le syndicat

Les communistes et les socialistes n'étaient pas seulement divisés sur le plan politique, mais aussi sur le plan syndical. Le conflit avait débuté le 30 novembre 1924, quand les socialistes s'étaient refusés à manifester avec les communistes contre l'emprisonnement de Sacco et de Vanzetti. Le refus était motivé par l'argument que les communistes eux aussi auraient refusé de protester contre «l'emprisonnement de socialistes et de sociaux-révolutionnaires russes». A partir de cette date, les socialistes déclinèrent toute participation aux manifestations organisées par les communistes.

En 1927, «Il Riscatto» écrivit à propos du manque de solidarité des socialistes lors de la manifestation en faveur de Sacco et de Vanzetti à Esch:

«Les sociaux-démocrates brillèrent par leur absence: démonstration brillante de leur esprit de classe; ils ne manqueront sûrement pas demain, quand la bourgeoisie aura besoin de leur collaboration»¹⁸⁵.



Les deux hebdomadaires des communistes italiens: «La Riscossa» (La Rescousse) de Paris et «Il Riscatto» (Le Rachat) de Bruxelles.

Ce qui divisait les deux partis frères, était leur conception de l'action syndicale. Pour les communistes, le syndicat devait être un instrument de lutte politique contre le fascisme et la bourgeoisie patronale. Les socialistes, quant à eux, voulaient atteindre par leur action une collaboration et un dialogue entre les forces sociales. Le secrétaire général du syndicat officiel, accusé d'être un social-démocrate et un réformiste, était l'objet de continuelles attaques de la part des communistes. Le fossé entre les deux partis devait se creuser toujours plus.

Au début du mois de mars 1927, tous les inscrits furent appelés à une réunion, qui eut lieu à la Maison du Peuple. À l'ordre du jour figurait l'organisation de propagande syndicale et antifasciste. Un comité syndical avait été constitué ayant pour but de recevoir les ouvriers, qui voulaient présenter des dossiers sociaux et «dénoncer les repréailles bonomélliennes»¹⁸⁶. Mais les socialistes firent obstacle au dessein du comité; ils voulaient de leur côté imposer la «Concentration antifasciste» et le «Bureau parisien» de Buozzi.

En quoi consistait cette «concentration»? Un camarade, venu de Belgique au mois de mai 1927, essaya de la définir: «Il ne s'agit que d'une reconstitution en pire de l'Aventino, qui avait été un échec». Il fallait aussi combattre «les manœuvres de Buozzi et de ses camarades, qui veulent faire reconnaître leur «Bureau de Paris», tandis que la Confédération générale du travail a été reconstituée en Italie, elle vit et lutte grâce à la volonté de ces travailleurs»; une solution unique: imiter la Belgique en créant au Grand-Duché les «Ligues antifascistes»¹⁸⁷.

Le ressentiment des militants se fit encore plus violent en 1927, quand le «Bureau parisien» de la Confédération du travail italienne essaya de se faire reconnaître officiellement par les socialistes luxembourgeois¹⁸⁸: n'était-ce pas une manœuvre, qui aurait isolé encore plus l'action révolutionnaire des communistes?

Le «Riscatto» réagit violemment contre la «Concentration» et contre le «Bureau parisien»: «A plusieurs reprises les rebuts de l'Aventin putréfié ont tenté de réformer le Concentration. De grands hommes de Paris ont été invités à Esch plusieurs fois de suite, mais toujours avec le même résultat¹⁸⁹. Lors d'une réunion syndicale à Rumelange, un ouvrier s'insurgea contre la direction syndicale d'Amsterdam, qui niait la reconnaissance de la Confédération générale du travail œuvrant en Italie (communiste) et approuvait par contre «ces bureaucrates qui sont en vacances à Paris, loin des lieux de bataille»¹⁹⁰.

Quels étaient ces grands hommes venus de Paris? Citons, par exemple, Oddino Morgari, qui tint une conférence à la Maison du Peuple d'Esch, le 6 août 1927. La réunion était réservée aux seuls inscrits au Parti socialiste des travailleurs italiens; il expliqua quelles avaient été les conquêtes du réformisme en Italie et condamna le fascisme provoqué – selon lui – par l'extrême-gauche¹⁹¹. Le jour suivant il tint les mêmes propos lors d'une réunion à Dudelange.

Ne pouvant influencer les directives du syndicat, les communistes essayèrent de créer eux-mêmes un groupe formé par des Italiens. Ils exigèrent la constitution d'une «Commission syndicale en langue italienne». Cette dernière aurait pour but de sensibiliser les immigrés et de les faire participer activement aux revendications de la classe ouvrière: objectif que le syndicat n'avait pas pu atteindre, n'ayant pas su «interpréter l'esprit et les aspirations de l'émigration politique, qui constitue la partie la plus saine et la plus active de la classe ouvrière»¹⁹².

En effet, les travailleurs italiens – selon les communistes – avaient déjà vécu des expériences vitales: celle de la lutte au cours des années 1919 à 1920 et celle de l'opposition au fascisme. Leur action actuelle était inspirée par ces expériences. Seul dans la lutte des classes il était possible de former la combativité des ouvriers. Par contre le syndicat luxembourgeois subordonnait sa propre action à des calculs politiques et préférait la collaboration à la lutte; avec ces objectifs, il ne pouvait certainement pas espérer attirer la masse des Italiens¹⁹³.

Les communistes et les socialistes se heurtaient au sein du syndicat, essayant chacun d'imposer sa propre méthode. Ainsi, les conclusions pratiques tardaient à se montrer et les uns accusaient les autres de «sabotage»¹⁹⁴.

Mais, au cours de la réunion du 16 octobre, on tira finalement des conclusions: on proposa un plan d'action, on décida de promouvoir des manifestations pour le droit d'asile et contre les abus du consulat italien, on créa un «Cercle de culture sociale», on décida de la création d'un syndicat pour la construction (inexistant jusqu'à ce jour) et on donna lieu à la formation d'une nouvelle «Commission de langue italienne»¹⁹⁵. Les communistes étaient convaincus d'avoir réalisé leurs rêves. Le 24 novembre, une réunion eut lieu pour préparer la manifestation du dimanche suivant à Esch. La «Commission» présenta à Krier l'ébauche d'un tract qu'on distribuerait à la masse des Italiens. Le secrétaire accepta la première partie du texte, mais il refusa la deuxième, sans même vouloir en discuter. La deuxième partie était cependant la plus importante pour les communistes italiens, car elle invitait à manifester contre la constitution du fascio d'Esch, contre l'espionnage de l'Oeuvre Bonomelli et contre l'obligation de présenter le passeport afin d'obtenir un poste de travail.

Ainsi, le dimanche 27 novembre, la grande manifestation syndicale eut lieu à Esch et le défilé, parti de la Maison du Peuple, se dirigea vers la place de l'Hôtel de Ville; ... mais aucun Italien n'eut le droit de prendre la parole. L'orateur social-démocrate tint un discours «plein de préoccupations collaborationnistes et de publicité électorale; il n'a fait à aucun moment allusion à la mémoire du martyr Matteotti. Par son mutisme, il encourage ses bourreaux»¹⁹⁶.

Dès le début, la «Commission syndicale de langue italienne» avait demandé:

1. une permanence à la Maison du Peuple, le dimanche,
2. le contrôle sur le minerai extrait,
3. une plate-forme de revendications immédiates,
4. la création d'un syndicat pour le bâtiment,
5. la lutte contre l'obligation de présenter le passeport italien à la Bourse du travail,
6. une campagne contre le fascisme et pour le droit d'asile.

Mais Krier boycottait tous ces projets¹⁹⁷. Le chef des «sociaux-traîtres», s'opposait à l'organisation ouvrière antifasciste¹⁹⁸.

En plus le «Proletarier», organe des syndicats luxembourgeois, avait accusé les communistes italiens d'être payés par l'URSS et d'avoir reçu de Moscou l'ordre de combattre les socialistes; le «Riscatto» réagit violemment en reprochant aux socialistes leur manque de solidarité et leur avidité de pouvoir¹⁹⁹.

En 1928, les rapports entre les communistes et les socialistes ne firent qu'empirer, surtout au moment où le «Bureau parisien» envoya au Luxembourg *Giuseppe Sardelli*, qui, en accord avec Krier, était convaincu qu'il fallait lutter contre les communistes²⁰⁰. Le «Riscatto» s'indignait contre ce «valet de Krier, qui veut égorger la 'Commission syndicale de langue italienne'»²⁰¹ et créer un syndicat à part. Les communistes ne pouvaient certes accepter ce fait. Ils voulaient un syndicat unique et prenaient Sardelli pour un simple fonctionnaire des syndicats luxembourgeois²⁰².

Les rapports entre les communistes italiens et les syndicats luxembourgeois se dégradèrent au cours de l'année. Certains syndicalistes affirmaient: «Parmi les Italiens il n'y a que des fascistes et des communistes, et les deux ne font qu'un»²⁰³.

A l'occasion de l'expulsion des 60 révolutionnaires italiens (novembre 1928), les communistes italiens formaient une alliance avec le Parti communiste luxembourgeois, et proposaient un «front unique» aux socialistes; mais ceux-ci ne l'acceptaient pas. Commentaire du «Riscatto»: «Le comportement des sociaux-démocrates italiens et luxembourgeois a été tout à fait sordide»²⁰⁴.

En février 1929 le «Riscatto» publia un article sur Sardelli: «Sardelli – dit-on – est un réfugié politique, sans passeport et qui a subi trois années de prison; cependant la police luxembourgeoise ne l'importune pas... comme elle a l'habitude de le faire pour les communistes. Au contraire, il se déplace sans difficultés et essaye de s'infiltrer dans les rangs des communistes; il a tenu une conférence sur la Confédération générale de Paris à Rumelange, Dudelange, Lasauvage, Esch-sur-Alzette, etc., affirmant que s'il n'y avait pas ces chiens de communistes, on pourrait faire quelque chose²⁰⁵.»

Avec le temps, la polémique contre Sardelli se fit plus âpre. Son «secrétariat» ne s'occupait pas des vrais problèmes des travailleurs italiens: droit d'asile et salaires²⁰⁶. Déjà depuis un an il avait fait élire des «fiduciaires», mais ces derniers n'avaient jamais été convoqués²⁰⁷. Les communistes se voyaient dans l'obligation de combattre le «permanent» Sardelli pour que les «Italiens organisés» (communistes) puissent constituer partout des commissions de propagande en langue italienne, avec à leur tête une commission exécutive centrale²⁰⁸.

Sardelli, de son côté répondait par un article paru dans le «Proletarier» pour «sauvegarder sa dignité et dénoncer ces «chiens de communistes», espions déclarés et salariés, toujours prêts à réparer la révolution avec ... des mots»²⁰⁹.

Les communistes avaient l'impression que tout le monde était en train de conspirer contre eux: les sociaux-démocrates, la police, la bourgeoisie. «La bourgeoisie veut se défaire des ouvriers révolutionnaires et, à cet effet, elle les chasse des chantiers et des ateliers. La police complète l'œuvre du patronat et chasse les ouvriers révolutionnaires en les expulsant du pays. Les sociaux-démocrates, de leur côté, complètent l'œuvre du patronat et de la police, en chassant les ouvriers révolutionnaires des syndicats et en défendant la police et le patronat contre les assauts des masses ouvrières²¹⁰.»

Or Sardelli continua son action aidé par un certain Semeraro Santo «arrivé de Paris pour effectuer le travail syndical au Grand-Duché et afin de diriger la rachitique section maximaliste des lieux; il passe son temps à fumer sa cigarette»²¹¹.

Malgré les polémiques, les communistes invitaient leurs compatriotes «à s'inscrire en bloc au syndicat, quels que soient leurs conceptions politiques ou leur jugement au sujet des dirigeants syndicaux»²¹². Il fallait «se mettre en contact avec les ouvriers luxembourgeois, qui ne sont pas d'accord avec les dirigeants, afin de pousser le syndicat à devenir une vraie organisation de classe et le débarasser de tous les mandarins, qui trahissent la classe ouvrière»²¹³.

«Dans les syndicats luxembourgeois il y a plus de 20 000 ouvriers autochtones et à peine 1 000 étrangers, Italiens, Allemands et Polonais compris²¹⁴.» Le correspondant du «Riscatto» invitait les ouvriers à faire partie des syndicats, en rappelant «qu'on n'est pas des révolutionnaires parce que dans les cafés ou dans les rues on lance des imprécations contre le capitalisme ou la social-démocratie»²¹⁵, mais seulement en s'engageant dans la lutte des classes.

Associations fascistes et antifascistes: le nombre de leurs adhérents et leur emprise sur la communauté immigrée

Le nombre des militants fascistes et antifascistes est difficile à déterminer. Les chiffres qu'on donne, d'un côté ou de l'autre, ne correspondent évidemment pas toujours à la réalité.

Du côté fasciste, une lettre du 6 avril 1927, signée Vescovali et adressée au ministre des Affaires étrangères à Rome, affirme que «10 ou 12 éléments perturbateurs, canailles connues à tous les points de vue, dominant la situation» et que d'autre part il y a un groupe «d'environ 30 bons compatriotes, qui d'ici quelques jours constitueront officiellement le 'fascio local'»²¹⁶.

Une lettre de Meriano, ministre de la Légation d'Italie au Luxembourg, adressée le 3 novembre 1929 au ministre d'Etat du Grand-Duché, parle aussi d'une «minorité criminelle».

Les antifascistes donnent, évidemment, une version tout à fait différente en ce qui concerne le nombre de ceux qu'ils appellent les «italianissimes». En 1926, selon le «Riscatto», sur les 20 000 Italiens qui habitent le Luxembourg, il n'y a que quelques dizaines de fascistes: «quelques jeunes fanatiques, dirigés par le consul italien et par le prêtre de l'Oeuvre Bonomelli»²¹⁷. Et peu après: le mouvement fasciste est constitué par «quatre boutiquiers, des employés du consulat et quelques vagabonds»²¹⁸. Le «fascio» d'Esch ne compte que «quatre âmes en peine»²¹⁹; les fascistes ne sont que la «petite et inoffensive patrouille de don Mario, Colombo et compagnie»²²⁰, les «quatre charognes fascistes d'Esch»²²¹. Le «Riscatto» parle encore d'environ 15 000 immigrés au Luxembourg, dont un «important pourcentage a dû quitter l'Italie, pour se sauver de la féroce réaction fasciste»; et il affirme que, parmi eux, «des milliers étaient et sont encore antifascistes d'une manière irréductible», ce qui serait prouvé par la participation massive aux manifestations organisées par les communistes²²².

Chacun, comme on le voit, avait intérêt à minimiser les effectifs des adversaires. Mais, on peut admettre que le nombre des Italiens engagés activement d'un côté ou de l'autre n'était pas énorme: parmi les milliers d'Italiens immigrés, il n'y avait que quelques centaines d'activistes des deux camps.

Quant *aux fascistes*, encore en 1929, le ministre Meriano décrivait les «modestes institutions italiennes (lire «fascistes») au Luxembourg composées essentiellement de travailleurs et non pas d'intellectuels»²²³.

Quant *aux communistes*, le «Riscatto» cite rarement des chiffres exacts. Il dit, par exemple, qu'à Differdange, la «Ligue antifasciste» comptait 69 inscrits²²⁴ et le «Soccorso Rosso» 80²²⁵. Plus souvent encore il fait allusion à un «bon nombre d'adhérents»²²⁶, mais il se plaint aussi que trop d'ouvriers restent «embusqués»; ce sont surtout les femmes qui ne participent pas: c'est là «une des plus graves faiblesses du mouvement révolutionnaire italien à l'étranger»²²⁷.

Vers la fin de l'année 1928, le «Riscatto» constate que l'esprit de solidarité et de combativité des ouvriers antifascistes est en train d'augmenter lentement mais progressivement, et que le cercle, où sont renfermés et entourés de l'hostilité générale les quelques complices des assassins d'Italie, est en train de se retrécir²²⁸.

Toutefois, on constate, que «beaucoup d'Italiens sont encore au-dehors des organisations antifascistes et que l'antifascisme platonique de la majorité des Italiens immigrés ne sert à rien dans la lutte contre l'infiltration fasciste»²²⁹.

Plus dignes de foi sont les comptes rendus officiels, présentés lors des différents congrès communistes. Au mois de mars 1929, au «Congrès des groupes italiens du parti communiste luxembourgeois»²³⁰, on fit le bilan des activités politiques.

A ce congrès participèrent les représentants des six localités du Grand-Duché (étaient absents ceux de Tétange et de Kayl). L'ample rapport du secrétaire, nous décrit avec grande précision la situation des organisations communistes.

Avant toute chose il déplora que le recrutement des travailleurs pour le syndicat devint de plus en plus difficile, à cause «de la dissolution arbitraire des diverses «Commissions de langue italienne» survenue après l'arrivée du «permanent». La diffusion de la presse fonctionnait bien, contrairement au travail de la LIAB, puisque «il y a des camarades qui ne comprennent pas le rôle primordial des Ligues». Dans un premier temps on avait fait beaucoup pour les «Patronats», puis on les avait un peu délaissés, pour mieux pouvoir aider le SRI, qui avait son propre journal, «Solidarietà», bien enraciné. Autres affirmations intéressantes: «Le nombre des inscrits dans l'ensemble des groupes n'a pas augmenté; on rencontre des déviations de la part de certains camarades, spécialement en ce qui concerne la question syndicale» et «Le niveau idéologique des camarades n'a pas beaucoup progressé, de même l'esprit de combativité, qui dans certains cas laisse même à désirer.»

Le camarade de la Centrale ajoutait: «Il ne nous a pas encore été possible d'entraîner dans nos organisations de classe la masse des ouvriers et de faire participer l'ensemble de la masse ouvrière émigrée à notre lutte de classe et antifasciste.»

Un camarade de Rodange faisait le point sur les associations culturelles et sportives: «Il faudrait expliquer aux ouvriers italiens qui adhèrent à la «Mutuo Regina Margherita», que l'institution sert aux bourgeois comme instrument de pénétration fasciste. Nous devons conduire une œuvre de propagande beaucoup plus importante au sein de toutes les associations italiennes sportives, musicales et récréatives, qui sont actuellement dirigées par des éléments douteux ou par nos adversaires. Il faudrait conquérir ces associations ou bien rendre aux éléments fascistes ou fascistophiles la vie impossible.»

Un camarade de Differdange attaquait Giuseppe Sardelli: «On doit s'insurger contre le permanent en même temps que contre sa pseudo-Commission provisoire constituée contre toutes les règles les plus élémentaires de la démocratie syndicale»; d'autre part il faudrait reconstituer les Commissions locales en langue italienne et ces dernières devraient élire leur Commission exécutive centrale.

Enfin, un autre camarade de Differdange mettait l'accent sur le travail effectué par les adversaires du communisme: «Il ne faut pas être trop optimiste à cet égard; nous resterons les plus forts à une seule condition: que nous augmentions notre activité.»

Le bilan que présentaient les forces communistes était donc positif, mais pas excessivement satisfaisant.

¹ Annuaire statistique rétrospectif 1973, éd. Statec, Luxembourg 1973.

² Ael, Affaires étrangères, 332/0385-386-387: statistiques concernant l'entrée des étrangers dans le Grand-Duché. Et ceci, nonobstant le fait que le Grand-Duché ait pris des mesures pour que le marché du travail ne soit pas perturbé. Un arrêté grand-ducal du 20 août 1920, émis «pour empêcher, autant que possible, le chômage des ouvriers luxembourgeois dans l'industrie et le commerce» établissait qu'aucun étranger ne pouvait être engagé «sans l'approbation préalable de la Direction générale du commerce, de l'industrie et du travail» (Mémorial n° 60 du 21 août 1920, pp. 970-971). Le 28 octobre 1920, fut promulguée une loi «destinée à endiguer l'affluence exagérée d'étrangers sur le territoire du Grand-Duché», puis un arrêté qui imposait à chaque étranger d'être muni d'un passeport apposé, sous peine d'expulsion, d'un visa des autorités consulaires de son pays (Mémorial n° 81 du 21 novembre 1920, pp. 1263-1268).

³ Archives départementales de Meurthe-et-Moselle, 1 à 74.

⁴ Parfois le contraire se produisait. En Italie, des candidats à l'émigration, se faisaient «délivrer des passeports pour le Luxembourg, avec l'intention arrêtée à l'avance d'aller travailler en France». Le gouvernement italien avait, de ce fait, défendu «aux ouvriers italiens de s'expatrier pour le Grand-Duché sans être munis d'un contrat régulier de travail ou bien d'y avoir été appelés expressément moyennant une requête visée par la Légation royale». (Ael, Affaires étrangères, 724-0580; lettre du ministre Della Torre au ministre d'Etat Reuter, 10 mai 1922).

⁵ Annuaire statistique rétrospectif 1973, op. cit., page 60.

⁶ *Il Riscatto*, 27.11.1926.

⁷ *Il Riscatto*, 9.4.1927.

⁸ *Il Riscatto*, 16.7.1927.

⁹ *Il Riscatto*, 30.12.1927.

¹⁰ cf. TRAUSSCH Gilbert, Contributions à l'histoire sociale de la question du Luxembourg 1914-1922, in Hémecht 1974, pp. 5-118.

¹¹ La direction était assurée par le secrétaire général Pierre Kappweiler et le président Bernard Herschbach.

¹² En mars 1921, lors de la grève, les conseils ouvriers sont supprimés. C'est le gouvernement Prüm qui en 1925 rétablira la représentation ouvrière dans les usines.

¹³ «Il est évident – écrit E. Mireaux – que le modèle que se proposèrent les révolutionnaires du Grand-Duché fut l'occupation des usines par les ouvriers métallurgistes italiens, dont le souvenir récent vivait dans leur esprit et le succès trop facile encourageait leurs espoirs» (E. MIREAUX, Les conseils d'usine au Luxembourg, Revue de Paris, 1920).

¹⁴ Pour de plus amples informations, cf. par exemple Corrado PERNA, Breve Storia del sindacato, éd. De Donato, Bari 1981.

¹⁵ Buozzi Bruno (1881-1944), militant socialiste réformiste, secrétaire de la FIOM à partir de 1911 et par la suite important dirigeant de la CGL; député en 1919, contraire au maximalisme et au fascisme; secrétaire général de la CGL à partir de 1925. Il était membre de la direction du Parti socialiste unitaire.

¹⁶ Le PRI, héritier des idées de Mazzini, était un mouvement de gauche. Opposé avec obstination à la monarchie, il n'avait jamais accepté de faire partie du gouvernement de l'Italie monarchique. Tout en comptant peu de membres, ses idéaux trouvèrent un terrain favorable dans la lutte contre le fascisme, allié de la monarchie de la maison de Savoie. Ce mouvement agissait surtout à travers la LIDU.

¹⁷ cf. SANTI Fedele, Storia della Concentrazione antifascista 1927/1934, Feltrinelli Ed., Milano 1976, pp. 33-37.

- ¹⁸ Pour la propagande en Italie, on envoyait par la poste des journaux et des tracts aux diverses adresses. Mais la plus grande partie de ces envois était bloquée par les contrôles postaux à la frontière.
- ¹⁹ cf. FABIANO Domenico, *I fasci italiani all'estero*, dans «Gli Italiani fuori d'Italia», Franco Angeli Editore, Milan 1983, pp. 221-236; et le paragraphe «Fasci all'estero» dans *Enciclopedia dell'antifascismo et della Resistenza*, Ed. La Pietra, Milan, p. 273.
- ²⁰ *Il Popolo d'Italia*, 5.12.1922.
- ²¹ cf. dissolution de la Lega italiana en 1923; de l'Umanitaria en 1924 et de l'Oeuvre Bonomelli en 1928.
- ²² Circulaire n° 76, du 30 septembre 1925, dans «Raccolta delle Circolari e Istruzioni Ministeriali», vol. V, Mae, Rome 1933, p. 69.
- ²³ Ordre de service du 12 décembre 1925, dans «Raccolta delle Circolari», op. cit., p. 89.
- ²⁴ Ordre de service du 23 février 1926, dans «Raccolta delle Circolari», op. cit., p. 114.
- ²⁵ Circulaire n° 81 de Mussolini, du 30 novembre 1925, dans «Raccolta delle circolari, etc.», vol. VI, Mae 1933, pp. 46-47.
- ²⁶ Circulaire de Grandi, n° 29, du 10 mars 1927, pp. 45-46.
- ²⁷ Circulaire n° 48, de la Direction générale des Italiens à l'étranger (signée par Mussolini), dans «Raccolta delle Circolari etc.», op. cit., vol. VI, pp. 57-58.
- ²⁸ *Ibidem*, vol. VII, Rome 1934, p. 38; Circulaire n° 25 de la Direction générale des Italiens à l'étranger du 13 mars 1928 (signée Grandi).
- ²⁹ *Ibidem*, circulaire n° 8 du 22 février 1928 (signée Grandi).
- ³⁰ *Ibidem*, ordre de service, p. 113.
- ³¹ Ordre de service du 18 juin 1928 (signé Grandi), p. 129.
- ³² *Ibidem*, circulaire n° 7, du 13 février 1929, p. 191.
- ³³ «Raccolta delle Circolari, etc.», op. cit., vol. V: circulaire du 28 novembre 1926.
- ³⁴ «Raccolta delle Circolari, etc.», op. cit., vol. VII: circulaire n° 23, p. 28.
- ³⁵ cf. MORELLI Anna, *Les tentatives d'implantation fasciste dans l'émigration italienne de Belgique*, dans «Risorgimento» 1980, pp. 47-57; et Anna MORELLI, *Fascisme et antifascisme dans l'immigration italienne en Belgique 1922-1940*, vol. I, Université Libre de Bruxelles 1985, pp. 161 et suiv. (mémoire non publié); et Jean-Claude et Yves MAGRINELLI, *Antifascisme et parti communiste en Meurthe-et-Moselle, 1920-1945*, Impr. SNIC, Jarville, avril 1985.
- ³⁶ RIBECA Joseph, *Mémoire sur la formation et le développement politique en général de la colonie italienne au Grand-Duché de Luxembourg*, Archives de l'Evêché de Luxembourg.
- ³⁷ *Arbeiterzeitung*, 17.5.1927.
- ³⁸ cf. NIZZA Enzo, *Dopolavoro*, in *Enciclopedia dell' antifascismo e della Resistenza*, Ed. La Pietra, Milan, vol. II, pp. 139-140.
- ³⁹ *Il Legionario*, n° 51, 20.12.1925, p. 19.
- ⁴⁰ Alessandro Sacco, directeur de la «*Riunione Adriatica di Sicurtà*», fut expulsé de Belgique en 1926.
- ⁴¹ *Il Riscatto*, 5.2.1927.
- ⁴² *Il Riscatto*, 17.2.1927.
- ⁴³ *Il Riscatto*, 16.7.1927.
- ⁴⁴ *Il Riscatto*, 13.8.1927.
- ⁴⁵ *Il Riscatto*, 13 et 20 août 1927, 25.2.1928.
- ⁴⁶ *Il Riscatto*, 18.8.1927.
- ⁴⁷ *La Voce d'Italia*, 3^e année, n° 25, 9.7.1927.
- ⁴⁸ *Il Riscatto*, 13.8.1927.
- ⁴⁹ *Il Riscatto*, 7.1.1928.
- ⁵⁰ *Il Riscatto*, 30.9.1928.
- C'est ainsi que le «Riscatto» incitait les ouvriers d'Esch-sur-Alzette à boycotter les «cantineurs fascistes, qui s'enrichissent aux dépens des ouvriers, qui aident financièrement les assassins de nos frères en Italie»: Sabatini, Moriconi, le Café Rossi dans la rue du Brill, Ribeca, rue d'Audun, Passeri, Poggi, De Stefani, le Café Fratini («Riscatto» 12.2.1927). L'entrepreneur Marco Moia (26.2.1927); l'entrepreneur Caffaro (14.5.1927) et Sorci. Tous ces cafetiers «doivent ressentir l'effet de leur foi fasciste et la haine de la classe ouvrière» (17.12.1927).
- Ultérieurement on citait encore: le cafetier Rossini et l'entrepreneur Giovagnoli de *Dudelange*; ainsi que ceux qui voulaient constituer un groupe d'anciens combattants à *Bettembourg* et à *Rodange-Athus* (11.11.1928). On devait boycotter tous ces fascistes: par exemple à Rodange le «Café Italien» rue de l'Industrie, le Café Biava dans la Grand-Rue, l'entrepreneur Talezzo, les responsables de la Société de Secours Mutuel «Regina Margherita» (18.11.1928); le Café Nardi à Kayl; Vardi Carlo, chef de l'entreprise Schiltz Frères à Rumelange (25.11.1928); Guglielmi Nino à Ottange (*ibidem*); les commerçants de *Differdange*, qui avaient participé à la fête «fasciste» de la Victoire à Luxembourg (25.11.1928).
- A *Luxembourg*: l'entrepreneur de bâtiments Achille Giorgetti (28.5.1927 - 24.12.1927), qui était «un des plus louches personnages de l'inquisition fasciste à l'étranger» (20 janvier et 16 juin 1929); le secrétaire du fascio Viargio et l'ex-officier Raccosta Gino (28.7.1929).
- A *Esch*: le gérant de la pension Libretti (175, bd Prince Henri) (3.2.1929), les entrepreneurs Casali et Caffaro (7 et 21 avril 1929); les frères Castagna (2.6.1929), Luigi Tini, Fratini, Ribeca et Sabatini (24.11.1929), les calandriers Vittorio Vitali, Boschi, Santini Gigetto et Duca (19.5.1929); ainsi que Spagnoli Antonio, Scimia Gennaro et Sacchetto Nicola (14.7.1929).

- A *Rodange*: les entrepreneurs Carlo Farda (10.2.1929) et Frisci (2.6.1929) ainsi que le cafetier Antonio Frescura (16.6.1929).
- A *Kayl*: M. Nardi, organisateur des colonies fascistes (7.4.1929).
- A *Rumelange*: le cafetier Massadori (10.2.1929) et ceux qui envoyaient leurs enfants aux colonies de vacances fascistes: Bombardella Antonio, Mordenti Augusto, Mordenti Davide, Ronchi (22.7.1929).
- A *Dudelange*: Farabi (10.2.1929) et celui qui a une pension 44, rue Italie Basse (30.6.1929).
- A *Differdange*: le «Toscano» et Belardi Enrico (17.2.1929), la Société de Secours Mutuel «Regina Margherita» (17.3.1929), l'entrepreneur Franchi et son chef-ouvrier Mamis (1.5.1929), l'entrepreneur Perin et son chef-ouvrier Salina (22.9.1929).
- ⁵¹ Il Riscatto, 9.12.1928.
- ⁵² Il Riscatto, 17.11.1929.
- ⁵³ Ael, Justice, 76/42: rapport du commissaire de police Reïs au procureur général de l'Etat. Esch-sur-Alzette, 3.9.1924.
- ⁵⁴ Lors d'une perquisition dans la chambre du communiste Biancardi Gioacchino à Esch (pension Castagna, 116, rue Emile Adolphe), la police trouva les journaux suivants: L'Unità, Il Popolo d'Italia, L'Humanité, Fede, Più Avanti, Corriere Italiano, La Rivendicazione, La Voce del Profugo, Il Libertario, Il Risveglio comunista-anarchico, L'Ordine nuovo, L'Avanti, L'Avvenire del Lavoratore, Lo Stato operaio, Il Sindacato rosso, Falce e martello, L'Araldo, La Voce dei Lavoratori, La Difesa, Pagine rosse, Prometeo, Pensiero e volontà, etc. (Ael, Justice, 76/42-0049: rapport du commissaire de police au procureur général d'Etat, Esch-sur-Alzette 9.5.1924).
- ⁵⁵ Pour de plus amples informations, cf. Anna MORELLI, La presse italienne en Belgique 1919-1945, Editions Nauwelaerts, Louvain 1981, pp. 92-105.
- ⁵⁶ Aes, Pubblica Sicurezza 1921, b. 114 J 4: le ministre Della Torre au Directeur général de la Sécurité publique, 23.11.1920.
- ⁵⁷ Der Proletarier, 29.11.1924.
- ⁵⁸ Der Proletarier, 19.11.1927.
- ⁵⁹ Il Riscatto, 19.11.1927.
- ⁶⁰ Il Riscatto, 19.2.1927.
- ⁶¹ La Voce d'Italia, 3^e année, n° 9, 5.3.1927.
- ⁶² Ael, Justice, 76/181-0136: rapport de la gendarmerie d'Esch, 4.11.1926.
- ⁶³ Ael, Justice, 76/9-0031: rapport de la gendarmerie d'Esch, 19.6.1927.
- ⁶⁴ Ael, Justice, 76/14-0019: rapport de la gendarmerie d'Esch, 8.3.1929.
- ⁶⁵ Il Riscatto, 19.2.1927 et 25.6.1927.
- ⁶⁶ Ael, Justice, 76/9-0004: gendarmerie d'Esch, 16.6.1927. Bruschi Angelo, né le 3 août 1900 à Livourne, après un séjour en France, il s'était établi au mois de septembre 1926 à Esch. Il habitait au café Solazzi, dans la Hoehli.
- ⁶⁷ Le «Fonds Matteotti», ou «Fonds international pour l'aide au mouvement ouvrier des pays sans régime démocratique», avait été créé en 1926 par l'Internationale Ouvrière Socialiste (IOS). Il était soutenu et existait grâce aux dons de privés, de souscriptions et surtout par la vente des «Timbres Matteotti». Son but: soutenir les persécutés de tous les régimes de terreur par des dons immédiats, leur défense aux tribunaux et l'aide administrative.
- ⁶⁸ L'«Escher Tageblatt» du 21 décembre 1929 publie en première page un article intitulé «Fascintern», où il dénonce l'internationale fasciste, qui se constitue en Europe à travers la fondation de l'«Association des amis du fascisme à l'étranger».
- ⁶⁹ L'arrêté du 30 novembre 1929 exigeait que les immigrants soient pourvus d'un certificat de moralité et de bonne conduite établi par l'autorité officielle.
- ⁷⁰ Demande du député socialiste Nic Biever au Parlement le 6 mars 1929.
- ⁷¹ Ael, Justice, 76/5-0012: le ministre d'Etat Reuter au Directeur général de la Justice, 26.6.1924.
- ⁷² Ael, Justice, 76/5-0015: rapport de la gendarmerie d'Esch-sur-Alzette, 29.6.1924.
- ⁷³ Ael, Justice, 76/136-0014: rapport de la gendarmerie d'Esch, 1.5.1919.
- ⁷⁴ Ael, Justice, 76/172-0027: gendarmerie de Differdange, 1.5.1922.
- ⁷⁵ Ael, Justice, 76/25-0213: M. Della Torre au ministre de la Prévoyance sociale, 4.5.1923.
- ⁷⁶ Asmae, 1422: lettre de Blichanteau au Mae, 5.5.1924.
- ⁷⁷ Ael, Justice, 76/177-0010: gendarmerie d'Esch-sur-Alzette, 1.5.1924.
- ⁷⁸ Ael, Justice, 76/177-0026: gendarmerie de Dudelange, 1.5.1924.
- ⁷⁹ Ael, Justice, 76/180-0010: gendarmerie d'Esch-sur-Alzette 1.5.1925.
- ⁸⁰ Schiavina Raffaele, né le 8 avril 1894 à Sant'Agostino (Ferrare), demeurait en France et à Vienne.
- ⁸¹ Ael, Justice, 76/182-0007: gendarmerie d'Esch, 1.5.1926.
- ⁸² Né à Pedaso en 1904 (Ascoli Piceno), il habitait au café Arnodo à Esch-sur-Alzette.
- ⁸³ Ael, Justice, 76/182-0013: gendarmerie de Dudelange, 1.5.1926.
- ⁸⁴ Ael, Justice, 76/181-0018: gendarmerie de Differdange, 1.5.1926.
- ⁸⁵ Ael, Justice, 76/181-0021: gendarmerie de Differdange, 5.5.1926.
- ⁸⁶ Ael, Justice, 76/184-0027: rapport du commissaire de police d'Esch, 1.5.1927; ibidem-0007, rapport de la gendarmerie d'Esch, 15.5.1927.
- ⁸⁷ Sardelli Giuseppe, né le 2 juin 1881 à Rome, journaliste et ex-député socialiste, résidant à Paris, 10, rue de la Tour d'Auvergne.

- ⁸⁶ Mineur, il habitait au café Solazzi dans la Hoehl.
- ⁸⁷ Giuseppe di Vittorio, naquit le 11 août 1892 à Cerignola (Foggia) et mourut à Lecco en 1957. Depuis sa jeunesse il faisait partie du Parti socialiste et en 1910 il devint secrétaire régional de la Fédération des jeunes socialistes des Pouilles. Interventionniste au cours de la Première Guerre mondiale, il fut interné en tant que révolutionnaire. Député socialiste en 1921, il devint membre du Parti communiste en 1924. Arrêté en 1925, il fut expulsé du pays en 1926. Il se fixa à Paris. Au cours des années 1929 à 1930 il se rendit à Moscou, puis revint à Paris. En 1935 il combattit aux côtés des Brigades internationales en Espagne. Rentré en France, il fut arrêté en 1941 par les Allemands, remis à la police fasciste et interné. Après la guerre, il soutint le pacte syndical entre communistes, socialistes et démocrates-chrétiens. En 1945 il assumait les fonctions de secrétaire général de la CGIL. Il fut élu député à plusieurs reprises.
- ⁸⁸ Ael, Justice, 76/184-0001: gendarmerie de Dudelange, 1.5.1927.
- ⁸⁹ Ael, Justice, 76/184-0005: gendarmerie de Differdange, 1.5.1927.
- ⁹⁰ Ael, Justice, 76/187-0007: commissaire de police d'Esch-sur-Alzette, 27.4.1928 et 1.5.1928.
- ⁹¹ Ael, Justice, 76/187-0037: gendarmerie d'Esch-sur-Alzette, 1.5.1928.
- ⁹² Ael, Justice, 76/27-0122: gendarmerie d'Esch-sur-Alzette, 30.4.1928 et 76/187-0009: gendarmerie d'Esch, 30.4.1928.
- ⁹³ Ael, Justice, 76/187-0059: gendarmerie d'Esch-sur-Alzette, 1.5.1928 et Il Riscatto, 6.5.1928.
- ⁹⁴ Ael, Justice, 76/187-0041: gendarmerie de Differdange, 1.5.1928.
- ⁹⁵ Ael, Justice, 76/193-0008: gendarmerie d'Esch-sur-Alzette, 28.4.1929.
- ⁹⁶ Ael, Justice, 76/193-0011: gendarmerie d'Esch-sur-Alzette, 1.5.1929.
- ⁹⁷ Ael, Justice, 76/193-0077: gendarmerie de Dudelange, 1.5.1929.
- ⁹⁸ Fiorentini Francesco, né en 1888, résidant au n° 52, Italie Haute, à Dudelange.
- ⁹⁹ Der Proletarier, 6.11.1920.
- ¹⁰⁰ BAROZZI Giuseppe et son fils Ettore étaient signalés comme des «subversifs» depuis 1921. Expulsés au cours de la même année, ils eurent par la suite le droit de revenir à Dudelange. A partir de 1931, la Légation d'Italie notifia qu'ils ne pratiquaient plus aucune activité politique et en 1936 ils purent ainsi être rayés de la liste des «subversifs». (ACS, Cpc, b. 358 «BAROZZI»).
- ¹⁰¹ ACS, Ps 1921, b. 114 J 4: le Directeur général de la Justice à M. Della Torre, 5.3.1921.
- ¹⁰² ACS, Ps 1921, b. 114 J 4: M. Della Torre au Directeur général de la Sécurité publique, 9.3.1921.
- ¹⁰³ Ibidem, Della Torre au Directeur général de la Sécurité publique, 23.3.1921.
- ¹⁰⁴ ACS, Ps. b. 163 J 4: lettres du ministre Preziosi au Mae, 5.5.1926 et 6.5.1926.
- ¹⁰⁵ Ael, Justice, 76/181-0046: rapport de la gendarmerie de Dudelange, 30.5.1926.
- ¹⁰⁶ Der Proletarier, 29.1.1921.
- ¹⁰⁷ Der Proletarier, 13.5.1922.
- ¹⁰⁸ Der Proletarier, 22.9.1923.
- ¹⁰⁹ Der Proletarier, 25.11.1922.
- ¹¹⁰ Der Proletarier, 8.9.1923.
- ¹¹¹ Der Proletarier, 20.10.1923.
- ¹¹² Der Proletarier, 6.10.1923.
- ¹¹³ Der Proletarier, 26.6.1926.
- ¹¹⁴ Ael, Justice, 76/181-0103: gendarmerie de Differdange, 20.8.1926.
- ¹¹⁵ Ael, Justice, 76/181-0110 et 0116: commissariat de police d'Esch-sur-Alzette, 22.8.1926.
- ¹¹⁶ Bruno Buozzi (1881-1944), militant socialiste réformiste, secrétaire de la FIOM à partir de 1911, ensuite dirigeant de la CGL à partir de 1925. Au moment de la proclamation des «lois exceptionnelles» de 1926, il se trouvait en France, où il organisa à nouveau au sein de l'émigration la CGL dissoute en Italie par le fascisme. Il compte aussi parmi les animateurs de la Concentration antifasciste et, à l'époque des fronts populaires, il fut parmi les défenseurs de l'unité syndicale avec les communistes. Il était un membre de la division du Parti socialiste unitaire.
- ¹¹⁷ Né à Mesagne (Brindisi), le 26 mai 1900, il signait ses écrits par le pseudonyme de «Filippo Neri».
- ¹¹⁸ Il Riscatto, 26.11.1928.
- ¹¹⁹ Der Proletarier, 14.5.1927.
- ¹²⁰ Der Proletarier, 10.9.1927.
- ¹²¹ Der Proletarier, 1.10.1927.
- ¹²² Il Riscatto, 17.3.1929.
- ¹²³ Il Riscatto, 28.7.1929.
- ¹²⁴ Der Proletarier, 10.4.1929.
- ¹²⁵ Acs, Gl, b. 256, fasc. 616: note du Directeur en chef de la division de la police politique, 11.2.1929.
- ¹²⁶ Acs, Ps 1928, b. 180 C 2: le Directeur de la division de la police politique, 29.12.1928.
- ¹²⁷ Cannas Paolo, né à Osini (Nuoro), le 3 mai 1901; émigré en 1925 et militant du Parti républicain. Déjà en 1931, la Légation d'Italie signalait qu'il n'avait plus de rapports avec les «subversifs» et qu'il participait à des «manifestations patriotiques»; en 1937 fut introduit la demande pour qu'il soit rayé de la liste des «subversifs» (Acs, Cpc, b. 1006 «Cannas»).
- ¹²⁸ Acs, Ps 1929, b. 193 J 4 I: division police politique, 12.1.1929.

- ¹³¹ Morgari était déjà venu au Luxembourg les 17 et 18 février 1924, pour participer à la réunion de l'exécutif de l'Internationale socialiste en tant que représentant du PSI.
- ¹³² *Der Proletarier*, 31.12.1927.
- ¹³³ *Der Proletarier*, 8.9.1928.
- ¹³⁴ Giovagnoli Giuseppe, né le 13 mars 1886 à Gualdo Tadino (Pérouse), habitant à Esch-sur-Alzette, bd Prince Henri.
- ¹³⁵ Pianezza Giuseppe (ou Pippo), né à Vignole Borbera (Alexandrie), le 2 avril 1892, ébéniste, résidant à Dudelange. Considéré comme socialiste extrémiste, il avait été condamné en 1917 en Italie à trois ans de prison pour activités antimilitaristes. Exilé au Luxembourg, il en fut expulsé une première fois en 1920 avec l'inculpation d'avoir fait de la propagande subversive au cours de réunions publiques (cf. L'«Avanti», 29.12.1920, rapporté par le journal communiste «Der Kampf»).
- ¹³⁶ 1921-1981: Beiträge zur Geschichte der Kommunistischen Partei Luxemburgs, Centre Jean Kill, Luxembourg 1981, p. 21.
- ¹³⁷ Ael, Justice, 76/42-0010: rapport du commissaire de police d'Esch-sur-Alzette au procureur général d'Etat, 8.9.1924.
- ¹³⁸ Ael, Justice, 76/24-0001 et suiv.
- ¹³⁹ Ael, Justice, 76/45-0132: le Directeur des services généraux de la police d'Alsace et de Lorraine à M. le commissaire spécial à Thionville, 24.4.1926.
- ¹⁴⁰ voir article «Gruppi di Lingua», dans *Enciclopedia dell'antifascismo e della Resistenza*, op. cit., vol. II, p. 676.
- ¹⁴¹ Acs, Ps 1927, b. 163 J 4: le Mae au Directeur général de la Sécurité publique (rapport de la Légation d'Italie), 19.6.1926.
- ¹⁴² ibidem, télex du 26.6.1926.
- ¹⁴³ Ael, Justice, 76/175-0023: gendarmerie de Rumelange, 18.3.1923. Ravazzoli, né le 9 novembre 1894 à Stradella (Pavie), habitant au café Volta à Villerupt. Un autre orateur au cours des diverses réunions fut Vivarelli Enzo, né le 19 juin 1898 à Gramaglione (Bologne) et résidant à Mont-Saint-Martin (France).
- ¹⁴⁴ Ael, Justice, 76/4-0090: gendarmerie d'Esch-sur-Alzette, 23.9.1923.
- ¹⁴⁵ Mais selon un rapport du commissaire spécial de Thionville (Ael, Justice, 76/26-0065 du 8 août 1928) le Parti communiste luxembourgeois comptait un effectif de 668 membres. Sur les papiers de M. Zénon Bernard, le commissaire avait relevé les noms des communistes italiens: Schiaparelli Stefano à Rumelange, Bonfii à Dudelange, Millevoi Jacques à Athus et Venturini Carlo à Cessange.
- ¹⁴⁶ Ael, Justice, 76/44-0162: rapport du Comité central pour le congrès du parti (année 1929); ce rapport fut envoyé par le commissaire de police d'Esch-sur-Alzette au commissaire de district le 9 novembre 1931.
- ¹⁴⁷ Ael, Justice, 76/15-0057: tâches immédiates du parti – début 1929.
- ¹⁴⁸ Ael, Justice, 76/15-0017, année 1929.
- ¹⁴⁹ Ael, Justice, 76/44-0130: le rapport fut envoyé par la gendarmerie d'Esch-sur-Alzette au procureur général d'Etat le 25 mai 1930.
- ¹⁵⁰ Selon une lettre requisitionnée par la police, le nouveau secrétaire du groupe italien était Alberico Bonomo (né à Barisciano-Aquila en 1903); il avait quitté Dudelange en 1929 et s'était établi à Niederkorn, 42, rue de la Gare (Ael, Justice, 76/44-0047: le commissaire de police d'Esch, 16.4.1930).
- ¹⁵¹ cf. Ael, Justice, 76/24-0004, note de décembre 1924.
- ¹⁵² Le SRI avait été fondé en URSS en 1922. Tandis qu'en Europe sévissaient les mouvements «réactionnaires», la «Société des anciens bolchevistes et des ex-prisonniers politiques» lança le slogan «Aidez nos frères, qui languissent dans les prisons de la bourgeoisie, appuyez les prisonniers de la démocratie, soulagez le sort de leurs femmes et de leurs enfants» (cf. les brochures «Die große Solidarität» et «Was ist und was will die Internationale Rote Hilfe?» publiées en 1924 à Berlin par les Ed. Eugen Guttoff – Ael, Justice, 76/24-0034 et 0035).
- ¹⁵³ Statuts du SRI: cf. aussi Ael, Justice, 76/27-0021; gendarmerie de Dudelange, 6.8.1925.
- ¹⁵⁴ Ael, Justice, 76/43-0001: gendarmerie d'Esch-sur-Alzette, 17.11.1927.
- ¹⁵⁵ Selon un rapport «secret» de 1926, le SRI luxembourgeois comptait 600 inscrits, dont 80 seulement payaient leur cotisation. Il était rattaché au siège central de Paris (120, rue Lafayette - Paris 10^e) et aidé financièrement par le groupement de Metz (Ael, Justice, 76/45: le directeur des Services généraux de police d'Alsace et de Lorraine au commissaire spécial de Thionville, 24.4.1926).
- ¹⁵⁶ Ael, Justice, 76/15, année 1929.
- ¹⁵⁷ *Il Riscatto*, 7.1.1928 et 17.3.1928.
- ¹⁵⁸ *Il Riscatto*, 17.3.1928.
- ¹⁵⁹ *Il Riscatto*, 1.5.1929.
- ¹⁶⁰ Acs, Police politique, b. 101, fasc. 8: information du 18 janvier 1929. Magni était un ouvrier âgé de 43 ans de Castel San Giovanni (Piacenza).
- ¹⁶¹ *Il Riscatto*, 8.4.1928.
- ¹⁶² *Il Riscatto*, 1.4.1928.
- ¹⁶³ *Il Riscatto*, 5.5.1929. La LIAB a probablement fonctionné jusqu'en 1936, date à laquelle elle fut dissoute en Belgique, afin de laisser la place à une nouvelle organisation: l'Union Populaire Italienne (UPI).
- ¹⁶⁴ Ael, Justice, 76/14-0019: gendarmerie d'Esch-sur-Alzette, 10.6.1929. On trouve peu de documentation sur les activités de la LIAB après le Congrès de 1927.
- ¹⁶⁵ *Enciclopedia dell'antifascismo e della Resistenza*, éd. La Pietra, vol. I, Milan 1968, p. 599.
- ¹⁶⁶ *Il Corriere della Sera*, 8 mai 1929.

- ¹⁶⁷ Bulletin d'information des CPA, 10.11.1927, dans: Acs, g 1, b. 13, fasc. 167. Les CPA concevaient le fascisme comme une organisation politique pour soutenir la bourgeoisie: fascisme et bourgeoisie devaient donc être combattus en même temps; tandis que la Concentration antifasciste se proposait de lutter contre le fascisme, sans pour autant lutter directement contre la bourgeoisie.
- ¹⁶⁸ Acs, Ps 1925, b. 130 J 4: le chef du Bureau informations du ministère de la Guerre à la Direction générale de la Sécurité publique, 28.11.1924.
- ¹⁶⁹ Né à Fossombrone (Pesaro), décorateur, président de la «Fratellanza» d'Esch-sur-Alzette.
- ¹⁷⁰ Né à Pergola (Pesaro), le 26 mai 1886, typographe, secrétaire de la «Fratellanza».
- ¹⁷¹ Né à Boccheggiano (Grosseto), défini comme un «exalté anarchiste à caractère violent»; il fut expulsé du Luxembourg.
- ¹⁷² Acs, Police politique, b. 21, fasc. 13, information d'un «informateur», 7.3.1929.
- ¹⁷³ Ael, Justice, 76/44, «Les groupes communistes italiens au Luxembourg en novembre 1929»: gendarmerie d'Esch-sur-Alzette, 5.5.1930.
- ¹⁷⁴ Ael, Justice, 76/42-0009 et suiv.: le commissaire de police Reis au procureur général d'Etat, Esch-sur-Alzette, 6.11.1924.
- ¹⁷⁵ Ael, Justice, 76/42-0008: le commissaire Reis, Esch-sur-Alzette, 6.11.1924.
- ¹⁷⁶ Il Riscatto, 10.6.1926.
- ¹⁷⁷ Il Riscatto, 4.6.1928.
- ¹⁷⁸ Il Riscatto, 22.7.1928.
- ¹⁷⁹ Il Riscatto, 26.8.1928.
- ¹⁸⁰ Il Riscatto, 22.7.1928.
- ¹⁸¹ Il Riscatto, 2.9.1928.
- ¹⁸² Il Riscatto, 30.6.1929.
- ¹⁸³ Il Riscatto, 30.6.1929 et 22.9.1929.
- ¹⁸⁴ Il Riscatto, 30.6.1929, et Ael, Justice, 76/47-0031: gendarmerie d'Esch-sur-Alzette, 14.6.1929.
- ¹⁸⁵ Il Riscatto, 25.6.1927.
- ¹⁸⁶ Il Riscatto, 19.3.1927.
- ¹⁸⁷ Il Riscatto, 4.6.1927.
- ¹⁸⁸ Il Riscatto, 4.6.1927.
- ¹⁸⁹ Il Riscatto, 13.8.1927.
- ¹⁹⁰ Il Riscatto, 19.11.1927.
- ¹⁹¹ Il Riscatto, 13.8.1927.
- ¹⁹² Il Riscatto, 20.8.1927.
- ¹⁹³ Il Riscatto, 27.8.1927.
- ¹⁹⁴ Il Riscatto, 15.10.1927.
- ¹⁹⁵ Il Riscatto, 22.10.1927.
- ¹⁹⁶ Il Riscatto, 10.12.1927.
- ¹⁹⁷ Il Riscatto, 24.3.1928.
- ¹⁹⁸ Il Riscatto, 21.8.1928 et 8.4.1928.
- ¹⁹⁹ Il Riscatto, 17.3.1928.
- ²⁰⁰ Il Riscatto, 29.9.1928.
- ²⁰¹ Il Riscatto, 12.8.1928.
- ²⁰² Il Riscatto, 11.11.1928.
- ²⁰³ Il Riscatto, 23.9.1928.
- ²⁰⁴ Il Riscatto, 30.12.1928 et 13.1.1929.
- ²⁰⁵ Il Riscatto, 3.2.1929.
- ²⁰⁶ Il Riscatto, 3.3.1929.
- ²⁰⁷ Il Riscatto, 10.2.1929 et 24.2.1929.
- ²⁰⁸ Il Riscatto, 17.3.1929.
- ²⁰⁹ Il Riscatto, 24.3.1929.
- ²¹⁰ Il Riscatto, 19.9.1929.
- ²¹¹ Il Riscatto, 8.12.1929.
- ²¹² Il Riscatto, 26.5.1928.
- ²¹³ Il Riscatto, 1.4.1928.
- ²¹⁴ Il Riscatto, 28.10.1928.
- ²¹⁵ Il Riscatto, 28.10.1928.
- ²¹⁶ Asmae, b. 1422: lettre de Vescovali, correspondant pour la Belgique et le Luxembourg, au Commissaire à l'Emigration, 6.4.1927.
- ²¹⁷ Il Riscatto, 4.12.1926.
- ²¹⁸ Il Riscatto, 7.1.1928.
- ²¹⁹ Il Riscatto, 4.2.1928.
- ²²⁰ Il Riscatto, 25.5.1928.
- ²²¹ Il Riscatto, 10.6.1928.
- ²²² Il Riscatto, 8.4.1928.
- ²²³ Acs, G 1, b. 256, fasc. 616: lettre du ministre Meriano au ministère de l'Intérieur – Direction générale de la Sécurité publique, 23.3.1929.
- ²²⁴ Il Riscatto, 2.12.1928.
- ²²⁵ Il Riscatto, 30.12.1928.
- ²²⁶ Il Riscatto, 12.8.1928.
- ²²⁷ Il Riscatto, 19.8.1928.
- ²²⁸ Il Riscatto, 11.11.1928.
- ²²⁹ Il Riscatto, 7.10.1928.
- ²³⁰ Il Riscatto, 17.3.1929.

CHAPITRE 2:

LUXEMBOURG - VILLE: NOYAU ACTIF

DE LA LUTTE CONTRE LES «SUBVERSIFS»

1. LES AUTORITES ITALIENNES ET LUXEMBOURGEOISES FACE AUX LUTTES POLITIQUES ENTRE FASCISTES ET ANTIFASCISTES

Après la déclaration de la fin des hostilités entre l'Italie et l'Allemagne, le comte Giulio Della Torre put revenir au Grand-Duché et occuper à nouveau son poste au sein de la Légation d'Italie. Ainsi, le 15 mars 1920, le ministre d'Etat du Luxembourg accueillit le doyen du corps diplomatique, Della Torre. M. Reuter offrit à cette occasion des gerbes de lilas à l'épouse du ministre italien ainsi qu'à sa fille. Léon Moutrier, A. Funck et A. Lefort assistaient à cette cérémonie. La colonie italienne était représentée par de nombreux délégués, parmi lesquels J. P. Claude, vice-consul d'Italie, don Mozzicarelli, directeur de l'Oeuvre Bonomelli, Carnera, Cresto, Clivio, etc.¹.

Della Torre occupera son poste au Luxembourg jusqu'au début de l'année 1923², menant une politique d'administration ordinaire.

Au cours de ces années on assistera à de violentes polémiques entre les municipalités du Grand-Duché et les immigrés italiens qui vivaient dans l'indigence, surtout à Esch-sur-Alzette et Differdange³. Aux sollicitations répétées de Della Torre le ministre d'Etat répondait que les municipalités faisaient leur devoir mais qu'elles se refusaient de secourir les profiteurs⁴.

Della Torre s'occupait aussi des dossiers concernant les indemnités de guerre, dont environ 500 de ses concitoyens devaient bénéficier au Grand-Duché⁵. Quand il quitta son poste, les Secours Mutuels de Luxembourg et d'Esch-sur-Alzette lui furent hautement reconnaissants et le nommèrent «membre d'honneur»⁶.

Son attitude face aux forces de «gauche», qui depuis le début des années '20 dominaient la collectivité italienne, fut jugée sévèrement. Le «Risveglio operaio», publié à Nancy, accusait Della Torre d'avoir fait arrêter le communiste Pianezza et d'avoir contribué à l'expulsion d'une vingtaine d'Italiens: cette accusation fut immédiatement démentie par le Directeur général de la Justice luxembourgeoise, qui rappelait que le ministre d'Italie était intervenu en faveur de Pianezza et d'autres Italiens, accusés d'actes illégaux accomplis au cours des actions de grève et touchés par le mandat d'expulsion⁷.

Mais les temps étaient durs et il fallait agir prudemment. Della Torre, s'adressant au Commissaire royal de l'Emigration qui, au mois de septembre 1922, avait demandé aux consuls italiens de lui soumettre un «schéma de réglementation pour la représentation des collectivités italiennes à l'étranger», lui communiqua, qu'étant donné la conjoncture politique, il valait mieux «s'abstenir d'organiser des réunions au sein de la collectivité, car elles ne profiteraient qu'aux éléments subversifs de la communauté ouvrière, déjà exaspérée par les réductions de travail par manque de charbon»⁸.

Bientôt les communistes et les anarchistes entrèrent en jeu. Della Torre ne manquait pas de protester auprès du gouvernement luxembourgeois pour leurs intempérances. En 1923, après des insultes lancées contre l'Oeuvre Bonomelli, il écrivait:

«Ce serait une attitude peu amicale envers l'Italie que de tolérer les cris de «à bas» et «à mort» prononcés publiquement contre le chef de son gouvernement⁹.»

Et ultérieurement:

«Je ne manque pas de surveiller mes nationaux, qui ont tous dans le Grand-Duché un esprit antifasciste et parfois même tiennent des propos anarchistes. Je vous serais reconnaissant si, le cas échéant, vous vouliez bien me faire part des rapports de la gendarmerie à ce sujet, surtout s'il vous résultait qu'on profère des menaces contre le chef d'un pays ami ou qu'on excite des haines personnelles¹⁰.»

La situation empira au cours des années suivantes sous l'autorité des successeurs de Della Torre.

Les ministres qui remplirent leur fonction à la Légation d'Italie après le compte Della Torre furent:

- le comte Bonifacio PIGNATTI MORANO DI CUSTOZA (à partir du 21 janvier 1923),
- le marquis Alessandro COMPANS DE BRICHANTEAU (à partir du 6 décembre 1923),
- Gabriele PREZIOSI (à partir du 17 août 1925),
- Daniele VARÈ (à partir du 1^{er} juillet 1926)¹¹,
- Riccardo MONZANI (à partir du 6 février 1927).

Il faut mentionner spécialement les ministres Pignatti-Morano et Brichanteau, qui en 1924 fondèrent la *Chambre de commerce italienne* au Luxembourg, et Preziosi

Bonifacio Pignatti, ministre de la Légation d'Italie (1923).



qui, en 1925, acheta au nom du gouvernement italien le siège de la Légation d'Italie, au n° 31, rue Goethe, où elle est située encore aujourd'hui¹².

Ces ministres bénéficiaient de la coopération de deux employés extrêmement fidèles à la cause fasciste: le premier fut le vice-consul Attilo Colombo¹³, qui à partir de 1922 se rendit chaque mardi et chaque vendredi à Differdange pour s'occuper des formalités des passeports (son bureau était situé dans la rue du Marché). A partir du mois de décembre 1927 il remplît cette tâche aussi le samedi à Dudelange, au café Rossini. Le deuxième fut le chancelier Anselmo Arena, qui entra en fonction au mois de mars 1928.

Le gouvernement Reuter (octobre 1919 – 20 mars 1925)

Le ministre d'Etat Reuter, faisait preuve d'une grande tolérance envers les *fascistes*. Tout d'abord, par le fait qu'ils étaient des «hommes d'ordre» qui, en principe, ne pouvaient se permettre d'être impliqués dans des attentats ou des délits¹⁴. Puis, parce qu'ils représentaient un gouvernement officiellement reconnu. Mais la raison la plus importante était que la sidérurgie et le bâtiment, suite à la reprise économique débutée en 1924, avaient un besoin croissant en main-d'œuvre et le gouvernement de Mussolini avait discrètement prévenu celui du Luxembourg «qu'en cas de mesures trop énergiques à l'égard des fascistes italiens au Luxembourg, il y aurait des représailles: l'émigration vers le Luxembourg serait interdite»¹⁵.

Les antifascistes, par contre, accusés d'organiser des crimes et de fomenter des désordres, étaient souvent victimes de représailles de la part des autorités du Grand-Duché.

Au mois de septembre 1923, le ministre d'Etat Reuter, craignant l'arrivée au Grand-Duché des communistes italiens expulsés de France, demandait au major-commandant de la Force armée de donner des ordres sévères, afin d'éviter cette éventualité:

«Veuillez bien donner les instructions nécessaires à vos services aux fins qu'ils veillent de façon particulière à ce que ces éléments indésirables et dangereux soient refoulés lorsqu'ils ne sont pas en possession de papiers réguliers et que, d'autre part, ces services avertissent sans retard le Gouvernement au cas où des ouvriers italiens, même munis de papiers d'identité en règle, viendraient prochainement à franchir la frontière luxembourgeoise¹⁶.»

Quant à la Légation d'Italie (dirigée par Compans de Brichanteau), elle s'adressait souvent au procureur général, afin que ce dernier surveille certains compatriotes soupçonnés d'être des communistes¹⁷. Il s'agissait de Bervini Vittorio, Biancardi Gioacchino de Boccheggiano (Grosseto) et Brunier Felice d'Aosta, qui habitaient auprès de la famille Caregari-Castagna (116, rue Adolphe Emile à Esch) ainsi que de Vico Augusto de Rumelange, Carretti Ferdinando et Adelmo, Pergreffi Savino et Fulloni Venerio.

Le procureur général, tout en acceptant la requête de la Légation d'Italie, répondit que les personnes indiquées s'étaient, jusqu'à ce jour, comportées selon la loi. Cependant il arrivait qu'un subversif fût expulsé, tel Rodolfo Meggiolaro.

Au mois de septembre 1924, la Légation d'Italie signala qu'à Esch il existait une association secrète nommée «Cravate Rouge», à caractère communiste, dont le but était de maltraiter les ouvriers italiens fascistes¹⁸.

Le procureur général d'Etat répliqua que ladite société existait réellement, mais qu'elle avait son siège en territoire limitrophe français et il affirma «qu'une sensible accalmie se fait sentir dans les discussions entre fascistes et communistes (à

Esch), cela grâce notamment à l'expulsion de l'agitateur communiste Biancardi»¹⁹.

Le procureur général était donc plutôt optimiste; or le journal «La Riscossa» du mois de septembre 1924 communiquait qu'à Esch-sur-Alzette plusieurs fascistes avaient été agressés par des communistes et que quatorze d'entre eux avaient été expulsés²⁰.

Mais le procureur général ne se laissait pas intimider et donnait au major-commandant des ordres encore plus rigoureux «en vue d'enrayer l'affluence des étrangers réputés communistes ou dangereux»²¹:

«Tous les étrangers et notamment ceux d'origine russe et slave, qui se livrent à la propagande communiste ou ont des accointances avec les communistes sont à surveiller discrètement dans les établissements qu'ils fréquentent ainsi qu'aux abords des gares et des légations.

S'ils sont dépourvus de papiers de légitimation ou si ceux-ci ne sont pas en règle, ils sont invités à quitter immédiatement le pays, sinon ils seront à conduire à la frontière conformément à l'art. 11 de l'arrêté grand-ducal du 28 octobre 1920.

Ceux qui sont expulsés des pays limitrophes et mis à notre frontière sont à refouler dès leur entrée dans le Grand-Duché.

Dans les grands centres tels que Luxembourg et Esch-sur-Alzette, il sera dressé par les soins de la gendarmerie et de la police locales une liste de tous les sujets suspects.

La gendarmerie et la police locales sont invitées à faire de temps en temps une razzia dans les rues, les hôtels et dans les lieux qu'ils fréquentent.

Dans les cas douteux, les organes de la police auront à en référer par la voie la plus rapide au parquet général avant de prendre une mesure²².»

En même temps on demandait aux consulats du Grand-Duché à l'étranger «d'user de la plus grande circonspection dans la délivrance de visas ou de permissions d'entrée à des étrangers, qui (...) n'offrent pas les garanties les plus complètes»²³.

D'autre part la justice luxembourgeoise, pour se protéger contre le «danger» communiste, utilisait assez fréquemment l'arme de l'expulsion. De 1921 à janvier 1925, 14 Italiens furent expulsés ou renvoyés du Grand-Duché «à cause de leur adhésion à la cause communiste».

Une première liste comprenait²⁴:

Pianezza Giuseppe de Vignole-Barbara (Alexandrie) expulsé en 1921; et en 1926: Biancardi Giocchino de Boccheggiano (Grosseto), Spinelli Giorgio de Falerno, Sancardi Arcangelo de Mel (Bellune), Donzelli Duilio de Fossombrone (Pesaro), Antinori Federico de San Severino (Macerata) et Zuccaroli Giuseppe de Pergola (Pesaro).

Et une deuxième liste²⁵:

Expulsés en 1924: Giacometti Battista de Veruno (Novare), Baldini Pietro d'Alfonsine (Ravenne), Angeli Vincenzo de Foligno (Pérouse), Menghini Antonio d'Esanatoglia (Macerata), Stefanini Roberto de Fossato di Vico (Pérouse), Nerozzi Amedeo de Marzabotto (Bologne), Bonfiatti Giovanni de Suzzara (Mantoue), Mancini Antonio de Cagli (Pesaro), Bartocci Alfonso de Gubbio (Pérouse), Simonelli Vittorio de Montemarciano (Ancône); en janvier 1925: Tardioli Giuseppe de Spello (Pérouse), Emiliani Ercole de Castel Bolognese (Ravenne), Petrucci Francesco de Scheggia (Pérouse) et Locatelli Amleto de Brembate (Bergame)²⁶.

Le gouvernement de Pierre Prüm (1925-1926)

Au cours du très bref *gouvernement de Pierre Prüm*, de centre-gauche, la politique de répression connut un relâchement et les expulsions diminuèrent notablement, au grand regret notamment des divers commissaires de police²⁷.

En effet, ces derniers, comme ils l'avaient fait sous le gouvernement précédent, en bons tuteurs de l'ordre, continuaient à être favorables aux fascistes et contre les révolutionnaires communistes. Le chef de la gendarmerie d'Esch, Schons, définissait ainsi les fascistes: «des Italiens qui respectent encore la paix et l'ordre» (7.2.1925). Quant au commissaire de police de Differdange, Noël, il exigeait «une méthode... qui permette d'éloigner du territoire luxembourgeois toutes les personnes suspectées d'avoir des idées subversives». Sa solution était de faire entrer au Grand-Duché uniquement ceux qui «n'ont pas été expulsés de leur dernier pays de séjour pour activités communistes ou pour des délits graves» et de demander aux immigrés «un certificat remis par leurs autorités, duquel résulte que leur comportement était irréprochable aussi dans leur pays d'origine» (10.12.1925).

Gabriele Preziosi, ministre de la Légation
d'Italie (1925-1926).



Il faut noter que les lettres de protestation du ministre Brichanteau adressées au gouvernement Prüm, l'accusant d'une trop grande tolérance, étaient nombreuses:

«A plusieurs reprises, j'ai eu l'honneur d'attirer toute l'attention de Votre Excellence et des autres membres du Gouvernement grand-ducal sur les menées des communistes italiens établis au Luxembourg, sur leurs menaces continuelles contre les bons patriotes italiens, sur les attentats dont ces derniers ont été victimes. J'ai transmis à Votre Excellence des noms et des faits... Les faits que j'ai signalés à Votre Excellence et aux autres membres du Gouvernement grand-ducal n'ont jusqu'ici reçu aucune solution. A plusieurs de mes lettres on n'a même pas donné de réponse... Je ne crois pas avoir besoin d'attirer, une fois de plus, toute l'attention du Gouvernement grand-ducal sur cette situation insoutenable pour la colonie italienne. Tous les bons patriotes sont en émoi pour le danger que, depuis quelques mois, courent les Italiens qui ne professent pas des idées communistes et anarchistes²⁸.»

Le gouvernement luxembourgeois était convaincu que les torts n'étaient pas seulement d'un côté. Le Directeur général de la Justice écrivait:

«Il est manifeste que des deux côtés de la barricade il doit y avoir des agitateurs... Si on découvre des meneurs, qui nécessairement existent dans les deux partis, je vous prie de me les désigner²⁹.»

Le Prince Félix de Luxembourg partageait cependant entièrement les préoccupations du ministre italien. Lors d'une entrevue confidentielle ce dernier avait parlé

«des difficultés que la Légation royale devait affronter dans le bassin minier dues à l'atmosphère subversive qui s'était insinuée dans notre communauté émigrante à cause de l'action des autorités socialistes locales et du consentement du gouvernement central socialiste à la noix (...). Son Altesse a fini par m'affirmer que la Maison grand-ducale considère avec grande sympathie la Légation royale, qui représente un Gouvernement puissant et un grand pays»³⁰.

Selon une note de la Légation d'Italie (qui avait entretemps, sur ordre de Rome, exposé un grand emblème du licteur, en marbre de Carrara), les communistes du Grand-Duché entretenaient un commerce de pistolets avec la France pour subvenir à «l'armement des groupes d'action (communistes) lors des luttes dans les rues»³¹.

Sollicité de toutes parts et reconnaissant le bien-fondé des dénonciations, Prüm fut obligé de prendre des dispositions plus sévères, afin de freiner l'immigration d'étrangers indésirables. Il écrivait aux consuls des gouvernements étrangers:

«L'attention du Gouvernement est appelée sur la circonstance qu'un grand nombre d'ouvriers étrangers sollicitent auprès de nos consulats des visas de transit à travers le Grand-Duché, prétextant de se rendre dans les pays limitrophes pour y chercher du travail. Beaucoup de ces étrangers, en grande partie indésirables, s'arrêtent dans le pays pour y séjourner. La plupart du temps ils sont sans moyens d'existence et ne possèdent pas de papiers de légitimation.

Afin de tenir ces personnes éloignées du Grand-Duché, le visa de transit ne devra être accordé qu'aux seuls ouvriers étrangers qui sont en possession d'un passeport non périmé muni du visa d'entrée du pays dans lequel ils désirent se rendre: les intéressés doivent en outre disposer de fonds suffisants pour ne pas tomber, lors de leur passage dans le Luxembourg, à charge de l'assistance publique³².»

Au début du mois de juillet 1926 on procéda aussi à quelques expulsions: Scapucci Daniele de Pistoia, Bartocci Feltré de Camerino (Marcerata), Marconi Guglielmo de Pedaso (Ascoli Piceno), Panci Ruggero de Broggio (?), Zari Demetrio de Budrio (Bologne), Guastarola Armando de Bologne.

Les débuts du gouvernement Bech (16 juillet 1926)

Le gouvernement Bech mit fin à la politique favorable à l'antifascisme. Le ministre d'Etat, qui avait été ministre de l'Intérieur sous le gouvernement Reuter, n'éprouvait aucune sympathie pour les militants communistes, fomentateurs de désordres et d'attentats. Il considérait comme son devoir de faire respecter l'ordre social ainsi que les personnes et les institutions du gouvernement italien officiellement reconnu: le chef d'Etat, les représentants diplomatiques, les œuvres italiennes.

Daniele Varè, ministre de la Légation
d'Italie (1926).



De ce fait, les perquisitions, les contrôles et les expulsions reprirent avec plus de vigueur. Cernés de toutes parts, même les communistes luxembourgeois, qui luttèrent aux côtés de leurs camarades italiens, furent obligés de choisir la voie de l'illégalité. «Dans cette lutte, les communistes luxembourgeois devaient respecter les règles de l'illégalité. Leurs lettres étaient contrôlées, donc ils devaient s'exprimer en termes incompréhensibles aux ennemis. Leurs réunions étaient surveillées, donc ils étaient obligés de se rencontrer dans les bois. Quand un fasciste était tué, ils protégeaient l'assassin³³.»

Or les attentats continuaient. Au mois de mars 1926, Onofrio Farneti, membre du groupe théâtral «Amicizia» de l'Oeuvre Bonomelli, fut touché d'un coup de pistolet à la jambe, près du café Rossi à Esch. Deux fois de suite, au cours de la même année, on tira sur Tani Augusto, membre du même groupe théâtral, mais il ne fut jamais blessé.

La police, incapable d'arrêter les vrais coupables, rejetait la responsabilité sur les communistes étrangers et procédait à des expulsions³⁴, malgré les vives protestations de ceux qui étaient injustement frappés par ces dispositions.

La communauté italienne du Luxembourg était totalement dominée par une poignée de révolutionnaires, qui imposaient leur loi. Daniele Varè, ministre de la Légation d'Italie, à cette époque (1926), nous a laissé un témoignage reflétant cette situation:

Il écrit que le Luxembourg était «un centre formidable de révolutionnaires et le quartier général du communisme militant de l'Europe Occidentale. L'exiguïté du pays était une garantie à la sécurité de ces fanatiques. Celui qui avait perpétré un meurtre à Rodange n'avait qu'à faire deux pas pour franchir la frontière au bout de la rue».

Il ajoute, en parlant du bassin minier: «C'est ici qu'on organise les complots et les attentats, qui auront lieu ailleurs. Dans un pays, où l'effectif de l'armée et de la police ne s'élève qu'à deux cents personnes, les révolutionnaires polonais, français et belges agissent à leur guise (...). Je jure que je donnerais volontiers une raclée à un ressortissant royal (italien), afin de le convaincre que communisme et impunité ne sont pas synonymes, même pas au Luxembourg³⁵».

Il affirme, en outre, que si la Légation d'Italie avait ouvertement aidé un ressortissant, elle aurait risqué «d'attirer sur la tête des Italiens bien pensants la vengeance du communisme agressif et prépondérant par son nombre».

Au fond, d'après l'écrivain, la situation présente n'était que le fruit de la misère, dans laquelle vivaient les immigrés: «Elle facilitait la propagande révolutionnaire, faite par de gros moyens et avec tous les artifices. En moyenne tous les deux mois les instincts sanguinaires de la pègre internationale provoquaient des drames effroyables.»

Le «Service d'émigration italienne» pour le Luxembourg³⁶ relevait lui aussi cette recrudescence de sévérité de la police. Il constatait d'une part que de nouvelles mesures de contrôle avaient été prises par la police française. Des mesures «touchant principalement les Italiens; un grand nombre d'entre eux a été repoussé dans les différents points de frontière après une minutieuse vérification des passeports et des cartes d'identité qui n'étaient pas toujours en règle, selon la déplorable habitude de nos concitoyens». D'autre part, la gendarmerie grand-ducale annonçait dans les différents centres ouvriers, aux éléments subversifs italiens les plus connus, qu'«ils seraient expulsés du pays dans les dix jours, s'ils s'adonnaient à une quelconque activité politique».

«*Il Riscatto*» devint le porte-parole des contestataires communistes contre les persécutions de la police.

Depuis la parution de ses tout premiers numéros, en 1926, il dénonça les «expulsions quotidiennes» de militants communistes³⁷. Certains d'entre eux avaient été remis aux autorités françaises, qui avaient demandé leur extradition. Furent expulsés aussi ceux qui refusaient de devenir des «mouchards» et l'ouvrier qui avait parlé lors de l'enterrement d'un camarade qui s'était suicidé, afin de ne pas tomber entre les mains de la «justice bourgeoise» (... il avait tué à l'usine Terre Rouge, en «légitime défense», deux ingénieurs et un directeur!).

Le 1^{er} mai 1927, plusieurs ouvriers furent expulsés du Grand-Duché, accusés d'avoir lancé des pierres contre le siège de l'Oeuvre Bonomelli³⁸.

Au mois de juillet de la même année, une quinzaine d'ouvriers furent à leur tour expulsés pour avoir commis des délits politiques, deux autres subirent le même sort au mois d'août et, selon les indications de la «Voce d'Italia», organe fasciste de Strasbourg, 150 ordres d'expulsions allaient encore s'abattre sur les Italiens du Luxembourg³⁹.

«Esch paraît toujours être en état de siège», écrivait le «*Riscatto*»⁴⁰, qui dénonçait les perquisitions des Italiens, et il continuait: «Les sociaux-démocrates manifestent toujours plus leur attitude de complicité avec le régime réactionnaire. La municipalité d'Esch-sur-Alzette est socialiste et c'est précisément dans cette ville que la réaction contre les ouvriers dévoués à la lutte des classes se fait plus violente.» Mais Esch devint un exemple et les expulsions redoublaient aussi dans d'autres localités, notamment à Dudelange⁴¹.

A la Chambre des députés, lors de la séance du 27 octobre 1927, le socialiste Blum, le président de la Ligue pour les droits de l'homme, Flesch, et le maire

d'Esch, Wilhelm, soulevèrent le problème des expulsions. La motion Blum, qui exigeait un procès avant chaque expulsion, fut repoussée par 26 votes contre 12 et 2 abstentions.

«D'après la teneur des critiques formulées au gouvernement – note le ministre italien Monzani⁴² – il est apparu qu'en réalité tout le monde souscrit à la nécessité des récentes mesures prises, afin d'arrêter la propagation de la propagande communiste et subversive, et que les critiques énoncées à la Chambre ne devaient servir qu'à remplir le devoir du parti en question et accroître sa popularité auprès des masses électorales.»

Qui avait été expulsé du Grand-Duché au cours de l'année 1927? Une liste officielle, communiquée par les autorités grand-ducales, donne les noms suivants:

Du 1^{er} janvier au 1^{er} juillet 1927⁴³, 69 ressortissants italiens furent expulsés ou renvoyés du Grand-Duché de Luxembourg: la plupart pour vol et différentes condamnations (vagabondages, coups et blessures, mauvais passé judiciaire, défaut de papiers de légitimation, manquement aux devoirs de famille, etc.) et 9 pour «menées communistes». Ces derniers étaient: Bardelli Giuseppe de Genga (Ancône), Mengoni Gustavo de San Godenzo (Florence), Vignati Pietro de Casegrate, Dalla Noce Giovanni de Ziano (Piacenza), Barba Giovanni de Piacenza, Prtolongo Giordano de Trieste, Bruschi Angelo de Livourne, Fantini Giovanni d'Aviano (Udine) et Cantarelli Vittorio de Castelnovo.

Au mois de juillet 1927⁴⁴, parmi les 22 expulsés ou renvoyés, quatre étaient accusés de «menées subversives»: Sabbatini Sergio de Senigallia (Ancône), Bartoli Guido de Bagno di Romagna (Forli), Bellese Antonio de Fossalta di Piave (Venise), Bellese Giovanni de Musile di Piave (Venise) et 8 pour «menées communistes»: Girolo Eugenio d'Andalo (Sondrio), Bonvini Tancredi de Maleo (Milan), Gualandi Bruno de Bologne, Bagnaresi Vincenzo de Castel Bolognese (Ravenne), Anelli Marino de Lerici (La Spezia), Meggiolaro Rodolfo d'Abano (Padoue), Minghe Dionigio de Castel del Rio (Bologne) et Dal Col Giovanni de Lentiai (Bellune).

Du 1^{er} au 20 août 1927⁴⁵: 14 expulsions, dont 8 pour menées communistes ou subversives: Mucci Quinto de Massa Marittima (Grosseto), Mariotti Pietro de Marliana (Florence), Scaramucci Gino de Gualdo Tadino (Pérouse), Volontè Giuseppe de Lorati (Côme), Piarulli Ruggero de Cerignola (Foggia), Vitaletti Pietro de Fossombrone (Pesaro), Guadagnini Enrico d'Imola (Bologne) et Camilli Ismaele de La Spezia.

Du 1^{er} octobre au 3 novembre 1927⁴⁶: 17 expulsions ou renvois, dont 4 pour menées communistes: Colorizio Antonio de Rocca di Cambio (Aquila), Maule Carlo de Gradisca (Gorizia) et Zaccagnini Santino de Prata d'Ansidonia (Aquila).

Du 1^{er} au 31 décembre 1927: 6 expulsions ou renvois, dont 1 pour propagande communiste: Guidi Giuseppe de Casniga (Bergame).

Entretemps, la collaboration entre la Légation d'Italie et la Justice luxembourgeoise devenait plus intense. Ensemble, elles s'acharnaient contre les subversifs. Le ministre Monzani avait obtenu une somme annuelle de 15 000 livres pour couvrir les dépenses de police; il se proposait de les utiliser en payant les «informateurs» et pour financer l'œuvre du vice-consul, qui se rendait chaque semaine à Differdange et à Dudelange.

«Officiellement pour s'occuper des dossiers consulaires dans l'intérêt des concitoyens résidant dans ces localités (...), mais en réalité pour enquêter et surveiller⁴⁷.»

Ainsi commençait l'année 1928, qui se révélera la plus difficile pour toutes les organisations communistes ou para-communistes, touchées par des ordres d'expulsions et de renvois toujours plus nombreux.

Le «Riscatto» continuait à protester vivement contre le ministre de la Justice et contre la police qui, à son avis, s'étaient vendus à Mussolini:

«Le ministre de la Justice du «démocratique Luxembourg» s'est laissé apprivoiser par les représentants officiels de la nouvelle Italie et il ne manquera pas de servir, comme par le passé, le fascisme⁴⁸.»

La Justice luxembourgeoise, selon les communistes, avait deux poids et deux mesures: «Le ministre de la Justice du Luxembourg ne se pose évidemment pas la question pour savoir pourquoi le consul italien dénonce ses «compatriotes» et les fait expulser, ce qui n'arrivait jamais avant la prise du pouvoir par Mussolini. Pourquoi persécute-t-on les travailleurs antifascistes, tandis que les «fasci» d'Esch-sur-Alzette ont toute la liberté de faire leur propagande sous la protection du consulat et de l'Oeuvre Bonomelli. Donc, M. le Ministre s'est mis au service direct du gouvernement fasciste⁴⁹.»

Un article, publié dans le «Riscatto»⁵⁰, eut comme titre: «La police, instruite par les consulats fascistes, persécute les adversaires du régime de Mussolini.» Et encore: «Le fascisme, instrument de la bourgeoisie, peut compter sur l'aide morale et matérielle de la police et de la magistrature, et plante ici ses tentes. Les travailleurs italiens se doivent de veiller, de lutter surtout contre les éléments italiens qui viennent pour organiser le fascisme, ici, chez nous⁵¹.»

«Depuis quelque temps la police d'Esch donne la chasse au subversif, qui pue le bolchevisme. On utilise tous les moyens pour briser le mouvement communiste. D'honnêtes ouvriers sont appelés au bureau de police et soumis à des interrogatoires serrés (...). On fait irruption dans les cafés, qui sont censés être les repaires des communistes (...) et on fouille même les personnes dans la rue⁵².»

«On a publié la constitution du «fascio» d'Esch et on a exposé les photos des personnes en chemise noire: on sait que cette organisation a comme but des actions punitives, que ses associés sont armés jusqu'aux dents: est-qu'on a entendu dire que la police, qui sait tout, ait parfois interrogé un de ces provocateurs ou bien procédé à une perquisition, comme elle a l'habitude de le faire pour les communistes ou supposés tels⁵³?» «Les ennemis des «Ligués prolétariennes antifascistes» sont bien la police et les syndicats⁵⁴.»

Les autorités locales aussi protègent les fascistes contre les communistes: «Les quatre charognes d'Esch peuvent être reconnaissantes à l'autorité locale pour sa maternelle protection: les communistes sont expulsés, aux fascistes on facilite le séjour au Grand-Duché⁵⁵; il y a «une complicité entre la gendarmerie d'Esch et le «fascio» de la ville, des liens de parenté et d'intérêt entre certains gendarmes et Fratini, secrétaire du «fascio» d'Esch», et on constate la même attitude à Dudelange, où l'on «fouille les antifascistes, tandis que les fascistes se promènent armés de pistolets»⁵⁶.

En réalité, les antifascistes faisaient beaucoup plus souvent usage du pistolet. Le 7 mai 1928, ils avaient tiré sur le «prêtre espion», l'abbé Luigi Martinoli (voir chap. IV), puis sur Attilio Colombo, etc. Un certain Fumiolo avait reçu une balle dans la bouche (voir chap. III); «Il Riscatto» écrivait:

«Nous pouvons admettre que la leçon est un peu dure, mais nous l'avertissons ouvertement que s'il insiste dans ses menaces contre les antifascistes, il lui arrivera pire⁵⁷.»

Les autorités luxembourgeoises n'étaient pas de cet avis. Le Directeur général de la Justice et de l'Intérieur, rappela avec force, le 20 novembre 1928⁵⁸, les lois en vigueur, qui interdisaient l'entrée au Grand-Duché des étrangers «reconnus comme dangereux ou comme pouvant compromettre la tranquillité et l'ordre public». Toute personne se trouvant dans ces conditions ou dépourvue des documents nécessaires (passeport national sans visa pour les Italiens), devait être refoulée ou reconduite sans délai à la frontière par les forces de police.

«Tous les agents de la police générale et locale sont non seulement autorisés, mais ils ont le devoir de refouler immédiatement ces indésirables et cela non seulement au moment où ils franchissent la frontière, mais également lorsque, en trompant la surveillance des agents, ils ont réussi à s'introduire dans le pays où ils sont trouvés avant d'avoir fait leur déclaration d'arrivée. On les conduira à la frontière sans autres formes de procédure que la simple constatation du fait par un procès-verbal à adresser au Parquet général.»

Et la liste des expulsés ou renvoyés ne faisait que s'allonger tout au long de l'année 1928⁵⁹.

Du 1^{er} janvier au 1^{er} mars, 31 personnes furent touchées, dont pour menées ou idées communistes: Comoli Giacinto d'Induno Olona (Varèse), Berti Giuseppe d'Arezzo, Ottolini Andrea de Codroipo (Udine), Cordella Angelo d'Urbino (Pesaro), Romeo Francesco de Mammola (Reggio de Calabre); et pour vol de passeports à la Légation d'Italie: Vailanti Francesco de Monte Cremasco (Crémone), Romani Florendo de Crocetta (Trévis), Viarsi Luigi de Bovers (Cuneo) et Serra Tomaso de Lanusei (Bellune).

Du 1^{er} mars au 15 mai, 41 personnes, dont pour menées communistes ou subversives: Pieretti Giuseppe de Cagli (Pesaro), Fabi Giuseppe de Colbordolo (Pesaro), Bernardoni Ciro d'Intra (Novare), Greco Attilio de Villa San Giovanni (Reggio de Calabre), Bencovich Antonio de Pola et Lusso Giuseppe de Villasalto (Cagliari).

Du 1^{er} juillet au 31 août, 39 personnes, dont pour menées politiques ou subversives: Santacesario Eugenio de Mesagne (Brindisi), Marino (ou Murino) Antonio d'Osini (Nuoro), Cella Virgilio de Dudelange, Roffredo Carlo de Cassine (Alexandrie), Stefanelli Igino de Mizzole (Vérone), Stegani Enzo de Codifiume, Salvador Giuseppe de Vittorio Veneto (Trévis), Zambello Ottavio de Creazzo (Vicence), Venturini Carlo d'Hegie (Brasile), Bellosini Firmino de Villarboit (Vercelli).

Du 31 août au 31 octobre, 16 expulsés dont Santini Astarotte de Livourne pour «propagande communiste».

La collaboration entre la Légation d'Italie et la Justice luxembourgeoise devenait de plus en plus étroite, toutes les deux désireuses de procéder à un nettoyage général visant l'élimination de toute personne indésirable.

La Légation d'Italie avait constitué un «fichier» contenant les noms des personnes qu'elle considérait comme «subversives»⁶⁰.

De son côté la gendarmerie luxembourgeoise, suite à l'attentat contre Attilio Colombo, le 21 octobre 1928 (cf. chapitre III: Esch-sur-Alzette), procéda à de multiples perquisitions. Dans la demeure de Cesare Ferrara elle trouva une liste des noms des militants communistes. Cette découverte devait se révéler fort précieuse lors des expulsions futures, puisqu'elle donnait les noms des différents membres inscrits dans les groupes militants communistes⁶¹.

De ce fait les expulsions se succédèrent: rien que pour la journée du 22 novembre 1928, furent émis 76 ordres d'expulsions⁶².

Nous reportons les noms des expulsés pour motifs politiques. En tant qu'*anarchistes* furent expulsés: Sofra Luigi de Galastro (Reggio de Calabre) résidant à Dudelange et promoteur du groupe communiste et Faretta Marco de Milonno (Brescia).

Parmi les *communistes*: Solci Olivo de Mariano (Mantoue), Santi Giulio de Pontremeli (Massa Carrara), Persichetti Luigi de Massamartana (Pérouse), Manfredini Felice de Bodeno, Fiorese Antonio de Cison (Vicence), Barazzuti Silvio de Cavazzo Carnico (Udine), Fortini Augusto d'Ossana (Trente), Maschio Abramo de Cison (Vicence), Romanutti Germano d'Araraquara (Brasile), Giovagnoli Angelo de Cantiano (Pesaro), Giulietti Mansueto de Pergola (Pesaro), Toni Giovanni de Gualdo Tadino (Pérouse), Luchetta Giulio de Cantiano (Pesaro), Grala Giacomo de Romagnano Sesia (Novare), Mosconi Ottavio de Bagno di Romagna (Forlì), Giacobini Andrea de Rivarolo Canavese (Turin), Martinato Umberto de Ferdinandsberg (Hongrie), Ambrosini Giambattista de Borgomanero (Novare), Ciufoli Domenico de Cantiano (Pesaro), Bianchi Anacleto de Poggio Berni (Forlì), Gentilucci Federico d'Urbino (Pesaro), Pedinotti Igino de Pesaro, Carradori Ivo de Camerino (Macerata), Spagni Emanuele de Cadelbosco di Sotto (Reggio d'Emilie), Maschio Giovanni de Cison (Vicence), Poci Giovanni de Mesagne (Brindisi), Bandoni Alessandro de Viareggio (Grosseto), Vecchio Giovanni d'Agrate Conturba (Novare), Rossetti Bonno de Cavriglia (Arezzo), Bonifazi Agostino de Spoleto (Pérouse), Martinelli Vincenzo de Spoleto (Pérouse), Angeli Giovanni de Vivaro (Udine), Gersimich Teodoro de Fiume, Boriero Francesco de Piovene (Vicence), Ulivucci Ermenegildo de Bagno di Romagna (Forlì), Rigon Giambattista de Bassano (Vicence), Scaramucci Fernando de Gualdo Tadino (Pérouse), Costetti Romano de Lugano, Ongaro Antonio de Fiume, Maiola Marcello de Mosso Santa Maria (Vercel-



Une photo exceptionnelle venant des Archives centrales de l'Etat à Rome: au début du mois de décembre 1928 une centaine d'expulsés italiens furent conduits à la frontière belge à Rodange. La Belgique refusa de les accueillir. Pendant trois jours ils restèrent bloqués entre les deux frontières, jusqu'à ce qu'un compromis ne fût trouvé. (Parmi les nombreux expulsés Maschio Abramo, Maschio Giovanni, Pedinotti Igino et Fortini Giosuè.)

li), Stocchi Ubaldo de Gubbio (Pérouse), Siviani Giambattista de Cantiano (Pesaro), Taglioli Domenico de Molinella (Bologne), Della Bina Sante de Nocera Umbra (Pérouse), Briscolini Umberto de Pergola (Pesaro), Fortini Giosuè de Cortona (Arezzo), Gerbella Alfredo de Parme, Drigo Valentino de Portogruaro (Venise), Giazzon Natale de S. Gregorio nelle Alpi (Bellune), Furlan Vittorio de Trieste, Pozzi Venanzio d'Induno Olona (Varèse), Filippetti Tomaso de Gualdo Tadino (Pérouse), Camilloni Bruno de Pesaro, Lucca Angelo de Cagli (Pesaro), Mazzi Ernesto de Sona (Vérone), Ricci Mario de Santarcangelo, Rossi Mario de San Demetrio ne' Vestini (Aquila), Pratolongo Giordano de Trieste, Pallaoro Basilio de Sant'Orsola (Trente).

Au début du mois de décembre, la foule des expulsés (environ 102 hommes, femmes et enfants) fut conduite en camion à la frontière belge par la police luxembourgeoise. Ils chantaient l'Internationale et la Bandiera Rossa. Mais la Belgique se refusa de les accueillir. Pendant trois jours, ils se trouvèrent donc bloqués entre les deux frontières, jusqu'à ce qu'un compromis fut trouvé pour les acheminer vers d'autres pays⁶³.

La grande rafle de «subversifs» trouva même l'appui de la presse luxembourgeoise pro-gouvernementale. Le «Luxemburger Wort»⁶⁴, organe du parti de droite, répondit à un tract plein de menaces, diffusé par la Ligue antifasciste, en écrivant:

«Il existe un principe fondamental dans les relations entre les Etats, qui prévoit que chaque Etat accepte l'autre dans la forme qu'il s'est donné lui-même (...).

L'Etat italien est fasciste. Notre gouvernement, comme tel, doit donc, comme du reste les Gouvernements du monde entier, entre-

tenir des relations exclusivement avec l'Etat Italien fasciste. Si on lui faisait un reproche pour cela, ce serait comme lui reprocher d'être républicain parce qu'il entretient des relations avec la France, et accepter des ordres. Jusqu'à ce jour, aucun Gouvernement luxembourgeois n'a jamais accepté d'ordres de l'étranger et il n'y aura jamais un Gouvernement luxembourgeois prêt à se plier devant l'étranger (...).

Il faut s'opposer énergiquement à ce que des étrangers, qui jouissent de notre hospitalité, se mêlent de notre politique interne (...). Celui qui veut profiter de notre hospitalité, doit s'occuper de son travail et nous laisser en paix. Celui qui ne veut pas le faire, doit être renvoyé immédiatement de notre pays. Le plus tôt est le mieux. L'Europe est grande. Celui qui n'est pas satisfait chez nous, peut tenter sa chance ailleurs. Nous devons, nous aussi, nous plier à ces conditions, si nous nous rendons à l'étranger (...). Il nous semble qu'il ne faut pas beaucoup de courage et d'héroïsme pour quitter sa patrie et venir faire les rodomonts à l'étranger. En définitive, même le plus grand lâche est capable de tant de bravoure.

De toute façon, il serait plus héroïque de montrer son courage et son héroïsme chez soi, même si on devait courir le risque de devoir boire, de temps à autre, un verre d'huile de ricin. Quoi qu'il en soit, notre pays n'a pas de place pour des prouesses qui se manifestent sous forme d'agitation lamentable et qui trouvent, ici et là, leur explosion dans des attentats au revolver et aux bombes, perpétrés par des irresponsables, tandis que les vrais coupables se cachent quelque part. Nettoyez, nettoyez, Monsieur le Procureur d'Etat, et immédiatement. Le Pays vous le demande.»

La «Luxemburger Zeitung», organe du Parti radical-social faisant partie de la coalition gouvernementale, approuvait elle aussi les agissements de la justice.

Par contre, l'«Escher Tageblatt», quotidien du Parti ouvrier, protestait énergiquement contre les expulsions, opposant ainsi une réplique aux deux journaux précédents.

S'insurgeant contre les fascistes touchés par la vengeance antifasciste et appelés «martyrs» par leurs camarades, l'«Adunata dei Refrattari» écrivait⁶⁵:

«Vous pouvez obtenir le permis de séjour au Grand-Duché avec une extrême facilité, mais vous ne pouvez trouver du travail, à moins que vous ne soyez munis d'un passeport italien. Les patrons luxembourgeois donnent la préséance au passeport fasciste sur le document grand-ducal! Mais puisque seul les fascistes et ceux qui font appel à l'Oeuvre Bonomelli obtiennent le passeport italien, il s'en suit qu'au Luxembourg ne peuvent trouver du travail que ceux, qui sont fascistes ou qui ont eu recours à l'Oeuvre et ont consenti à accepter leurs recommandations auprès du gouvernement fasciste.

Il n'est donc pas étonnant que, réduits à ces conditions, les réfugiés du fascisme, chassés d'un pays à un autre, persécutés sans trêve, privés de pain et de la possibilité de gagner de l'argent, se révoltent contre les instigateurs et responsables de leurs malheurs et qu'on doive ainsi assister à des attentats, comme ceux survenus au consulat de Liège, ou à l'Oeuvre Bonomelli à Esch-sur-Alzette, ou au consulat de Nice, ou contre le prêtre fasciste Cavaradossi de Joef. Des martyrs? Non, ce ne sont que des canailles, qui ont reçu ce qu'elles méritaient (...). Si, de temps à autre, nous parvient la nouvelle que l'un d'entre eux a été expédié là d'où on ne revient plus, l'humanité ne peut que se réjouir de s'être débarrassée d'une canaille.»

Selon un «informateur»⁶⁶, les «Ligues antifascistes» du Luxembourg auraient voulu se venger des expulsions, en éliminant quelques fascistes. Mais les autorités civiles avaient la situation bien en main: ils interdirent même une manifestation de protestation contre les expulsions qui devait avoir lieu à Esch.

Pour sa part, la Légation d'Italie était fermement convaincue que les récentes mesures prises par la police avaient fini par disloquer les organisations italiennes de gauche et qu'il n'y aurait plus dorénavant à craindre d'attentats⁶⁷. Le ministre d'Etat Bech était décidé de poursuivre sa politique de rigueur, qu'il justifiait par le désir d'empêcher des crises économiques et des troubles d'ordre public. En avril 1929, lors du débat sur le projet de loi concernant le renforcement de l'effectif de la gendarmerie, Bech déclara à la Chambre des députés:

«Croyez-vous que les Gouvernements étrangers toléreraient que les capitaux de leurs nationaux, investis chez nous, soient livrés à la prétendue gestion de quelques directeurs révolutionnaires ou exposés aux actes de folie d'une bande d'«énergumènes»?»

et il continuait:

«... chez nous, comme dans les autres pays d'Europe, les populations sont divisées par un conflit qui domine tous les autres: c'est le conflit où se rencontrent ceux qui veulent renverser l'ordre actuel des choses par la force et ceux qui veulent le défendre»⁶⁸.

Cependant «Il Riscatto» continuait à justifier les attentats commis. Selon lui, ils ne constituaient qu'une réplique légitime aux «injustices» commises par la Légation d'Italie et, si parfois il y avait des morts, ce n'était qu'un... accident⁶⁹. En effet, malgré les mesures sévères prises par la justice, les antifascistes ne se laissaient pas décourager (L'épisode le plus tragique survint au mois de mai 1929, quand le jeune anarchiste Gino D'Ascanio assassina le chancelier de la Légation d'Italie, Alfonso Arena). Par conséquent, à travers le SRI – section italienne – ils se proposaient de constituer des «groupes d'action»⁷⁰. Le ministre d'Etat Bech, réagit promptement en invitant le Directeur général de la Justice à «prendre toutes les mesures nécessaires, notamment en ce qui concerne la surveillance du mouvement subversif signalé et l'éloignement du pays des éléments étrangers associés au SRI»⁷¹.

Par conséquent les expulsions reprirent de plus belle.

Au mois de juillet 1929, en vue de la «journée rouge contre la guerre», «les personnes arrêtées un peu partout à Esch, à Rumelange et à Differdange ont été nombreuses. Les ouvriers arrêtés sont emmenés dans les quartiers de la police et le plus souvent frappés sauvagement, puis ils sont conduits à la frontière»⁷². «Ces derniers jours, la police a expulsé six ouvriers révolutionnaires. Probablement d'autres expulsions seront prononcées suite à l'action du 1^{er} août»⁷³. D'ailleurs il suffisait que les ouvriers soient trouvés en possession du «Riscatto», pour qu'on les expulse du pays⁷⁴.

La réaction en chaîne des attentats-expulsions et expulsions-attentats semblait devoir durer indéfiniment. On connut les mois les plus tragiques vers la fin de 1929 à Esch (voir chap. III: Esch-sur-Alzette), quand bon nombre de fascistes furent blessés et tués.

De Rome, le ministre des Affaires étrangères, Grandi, donnait l'ordre à la Légation d'Italie au Luxembourg de soumettre au gouvernement grand-ducal

«une protestation formelle, par écrit, en rappelant que la longue série d'actes criminels n'étaient rendus possibles qu'à cause du climat que les autorités des lieux avaient laissé se développer avec une tolérance excessive»⁷⁵.

Le ministre de la Légation d'Italie écrit au président du gouvernement luxembourgeois en dénonçant l'«intolérable situation qui s'est créée au dommage de la grande majorité des Italiens honnêtes, paisibles et laborieux, à cause de l'activité dangereuse d'une minorité criminelle»⁷⁶.

Nous reportons la liste des faits (longue, mais incomplète) énumérés par le ministre Meriano, en nous proposant une description plus détaillée aux chapitres suivants:

Francesco Meriano, ministre de la
Légation d'Italie (1929-1930).



«La longue et sanglante série s'ouvre en septembre 1925 avec l'agression à coups de revolver par un inconnu sur un groupe de sept personnes entre lesquelles se trouvait le chancelier de la Légation d'Italie, Atilio Colombo⁷⁷. Le 4 décembre 1925 M. Abele Tiapago, secrétaire de l'Opera Bonomelli est assassiné. L'assassin reste inconnu. En mars 1926, Onofrio Farneti, membre de la Société Filodrammatique Italienne, est attaqué par plusieurs inconnus et atteint d'une balle à la jambe. En août 1926 d'autres inconnus font feu contre Tani Augusto, membre de la Société Filodrammatique Italienne: heureusement sans l'atteindre. Trois mois après, le même Tani à onze heures du soir est attaqué par deux inconnus, revolver au poing; il échappe à l'agression grâce seulement à son sang froid. En juillet 1927 une énorme bombe, pesant à peu près 40 kg, remplie de 16 cartouches de donarite, est placée dans une petite fenêtre de la cave de la maison où siège l'Opera Bonomelli; la mèche s'éteint comme par miracle très près de l'explosif. En avril 1928 les inconnus habituels placent une bombe au premier étage de la maison de Rossini à Dudelange, où siège le bureau de correspondance de la Légation d'Italie; la bombe explose, mais heureusement elle ne cause que des dégâts matériels. Le 7 mai 1928 le missionnaire italien Don Luigi Martinoli est victime à Esch-sur-Alzette d'un attentat très grave, en pleine rue et en plein jour, vers onze heures du matin; une balle percé le poulmon et s'arrête à un centimètre du cœur; une deuxième balle perce la cuisse gauche et frôle une des artères; on ignore le nom du criminel. Le 5 juillet 1928, à neuf heures du soir, Ribeca et Fratini après avoir accompagné les gymnastes italiens qui se rendent à Niederkorn au concours international, tandis qu'ils rentrent à Esch-sur-Alzette, sont attaqués à coups de poing par quatre inconnus; Fratini tire un coup de revolver et les agresseurs s'enfuient.

Le 9 juin 1928, c'est-à-dire cinq jours plus tard, une dizaine de coups de revolver sont tirés par des inconnus à Differdange contre les membres d'une société italienne de gymnastique; deux gymnastes, Mangiante et Riva, sont blessés, l'un d'eux assez gravement: la balle ne peut être enlevée et le blessé est presque invalide. Le 21 octobre 1928 à peu près 50 communistes se réunissent devant la maison Rossini à Dudelange pour une démonstration de menace. Le même soir, vers 10 heures, un attentat à lieu à Esch-sur-Alzette contre le chancelier de la Légation royale, Colombo: qui est l'agresseur? Le 11 novembre 1928 les habitants italiens de la Frontière trouvent collées sur les portes et les murs de leurs demeures des affiches instiguant à l'assassinat des fascistes. Le phénomène se répète le 18 novembre 1928. Le 30 avril 1929, Alfonso Arena, chancelier de la Légation royale, à une heure de l'après-midi, en rentrant chez soi, est tué sur place par l'anarchiste Gino D'Ascanio; la police parvient à arrêter l'assassin. Le soir du même jour, à dix heures et demie, cinq Italiens qui passent sous un pont à Differdange sont attaqués à coups de revolver par des inconnus; l'ouvrier Caristo Michele est blessé à la jambe droite. Le 29 juin 1929 à une heure et demie le maçon Vargiù Luigi est attaqué à Luxembourg par trois inconnus, revolver au poing, qui se bornent à l'insulter.»

Au nom du gouvernement italien, Meriano exigeait des mesures énergiques contre les criminels. Il remit personnellement la lettre à Bech⁷⁸. Ce dernier lui fit noter que le fasciste Tini Luigi avait, lui-aussi, tiré sur un communiste. Mais Meriano considérait cet incident comme un acte de légitime défense et il ajoutait qu'il «s'agissait d'un cas isolé, n'ayant causé qu'une légère blessure, contre des dizaines et des dizaines d'agressions subversives, souvent mortelles». Il critiquait en outre l'application exclusive des lois en vigueur et le manque de mesures exceptionnelles. Il s'opposa de même à un retour au Grand-Duché des personnes expulsées:

«Les pires agitateurs du bassin minier sont des individus déjà expulsés et auxquels on a permis de revenir dans le pays; à ces êtres rentrés légalement on ajoute ceux qui arrivent clandestinement et y restent, malgré l'ordre de partir.»

Le ministre d'Etat justifiait cette situation en expliquant que «pour garder les postes de frontière, il nous faudrait plus que nos 200 gendarmes, qui constituent tout l'effectif de notre force publique au Luxembourg»; il faisait cependant aussi allusion à de nouvelles lois, plus sévères contre les subversifs, et il promettait une réponse plus concluante dans les plus brefs délais.

La réponse de Bech arriva le 9 décembre 1929 et elle était assez stricte:

«Au Grand-Duché, la police des étrangers est exercée avec vigueur et esprit de suite. Les éléments dangereux ou indésirables sont expulsés impitoyablement.»

Et, pour annoncer le renforcement des dispositions existantes, il poursuivait:

«C'est ainsi, qu'en raison principalement de l'agitation que les éléments italiens ont portée dans la contrée industrielle du pays, l'effectif de la gendarmerie a dû être renforcé par la loi du 25 mai 1929, dans le but d'augmenter surtout la force numérique des brigades du bassin minier. De même, la réorganisation de la police locale est envisagée par un projet de nationalisation dont le Parlement est saisi. Toujours dans le même ordre d'idées, le Gouvernement vient de prendre un arrêté dont l'effet sera d'écarter du pays, nous l'espérons, dans la mesure du possible, les éléments dangereux pour l'ordre public⁷⁹.»

Les nouvelles dispositions, fixées par l'arrêté grand-ducal du 30 novembre 1929 (Mémorial du 7 décembre 1929), décrétaient que, pour chaque salarié étranger, l'employeur devait présenter au gouvernement luxembourgeois les documents suivants: passeport, extrait du casier judiciaire, certificat de bonne vie et mœurs et un certificat sanitaire. Ces mêmes documents devaient être présentés par l'étranger au poste de frontière, à la mairie et à celui qui le logeait. Il y était précisé, en outre (art. 12), que l'expulsion n'advierait plus par ordre du procureur général, mais par un simple procès-verbal de la gendarmerie ou de la police.

L'arrêté permettrait effectivement de rendre «plus facile et plus rapide l'éloignement des subversifs, c'est-à-dire l'épuration de la masse ouvrière italienne, et, en dernier lieu, de prévenir les délictueux attentats antifascistes»⁸⁰. Le Directeur général de la Justice prévoyait que, suite à ce décret de loi, environ 200 Italiens indésirables seraient éloignés du pays⁸¹.

Les protestations de l'«Escher Tageblatt» nous paraissent parfaitement compréhensibles; en effet, il commentait ces initiatives comme suit⁸²:

«Il n'y a pas de doute que la liberté d'embauche des étrangers a conduit à des abus inédits et que la calamité des fascistes et des communistes doit trouver un terme. Mais les dispositions prises actuellement nous laissent à la merci des fascistes. Puisque seul ces derniers pourront obtenir de leur Gouvernement un certificat de «bonne» vie et mœurs. Et donc, seul les fascistes obtiendront dorénavant l'autorisation de notre Gouvernement réactionnaire. Or, que fait-on du droit d'asile pour délits politiques?»

La brigade criminelle, la gendarmerie et la police se donnaient beaucoup de mal pour découvrir et arrêter les auteurs de troubles et d'agressions. Mais, rarement, ils arrêtaient les vrais coupables. Cependant après chaque attentat, bon nombre d'antifascistes, choisis parmi les plus fougueux, étaient conduits aux frontières: en 1929, sur les 310 expulsés, 123 étaient des antifascistes italiens.

L'expulsion était une des mesures les plus graves, car la victime risquait de se voir refuser le droit d'immigration dans tous les autres pays et était obligée de rentrer en Italie.

Cette situation fut évoquée tout particulièrement par l'hebdomadaire anarchiste «L'Adunata dei Refrattari», qui la jugeait bien déplorable et commentait ainsi les expulsions du mois de novembre 1928:

«Presque tous avaient déjà été expulsés de la République française – autre putain désormais entièrement soumise au fascisme étranger et national – et n'avaient autre lieu, où se rendre, que la Belgique.

Mis à la frontière du Grand-Duché, ils s'adressèrent au roi Albert pour qu'il leur accorde un refuge, du travail et du pain.

Mais, la «pauvre Belgique» ne voulut rien savoir de ces personnes poursuivies par le fascisme. Et dès que l'Ambassade italienne eut signalé à son Gouvernement la liste des expulsés du Luxembourg, le Gouvernement belge s'empressa de nous informer que nous étions indésirables dans son pays et nous refusa le permis de séjour.

Où aller? C'est le problème de centaines de réfugiés du fascisme épars dans toute l'Europe par les bannissements du vandalisme des chemises noires, à la recherche de pain et d'un toit où ils pourraient se réfugier, chassés comme les antiques hilotes, par les per-

sécutions des ennemis retranchés à Rome dans le respect et dans l'évocation des bureaucraties et des polices du monde entier. Où aller?

C'est la question que sur les grandes routes de l'Europe terrorisée se répètent les sans-patrie, les sans-demeure, les sans-pain pour lesquels la société actuelle n'a ni aliments, ni travail, ni considération, contre lesquels ne connaît pas de trêve la perfidie des hommes et des institutions.

Où aller?»

En pratique, les expulsés étaient pris en charge par le «Secours Rouge International», qui les aidait à trouver un emploi et une demeure hors du Luxembourg et à y rentrer clandestinement: on citait le cas de «subversifs expulsés et rentrés, qui se vantaient d'être revenus sur le territoire grand-ducal plus rapidement encore que les gendarmes qui les avaient accompagnés à la frontière»⁸³.

En effet la clandestinité était encore la meilleure sauvegarde contre les représailles de la police. Même les correspondants du «Riscatto» utilisaient des pseudonymes et ne citaient jamais les noms des responsables des groupes communistes. Ce n'est que dans le contexte de funérailles que des noms furent cités: Mario Semenza de Kayl, décédé en Italie⁸⁴; et Dino Marchi d'Esch, accompagné lors de ses funérailles par un millier de travailleurs: on y portait des couronnes rouges de la LIAB et du «Secours Rouge International» ainsi que le drapeau du Parti communiste luxembourgeois, dont il avait été membre⁸⁵.

2. LA «SOCIETÀ ITALIANA DI MUTUO SOCCORSO E DI BENEFICENZA»

La vie de la collectivité italienne de Luxembourg-Ville était animée au cours des années de l'après-guerre et des années '20 par la Légation d'Italie, ainsi que par le «Secours Mutuel». A ce dernier s'ajoute, en 1924, la «Chambre de commerce italienne». Ces trois institutions formeront les trois piliers sur lesquels s'appuiera le fascisme dans son désir de pénétration au sein des immigrés.

Le «Secours Mutuel» de Luxembourg n'avait jamais connu d'interruption de ses activités, grâce à la présence en son sein d'hommes d'action.

Les ministres de la Légation d'Italie en étaient les présidents d'honneur, tandis que les *vice-présidents d'honneur* furent: Lazard Marx et Edmond Marx (père et fils). Les *présidents effectifs* de la Société étaient: A. Carnera (1907-1921), Cesare Clivio (1921-1922), Achille Giorgetti (à partir du 26 novembre 1922). Les *vice-présidents effectifs*: Cesare Clivio (1907-1914), Achille Giorgetti (1921-1922), Giuseppe Possamai (1922-1925), Guido Vannucchi (1925-1926), Cesare Clivio (1926-1927) Giuseppe Possamai (à partir du 4 octobre 1927).

Le «Secours Mutuel» était toujours à la tête des manifestations en l'honneur de la dynastie italienne. Tous les ans, jusqu'en 1924 (date à laquelle l'initiative fut reprise par le «Dopolavoro»), on organisait un banquet solennel pour célébrer l'anniversaire du Roi Vittorio Emanuele III (le 11 novembre); toutes les plus hautes autorités civiles, militaires et religieuses italiennes comme luxembourgeoises y étaient invitées. En 1920, il se fit aussi le promoteur de la commémoration du Cinquantenaire de l'Unité italienne, au cours de laquelle un chaleureux et patriotique discours fut tenu par le journaliste Agostino Scarpa de Bruxelles.

Le «Secours Mutuel» continua aussi à manifester au cours des années suivantes, toujours avec le même enthousiasme, sa fidélité envers la Maison de Savoie: à l'occasion du séjour du Roi au Luxembourg, de son XXV^e anniversaire de règne (1925), de la visite de la famille royale en Belgique et du mariage du prince héritier Umberto avec Maria de Belgique (1930).

Il était aussi présent à toutes les célébrations solennelles luxembourgeoises, comme l'inauguration du Monument du Souvenir et du monument érigé au poète national Michel Rodange. Par ces manifestations, le «Secours Mutuel» voulait renforcer les liens amicaux entre les communautés luxembourgeoise et italienne.

La Société ne pouvait point compter sur toute la collectivité italienne. Elle était cependant soutenue par de nombreux entrepreneurs et commerçants, parmi lesquels on notera:

les entrepreneurs en bâtiment: Giorgetti Achille (6, rue Achille), Clivio Cesare, Arnodo et Nicolo' (Plateau Bourbon), Bai Angelo (6, rue de l'École, Limpertsberg), Brancaleone E. (Bonnevoie), Zuccoli Massimo (rue d'Anvers)⁸⁶, Battistin Giovanni (41, rue Neipperg), Beltrame Osvaldo (92, rue d'Esch), Carnera Frères (rue de la Fonderie), Morroni Sestilio, Micelli Francesco (Pétrusse basse), Piantoni Giuseppe (rue Albert 1^{er}), Prisco Giacinto (85, rue de Hollerich), Scarpelli F. (terrassements et canalisations, rue de Sandweiler), Pasta Vincenzo (terrassements et façades, 23, rue de la Poste);

les commerçants: Monti Giuseppe («Consumo italiano», place Wallis, puis rue du Laboratoire), Simonazzi-Chierici (Hôtel Italiano, 15, rue d'Anvers), Possamai Giuseppe (Hôtel-Ristorante Chicago, place de la Gare), Gatti Domenico (café rue Neipperg), Benedetto Vittorio (réparations d'autos, 14bis, rue Nilles, puis rue de Strasbourg), Jossa Raffaele (maison de vente et d'achat de meubles, place du St-Esprit), Marchetti Giuseppe, Montalto Domenico (alimentation générale, 7, rue Auguste Charles), Puleo Nunzio (fruits et légumes, rue Beethoven), Padoan Zigi («Art italien» 4, rue Aldringer), Spinetti Giorgio (marchand d'autos, 64 avenue de la Liberté), Valera Pompeo (représentant de commerce 16, rue Michel Welter).

En 1921, le «Secours Mutuel» ouvrit une *école italienne*. Les enseignantes étaient soit italiennes soit luxembourgeoises, et nombreux étaient les enfants qui fréquentaient ces cours, tout spécialement les fils d'immigrés. La même année décéda le président de la Société, Carnera.

Mais les activités de la Société reprirent avec encore plus de vigueur, surtout à partir du 26 novembre 1922, quand le dynamique Achille Giorgetti fut élu président. Il gardera ce poste pendant plus de vingt ans et animera toutes les manifestations sociales, culturelles et commerciales de la collectivité italienne de Luxembourg-Ville.

Une des premières requêtes présentées aux autorités luxembourgeoises, concernait l'enseignement obligatoire de la langue italienne dans les écoles luxembourgeoises, au même titre que l'allemand et le français⁸⁷. (Quoique cette requête n'ait point été acceptée, elle était déjà bien en avance sur son temps.)

Soutenu par les largesses personnelles de Giorgetti, le «Secours Mutuel» organisa un peu partout des cours de langue italienne mais aussi des *excursions* sur le territoire grand-ducal (dans la «petite Suisse» en 1923, à Remich en 1927, à Echternach en 1929), il institua la fête de *l'Arbre de Noël* pour les enfants (à partir de 1924) et rendit visite aux personnes âgées, aux malades et aux orphelins à l'hospice du Rahm, leur offrant des gâteaux et des cadeaux.

A partir de 1924, le «Secours Mutuel» rendit aussi régulièrement visite aux *prisonniers italiens* du Grund; ces derniers se rassemblaient dans un salon pour écouter un discours et pour recevoir des cadeaux: tabac et souvenirs.

L'année 1924 fut la plus riche en initiatives. Elle donna lieu à la création d'un *groupe théâtral italien*; en outre Giorgetti obtint la charge de représentant de la *Croix Rouge Italienne*, qui agissait en étroite collaboration avec la Croix Rouge Luxembourgeoise, dont la présidente à l'époque était M^{me} Mayrisch de Saint-Hubert; en dernier lieu fut constituée la «Chambre de commerce italienne au Luxembourg».

3. «LA CHAMBRE DE COMMERCE ITALIENNE AU LUXEMBOURG»

La création de cette institution fut officiellement approuvée par le «Secours Mutuel» de Luxembourg lors de l'assemblée du 3 août 1924. La Chambre fut constituée le 21 septembre 1924 et initia ses activités en 1925⁸⁸.

Les membres fondateurs en étaient: Achille Giorgetti, le ministre Compans de Brichanteau, Marco Moia, Mosé Olivo, don Mario Chiodelli, Charles Meder, Antonio Caffaro, Antonio Frescura, Giovanni Cresto, Pietro D'Ambros, Coqueugnot, A. Hess-Deliles, Marcel Cahen, Pasquale Moia, Giovanni Battista Murero, Auguste Thorn, J. P. Arendt et Georges Bastian.

Bulletin de la Chambre de commerce
italienne de Luxembourg.



Son siège officiel était à Esch-sur-Alzette dans la Maison Bonaria, au 91, rue de Redange (aujourd'hui rue du Canal). Elle était dirigée par un «Conseil supérieur» formé par le président Achille Giorgetti et par trois «vice-présidents»: Marco Moia d'Esch, Giuseppe Rossini de Dudelange et Antonio Frescura de Rodange.

La «Chambre de commerce» était «une institution reconnue et subventionnée par le Gouvernement national italien» et avait pour but les échanges commerciaux entre l'Italie et le Grand-Duché de Luxembourg. Elle possédait en outre le droit de délivrer «les certificats d'origine indispensables à toutes marques importées d'Italie pour bénéficier du traitement de la nation la plus favorisée».

En 1926, son Conseil directeur était composé comme suit: président: Achille Giorgetti; vice-présidents: Antonio Frescura, Marco Moia et Giuseppe Rossini; conseillers: Monti, Simonazzi, Mattioli, Vannucchi, Giovagnoli, Sabatini Enrico, Sorci, Bonaria, Lise, Fratini, D'Ambros, Caffaro et Droghini; trésorier: Sabatini Pasquale; secrétaire: Giuseppe Ferrero.

En 1929 on trouvait les mêmes personnes aux postes principaux, tandis que les conseillers étaient: Antonio Caffaro, Giovanni Cresto, Pietro D'Ambros, Sante Sorci, Aurelio Bonaria, Max Crescentini, G. Fratini, Enrico Sabatini, Giuseppe Possamai, Angelo Bai, P. Valera, F. Mattioli, L. Rossi, A. Giovagnoli, Pietro Droghini et Giovanni Bollini.

La «Chambre de commerce» s'affirma en 1926 par sa participation, au mois d'août, à la 5^e *Foire internationale de Luxembourg*. C'était la première fois que la communauté italienne prenait une pareille initiative et le ministre, Daniele Varè, l'appuya de toute son autorité. A cette date on constitua un «Comité pro Foire», formé par Frescura, Vannuchi, C. Bertoldi, A. Poggi, S. Sorci et G. Ferrero. Ne disposant pas de fonds pour construire un pavillon en propre dans l'enceinte de la Foire, l'exposition italienne eut lieu dans les salles de classe de l'Ecole industrielle de Luxembourg.

Aucune firme n'arriva spécialement d'Italie à cause des difficultés de douane. Mais les 27 commerçants italiens du Grand-Duché présents à la Foire, représentaient 48 firmes d'Italie.

Ainsi le secteur de l'alimentation était représenté par S. Sorci, M. Savelli, G. Monti; celui des vins, par E. De Stefani, G. Fratini et Ch. Meder; pour les pâtes alimentaires on trouvait les frères Crescentini; pour les fruits et légumes, la firme Poggi; pour la couture, Bertinelli; on exposait en outre des inventions et des travaux de Fasanini et de G. Passoni, des photos de travaux de construction et d'activités des «Secours Mutuels», ainsi que des livres du Secrétariat ouvrier d'Esch-sur-Alzette. On organisa aussi une «Journée italienne» (le 2 août) à laquelle participèrent les deux fanfares d'Esch. On notera que la participation italienne à la Foire de Luxembourg sera toujours assurée au cours des années suivantes.

La «Chambre de commerce» prenait part à d'autres initiatives de la communauté italienne: la Fête du Statut (qui réunit en 1926 presque 3 500 Italiens) et la visite des prisonniers du Grund à l'occasion des fêtes de Noël. Chaque année, un tiers des membres du Conseil était renouvelé.

En 1927, elle promut une souscription pour le «Prestito Littorio», qui permit de rassembler la somme de 174 632,50 liras et, lors de la séance du 22 février, elle décida de créer à Luxembourg un «Bureau permanent de la Chambre». A partir de cette date, la Chambre eut deux sièges: un à Luxembourg, 91, rue Adolphe Fischer (dont les bureaux étaient ouverts au public le lundi, le mercredi et le jeudi, de 9 à 12 et de 14 à 17 heures) et le siège officiel à Esch, dans la Maison Bonaria (dont les bureaux restaient ouverts tous les mardis de 15 à 17 heures). On créa également un comité chargé d'accueillir les mutilés de la Première Guerre

VISITA UFFICIALE DELLA COLONIA ITALIANA
ALLA NOSTRA SEZIONE



Luxembourg, 1929. Le pavillon italien à la 5^e Foire internationale de Luxembourg. On y voit Antonio Frescura, Marco Moia, Sante Sorci, Alfredo Cattaneo, Giuseppe Ferrero, Angelo Bai, Giuseppe Monti, Giro Lise, Pietro Simonazzi, Ferdinando Mattioli, Rossini.

mondiale, qui visiterent Luxembourg et Esch au cours du mois de mai. Ce comité se chargea aussi de la publicité pour le match de football Italie-Luxembourg, qui fut joué le 17 avril.

En 1928, la Chambre promut à Esch l'ouverture du «*Dopolavoro fasciste*». Caf-faro avait mis à sa disposition des locaux dans la rue du Canal, tandis que la Chambre s'était chargée de leur aménagement. De ce fait, l'assemblée générale du 24 juin 1928 se déroula dans le siège du «*Dopolavoro*», en présence du ministre Riccardo Monzani.

Au mois d'avril 1929, la Chambre organisa un voyage de 15 jours en Italie, réservé aux industriels et aux commerçants luxembourgeois; le 20 juillet, elle participa, à Esch, au «*Cortège historique du commerce et de l'industrie*».

Désormais la Chambre était devenue le centre promoteur de toutes les activités des différentes associations, plus ou moins liées au mouvement fasciste, en colla-

PREMIATA CASA VINICOLA
VANNUCCHI
LUSSEMBURGO-ROLLINGERGRUND



Luxembourg, 1929. L'importateur de vins italiens, Guido Vannucchi, expose à la 5^e Foire internationale de Luxembourg.

boration avec le «Dopolavoro». Elle octroyait des sommes importantes aux colonies de vacances à la mer et soutenait les sociétés de gymnastique.

Ses membres étaient en grande partie les dirigeants des diverses institutions italiennes ou les représentants de nombreuses entreprises industrielles et commerciales. Leur nombre augmentait d'année en année:

en 1926	leur effectif s'élevait à 90 Italiens et 4 Luxembourgeois
en 1927	à 102 Italiens et 4 Luxembourgeois
en 1928	à 139 Italiens et 34 Luxembourgeois
en 1929	à 174 Italiens et 87 étrangers.

4. LE FASCISME DANS LA CAPITALE DU GRAND-DUCHE

Le «Secours Mutuel» de Luxembourg contribua à la pénétration du fascisme dans la capitale. En 1925, il avait promu une collecte de fonds pour les offrir au Roi d'Italie à l'occasion du XXV^e anniversaire de son règne. Le roi décida de verser la somme reçue à des œuvres de bienfaisance: elle servit notamment à la création d'une section du «*Dopolavoro*».

La nouvelle organisation fasciste – aidée par le «Secours Mutuel» – lança de suite différentes actions culturelles: ainsi furent organisés des *cours du soir* de langue italienne, française et allemande, ainsi que des cours de dessin.

Ces cours étaient tenus dans une salle d'une école publique. Ils étaient même fréquentés par un groupe luxembourgeois. Ils étaient dirigés par Ferrero qui enseignait la grammaire, la géographie et l'histoire du Risorgimento italien. Les cours se clôturaient de manière solennelle, par la remise de prix, en présence des autorités italiennes et luxembourgeoises.

En 1925, le ministre de la Légation d'Italie obtint un subside du gouvernement italien, pour pouvoir organiser des cours aussi à *Dudelange* et à *Differdange*. Ces derniers étaient dirigés par les religieuses de San Giuseppe de Cuneo, qui organisaient aussi des cours dans les locaux de l'Oeuvre Bonomelli à Esch-sur-Alzette⁸⁹.

En cette même année fut fondée la «Section théâtrale» ou «Cercle théâtral italien» du Luxembourg. Il était animé par Giuseppe Ferrero, secrétaire de la «Chambre de commerce» et responsable des cours du soir à Luxembourg.

Le «Cercle théâtral» donna un spectacle à Esch en 1927, en collaboration avec le groupe théâtral «Amicizia»: tandis que ce dernier représentait la pièce «*La classe degli asini*», ceux de Luxembourg donnaient «*Ridolini*»⁹⁰. Les acteurs étaient Berto Italo et Tea, Casadei Francesco, Monti Paolino et Vittoria, Zuccoli Ubaldo, Possamai Nina, Taverna Ivo, Simonazzi Ida, Botelli Dante et Piantoni Rosa.



Luxembourg, 1929. Une réunion d'Italiens à l'ambassade d'Italie. (premier à dr., debout, est le chancelier Alfonso Arena, assassiné par l'anarchiste D'Ascanio. Et puis: Nerini, Ribeca Giuseppe, Sabatini Pasquale, Ferrero Giuseppe, Rossini, Crescentini Cesare, Possamai Giuseppe, le ministre Riccardo Monzani, Frescura Antonio, Flumini, Polifroni).

Par la suite, se formèrent les *groupes des anciens combattants* (présidés par Ferro) et des *Officiers italiens* (présidés par Solofrizzo).

Entretemps, on recommença à célébrer, avec une solennité redoublée, toutes les *fêtes nationales*⁹¹: celle du Statut, celle de l'anniversaire du roi (11 novembre), mais aussi celles commémorant la Marche sur Rome et la Victoire (28 octobre et 4 novembre).

La «Société de Secours Mutuel», soutenue officiellement par le fascisme, était tellement florissante, qu'elle pouvait même se permettre d'envoyer des fonds de soutien aux concitoyens en Italie ou dans d'autres régions, lors de catastrophes naturelles (tremblement de terre à Avezzano, explosion de la poudrière à Falconara, inondations dans le Midi de la France, aide aux Italiens de Berlin).

Au cours de ces années, les initiatives du «Secours Mutuel», grâce à la générosité d'Achille Giorgetti, devinrent de plus en plus nombreuses et touchèrent tous les secteurs à caractère social, religieux ou patriotique-fasciste: écoles, préparation à la Première communion, colonies de vacances, Befana fasciste, groupes théâtraux, «Dopolavoro», souscription au «Dollar pour la Patrie» (à partir de 1925) etc.

Le «Dopolavoro», la «Chambre de commerce» et le «Secours Mutuel» faisaient corps et collaboraient pour une bonne réussite des manifestations patriotiques ou fascistes.

Au mois de décembre 1926, ils se chargèrent de la projection du film «Italia nuova», un documentaire qui montrait le développement des œuvres publiques promues par le gouvernement fasciste. En 1927, ils accueillirent avec tous les honneurs un groupe de mutilés fascistes venus en visite officielle (au mois de mai) et ils osèrent même montrer le film de la Marche sur Rome.

Enfin, en 1929, ils se permirent un défilé en chemises noires à travers les rues de la capitale et, rencontrant un jeune homme qui portait l'insigne du parti socialiste de Gastone Sozzi, ils l'obligèrent à l'ôter⁹².

5. LA REACTION DES ANTIFASCISTES

L'antifascisme n'était pas aussi puissant dans la capitale que dans les villes du bassin minier⁹³. De temps à autre on assistait à des conflits entre des adversaires politiques, se limitant cependant à quelques coups de feu tirés dans les cafés.

Toutefois, un événement grave se préparait aussi à Luxembourg. L'anarchiste Serra Domenico (de Lanusei, Bellune), arrêté au mois d'avril 1928, révéla avoir été chargé par son parti d'offrir un bouquet de fleurs (dans lequel était cachée une bombe), lors d'un banquet auquel devaient participer le ministre de la Légation d'Italie, Achille Giorgetti, Piantoni, le maire Diederich et de nombreuses autres personnalités. Le banquet fut annulé. Serra fut arrêté et expulsé du pays après sa sortie de prison⁹⁴.

Au mois de mai 1929, un fasciste fut gravement blessé⁹⁵.

Et le 30 avril 1929 il y eut un mort. Vers 13 heures, Alfonso Arena, chancelier de la Légation d'Italie quittait, comme d'habitude, les locaux de la Chancellerie, rue des Acacias à Luxembourg, pour rentrer chez lui, rue Belair⁹⁶, quand un individu s'approcha de lui et lui tira une balle en plein cœur. Sa mort fut immédiate. L'ouvrier Jean-Pierre Georgen, se lança à la poursuite de l'assassin et, avec l'aide de ses amis, le bloqua sur le Pont Adolphe et le remit au premier poste de police.

Arena fut transporté à la clinique Ste-Elisabeth, mais il était mort. Des fascistes en chemise noire se relayèrent près de son lit de mort.

Ses funérailles eurent lieu le 3 mai à 16 heures. Les plus hautes autorités italiennes et luxembourgeoises, les ministres et le corps consulaire des Etats représentés au Luxembourg, ainsi qu'une grande foule, étaient présents à l'enterrement.

Le cortège était précédé par les représentants des associations italiennes du Grand-Duché, avec des drapeaux cravatés d'un crêpe et avec à leur tête le fascio d'Esch-sur-Alzette, représenté par un groupe d'Avanguardisti et de Balilla, portant devise et fanions. Les couronnes étaient innombrables. Le corbillard était recouvert de fleurs, sur le cercueil on avait étendu le drapeau tricolore surmonté d'un «fascio littorio». Au cimetière on prononça les discours de circonstance et tous crièrent «présent»⁹⁷. Le service funèbre fut célébré le jour suivant en l'église St-Michel⁹⁸.

L'auteur du crime était Gino D'Ascanio, né le 29 avril 1900 à Carrara, cordonnier, résidant depuis peu à Esch-sur-Alzette⁹⁹.

Militant anarchiste, il avait été expulsé de France et de Belgique et se trouvait au Grand-Duché depuis novembre 1928. Il s'était présenté à la Légation d'Italie, à la «Chambre de commerce» et au Secrétariat ouvrier «Abele Tiapago», afin d'obtenir un passeport. En attendant que son dossier fût complet (la demande à la préfecture de Massa Carrara avait été expédiée le 3 avril), l'employé Attilio Colombo lui proposa un certificat de nationalité. Mais D'Ascanio refusa: il méditait déjà sa vengeance.

L'assassinat suscitait beaucoup de remous. Tous les journaux lui consacrèrent un large commentaire.

Le «Messaggero» de Rome¹⁰⁰ écrit que D'Ascanio affirmait connaître Arena seulement de vue: il s'agissait donc d'une vengeance «non point contre l'homme qui en a été victime, mais contre le régime qu'il représentait»; en outre, D'Ascanio n'avait pas agi seul, mais aidé par «un vaste réseau de complices subversifs».

«Il Mezzogiorno» de Naples¹⁰¹ écrivait que «dans le bassin d'Esch, les communistes sont environ 3 000¹⁰² dont à peine une douzaine, au sens littéral, sont des Luxembourgeois, de même que leur chef». Quant au nombre des «agitateurs», le journal affirmait qu'ils n'étaient «qu'une centaine, peut-être quelques dizaines. Mais ils sont prêts à tout. Les délits le démontrent».

L'hebdomadaire «Il Corriere» écrit: «C'est ainsi que s'allonge par des épisodes bestiaux, la chaîne des délits politiques, par lesquels certains criminels exhaltés se donnent l'illusion de pouvoir abattre le régime¹⁰³.»

Par contre, selon le «Riscatto», D'Ascanio n'était qu'un simple travailleur italien, parmi tant d'autres, se révoltant contre les autorités, qui refusaient aux antifascistes le passeport et ne permettaient pas à leurs familles d'être à nouveau réunies. «La haine des masses émigrantes — poursuivait le journal — devient toujours plus forte et ne peut aboutir qu'à des actes comme celui commis par D'Ascanio ou par Modugno¹⁰⁴.»

Sardelli, le syndicat et la LIDU, sollicitèrent le gouvernement luxembourgeois de ne pas prononcer immédiatement de nouvelles et vigoureuses expulsions. Et le gouvernement décida de procéder à des expulsions individuelles et non plus à des expulsions par groupes, afin d'éviter qu'il ne se reproduise des incidents à la frontière, semblables à ceux du mois de novembre 1928¹⁰⁵. Le premier expulsé fut un certain Gamberi.

Au mois de juillet, le fasciste Luigi Vargiu fut assassiné dans une rue principale de Luxembourg. Menacé avec une arme à feu, il fut obligé de remettre son insigne. Les assaillants étaient les communistes Mario Perissimo, Sante Forcellini et Alfonso Trezza¹⁰⁶.

«Le mot d'ordre — écrivaient les communistes¹⁰⁷ — doit être: Plus un seul fasciste au Luxembourg!»

L'hebdomadaire anarchiste «L'Adunata dei Refrattari» dénonça violemment l'humiliation subie par ceux qui demandaient un passeport à la Légation d'Italie¹⁰⁸:

«Le gant du défi, lancé avec un arrogant mépris mille fois de suite par l'inconscience de ces insolents employés consulaires fascistes, au visage de la misère, des tourments, des blessures de mille et mille pauvres êtres insultés, tournés en dérision, persécutés, a été relevé une fois encore par le jeune anarchiste Gino D'Ascanio, qui sur la voie de la révolte, de la justice, de la liberté, suit l'exemple de Sergio di Modugno, d'Angelo Bartolomei, de toute la foule des pionniers de l'idéal, qui s'acheminent lentement mais sûrement et implacablement vers la révolution sociale (...).

Et nous saluons avec révérence affectueuse ces sentinelles avancées de la revendication des droits humains, en espérant que leur sacrifice soit un avertissement pour les puissants et un exemple en même temps pour les plus démunis, afin qu'il puisse les stimuler à la lutte pour leur propre émancipation.»

De son côté, le ministre d'Etat Bech, répondant à une lettre de protestation de la Légation d'Italie concernant les faits survenus au cours des mois d'octobre et de novembre à Esch, réaffirmait¹⁰⁹:

«Les éléments dangereux ou indésirables sont expulsés impitoyablement (...). Nos agents sont en contact permanent avec leurs collègues belges et français, en vue d'une action concertée (...). L'effectif de la gendarmerie a dû être renforcé (à Esch). Le gouvernement vient de voter un arrêté dont l'effet sera d'écarter du pays, nous l'espérons dans la mesure du possible, les éléments dangereux à l'ordre public.»

Les expulsions ne se faisaient plus sur ordre du procureur général: il suffisait d'un procès-verbal de la police ou de la gendarmerie. Et elles pouvaient survenir aussi pour des motifs autres que celui du trouble de l'ordre public.

«De telle façon — commentait le ministre Meriano¹¹⁰ — pour des raisons judiciaires ou morales ou de salut public, les éléments dangereux seront sans autre procédure accompagnés à la frontière; et ces dispositions n'auront en aucune façon l'apparence d'une poursuite politique.»

Le procès de Gino D'Ascanio se déroula au mois de mars 1930 à Luxembourg. Pendant les audiences, on distribua des tracts signés par un «Comité de défense d'Ascanio». La défense avait été confiée à l'avocat luxembourgeois René Blum (proposé par la «Ligue du droit d'asile» de Bruxelles) et à l'avocat Lazurick du barreau de Paris¹¹¹.

Les psychiatres avaient défini D'Ascanio comme un être semi-irresponsable; ses avocats, en partant de cette déclaration, prétendirent que le refus du passeport avait rendu complètement irresponsable leur client et ils demandaient l'acquittement pour infirmité mentale. En tant que témoins figuraient M^{me} Solazzi, propriétaire d'un café fréquenté par D'Ascanio, un cordonnier chez lequel il avait travaillé pendant quelques mois, plusieurs exilés et des hommes politiques.

La partie civile, représentée par l'avocat Thorn, réfuta leur thèse et indiqua comme mandants de l'assassinat la «Ligue du droit d'asile» de Bruxelles et la «Concentration antifasciste» de Paris.

Malgré la preuve formelle que le délit avait été prémédité, les juges accordèrent les circonstances atténuantes de la semi-infirmité mentale et condamnèrent l'inculpé à 15 ans de travaux forcés¹¹².

«Verdict ignoble – écrit <L'Humanité> – qui ne fera que rapprocher les travailleurs de toutes les nationalités du Luxembourg, pour le développement prochain de leur action antifasciste.»¹¹³

En quoi consistait cette «action antifasciste»? Selon un informateur de Bruxelles, les antifascistes se préparaient à réagir immédiatement. Ils se proposaient de créer des «groupes de défense» qui auraient volontairement provoqué d'autres incidents, dans l'espoir de faire expulser quelques fascistes provocateurs.

Dans leur ligne de tir se seraient trouvés Luigi Santini, Vittorio Vitali et Giuseppe Boschi, retenus comme agents au service du consulat italien¹¹⁴...

Le 11 septembre 1930, D'Ascanio se pendit dans sa cellule.

En ce qui concernait les luttes politiques, Luxembourg-Ville n'était cependant qu'une dépendance d'Esch où se déroulaient, au cours de ces années, des luttes féroces entre fascistes et antifascistes.

¹ L'Indépendance Luxembourgeoise, 16.3.1920, et Luxemburger Wort, 17.3.1920.

² Cf. Ael, Affaires étrangères, 464: lettre du 16 janvier 1923; le comte Della Torre se congédia de la Cour grand-ducale le 7.6.1923.

³ Ael, Affaires étrangères, 3854: réclamations de la Légation d'Italie des 8 et 11 mars 1921.

⁴ Ael, Affaires étrangères, 3654: lettre du ministre d'Etat à Della Torre, 11.4.1921. Selon le rapport reçu par le Bureau de bienfaisance de Differdange, on était venu en aide aux différents indigents (tels Dal Boccio Cesario et Ruscitti Virgilio), mais non pas aux grévistes et à ceux qui voulaient profiter de l'aide des municipalités sans en avoir véritablement besoin, comme le fit un certain Undi Francesco, qui «exige tous les cinq jours un secours».

⁵ Asmae, 1422: lettre de Della Torre au Mae, 5.9.1921; Ael, Affaires étrangères 464: lettre de Della Torre au ministre d'Etat, 17.11.1921.

⁶ Asmae, 1422: lettres à Della Torre des Secours Mutuels de Luxembourg et Esch-sur-Alzette, 12.2.1924.

⁷ Ael, Affaires étrangères 464-0353: lettre du Directeur général de la Justice à Della Torre, 29.6.1921. Cette version des faits est confirmée aussi par le ministre Della Torre, dont la politique visait surtout à garder au Luxembourg les subversifs italiens. Pour Pianezza aussi il avait donné l'ordre de constituer un dossier, afin de faire annuler l'«ordre de renvoi», mais l'intéressé – convoqué à la Légation d'Italie – était resté introuvable: Acs, Pubblica Sicurezza, 1921, b. 114 J 4: lettre de Della Torre au Directeur général de la «Pubblica Sicurezza», 23.12.1920.

⁸ Asmae, 1422: télex entre le Commissariat royal de l'Emigration (De Michelis) et le ministre Della Torre, 31.1.1923 et 2.2.1923.

⁹ Ael, Justice, 76/25-0218: lettre de Della Torre au ministre d'Etat Reuter, 18.1.1923.

¹⁰ Ael, Justice, 76/25-0214: Della Torre à Reuter, 23.3.1923.

¹¹ Avant son affectation au Grand-Duché, Daniele Varè avait dirigé pendant de nombreuses années la Légation à Pékin, mais il avait été rappelé à Rome pour diriger le bureau de la Société des Nations auprès du ministère des Affaires étrangères. Son séjour en Orient lui avait inspiré les volumes des «Nouvelles de Yen-Cing», publiés par la maison d'édition Bemporad de Florence; il avait aussi écrit deux volumes sur l'histoire d'Angleterre.

¹² VECCHI Mariapia, «Ambasciate d'Italia nel mondo» – vol. II, éd. UNEDI, Milan 1975, p. 104. Les dimensions du siège étaient à cette époque réduites; il sera agrandi et restauré à l'intérieur, les travaux seront complétés en 1967. Avant cette date, les ministres habitaient ailleurs; aux temps de Della Torre, le siège du ministre et de la chancellerie se trouvait au coin rue Rheinsheim/bd Extérieur.

¹³ Il succéda à Dominique Claude (décédé en 1916) portant le titre d'«Attaché à la chancellerie» (Ael, Affaires étrangères: 464-0316, note verbale du 5 octobre 1922).

- ¹⁴ Voici, par exemple, les «dix commandements» remis aux émigrants en Belgique:
- «Les fascistes qui se trouvent à l'étranger doivent respecter les lois du pays qui les accueille. Ils doivent quotidiennement donner l'exemple du respect envers ces lois et, si nécessaire, être un exemple même pour les citoyens de ce pays.
 - Ne pas participer à la politique intérieure des pays, dont les fascistes ne sont que les hôtes.
 - Ne pas susciter des dissensions au sein des colonies, mais essayer par contre de les assainir, à l'ombre du Licteur.
 - Donner l'exemple de probité publique et privée.
 - Respecter les représentants de l'Italie à l'étranger et obéir à leurs directives et leurs instructions.
 - Défendre l'italianité au passé et au présent.
 - Assister les Italiens, qui se trouvent en état de besoin.
 - Être discipliné à l'étranger tout comme on impose à chaque Italien de l'être dans son propre pays.
 - Considérer la vie comme un devoir, une élévation, une conquête et avoir toujours présent le commandement du Duce: CROIRE, OBEIR, COMBATTRE» (BASTIANINI Giuseppe, *Memorie di un ambasciatore*, Milan, 1959, pp. 52-53).
- ¹⁵ TRAUSSCH Gilbert, Joseph Bech – Un homme dans son siècle, Luxembourg, 1973, p. 33.
- ¹⁶ Ael, Justice, 76/45-0001: lettre du ministre d'Etat Reuter au major-commandant, 14.9.1923.
- ¹⁷ Ael, Justice: 76/42-0031 et 0036 – 37 et 0034 – 0041.
- ¹⁸ Ael, Justice: 76/42-0023: lettre de la Légation d'Italie au Directeur général de Justice, 30.9.1924.
- ¹⁹ Ael, Justice: 76/42: lettre du procureur général d'Etat à la Légation d'Italie, 13.11.1924, Biancardi, né le 9 mars 1885 à Boccheggiano (Grosseto), fut expulsé de France, puis du Luxembourg, parce qu'il était communiste. On signalait aussi comme communiste dangereux le nommé Locatelli Amleto (Ael, Justice: 76/45-0150: le Directeur général de la Justice au procureur général d'Etat, 23.12.1924).
- ²⁰ La Riscossa, 1^{ère} année, n° 10, 20.9.1924.
- ²¹ Ael, Justice, 76/45-0130: le procureur général d'Etat au Directeur général de la Justice, 10.12.1924.
- ²² Ael, Justice, 76/45-0131: le procureur général d'Etat, 10.12.1924.
- ²³ Ael, Justice 76/45-0167: circulaire du ministère des Affaires étrangères aux consulats du Grand-Duché de Luxembourg, 8.12.1924.
- ²⁴ Ael, Justice 76/45-0172: liste envoyée par le procureur général d'Etat au Directeur général de la Justice, 8.1.1925.
- ²⁵ Ael, Justice 76/45-0178-0179: idem, 22/1., 1925.
- ²⁶ Le 16 février 1925 la gendarmerie de Luxembourg dressa une liste de suspects communistes, en grande partie des Italiens (Ael, Justice 76/24-0010 et suiv.): Albizzati Alfredo de Bardello (Varèse), Angelini Mariano, Anibaldi, Balboriani Quinto de San Severino, Barnulfo Giacomo de Turin, Bavina Giglio de Castelletto, Belloto Ernesto de Biella, Bibbi Bruno de Carrare, Borio Pietro de Vigo Canavese, Brassano Bruno de Sizzano, Brocci Angelo, Busetto Emilio de Pola, Calamari Duilio de Piacenza, Calligari Giovanni, Camrali Dante de Buseta, Cantarelli Pietro de Quaregna (VerCELLI), Capellini Leonardo de Cabiato (Côme), Caporali, Cappa Arturo de Pise, Caprora Vittorio de S. Giovanni Lupatoto (Vérone), Caron Celeste de Bassano (Vicence), Carsano Giovanni, Cassagni Carlo de Sartiano, Castaliacci Alderigo, Cavalli Armando de Rome, Cavallini Orlando, Checchi, Celli Federico de Castrecano, Cearelloni Tommaso de Guizano, Cermenati Giuseppe de Civenne, Cermolati, Ciocchi Guido, Ciapelloni, Cinti Zeno d'Amelia, Clara Mario de Chiavenna, Colombelli Riccardo, Colombo Giovanni de Stradella, Cossu Angelo, Deotto Ugo, Devodier Artemio de Parme, Digesaro Filippo de Piano Maggiore, Dotto, Erasmi Leonildo de Rivarola, Erigerio, Fancello Pasquale, Feletti Aldo de Raveno, Ferrero Aventino, Fioramonti Paolo, Fornara Attilio de Petrella-Salto, Frigorio Gisenno, Gambagnaro Pietro, Gamberi Antonio de Grosseto, Gambirasio Giuseppe, Gastellacci, Gelendi Bruno, Gessaia Felice, Giocamini Giovanni de Merano, Giove Leonardo, Giovetti Gino, Gismundo Benedetta, Gismundo Michele, Grizzo Federico de Pordenone, Groce Ettore de Milan, Guarnero Pietro, Lacrimini Pasquale, Lambertini Adolfo, Lambertini Augusto, Lanfranchi Mario de Bressana, Larucci Pasquino de S. Ferdiano, Lazzarini Enrico de Cagli, Lenzarini Cesare, Locatelli, Locatelli Amleto de Brembate, Lorenzini Ugo de Borgo San Lorenzo, Macchiarini Colombo, Macchi Francesco, Magistrello Carlo de Ceresio, Mandelli Dante, Mantoani Gregorio de Bertolo, Martinoli Bernardo, Mastrangeli Giuseppe, Mattel Mario, Mazzoni Gino de Pigno del Voglio, Mazzotti Giovanni, Memola Tommaso, Merlo Giovanni, Monacelli Giovanni, Mora Bruno, Moretti Ermes, Moschini Tullio, Mosconi Giuseppe, Olivo Ernesto, Orsini Cesare de Gubbio, Orsucci Ludovico de Borgo Buggiano, Pagliasso Lorenzo de Savighiano, Pardi Giuseppe d'Albissola, Parini Natale de Canegrate, Peroni, Petrechi Oreste, Pignatti Adrillo, Quagliarini Ettore de Livourne, Rainoni Luigi, Ramoini Giannina de Mezzano, Ravazzoli Paolo de Stradella, Ravena Edmondo de Massa Carrara, Romagnani Alesio d'Arezzo, Rosetti Adriano de Mongrande, Rossi Ludocivo, Rosso Lorenzo de Andenno, Sali Giovanni, Santi Giulio, Sartorio Vittorio, Saviotti Giuseppe d'Alfonsine (Ravenne), Savorelli Angelo, Scaglia Vittorio, Serigans Giovanni, Serra Antonio, Sirigu Giovanni, Spiaggi Albino, Tacchini Eugenio, Tartaglia Libero, Tettamanzi Virgilio, Torrenzo Ferdinando, Tranquilli Secondino d'Avezzano, Valeri Luigi d'Arezzo, Vandelli Roberto, Vicava Stefano de Chiavari, Zamponi Fulvio de Pescia, Zanardi Francesco, Zanasi Augusto, Zaneli Adamo, de Sarsina, Zuccarini, Zuffelato Giuseppe.
- ²⁷ Le gouvernement Prüm était soutenu par les socialistes. Le 1^{er} juin 1926, le commissaire de police établit un rapport concernant des coups de feu tirés à Esch; il affirmait dans son rapport que les membres des sociétés secrètes communistes avaient dernièrement été traités avec beaucoup trop d'indulgence (Ael, Justice, 76/181).
- ²⁸ Ael, Justice, 76/25-0199: lettre du ministre Brichanteau au ministre d'Etat Prüm à l'occasion de l'assassinat d'Abele Tiapago, 5.12.1925. Quelques mois auparavant, la Légation d'Italie avait signalé comme communistes suspects d'attentats les nommés suivants: Carnevali Guglielmo de Fabriano (Ancône), Scaramucci Gino de Castelletto Ticino (Novare), Masserini Santo de Gazzaniga (Bergame), Bardella Giuseppe de Genga (Ancône), Anastasi Arturo de Ravenne, Stocchi Ubaldo de Gubbio (Pérouse) et Pierini Pasquale. (Acs, cpc, b. 107 «Anastasi Arturo»: lettre de la Légation d'Italie au Mac, 30.9.1925).
- ²⁹ Ael, Justice, 76/25-0175: lettre du Directeur général de la Justice au procureur général d'Etat, 7.12.1925.

- ³⁰ Asmae 1422: note confidentielle du ministre Preziosi au Mae, 1.3.1926.
- ³¹ Asmae 1422: télégramme de la Légation d'Italie au Mae, 18.6.1926, et Acs, Pubblica Sicurezza 1927, b. 163, j. 4, 3 avril 1926; et ibidem, 15.6.1926 (rapport du commissaire D'Alò).
- ³² Ael, Affaires étrangères 332-0178; lettre de Prüm aux consuls étrangers, 14.4.1926.
- ³³ 1921-1981: Beiträge zur Geschichte des Kommunistischen Partei Luxemburgs, op. cit., p. 58.
- ³⁴ Ael, Justice, 76/181-0057; commissariat de police d'Esch-sur-Alzette, 1.6.1926.
- ³⁵ VARE Daniele, Il diplomatico sorridente, éd. Longanesi, Milan 1953, pp. 325-326.
- ³⁶ Acs, Sécurité Publique 1927, b. 163 J 4: le Commissaire général de l'Emigration à la Direction générale de la Pubblica Sicurezza, 30.9.1926.
- ³⁷ Il Riscatto, 27.11.1926.
- ³⁸ Il Riscatto, 28.5.1927.
- ³⁹ Il Riscatto, 27.11.1926.
- ⁴⁰ Il Riscatto, 13.8.1927.
- ⁴¹ Il Riscatto, 9.10.1927.
- ⁴² Asmae, 1922: lettre du ministre Monzani au Mae, 4.11.1927.
- ⁴³ Acs, P s 1927, b. 163, J 4: la Légation d'Italie au Directeur général de la Pubblica Sicurezza, 3.8.1927.
- ⁴⁴ ibidem, 5.8.1927.
- ⁴⁵ ibidem, 26.8.1927.
- ⁴⁶ Ibidem.
- ⁴⁷ Acs, Polizia politica, b. 19, fasc. 10: lettre du ministre Monzani au chef de la police, 7.10.1927.
- ⁴⁸ Il Riscatto, 14.1.1928.
- ⁴⁹ Il Riscatto, 4.2.1928.
- ⁵⁰ Il Riscatto, 25.2.1928.
- ⁵¹ Il Riscatto, 24.3.1928, correspondance de Differdange.
- ⁵² Il Riscatto, 10.3.1928.
- ⁵³ Il Riscatto, 27.5.1928.
- ⁵⁴ Il Riscatto, 22.7.1928.
- ⁵⁵ Il Riscatto, 9.9.1928.
- ⁵⁶ Il Riscatto, 11.11.1928.
- ⁵⁷ Il Riscatto, 12.12.1928.
- ⁵⁸ Ael, Affaires étrangères, 3440-0291: le Directeur général de la Justice et de l'Intérieur, 20.11.1928.
- ⁵⁹ Acs, p s, 1928, b. 205 J 4.
- ⁶⁰ Dans le fichier de la Légation d'Italie, les concitoyens étaient classés selon leurs opinions politiques. C'est pourquoi, la Légation avait recours aux «informateurs», qui s'infiltraient dans les réunions ou dans les cafés fréquentés par des antifascistes, afin de recueillir des nouvelles d'intérêt politique. Mais les rapports des informateurs étaient le plus souvent inintéressants ou inexacts; ils étaient fréquemment contestés par les responsables de la Légation d'Italie. Les antifascistes, pour leur part, accusaient, à tort ou à raison, différentes personnes d'être des «espions» au profit de la Légation d'Italie.
- Une première liste comprenait les noms suivants: Bianchi Anacleto de Poggio (Forlì), Corradori Ivo de Camerino (Macerata), Ambrosini Adolfo de Varèse, Maschio Abramo de Cison (Vicence), Poci Giovanni de Mesange (Brindisi), Bandoni Alessandro de Viareggio (Lucca), Giovagnoli Angelo de Cantiano (Pesaro), Martinato Umberto de Ferdinandsberg (Hongrie), Ghersinich Teodoro de Fiume, Scaramucci Gino de Gualdo Tadino (Pérouse), Ongaro Antonio d'Albona (Pola), Stocchi Ubaldo de Gubbio (Pérouse), Ferrara Cesare de Rome, Mancini Giuseppe de Cagli (Pesaro) et Gerbella Alfredo de Parme.
- Une deuxième liste s'y ajouta, comprenant les noms de Pedinotti Gino de Pesaro, Spagni Emanuele de Cadelbosco di Sotto (Reggio d'Emilie), Maschio Giovanni de Cison (Vicence), Barazutti Silvio de Cavazzo Carnico (Udine), Romanutti Germano d'Araraquara (Brasile), Lucchetta Giulio de Cantiano (Pesaro), Rossetti Bonno de Cavriglia (Arezzo), Bonifaci Agostino de Spoleto (Pérouse), Martinelli Vincenzo de Spoleto (Pérouse), Angeli Giovanni de Vivaro (Udine), Borriero Francesco de Piovene (Vicence), Giulietti Mansueto de Pergola (Pesaro), Rigoni Giambattista de Bassano (Vicence), Ulivucci Ermenegildo de Bagno di Romagna (Forlì), Costetti Romano de Lugano, Maiola Marcello de Mosso S. Maria (Vercelli), Graia Giacomo de Romagnano Sesia (Novare), Mosconi Ottavio de Bagno di Romagna (Forlì), Taglioli Domenico de Molinella (Bologne), Fortini Augusto d'Ossana (Trente), Della Bina Sante de Nocera Umbra (Pérouse), Giacobino Andrea de Rivarolo Canavese (Turin), Briscolini Umberto de Pergola (Pesaro), Gentilucci Federico d'Urbino (Pesaro), Fortini Giosuè de Cortona (Arezzo), Drigo Valentino de Portogruaro (Venise), Giazzon Natale de San Gregorio nelle Alpi (Bellune), Furlan Vittorio de Trieste, Pallaoro Basilio de Sant'Orsola (Trente), Toni Giovanni de Gualdo Tadino (Pérouse), Fiore Giuseppe de Gioia del Colle (Bari) et Mariotti Pietro de Costacciaro (Pérouse).
- (Acs, P s, 1928, b. 205 J 4: La Légation d'Italie au Mae, 8.11.1928 et 2.12.1928).
- ⁶¹ Acs, P s 1928, b. 205 J 4: la Légation d'Italie au Mae, 8.11.1928. Appartenaient à la cellule maçons: Fiore Giuseppe, Pedinotti, Bianchi, Parigi, Carradori, Spagni, Ambrosini, Maschio Abramo, Maschio G., Barazutti, Poci, Romanutti, Candoni, Peruzzi. Cellule mineurs: Mosconi, Stocchi, Mariotti, Soriani, Taioli, Fortini A., Della Bina, Giacobini, Briscolini. Cellule mineurs Mont-Rouge: Lucchetta G., Rossetti Br., Bonifazi A., Martinelli, Angeli Giovanni, Giovagnoli, Martinato U., Ghersinich T., Borriero, Giulietti M., Rigoni, Scaramucci, Ulivucci Erminio, Costetti, Ongaro Antonio,

Maiola, Grai. *Cellule des rues*: Gentilucci, Fortini, Ferrara Cesare, Mancini, Gerbella, Drigo, Giazzon, Furlan. Autres membres: Fortini, Maschio, Romanutti, Mancini, Giovagnoli, Lucchetta, Giulietti, Fiume, Pelato, Gentilucci, Romanutti, Furlan, Giulietti, Toni Giovanni, Barazzutti, Ambrosini, Ciuffo (?), Pelato, Bianchi, Fiore Giuseppe, Barazzutti, Fiume, Fortini. *Chefs de cellules*: Mosconi, Fiore Giuseppe, Lucchetta, Gentilucci.

- ⁶² Acs, P s 1928, b. 205 J 4.
- ⁶³ Il Riscatto, 16.12.1928 et Il Corriere della Sera, 8.5.1929. Suite aux protestations des organisations antifascistes, les expulsés qui étaient des chefs de famille obtinrent la permission de rentrer au Luxembourg (Il Riscatto, 30.12.1928).
- ⁶⁴ Luxemburger Wort, 28.11.1928.
- ⁶⁵ L'Adunata dei Refrattari, New York, année VII, n° 48, 22.12.1928.
- ⁶⁶ Acs, p s 1929, b. 4 I et J 4 I: division Polizia politica, 3.12.1928 et 19.12.1928.
- ⁶⁷ Acs, P s 1929, b. 193 J 4 I: le Mae au Directeur général de la Pubblica Sicurezza, 6.2.1929.
- ⁶⁸ Compte rendu de la Chambre des députés, 1928-1929, séance du 25 avril 1929, p. 1510.
- ⁶⁹ Il Riscatto, 20.1.1929.
- ⁷⁰ Ael, Justice, 76/27-0182; Monzani au ministre d'Etat Bech, 22.5.1929.
- ⁷¹ Ael, Justice, 76/27-0181; Bech au Directeur général de la Justice, 25.5.1929.
- ⁷² Il Riscatto, 21.7.1929.
- ⁷³ Il Riscatto, 19.9.1929.
- ⁷⁴ Il Riscatto, 10.11.1929.
- ⁷⁵ Asmae, 1422, télégramme de Grandi au ministre Meriano, 31.10.1929.
- ⁷⁶ Asmae, 1422, Meriano au ministre d'Etat, 3.11.1929 et Ael, Affaires étrangères, 346-0004.
- ⁷⁷ Le vice-consul Attilio Colombo sortait d'un café d'Esch, accompagné par des amis, quand il fut visé par des inconnus, qui tirèrent plusieurs coups de revolver sur lui. Heureusement il ne fut pas blessé (La Voce d'Italia, 20.9.1925).
- ⁷⁸ Asmae, 1422: lettre de Meriano au Mae, 8.11.1929. Le ministre des Affaires étrangères, Grandi, répondait à Meriano en critiquant le mauvais français utilisé par la Légation d'Italie et surtout en reprochant que la lettre de protestation ne contienne pas l'avertissement «en ce qui concerne les répercussions que les délits des antifascistes peuvent avoir sur l'opinion publique italienne et sur les relations amicales entre les deux pays» (Asmae, 1422: télex de Grandi, 25.11.1929).
- ⁷⁹ Ael, Affaires étrangères, 356-0001; et Asmae, 1422: lettre du ministre d'Etat Bech à Meriano, 9.12.1929.
- ⁸⁰ Asmae, 1422: lettre de Meriano au Mae, 26.11.1929.
- ⁸¹ Asmae, 1422: télégramme de Meriano au Mae, 11.12.1929.
- ⁸² Escher Tageblatt, 21.12.1929, l'Echo de l'Industrie protesta, lui aussi, pour des motifs de travail. Il s'agissait de l'organe de la Fédération des Industriels Luxembourgeois, 11.1.1930.
- ⁸³ Asmae, 1422: lettre de Meriano au Mae, 8.11.1929.
- ⁸⁴ Il Riscatto, 17.2.1929.
- ⁸⁵ Il Riscatto, 22.9.1929.
- ⁸⁶ Zuccoli Massimo, né à Veduggio Olona (Varèse) en 1884. Il s'établit à Luxembourg en 1920 et fonda, trois ans plus tard, une entreprise de construction. A sa mort, survenue en 1930, l'entreprise fut reprise par son fils Ubaldo.
- ⁸⁷ Cf. la brochure «XXV Anniversario di fondazione della Società Italiana di Mutuo Soccorso di Lussemburgo», op. cit., p. 21.
- ⁸⁸ Les principales informations sont tirées du «Bollettino della Camera di Commercio Italiana nel Lussemburgo», dont les numéros suivants se trouvent à la Bibliothèque nationale de Luxembourg: 1926 (vol. 2), 1927, 1928, 1929 et 1931.
- ⁸⁹ La Voce d'Italia, 1^{ère} année, n° 37, 13.9.1925.
- ⁹⁰ Spectacle du 9 juillet 1927 à l'hôtel Cresto d'Esch-sur-Alzette.
- ⁹¹ La fête qui commémorait l'anniversaire du roi d'Italie constituait la vraie fête nationale italienne. Outre les notoriétés italiennes, y participaient aussi tous les représentants du corps diplomatique, toutes les plus hautes autorités politiques et administratives du Grand-Duché et un grand nombre d'autres personnalités. A l'occasion des festivités pour l'anniversaire du roi en 1925, le ministre de la Légation d'Italie Compans de Brichanteau rappelait dans son discours, que Vittorio Emanuele III était «aussi le roi de cette Italie toute nouvelle, qui depuis trois ans fait l'admiration du monde entier pour sa discipline, sa volonté de travail, le patriotisme de ses enfants (...), malgré le fait qu'à l'étranger une certaine presse écrite en langue italienne (...) assure le contraire» (La Voce d'Italia, 1^{ère} année, n° 48, 29.11.1925).
- ⁹² Il Riscatto, 12.5.1929.
- ⁹³ Étaient indiquées comme «politiquement dangereuses quoique non inscrites au parti communiste, les personnes suivantes: Brigo Giovanni de Malo (Vicence), Gennaro Achille de Pordenone, Carrara Giovanni de Padoue, Martignoni Edoardo de Gualtieri (Reggio d'Emilie), Motta Pietro de Vigevano (Pavie), Teruzzi Augusto de Colognola (Vérone), Sergio Paolo d'Orsini (Nuoro), Boffelli Giuseppe de Mascazzano (Crémone), Maggia Giuseppe de Lazzolara» (Acs, Cpc, b 312 au nom «Barascutti»: note de la Direction générale de la Sécurité publique au Mae, 8.8.1929).
- ⁹⁴ Ael, Justice, 76/25-0112: brigade criminelle de Luxembourg, 18.4.1928. Il y avait des personnes, qui se chargeaient de fabriquer de faux passeports pour les Italiens expulsés ou démunis de cartes d'identité. Parmi ces falsificateurs se trouvait apparemment un certain Rizzoli Arturo de Bologne, qui aurait fourni un passeport au militant communiste Proverbio Battista (né à Castellanza - Varèse et expulsé du Grand-Duché en 1928). (Ael, Justice, 76/44-0013: gendarmerie de Dudelange, 20.8.1928).

- ⁹⁵ Il Corriere, 10.5.1929.
- ⁹⁶ «45 morti-238 feriti», éd. des fasci italiens à l'étranger. Rome, octobre 1933, pp. 62-67, Archives Centrales d'Etat.
- ⁹⁷ Le comité de la «Ligue antifasciste du Luxembourg» s'était mobilisé, afin d'empêcher que les funérailles ne deviennent une manifestation fasciste et il avait contacté tous les militants en leur faisant parvenir un tract (Ael, Justice, 76/27-0180: commissariat de police d'Esch-sur-Alzette, 5.5.1929). En envoyant un de ces tracts au chef du gouvernement luxembourgeois, le ministre Monzani écrivait: «C'est cette propagande de haine, qui inspire les assassins à commettre leurs lâches crimes» (Ael, Justice, 76/25-0069; Monzani au ministre d'Etat, 4.5.1929).
- ⁹⁸ Arena était né à Canicattì (Agrigento) le 5 août 1882. Envoyé par le ministre des Affaires étrangères, il était arrivé à la Légation de Luxembourg au mois de mars 1928. Sa dépouille mortelle fut transférée à Rome le 4 juillet et on y célébra des funérailles solennelles.
- ⁹⁹ Gino D'Ascanio avait passé cinq années (jusqu'en 1917) dans la Maison correctionnelle de S. Lazzaro Parmense; puis il avait émigré en France, où il fut condamné pour vol; expulsé d'Italie, il fut arrêté pour vol d'objets militaires et désertion. Ayant bénéficié d'une amnistie, il s'établit à La Spezia, où il fut à nouveau condamné pour vol. Sorti de prison en 1926, il émigra clandestinement au Luxembourg. Puis il voyagea à nouveau à travers les Pays-Bas et la Belgique d'où il fut à nouveau expulsé.
- ¹⁰⁰ Il Messaggero, 2.5.1929.
- ¹⁰¹ Il Mezzogiorno, 11.5.1929.
- ¹⁰² Ces chiffres furent contestés par la Légation d'Italie du Luxembourg, qui affirmait que la majorité des travailleurs italiens s'inscrivait aux syndicats libres et au parti ouvrier (Acs, P s 1929, b. 193 J 4 I: le Mac à la Direction générale de la Pubblica Sicurezza).
- ¹⁰³ Il Corriere, 10.5.1929.
- ¹⁰⁴ Il Riscatto, 5.5.1929.
- ¹⁰⁵ Acs, P s 1929, b. 193 J 4 I: division Polizia politica, 2.7.1929.
- ¹⁰⁶ Acs, P s 1929, b. 193 J 4 I: La Légation d'Italie à la Direction générale de la Pubblica Sicurezza, 29.7.1929.
- ¹⁰⁷ Acs, P s 1929, b. 193 J 4 I: rapport moral pour le congrès des groupes italiens au Luxembourg, novembre 1929.
- ¹⁰⁸ L'Adunata dei Refrattari, VII^e année, n° 23, 13.7.1929.
- ¹⁰⁹ Acs, P s 1930-1931, sez. Ia, b. 21 J 4 I: le ministre d'Etat Bech au ministre de la Légation d'Italie, 9.12.1929.
- ¹¹⁰ Acs, P s 1930-1931, sez. Ia, b. 21 J 4 I: le ministre Meriano, 13.12.1929.
- ¹¹¹ Le SRI, à travers un tract diffusé partout, se proposait de prendre à sa charge la défense D'Ascanio et proposait une liste de souscription. La police secrète se mit tout naturellement à la recherche des promoteurs et des souscripteurs de la liste (Ael, Justice, 76/14-0018: tract 1929). Toutefois, le SRI refusait de confier la défense d'Ascanio au démocrate-social Blum, «un représentant des traîtres de la classe ouvrière», et proposait l'avocat Marso (Ael, Justice, 76/15-0055: tract 1929).
- ¹¹² Il Corriere della Sera, 7 et 8 mai 1930; La Stampa, 8 mai 1930; L'Humanité, 5 mai 1930.
- ¹¹³ L'Humanité, 8 mai 1930.
- ¹¹⁴ Acs, Police politique, b. 21, f 13: information de Bruxelles, 21.5.1929.

CHAPITRE 3:

ESCH-SUR-ALZETTE: CHAMP DE BATAILLE DES OPPOSES EXTREMISTES

1. LES QUARTIERS ITALIENS TYPIQUES

Les troubles de la Première Guerre mondiale dissipés, les immigrants italiens recommencèrent à affluer à Esch-sur-Alzette. Leur taux allait évoluer annuellement:

Année	Population	Italiens
1922	15 220	2 134
1927	16 552	3 809
1930	18 244	4 018

Les «quartiers italiens» acquérèrent à nouveau toute la vivacité par leurs commerces et surtout par leur couleur typiquement méditerranéenne. Le «Guide officiel illustré» les décrits, en 1926, de la façon suivante¹.

«Nous entrons par la rue du Brill dans le centre de la colonie italienne. Du coup, l'entourage change: inscriptions de réclames et de noms italiens aux façades, fruits et mets du Sud dans les vitrines des épiciers et des traiteurs, maisons et gens habillés de couleurs criardes, du bruit, de l'animation, des ordures, toute la vivacité et la malpropreté pittoresque de la race méridionale qui circule dans la rue, le teint hâlé, l'œil vif et noir, types d'une beauté parfois classique, discutant, chantant, gesticulant, emportés par le mirage de leur verbe sonore. Nous songeons au mot de Goncourt: «Les langues gazouillent à mesure qu'elles s'approchent du soleil» et sommes séduits presque malgré nous par la belle vitalité de ce peuple sensuel, artiste et tenace.

En traversant le passage à niveau du chemin de fer Prince-Henri, nous nous trouvons dans le quartier nommé: La Frontière. Ici encore l'élément italien domine. Le dimanche surtout, la foule variée et cosmopolite d'ouvriers italiens, slaves, allemands, français et luxembourgeois emplit les cafés et les rues des fortes rumeurs de leurs joies grossières, cherchant dans l'alcool, la danse, le chant et le tumulte l'oubli des lourdes journées de peine. Grande ballo! Des portes de café entrouvertes sortent des lambeaux de musique, derniers fox-trot et rengaines populaires, dont les pianos mécaniques, les jazz-bands et les accordéons rythment les danses des filles à l'œil effronté, à la voix enrouée tournant au bras de types de Francis Carco, tout au fond d'une salle enfumée, remplie du brouhaha indicible de chants ivres, de verres entrechoqués et rixes méchantes. Ici la société n'est pas toujours recommandable. Passons, Passons.

Quelques centaines de mètres plus loin, nous voyons à notre gauche, l'ancienne usine Brasseur, actuellement propriété de la société de la Terre Rouge, et à droite, à côté des vastes bâtiments, renfermant les bureaux d'administration et le Casino, les confortables villas des employés supérieurs de la société. En franchissant, un peu plus en avant, la barrière du chemin de fer Guillaume-Luxembourg, nous pénétrons dans la Hoehl, vrai quartier ouvrier, et bientôt nous nous trouvons en face des terrains miniers, dont la poussière jaune-rougeâtre recouvre tout: les maisons, les rues et les gens.»

Le témoignage du ministre de la Légation d'Italie Daniele Varè, est tout aussi intéressant. Il décrit ainsi, une de ses promenades à travers les rues d'Esch²:

«J'ai flâné, seul et en silence, dans plusieurs lieux fréquentés par les communistes (par exemple le café de Libero Scambio à Esch), mais je n'ai rien vu de relevant. Sur les murs noircis par la fumée il y avait des portraits d'un de nos subversifs, décédé depuis peu (mais même sa veuve ne le reconnaîtrait pas!) ainsi que ceux de Giordano Bruno. De même, j'ai noté des allégories compliquées, signées Julich, vraiment incompréhensibles. Des paquets de cartes sur les tables, des crachats par terre, des chiens dans un état piteux, des enfants sales et certains beaux garçons, des originaires de la Romagne, avec des épaules semblables à celles d'Hercule de Farnèse...

La plupart des magasins d'Esch portaient des noms italiens et les débits de boissons servaient le chianti et le lambrusco, l'anguille marinée, les gnocchi à la romaine et les spaghetti à la sauce tomate. Pour nos compatriotes, le terme communisme était synonyme, à mon avis, du terme «logement». Ces pauvres gens habitaient



Esch-sur-Alzette. La rue du Brill, au cœur du «Quartier italien» (Armeni Alberico, 5^e à droite, en chemise blanche, devant son magasin).

dans des taudis ou de petites maisons à deux étages avec des toits plats en ardoise, où on meurt de chaleur en été et de froid en hiver. Ils habitaient à plusieurs dans une même chambre minuscule et misérable. Le travail dans les hauts fourneaux ne s'arrêtait ni le jour ni la nuit et les ouvriers travaillaient huit heures d'affilée. C'est ainsi qu'un même lit était occupé en permanence. Trois personnes y dormaient successivement au cours des vingt-quatre heures. Si toutes ces personnes avaient pu disposer de maisons convenables, leur prétexte communisme aurait disparu à l'instant. Mais leur travail exténuant, leurs médiocres revenus, leur vie de famille misérable à cause des familles nombreuses et du peu de place à leur disposition, toutes ces circonstances favorisaient la propagande subversive, faite par de nombreux moyens et utilisant toutes les feintes. En moyenne, tous les deux mois, les instincts sanguinaires de ce ramassis international poussaient à quelque drame effroyable.

Il ne m'était pas facile d'aider mes compatriotes qui travaillaient dans les aciéries. Il fallait le faire de sorte que cette aide paraisse n'avoir aucun lien avec la Légation d'Italie. Une fausse manœuvre de la part du ministre pouvait attirer sur les Italiens bien pensants la vengeance d'un communisme agressif et prépondérant quant à son nombre, la police était d'ailleurs impuissante à protéger quiconque. Un jour que je me trouvais à Esch en compagnie des pères Martinoli et Chiodelli de l'Oeuvre Bonomelli (qui remplissaient une fonction véritablement sainte dans ces milieux troubles), je téléphonai à la direction des hauts fourneaux afin de demander la permission de visiter les ateliers. Ils me répondirent épouvantés que c'était hors de question. Il fallait quatre jours de préavis, afin qu'ils puissent prendre toutes les précautions adéquates.

J'aurai voulu organiser quelques rencontres sportives, créer des diversions, afin d'arracher les ouvriers italiens des cafés tels que le café Lenin, le café Dynamite et le bar Bombacci. Mais celui qui quitte, fatigué, après huit heures de travail, les hauts fourneaux n'a point envie de pratiquer un sport fatiguant. Je donnai mon appui à un groupe théâtral local, qui faisait du bien au sein de la communauté italienne. Mais ici aussi, tout ne se passait pas pour le mieux. Un jeune de dix-neuf ans, à peine arrivé dans le pays, crut bon de devenir membre de cette société non politisée. Or, après une répétition, il reçut un coup de couteau dans le dos par un groupe de camarades subversifs.»

Et un correspondant de la «Voce d'Italia» évoque Esch en ces termes³:

«Le dimanche, les débits de boissons, les cafés, les «bals» – trop, trop, trop! – sont pleins à craquer de compatriotes qui, après une semaine passée dans les profondes galeries ou dans des lieux d'une chaleur insupportable tels que les ateliers volcaniques, se détendent et s'amusent...»

A Esch, l'emprunte est italienne: se succèdent les magasins et les cafés, extérieurement constellés de noms et de citations italiens, parfois grottesques et d'un goût douteux. Légendes et vitrines peintes, sur lesquelles les inévitables «minestrone toujours prêt», «cordonnerie italienne», l'excellent chianti, le barbera, le lambrusco, la pétanque et la grappa du Piémont, patrons du champ, dansent une sarabande antiesthétique, quoiqu'en des couleurs éclatantes, sans se soucier de l'orthographe.»

Voici enfin, comment un correspondant du «Mezzogiorno» de Naples présente les Italiens d'Esch en 1929⁴.

«Ils parlent tous à la perfection la langue italienne et sont des citoyens italiens. Progressivement ils se sont concentrés dans un quartier de la ville longeant le chemin de fer où les enseignes, les panneaux, les noms et les affiches sont en langue italienne. Leur présence datant de si longtemps est tellement appréciée et bien vue par les autorités du pays et par la population, que la ville d'Esch-sur-Alzette est devenue trilingue même sur les nombreuses enseignes municipales: Hôtel de Ville, Bürgermeisteramt, Casa Comunale. Et la langue italienne, même si elle n'est pas parlée, est comprise par presque la totalité des habitants d'Esch-sur-Alzette. Ceci démontre comment cette vieille colonie de travailleurs, non seulement a gagné le respect pour son activité – dans peu d'endroits à l'étranger on a constaté une telle capacité de résistance et de productivité de notre ouvrier – mais aussi comment elle a su garder une attitude correcte et digne pendant des dizaines d'années. Il faut cependant nier que ces derniers aient coupé ou relâché les liens avec la mère Patrie. Les visites de nos compatriotes à leurs villes d'origine sont fréquentes: la correspondance active, l'envoi d'argent à la famille en besoin ininterrompu.»

Entrepreneurs, commerces et cafés

Au cours des années 1920 à 1930, de très nombreux Italiens animèrent la vie industrielle et commerciale d'Esch-sur-Alzette. La liste que nous citons est longue, mais incomplète.

Entrepreneurs en bâtiments:

Marco Moia (71, rue de l'Industrie, aujourd'hui rue Zénon Bernard), Pietro D'Ambros (37, bd Prince Henri), Aurelio Bonaria (91, rue de Redange, aujourd'hui rue du Canal), Pasquale Moia (façadier, 68, rue de l'Industrie), Antonio Caffaro (rue C.M. Spoo), Adami Giuseppe (rue Ad. Emile, puis rue de l'Eau, puis rue du Fossé), Bregoli Venuto (rue de l'Industrie), Casali Giuseppe (5, rue du Fossé), Crolla Frères (rue de l'Industrie), Nodari Giuseppe (4, bd Prince Henri), Panotto Pietro, Stoisa Modesto (rue de Luxembourg), Zurini Bruno (58, rue de l'Industrie), Zambelli Max.

Hôtels et pensions:

L'hôtel des Voyageurs ou hôtel Cresto (en face de la gare), son commerce était florissant: à toutes les dates les plus importantes de l'année, il offrait des concerts, des variétés, des bals, des opérettes. En 1927 l'hôtel Cresto fut vendu au LAV et devint alors la «Maison du Peuple» et siège du syndicat socialiste.

Commerces en gros et en détail:

Dans le quartier du Brill et ses alentours, on trouvait des entreprises traditionnelles, déjà connues: le commerce de fruits et légumes de Poggi Alfredo (116, rue de l'Alzette), les ateliers de couture de Sebastiano Bertinelli (43, rue du Brill), Alberico Armeni (4, rue du Brill) et Guetti Pasquale (rue de l'Alzette), les pâtes alimentaires de Crescentini (rue de Redange). D'autres commerçants italiens étaient: Savelli (produits alimentaires, 25, rue du Brill), Fratini G. (vins), Berrini-Gauvin (sous-vêtements homme-femme, rue du Brill), Grazzini Donatello (limonades et eaux minérales, rue des Boers), Marchetti Serafino (couleurs et papiers peints, rue de l'Industrie), Sterzi Giovanni (coiffeur, rue de l'Industrie), Alcadre (marchand d'autos), Benedetto Vittorio (garage Polfer), Boschieri Luigi (meubles, rue des Boers), Brancador M. (chaussures, 49, rue Dicks), De Gregori Angelo (chaussures, rue des Charbons), Sosio Emilio (chaussures, rue de l'Industrie), Orizi-Rossi (instruments de musique, 143, rue de l'Alzette) et Panozzo Giovanni (menuisier, 77, rue Victor Hugo).

Au quartier Frontière:

On trouvait le bien connu Lise Giro (grand garage et location d'autos, 1-3, rue de la Hoehl), mais aussi Rossi Giovanni (vins et alimentation, rue de la Hoehl), Sorci Sante (alimentation, 7, bd Prince Henri), De Stefani Emilio (vins, 36, rue d'Audun), Fossati Angelo (boucherie chevaline, rue d'Audun) et Augusto Cantoni (boulangerie, 57, rue Ad. Emile).



Esch-sur-Alzette, 1924. Le renommé hôtel Cresto lors du mariage Funck-Bregoli (en 1927 l'hôtel devint la «Maison du peuple», siège du LAV). De gauche à droite: 1^{er} rang: 2. Mme Moia, 3. Poggi Alfredo, 4. Mme Bregoli-Bulgarelli Luigina, 5. Funck Charles, 6. Mme Funck-Bregoli Lucia (la mariée), 7. Funck Ernest (le marié), 8. Mme Funck-Hemes Mathilde, 9. Bregoli Benvenuto, 10. le ministre Brichanteau, 12. Mme Poggi-De Demo Agostina. 2^e rang: 3. Funck Henri, 4. Mme Crolla Annetta et puis Bregoli Jean, M. et Mme Ries, Funck Albert et Léon, Giorgetti Achille, Moia Marco, le vice-consul d'Italie Jean-Pierre Claude (au centre), et, à sa droite, M. et Mme Cresto Jean, Moia Giovannino, Mme Bregoli, Caffaro Antonio, Rossini . . .

Nombreuses étaient les *épiceries*: Finetti Giacomo (rue Ad. Emile), Bertinotti Giuseppe (32, rue des Prés), Bonfiglioli Giuseppe (place du Brill), Biasini Marcello (rue C.M. Spoo), Cellina Giuseppe (rue des Boers), Corbelli Giovanni (rue de la Hoehl), Fenocchio Pietro (rue Boltgen, puis place du Brill), Giustiniani Francesco (2, bd Prince Henri), Vve Malucelli Romeo (rue de l'Industrie), Perillo Antonio (rue Dicks), Rossi Giovanni (rue de la Hoehl), Stortini Giovanni (rue C.M. Spoo), Zaninetti Vincenzo (rue de la Hoehl).

Innombrables étaient les *cafés*. Au quartier du Brill: Marianna, Mancini Antonio, Sabatini Pasquale, Piccioni (16, rue du Brill), Rossi, Fratini Marino (11, rue du Brill), Fratini Gaetano (3, rue du Brill), Negrini Luigi (rue des Boers), Moriconi Luigi (52, rue du Brill), Vitali Luigi (rue Dicks).

Au quartier Frontière: Malano (rue de la Hoehl), Bartocci Alfredo (47, rue d'Audun), Passeri Luigi (32, bd Prince Henri), Gherardi (21, bd Prince Henri), Sabatini Enrico (3, bd Prince Henri), Ribeca Giuseppe (rue d'Audun), Solazzi (16, rue de la Hoehl), Cauria Mario (26, rue de la Hoehl), Lazzeri (30, rue de la Hoehl), Viola Ubaldo (78, rue d'Audun), Nodari Giuseppe (4, bd Prince Henri), Poveromo Gregorio (rue Ad. Emile), Bernardo (15, rue d'Audun), Pucci Luigi (50, rue d'Audun), Trezzi (rue d'Audun, avec salle de danse), Mattiazzo-Doncols, Bregoli-Lazzeri François (rue des Prés), Rebecchi (rue des Charbons).

Les cafés étaient fréquemment en même temps des *épiceries*. Parfois on y vendait aussi des vêtements à côté des différentes boissons alcooliques. D'autres avaient

Esch-sur-Alzette. Le commerce de Zaminetti Vincenzo, dans la Hoehl, était florissant.



dans un même local le café et le restaurant ou bien ils organisaient des bals et des fêtes. Une vie extrêmement animée!

Comme toujours, certains commerçants passaient pour être des «fascistes», d'autres des «communistes», d'autres encore étaient «neutres». Mais souvent, devant les verres pleins de vin, toutes les barrières politiques étaient effacées!

2. LA VERDI ET LA GARIBALDINA

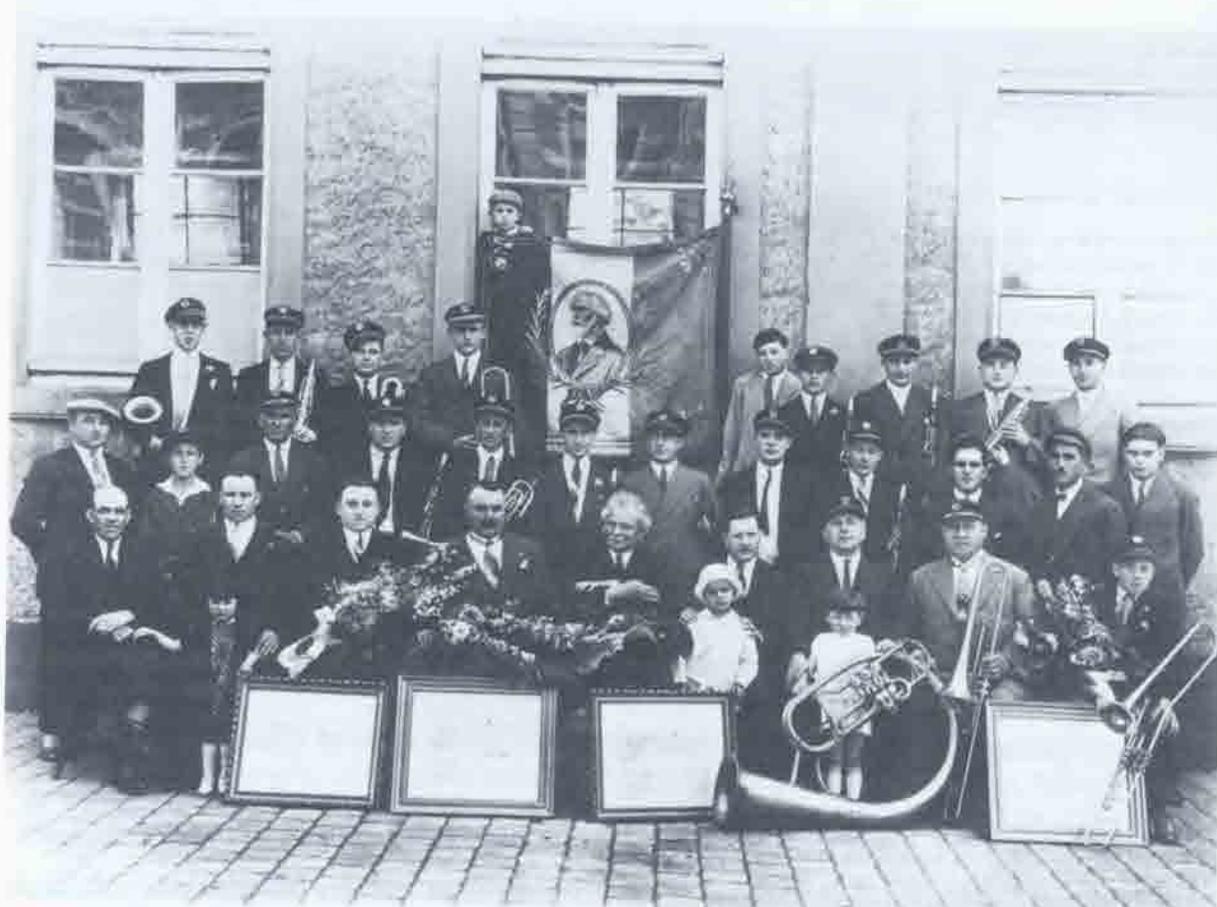
La vie de la collectivité italienne d'Esch continuait à être égayée par les deux fanfares traditionnelles: la Verdi et la Garibaldina.

Dans l'immédiat après-guerre, la Garibaldina était encore dissoute: mais la Verdi continuait, intrépide, son activité musicale, surtout après avoir engagé comme directeur Alfredo Orizi, un jeune maître de carrière qui venait juste d'arriver d'Italie et qui s'était établi à Villerupt⁵. Il donna une nouvelle impulsion à la Verdi, en ajoutant des saxophones, en recrutant de nouveaux membres et en reprenant les concerts publics.

En 1919, grâce à l'initiative de la Verdi et la collaboration des autres sociétés italiennes et luxembourgeoises d'Esch, on célébra la «Fête nationale du XX septembre» par un cortège et des concerts. Pour cette occasion, la municipalité avait décidé d'illuminer la ville⁶. Depuis Rorschac, où il séjournait encore, le ministre Della Torre se félicitait de cette initiative et ordonnait qu'on «arbore le drapeau de la Légation comme on le fait le quatorze juillet»⁷.

Vers 1922, la fanfare «Garibaldina» fut reconstituée à son tour. Le président en était Max Zambelli. La Verdi proposa, en vain, une fusion par l'intermédiaire de son président Donzelli (1924). Les deux corps musicaux existeront toujours parallèlement.

Au cours de l'année 1926, la Verdi renouvela ses statuts, institua la fête de la Sainte-Cécile comme fête patronale et commença à donner des concerts de propagande dans différents centres du Luxembourg. Le premier eut lieu à Luxembourg-Ville avec la participation du personnel de la Légation royale, de la Chambre de Commerce italienne, de la municipalité et environ 3 000 spectateurs.



Esch-sur-Alzette, vers 1928. La fanfare «Giuseppe-Verdi» pose devant la vieille école de la Frontière. De gauche à droite: 1^{er} rang: 1. Ochs Ignace, 2. Solazzi Arturo et sa fille Gaudina, 3. Valentini Edmondo, 4. Casali (président de la «Verdi»), 5. Montanari (directeur de la fanfare), 6. Senofonte Domenico avec l'enfant Armeni Sesto, 7. Antinori Federico et sa fille Albina, 8. Bonaria Aurelio, 9. Antinori Amilcare. 2^e rang: 1. Reorda Giuseppe, 2. Lazzeri (enfant), 3. Martinuzzi, 4. Fumanti Roberto, 5. Gaudina Giovanni, 6. Pasini Andrea, 8. Passeri Ivo, 9. Sagramola Quinto, 10. Pasetti, 12. Casali Bigin (fils). 3^e rang: 1. Piccini (cafetier), 2. Gaudina Ping, 3. Camardi Giuseppe, 4. Molinari Domenico, 5. Gaudina Benvenuto, 6. Vinciotti Ideale, 7. Barberi Carlo, 8. Cresto Giovanni, 9. Gambucci Nello.



Esch-sur-Alzette, années '20. La fanfare «Garibaldina» lors d'une excursion. On reconnaît: Malucelli Colombo, Fratini Gaetano, Poggi Alfredo, Valentini Andrea, Senofonte Domenico, Fratini Delfino.

Fière de ses succès, la Verdi proposa une nouvelle fois à la Garibaldina la fusion en un seul corps musical: avec un nouveau nom et avec comme président le maître Orizi de la Verdi et comme vice-président Tonetti de la Garibaldina⁸.

La proposition n'eut pas de suites positives, probablement pour des motifs politiques. G.S. Carocci, qui décrit l'histoire de la Verdi⁹, affirme que cette dernière n'était pas engagée politiquement et laissait à ses membres la pleine liberté d'attitude politique. Mais tout le monde n'était pas du même avis.

Le 11 février 1926, la Verdi organisa une grande «Soirée commémorative» pour le 25^e anniversaire de la mort de Giuseppe Verdi. La manifestation se déroula dans la salle de l'hôtel Métropole à Esch. Elle débuta par l'hymne du corps musical, composé par Orizi et dédié «Au cygne de Busseto», puis elle joua de nombreuses compositions de l'œuvre de Verdi, accompagnée par une chorale (les sopranos solistes étaient A. Arendt et N. Ferrari, le ténor, Othon Schockmel et la pianiste, Elisa Stumpf).

Extrêmement actif, maître Alfredo Orizi fonda par la suite, au même siège que la Verdi (auprès du café Cresto-Lacaff), la «Société orchestrale Gioacchino Rossini». Le Comité était composé par le maître lui-même, ainsi que par Giovanni Cresto (caissier), Adriano Sabatini (secrétaire) et par les conseillers Renzo Volta, Ivo Passeri et Roberto Fumanti. Parmi ses membres actifs on trouvait Antinori Amilcare et Federico, Barberi Carlo, Bertinelli Cesare et Cesario, Balzarini Anna, Camarda Giuseppe, Fratini Delfino, Fritsch Giulia, Gaudina Giovanni et Giuseppe, Giorgini Amedeo, Mancini Silvio, Molinari Domenico, Moia Giuseppe, Perillo Alfredo, Rosini Mario, Sabatini Maria et Tommaso, Staffaroni Virgilio. Ce nouveau corps musical donna un grand concert vocal et instrumental.

Les 24 et 28 avril 1927, la Verdi se produisait dans de grands concerts à l'occasion du XV^e anniversaire de sa fondation. Elle proposa à ses amis un programme extrêmement riche, comprenant des extraits de l'œuvre de Verdi, Rossini, Donizetti, Bellini, Corelli, Beethoven, Orizi, etc... A ces concerts participaient la pianiste Elisa Stumpfer, la soprano Cécile Neiens, le ténor Othon Schockmel et la chorale «Jeunesse d'Esch», accompagnée par son maître Miny.

Au cours de cette année, le président honoraire de la Verdi était Xavier Blum, administrateur des Terres Rouges, le vice-président d'honneur en était Alfredo Poggi, le président effectif, Giuseppe Casali, le vice-président effectif, Giovanni Gaudina, le secrétaire, Edmondo Valentini, le vice-secrétaire, Ivo Passeri et caissier, Stefano Cresto.

Les personnalités composant le Comité d'honneur étaient: Biondi Giovanni, Camarda Giuseppe, Cresto Giovanni, Fumanti Roberto, Staffaroni Virgilio, Badriotto, Cantoni Augusto, De Stefani Emilio, Lise Giro, Minotti Adamo.

Parmi les «membres effectifs» on trouvait: Agostini Vincenzo, Aluisi Ernesto, Antinori Federico, Antinori Amilcare, Barberi Carlo, Barbadori Marcello, Bertinelli Bruno, Bertinelli Cesare, Berti-



Esch-sur-Alzette, 1923. Un groupe d'Italiens originaires de Pergola (Pesaro) pose devant le café Cordelli (rue Adolphe Emile - aujourd'hui rue de Stalingrad). Assis, de gauche à droite: 2. Tagliaboschi Tasso, 3. Binotti Ines, 6. Zuccaroli Giovanna et ses deux enfants Margherita et Aroldo. Derrière eux: Zuccaroli Giuseppe, Pataconi Mariano, Dal Fuoco Paulino, Santini Serafino, Tarducci Elia et Barbadori Uriolo.

nelli Cesario, Biondi Giovanni, Camarda Giuseppe, Carocci Giovanni, Cianfighi Luigi, Coullen Lamberto, Cresto Giovanni, Didier Enrico, Flammang Umberto, Fratini Delfino, Fumanti Roberto, Gabellini Libero, Gambucci Nazzareno, Gaudina Giovanni, Gaudina Giuseppe, Giorgini Amadeo, Giovannoni Giuffino, Mancini Silvio, Molinari Domenico, Pasini Adriano, Piccini Eduardo, Piccini Alessandro, Ringelberg Jean, Reorda Giuseppe, Sonnhalter Max, Staffaroni Vergilio, Stradaroli Arnoldo, Triery Pierre, Domei Pietro, Valentini Edmondo.

3. LA «SOCIETE DE SECOURS MUTUEL»

Le 23 juillet 1922, la société célébra le 30^e anniversaire de sa fondation. A cette occasion, elle publia une brochure commémorative, dans laquelle elle affirmait avoir la ferme intention de continuer, «avec une foi inébranlable» au-dessus de toutes divergences de partis, sa noble tâche de solidarité, en l'honneur de la lointaine patrie, pour le prestige et la valorisation de l'immigré italien. La société comptait à cette époque 143 membres inscrits. La commémoration de son 30^e anniversaire fut célébrée par une grande fête populaire, des jeux et la participation des fanfares italiennes.

La référence à la lointaine patrie relevait sûrement des «temps nouveaux» et devait être accentuée dans les statuts, revus en 1926 et dont l'article 3 énonçait que «le Secours Mutuel» exclut catégoriquement toute discussion politique, considérant l'italianité et l'hospitalité, en d'autres termes, l'amour et la fidélité à la Patrie, ainsi que l'obéissance aux lois du pays d'immigration, comme des devoirs tout à fait naturels, donc excluant toute compétition entre partis».

La «*Société de Secours Mutuel*» avait connu maints problèmes. En 1922, le Parti communiste avait essayé de la dominer, en y faisant inscrire un grand nombre de ses membres. Mais la réaction ne se fit pas attendre et, en 1923, Bervini Vittorio, qui à plusieurs reprises avait essayé d'entamer des discussions politiques au cours des réunions, fut expulsé. Ses amis provoquèrent alors un «schisme», qui finit par échauffer les esprits. Ceci eut pour conséquence que l'assemblée générale du 17 février 1923, présidée par le comte Della Torre, ne se tint pas comme d'habitude dans le local «neutre» de l'hôtel Cresto, mais au siège de l'«Oeuvre Bonomelli», et fut présidée par la police¹⁰. (De ce «schisme» naquit le «Secours Mutuel La

Esch-sur-Alzette. Castagna Francesco, originaire de Lonigo (Vérone), gère une pension au 116, rue Adolphe Emile (aujourd'hui: rue du Viaduc).



Fratellanza»). Au cours de ces années le président de la Société était Antonio Caffaro et Giovanni Cresto en était le trésorier.

En 1927 et 1928 la Société organisa des soirées théâtrales et musicales avec la collaboration de l'«Amicizia» et de la «Garibaldina», afin de rassembler des fonds pour pouvoir venir en aide aux nombreux immigrés malades et nécessiteux.

Une des premières soirées fut organisée le 29 janvier 1927 à l'hôtel Cresto.

Le groupe théâtral «Amicizia» interpréta «Lumi di Sicilia» de Pirandello et «Fuori dal Nido» de Possenti; M. et M^{me} Schockmel, accompagnés au piano par Elisa Stumpfer, chantèrent des airs de Boito, Tosti et Verdi; la «Garibaldina» anima la bal qui clôturait la soirée.

Une autre soirée fut organisée par le «Secours Mutuel» le samedi 31 mars 1928 au «café Excelsior», rue de l'Alzette. Y participait le groupe théâtral «Amicizia» qui se produisit dans «Gli orecchini della festa», ainsi que la Soprano Ferrari Nerina et la «Garibaldina».

4. LE FASCISME A ESCH

Au début des années '20, la ville ouvrière d'Esch était dominée par deux tendances politiques, le socialisme et le communisme.

Mais bientôt apparut une troisième tendance: le fascisme. Ce dernier trouvait au sein de l'Oeuvre Bonomelli un terrain idéal pour son épanouissement (voir chap. suivant) et de ce fait, l'Oeuvre deviendra une cible de tout premier ordre des forces révolutionnaires de gauche. La première victime des luttes politiques fut Abele Tiapago (1925).

Le fascisme bénéficiait de l'appui des «Secours Mutuels» ainsi que des groupes musicaux, poussés par les sentiments traditionnels de l'amour et de la dévotion pour la patrie et la maison de Savoie. Il recrutait ses membres tout particulièrement dans les classes moyennes de l'industrie et du commerce; les commerçants étaient des «hommes de droite» par excellence et les autorités consulaires pouvaient, en outre, aisément faire pression sur eux, en leur accordant ou en leur refusant le droit d'importation de marchandises d'Italie.

Le fascisme se répandit ouvertement au sein de la collectivité immigrée à partir de 1927, à l'époque où Daniele Varè était ministre de la Légation d'Italie. On peut suivre les différentes étapes de cette ingérence à travers les dénonciations du «Riscatto».

«Certaines associations d'Esch (jadis socialisantes ou pour le moins démocratiques), sont en train de vivre une véritable métamorphose: la Verdi, présidée par M. Casali, est déjà fasciste; la Garibaldina est sur le point de le devenir. Le mérite en revient entièrement au consul Varè, qui s'est promis de rapprocher les réfugiés politiques émigrés de leur Patrie»¹¹.

«Le Secours Mutuel, aussi, a son siège auprès de l'Oeuvre Bonomelli, et au béret tricolore il a ajouté maintenant un distinctif tricolore avec l'étoile italique, on sait quel parti il a choisi»¹².

«Quant à don Mario Chiodelli, il est en pleine activité: il essaye de créer une section d'anciens combattants, (succursale du parti fasciste)¹³.

Le 17 avril 1927, les Italiens d'Esch vécurent une journée mémorable. A cette date la métropole du fer accueillit l'équipe nationale de football, série B, qui devait jouer contre l'équipe nationale du Luxembourg.

Une foule de supporters attendait l'arrivée des joueurs italiens à la gare et les accompagna en cortège jusqu'à l'Hôtel de Ville, où le maire prononça un discours de bienvenue. Le match, qui eut lieu l'après-midi, vit l'équipe italienne s'imposer par 5 à 1¹⁴.

A la même époque, un autre événement produisit une vive émotion au sein de la communauté immigrée: la visite à Luxembourg et à Esch d'un groupe de mutilés italiens de la Première Guerre mondiale.

Ils venaient d'une visite, qu'ils avaient effectuée en Belgique. A la gare de Luxembourg, ils furent reçus avec tous les honneurs par les plus hautes autorités italiennes et grand-ducales, par les anciens combattants de toutes les autres nationalités, par les présidents des sociétés italiennes accompagnés de leurs fanfares et par des milliers de compatriotes. Lors d'un banquet offert par la direction de l'Arbed, le ministre d'Etat Bech prononça un discours plein d'admiration pour l'Italie.

Le lendemain, les mutilés italiens furent reçus au palais grand-ducal, puis au siège du gouvernement (avec remise de médailles) et à la Légation d'Italie. La Chambre de commerce organisa un banquet en leur honneur.

Au cours de l'après-midi, les compatriotes d'Esch reçurent les mutilés à l'hôtel Cresto. La visite prit fin par une réception offerte par la municipalité de Luxembourg.

Le parti fasciste naquit officiellement à Esch vers la fin de 1927. «La Patria» du 13 novembre annonça la fondation du «Fascio Abele Tiapago» pour le dimanche 4 décembre, fête de la Sainte-Barbe et anniversaire de l'assassinat de Tiapago. Au cours de la même journée, les fascistes se recueillirent sur la tombe de leur «martyr». Les bureaux de l'ex-secrétariat ouvrier de l'Oeuvre Bonomelli (4, bd Prince Henri) devinrent le siège du «Fascio Abele Tiapago». Le secrétaire en fut le jeune Marino Fratini¹⁵.

Or, à cause des menaces des antifascistes, la cérémonie d'inauguration du fascio se déroula de façon moins spectaculaire que prévue et la police fut obligée de monter la garde au siège du fascio.

Ce premier pas accompli, le parti fasciste se consacra pendant toute l'année 1928 à une œuvre d'enracinement profond dans la collectivité immigrée et dans les différentes associations italiennes.

Le 21 avril 1928, fête de la fondation de Rome (Natale di Roma), le siège du «Dopolavoro» fut officiellement inauguré en présence du ministre Riccardo Monzani. Il était situé au 105-107, rue du Canal. Les locaux de ce nouveau siège avaient été mis à la disposition du parti par Antonio Caffaro et la Chambre du commerce avait fourni l'ameublement.

Au cours de la matinée eut lieu le rassemblement du «Fascio Abele Tiapago». L'après-midi, l'association «Combattants du Luxembourg» fut présentée au docteur Mario Dessales, président pour la France de la «Fédération des Associations nationales des Combattants»¹⁶.

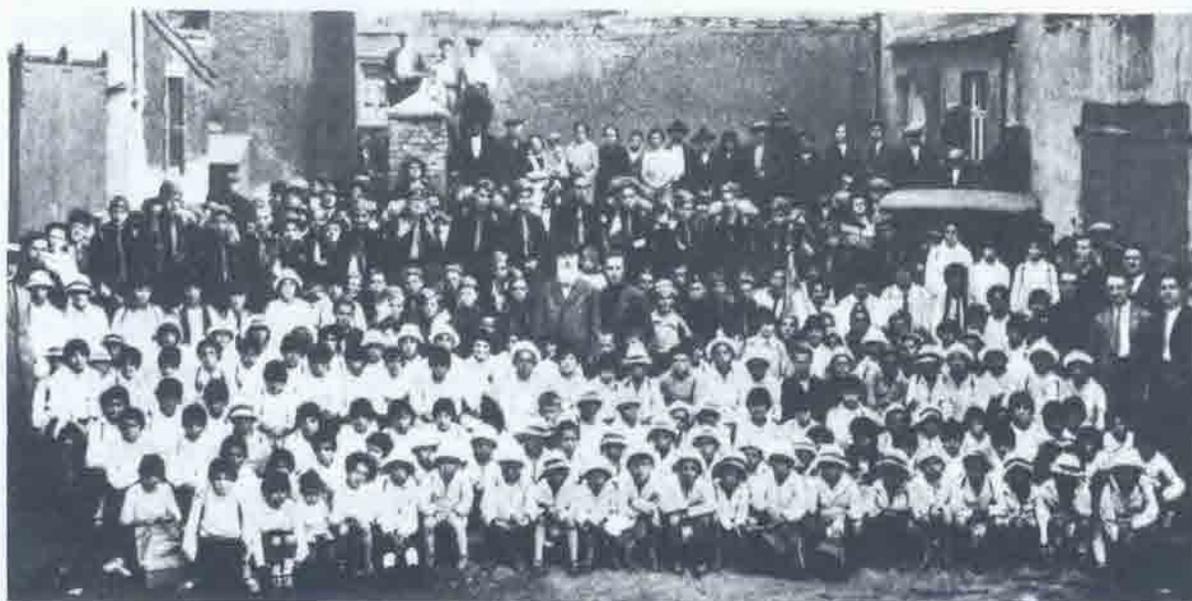
Le 28 octobre de la même année, les «chemises noires» du Grand-Duché se réunirent dans la salle du «Fascio Abele Tiapago», pour y commémorer solennellement l'anniversaire de la Marche sur Rome. Les plus hauts responsables étaient présents: le ministre Riccardo Monzani, Alfonso Arena, Attilio Colombo et le secrétaire Fratini. A cette occasion, le groupe des «Avanguardisti» présenta son nouvel uniforme. On remit les «cartes de membres» et projeta un film sur la puissance maritime de l'Italie¹⁷.

En 1929, furent organisées les mêmes manifestations.

Le 27 janvier, on joua le film «Duce» dans la salle du «Dopolavoro». Les spectateurs étaient même venus de Villerupt et d'Audun-le-Tiche¹⁸.

Au mois de mars on célébra le dixième anniversaire de la fondation des «fasci», en présence du ministre Monzani. De nouvelles cartes de membres furent distribuées et une fanfare joua la Marche royale ainsi que «Giovinezza». On constata avec plaisir que le fascio d'Esch-sur-Alzette avait réussi à réunir en moins d'une année de «nombreux adhérents»¹⁹.

Le 21 avril on fêta le «Noël de Rome» à la Légation d'Italie, et tous les dirigeants des associations, des groupes théâtraux fascistes et les membres du fascio d'Esch y étaient conviés. Le «camerata» Tani, membre du Directoire, prit la parole au nom de Fratini, qui était absent à cette occasion²⁰. A la fin de l'été, la population d'Esch assista au défilé des enfants, qui rentraient des colonies de vacances en Italie: les Avanguardisti en chemise noire, les Balilla en tenue de plage et les Piccole Italiane en uniforme. Les enfants portant des fanions, défilèrent à travers les rues de la ville jusqu'au siège du «Dopolavoro»²¹.



Esch-sur-Alzette, 1929. Les enfants, revenus des colonies de vacances à la mer et en montagne en Italie, se retrouvent rue du Canal au siège du «Dopolavoro». Parmi les personnalités: Achille Giorgetti, Attilio Colombo, Marino Fratini.

Lors de l'anniversaire du Roi d'Italie (11 novembre), la Chambre de commerce organisa un banquet au «Casino Bourgeois» de Luxembourg. Parmi les invités on remarquait le ministre Francesco Meriano, des personnalités luxembourgeoises, don Settin et les présidents des associations italiennes²².

Afin de pouvoir assurer le financement des colonies de vacances de l'année suivante, le groupe théâtral «Amicizia» présenta à l'hôtel de la Poste d'Esch la comédie en trois actes «Addio giovinezza» de Sandro Camascio et Nino Oxilia²³.

5. LES COMMUNISTES ET LES «SUBVERSIFS» CONTRE LE FASCISME

Les adversaires les plus acharnés du fascisme étaient toujours les communistes. Avant-même que le Parti communiste ne soit constitué officiellement au Grand-Duché, on avait noté chez ces «subversifs» des signes précurseurs de la révolution²⁴.

L'adhésion des masses immigrées aux idéaux communistes était extrêmement importante, la preuve en avait été donnée lors du deuxième anniversaire de la Révolution russe: entre 5 et 6 000 personnes avaient participé à la manifestation

organisée par le Parti communiste. Il s'agissait en majorité d'Italiens, défilant en masse à travers les rues d'Esch-sur-Alzette²⁵. Des manifestations analogues avaient lieu chaque année à l'occasion du 1^{er} mai.

Lorsque le mouvement communiste se constitua en parti (1921), les Italiens se divisèrent rapidement en plusieurs sections. Selon un rapport de la gendarmerie datant de la même année²⁶, la section communiste italienne d'Esch avait son siège au Café Solazzi Alfredo (16, rue de la Hoehl), où on distribuait le journal «L'Ordine nuovo»²⁷.

Les hommes de gauche les plus actifs et les plus notoires étaient Piccioni Guido²⁸ et Bartocci Enrico²⁹. Ils faisaient le tour de tous les cafés à la recherche de nouveaux adhérents. Cependant selon la gendarmerie de Luxembourg³⁰, les chefs communistes les plus influents d'Esch auraient été Giovagnoli Giuseppe et Fagnoni Michele³¹. A ces derniers on ajoutait encore Saviola Carlo de Belvaux³² et Menghi Eliseo d'Oberkorn³³.

Les réunions officielles du parti se déroulaient le plus souvent aux cafés Dusemon et Bernardo³⁴. Parmi les orateurs on remarquait surtout Mathias Fraporti. Mais en général, les conférenciers venaient de France, car au Grand-Duché il était devenu dangereux de révéler son appartenance au mouvement communiste³⁵.

La peur des contrôles de police rapprochait les communistes italiens et luxembourgeois. Afin d'éviter davantage d'ennuis, la section italienne d'Esch, qui comptait également parmi ses membres des ressortissants d'Audun-le-Tiche, fusionna avec la section luxembourgeoise. Il en résulta une section unique, mais les Italiens représentaient neuf dixièmes des membres. Ce chiffre est confirmé par le commissaire de police, qui soutenait que les 3 à 4 000 ouvriers italiens de la métropole du fer étaient tous des membres du Parti communiste³⁶.

Ce même commissaire de police nous fournit en outre d'intéressantes précisions quant à la tactique utilisée par les communistes, pour s'imposer au sein de la collectivité italienne.

Au cours des années 1922 et 1923, ils essayèrent de conquérir le «Secours Mutuel», qui regroupait presque tous les commerçants et une grande partie des ouvriers italiens. A cet effet, ils s'inscrivèrent en masse à la Société. Mais le secrétaire du «Secours Mutuel» ainsi que don Chiodelli découvrirent cette tactique et firent exclure de la Société bon nombre de communistes.

Ce fut incontestablement à cette époque (1923) que Blum proposa aux exclus du «Secours Mutuel» de fonder leur propre Société, à laquelle on donna le nom de «Société ouvrière de Secours Mutuel LA FRATELLANZA», qui eut en cette même année sa propre fanfare portant le même nom. Grâce à cette nouvelle association, les communistes italiens purent alors se réunir et agir ouvertement.

Les statuts³⁷ du nouveau «Secours Mutuel» ne différaient point de celui des Sociétés analogues. Il se donnait pour but de:

- A. «Promouvoir et contribuer, par l'intermédiaire de fêtes sociales, livres de culture, conférences et ainsi de suite, au développement et à l'amélioration du niveau culturel de ses membres;
- B. Verser à ses membres, en cas de maladie et de décès, des subsides (art. 1^{er}).»

La discipline était rigoureuse et les membres réfractaires risquaient l'expulsion:

«Aucun membre inscrit n'aura le droit de tenir des discours ou énoncer des critiques en public contre la Société, le Comité directeur ou les associés en général, qui pourraient causer des dommages ou nuire aux intérêts de la Société» (art. 25).»

Le nouveau «Secours Mutuel» se proclamait «apolitique et areligieux» (art. 1^{er}); mais, en réalité, il soutenait toute activité antifasciste.

Son premier Comité directeur était composé comme suit: président, Henri Meier, secrétaire, E. Sosio, caissier, A. Piccini, conseillers, G. Zuccaroli et Michel Fagnoni.

Le rapport susnommé du commissaire de police d'Esch nous indique les noms des communistes les plus connus, membres de la «Fratellanza»: Donzelli Duilio³⁸ qui en fut le président au début, Zuccaroli Giuseppe³⁹, Antinori Federico⁴⁰, et Menghini Antonio⁴¹.

Un autre militant communiste très actif, accusé de traiter la gendarmerie avec mépris, était Bardella Giuseppe: il habitait au 38, rue de la Hoehl et distribuait les revues communistes «La Riscossa» et «L'Unità»⁴².

Les communistes se rassemblaient d'habitude dans les mêmes locaux. En particulier aux cafés de Piccioni Sante, Piccioni Guido, Gherardi Giuseppe⁴³, Negrini Giovanni, Brusio Maddalena, Costantini Paolo et Rossi Giovanni⁴⁴.

Mais parmi les cafés fréquentés par les communistes, on trouvait aussi ceux de Bartocci Alfonso, de la Vve Romanelli-Solazzi Anna et de Mancini Antonio, qui avait hérité le café de son beau-frère Piccioni Guido (décédé en mars 1925). Tous ces cafés étaient «notoirement fréquentés par des communistes du même lieu et des contrées limitrophes»; rien que l'apparition de la police suffisait «pour faire taire les conversations des clients. C'est ainsi qu'il n'a pas encore été possible de découvrir le mobile de ces réunions intimes et assidues»⁴⁵.

Nombreuses étaient les *manifestations* qui se déroulaient, pareilles à des rites, tout au long de l'année, marquant l'engagement contre le fascisme.

En 1924 on assista à la plus importante manifestation antifasciste. Elle eut lieu au mois de juin et les participants protestaient contre l'assassinat de Giacomo Matteotti. Mais, le 26 du même mois, le ministre d'Etat Reuter envoya le communiqué suivant aux forces de l'ordre:

«La Légation d'Italie me signale que des ouvriers italiens organiseront dimanche prochain, le 29 juin, à Esch-sur-Alzette, une manifestation pour protester contre l'assassinat du député italien Matteotti. Il n'est pas exclu qu'à cette occasion des orateurs se laisseront entraîner à des attaques ou offenses contre le Gouvernement d'Italie. Il serait opportun d'avertir les organisateurs de cette manifestation que la police ne pourra tolérer aucune excitation illégale ni aucun désordre. Les délits qui seront commis à cette occasion et notamment le délit d'offense contre le chef d'un Gouvernement étranger (art. 5 de la loi sur la Presse) seront poursuivis conformément aux lois du pays. Les auteurs de ces délits, s'ils sont de nationalité étrangère, s'exposeront en outre à une mesure d'expulsion.»⁴⁶

Un millier d'ouvriers ainsi que quatre députés socialistes participèrent à la manifestation. Un cri s'éleva de la foule: «Vive Matteotti — A bas Mussolini». Puis, suite aux remontrances de la police, qui ne pouvait admettre des insultes contre un chef d'Etat, le cri changea en «A bas le fascisme».

L'orateur officiel était Thilmany. Mais la foule, dont trois cinquièmes étaient des Italiens, exigea aussi des orateurs italiens. Thilmany dut l'accepter de mauvais gré.

Le 10 août 1924, on manifesta contre la guerre impérialiste. Environ 400 Italiens d'Esch et des zones frontalières participèrent à la manifestation. Ils portaient des pancartes sur lesquelles on pouvait lire «A mort Mussolini! Vive le PC»; la gendarmerie les fit confisquer⁴⁷.

Ce fut la dernière fois que les communistes et les socialistes défilèrent ensemble. Au mois de novembre de la même année, lors de la démonstration en faveur de Sacco et de Vanzetti, les communistes manifestèrent seuls. Les socialistes leur reprochaient le fait qu'en Russie également on emprisonnait les démocrates-sociaux...

Le cortège rassembla 600 personnes (550 Italiens et 50 Luxembourgeois). Des enfants portaient des pancartes réclamant la libération des deux italo-américains. Sur la place de l'Hôtel de Ville un millier de personnes écoutèrent le discours de Bukowak, qui répondait aux accusations des socialistes: la Russie est obligée d'employer les grands moyens pour combattre la bourgeoisie, qui est de mêche avec la démocratie-sociale... Un certain Locatelli Amleto (de Brembate, Bergame), venu spécialement de Paris, prit lui aussi la parole et fut longuement applaudi quand il cria: «A bas Mussolini! A bas Coolidge! A bas les assassins!»⁴⁸.

Le mois de décembre 1925 fut endeuillé par l'assassinat d'Abele Tiapago, secrétaire de l'«Oeuvre Bonomelli» (voir chapitre suivant). Ils s'en suivirent des perquisitions et des interrogatoires de communistes notoires, qui toutefois furent relâchés grâce à leurs alibis solides⁴⁹.

Selon la Légation d'Italie à Luxembourg⁵⁰, les «subversifs dangereux» d'Esch étaient: Antinori Federico, Mancini, Zuccaroli, Fagnoni, Scaramucci Gino, Briscolini Sisto de Pergola (Pesaro)⁵¹, Bardella B., Tarossa Domenico de Vestigné (Turin), Scardini Domenico de S. Giovanni (Forlì), Iob Amadeo de Moimacco (Udine), Pierini Pasquale, Marconi Guglielmo, Tagliaboschi Tasso, Carnevali Guglielmo, Solazzi, Benzoni Albino, Brevini Romeo, Frescura Paolo et Piccini Abele.

Sur requête du ministre Preziosi, la Direction de la Sécurité publique envoya aussi un agent, qui parcourut incognito le Grand-Duché. A propos d'Esch, ce dernier écrivait⁵²:

«J'ai constaté, dans les nombreux cafés que j'ai fréquentés, qu'une des premières raisons de la dégénération morale de nos émigrants est l'abus qu'ils font du vin (souvent une mixture toxique débitée par des spéculateurs italiens sans conscience) ainsi que l'abrutissement produit par l'ambiance dans laquelle ils vivent. Au cours de ces journées de pluie et de froid, les émigrants, qui n'ont pas une petite maison qui leur aurait été attribuée par l'entreprise ou par la direction des Mines, ne peuvent passer leurs heures de liberté que dans de tels cafés ou débits de boissons, à jouer, boire, fumer et discuter. Là, le voyou, ou celui qui est moralement corrompu, ou l'homme politique, réussit à corrompre un ouvrier sans expérience et ignorant.»

Il ajoutait: «Le groupe communiste d'Esch (60 inscrits) et celui de Differdange (15 inscrits) ne mériteraient même pas la peine d'être nommés, si la masse saine se faisait entendre (...).»

«Des agitateurs politiques d'une certaine importance n'existent pas dans ce pays.»

Le commissaire de la Pubblica Sicurezza D'Alo' retenait lui aussi, après avoir mené une enquête sur le Grand-Duché, qu'«au Luxembourg le mouvement subversif antifasciste ne paraît pas avoir une grande importance par manque d'éléments de propagande et de direction»⁵³.

Entretemps, les communistes avaient créé d'autres organisations: *Le «Secours Rouge International»* (SRI) et les *«Ligues Prolétaires Antifascistes»* (L.I.A.B.). De ce fait, les manifestations politiques se succédaient à un rythme régulier.

Le 13 mai 1926 se déroula une grande manifestation communiste, à laquelle participaient 700 Italiens du Luxembourg et de France (et environ une cinquantaine de personnes d'autres nationalités), contre le fascisme italien et international⁵⁴. Le gouvernement, mis en garde par la Légation d'Italie, prit de sévères mesures de répression. Et, le 1^{er} juillet 1926, sept Italiens furent frappés par le décret d'expulsion: parmi eux il y avait deux subversifs notoires, Marconi Guglielmo et Guastaroba Armando⁵⁵.

Les anarchistes étaient souvent présents aux manifestations communistes: le 11 juillet 1926, lors du grand défilé à travers les rues d'Esch en faveur de Sacco et de Vanzetti⁵⁶, le 7 novembre de la même année, pour la commémoration de la Révolution russe: le cortège, qui comptait environ 350 participants (en majorité des Italiens), défilait en chantant la *«Bandiera Rossa»* et, en refrain, *«Abbas Mussolini»*⁵⁷.

L'activité des communistes et du monde ouvrier en général préoccupait la gendarmerie d'Esch, dépassée par les événements. Une situation, que le commissaire de police résumait vers la fin de 1926 en ces termes⁵⁸:

«Notre pays peut être comparé à un delta dans lequel viennent se jeter des fleuves indésirables provenant de toutes parts. Dans ce delta, le bassin minier est, du point de vue géoplastique, le point le plus profond et ceci est valable surtout pour Esch, où les indésirables, dont se débarrassent les pays frontaliers en les expulsant, établissent leur demeure et se sentent à leur aise.

Ainsi, nous avons par exemple un groupe d'anarchistes (constitué en majorité par des Italiens), trois fédérations communistes: une luxembourgeoise, une italienne et une polonaise. Nous avons un parti de travailleurs qui comprend en gros les éléments socialistes, des groupes qui prêchent, directement et indirectement, la lutte des classes et poussent les inscrits dans cette lutte.

Le travail effectué par ces groupes est un travail de prosélytisme individuel, impossible à contrôler, qui se déroule principalement sur les lieux de travail, de résidence et surtout dans les cafés.

Puis nous avons les multiples manifestations et assemblées organisées par le parti ouvrier et le parti communiste au cours de l'année. Ensuite il y a la presse des différents partis et les tracts, qui encouragent l'insatisfaction (...).

Dans le creuset de nationalités présentes dans le bassin minier circulent des repris de justice, qu'on peut considérer comme des délinquants de droit commun. Il y en a d'autres, qui ont été expulsés de différents pays pour propagande subversive et qui ont commis des délits politiques dans leur patrie (...).

Un dirigeant communiste du lieu affirme que le groupe communiste du Luxembourg constitue, par rapport aux autres pays, le groupe le plus nombreux et le plus important du monde.

Les commerçants d'armes du lieu n'arrivent presque pas à subvenir à la demande de pistolets de leurs clients et les employeurs craignent pour leur sécurité (...). Personne ne peut dire combien de groupes de centaines de personnes armées existent aujourd'hui, surtout au sein du groupe communiste italien (...). Les mesures prises jusqu'à présent sont trop indulgentes; elles semblent encourager ces étrangers à avancer encore avec plus de zèle sur le chemin qu'ils ont pris.»

Au cours de l'année 1927 les manifestations se multiplièrent.

Le 19 mars le rassemblement commémoratif de la Commune de Paris se termina par un appel contre le fascisme⁵⁹. Le 18 juin eut lieu dans la salle Bernabei la commémoration de Giacomo Matteotti et on chanta l'Internationale⁶⁰.

Entretiens, l'alliance entre les communistes et les anarchistes devenait de plus en plus étroite. Elle atteignit son point culminant lors de la grande manifestation du 19 juin en faveur de Sacco et de Vanzetti, organisée par le SRI⁶¹. On compta un millier de participants, en majorité des Italiens, mais nombreux furent aussi les Polonais. On procéda à une collecte d'argent. Le cortège défila par la rue de l'Alzette, en lançant des slogans contre l'Amérique et le fascisme, en acclamant la révolution mondiale et en réclamant la libération des deux italo-américains. La «Garibaldina» jouait des airs révolutionnaires. Stammel, l'ouvrier Pradolongo Giordano (demeurant au café Rossi, rue du Brill) et le cordonnier anarchiste Cantarelli Vittorio (de Bruxelles) prirent la parole et crièrent vengeance contre la bourgeoisie.

Les autorités luxembourgeoises n'appréciaient guère ces «manifestations bruyantes organisées dans notre pays par des étrangers... Souvent ces manifestations stériles ne servent que de prétexte à des communistes étrangers, qui s'amuse à se livrer chez nous à des écarts, qu'ils n'oseraient pas se permettre chez eux»⁶².

Mais les communistes ne se souciaient guère de ces préoccupations gouvernementales. Ils continuaient à manifester à Esch et, parfois, ils faisaient aussi des incursions dans les villes voisines: à Dudelange par exemple, le 31 juillet 1927, avec Zénon Bernard à leur tête; ils parcoururent le Tattenberg et le quartier Italia avec des pancartes, qui exaltaient le SRI⁶³.

La tension entre les fascistes et les communistes augmentait: un rien suffisait pour déclencher la tempête. Ce fut le cas au début du mois de juillet 1927, dans un dancing⁶⁴: Anelli Marino⁶⁵ avait remarqué un Français, qui portait un ruban tricolore; croyant qu'il s'agissait des couleurs italiennes, Anelli attaqua le malchanceux. Une rixe s'en suivit, à laquelle se mêlèrent une cinquantaine d'Italiens. Outre Anelli, la police réussit à identifier Rodolfo Meggiolaro⁶⁶, Minché Dionigio⁶⁷ et Dal Col Giovanni⁶⁸, qui furent tous menacés d'expulsion.

Une autre manifestation de masse, organisée par le «Secours Rouge», les communistes et les anarchistes, eut lieu le 8 août 1927. Le motif en était toujours la défense de Sacco et de Vanzetti, mais la manifestation visait surtout le fascisme⁶⁹.

Ce jour-là, les anarchistes passèrent dans toutes les entreprises de construction italiennes, pour convaincre les camarades de participer au rassemblement. Parmi les principaux agitateurs, on nota Strappazzoni Edoardo et Carloni Gustavo d'Esch. D'autres groupes arrivèrent de Dudelange, Differdange, Rodange et Rumelange (ces derniers étaient menés par Palazzari Angelo). Environ 400 autres manifestants étrangers se joignirent au groupe à la place de l'Hôtel de Ville, où — outre Bukowak, Klein, Stammel, Z. Bernard, etc. — différents ouvriers prirent la parole, notamment Vitaletti Pietro d'Esch⁷⁰ et Santini Angelo de Dudelange. Ils protestèrent contre les emprisonnements, les investigations de la police et les expulsions. Scaramucci Gino d'Esch semblait être le principal animateur de la démonstration. Les slogans étaient toujours les mêmes: «Abas le fascisme, Mussolini, les espions de l'Oeuvre Bonomelli»; cette dernière était accusée d'être à l'origine des expulsions⁷¹.

En effet, la police et la gendarmerie travaillaient fébrilement pour découvrir les principaux agitateurs communistes et anarchistes⁷², qui étaient le plus souvent expulsés. Au mois de septembre 1927 ce sort toucha l'anarchiste Cucca Giovanni et les communistes Spina Ribelle, Ansaloni Secondo, Paoletti Giovanni et Belligotti Terzo⁷³.

Mais les démonstrations virent toujours plus de participants. Le dimanche 6 novembre on commémora, en la salle Bernabei, le 10^e anniversaire de la Révolution russe; Zénon Bernard prononça un discours⁷⁴.

Les deux maisons Solazzi, situées au 14 et au 16, rue de la Hoehl, étaient signalées comme «repaires» des communistes. Au numéro 16 habitaient les bien connus militants Meggiolaro Rodolfo et Dal Col Giovanni⁷⁵.

- ¹ Guide officiel illustré de la Ville d'Esch-sur-Alzette, publié par la Société d'Initiative et d'Embellissement à l'occasion de son 25^e anniversaire, 1926.
- ² VARE Daniele, *Il diplomatico sorridente*, op. cit., pp. 324-325.
- ³ E.R.S. «Cose viste, Impressioni e ricordi», in «La Voce d'Italia», 2^e année, n° 8, 28.2.1926.
- ⁴ BELLETTI Antero dans: *Il Mezzogiorno*, 11.5.1929.
- ⁵ Alfredo Orizi, né à Pesaro, le 16 novembre 1890. Il fréquenta le lycée de musique «G. Rossini» de sa ville, où il obtint une licence d'orchestration en 1913. Il se distingua en tant que compositeur et dirigea le groupe musical de la maison Ricordi. En 1919 il avait été directeur de la fanfare communale de Montegrimano.
- ⁶ Asmae, 1422: télégramme de Funck, conseiller de gouvernement, à Della Torre, 16.9.1919.
- ⁷ Asmae, 1422: télégramme de Della Torre à l'Office grand-ducal de Luxembourg, 18.9.1919, Della Torre rappelait que «la fête du XX septembre est une fête nationale exclusivement italienne, tandis que la fête du Roi, le 11 novembre, est la fête nationale officielle internationale».
- ⁸ Davide Tonetti (voir note page 95) demeura directeur de la Garibaldina depuis sa création jusqu'à sa disparition au cours des années '40. Outre la fanfare d'Esch, il dirigeait encore la fanfare de Rumelange et celle d'Ottange. Il répétait qu'il «faisait de la musique et non pas de la politique».
- ⁹ voir note page 95.
- ¹⁰ Ael, Justice, 76/25-0217: Della Torre au ministre d'Etat 16.2.1923; et Justice, 76/175-0010, gendarmerie d'Esch-sur-Alzette, 18.3.1923. Même le communiste Johann Bukowak, conseiller communal d'Esch, présenta sa demande d'admission au «Secours Mutuel», puisqu'il était d'origine italienne (son père habitait une région, qui avait depuis peu été cédée à l'Italie par l'Autriche); sa requête fut refusée.
- ¹¹ *Il Riscatto*, 5.2.1927.
- ¹² *Il Riscatto*, 9.4.1927.
- ¹³ *Il Riscatto*, 18.6.1927.
- ¹⁴ *La Voce d'Italia*, 3^e année, n° 17, 30.4.1927. L'équipe italienne était composée par Gianni, Zanello, Bellini, Genovesi, Burlando, Giordani, Munerat, Vojak, Pastore, Cevenini (capitaine) et Rivolta.
- ¹⁵ Fratini Marino, fils de Gaetano, était né en 1900 à Pergola (Pesaro); il avait obtenu un doctorat d'ingénieur en électronique à l'Académie d'Oldenburg (Allemagne) et demeurait avec sa famille à Esch-sur-Alzette.
- ¹⁶ *Il Legionario*, 14.4.1928.
- ¹⁷ *Il Legionario*, 10.11.1928.
- ¹⁸ *Il Legionario*, 8.2.1929.
- ¹⁹ *Il Legionario*, 20.4.1929.
- ²⁰ *Il Legionario*, 18.5.1929.
- ²¹ *Il Legionario*, 6.7.1929.
- ²² *Il Legionario*, 28.9.1929.
- ²³ *Il Legionario*, 21.12.1929.
- ²⁴ Ael, Justice, 76/181-0060: le commissaire de police d'Esch, 3.6.1926. Selon la déposition d'Adolfo Angeli (personne à laquelle on ne pouvait accorder que peu de foi), il existait avant 1921 trois «piliers» du mouvement communiste: Donzelli Duilio (né à Fossombrone, Pesaro, en 1882), Bertinelli Sebastiano (né à Scheggio, Pérouse, en 1878) et Papa Luigi (né à Comerio, Varèse, en 1878). Donzelli aurait été le président du PC, Giovagnoli Giuseppe (né en 1886 à Gualdo Tadino), le premier secrétaire et Fagnoni Michele (né en 1886 à Devignano, Novare), le deuxième secrétaire. Les réunions auraient eu lieu au café Piccioni (16, rue du Brill), où Donzelli et Bervini Vittorio (né en 1889 à Poncadel-la) auraient prononcé des discours révolutionnaires et incité à la révolte. Le PC aurait encore compté parmi ses membres: Antinori Federico, Zuccaroli Giuseppe, Mancini Antonio, Simonelli Galliano et Vittorio, Bartocci Alfonso.
- ²⁵ Ael, Justice, 76/138-0010: gendarmerie d'Esch, 7.11.1919.
- ²⁶ Ael, Justice, 76/101-0116: gendarmerie d'Esch, 10.3.1921.
- ²⁷ Ael, Justice, 76/101-0116: gendarmerie d'Esch, 10.3.1921.
- ²⁸ Cafetier, né en 1893 à Fossato di Vico, Pérouse, et habitant rue du Brill.
- ²⁹ Ouvrier, né en 1881 à Gubbio, Pérouse, et résidant au café Bernabei.
- ³⁰ Ael, Justice, 76/101-0077: gendarmerie de Luxembourg, 9.3.1921.
- ³¹ Né en 1886 à Divignano, Novare.
- ³² Né en 1896 à Bosolo.
- ³³ Né en 1884 à Talamello, Pesaro. Les activistes luxembourgeois du P.C. étaient: Schaak, Wilhelm, Reichert Anna, Hey Jacob, Splenger George, Klein Hermann et Will Théodor.
- ³⁴ Ael, Justice, 76/2-00272 et 0281 et 0258: rapports de la gendarmerie d'Esch, 1922.
- ³⁵ Lors de la manifestation du 1^{er} juillet 1923, un Italien osa crier: «Vive l'Internationale communiste! A bas Mussolini!»
- ³⁶ Ael, Justice, 76/44-0002: le commissaire de police d'Esch, 12.12.1924.
- ³⁷ Editions A. Kummer, succ. Guill. Didert, Esch-sur-Alzette, 1923.
- ³⁸ Donzelli Duilio, né à Fossombrone, Pesaro, le 29 juin 1882. En Italie il enseignait dans une école artistique, mais il avait été renvoyé à cause de ses idées politiques. A Esch il vivait de ses peintures et de ses sculptures. On lui attribuait des articles publiés par l'intermédiaire de Biancardi Gioacchino dans les journaux communistes et dénonçant les commerçants italiens comme fascistes.
- ³⁹ Né à Pergola, Pesaro, le 26 mai 1886, peintre.

- ⁴⁰ Né à San Severino, le 26 février 1886, cordonnier.
- ⁴¹ Né à Esanatoglia, Macerata, le 26 septembre 1895. La «Fratellanza» ne connut pas énormément de succès. Encore vers la fin de 1927, le «Riscatto» déplorait que «le Secours Mutuel» à caractère prolétaire, quoiqu'il regroupé un nombre considérable de travailleurs, est encore loin d'assumer les proportions qu'il devrait avoir par rapport à la masse immigrée qui peuple la ville d'Esch» (Il Riscatto, 15.10.1927).
- ⁴² Ael, Justice, 76/181-0138. Dans une lettre du 9 avril 1925 adressée à un ami, Giuliani Enrico affirmait que le seul moyen pour atteindre les objectifs des ouvriers était la révolution. Il mentionnait en outre que la police avait découvert plusieurs camarades armés de pistolets, on parlait de 275 expulsions, mais 18 seulement avaient eu lieu. Il s'étonnait de ne pas être parmi les expulsés. Et il continuait: «On nous dit maintenant que, si on retire les expulsions, c'est à condition de ne pas participer aux démonstrations communistes et de ne plus faire de propagande. Mais au lieu de cela, ils font pire qu'avant. Plus leur réaction sera forte, plus, nous autres, nous devons leur tenir tête. Tu sais que les communistes ne veulent pas de frontières. Et ainsi je pense que, si on me renvoie d'ici, où que j'irai, je ferai plus que ce que j'ai fait jusqu'aujourd'hui.»
- ⁴³ Gherardi Giuseppe, né à Gualdo Tadino, Pérouse, en 1885; il était déjà venu à Esch avec son père en 1902.
- ⁴⁴ Les cabarettiers Gherardi Giuseppe, Piccioni Guido et Malano Carlo furent aussi sommés, sous peine d'être expulsés, «de s'abstenir de toute propagande communiste» (Ael, Justice, 76/26: lettre du Directeur général de la Justice au procureur général d'Etat, 24.12.1924).
- ⁴⁵ Ael, Justice, 76/25-0138; lettre du procureur général d'Etat au Directeur général de la Justice, 24.6.1926.
- ⁴⁶ Ael, Justice, 76/75-0012: le ministre d'Etat Reuter au Directeur général de la Justice, 26.6.1924.
- ⁴⁷ Ael, Justice, 76/5; gendarmerie d'Esch, 10.8.1924.
- ⁴⁸ Ael, Justice, 76/177; gendarmerie d'Esch, 30.11.1924.
- ⁴⁹ Les communistes interrogés furent: Bardella Giuseppe (de Genga - Ancône), Vecchi Cirillo (de Villa Canale - Campobasso), Benzoni Albino (de Clusone - Bergamo), Bonifazio Agostino (de Slavetto), Bartocci Alfonso (de Gubbio - Pérouse), Paladini Aristide (de Mercato Saraceno - Forlì), Antinori Federico (de San Severino - Macerata), Zuccaroli Giuseppe (de Pergola - Pesaro), Mancini Antonio (de Cagli - Pesaro), Poli Giovanni (de Alzate - Côme), Aldegheri Giuseppe (de Colognola), Masserini Santo (de Cazzaniga), Briscolini Sisto (de Pergola - Pesaro), Piccini Abele (de Cantiano - Pesaro), De March Silvestro (de Ponte nelle Alpi - Bellune), Pagani Guido (de San Gondoza), Passini Primo (de Cesena-Forlì), Carnevali Guglielmo (de Fabriano - Ancône) et Sancardi Arcangelo (de Mel - Bellune).
Ael, Justice, 76/25-0177: le commissaire de police d'Esch, 5.12.1925.
- ⁵⁰ Acs, 1927, b. 168 J 4; télex du Mae à la Direction générale de la Pubblica Sicurezza, 23.12.1925.
- ⁵¹ Briscolini Sisto, né à Pergola (Pesaro), le 18 décembre 1899, mineur. En 1929, il était un organisateur actif des soirées en faveur du SRI (Acs, Cpc, b. 843, «Briscolini Sisto»).
- ⁵² Acs, Ps 1927, b. 163 J 4; rapports de l'agent de la Pubblica Sicurezza au chef de la police, 19.2.1926.
- ⁵³ Acs, Ps 1927, b. 163 J 4; le Mae à la Direction générale de la Pubblica Sicurezza, 15.6.1926.
- ⁵⁴ Acs, Ps 1927, b. 163 J 4; le Mae à la Direction générale de la Pubblica Sicurezza (rapport de la Légation d'Italie), 26.6.1926.
- ⁵⁵ Ibidem, télex du 23 juin 1926. *Liste des Italiens expulsés*: Scapucci Daniel et Pistoia, Bartocci Felice de Camerino (Macerata), Marconi Guglielmo de Pedaso (Ascoli Piceno), Guastaroba Armando de Bologne, Panci Ruggiero de Broglio, Zazzo Demetrio de Budrio (Bologne) et Saini Giovanni de Teglio (Sondrio).
- ⁵⁶ Il Riscatto, 19.2.1927.
- ⁵⁷ Ael, Justice, 76/8; gendarmerie d'Esch, 7.11.1926.
- ⁵⁸ Ael, Justice, 76/181-0136; gendarmerie d'Esch, 4.1.1926.
- ⁵⁹ Il Riscatto, 26.3.1927.
- ⁶⁰ Il Riscatto, 25.6.1927.
- ⁶¹ Il Riscatto, 25.6.1927 et Ael, Justice, 76/9; gendarmerie d'Esch, 16.6.1927.
- ⁶² Ael, Justice, 76/10-0048; le Directeur général de la Justice, 22.7.1927.
- ⁶³ Ael, Justice, 76/10-0055; gendarmerie de Dudelange, 31.7.1927.
- ⁶⁴ Ael, Justice, 76/25-0131; le procureur général d'Etat au Directeur général de la Justice, 9.7.1927.
- ⁶⁵ Anelli Marino, né en 1898 à Lerici (La Spezia).
- ⁶⁶ Rodolfo Meggiolaro, né en 1901 à Abano (Padoue); il avait été expulsé de France en tant que communiste dangereux et avait participé au congrès de la III^e Internationale de La Haye. Il utilisait de faux papiers d'identité.
- ⁶⁷ Minché Dionigio, né en 1902 à Castel del Rio (Bologne).
- ⁶⁸ Dal Col Giovanni, né en 1900 à Lentiai (Bellune).
- ⁶⁹ Il Riscatto, 13.8.1927; Ael, Justice, 76/10-0063; gendarmerie d'Esch, 8.8.1927.
- ⁷⁰ Vitaletti Pietro, né en 1894 à Fossombrone (Pesaro).
- ⁷¹ Ael, Justice, 76/10-0068; le commissaire de police d'Esch, 8.8.1927.
- ⁷² Un rapport d'août 1927, concernant une tentative de grève à Esch, signale les noms suivants: Centi Geremia (de Paganica - Aquila), Baraghini Palmo (de Sorbano - Forlì), Antonini Giovanni (de S. Stefano de Zimella - Vérone), De Cataldis Francesco (de Leca), Sarasini Faustino (de Brescia), Fozzi Venanzio (d'Induno Olona - Varèse), Solci Oliva, etc. (Ael, Justice, 76/10-0100; gendarmerie d'Esch, 24.8.1927).

- ⁷³ Ael, Justice, 76/46-0015: gendarmerie d'Esch, 11.9.1927. En tant qu'anarchiste-communiste, mais non dangereux, était signalé aussi Barbadori Ulderico, né en 1883 à Pergola (Pesaro) et demeurant à Esch, rue Pasteur 26 (Acs, Cpc, b. 315 au nom de «Barbadori Ulderico»).
- ⁷⁴ Il Riscatto, 12.11.1927.
- ⁷⁵ Il Riscatto, cité par «La Voce d'Italia» (3^e année, n° 8, 26.2.1927), donnait la liste de certains cafés «recommandables» pour les communistes: le café del Piccione, le café del Risorgimento, le café del Libero Pensiero et le café della Torre di Pisa.